Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-10

Séances publiques n^os 107, 108, 109 et 110 p. 10-87

Questions au Gouvernement p. 88-99

2023-2028

n°44

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-06

Nouvelles lois .... p. 07-10

Séances publiques .... p. 10-87

107e séance du mardi 18 novembre 2025 p. 10-37

108e séance du mercredi 19 novembre 2025 p. 37-58

109e séance du jeudi 20 novembre 2025 p. 58-76

110e séance du jeudi 20 novembre 2025 p. 76-87

Questions au Gouvernement .... p. 88-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
14/01/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

« Un grand programme de modernisation de la Chambre » pour l'année 2026

Le Président et les membres du Bureau lors des vœux de l'institution

Les réformes pour rendre le travail parlementaire plus dynamique et plus transparent vont se poursuivre. C'est ce qu'a annoncé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la traditionnelle réception de Nouvel An le 5 janvier 2026 au Cercle municipal.

« Nous avons réalisé plein de choses en 2025, mais il reste beaucoup de discussions à mener », a affirmé M. Wiseler qui a annoncé un « grand programme de modernisation » pour l'année 2026. Son objectif est de mener à bien les réformes du travail parlementaire entamées.

Rendre les séances toujours plus dynamiques

Si des avancées ont d'ores et déjà été réalisées pour adapter les temps de parole au cours des séances publiques, pour faire de la retransmission en direct de 18 commissions parlementaires une règle ainsi que pour introduire un nouveau registre de transparence, les députés devraient désormais s'accorder sur de nouvelles modalités pour les heures de questions et les heures d'actualité, toujours dans le but de les rendre plus fluides et plus dynamiques.

D'autres sujets à revoir concernent le nouveau statut des députés ainsi que le cumul des mandats et la réforme envisagée de la loi électorale. Le Président a salué « les discussions correctes et non partisanes », signe de la volonté de coopérer de l'ensemble des groupes et sensibilités politiques « pour faire avancer le Parlement ensemble ».

Réformer l'institution n'est pas une fin en soi, a expliqué M. Wiseler. Les transformations s'inscrivent dans un contexte dans lequel « le fonctionnement démocratique se fait défier en permanence » et où « la confiance envers la politique, la presse et les institutions devient de plus en plus fragile ». Les citoyens sont de plus en plus impatients de voir des solutions rapides à leurs problèmes. Face à ce constat, le Président de la Chambre a rappelé que « la force d'une démocratie représentative est sa capacité d'écouter et de trouver des solutions sur cette base. Il y a un temps pour discuter et un temps pour prendre des décisions. Ces processus se doivent d'être transparents ».

> « Quand un Parlement est à l'écoute et qu'il traite les grandes questions, il gagne en respect. Quand un Parlement défend des positions claires, il donne une direction. Quand un Parlement soutient des valeurs partagées, il consolide la démocratie au-delà de nos frontières. »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre

La transparence, la stabilité, la responsabilité et les valeurs guident les travaux de la première institution du pays, a affirmé le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, au cours de son allocution. Dans son objectif de modernisation, la Chambre peut compter sur une administration qui compte désormais quelque 180 agents.

Si le point fort pour l'institution en 2025 était le rôle clé que la Chambre a joué lors des cérémonies à l'occasion du « Trounwiessel », l'administration s'est soumise à bon nombre de procédures d'évaluation sur les finances de l'institution, le bien-être de ses collaborateurs ou encore les systèmes des technologies de l'information. En 2026, une série d'études sur la résilience démocratique verront le jour ainsi que la suite d'un audit sur les questions du genre, les initiatives liées à l'IA seront consolidées, la modernisation des systèmes informatiques parachevée et les services audiovisuels réorganisés. La Chambre prépare également l'ouverture d'un « Visitor Center » pour l'accueil du grand public.

Quelque 250 invités rassemblés au Cercle municipal

La réception de Nouvel An est le rendez-vous traditionnel début janvier lors duquel le Président de la Chambre présente ses vœux aux multiples acteurs en relation avec le Parlement national. Plusieurs nouveautés ont été introduites en 2026 : la réception a eu lieu au Cercle municipal pour accueillir quelque 250 personnes, dont pour la première fois l'ensemble des députés et leurs collaborateurs. M. Wiseler a également souligné l'importance de la diplomatie parlementaire, raison pour laquelle les membres du corps diplomatique ont figuré parmi les invités d'honneur.

Ont également assisté à la réception : le Premier ministre, M. Luc Frieden, la Ministre en charge des Relations avec le Parlement, Mme Elisabeth Margue, la Maréchale de la Cour, des députés européens de même que des représentants de la magistrature, du Conseil d'État et de la presse. Les représentants des organes rattachés au Parlement comme l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ou la Cour des comptes, les partenaires de la Chambre tels que le « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB) ainsi que les agents de l'Administration parlementaire ont en outre répondu présents à l'invitation.

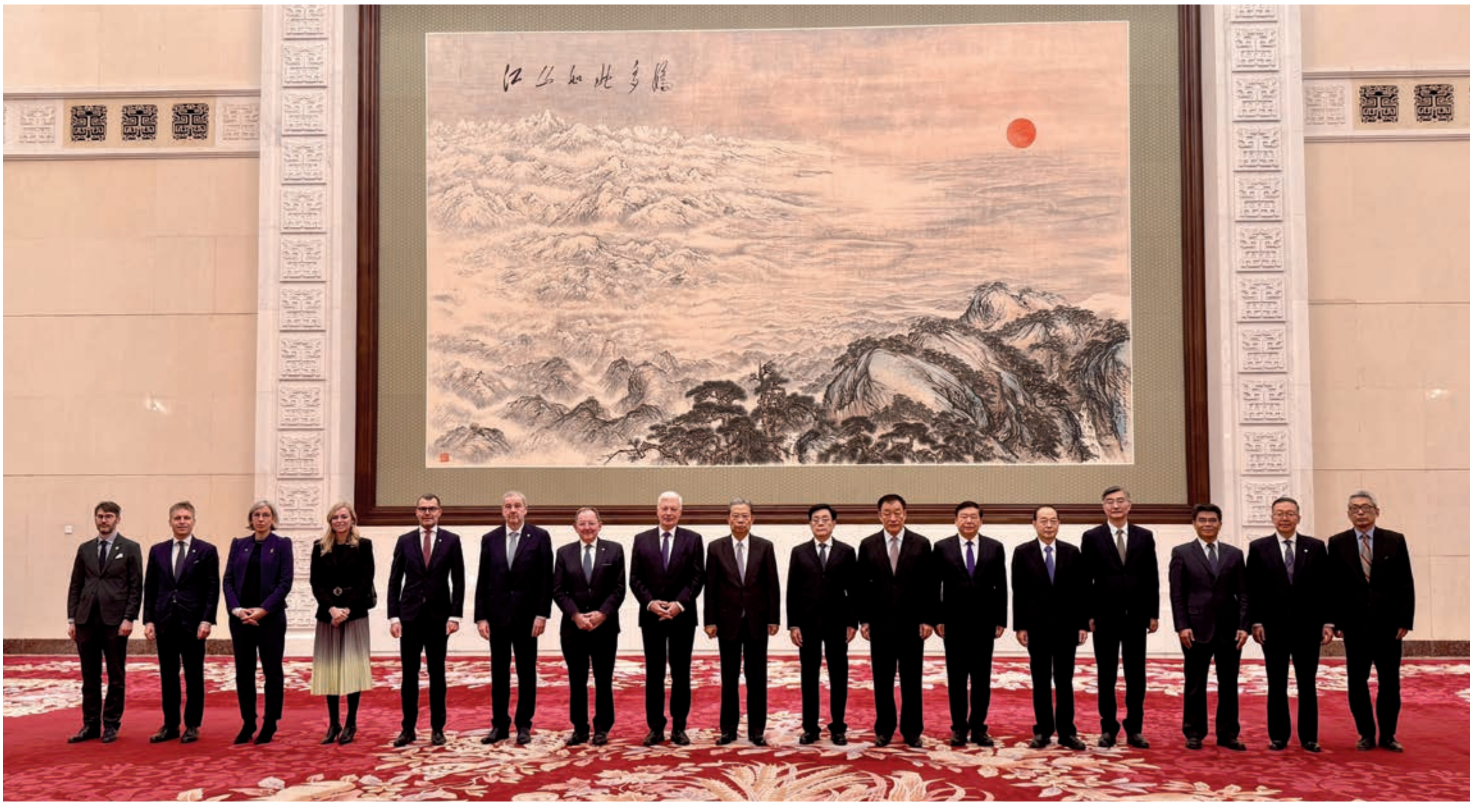
Retrouvez l'interview de Nouvel An avec le Président de la Chambre en scannant le code QR suivant :

L'Administration parlementaire recrute :

un responsable des ressources humaines (m/f/d) appartenant au groupe de traitement A1 – poste à pourvoir par la voie du changement d'administration.

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi

Visite officielle en Chine : « un échange franc et ouvert »



La délégation luxembourgeoise a été reçue par le Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine (APN), M. Zhao Leji (au milieu).

Une visite officielle de la Chambre des Députés en République populaire de Chine, menée par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a eu lieu du 12 au 15 décembre 2025. La délégation luxembourgeoise était composée, outre le Président de la Chambre, de deux Vice-Présidents, MM. Fernand Etgen et Michel Wolter, ainsi que de deux membres du Bureau, Mmes Taina Bofferding et Sam Tanson.

Le premier rendez-vous officiel fut une rencontre, le 12 décembre, avec M. Wang Huning, Président de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Les membres de la délégation ont ensuite rencontré M. Liu Haixing, chef du Département international du Comité central du Parti communiste chinois, ainsi que M. Zhao Leji, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine (ANP).

Lors de ces échanges, tous les grands sujets concernant la coopération sino-luxembourgeoise, mais aussi les sujets de politique internationale et la question des droits de l'homme ont été abordés. Le Président de la Chambre a souligné à plusieurs reprises l'« échange franc et ouvert » avec ses homologues chinois.

Le Luxembourg, un « point d'entrée » pour les investissements chinois en Europe

M. Wiseler a mis en lumière la qualité de la coopération sino-luxembourgeoise, en particulier dans le domaine des investissements chinois en Europe. Il a souligné l'importance de cette visite officielle, la première d'un Président de la Chambre des Députés depuis quinze ans, qui témoigne de la volonté commune d'intensifier les relations bilatérales entre les deux pays et d'en exploiter pleinement le potentiel prometteur.

Le Président de la Chambre a également exprimé l'ambition du Luxembourg de diversifier et d'approfondir ses liens avec la Chine au-delà des domaines de coopération traditionnels. Dans cette perspective, il a réaffirmé l'engagement du Luxembourg en faveur d'un dialogue constructif et respectueux sur les questions relatives aux droits de l'homme. Cette approche s'inscrit dans la conviction que des échanges ouverts et francs sur ces sujets fondamentaux peuvent contribuer à une meilleure compréhension mutuelle et au renforcement d'une relation bilatérale équilibrée et durable, fondée sur le respect des valeurs universelles et des engagements internationaux partagés. « Le Luxembourg est un fervent et historique défenseur du multilatéralisme », a encore ajouté à plusieurs reprises le Président de la Chambre.

Autre point abordé lors des différents échanges : l'Ukraine. M. Wiseler a insisté sur le fait que les négociations pour une solution du conflit devraient inclure l'Ukraine ainsi que les pays européens, dont l'avenir est en jeu. Le Président de la Chambre a appelé à ce que l'Europe et la Chine unissent leurs efforts pour trouver rapidement une solution au conflit. Cela serait nécessaire non seulement pour les Ukrainiens, mais aussi pour toutes les personnes qui subissent les conséquences du conflit, notamment sur le plan alimentaire.

M. Liu Haixing a affirmé au sujet de l'Ukraine que l'Europe devait en effet avoir une place à la table des négociations. Il a ajouté que la cause de cette crise était « complexe et historique » et que par conséquent, des solutions complexes s'imposaient. Il faudrait pour cela « trouver les racines de la crise », a-t-il encore déclaré.

Taïwan au centre des préoccupations des représentants chinois

Lors des réunions du 12 décembre, tous les interlocuteurs chinois rencontrés par la délégation luxembourgeoise ont évoqué la situation de Taïwan. M. Zhao Leji a notamment rappelé l'importance qu'a, aux yeux de la Chine, la Déclaration du Caire de 1943.

M. Wiseler a assuré que le Luxembourg se tenait à la politique d'une seule Chine. « Le Luxembourg n'a pas l'intention de dévier de cette position », a souligné le Président de la Chambre. Un autre sujet abordé par les hôtes chinois concernant la détérioration des relations entre la Chine et le Japon, suite aux récents propos de la Première ministre japonaise, Mme Sanae Takaichi, au sujet de Taïwan.

Des échanges sur l'avenir du dialogue sino-européen

Au sujet des relations avec l'Europe, M. Wang Huning a notamment partagé ses observations sur l'évolution récente des rapports entre la Chine et l'Union européenne. Il a exprimé le souhait que les institutions européennes et la Chine puissent privilégier davantage les domaines de convergence et d'intérêt commun. Dans ce contexte, M. Wang Huning a exprimé sa confiance dans le rôle que le Luxembourg, en tant que membre fondateur de l'UE, pourrait jouer afin de favoriser un dialogue constructif.

Le Président de la Chambre des Députés a affirmé l'attachement constant du Grand-Duché au dialogue et à la recherche de solutions par la voie du consensus. Beaucoup de questions pourraient se résoudre de cette manière, notamment par le biais d'échanges constructifs et d'une approche fondée sur la compréhension mutuelle. Le Luxembourg, selon M. Wiseler, a vocation à continuer à jouer son rôle de conciliateur dans les années à venir.

Le Luxembourg et le Henan, un « partenariat qui a de l'avenir »

La suite de la visite officielle s'est déroulée à Zhengzhou, capitale de la province du Henan et berceau historique de la civilisation chinoise. Forte de plus de 100 millions d'habitants, cette province entretient depuis 2014 des relations bilatérales renforcées avec le Luxembourg, notamment après la mise en place, par la compagnie de fret aérien luxembour-

geoise Cargolux, d'un deuxième hub logistique à l'aéroport de Zhengzhou.

La délégation luxembourgeoise a été reçue le 14 décembre 2025 par M. Liu Ning, Secrétaire du Comité provincial du Parti communiste chinois de la province du Henan, qui s'était rendu au Luxembourg en septembre 2025. Face à son interlocuteur, le Président de la Chambre a qualifié les relations de « partenariat de choix qui a beaucoup d'avenir ». En plus du transport aérien, M. Wiseler a affirmé souhaiter que le Luxembourg et le Henan puissent continuer à collaborer dans d'autres domaines, comme les investissements durables, l'intelligence artificielle ou l'industrie automobile.

La bonne relation entre le Luxembourg et le Henan ne serait « pas le fruit du hasard », mais le résultat d'une volonté politique – un grand succès malgré la différence de taille entre le Luxembourg et la province du Henan. Les échanges culturels seraient également importants, d'après M. Wiseler, qui a notamment salué la création d'un Institut de recherche sur le Luxembourg au sein de la « Henan University of Economics and Law » à Zhengzhou.

La route aérienne de la soie

La délégation luxembourgeoise a par ailleurs visité le terminal de fret nord de l'aéroport international Xinzheng de Zhengzhou. Cargolux opère des vols réguliers entre l'Europe et la Chine, notamment vers l'aéroport international de Zhengzhou, un hub stratégique en Chine pour le fret.

À la rencontre des étudiants chinois

La délégation s'est également rendue à la « Henan University of Economics and Law » et y a notamment rencontré les représentants de l'Institut de recherche sur le Luxembourg. L'occasion, pour le Président de la Chambre, de répondre aux questions d'étudiants qui l'ont interrogé sur plusieurs sujets. Parmi ceux-ci, les relations culturelles entre le Luxembourg et le Henan, le développement des relations économiques entre le Luxembourg et le Henan ou encore les enjeux liés à l'intelligence artificielle.

La délégation parlementaire a été à la rencontre des étudiants de la « Henan University of Economics and Law ».

Visite officielle en Roumanie : l'Ukraine et la menace russe au centre des préoccupations

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a été reçu par le Président du Sénat roumain, M. Mircea Abrudean, au Palais du Parlement à Bucarest.

Le soutien à l'Ukraine et la lutte contre la désinformation et l'ingérence russe étaient au cœur des échanges entre les délégations parlementaires luxembourgeoise et roumaine lors d'une visite officielle les 8 et 9 décembre 2025 à Bucarest. Conduite par le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, la délégation luxembourgeoise était composée par ailleurs de M. Fernand Etgen, Vice-Président et membre du Bureau de la Chambre, de Mme Taina Bofferding, membre du Bureau, et de M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

« La Roumanie aspire à devenir un hub pour la reconstruction de l'Ukraine », a déclaré le Président du Sénat roumain, M. Mircea Abrudean, devant la délégation luxembourgeoise, sollicitant à cette occasion le soutien du Grand-Duché pour ce projet. M. Wiseler a exprimé son appui en soulignant la légitimité naturelle de la Roumanie à assumer ce rôle.

En effet, le Président du Sénat roumain a rappelé que son pays partage avec l'Ukraine une frontière terrestre et maritime s'étendant sur plus de 500 kilomètres. Tout en soulignant l'engagement du Luxembourg envers l'Ukraine, le Président de la Chambre a reconnu que celui-ci ne saurait se comparer à l'implication de la Roumanie, qui soutient son voisin ukrainien tout en assurant la défense des frontières extérieures de l'Union européenne. Dans ce contexte, les deux Présidents ont réaffirmé l'appartenance de l'Ukraine, mais aussi de la Moldavie, à la famille européenne.

Cybermenaces et désinformation : des défis quotidiens pour Bucarest

M. Wiseler a interrogé ses interlocuteurs sur la manière dont la Roumanie se prépare face aux cyberattaques, aux tentatives d'ingérence dans les systèmes électoraux et aux campagnes de désinformation. Le Président du Sénat roumain a confirmé que ces menaces constituent des défis majeurs pour son pays. Au-delà du danger que représentent les drones russes, la Roumanie subit quotidiennement un nombre élevé de cyberattaques, a-t-il précisé.

Sur le volet de la désinformation, il s'est montré particulièrement intéressé par un échange de bonnes pratiques. Il a exposé la situation roumaine, marquée par une désinformation quotidienne concernant notamment la guerre en Ukraine, à laquelle la classe politique tente de répondre par une communication institutionnelle renforcée. Il a néanmoins souligné l'ampleur du défi, particulièrement dans le contexte actuel où les récentes réformes budgétaires, vivement contestées, ont érodé la confiance des citoyens envers leurs représentants politiques et les institutions.

À la question de M. Wiseler sur l'impact potentiel de ces réformes sur l'adhésion populaire à l'Union européenne, le Président du Sénat a apporté une réponse rassurante : le soutien à l'intégration européenne demeure intact.

Les échanges sur la désinformation se sont approfondis lors de la rencontre avec la Vice-Présidente de la Chambre basse du Parlement roumain, Mme Natalia-Elena Intotero. Celle-ci a mis en lumière la priorité accordée par son pays à la lutte contre la désinformation sur les réseaux sociaux et les contenus fallacieux générés par l'intelligence artificielle, particulièrement dans le secteur éducatif. L'enjeu, a-t-elle précisé, consiste non seulement à sensibiliser les élèves, mais également à former leurs parents.

Cap sur l'OCDE : le Luxembourg réitère son soutien à la Roumanie

À l'instar de leurs collègues sénateurs, les députés roumains ont sollicité le soutien luxembourgeois pour l'adhésion de la Roumanie à l'OCDE, qui devrait avoir lieu au cours de l'année 2026, selon la Vice-Présidente. La délégation luxembourgeoise a réitéré son appui à cette candidature. M. Wiseler a conclu en qualifiant la Roumanie de « partenaire partageant les mêmes valeurs ».

À la rencontre des soldats luxembourgeois stationnés en Roumanie

« Boots on the ground » à Cincu : la délégation de la Chambre des Députés a profité de son déplacement en Roumanie pour visiter également le camp militaire de Cincu, où sont actuellement stationnés 12 soldats luxembourgeois faisant partie des « Forward Land Forces », un bataillon multinational de l'OTAN.

Les députés ont ainsi pu se faire une idée du travail accompli à Cincu, à quelque 200 km de la frontière avec l'Ukraine. Avec une surface d'environ 100 km^2, il s'agit de la plus vaste installation militaire en Roumanie.

Cinq nationalités différentes s'y entraînent en permanence – roumaine, française, espagnole, belge et luxembourgeoise –, l'objectif premier du camp militaire étant de « dissuader et être prêt à défendre » les frontières extérieures de l'Union européenne.

Environ 860 entraînements militaires ont lieu au cours d'une année. Outre les cinq nationalités présentes en permanence, cette base militaire de l'OTAN propose également des exercices multinationaux au cours desquels des militaires d'autres armées de pays européens viennent acquérir une expérience pratique pendant une durée déterminée.

S'adressant aux militaires, M. Wiseler a souligné combien il est essentiel que les parlementaires puissent « constater par eux-mêmes la réalité du terrain ». Il a fait valoir l'importance du déploiement militaire luxembourgeois en Roumanie, tant pour le pays lui-même que pour démontrer à l'OTAN l'engagement du Luxembourg pour assumer pleinement son rôle d'allié et contribuer à la protection des frontières extérieures de l'Union européenne.

L'expérience des soldats luxembourgeois

Les militaires luxembourgeois ont expliqué aux députés qu'ils y sont déployés pour une durée de trois ou six mois. Durant cette période, ils ont la possibilité de se concentrer pleinement sur l'acquisition d'expériences sur le terrain et d'accroître ainsi leur opérationnalité. L'interopérabilité entre les différentes armées des pays européens constitue également un élément clé. Les soldats s'entraînent dans de multiples disciplines tactiques et techniques : tir d'infanterie et de chars de combat, combat démonté et mécanisé, génie de combat, artillerie, défense CBRN (chimique, biologique, radiologique et nucléaire) ainsi que logistique opérationnelle.

Une mission de l'OTAN sur son flanc Est

Depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022, l'OTAN a renforcé sa présence militaire sur son flanc Est. Le camp militaire de Cincu accueille le plus important contingent militaire luxembourgeois déployé à l'étranger. Les soldats luxembourgeois participent à la mission « enhanced Vigilance Activities » (eVA), avec un contingent d'environ 25 à 30 militaires par rotation, intégrés au groupement tactique multinational placé sous commandement français. À partir du mois d'avril 2026, le nombre de militaires luxembourgeois présents au camp militaire de Cincu sera revu à la hausse.

La délégation luxembourgeoise a rencontré les soldats luxembourgeois stationnés à Cincu.

Le Luxembourg aux côtés de l'Arménie

Le Ministre des Affaires étrangères d'Arménie, M. Ararat Mirzoyan, a été reçu à la Chambre des Députés le 16 décembre 2025. Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a d'emblée affirmé que le Parlement luxembourgeois continue à soutenir la République d'Arménie en tant que jeune démocratie et que les deux pays sont d'accord sur l'importance de plusieurs principes, dont celui de l'État de droit.

Au cours de l'entrevue, les députés se sont intéressés aux défis et opportunités géopolitiques auxquels l'Arménie est confrontée et qui sont en évolution. Un sujet qui a particulièrement retenu leur attention était celui du processus vers une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Au sujet des prochaines élections parlementaires en Arménie en 2026, le Ministre des Affaires étrangères s'est montré confiant que les citoyens soutiendront un programme visant à consolider tant la paix que la démocratie. Dans ce contexte, M. Mirzoyan a fait référence à la loi qui a été adoptée en 2025 par le Parlement arménien sur le processus d'adhésion de la République à l'Union européenne.

Cette visite de travail s'inscrit dans une série d'échanges entre des représentants arméniens et la Chambre des Députés, qui témoignent des bonnes relations diplomatiques entre les deux pays.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Arménie, M. Ararat Mirzoyan (6e à droite), lors de sa visite à la Chambre des Députés

Régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat

8386 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat et modifiant :
1° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
2° la loi du 15 juillet 2022 instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030

Les changements du règlement (UE) n° 651/2014, entrés en vigueur le 1er janvier 2024, permettent aux États membres d'accorder certains types d'aides sans être obligés d'en informer la Commission européenne en amont. C'est dans ce cadre que le présent projet de loi prévoit de renouveler le régime d'aides en faveur de la protection de l'environnement et du climat.

Afin d'atteindre la neutralité carbone ainsi que d'autres objectifs climatiques fixés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030, le dispositif vise à stimuler, par la voie d'incitations financières, les investissements des entreprises dans le processus de la transition énergétique et écologique.

Le projet de loi s'inscrit dans la continuité des objectifs climatiques du pays en renouvelant le régime d'aides à la protection de l'environnement tout en mettant en place des aides à l'investissement favorisant :

– la décarbonation ;

– l'acquisition de véhicules à émission nulle ;

– l'efficacité énergétique ;

– la production d'énergies renouvelables ;

– la mise à niveau de réseaux de chaleur ou de froid ;

– l'économie circulaire.

En autorisant le cofinancement d'infrastructures énergétiques, le nouveau dispositif d'aides vise également à garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique du Luxembourg en mettant l'accent sur le développement d'une infrastructure de transport d'hydrogène interconnectée.

À la différence du dispositif d'aides mis en place par la loi modifiée du 15 décembre 2017, qui visait la diminution de la consommation d'énergies fossiles, les investissements dans des actifs en lien avec des énergies fossiles sont désormais exclus ou strictement cernés.

La majorité des nouvelles aides ne sont accordées qu'après une mise en concurrence ou après des appels à projets non concurrentiels, l'objectif étant de prioriser les projets les plus adaptés à la réduction des émissions de carbone. Seuls les projets visant à promouvoir la production d'énergies renouvelables et plus généralement les projets menés par de petites et moyennes entreprises auront la possibilité de bénéficier d'une aide sur simple demande.

Le choix des projets des entreprises est basé sur le montant d'aide demandé par unité d'impact environnemental prévu.

Par ailleurs, le projet de loi simplifie le processus d'octroi des aides, notamment pour les petites et moyennes entreprises.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, le 21/05/2024
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

06/06/2024	Présentation du projet de loi
03/07/2025	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/10/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 8 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 645, page 1

Adaptation du Code pénal et du Code de procédure pénale

8486 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale

Le présent projet de loi vise à apporter des modifications tant au Code pénal qu'au Code de procédure pénale afin de donner suite à certaines observations du Groupe d'action financière en matière de criminalité financière.

Entre autres, il est proposé de revoir le libellé de l'article 506-1 du Code pénal afin de remplacer l'énumération limitative des infractions pouvant être prises en compte en tant qu'infraction primaire pouvant donner lieu à l'application des dispositions en vigueur en matière de blanchiment de fonds par une disposition visant en général tout crime et délit étendant dès lors le champ d'application de l'article 506-1 sous rubrique.

En ce qui concerne la procédure pénale, il est proposé de modifier le Code de procédure pénale afin d'étendre le champ d'application de la « mini-instruction » aux infractions liées au faux ainsi qu'à son usage, à la prise illégale d'intérêts, la corruption et le trafic d'influence, ainsi qu'au crime de faux bilan. La procédure applicable aux personnes morales faisant l'objet d'actes d'instruction posés dans le cadre d'une « mini-instruction » sera également précisée et le délai des trois mois actuellement prévu supprimé.

Finalement, il est prévu de modifier l'article 195-1 du Code de procédure pénale afin de nuancer l'obligation de motivation spéciale dans le chef de la juridiction qui souhaite prononcer une peine d'emprisonnement ou de réclusion sans sursis, sauf si la personne en cause se trouve en état de récidive légale. Dans ce cadre, il est proposé de limiter l'obligation de motivation aux seuls cas où un sursis serait refusé pour des peines correctionnelles inférieures à deux ans afin que les juges de fond n'octroient pas systématiquement le sursis à ceux condamnés pour la première fois à une peine supérieure à deux ans d'emprisonnement.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 28/01/2025
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

03/07/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25/09/2025	Échange de vues avec des représentants du Conseil de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
09/10/2025	Échange de vues avec des représentants du Parquet
13/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 12 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 556, page 1

Contrôles frontaliers pour les vols privés

8520 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le projet de loi 8520 s'inscrit dans le contexte des contrôles frontaliers effectués à l'Aéroport de Luxembourg pour les vols privés en provenance ou à destination de pays tiers, dont les opérations au sol ne suivent pas les mêmes procédures que les vols commerciaux.

Selon le Code frontières Schengen (règlement UE 2016/399), les commandants de bord de vols privés doivent transmettre avant le décollage un formulaire appelé « Gendec », contenant des informations essentielles : plan de vol, caractéristiques de l'aéronef, identité des passagers et du personnel navigant.

En 2021, une évaluation Schengen a révélé une non-conformité dans la manière dont le Luxembourg appliquait cette procédure, notamment en ce qui concerne la transmission du formulaire Gendec.

Pour remédier à cette situation, la police de l'aéroport a développé une plateforme informatique permettant l'envoi électronique du Gendec, inspirée du modèle mis en place en Belgique.

Cependant, la législation luxembourgeoise ne prévoit actuellement aucune sanction en cas de non-respect de cette obligation.

Le projet de loi 8520 vise donc à modifier la loi existante pour introduire une sanction spécifique, garantissant ainsi la conformité avec le Code frontières Schengen.

Ce projet de loi est également lié à un projet de règlement grand-ducal qui adaptera le système des avertissements taxés prévu dans la législation sur la navigation aérienne du 31 janvier 1948.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 31/03/2025
Rapportrice : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
25/09/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13/11/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 17 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 585, page 1

Nouvelles infrastructures pétrolières à l'Aéroport de Luxembourg

8539 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Le projet de loi 8539 vise à autoriser le Gouvernement à augmenter l'enveloppe financière prévue par la loi du 7 août 2023 pour la construction de nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg.

L'actuel dépôt de carburant, datant des années 1970 et relié au réseau d'oléoducs CEPS de l'OTAN, est en fin de vie et devait être remplacé par six nouveaux réservoirs de 5.000 m^3 chacun afin de garantir des capacités de stockage stratégiques.

Malgré cette planification, les procédures de marché public lancées depuis 2023 n'ont pu aboutir, les offres reçues étant soit non conformes, soit trop élevées par rapport au budget autorisé de 85,7 millions d'euros.

Pour éviter de nouveaux retards, il a été décidé de commencer les travaux avec trois réservoirs seulement. Une analyse juridique a confirmé que le projet pouvait être réalisé partiellement, alors que la loi initiale n'impose pas un nombre précis de réservoirs.

Toutefois, afin de permettre la construction des trois réservoirs restants, un budget complémentaire d'environ 20,8 millions d'euros est nécessaire.

Le projet de loi a donc pour objet de donner au Gouvernement l'autorisation financière supplémentaire indispensable à la finalisation complète de ces infrastructures pétrolières.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08/05/2025
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
25/09/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13/11/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 17 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 586 page 1

Reconnaissance et exécution des jugements étrangers

8550 – Projet de loi portant modification de l'article 679 du Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'une référence à la Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale

Le présent projet de loi vise à intégrer une mention explicite de la Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale dans l'article 679 du Nouveau Code de procédure civile afin de donner la visibilité nécessaire à ce dispositif. À noter que la Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale était d'ores et déjà applicable aux États membres de l'Union européenne par la décision (UE) 2022/1206 du Conseil du 12 juillet 2022 concernant l'adhésion de l'Union européenne à la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 10/06/2025
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
13/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 12 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 557 page 1

Extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux

8558 – Projet de loi relative à la construction de l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux

Le projet de loi 8558 vise à autoriser l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux, ouvert en 2018 et aujourd'hui saturé, afin de répondre à une forte croissance des inscriptions et aux besoins actuels et futurs de la région.

Initialement conçu pour les classes inférieures, le lycée offre désormais un large éventail d'enseignements nationaux et internationaux, incluant une école européenne agréée, ce qui attire chaque année un nombre important d'élèves.

Les infrastructures actuelles, prévues pour environ 800 élèves, sont utilisées à pleine capacité depuis 2020.

L'extension, qui s'inscrit dans les objectifs du plan directeur sectoriel « Lycées », permettra d'accueillir environ 1.600 élèves et d'élargir l'offre de formations, notamment à travers de nouvelles filières professionnelles et un BTS en informatique.

Le projet prévoit la construction d'un nouveau bâtiment adjacent au lycée, conçu selon des critères de durabilité, d'accessibilité et de haute performance énergétique, avec toitures végétalisées et 2.500 m^2 de panneaux photovoltaïques.

Les coûts totaux de la construction s'élèvent à 109.200.000 euros TTC.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/06/2025
Rapporteur : M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :
09/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13/11/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 12 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 558 page 1

Utilisation de la signature électronique par les pouvoirs publics

8560 – Projet de loi relatif à la signature électronique en matière législative et règlementaire

Avec le présent projet de loi, le Luxembourg franchit une nouvelle étape dans le cadre de la gouvernance numérique. Il s'insère dans la stratégie de transformation numérique du Gouvernement et constitue, à côté de la loi du 4 juin 2025 relative à la signature électronique des actes en matière administrative et portant modification de la loi du 25 juillet 2015 relative à l'archivage électronique, un pas de plus dans la transition digitale du pays et la modernisation de l'administration.

Le projet de loi vise à compléter les règles existantes sur la signature électronique : depuis l'an 2000, les documents d'ordre privé peuvent, par loi du 14 août 2000, être signés électroniquement. La signature électronique des actes administratifs est, quant à elle, réglée par la loi précitée du 4 juin 2025, votée à l'unanimité le 15 mai de cette année.

C'est d'ailleurs dans le cadre des travaux ayant mené au texte du 4 juin 2025 qu'il fut décidé, pour des raisons de sécurité juridique, de créer une loi séparée pour encadrer la signature électronique en matière législative et règlementaire, sur avis pris par le Gouvernement auprès de la Haute Corporation qui l'a ainsi recommandé.

Le présent projet de loi établit donc un cadre légal spécifique pour la signature électronique des actes relevant des procédures législative et réglementaire. Tout doute est ainsi dissipé quant à la possibilité d'utilisation de ce type de signature dans ce domaine spécifique.

La future loi permettra à tous les acteurs impliqués dans le processus d'élaboration des lois et règlements d'utiliser une signature ou un cachet électronique à tous les stades de ces processus respectifs. Les échanges entre les institutions s'en trouveront facilités et la signature électronique respectivement le cachet électronique qualifiés les sécuriseront.

Pour ce qui est des procédures réglementaires, sont visés les actes émanant de toutes les entités disposant d'un pouvoir réglementaire, donc non seulement en ce qui concerne les règlements grand-ducaux, mais concernant encore les règlements communaux et ceux émanant de certains établissements publics, dès lors qu'ils sont dépositaires du pouvoir réglementaire et peuvent poser des actes normatifs.

La future loi crée un cadre clair pour cette pratique, en précisant que ces signatures doivent revêtir la forme de signature respectivement de cachets électroniques dits « qualifiés », tels que prévus par le Règlement européen (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 relatif à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit Règlement eIDAS. Ce type de signature garantit un haut niveau de sécurité et de fiabilité, essentiel aux actes de la vie législative et réglementaire.

En pratique, la technique appliquée pour l'apposition de la signature ou du cachet électroniques sera identique à celle utilisée pour les actes en matière administrative telle qu'elle est d'ores et déjà mise en œuvre. Le recours à la signature électronique authentifiée n'est cependant pas obligatoire ; les signatures manuscrites gardent bien évidemment valeur juridique entière. Au contraire, la signature ou le cachet électroniques ont valeur équivalente à la signature manuscrite. Notons que les actes signés de façon numérique sont néanmoins en augmentation constante et rapide au sein des administrations.

La future loi concerne uniquement les procédures législatives et réglementaires. D'autres actes revêtus de la signature souveraine dans le cadre des prérogatives régaliennes du Grand-Duc, ou les nominations des membres du Gouvernement par exemple, tombent sous le régime de la loi du 4 juin 2025 relative à la signature électronique des actes en matière administrative, comme ils ne font pas partie des procédures législative ou réglementaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Premier ministre, le 19/06/2025
Rapportrice : Mme Octavie Modert

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

13/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/11/2025
Loi du 8 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 543 page 1

Convention de non double imposition avec le Viêt Nam

8565 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Hanoi, le 4 mai 2023, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hanoi, le 4 mars 1996

Le présent projet de loi vise à approuver le Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, fait à Hanoi, le 4 mai 2023.

Le Protocole a pour but de moderniser l'article 27 qui réglemente l'échange de renseignements entre le Luxembourg et le Viêt Nam. Les dispositions du nouvel article 27 correspondent à celles du modèle de convention de l'OCDE dans sa version 2017 et sont donc conformes aux derniers standards de la fiscalité internationale.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/06/2025
Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

14/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14/11/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 17 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 584 page 1

Soutien à la production audiovisuelle

8566 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement pluriannuel du soutien à la production audiovisuelle

Le projet de loi n° 8566 vise à autoriser le Gouvernement à engager un montant total de 180 millions d'euros pour le soutien à la production audiovisuelle entre 2026 et 2029, mission confiée à l'établissement public « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle », afin d'assurer au Fonds une prévisibilité et une stabilité financières accrues.

Il s'articule avec le projet de budget de l'État pour 2026 et de la programmation financière pluriannuelle, qui prévoient une dotation annuelle de 30 millions d'euros destinée au soutien direct aux productions, ainsi que 6,1 millions d'euros consacrés aux frais de fonctionnement du Fonds et à la promotion du film luxembourgeois. Cette répartition traduit une réduction de la dotation budgétaire consacrée au soutien direct au secteur. Toutefois, cette diminution est entièrement compensée par la possibilité, ouverte par le présent projet de loi, de mobiliser 60 millions d'euros issus des réserves du Fonds sur la période 2026-2029, en sus des 120 millions d'euros alloués par voie budgétaire, pour atteindre le plafond global de 180 millions d'euros.

Les réserves du Fonds – actuellement estimées à environ 97 millions d'euros et que le législateur entend réduire progressivement – sont en grande partie déjà engagées au profit de productions en cours, les aides étant versées de manière échelonnée en fonction de l'avancement des projets. Certains d'entre eux n'aboutissant pas, une part des montants initialement prévus peut être réaffectée à de nouvelles initiatives. Le texte autorise dès lors une double affectation d'une partie des réserves, à hauteur de 60 millions d'euros, et instaure une base légale permettant à l'État, dans l'hypothèse – peu probable, mais pleinement souhaitable – où l'ensemble des projets aboutiraient, de fournir les moyens complémentaires nécessaires à la couverture de ces engagements redoublés. Le montant total de l'appui étatique demeure ainsi plafonné à 180 millions d'euros pour l'ensemble de la période 2026-2029.

Enfin, l'effort financier ainsi consenti – représentant en moyenne 45 millions d'euros par an exclusivement consacrés au soutien à la création audiovisuelle – permettra de répondre à la hausse continue des coûts de production et d'accompagner le développement de la création de jeux vidéo, un domaine en pleine expansion au Luxembourg.

Dépôt par M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 02/07/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président : M. André Bauler) :
22/10/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12/11/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/11/2025
Loi du 8 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 580 page 1

Conseiller en génétique

8606 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en vue d'ajouter la profession de conseiller en génétique à la liste des professions de santé

Le présent projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé afin d'y ajouter la profession de conseiller en génétique. Cette nouvelle profession est introduite pour répondre aux besoins croissants dans le domaine de la génétique humaine et pour garantir une prise en charge plus complète des patients à risque de développer des maladies génétiques.

Le conseiller en génétique intervient avant la phase de diagnostic. Il évalue le risque d'être porteur ou de transmettre une affection génétique. Son rôle est de préparer le travail du médecin spécialiste en médecine génétique.

Le présent projet de loi définit les conditions d'accès à la profession, précise les missions et les modalités d'exercice du conseiller en génétique et énumère les actes professionnels qu'il est habilité à accomplir.

À noter que la profession de conseiller en génétique sera a priori exercée principalement au Laboratoire national de santé (LNS), qui détient le monopole en matière d'anatomie pathologique et de la génétique humaine au Luxembourg. Le « National Center of Genetics », intégré au LNS, est actuellement confronté à une pénurie de spécialistes et à des délais d'attente importants pour les consultations de génétique. L'introduction du conseiller en génétique doit permettre d'alléger la charge de travail des médecins, de réduire les délais et d'améliorer la qualité et la continuité de la prise en charge des patients.

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 30/07/2025
Rapportice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Marc Spautz) :
10/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/11/2025
Loi du 17 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 587 page 1

107e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 11
M. Claude Wiseler, Président
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 12

Question n° 273 du 18 novembre 2025 de Mme Françoise Kemp relative à la visite de travail aux États-Unis, adressée à M. le Premier ministre p. 12
Mme Françoise Kemp | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 274 du 18 novembre 2025 de Mme Taina Bofferding relative aux courriers récents adressés au Premier ministre par l'Union des syndicats OGBL et LCGB, adressée à M. le Premier ministre p. 12
Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 275 du 18 novembre 2025 de M. André Bauler relative à la situation des structures de protection civile souterraines au Luxembourg, adressée à M. le Premier ministre p. 13
M. André Bauler | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 276 du 18 novembre 2025 de M. Jeff Engelen relative à la simplification de la procédure de recrutement des aides-ouvriers dans le secteur viticole, adressée à M. le Ministre du Travail p. 13
M. Jeff Engelen | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Question n° 277 du 18 novembre 2025 de M. Jeff Boonen relative à l'impact de la réduction du tarif d'électricité pour l'industrie allemande sur l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 14
M. Jeff Boonen | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Question n° 278 du 18 novembre 2025 de M. Meris Sehovic relative aux discussions au niveau européen relatives au nouveau mécanisme de solidarité en matière de migration, et plus particulièrement à la mise en place de la réserve de solidarité, adressée à M. le Premier ministre p. 15
M. Meris Sehovic | M. Luc Frieden, Premier ministre

Question n° 279 du 18 novembre 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la semaine de dépistage sans frais des infections sexuellement transmissibles, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 15
M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 280 du 18 novembre 2025 de M. Marc Goergen relative à l'impact de l'intelligence artificielle sur les recettes fiscales de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances p. 15
M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Question n° 281 du 18 novembre 2025 de M. Ricardo Marques relative à l'accès et à l'utilisation des réseaux sociaux chez les enfants et adolescents, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation p. 16
M. Ricardo Marques | M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Question n° 282 du 18 novembre 2025 de M. Marc Baum relative à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur la directive relative aux salaires minimaux adéquats, adressée à M. le Ministre du Travail p. 17
M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Question n° 283 du 18 novembre 2025 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la future loi dite « Santé publique », adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 17
M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

5. **8560 – Projet de loi relatif à la signature électronique en matière législative et règlementaire** **p. 18**
Rapport de la Commission des Institutions : Mme Octavie Modert
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8560 et dispense du second vote constitutionnel

6. **Interpellation de Mme Taina Bofferding sur la problématique du suicide au Luxembourg** **p. 19**
Exposé : Mme Taina Bofferding (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Ricardo Marques (dépôt de la motion 2) | Mme Carole Hartmann | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Taina Bofferding (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
Motion 1 : M. Ricardo Marques | Mme Carole Hartmann | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | Mme Taina Bofferding
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Marc Goergen | M. Fred Keup | Mme Taina Bofferding | Mme Carole Hartmann | M. Ricardo Marques
Vote sur la motion 2 (adoptée)

7. **8566 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement pluriannuel du soutien à la production audiovisuelle** **p. 30**
Rapport de la Commission de la Culture : M. André Bauler
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. André Bauler | M. Georges Engel (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen (interventions de Mme Octavie Modert et Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum | Mme Octavie Modert | M. Marc Goergen (interventions de Mme Octavie Modert, M. Georges Engel, M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo)
Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8566 et dispense du second vote constitutionnel

8. **Résolution de Mme Joëlle Welfring relative aux droits des peuples autochtones** **p. 35**
Exposé : Mme Joëlle Welfring
Discussion générale : M. Paul Galles | M. Luc Emering | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | M. David Wagner
Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech alleguer zougestallt ginn.

D'Mobilitéitskommissioun huet eis awer nach eng Matdeelung gemaach a proposéiert, eng Riedezäit „avec rapport et sans débat" fir de Projet de loi 8520 unzehuelen.

An d'Finanzkommissioun huet proposéiert, déi selwecht Riedezäit fir de Projet de loi 8565 amplaz vun engem Basismodell, sou wéi et ursprénglech virgesi war, virzegesinn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour a mat de Propositioune vun de jeeweilege Kommissiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 novembre 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8648 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information et modifiant le Code de la consommation

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 29/10/2025

8649 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
2° de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 29/10/2025

8650 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Dépôt : Commission de la Justice, le 30/10/2025

8651 – Projet de loi relative à la protection des pièces classifiées et portant modification de :
1° la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État ;
2° la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
3° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale ;
4° la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage

Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 11/11/2025

8652 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut légal des groupes politiques, des groupes techniques et des sensibilités politiques

Dépôt : Commission du Règlement, le 13/11/2025

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3858 – Demande de pétition publique : Pétition pour un droit universel à une place en maison de retraite ou de soins au Luxembourg

Dépôt : Mme Stephanie Flammang, le 28/10/2025

3859 – Demande de pétition ordinaire : Objet : Introduction d'une obligation légale de vérification du casier judiciaire pour toutes les personnes en contact avec des mineurs dans le Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 29/10/2025

3861 – Demande de pétition publique : Petitioun fir d'Ouverture vun enger Lëtzebuerger Ambassade an der Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 30/10/2025

3862 – Demande de pétition ordinaire : Ufro fir temporär Suspendéierung oder Zoumaache vun der russescher Ambassade zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Romain Reiter, le 30/10/2025

3863 – Demande de pétition publique : Interdiction des associations médicales et dentaires gérées par des investisseurs

Dépôt : M. Daniel Glesener, le 03/11/2025

3864 – Demande de pétition publique : Verbot der Online-Händler Shein und Temu

Dépôt : M. Jeff Reding, le 03/11/2025

3865 – Demande de pétition publique : Für die Einführung einer täglichen Nachtschicht im „Soins à domicile"

Dépôt : M. Francis Molitor, le 04/11/2025

3866 – Demande de pétition publique : L'absence d'indexation automatique des tarifs remboursés par la CNS va provoquer une crise économique et sociale dans le secteur privé des laboratoires d'analyses médicales

Dépôt : M. Janssen Liu, le 06/11/2025

3867 – Demande de pétition publique : Jagdkontrollen

Dépôt : M. Pol Carlo Schoder, le 08/11/2025

3868 – Demande de pétition publique : Negative CO_2-Steuer

Dépôt : Mme Vanessa Reuter, le 08/11/2025

3869 – Demande de pétition ordinaire : Betreffend die Erhöhung der Transparenz der Verfahren zur Überprüfung

der Kompetenzen und Anwaltsgebühren durch die Anwaltskammer (Barreau du Luxembourg)

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 08/11/2025

3870 – Demande de pétition ordinaire : Inklusive Mobilität, 3 Fragen an Mme la Ministre Yuriko Backes

Dépôt : M. Alain Mauer, le 09/11/2025

3871 – Demande de pétition publique : Interdiction des clauses générales interdisant les animaux au Luxembourg

Dépôt : Mme Magali Rodrigues Fernandes, le 09/11/2025

3872 – Demande de pétition publique : Pour la création d'un copyright citoyen protégeant le visage, le corps et la voix contre l'usage non consenti par l'IA

Dépôt : Mme Sana Hadzic, le 09/11/2025

3873 – Demande de pétition publique : Introduction d'un abattement fiscal de 20 % sur les loyers payés par les locataires résidents au Luxembourg

Dépôt : M. Najeh Ben Salah, le 09/11/2025

3874 – Demande de pétition ordinaire : Création d'un mécanisme limité de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise réservé aux citoyens de l'Union européenne de descendance luxembourgeoise

Dépôt : M. Guilherme Costa Zimmermann, le 11/11/2025

3875 – Demande de pétition publique : Interdire la vente et la consommation récréative du protoxyde d'azote (« gaz hilarant ») au Luxembourg

Dépôt : Mme Kamilia Bihidi, le 12/11/2025

3876 – Demande de pétition publique : Pour un encadrement clair des devoirs scolaires garantissant à la fois le bien-être et le niveau d'enseignement

Dépôt : Mme Aurore Rössler, le 12/11/2025

3877 – Demande de pétition publique : Mêmes droits pour les frontaliers

Dépôt : Mme Virginie Marianne Mercier, le 12/11/2025

3878 – Demande de pétition publique : Protection des antennes RTL Junglinster

Dépôt : M. Frank Léon Bauer, le 13/11/2025

3879 – Demande de pétition ordinaire : Objet : demande de clarification et de transparence concernant les rôles, compétences et responsabilités du Barreau de Luxembourg, ainsi que les droits des clients dans leurs relations avec les avocats

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 16/11/2025

3880 – Demande de pétition publique : Harmonisation des limitations de vitesse sur les autoroutes luxembourgeoises avec celles de l'Allemagne

Dépôt : M. Mustafa Alhaj Mustafa, le 17/11/2025

3881 – Demande de pétition ordinaire : Modification de l'article 234-52 du Code du travail

Dépôt : Mme Nadège Virginie Llorca, le 17/11/2025

3882 – Demande de pétition ordinaire : Modification du code du travail Art. 233-176.1 et 233.176.2

Dépôt : Mme Nadège Virginie Llorca, le 17/11/2025

3883 – Demande de pétition publique : Schutz des Bargelds

Dépôt : M. Kevin Krier, le 17/11/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer direkt haut de Mëtten zu eiser Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

An déi éischt Fro, dat ass d'Fro Nummer 273, hu mer erakritt vun der Madamm Françoise Kemp un den Här Premierminister iwwert d'Aarbechtsvisitt an den USA. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 273 du 18 novembre 2025 de Mme Françoise Kemp relative à la visite de travail aux États-Unis, adressée à M. le Premier ministre

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premierminister Luc Frieden huet eng rezent Aarbechtsvisitt op d'US-Westküst gemaach mat Gespréicher mat ënner anerem Amazon, Microsoft, Google, NVIDIA an anere bedeitenden Technologieacteuren. D'Regierung huet dës Visitt als Deel vun der nationaler Daten-, Quanten- an AI-Strategie presentéiert, mat deem erkläerte Wëllen, d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg als Technologie- an Datenzentrum ze stäerken an d'Relatioun mat den USA auszebauen.

An dësem Kontext wëll ech dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

Kann d'Regierung méi genee ausféieren, wéi eng konkreet Ziler a méiglech zukünfteg Zesummenaarbechten an de Gespréicher mat Amazon, Microsoft, Google an NVIDIA ugeschwat goufen a wéi dës an déi existéierend national Strategien integréiert solle ginn?

A wéi engem Mooss huet d'Rees an d'USA der Regierung gehollef, en allgemengt Bild doriwwer ze kréien, wéi d'Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz an Amerika virugeet a wéi Lëtzebuerg dovu léiere kéint?

Wéi schätzt d'Regierung d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg als potenziellen europäeschen AI-Standuert an?

An zu gudder Lescht: Gouf an den USA am Allgemengen doriwwer geschwat, wéi eng Zesummenaarbecht tëschent amerikaneschen AI-Acteuren a Lëtzebuerg kéint ausgesinn?

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. An d'Wuert huet elo den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, déi Rees, op déi d'Madamm Deputéiert Kemp mech uschwätzt, war eng Rees, déi sech effektiv aschreift an de Wëlle vun der Regierung, Lëtzebuerg als en Datenzentrum och am Kontext vun der Kënschtlecher Intelligenz auszebauen, ze stäerken, well mer der Meenung sinn, datt d'Kënschtlech Intelligenz e gréisseren Impakt wäert hunn op d'Fassong, wéi mer zesumme schaffen, wéi mer liewen, op eise Gesondheetssystem, op d'Medezinn an op vill aner Aspekter. An duerfir war eigentlech deen éischte But vun där Visitt ze kucken, datt mer deen Zuch vun AI an Daten net verpassen. An et gesäit een, datt Amerika a ville vun deene Beräicher wäit virun Europa ass.

An duerfir si mer der Meenung, datt mer souwuel dat an Europa musse stäerken, och bei eis heiheem, wéi zugläich och mat den Amerikaner zesummeschaffen. Ech kommen dorobber zréck.

An Europa selwer hu mer duerfir jo och viru Kuerzem en Accord ënnerschriwwe mat Mistral AI, wat quasi deen eenzegen Operateur ass an Europa, deen an deem dote Beräich aktiv ass. Mee et gesäit een och, datt d'Amerikaner wäit virun Europa sinn, och vläicht well se méi Risken aginn, och manner Reglementatiounen hunn a fir d'éischt d'Opportunitéite gesinn a réischt duerno d'Risken.

Bei deene Firmaen, bei deene mer waren, géing ech der zwou eraushuelen, déi fir Lëtzebuerg net onwichteg sinn. Dat eent, dat ass Amazon, wat zu Lëtzebuerg ee vun de gréissten Employeuren ass, eng Firma, déi weltwäit bal annerhallef Millioune Mataarbechter huet. Déi wëlle ganz kloer och an der Diversifikatiounsstrategie weidergoen an och am Satellittebeäich op dem ënneschten Orbit, dem Low Earth Orbit, eng Schlësselroll an Amerika an an der Welt anhuelen. Et ass interessant ze gesinn, wéi schnell déi an deene Beräicher viruginn a wat fir eng enorm Konkurrenz dat och ka si fir europäesch Betriber.

Amazon huet mer par ailleurs confirméiert, datt si Lëtzebuerg weiderhin als e ganz wichtegen europäeschen Hub fir verschidden Aktivitéiten ugesinn. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt ee reegelméisseg bei deenen Entreprisen op hire Siègë laanschtgeet, fir hinnen d'Philosophie vun der Lëtzebuerger Regierung ze erklären.

Bei NVIDIA, wat eng Firma ass, déi eng Bal-Monopolstellung huet bei Chippen, déi ee brauch fir d'Kënschtlech Intelligenz, hu mer d'Assurance kritt, datt souwuel de Lëtzebuerger Staat wéi och déi Lëtzebuerger Operateuren, déi esou Chippe brauchen, fir och an der Kënschtlecher Intelligenz virunzekommen, déi och an Zukunft geliwwert kréien.

A gottseidank huet déi nei amerikanesch Regierung d'Decisioun vun der viregter Regierung, déi Chippen net méi iwwerall fräi ze liwweren, zréckgeholl, wat eis also erlaabt, och an Zukunft an deem Beräich virunzekommen.

Mäin zweete But war, datt ech der Meenung sinn, datt mer an Europa dee Match do net aleng kënne maachen. Mir hätte gär eng souverän Datenekonomie. Dat heescht, mir mussen aleng an Europa d'Kontroll iwwert déi Daten hunn. An do huet Lëtzebuerg an deene leschte Joren och grouss Progrèse gemaach souwuel bei der Post wéi och an engem Projet wéi Clarence vu LuxConnect. Mee zugläich musse mer d'Technologie vun Amerika matabannen, fir datt mer deen Zuch net verpassen.

D'Iddi, datt mer dat aleng an Europa kënne maachen, wäert net fonctionéieren. An duerfir war et wichteg, déi strateegesch Liaisoun mat Amerika do ze halen, ze verdéiwen. An an deem Sënn wäert ech och de Mëtten déi nei amerikanesch Ambassadrice zu Lëtzebuerg fir d'éischte Kéier empfänken a wäert hir och soen, datt et eise Wonsch ass, souwuel an der Technologie wéi am Handel wéi och diplomatesch mat Amerika och an Zukunft enk fréndschaftlech Relatiounen ze fleegen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 274 vun der Madamm Taina Bofferding, och un den Här Premierminister, iwwert déi rezent Bréiwer, déi hie vun den OGBL- an LCGB-Gewerkschaften adresséiert kritt huet. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 274 du 18 novembre 2025 de Mme Taina Bofferding relative aux courriers récents adressés au Premier ministre par l'Union des syndicats OGBL et LCGB, adressée à M. le Premier ministre

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, ganz genau. D'Gewerkschaften hunn Iech, Här Premierminister, zwee Bréiwer geschriwwen, well se sech Suergen ëm d'Aarbechts- an och d'Santéspolitick maachen. Bréiwer, op déi se bis haut keng Äntwert vun Iech kritt hunn, net emol en Accusé de réception. Dobäi geet et net ëm d'Kompetenz vum Aarbechtsminister, déi se a Fro stellen. Si hunn Iech ganz konkreet Froe gestallt. Si soen och, dass se kee Vertraue méi an de Minister hunn. Dofir, Dir sidd hei ganz kloer gefuerdert, well déi Bréiwer sinn un Iech adresséiert.

Net nëmmen, dass et onhéiflech ass, wann een net op Bréiwer äntwert, mee virun allem stellt sech d'Fro: Wat bedeit Äert Schweigen? Wat heescht et, hei keng Äntwert vusäite vum Premier ze héieren? Entweeder sidd Der Iech an der Regierung net eens, entweeder ass Är Positioun nach net ganz kloer, mat all deene Revendicatiounen, déi kommen, mat all deene Suergen, déi geäussert ginn, ganz besonnesch elo och am Santésberäich. Oder Dir sot mer elo: „Et ass kloer." Bon, da bezitt Positioun a beäntwert déi Bréiwer! Net nëmmen, dass Äert Verhale bei der Press op e gewëssent Onverständnis stéisst, Äert Verhalen ass net sonderlech férderlech fir de Sozialdialog, wou mer jo elo gehofft haten, dass Der et verstanen hätt, an Dir hutt jo selwer gesot, Dir wëllt do gäre weider eng Schëpp bäileeën.

Dofir, wat bedeit Äert Schweige bis haut? Ech mengen, Dir sidd de Gewerkschaften do eng Äntwert schëlleg. Dir sidd eis eng Äntwert schëlleg, wéi et do soll weidergoen. Grad am Santésberäich ass eng ganz grouss Onrou. De Moien hu mer nach d'Spidolsdokteren héieren, déi gesot hunn, dass se den AMMD-Fuerderungen deelweis ganz skeptesch géigeniwwerstinn. Si schwätzen esouguer vun engem Systemwiessel. Och an de Gespréicher mat de Leit mierkt een, dass se verонséchert sinn, well se fäerten, dass eise Gesondheetssecteur wäert privatiséiert ginn.

Dofir ganz kloer d'Fro un Iech, Här Premierminister: Hutt Dir wëlles, déi Bréiwer ze beäntwerten? Wa jo, wéini? A wann Der se net beäntwert: Wéi ee Grond hutt Der, fir esou onhéiflech ze sinn an de Gewerkschaften hei keng Äntwert ze ginn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Premierminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Selbstverständlech hunn ech déi Bréiwer kritt, gelies, studéiert. An déi Bréiwer si ganz ënnerschiddlecher Natur. Deen ee Bréif betrëfft virun allem den Aarbechtsminister an deen zweete Bréif betrëfft d'Gesondheetspolitick.

Ech hunn deen éischte Bréif bis elo net beäntwert, well et e Bréif ass, deen ech an där Form ni géing schreiwen, well ech fannen, datt een iwwer aner Leit net esou schreift.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An duerfir hunn ech fonnt, à ce stade, datt ech net déi richteg Wierder géing fannen, fir op esou e Bréif ze äntwerten.

Wat deen zweete Bréif ubelaangt, ass dat eng ganz aner Saach. Do geet et ëm den Inhalt vun der Politick, et geet ëm d'Gesondheetspolitick. An dee Bréif wäert selbstverständlech an deenen nächsten Deeg eng Äntwert fannen, well an der Gesondheetspolitick hu mer zënter dem Koalitiounsaccord eng kloer Politick.

Mir hu gesot, datt mir wëlle kucken, datt d'Medezinn am Interêt vum Patient méi no bei de Patient kënnt. Duerfir hu mer gesot, datt mer nach weider un dem Virage ambulatoire wëlle schaffen, datt mer also verschidden Aktivitéiten an Antennen ausserhalb vun de Spideeler an der Zukunft méi géingen autoriséieren. An dorunner schafft d'Gesondheetsministesch.

Mir hu gesot, datt mer Gesellschafte vun Doktere géingen erlaben – mee nëmme Gesellschaften, sou wéi bei den Affekoten, an deene just d'Professioun vun den Dokteren dran ass.

Mir hu gesot, datt mer géingen de Konventionement bäibehalen. Dat heescht, datt all Patient bei all Dokter jee no den Tariffer deen nämmlechte Präis bezilt an dat nämmlecht rembourséiert kritt.

An dat sinn nëmmen dräi Elementer, déi an deem Bréif opgeworf ginn, an deen ech och wäert, wéi gesot, an deenen nächsten Deeg zesummen ... Dee Bréif ass iwwregens adresséiert ginn, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, souwuel un d'Gesondheetsministesch wéi un de Vizepremier wéi u mech. Mir wäerten deen dann och gemeinsam beäntwerten. Mee elo hunn ech Iech schonn dräi Elementer ginn.

Jo, all Bréif, dee manéierlech formuléiert ass, kritt och eng héiflech Äntwert vun der Regierung. An dat wäerte mer hei och maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 275 vum Här André Bauler un den Här Premierminister iwwert d'ënnerierdesch zivill Schutzinfrastrukturen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 275 du 18 novembre 2025 de M. André Bauler relative à la situation des structures de protection civile souterraines au Luxembourg, adressée à M. le Premier ministre

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Opgrond vun der aktueller geopolitescher Lag an dem Neesopbléie vun eventuelle militäresche Risiken huet den Haut-Commissariat à la protection nationale, also den Haut-Commissariat vum nationale Schutz, sech warscheinlech schonn eemol mat der Situatioun an dem Zoustand vun den ënnerierdeschen Zivillschutzinfrastrukturen zu Lëtzebuerg befaasst.

An aus deem Grond wollt ech dem Här Premierminister eng Rei Froe stellen:

Verfüügt Lëtzebuerg de Moment nach iwwer eng Rei ënnerierdesch Abrisen, mat Hëllef vun deenen ee bei potenziellen Attacken diverser Natur déi betraffe Bevëlkerung schütze kann? Gëtt et eventuell Studien, fir zousätzlech Abrisen an noer Zukunft ze schafe respektiv fir Raimlechkeeten ze identifizéieren, déi am Noutfall als dat genotzt kéinte ginn?

Wat ass den aktuellen Zoustand vun de sougenannten historesche Refugen? Kéinten déi am Fall vun enger Kris nees rekonvertéiert an deementspriechend genotzt ginn?

An zum Schluss wollt ech froen, ob d'Regierung plangt, also Moossnamen ze ergräifen, fir de Schutz vun der Bevëlkerung op dës Manéier ze verstäerken. Wat fir eng Zorte vu Schutzraim sinn deemno virgesinn? An anere Wierder: Soll d'Zivillschutzinfrastruktur an de kommende Joren ausgebaut ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech soen dem Här Bauler Merci fir seng Fro. Ech mengen, mir hu viru Kuerzem och eng änlech schrëftlech Fro vum honorabelen Deputéierte Schaaf kritt.

Souwäit mäi Wëssensstand ass, hu mir keng ënnerierdesch Infrastrukturen, déi an esou Krisefäll kënne gebraucht ginn. Där gouf et an der Geschicht mol, mee dat gëtt et scho laang net méi. An et ass och net d'Intentioun vun der Regierung, eng Zort Bunkeren zu Lëtzebuerg ze bauen.

Wat méi wichteg ass, mengen ech, ass, datt mer am Kader vun deene Kriseplängg, déi d'Regierung huet, déi mer amgaange sinn all ze iwwerkucken, och am Kader vun der nationaler Resilienzstrategie, kucken, wéi eng Infrastrukturen – déi zwar net ënnerierdesch sinn – à la fois kritesch sinn a wéi eng Infrastrukture mer kënne gebrauchen am Fall, wou Leit mussen op enger gewëssener Plaz versuergt ginn. Dat kënne Sportsinfrastrukture sinn, ech weess et net, Kulturzentere sinn, mee datt een dat kuckt am Fall vu verschiddene Kriseplängg, déi mer hunn.

Mee et ass net geplangt, ënnerierdesch Strukturen entweeder erëm opliewen ze loossen oder ze bauen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 276 vum Här Jeff Engelen un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Vereinfachung vun der Astellungsprozedur vun Aarbechteraushëllefen am Wäisecteur. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 276 du 18 novembre 2025 de M. Jeff Engelen relative à la simplification de la procédure de recrutement des aides-ouvriers dans le secteur viticole, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems d'Lëtzebuerger Wënzer am Joer 2022 mat ville Belaaschtungen a Beschränkungen ze kämpfen haten, zum Beispill iwwerméisseg staarke Reefäll am Summer, déi zu engem ongewéinlech fréie Liesufank gefouert hunn, goufe si nach am selwechte Joer mat verstäerkte Kontrollen duerch d'Inspection du travail et des mines konfrontéiert. Mam Resultat, datt si héich Geldstrofen opgebrummt kruten an der Héicht vun iwwer 10 Milliounen Euro.

Mir haten dozou eng Question parlementaire gestallt, d'Madamm Alexandra Schoos an ech, an do hat Der an enger gemeinsamer Äntwert vun dem Här Aarbechtsminister Georges Mischo a vun der Madamm Wäibauminister den 8. Mäerz 2024 geschriwwen: „Et ass dofir ugeduecht, d'Prozedur vum Recrutement vun den Hëllefsaarbechter am Wäin-, Uebst- a Geméisbau ze vereinfachen."

Duerfir ass et och elo meng Fro: Wat ass d'Resultat bis elo vun dëser Saach? Dat wëllt soen: Wou ass d'Regierung aktuell dru mat dëser ugekënnegter Vereinfachung vun der Prozedur vun dem Rekrutement vun den Hëllefsaarbechter am Uebst-, Wäin- a Geméisbau?

Ech soen Iech am Viraus villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An dann huet den Aarbechtsminister d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte Jeff Engelen. Zanter där vum Här Engelen zitéierter Äntwert vum Mäerz 2024 ass vill an deem Domän geschitt. An dofir géing ech meng Interventioun haut

gären an zwee Deeler opsplécken, éischtens dat, wat elo schonn zanter 2024 en place ass, an da kommen ech zweetens op dat, wat amgaangen ass, op den Instanzewee bruecht ze ginn, an deemnächst wäert kënnen applizéiert ginn.

Fir sécherzestellen, dass déi betraffe Patrone keng Feeler méi aus Onwëssenheet, wéi den Här Engelen seet, maachen, si follgend pragmatesch Léisungen en place gesat ginn. Dat sinn der insgesamt siwen:

Et ass e Leitfaden ausgeschafft ginn iwwert d'Embauche occasionnelle en agriculture, deen alle Betraffenen zur Verfügung gestallt ginn ass.

Et ass en extra Jobday mat der ADEM organiséiert ginn.

Eng Checklist ass opgesat gi fir d'Embauche vun de Geleegenheetsaarbechter.

Eng Séance d'information mat der ITM huet stattfonnt am Institut Viti-vinicol, fir d'Wënzer richteg ze informéieren.

Et ass Kloerheet geschaf ginn, datt d'Prozedur vum POT, also vum Plan d'organisation du travail, fir d'Referenzperioden an der Landwirtschaft an am Wäibau net obligatoresch ass.

A wat méi prezis de Problem vum Astelle vu Ressortissants de pays tiers ugeet, ouni déi néideg Geneemegungen ze hunn, ass eng Hotline bei der Direction de l'immigration agesat ginn, wou sech d'Wënzer iwwert déi Aarbechter an hire Statutt kënnen informéieren.

Ausserdeem gëtt eng Hotline Standard bei der ITM, wou ee sech och anonym Informatioune kann huelen.

An da kommen ech zum zweeten Deel: D'Regierung huet net méi spéit wéi leschte Freideg e Projet de loi ugeholl, deen den Aarbechtsministère an enker Zesummenaarbecht mam Ministère vun der Agriculture ausgeschafft huet. Hei geet et haaptsächlech drëm, de Revendicatioune vun de betraffene Secteure Rechnung ze droen, andeems notamment verschidden Elementer vun der Prozedur fir Salariés occasionnels vereinfacht ginn.

Ausserdeem ginn eng Rei ganz prezis a cibléiert Ouverturë gemaach, déi et de betraffene Betriber erlabe wäerten, méi reaktiv ze sinn a besser schaffen ze kënne wärend deene Perioden, wou hiert Uebst muss gepléckt ginn, hire Weess muss erageholl ginn oder hir Drauwe musse gelies ginn.

De Projet de loi wäert an den nächsten Deeg an der Chamber deposéiert ginn an da wäerten och d'Avise vun de Beruffskummeren a vum Staatsrot gefrot ginn. Selbstverständlech wäert de besoten Text och le moment venu den zouständege Chamberskommissioune vum Travail a vun der Agriculture virgestallt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 277 vum Här Jeff Boonen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Auswierkung vun der Reduktioun vum Stroumtariff fir déi däitsch Industrie op d'Lëtzebuerger Wirtschaft. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 277 du 18 novembre 2025 de M. Jeff Boonen relative à l'impact de la réduction du tarif d'électricité pour l'industrie allemande sur l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Mir hunn heibanne scho méi dacks iwwert d'Stroumpräisser geschwat. Och wann dës zu Lëtzebuerg am internationale Verglach relativ niddreg sinn, bleift dach d'Theema fir vill Betriber zentral.

Virun allem an der Industrie spillt den Energiepräis eng wichteg Roll, fir kompetitiv ze sinn. Dat Theema hate mer och schonn op Initiativ vun der Madamm Welfring an der Kommissioun diskutéiert, wou den Här Minister presentéiert huet, wat fir eng Mesüre geholl ginn, fir d'Energie kompetitiv ze halen.

An dësem Kontext huet Däitschland elo d'lescht Woch annoncéiert, d'Stroumpräiskäschten an der Industrie duerch staark staatlech Interventiounen ze reduzéieren op bis zu fënnef Cent, an dat iwwer dräi Joer, gekoppelt un Investitiounen an d'Dekarboniséieren. Dat heescht, eng staark Ënnerstëtzung fir d'Kompetitivitéit a gläichzäiteg och fir d'Energietransitioun virunzedreiwen.

Fir Lëtzebuerg a fir eis Industrie stellt sech d'Fro, wéi en Impakt eng Präisverännerung bei den Nopeschlänner op eise Standuert huet. Och wann et bei eis kee spezielle Stroumtariff fir d'Industrie gëtt, ass am Budget awer virgesinn, dass de Staat d'Leit an d'Betriber ënnerstëtzt bei den Netzkäschten.

Dowéinst wollt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

Wéi evaluéiert d'Regierung den Impakt vun der däitscher Energiepolitick op d'Konkurrenzfäegkeet vun den energieintensive Secteuren hei am Land, wéi zum Beispill der Stolindustrie oder der Aluminiumsindustrie?

Ass d'Regierung der Meenung, datt déi däitsch Mesüren d'Kompetitivitéit vun den Industriestandorter tëscht eis an eisen Nopeschlänner beaflosst?

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Kompensatioun vun den Netzkäschten duergeet, fir dogéintzesteieren?

A wéi gesäit d'Regierung d'Noutwendegkeet vun enger besser koordinéierter europäescher Energiepolitick, fir ze verhënneren, dass nationalstaatlech Decisioune strukturell Ongläichgewiichter an der Industriekompetitivitéit schafen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Den Här Minister fir Ekonomie a fir Energie an dësem Fall huet elo d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech wollt dem Här Boonen awer nach Merci soe fir déi Fro, well et nämlech e ganz wichtegt Theema ass. Mir sinn an engem Moment, wou mer wëssen, dass d'Industrie ganz staark impaktéiert ass, net nëmmen duerch de Stroum, mee och doduerch, dass d'Liwwerketten duerjernee sinn, duerch geopolitesch Tensiounen, administrativen Iwweropwand an esou weider, an esou weider.

A grad an deem Kader ass et och net verwonnerlech, dass all Land kuckt, déi Mesüren ze huelen, déi se nëmme kënnen huelen, fir hiren Industrien ze hëllefen. An ech mengen, virdrun, wou de Premier nach ganz kuerz op AI agaangen ass: Alles dat sinn Defien, déi op eis Industrie natierlech och duerkommen.

All déi Problemer sinn awer net nëmmen däitsch Problemer. Et sinn europäesch Problemer. An et muss een en général soen, dass et, wann et der däitscher Industrie gutt geet, der Lëtzebuerger Industrie och gutt geet, well nämlech ganz vill vun eisen industrielle Betriber, besonnesch am Automobilsecteur, Zouliwwerer si vun der däitscher Industrie.

Net méi spéit wéi virun zwou Woche war ech selwer zu Berlin, wou déi däitsch Wirtschaftsministesch, d'Madamm Reiche, invitéiert huet, fir eebe grad iwwert d'Industrie ze schwätzen, wou och 21 europäesch Länner do waren, fir ze kucken, wéi mer der Industrie kënnen hëllefen, fir dass mer an Europa déi Industrie, déi mer brauchen, och kënnen halen, déi wichteg ass, fir eis Aarbechtsplazen an Europa och kënnen ze halen a se och manner vulnerabel ze maache par rapport zu aneren Decisiounen, déi net an Europa geholl ginn.

Eng Saach, déi ganz positiv ass – an dat ass och direkt d'Äntwert op Är Fro –, ass den europäesche Kader. Mee jo, all Land an der EU beweegt sech an deem europäesche Kader, wou och Däitschland hei d'Decisioun geholl huet, fir déi Hëllefen um Stroumpräis kënnen ze maachen. Et ass am Kader vum CISAF, also vum Clean Industrial Deal State Aid Framework, wou déi Decisioun do geholl ginn ass. Dat ass eng Decisioun, déi an Däitschland op dräi Joer geholl ginn ass. Dat heescht, fir déi nächst dräi Joer wäert et dee Präis ginn, wann en dann och esou agefouert gëtt.

Een Detail, deen do awer wichteg ass, dee mir natierlech och ganz enk suivéieren, dat sinn d'Méiglechkeeten, zu Lëtzebuerg kënnen Hëllefen opzemaache fir eis Industrie, fir de Level-Playing-Field ze hunn, dee mer an deem europäesche Kader mam CISAF dann och garantéiert hunn, wou mir gesot hunn, mir géingen dat net maachen, fir do op de Präis an där doter Form kënnen ze reagéieren. Dat ass, well déi Aiden, déi am CISAF octroyéiert ginn u Betriber, net cumulabel si mat aneren Aiden. Dat heescht, déi däitsch Betriber, déi vun där doter Aide wäerte profitéieren, kënnen net vun der Ristourne vum Emissiounshandel vun CO_2-Emissioune profitéieren. Dat heescht, et ass entweeder dat eent oder dat anert.

Dofir war et eis als Regierung wichteg, eebe grad och um Energiepräis, awer net nëmme fir d'Industrie, net nëmme fir d'Betriber, kënnen eppes ze maachen, mee mat deem Paquet, dee mer och schonn an der Kommissioun diskutéiert hunn, fir de Leit Kafkraaft ze ginn, op der anerer Säit awer och de Betriber kënnen ze hëllefen. Contrairement zu deem, wéi mer elo den Energiepräis bezouschosst hunn, gi mer elo op de Wee, dass mer d'Netzkäschten direkt mat iwwerhuele mat 150 Millioune, déi och am Budget sinn, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. Wat da souwuel en Impakt huet op d'Betriber, op d'Industrie, déi dann awer cumuléiert. Well et ass nämlech e Präis, dee fir jiddwereen, dee vum Netz profitéiert, erreechbar ass, duerfir kënne mer dann dat och cumuléieren – oder d'Betriber kënnen dat cumuléieren – mat der Ristourne um CO_2-Emissiounshandel, soudass dann am Fong eis Betriber déi zwou Saache kënnen hunn a mer awer och de Leit an dem Portmonni gehollef hu mat där Bezouschossung vum Reseau.

Wéi gesot, ech mengen, et ass wichteg, dass mer e Level-Playing-Field an der EU hunn. Dofir hu mer de CISAF. Mir hunn decidéiert, en anere Wee ze goen. Mee mir hei zu Lëtzebuerg si frou, wann et der europäescher Industrie gutt geet, net nëmmen der däitscher, mee der ganzer Industrie an Europa, well mer ganz oft Zouliwwerer sinn a well mer natierlech och mussen den Knowhow an Europa kënnen halen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 278 vum Här Meris Sehovic un den Här Premierminister iwwert d'Diskussioun op europäeschem Niveau iwwert den neie Solidaritéitsmechanismus fir Migratioun a méi

spezifesch iwwert d'Grënnung vun der Solidaritéitsreserv. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 278 du 18 novembre 2025 de M. Meris Sehovic relative aux discussions au niveau européen relatives au nouveau mécanisme de solidarité en matière de migration, et plus particulièrement à la mise en place de la réserve de solidarité, adressée à M. le Premier ministre

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. D'Europäesch Kommissioun huet den 11. November déi éischt konkreet Propos gemaach fir d'Schafung vun engem europäesche Solidaritéitspool, dëst am Kader vum neie Migratiouns- an Asylpaquet. Dësen europäesche Solidaritéitspool ass nei a soll eigentlech virun allem d'EU-Länner op de Baussegrenze besser ënnerstëtzen an d'Solidaritéit a Froe vun Asyl a vun Integratioun an Immigratioun an Zukunft eeben an Europa besser spille loossen.

Fir dat kënnen ze maachen, deelt d'Kommissioun d'Länner a véier Kategorien an: déi, déi – an ech zitéieren – „ënner staarkem Migratiounsdrock" sinn, Länner mat engem erhéichte Risiko an da Länner ouni Migratiounsdrock. D'Iddi ass am Prinzipp ganz einfach: Déi Länner, déi ënner staarkem Drock sinn, also aus der éischter Kategorie sinn, ginn ënnerstëtzt vun allen aneren europäesche Memberstaaten, an dat a Form vun der Opnam vu Flüchtlingen, der sougenannter Relokalisatioun, oder a Form vu finanzielle Contributiounen.

Lëtzebuerg ass den 11. November net explizitt genannt gi vun der Europäescher Kommissioun an ass net an eng vun deenen dräi Kategorië gefall, soudass mer dovunner ausginn, dass dat bedeit, dass domadder Lëtzebuerg seng Solidaritéitsflichten am Kader vun deem Mechanismus voll spille sollen. Fir dass de Solidaritéitspool ab Juni 2026 kann a Kraaft trieden, ass awer nach en Accord vun de Memberstaaten néideg.

An dofir géing ech gären dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

Kann d'Regierung confirméieren, dass Lëtzebuerg an déi véiert Kategorie fält an domadder dann déi voll Solidaritéitsflichten huet? Ass d'Regierung eigentlech d'accord mat där Kategoriséierung vun der Europäescher Kommissioun? A wäert se d'Propos vun der Europäescher Kommissioun och an där Form, wéi se presentéiert ginn ass, matdroen?

An dann, zweetens: Wat heescht dat da konkreet fir eist Land? Gedenkt d'Regierung, Leit opzehuelen am Kader vun deem Mechanismus oder wëll se hir Responsabilitéit da souzesoe finanziell kompenséieren?

An dann, finalement: Huet d'Regierung schonn en offiziellen Engagement bei der Europäescher Kommissioun eragereecht? Ech weess, dass d'Europäesch Kommissioun dorop waart.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. D'Wuert huet elo den Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech soen dem Här Sehovic Merci fir seng Fro, mee ech weess net genau, firwat e mir d'Fro stellt, well dat am Fong en Dossier ass, dee fir de Moment um Niveau vun de Justiz- an Inneministeren, de respektiv fir d'Immigratioun zoustännege Ministeren, amgaangen ass, diskutéiert ze ginn.

Fakt ass, datt d'Kommissioun effektiv, wéi den honorabelen Här Sehovic gesot huet, elo déi Kategorien do presentéiert huet. A mir hunn dat och am Regierungsrot d'lescht Woch kuerz diskutéiert. A mir verstinn eigentlech net, firwat mir esou kategoriséiert gi sinn, anescht wéi eis Nopeschlänner, well mir eigentlech fannen, datt mer an enger änlecher Situatioun si wéi eis dräi Noperen.

An dofir hu mer de fir d'Immigratioun zoustännegen Inneminister elo mol chargéiert, Froen ze stellen, fir ze froen, wéi déi Kategorisatioun do zustane komm ass. An eréischt wa mer dat wëssen, da wäerte mer kucken, wéi mer eis do par rapport verhalen. Mir hunn duerfir och fir de Moment keen Engagement geholl, ob mer zousätzlech Leit géingen huelen oder ob mer géinge bezuelen. Well dat ass jo am Fong de Choix, deen een do huet.

Dozou hu mer nach keen Engagement geholl, mee ech kann Iech awer soen, dass d'Lëtzebuerger Regierung, sou wéi an der Vergaangenheet, hirer europäescher Responsabilitéit a hirem Solidaritéitsgefill, dat mer ëmmer an der Immigratiounspolitick gewisen hunn, och an Zukunft wäert gerecht ginn.

Mee fir eis ass et wichteg, datt jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt. A Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren och vill Flüchtlingen opgeholl, net manner wéi déi aner Länner, wann een dat proportionell zur Bevëlkerung kuckt, an et ass an deem Geescht, wou mer och gäre géife mat der Europäescher Kommissioun elo mol e Gespréich féieren. An dann deele mer dat selbstverständlech och där zoustänneger Chamberkommissioun mat. Mee do si mer elo nach net. Dat dauert nach, bis mer déi Äntwerten hunn. Ech mengen och, datt déi Diskussioun iwwert déi Opdeelung eréischt elo an dësen Deeg zu Bréissel ugefaangen huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 279 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Woch vu gratissen Depistagë vu Geschlechtskrankheeten. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 279 du 18 novembre 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la semaine de dépistage sans frais des infections sexuellement transmissibles, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. An deene leschte Méint a Joren ass d'Unzuel vun de Geschlechtskrankheeten an d'Luucht gaangen. Virun allem d'Fäll vun de Krankheete Gonorrhö a Syphilis si geklomm, esouwuel zu Lëtzebuerg wéi an der ganzer EU. Am Kader vun der europäescher Testwoch kann ee sech, nieft den üblechen Depistageméiglechkeeten, gratis och bei de private Laboratoiren teste loossen.

An deem Sënn wéilt ech der Madamm Ministesch follgend Froe stellen:

Wéi huet sech d'Unzuel vun de Leit an de leschte Joren entwéckelt, déi wärend dësen Testwoche vun der Offer profitéiert hunn?

Wou läit säitens dem Gesondheetsministère de Käschtepunkt, fir dës Testwoch ze organiséieren?

Wéi eng Sensibiliséierungscampagnë goufe vum Gesondheetsministère lancéiert? A sinn an noer Zukunft nach weider Campagnë virgesinn?

Ech soen Iech scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An dann huet d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Dokter Schockmel fir déi ganz aktuell Fro. Well vum 17. bis de 24. November kënne mer eis alleguerte gratis teste loossen op déi geschlechtlech iwwerdrobar Krankheeten.

D'Zuele si scho genannt ginn, ëm wéi vill déi Krankheeten an de leschte Joren an d'Luucht gaange sinn. A mir sinn zesumme mat der HIV-Berodung a mam Roude Kräiz wéi och mam Planning familial déi ganz Woch ënnerwee gewiescht respektiv wäerten et nach sinn, fir eis Efforten do ze bündelen a sou vill Leit wéi méiglech ze froen, sech testen ze loossen.

Op déi kuerz Dauer, wou ech elo weess, wat den Detail vun de Froen ass, déi ech géif gestallt kréien, konnt ech elo d'Zuel vun de Leit, déi dann do passéieren, net erëmfannen. An och de Käschtepunkt wäert ech Iech schrëftlech noliwweren.

Awer an der Sensibiliséierung si mer d'ganzt Joer ënnerwee, net nëmmen an där doter Woch. D'Agence nationale pour l'information des jeunes huet Spotte gedréint, déi heeschen „STI Squad Reboost" – Dir kënnt déi Videoe kucken, se si ganz witzeg –, fir Jonker och an engem Language, dee si verstinn, drop opmierksam ze maachen, datt et e ganz einfacht Mëttel gëtt, fir esou Krankheeten ze verhënneren, an zwar e Gummi ze benotzen. D'Jugendinfo On Tour mécht dat selwecht a mir wäerten hinnen do och an deenen nächste Joren zur Säit stoen, fir déi Campagnë virunzeféieren.

Des Weidere si mer amgaangen, den Depistage auszeweiten, net nëmmen op déi Woch am Hierscht ze begrenzen, mee mir probéieren iwwert d'Joer mat de Laboen zesummen, zweemol gratis en place ze setzen, sech géint den HIV an d'Syphilis ze testen.

A wéi gesot, et deet mer leed, entschëllegt, d'Zuele ginn nogeliwwert a schrëftlecher Form.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 280 vum Här Marc Goergen un den Här Finanzminister iwwert den Impakt vun der Kënschtlecher Intelligenz op d'Steierrecetten. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 280 du 18 novembre 2025 de M. Marc Goergen relative à l'impact de l'intelligence artificielle sur les recettes fiscales de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wéi ech gëschter d'Fro geschriwwen hunn, war mer nach net bewosst, dass mer de Moien eng länger Diskussioun géinge féiere mam Conseil national des finances publiques, déi ganz interessant war, de Moien an der Finanzkommissioun. An et ass jo virdru schonn ugeklongen, och de Premierminister war an d'USA fir d'KI.

Jo, déi KI ass menger Meenung no eng Chance. Mee si huet awer och gewësse Risiken. An dofir hunn ech haut d'Fro matbruecht, wéi se sech op d'Aarbechtswelt, awer dat Finanziellt vun der Aarbechtswelt, wäert auswierken. Well ech hat schonn eng Question parlementaire gestallt, an do ass erauskomm, dass nëmmen 22 % vun den Aarbechtsplazen net wäerte betraff si vun der KI. Dat heescht, de Rescht wäert betraff sinn an dat wäert herno sécherlech och op d'Lounsteier seng Auswierkungen hunn.

Well an den Diskussioune gëtt och ugefouert, huele mer d'Affekoten, huele mer d'Big Four, dass et déi

wäerte sinn, wou a sech d'KI wäert Aarbechtsplazen an Zukunft ersetzen. Et sinn awer och déi, déi dem Land gutt Steierrecetté bréngen. An deementspriechend misst d'Regierung virgesinn, wat d'KI an Zukunft wäert veränneren – nieft der Chance ..., si wäert eeben och d'Aarbechtswelt veränneren an d'Aarbechtszäiten, d'Aarbechtsplaze wäerten anescht ausgesinn –, wéi een deen Ausfall kéint kompenséieren.

Bekanntlech – schonn an der Pensiounsdiskussioun – si mir Piraten fir eng Robotertax, also eng Roboterkompensatioun, wou déi Aarbechtsplazen herno wäerte verschwannen, dass ee seet, do, wou d'KI zum Asaz kënnt ... Do gëtt et vill Beispiller, dat si Keesen, dat sinn Taxien, dat si Busser. Et gëtt esou vill Beispiller, déi ee kann huelen, wou déi Aarbechtsplazen herno iwwert d'KI wäerte fonctionéieren. Mee wéi ass et dann herno bei der Lounsteier? Well et ass och net esou, dass déi Firmen herno zwar méi Benefiss wäerte maachen, mee mir wësse jo och, dass Benefisser anescht besteiert si wéi de Loun – wat a menger Welt net richteg ass. Mee dat ass eng aner Diskussioun. Déi Benefisser wäerten herno net esou besteiert gi wéi de Loun, deen herno wäert ausfalen.

Deementspriechend sinn haut meng Froen, wat d'Regierung plangt, fir dat an de Recetten ze kompenséieren, wat op der Lounsteier wäert ausfalen, an ob uviséiert ass, eng Automatiséierungssteier, Robotersteier, wéi ee se och ëmmer kéint nennen, anzeféieren – ech mengen, zu Léck hu se elo zum Beispill ugefaangen, bei de Keesen eng kleng Tax dropzeleeën, fir dat awer ze kompenséieren –, ob d'Regierung op dee Wee wäert goe bei der KI.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Goergen. Den Här Finanzminister huet d'Wuert. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, ech soen dem Här Goergen Merci fir seng Fro. Fir eis muss d'Kënschtlech Intelligenz ëmmer duerch mënschlech Intelligenz geleet ginn. Dat zielt virun allem zu Lëtzebuerg. A mir mussen och d'KI als eng Realitéit unerkennen. Duerfir fannen ech et och richteg a wichteg, dass Der dee Sujet vun der Kënschtlecher Intelligenz och permanent an dësem Plenum opbréngt.

Zu den Zuelen: Dir hutt gesinn, dass déi lescht Deeg méi iwwer Google geschwat gëtt zu Lëtzebuerg. Abee, Google huet 2024 eng Etüd gemaach iwwert de Potenzial vun der Kënschtlecher Intelligenz zu Lëtzebuerg. An déi kënnt zur Konklusioun, dass déi Kënschtlech Intelligenz eigentlech e positiven Impakt op eise PIB kann hunn.

An e puer Zuelen: Ronn 72 % vun de schaffende Leit wäerte mat der Kënschtlecher Intelligenz schaffen. 75 % si souguer der Meenung, dass déi Kënschtlech Intelligenz hinne kéint hëllefen. 6 % vun den Aarbechtsplaze kéinten duerch d'Kënschtlech Intelligenz a Gefor sinn. Duerfir ass de klore Message, dass een d'Kënschtlech Intelligenz intelligent begleede muss an d'Leit virun allem mathuelen a se do och begleeden. An dat zielt um Niveau vun de Betriber, mee dat zielt och virun allem um Niveau vun der Aarbechtsmaartverwaltung.

Zur Aarbecht: Mir wëllen, dass d'Aarbecht manner besteiert gëtt. En éischte Schrëtt ass 2024 gemaach ginn, en zweeten dëst Joer. An den nächste Schrëtt wäert nokommen am Kontext vun deem globale Pak vun enger Individualbesteierung. D'Beschäftegung selwer, déi klëmmt gottseidank erëm zu Lëtzebuerg: plus 1 % dëst Joer. D'nächst Joer sinn 1,5 % virgesinn, och wann déi Progressioun manner staark ass wéi déi Jore virdrun.

Um Niveau vun der Lounsteier – well dat ass nämlech Är Fro –, jo, do hu mer den 30. September 2025, trotz deene Steiererliichterungen, déi gemaach goufen um Niveau vun der Lounsteier, e Wuesstum vun 1,5 % par rapport zu dem 30. September vum Joer virdrun. An den 31. Oktober geet dat nach an d'Luucht mat 1,7 %. Mee op der Grondlag vun deene Saachen, déi verbreet goufen, vun deenen Informatiounen, déi Der krut an der Finanzkommissioun, hu mer eng liicht Verschibung vun den Akonftsaarte bei der Lounsteier. Mir hu méi Plazen zu Lëtzebuerg – an dat seet och de Statec – mat méi héijem Akommes, soudass een net einfach déi Korrelatioun huet, dat heescht dee Lien: „Esou vill Aarbechtsplaze bedeiten esou vill méi Lounsteier". Neen. Duerch d'Qualitéit vun den Aarbechtsplaze geet d'Lounsteier an d'Luucht, obwuel d'Aarbechtsplazen net an hirer Gesamtheet esou wuessen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir stinn zu engem Wuesstumsmodell Lëtzebuerg. Dozou gehéiert d'Kënschtlech Intelligenz. An op Är konkreet Fro „Wéi ass et mat der Robotersteier?": Mir wëlle keng, och aus Grënn vu wirtschaftlecher Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg. Mir wëllen net zu Lëtzebuerg en Alleingang maachen, fir eng sougenannte Robotersteier anzeféieren. Mir kucken, wat um Niveau vum FMI geschitt, wat um Niveau vun der OECD an och um Niveau vun der Europäescher Unioun geschitt. Dat ass d'Positioun vun eisem Land op deem Punkt.

An ech wëll eigentlech soen: Dat, wat mer wëllen, dat ass, dass mer matenee wuessen an deemno och mat enger intelligent begleeter Kënschtlecher Intelligenz.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 281 vum Här Ricardo Marques un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwert den Zougang zu an den Ëmgang mat de sozialen Netzwierker vu Kanner a Jugendlechen. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 281 du 18 novembre 2025 de M. Ricardo Marques relative à l'accès et à l'utilisation des réseaux sociaux chez les enfants et adolescents, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Gëschter huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher eis säi Rapport vum Joer 2024 presentéiert. Ee vun de Sujete war de Gebrauch vum Handy a vun den Tablette bei de Kanner respektiv den Accès zu an d'Consommatioun op de soziale Reseauen. Den Ombudsman huet sech ganz kloer fir e Smartphoneverbuet fir Kanner ënner dräi Joer ausgeschwat. Hie plädéiert och derfir, den Accès zu deene soziale Meedien ze limitéieren a schwätzt sech fir eng Altersgrenz vu 15 Joer fir déi sozial Meedien aus.

Déi dänesch Premierministesch Mette Frederiksen huet kierzlech ugekënnegt, den Zougang zu de soziale Meedie fir Kanner ënner 15 Joer staark ze limitéieren. Si ass der Meenung – an et ass interessant –, datt Handyen an digital Plattformen d'Kandheet vun eise Kanner klauen, a schwätzt vun enger Zounam vun Angschtstéierungen, Depressiounen, Opmierksamkeetsproblemer a Schwächte beim Liesen, déi si mat de soziale Meedien a Verbindung bréngt. Si fuerdert dofir e Verbuet vu sozialen Netzwierker fir Jonker ënner 15 Joer. Eltere kéinten de Gebrauch awer och schonn ab 13 Joer erlaben.

Och an aner EU-Länner gëtt et änlech Bestriewungen. An Holland recommandéiert zum Beispill d'Regierung, datt Kanner ënner 15 Joer net op Netzwierker wéi TikTok oder Instagram solle sinn.

Zu Berlin, wou grad eis Justiz- a Meedieministesch ënnerwee ass, gëtt aktuell un engem Pilotprojet fir eng App geschafft, déi d'Altersverifikatioun op de soziale Meedien erméigleche soll. Dëse Projet ass am Kader vum Digital Services Act, DSA, ze gesinn, dee streng Reegele fir grouss Onlineplattforme virgesäit. Mat der App solle Kanner a Jugendlecher op de soziale Meedie besser geschützt ginn. De Pilotprojet vun der Kommissioun soll a verschiddene Länner getest ginn. Mengen Informatiounen no ass eis Justiz- a Meedieministesch dësem Projet géintiwwer och positiv gestëmmt.

An deem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

Mécht Lëtzebuerg beim Pilotprojet vun der App mat, déi d'Altersverifikatioun op de soziale Meedie kontrolléiere soll?

A wieren Är Servicer, ënner anerem de CTIE, prett, fir bei dësem Projet matzemaachen, respektiv hu si déi technesch Outilen, fir esou eng App ze developpéieren, fir eng Vérification de l'âge kënnen zu Lëtzebuerg anzeféieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. D'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, wann Dir mir d'Wuert fir d'éischt géingt ginn, géing ech gären ...

M. Claude Wiseler, Président | Wann Dir et wëllt, selbstverständlech.

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... am Numm vun der Madamm Margue, déi mech als zoustännege Meedieminister op där Konferenz zu Berlin vertrëtt, soen, datt et fir d'Regierung extreem wichteg ass, datt mer d'Wuel vun de Kanner am Kontext vun de soziale Meedien absolutt an de Vierdergrond stellen.

An duerfir ënnerstëtze mer ganz staark all déi Moossnamen, déi an d'Richtung ginn, en altersgerechten Accès zu de soziale Meedien ze kréien. Dat ass e Sujet, dee mer och um Niveau vun de Staats- a Regierungscheffen an de leschte Wochen diskutéiert hunn. A mir hunn do staark derfir plädéiert, datt mir wann nëmme méiglech eng europäesch Reegelung sollte fannen. Mee grad esou kloer hu mer an der Regierung gesot, datt, wann an deenen nächste sechs bis zwielef Méint keng europäesch Reegelung do ass, wou festgeluecht gëtt, ab wéi engem Alter Kanner fräien Zougang zu de soziale Meedien hunn, no Reegelen, déi mussen definéiert ginn, mir dat dann och national wäerte maachen.

Europäesch ass den ideale Wee, national ass vläicht den noutwendege Wee, well mer wëllen net, datt dat an Zukunft zu mentale Krankheete bei de Kanner féiert, wa mer dëse Problem net schnell an de Grëff kréien. An et war och an deem Geescht, datt mer jo och déi Reegele fir d'Handyutilisatioun, den Handyverbuet an de Schoulen, an d'Weeër geleet hunn.

Ech wollt dat als generelle Kader setzen. An d'Madamm Minister vun der Digitalisatioun ass zoustänneg fir déi App. A wann Der erlaabt, wollt ech just hei déi Aleitung maachen, fir de Kader ze setzen. A well d'Madamm Margue haut a mengem Numm zu Berlin ass, wollt ech och an hirem Numm dat hei soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister, fir déi Prezisiounen. An dann huet d'Madamm Ministesch fir d'Digitaliséierung d'Wuert.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här Chamberpresident. Léif Deputéiert, zousätzlech zu den Ausféierunge vum Premierminister wollt ech am Fong nach soen, datt ech de 14. Juli 2025 de Gesetzesprojet 8583 deposéiert hunn, fir den europäeschen digitale Portmonni zu Lëtzebuerg anzeféieren. Wann dëse Gesetzesprojet bis gestëmmt ass, kann déi ugestrieften Altersverifikatioun ganz einfach iwwert den E-Wallet gemaach ginn.

Falls awer sollt envisagéiert ginn, eng spezifesch App virun der Realisatioun vum E-Wallet en place ze setzen, ass de CTIE prett, fir aktiv bei der Entwécklung vun esou enger App matzewierken. Heifir waarde mir awer och op déi juristesch Analys vun den zoustännege Ministèren, wéi eng spezifesch legal Basis fir d'Aféierung vun esou enger App misst ausgesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 282 vum Här Marc Baum un den Här Aarbechtsminister iwwert den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff zu der Direktiv fir adequat Mindestléin. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 282 du 18 novembre 2025 de M. Marc Baum relative à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne sur la directive relative aux salaires minimaux adéquats, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hunn eng Fro un den Aarbechtsminister. De Premierminister kann awer och gären äntwerten. En ass jo grad esou gutt am Jumm. Haaptsaach, et gëtt eng Äntwert op d'Fro.

(Interruption)

Nämlech virun enger gudder Woch, den 11. November, huet den Europäesche Geriichtshaff d'Mindestloundirektiv an hire wichtegsten Zich bestätegt. Den Europäesche Gewerkschaftsbond huet zu Recht vun engem gudden Dag fir déi schaffend Leit an Europa geschwat. Confirméiert goufen nämlech notamment d'Zilwäerter vu 50 % vum Duerchschnëttsloun respektiv 60 % vum Medianloun.

Zu Lëtzebuerg ass et déi Diskussioun och ginn. Hei hat den Aarbechtsminister proposéiert, bei deene Berechnungen einfach d'Gehälter aus der Fonction publique erauszerechnen, fir esou nozeweisen, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg mat aktuell 2.703 Euro brutto adequat wier an also och net misst geännert ginn a gläichzäiteg de Krittären entsprieche géif.

No deem Urteel sot de Minister dunn op RTL, ech zitéieren: „Wann dat net de Wee ass", also d'Fonction publique erauszerechnen, „fir de richtege Mindestloun ze berechnen, da loosse mer dat ewech." Mee et misst een, sou de Minister, an déi Berechnungen awer och nach aner Elementer eranhuelen. An ech zitéieren nees: „Ob dat den Transport public ass, ob dat d'Schoule sinn, ob dat den Enseignement musical ass, a sou weider a sou virun, d'Maison-relaisen, alles dat muss een och emol an d'Berechnunge mathuelen." Fir dann zur Konklusioun ze kommen: „No deem doten Urteel kënne mer elo nach méi konkreet op dem Projet schaffen. An dat weisen elo déi nächst Wochen, wéi mer do erauskommen."

Här President, duerfir meng dräi Froen:

Éischtens: Wéi huet den Här Minister sech d'Integratioun vun anere Facteuren, wéi zum Beispill dem Enseignement musical, an d'Berechnunge vum Mindestloun approximativ virgestallt?

Zweetens: Wéini kënne mer als Chamber mat der Presentatioun vun enger Methodik zur Berechnung vum Mindestloun rechnen?

An drëttens: Mengt de Minister net vläicht awer, datt et sënnvoll wier, einfach d'europäesch Direktiv ëmzesetze mat deene genannten Zil- a Referenzwäerter, fir esou Lëtzebuerg och erëm attraktiv ze maache fir déi Leit, déi schaffen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister. Här Aarbechtsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierte Marc Baum. Duerch d'Urteel vun der europäescher Cour de justice steet elo fest, dass d'Mindestloundirektiv bestoe bleift. An dat ass och gutt esou, well elo besteet endlech Kloerheet. Just zwou Dispositiounen aus der Direktiv goufen annuléiert, well d'Cour der Meenung ass, dass déi Dispositiounen eng Kompetenziwwerschreidung vun der EU géifen duerstellen.

Déi éischt Dispositioun, déi annuléiert gouf, seet, dass d'Krittären, déi sech d'EU-Länner musse ginn am Kader vun der Fixatioun an der Aktualisatioun vum Mindestloun, op véier vun der Direktiv genau virgeschriwwenen Elementer baséiere mussen. Der Cour no schränkt dëst de Spillraum vun den EU-Länner beim Ausschaffe vun de Krittären ze vill an a stellt en direkten Agréff an d'Festleeë vun de Léin duer. Anescht gesot: Andeems d'Direktiv d'Utilisatioun vun deene véier Elementer an de Prozedure fir d'Festleeung an d'Aktualiséierung vum SSM (ndlr: Salaire social minimum) imposéiert, huet d'Europäesch Unioun eng Obligatioun opgestallt, déi sech op d'Zesummesetzung vun den nationale Léin bezitt, wat eng direkt Auswierkung op den Niveau vun de Léin huet. Effektiv ass et esou, dass d'Europäesch Unioun laut dem Artikel 153 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU zwar wuel am Beräich vun den Aarbechtskonditioune legiferéieren däerf, dës Kompetenz sech awer net op d'Remuneratioun appliféiert.

Déi zweet Annulatioun, déi d'Cour prononcéiert huet, betrëfft eng Dispositioun, déi seet, dass d'Memberstaaten op e System vun automatescher Indexéierung vun de gesetzleche Mindestléin zréckgräifen dierfen, virausgesat, dass d'Uwendung vun dësem Mechanismus net zu enger Reduktioun vun de gesetzleche Mindestléin féiert. Och hei, seet d'Cour, besteet eng direkt Améschung vum EU-Recht an d'Festleeung vun de Remuneratiounen. Deenno muss dës sougenannt „Clause de non-régression" um Niveau vum SSM och annuléiert ginn.

Wat d'Transpositioun vun där esou ofgeännerter Direktiv duerch eise Projet de loi Nummer 8437 ugeet, sou wäerte mer weider dru schaffen, fir déi feelend indikativ Referenzwäerter via Amendement kënnen an de Projet afléissen ze loossen.

Zur Ännerung hat de Staatsrot jo a sengem Avis d'Fro opgeworf, op wéi eng indikativ Referenzwäerter ee sech zu Lëtzebuerg baséiert. Zu deene Referenzwäerter wëll ech bei dëser Geleeënheet emol nach eng Kéier ënnersträichen, dass et, contrairement zu deem, wat oft gemengt gëtt, den EU-Länner fräisteet, sech op déi vun der Direktiv als Beispiller genannte Referenzwäerter ze baséieren oder op hir national Referenzwäerter zréckzegräifen.

D'Direktiv léisst den EU-Länner hei also de fräie Choix an imposéiert hinnen näischt an deem Kontext. Et ass deemno net richteg ze behaapten, dass laut Direktiv all EU-Land dozou obligéiert ass, derfir ze suergen, dass den nationale Mindestloun op d'mannst 60 % vum Medianloun oder 50 % vum Duerchschnëttsloun entspriécht. An et ass och net esou, dass et d'Zil vun der Direktiv wär, de Mindestloun an den EU-Länner elo an d'Luucht ze setzen.

Effektiv, wat aus dem Urteel vun der Cour kloer erviergeet, ass, dass d'Direktiv näischt imposéieren däerf, wat en direkten Agréff an d'Festleeung, an d'Adaptatioun vun de Léin duerstellt. Dat heescht ganz kloer: Wann d'Direktiv den EU-Länner imposéiert hätt, dass hire Mindestloun op d'mannst 60 % vum Medianloun oder op d'mannst 50 % vum Duerchschnëttsloun misst sinn, da wier esou eng Dispositioun ganz sécher och vun der Cour annuléiert ginn.

Wéi ech et schonn am Ufank vu menger Ried gesot hunn, wäerte mer weider dru schaffen, de besteeënde Projet de loi mat deene feelenden indikative Referenzwäerter via Amendement ze completéieren. Eist Zil ass et, d'Direktiv sou séier wéi méiglech a korrekt ze transposéieren. An natierlech wäerte mer och d'Sozialpartner zu dësem Sujet nach gesinn a selbstverständlech och nach eemol an der Chamberkommissioun dat Ganzt beschwätzen.

Wat d'Froen ugeet ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Wat d'Froen ugeet: Dat, wat Der virdrun opgezielt hutt, waren natierlech d'Gratuitéiten, déi mir, mengen ech, eenzegaarteg hei an Europa hunn.

An zur Methodik: Falls mer eis drop festleeën, ee vun deenen zwee Referenzwäerter ze huelen, déi d'Direktiv als Beispiller gëtt, da musse mer eis och eng korrekt Methodologie ginn, déi et eis erlaabt, de Medianloun ze berechnen. Mir hunn eventuell eng méiglech Methodologie identifizéiert, op déi mer zougräife kënnen an déi och op europäeschem Niveau unerkannt an applizéiert gëtt.

Vu dass am Kader vun där Methodologie just d'Basisléin fir d'Berechnung vum Medianloun solle gekuckt ginn, musse mer déi néideg Donnéeën zesummendroen, déi et eis erlaben, d'Berechnung vum Medianloun a Konformitéit mat der Methodologie ze maachen. An deem Kontext wëll ech awer nach eemol betounen, dass d'Salairë vu bestëmmte Sektoren net einfach esou an ouni Grond aus der Berechnung sollen erausgeholl ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbechtsminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 283 vum Här Mars Di Bartolomeo un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert dat zukünftegt Santé-publiques-Gesetz. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 283 du 18 novembre 2025 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la future loi dite « Santé publique », adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Eigentlech hätt ech och Iech déi dote Fro kënne stellen.

Virun annerhallwem Joer hu mer dat virleefeg lescht Covidgesetz gestëmmt. Dat leeft a gutt siwe Méint aus. A wann et bis dohin net zu engem Pandemiegesetz kënnt, wéi et am CSV-DP-Regierungsprogramm ugekënnegt ass, oder wann net vun engem Projet de loi iwwert d'Santé publique, vun deem d'Madamm Minister schwätzt, de Relais geholl gëtt, da wäerte mer wuel nach e weidert Covidgesetz musse stëmmen. Well Covid ass nach ëmmer do, och wann et keng akut Kris méi ass.

Dir kënnt Iech alleguer erënneren, dass eis Kolleege vun der CSV, déi haut d'Regierungsverantwortung

hunn, iwwer Joren net midd gi sinn, esou e Pandemiegesetz an eng onofhängeg Evaluatioun vu Stäerkten a Schwächte vun eiser Krisebewältegung ze fuerderen.

(Interruption)

Mir hunn dat an enger ganzer Rei vu Motioune gesinn – den 23. Mäerz 2023 eng Motioun vun eisem Kolleeg, dem Chamberpresident, den 2. Mee 2024 ännert där neier Regierung eng weider Motioun vun eise grénge Kolleegen, déi dat selwecht gefrot hunn: esou séier wéi méiglech dat Pandemiegesetz an eng onofhängeg Expertis iwwer Stäerkten a Schwächten.

An der Zwëschenzäit hu mer en internationale WHO/OMS-Vertrag, mee nach ëmmer kee Pandemiegesetz oder Santé-publiques-Gesetz. Funkstille!

Dofir meng Froen un d'Madamm Minister:

Wéini kënnt endlech dat Pandemie- oder Santé-publiques-Gesetz? Wéi gesäit déi Expertis iwwer d'Stäerkten a d'Schwächten aus? Ass se onofhängeg?

Wéi definéiert d'Madamm Minister déi Fuerderung vum Chamberpresident – vun eisem aktuelle Chamberpresident – „dans les meilleurs délais"? Gesäit déi Definitioun aneschters aus, jee nodeem ob een an der Majoritéit oder an der Oppositioun ass?

An déi lescht Fro: Preparéiert d'Regierung schonn dat nächst Covidgesetz? Well esou wéi déi viregt Gesetzer an der akuter Kris duerchgaang sinn, wäert dat Gesetz jiddefalls nach méi opmierksam gekuckt gi wéi déi aner.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech hat jo eigentlech zwou Froe gestallt, dofir merci fir d'Äntwerten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet d'Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci dem Deputéierte Mars Di Bartolomeo fir déi Fro.

Jo, mir hunn nach e Covidgesetz, mee an deem Covidgesetz steet just nach dran, datt een däerf d'Mask op verschiddene Plazen droen, datt d'Apdikter däerfe Vaccine maachen an datt d'Donnéeën nach gehale kënne ginn. Dat heescht, mir sinn amgaang, dat ze iwwerschaffen, wat dorausser nach muss gehal ginn. Mee dat Covidgesetz, dat elo nach besteet, ass net fir de Pandemiefall ze gebrauchen. Duerfir si mer amgaangen, un engem neie Gesetz ze schaffen, awer kengem Covidgesetz, mee enger Loi santé publique.

Déi ganz Aarbecht ass direkt ugefaange ginn. Ech mengen, mir hunn och reegelméisseg déi éischt Méint driwwer geschwat, wat an deenen eenzelne Motioune steet, wou da wéi eng Texter dru waren. A mir hunn och am Kader vun deem leschte Vott vum Covidgesetz Detailer dozou ginn. Duerfir wéilt ech mech haut beschränken op dat, wou mer elo ënnerwee sinn.

Mir sinn an der Kohärenz mat dem europäesche Kader an an der Kohärenz mat dem WHO-Kader ënnerwee. An deen éischten Draft vum Gesetz, dee steet. Dat ass natierlech en Avant-avant-Projet de loi, deen de Moment mat den technesche Partner an der Consultatioun ass.

Wat steet an deem Gesetz dran? Et si verschidde Kapitelen:

Ee grousst Kapitel iwwert d'Registere vun der Santé publique: Mir schafen do eng Base légale fir d'Kreatioun vun de Registeren. Mir hu schonn e Registre national du cancer, mee deem seng Base légale steet op wackelege Féiss. A mir brauchen net nëmmen e Register fir de Kriibs, mir brauchen och e Register fir d'Impfungen, mir brauchen e Register fir rar Krankheeten a mir brauchen och e Register, fir verschidden Agrëff an de Spideeler besser ze suivéieren. Déi gesetzlech Basis gëtt dann do geschafen.

Dat zweet grouss Kapitel sinn eis Iwwerwaachungssystemer an der ëffentlecher Gesondheet. Mir wäerten de System upasse vun den Déclarations obligatoires, dee vun 2018 datéiert a wou vill Retours d'expérience vum Terrain koumen, fir dat ze adaptéieren. Mir wäerten eng Ëmweltiwwerwaachung an eng Iwwerwaachung vun de Risiken am Zesummenhang mam Klimawandel virgesinn; dann eng Iwwerwaachung vun den Infektiounen, déi mat de Soinen anhierginn; eng Ofwaasseriwwerwaachung; d'Formaliséierung vum Prozess, fir d'Risques sanitaires ze evaluéieren; an Ëmsetzungsmoossname fir d'Konformitéit mam – Dir hutt e genannt – RSI, dem Règlement sanitaire international.

D'Drëtt Kapitel: d'Gestioun vun enger Epidemie. De Projet féiert keng nei Restriktiounen an. Den Encadrement vun de Praktiken, déi schonn existéieren – an dat hu mer jo an der leschter Pandemie gesinn –: Mir hunn eng Rëtsch Dispositiffen en place, den Isolement, d'Quarantän, den Depistage, den Traçage ginn awer méi kloer definéiert, gi proportionéiert a limitéiert, fir datt déi fundamental Rechter an deem Sënn garantéiert bleiwen. Nei Outilen, fir Enquêten ze maachen, ginn och en place gesat.

Vun der Gouvernance hier wäerte mer den CSMI (ndlr: Conseil supérieur des maladies infectieuses) nei opstellen an e Comité national „One Health" kreéieren. Des Weidere gëtt den DSP „nouvelle génération" mat an deem Gesetz virgesinn.

D'Timeline: Mir sinn elo an der Consultatioun mat den technesche Partner, wéi ech gesot hunn. Mir wäerten de Projet de loi am éischten Trimester 2026 deposéieren an den DSP en fonction vun eiser Progressioun bei deenen Aarbechten dann als Amendement mat aféieren.

Nach eng Kéier am Resümmee d'Akzenter, déi mer wëlle setzen: Mir brauche keen neie Krisemechanismus. Deen ass an der neier Verfassung genügend ofgebilt am Artikel 48. Duerfir setze mer an dësem Projet den operationelle Kader ëm. Mir hunn eng transversal Integratioun vum „One Health" virgesinn. Mir wäerten d'Iwwerwaachungssystemer upassen, wéi ech Iech gesot hunn, awer ëmmer mat der Iddi „proportionné au but poursuivi". A mir anticipéieren europäesch Entwécklungen am Beräich vun de Gesondheetsdaten.

An deem Text ginn also d'Lektiounen aus der Pandemie berücksichtegt. A wéi ech schonn e puermol gesot hunn, wäerte mer e groussen Exposé des motifs hunn, wou mer soen, wat mer am Projet de loi zréckbehalen hunn, wat mer net zréckbehalen hunn, am Liicht vun deem, wat an all deene Covidgesetzer opgestallt ginn ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann eis Froestonn ofgeschloss.

5. 8560 – Projet de loi relatif à la signature électronique en matière législative et règlementaire

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 8560 iwwert d'Aféierung vun der elektronescher Ënnerschrëft an der legislativer a reglementarescher Prozedur. Ech erënneren drun, datt d'Riedezäit e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass, an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: d'Rapportrice huet 5 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten, wa se da wëllt. An ech ginn direkt der Rapportrice vum Projet de loi, der honorabeler Madamm Octavie Modert, d'Wuert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech däerf Iech haut de Rapport iwwert de Gesetzesprojet 8560 maachen, deen d'Méiglechkeet vun der elektronescher Ënnerschrëft op all Akte vun de Gesetzes- a reglementaresche Prozeduren aféiert.

Konkreet geet et ëm d'Gesetzesprozedur vum Moment vum Depot un, wou e Gesetzesprojet an der Chamber hannerluecht gëtt, an et betrëfft all doru bedeelegt Autoritéiten an Organer: de Groussherzog, d'Chamber, d'Regierung an d'Ministeren, de Staatsrot oder d'Beruffskammeren. An et zielt fir all Reglementer mat normativem Charakter. Dat si selbstverständlech déi groussherzoglech Reglementer, mee och d'Gemengereglementer an déi vun ëffentlechen Etablissementer, déi Normen erloosse kënnen.

Dëst digitaalt Ënnerschreiwe muss deem heite Gesetzesprojet no duerch sougenannte qualifizéiert Ënnerschrëften oder Stempele geschéien, konform zum europäeschen eIDAS-Reglement. An dat garantéiert en héije Sécherheets- a Vertrauensniveau, wéi en am legislative Kontext natierlech noutwendeg ass, an och d'Authentizitéit vun der Ënnerschrëft. Esou Ënnerschrëften oder Stempele gi per Identifizéierung iwwer LuxTrust aktivéiert. Et ass domadder eng sécher kryptographesch Technik.

Dëst Gesetz ass den Zwilling vum Gesetz vum 4. Juni vun dësem Joer iwwert d'elektronesch Ënnerschrëft am pur administrative Beräich, wéi zum Beispill d'Kommunikatioun vun de Verwaltungen a Ministèrë mam Bierger. Domadder hu mir e gesamte Kader, fir d'digital Ënnerschrëften an hire juristesche Wäert ze garantéieren, deen domadder gläichgesat ass mat deem vun enger handschrëftlecher Ënnerschrëft. An déi bleift natierlech weiderhi bestoen.

Mat dësem zweete separate Gesetz ass also Rechtssécherheet geschaaft ginn an de Staat mécht e weidere Schrëtt an der digitaler Gouvernance. An engem moderne Staat ass den elektroneschen dematerialiséierten Ëmgang mat Dokumenter eng Normalitéit – mir si jo net méi an deem berüümte Postkutschenzäitalter. D'Prozedure ginn domat méi séier a méi einfach.

Zu der legislativer Prozedur an de Gutachten:

Dëse Gesetzesprojet ass den 18. Juni 2025 vum Premierminister Luc Frieden an der Chamber hannerluecht ginn. De Staatsrot huet säi Gutachten den 11. Juli 2025 ofginn. D'Stellungnam vun der Nationaler Dateschutzkommissioun ass vum 16. Juli 2025, der Handelskammer hiren Avis vum 18. Juli vun dësem Joer an dee vun der Staatsbeamtekammer aus dem Oktober.

De Staatsrot heescht de Gesetzesprojet gutt a mécht e puer legistesch Virschléi. E referéiert sech och op seng Stellungnam, déi d'Regierung hien am Virfeld schrëftlech gefrot hat.

D'CNPD begréisst, datt de Projet d'Logik vum Gesetz vum 4. Juni weiderféiert a gläichzäiteg d'Konditioune fir d'Benotzung vun der digitaler Signatur am

legislativen a reglementaresche Beräich preziséiert an domat méi Transparenz a Sécherheet schaaft.

D'Handelskammer begréisst déi administrativ Vereinfachung duerch d'Digitaliséierung.

An d'Staatsbeamtekammer begréisst et, datt d'Fräiheet bleift, zwëschen elektronescher an normaler Ënnerschrëft ze wielen, a wëllt, datt si och hir eegen Avisen digital an zentral iwwermëttele kënnen. An der Kommissioun hu mir dat opgegraff an d'Verwaltung ass amgaangen, déi beschtméiglech Fassong dofir ze préiwen, sachant datt d'elektronescht Viruschécken dovunner an där Prozedur souwisou haut scho méiglech ass.

Den 13. Oktober dann huet d'Institutiounskommissioun vun der Chamber d'Avisen analyséiert a mech als Rapportrice bestëmmt. De Rapport selwer ass an der Sitzung vum 10. November vun dësem Joer vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Ech recommandéieren Iech deemno, dëse Projet de loi unzehuelen. Ech ginn och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text, deen an de spezifesche Kreesser och am Ausland nawell Opmierksamkeet fënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Vu datt dat hei e Modèle sans débat ass, géing ech d'Regierung froen, ob si wëllt eppes dozou soen.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, ganz kuerz, Här President, fir der Institutiounskommissioun an der Rapportrice, der Madamm Modert, Merci ze soe fir hire Rapport. Ech menge wierklech, wéi si et och ënnerstrach huet: Dëst ass e wichtegt Element vun engem moderne Staat, an deem d'Digitalisatioun muss eng Optioun sinn. An datt mer dat elo och op d'Institutiounsebene, all déi an der Gesetzgeebungsprozedur verbonnen Institutiounen, ausweiten, ass e positive Schrëtt fir e modernt Lëtzebuerg. An dofir sinn ech frou, datt dat hei, esou wéi ech dat aus der Kommissioun eraus gespuert hunn, eng breet Zoustëmmung dierft am Parlament fannen. Dofir wollt ech am Numm vun der Regierung Merci soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Éier mer zum Vott kommen, géing ech Iech just roden ze checken, ob Der alleguer ageloggt oder ugemellt sidd. Wann dat de Fall ass, da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8560 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8560[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8560 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, deemno keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Interpellation de Mme Taina Bofferding sur la problématique du suicide au Luxembourg

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar der Interpellatioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Suicideproblematik zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Interpellatrice huet also 30 Minutten, d'CSV-Fraktioun 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk hu 7 Minutten, d'Regierung huet 30 Minutten. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, wa se duerno nach eng Kéier wëllt schwätzen ...

(Négation)

... – dat ass net de Fall –, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Taina Bofferding als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | 48. 48 Mënschen hu sech 2023 d'Liewe geholl. Et gëtt geschat, dass d'Tentativen 20-mol méi héich sinn, deemno wären dat 960 Tentativen am Joer 2023 gewiescht. Dat wären der tëschent 2 an 3 pro Dag.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hanner all Zuel stécht e Mënsch: eng Mamm, e Jong, eng Frëndin, e Kolleeg. Hanner all Liewensgeschicht stinn Trauer, Froen an eng grouss Lück – an och eng Gesellschaft, déi sech d'Fro muss stellen: Firwat? Hätt de Suicide kënnen evitéiert ginn? Wat hu mer net gesinn? Wat hu mer net gemaach?

Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, well et mer wichteg ass, dass d'Politick – mir – nees doriwwer schwätzt. A wann ech hei géif an d'Ronn froen, ech mengen, do kéint bal jidderee wéinstens eng Persoun nennen – wann net souguer der méi nennen –, déi e kannt huet, déi sech suicidéiert huet.

Erënnere wëll ech hei och un den Eugène Berger, den deemolege Fraktiounschef vun de Kolleege vun der DP, deem säi Suicide eis virun e puer Joer zudéifst betraff gemaach hat.

All Liewen, dat verluer geet, ass eng Tragedie. Och wann d'Recht op e selbstbestëmmtent Stierwen d'Fräiheet mat aschléisst, sech d'Liewen ze huelen, esou muss een awer eng politesch Prioritéit dorop festsetzen, dass all Suicide, deen ee ka verhënneren, och muss verhënnert ginn.

Well a ganz ville Fäll ass et e Gest vun der Verzweiflung. E Mënsch, dee keen anere Wee gesäit, ass net schwaach. Hie war aleng, iwwerlaascht an ouni déi Ënnerstëtzung, déi e gebraucht hätt. E Suicide ass keen individuellt Versoen. Et ass den Ausdrock vu Verzweiflung, Drock a Leed, dacks ausgeléist vu psychesche Krankheeten, sozialer Isolatioun a private Schwieregkeeten.

A menger Preparatioun fir haut hunn ech ganz vill Leit aus dem Secteur getraff, fir hinnen nozelauschteren; Leit, déi sech ëm suicidegefäerdet Persoune këmmeren, Leit, déi an der Preventioun schaffen, déi d'Pläng mat ausgeschafft hunn, awer och Leit, déi méi wéi eemol an der Psychiatrie stationär behandelt goufen, a Leit, déi selwer schonn e Versuch hannert sech hunn. Hinnen alleguerten e ganz grousse Merci fir déi Gespréicher, déi ech mat hinnen hat, an och merci fir d'Vertrauen!

D'Erkenntnis aus dëse Gespréicher ass follgend: E Suicide ass a ganz ville Fäll keng Fatalitéit. Leit, déi sech suicidéieren, wëllen an éischter Linn hirem Leiden en Enn setzen. An hirer Verzweiflung gesi si eebe keen anere Wee dofir, wéi hirem Liewen en Enn ze setzen.

Mee trotz der Schwieregkeet gëtt et Hoffnung. Et kann ee géint de Suicide virgoen! Wa mer et fäerdegbréngen, datt dat Leiden ophält, hinnen eng nei Perspektiv, Hoffnung ginn, eng Plaz an der Gesellschaft, da kënne mer och Suicidë verhënneren.

Deemno kann d'Preventioun wuertwiertlech Liewe retten. An dofir solle mer och haut am Parlament hei en Zeeche setzen. Mir sollen driwwer schwätzen ouni ze jugéieren, unerkennen, dass d'Suicidepreventioun eis all eppes ugeet, eis ganz besonnesch ëm d'Santé mentale vun eiser Populatioun këmmeren a weisen, dass Hoffnung an Hëllef ëmmer méiglech sinn.

Fir unzefänken, wëll ech mam Mythos opraumen: „Een, dee sech ëmbréngt, wëll einfach stierwen." Oft ass et keen Doudeswonsch, mee d'Hoffnung eeben, sengem Leiden en Enn ze bereeden. Et geet net primär drëms ze stierwen, mee eeben deem spierbare Leiden, där Péng en Enn ze maachen. Déi Concernéiert wëllen einfach net méi esou weiderliewen, wéi se et bis elo eeben erlieft hunn.

Wäit verbreet ass och de Mythos, datt Suicideukënnegungen als Hëllefruff ze gesi wieren an oft net eescht gemengt wieren, mee ganz vill Suicideversich ginn duerch bestëmmten Äusserungen, wann och oft indirekt, ugekënnegt. Typesch Formuléierunge si beispillsweis Sätz wéi: „Ech kann net méi esou liewen", oder: „Ouni mech wäert der besser drun." Déi Betraffen erzielen, dass hinnen hiert Liewe sënnlos virkënnt. A jo, heiansdo sinn dës Wierder just en Hëllefruff, mee virun allem ass et en Hiweis, dass et dem Betraffenen net gutt geet.

Besonnesch besuergniserreegend ass d'Situatioun bei deene Jonken. Mir gesinn ëmmer méi Jonker, déi ënner Depressiounen oder Angschtstéierunge leiden, an och ëmmer méi Suicidegedanke gesi mer bei deene Jonken. D'Pandemie, den Drock vu Social Media, d'Klimakris, d'Onsécherheet an der Zukunft, ben, all dat läit ganz schwéier op de Schëllere vun enger Generatioun, déi nach ganz am Ufank vun hirem Liewe steet.

An der leschter HBSC-Etüd, déi all véier Joer d'gesondheetlecht Verhale vun deene Jonken analyséiert,

do geet dorausser ervir, dass bal ee Véierel vun de Lycée-Schüler uginn hunn, dass si am leschte Joer e Suicidegedanken haten. Dir Dammen an Dir Hären, an enger Klass vun 20 Schüler bedeit dat, dass dat fënnef Leit sinn, déi u Suicide denken. Dat ass e ganz reelle Problem!

E Grond dofir ass warscheinlech och de Konsum vu Social Media, dee bei Verschiddene Proportiounen unhëlt, déi net méi gesond sinn. Fir Jugendlecher an och ganz vill Kanner ass Social Media haut en Deel vun hirem Liewen, mat allen Avantagen, mee virun allem och mat ganz ville Problemer, déi dat mat sech bréngt, vu Schéinheetswan bis zu Cybermobbing oder Radikaliséierung.

Dofir musse mer eis Strategien an deem Beräich och kontinuéierlech adaptéieren an dat ass och ee Grond, firwat d'LSAP – d'Francine Closener an den Dan Biancalana – eng Proposition de loi deposéiert hat, fir de Cybermobbing ze penaliséieren. Och dat ass e Moyen vun der Suicidepreventioun.

A wann ech scho beim Cyberspace sinn, da wëll ech och op deen tragesche Fall am vergaangenen August an den USA hiweisen, wou e 16-Järege sech d'Liewe geholl huet, nodeems en eng länger Zäit mat ChatGPT gechatt, geschwat hat, wou aus dem Chatprotokoll ervirgaangen ass, dass ChatGPT deem Jonken zwar duerchaus suggeréiert huet, sech engem a Bezuch op seng Suicidegedanke matzeeelen, och Hëllefsoffere ginn huet an awer leider och de Jonken doranner bestätegt huet, dee Schrëtt ze maachen.

OpenAI huet reagéiert, huet gesot, dass hei eebe Kannersécherunge sollen agefouert ginn. Mee interessant ass och en Experiment vun engem Team vu Fuerscher, déi konnten aus ChatGPT eng Uleedung erauskréien, wéi ee sech selwer verletzt, och déidlech, respektiv wéi ee säi Suicide ka plangen. Bon, d'Reguléierung, d'Notzung, de Kader vun der KI ass en Theema, dat eis sécherlech nach méi wéi eemol heibanne wäert beschäftegen. Mee ech denken, mir sinn eis eens, dass et hei mat enger Kannerreegelung, mat Kannersécherungen do an deem Chat net wäert duergoen.

Besuergniserreegend ass och d'Situatioun bei den eelere Leit. Mir gesinn hei eng Tendenz vun Isolatioun an Alengsinn, besonnesch bei deenen, déi aleng wunnen oder déi de Partner verluer hunn. Mir liewen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt. Et stierft de Partner, et besti keng Familljerelatioune méi, et ass ee physesch net méi esou gutt drop. De Risiko ass do, dass ee sech als Belaaschtung fir d'Gesellschaft empfënnt an och kee Sënn méi am Weiderliewe gesäit. Wann de Suicide en Tabu ass, da warscheinlech nach méi bei den eelere Leit, woubäi, an dat wëll ech och ganz kloer soen, keng Altersgrupp komplett verschount bleift.

Eng weider Observatioun ass, dass méi Männer wéi Frae sech ëmbréngen. Hei ass de Sexratio dräi zu eent. Eng Grondunnam ass, dass Männer grondsätzlech op méi déidlech a méi extreem Mëttelen zréckgräife wéi Schosswaffen an esou d'Suicideversich méi oft geléngen, Fraen dogéint éischter déi méi soft Methode wiele wéi d'Anhuele vu Medikamenter, wat da manner erfollegräich ass.

Här President, psychesch Krankheete ginn nach ëmmer staark stigmatiséiert. Leit zécken, sech Hëllef ze sichen, ganz besonnesch Männer – an hei misst d'Sensibiliséierung usetzen an nach vill méi geziilt déi eenzel Concernéiert uschwätzen.

Firwat gëtt gezéckt? Bon, meeschtens well ee sech schummt. Eng Depressioun ass eng psychesch Krankheet; an hei läit den Accent op „Krankheet". Et soll ee sech awer net dofir musse schummen, well schliisslech schummt ee sech jo och net, wann een eng Gripp huet. Net all Depressioun huet e Suicide zur Folleg, mee ganz vill Leit mat Suicidegedanken hunn oder haten eng Depressioun oder méi Depressiounen, déi warscheinlech net ëmmer adequat traitéiert gi sinn.

Duerfir ass et wichteg, dee ganzen Aspekt vun der Santé mentale weider ze thematiséieren. Dat ass am Kader vun der Pandemie och gemaach ginn. An duerfir duerfe mer elo net op hallwem Wee stoe bleiwen! Duerfir hei mäin Appell un d'Santésministesch, onbedéngt weider ze sensibiliséieren an och eng méi breet Akzeptanz vun de psychesche Krankheeten am Allgemengen ze erreechen. D'mental Gesondheet muss genau esou e Stellewäert kréie wéi déi kierperlech Gesondheet!

Mënschen a suicidale Krisen hu sech zréckgezunn an empfanne keen Zougehöregkeetsgefill méi. Jee méi Zäit vergeet a wat si méi laang aleng gelooss ginn, ëmsou méi konkreet an och méi real ginn hir Pläng. Da gëtt aus „Ech wëll goen", „Ech wëll net méi leide mussen", ganz séier dann „Ech weess, wéi a wéini ech stierwe wëll".

Duerfir ass et wichteg, dass d'Persounen aus dem Ëmfeld scho ganz fréi deene Concernéierten d'Hand reechen a si dozou beweegen, sech Hëllef sichen ze goen. Hei ass et och essentiel, dass dat soziaalt Ëmfeld vun de Betraffene schonns fréi d'Warnzeeche fir e méigleche Suicidewonsch erkennt. „Uschwätzen, einfach uschwätzen", dat ass e Saz, deen ech vu ville Leit héieren hunn, déi ech getraff hunn, déi stationär behandelt goufen an déi och schonn d'Tentative hannert sech haten. Si hätte sech gewënscht, dass den Entourage gemierkt hätt, dass et hinne schlecht gaangen ass, an dass se se einfach drop ugeschwat hätten.

Dat ass natierlech ëmmer ganz einfach gesot, an ech schwätzen do aus eegener Erfarung. Et ass net esou einfach, wann een eng Persoun gesäit, där et net gutt geet, se einfach drop unzeschwätzen, well ganz oft fäert een, wann een et dann zum Theema mécht an nofreet, dass déi Persoun op eemol op déi Iddi kënnt, déi se da vläicht virdrunner net hat.

Mee trotzdeem, ech mengen, dat soll eis och zur Erkenntnis bréngen, dass et wichteg ass, driwwer ze schwätzen, a virun allem, dass mer musse mam Tabu briechen, dat mat ganz vill Éierlechkeet, mat ganz vill Empathie a mat ganz konkreeten Handlungen. Mir mussen Hëllef ubidden an duerfen net moraliséieren. Mir kënnen d'Liewensgeschichten net all änneren, mee mir kënnen d'Gesellschaft änneren, an där se entstinn. Mir brauchen eng Gesellschaft, déi nolauschtert.

An dofir ass d'Preventioun fir eis och ganz kloer eng gesamtgesellschaftlech Verantwortung. An der Lutte géint de Suicide brauch et eng proaktiv Preventiounspolitick, eng multisektoriell Approche – „Health in All Policies" – an eng Approche, déi déi verschidde Risikofacteuren ugeet.

An deene vergaangene Jore goufe ganz vill Schrëtt gemaach – ech wäert elo net alleguerten déi Mesüren hei opzielen –, mee e ganz wichtege Grondstee gouf mam nationale Plang zur Preventioun vum Suicide geluecht, initiéiert vum deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, ëmgesat vum Lydia Mutsch, evaluéiert vum Paulette Lenert, wourauser déi national Strategie fir déi mental Gesondheet gestart gouf. Dir gesitt also, d'LSAP engagéiert sech fir eng Gesellschaft, déi keen aleng léisst, mee solidaresch ass an hëlleft.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Den nationale Plang zur Santé mentale ass d'Resultat vun engem gemeinsamen Effort vu ganz villen Acteuren aus dem Secteur, déi sech an enger Bottom-up-Approche zesummegedoen hunn an en zesummen ausgeschafft hunn. An hei gesäit een, dass net nëmme ganz vill Expertis an deem Dokument drastécht, mee och d'Volontéit, weider Initiativen ze huelen, weider Mesüren ze ergräifen.

An d'Erfarung huet gewisen, dass et wierkt, well virun zéng Joer, 2015, hate mer hei zu Lëtzebuerg nach 81 Suicidefäll an 2023, wéi gesot, waren et der 48. De Plang zur Preventioun vum Suicide huet also seng Friichte gedroen an elo ass et wichteg, dass mer de Plang zur mentaler Gesondheet konsequent ëmsetzen. De Fokus muss hei op der Preventioun leien, op der Recherche an och op der Fréierkennung. Mir mussen d'Leit sensibiliséieren, wéi een d'Signaler erkennt, wéi ee reagéiert, wéi een nolauschtert, ouni ze verurteelen. An hei spille Formatiounen och eng ganz wichteg Roll.

Positiv ervirzehiewen ass, dass zum Beispill d'Formatioune fir d'Éischt Hëllef an der Santé mentale e risegrousse Succès sinn. Si sinn esou e risegrousse Succès ... Ech wollt se selwer maachen, awer de Cours war ganz séier ausgebucht. Mee ech weess, dass d'nächst Joer déi nächst Sessioun ugeet. An ech ka wierklech nëmme jidderengem recommandéieren, dee Cours ze maachen. Dat ass wierklech eppes ganz Hëllefräiches, wann ee Leit a sengem Entourage huet, fir dass een eebe weess, wéi ee se drop uschwätzt, wann et hinnen net gutt geet.

Aus enger Question parlementaire geet ervir, dass ronn 7.000 Secouristen zum Theema vun der psychescher Gesondheet ausgebilt gi sinn. Dat ass absolutt luewenswäert. Dat ass e gudden Ufank. Mir mussen awer an där Dynamik weiderfueren. Duerfir hei eng Rei Denkustéiss, wou nach Verbesserungsbedarf besteet:

Esou steet am Plang, dass d'Offer u Formations continues muss developpéiert ginn, zum Beispill och fir d'Generalisten op hir spezifesch Besoinen zougeschnidden. Weider ass am Plang och e Finanzéierungsmodell virgesinn, dee virgesäit, esou d'Participatioun u solche Formatioune fir vereenzelt Beruffsgruppen ze assuréieren.

Hei meng Fro un d'Ministesch: Wou si mer mat deene Formatiounen drun, déi sech nach un aner Beruffsgruppe riichten? Ech hunn um Site gesinn, dass et effektiv méi Formatioune gëtt. Si sinn zwar am Moment net zougänglech, se ginn net offréiert. Mech géif awer och déi Formatioun fir d'Generalisten interesséieren, doriwwer hunn ech elo näischt fonnt. Ech weess net, ob se schonn agefouert ginn ass. Vläicht kënnt Der kuerz dorobber agoen. Well wa se agefouert ginn ass, géif mech och interesséieren, wéi do d'Resonanz dovunner wär.

Wéi virdrunner ervirgehuewen, ass d'Situatioun bei deene Jonke besuergniserreegend. Fir den Depistage ze verbesseren, huet de Conseil scientifique du domaine de la santé viru véier Joer Recommandatiounen un d'Hausdoktere geriicht an drun erënnert, dass Tester disponibel sinn, fir déi psychosozial Risiken an och d'Suchtverhale bei deene Jugendlechen ze evaluéieren, well dëst kann en Zeeche vun Onzefriddenheet sinn an och e Risikofacteur fir e spéidere Suicide.

An hei meng Fro: Wéi ass do d'Experienz? Gëtt deen Depistage reegelméisseg duerchgefouert? Och hei, Madamm Ministesch, wär et interessant, eis nach e puer Erkenntnisser respektiv Erfarungswäerter doriwwer ze ginn.

Weider steet och am Plang, dass Direktiven a Recommandatiounen ze analyséiere wären, déi sech un d'Schoulpersonal riichten, wann zum Beispill e Suicideversuch an engem Schoulgebai stattfonnt huet oder vun engem Klassekomerod ausgaangen ass. Et gëtt jo och Recommandatiounen, wéi ee sech dee Moment an esou enger Kris soll verhalen. D'Gestion de crise vum Léierpersonal ass dee Moment schonn e ganz wichtege Punkt. Do ass de Schoulen an der Zäit emol esou e Classeur zur Verfügung gestallt ginn.

Duerfir och hei meng Fro un d'Ministesch: Ginn dës Direktive reegelméisseg à jour gehalen? Ginn déi evaluéiert? Respektiv ass hei vläicht eng aner Zesummenaarbecht virgesinn, och mam CePAS oder mat de regionalen Direktiounen, fir eeben och hei déi Betreiung oder déi richteg Gestioun an der Kris kënnen ze assuréieren?

Dann de Suicide am méi héijen Alter. Ech si scho virdrunner drop agaangen, dass et warscheinlech bei dëser Populatioun en nach méi groussen Tabu ass, wéi et scho bei de Jugendlechen a jonken Erwuessenen ass. An dofir ass et och wichteg, dass Preventiounsmoossnamen a Saache Santé mentale an och Suicidepreventioun spezifesch fir eis eeler Populatioun ausgeschafft ginn. Am Plang fënnt een och eng ganz Rëtsch Piste fir d'Entwécklung an d'Promotioun vun esou Programmer, déi eeben, wéi gesot, spezifesch op eis eeler Populatioun zougeschnidde sinn.

An och hei meng Fro un d'Ministesch: Wou si mer bei dësem besonnesch sensibelen Dossier drun? Ass hei vläicht och eng Kollaboratioun mat anere Strukture virgesinn, notamment Strukturen, déi sech ëm déi eeler Leit këmmeren, fir eeben och hei kënnen déi Sensibiliséierung an déi Opklärungsaarbecht ze maachen?

Eng Fro, déi och ganz pertinent ass, ass: Wéi sollen d'Ëffentlechkeet a ganz besonnesch d'Meedie mam Theema ëmgoen? Ganz séier gëtt op de Werther-Effekt verwisen, et ass d'Referenz op dem Goethe säi Wierk „Die Leiden des jungen Werthers", also en Nachahmungseffekt. Allerdéngs muss ee soen, dass d'Meedien hei eng ganz grouss Verantwortung hunn a virun allem e Risepotenzial, fir Preventioun ze maachen, fir Hëllefsstellen ze nennen, ouni ze banaliséieren an och ouni ze dramatiséieren.

Am Plang ass eng Formatioun fir d'Press virgesi mat Recommandatioune fir eng responsabel a preventiv Kommunikatioun. Dës sollt och gegeebenefalls an de Code vun der Press integréiert ginn. Och wann déi meescht Meedienhaiser sech do intern Linne ginn hunn, géif et hëllefen, wann allgemeng Richtlinnen, zum Beispill mam Conseil de presse, géifen ausgeschafft ginn an dann och alle Presseorganer, alle Meedienhaiser zur Verfügung gestallt ginn.

Här President, wéi Iech sécherlech opgefall ass, hunn all dës Theemen, déi ech grad opgelëscht hunn, eppes gemeinsam: Si stinn am nationale Plang vun der Santé mentale, dee vun der viregter Regierung ausgeschafft ginn ass. An dofir ass et wichteg, wéi ech scho virdrunner gesot hunn, dass dësen och elo konsequent weider ëmgesat gëtt. An dofir hu mer eng Motioun matbruecht, woura mer fuerderen, dass mer eis mussen d'Moyene ginn, fir déi Ziler, déi an dem Plang festgeschriwwe ginn, och kënnen ëmzesetzen, dat mam Fokus op deene Punkten, déi ech grad ernimmt hunn.

Fir sécherzegoen, dass de Plang net just e Stéck Pabeier bleift, fuerdere mer zum Beispill d'Mise en place vun enger spezifescher Struktur, déi sech ëm déi mental Gesondheet këmmere soll – d'Stéchwuert ass hei Gouvernance –, dat zesumme mat Vertrieder aus deene concernéierte Ministèren, awer och mat Leit vum Terrain, fir weider Expertis eranzekréien. An esou soll dës Struktur d'Ëmsetzung vun de Mesüren aus deem Plang koordinéieren a pilotéieren.

Wann ee vu Suicide schwätzt, ass et och wichteg, déi perséinlech Geschicht vun de Leit kënnen ze verstoen, well seelen handelt et sech jo ëm eng eenzeg Ursaach, déi de Suicidewonsch ausléist. An dofir gëtt vu „proximale Facteure" geschwat, also Saachen, déi an der Géigewaart vun der Persoun geschitt sinn, sief dat eng Trennung, siefen dat Problemer op der Aarbecht, Geldsuergen, whatever. Versicht dës Persoun dann, hire Stress duerch Suchtmëttel wéi Alkohol oder Drogen ze betäuben, mécht dat d'Situatioun nach schlëmmer.

Dat geet allerdéngs net als Erklärung duer, well ganz vill aner Leit och änlech Situatiounen, änlech Erfarunge matmaachen a sech trotzdeem net herno d'Liewen huelen. Et muss een also déi zousätzlech Liewensgeschichte vun de Leit verstoen a virun allem muss een och de medezinnesche Wee kënne retracéiere respektiv muss een dee kënne matconsideréieren. Well oft ass et och schwiereg ze klären, ob et e Suicide war oder net, zum Beispill bei Verkéiersaccidenter oder bei enger Iwwerdosis.

Verschidde Stëmmen aus dem Secteur fuerderen déi sougenannten „autopsie psychologique", fir eeben esou eng méi déifgräifend Analys no engem Suicide kënnen duerchzeféieren, fir eeben ze verstoen, wéi eng Facteuren dann herno derfir ausschlaggeebend waren, dass déi Persoun sech suicidéiert huet. Dat ass medezinnesch novollzéibar, mee juristesch net onëmstridden, well dat e groussen Agrëff an d'Privatsphär ass.

Dofir meng Fro un d'Ministesch, well déi Pist emol eng Kéier am Preventiounsplang ugeduecht war, awer net weider suivéiert ginn ass: Wéi stitt Dir zu där dote Fuerderung, déi eebe vun engem Deel vum Secteur artikuléiert gëtt, där Autopsie psychologique, respektiv ass dat eppes, wat Der nach eng Kéier wëllt undiskutéieren, wou Der nach Reflexiounen dozou wëllt ugoen?

Dann, éier ech zum Schluss kommen, e leschten Theemeblock: déi noutwendeg psychiatresch Strukturen, fir Leit kënnen opzefänken. Wat net heescht, dass een de Problem vun hannen upake muss, well wann een d'Preventioun vernoléissegt, da kann een esou vill Spidolsbetter opriichten, wéi ee wëll, et wäert een d'Situatioun net Meeschter ginn. Dat heescht awer net, datt d'Situatioun a punkto Betreiungsstrukturen, esou wéi se haut ass, zefriddestellend wier.

Dofir froe mer och an der Motioun, dass mer en nationale Reseau mat Service de proximité en santé mentale op d'Bee stellen. An en Deel vun dësem Reseau soll en nationale Krisenzentrum sinn, deen hëllefe soll, fir notamment och d'Urgencen an de Spideeler dee Moment kënnen ze entlaaschten a wierklech hei spezifesch an der Kris dee Moment dee richtegen Uspriechpartner kënnen ze si respektiv déi richteg Stell ze sinn, fir déi Leit direkt kënnen en charge ze huelen.

Stéchwuert: Jugendpsychiatrie, Pedopsychiatrie. Och hei brauch et weider Offeren. An enger Question parlementaire hat d'Ministesch geäntwert, dass d'Zuel vu Better am nationale Service vun der Jugendpsychiatrie vu 35 op mëttlerweil 45 eropgaangen ass. Vläicht kënnt Der hei nach weider Explikatioune ginn, wat do elo nach ganz geziilt an där Unitéit geplangt ass.

Gëschter hate mer den OKaJu heibannen, deen eis säi Joresbericht virgestallt hat. Hien hat d'lescht Joer schonn de Schwéierpunkt op der Santé mentale vun deene Jonken an hien huet och gëschter op en Neits drop higewisen, datt de Fokus op d'Prise en charge muss gesat ginn. Et brauch virun allem ambulant Strukturen uechter d'ganzt Land, dat heescht, hie schwätzt och vun dezentrale Strukturen, dat fir déi stationär Behandlung wäitestgeeënd kënnen ze evitéieren, an et misst nach vill méi – an dat war och ganz kloer seng Revendicatioun – poststationär begleet ginn.

A fir d'Leit ze betreien, brauch een natierlech och Personal. An dofir fuerdere mer d'Regierung op, zäitno e Programm ze lancéieren, fir Leit geziilt an deem Beräich kënnen ze rekrutéieren, dat andeems d'Formatiounsméiglechkeeten ausgebaut ginn, awer och andeems d'Prozeduren, fir auslännesch Diplomer unzeerkennen, vereinfacht ginn. Wichteg ass, datt ee ganz genau kuckt, wéi eng Profiller mer brauchen, an datt een och dann deementspriechend déi Profiller siche geet a sech och d'Moyenen dee Moment gëtt. An deem Sënn ënnerstëtze mer – an dat wëll ech och ganz kloer soen – och d'Bestriewungen, fir dass op eiser Uni elo Kannerdokteren a Pedopsychiatere kënnen ausgebilt ginn.

Zum Ofschloss: Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Suicide nach ëmmer wäitgeeënd en Tabutheema ass, kann ee géint de Suicide virgoen. Wuel kënne mer d'Péng net komplett verhënneren, mir kënnen awer d'Weeër verkierzen, mir kënne Stigme briechen, mir kënnen Hëllef bréngen a vläicht kënne mer souguer och Liewe retten.

De Suicide ass ni eng eenzel Decisioun. Et ass, wéi ech virdrunner gesot hunn, den Enn vun engem ganz laange Kampf, deen oft onsiichtbar ass. An et ass un eis, dëse Kampf siichtbar ze maachen, Hëllef zougänglech ze maachen an Hoffnung ze ginn.

Mir däerfen net vergiessen: Eigentlech wëll kee stierwen. Mee, wéi gesot, de Leit, déi un de Suicide denken oder dee Schrëtt maachen, geet et einfach drëms, datt se d'Péng net méi erdroen a keen anere Wee gesinn, fir dee Moment hiert Leed kënnen ze stoppen. Dat bedeit awer och, dass mer ganz ville Leit kënnen hëllefen. Dat bedeit, dass mer hinnen och mussen hëllefen.

D'Zuele weisen, dass et an déi richteg Richtung geet. An nawell – ech mengen, do si mer eis alleguerten eens – sinn et der nach ëmmer ze vill. Eleng um Dag vun haut, wa mer nëmmen d'Statistik kucken, da wäerten zwee bis dräi Leit versichen, sech d'Liewen ze huelen. Vläicht souguer an dësem Moment, wou mer driwwer schwätzen.

Dofir, et ass un eis ze handelen. Och mir an der Politick kënnen eppes maachen, och wann et e sensibelt Theema ass, och wann et en Tabutheema ass. Trotzdeem, mir sinn an der Verantwortung, an dofir ass et wichteg, dass mer haut déi Interpellatioun hunn. An ech hoffen och herno op d'Ënnerstëtzung fir déi Revendicatiounen, déi mer an eiser Motioun fuerderen.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant que la prévention du suicide et des troubles mentaux constitue un enjeu majeur de santé publique, touchant directement ou indirectement une grande partie de la population ;

– considérant que la détérioration de la santé mentale peut être aggravée par des causes multiples, dont notamment le chômage de longue durée, la toxicomanie, la violence physique ou psychique ou encore l'isolement social ;

– considérant que la prévalence de la dépression en Europe et plus particulièrement au Luxembourg est élevée et touche l'ensemble des tranches d'âge de la population ;

– considérant que le risque de suicides évitables s'en trouve renforcé et appelle à des actions de prévention efficaces ;

– considérant que le Plan national pour la santé mentale 2024-2028 (PNSM) fournit un cadre stratégique clair, dont la mise en œuvre est à considérer comme prioritaire ;

– considérant que l'augmentation des besoins, la surcharge des services d'urgence, les difficultés d'accès aux soins et la pénurie persistante de personnel spécialisé exigent des mesures immédiates ;

– considérant qu'un système de santé mentale robuste, inclusif et accessible repose sur une gouvernance forte, un personnel qualifié en nombre suffisant et un maillage territorial d'offres de proximité,

invite le Gouvernement à

– mettre en place, sans délai, une structure de gouvernance opérationnelle dédiée à la santé mentale, regroupant à la fois des représentants des différents ministères concernés et des acteurs de terrain et ayant pour objectif la réalisation de l'ensemble des actions du PNSM ;

– lancer un programme d'urgence pour renforcer les ressources humaines dans le secteur de la santé mentale, en augmentant dans les plus brefs délais les capacités de formation dans les métiers spécialisés des soins psychiatriques et thérapeutiques, ainsi qu'en accélérant et en simplifiant les procédures de reconnaissance des qualifications étrangères ;

– développer un réseau national de services de proximité en santé mentale, incluant un centre national de crise disponible 24h/24 et 7j/7 afin de réduire la pression sur les services d'urgence ;

– renforcer les efforts concernant l'amélioration de la santé mentale et la prévention du suicide prévus par les mesures et actions du PNSM en visant notamment :

• l'information et la sensibilisation, la prise de conscience de la maladie mentale et la réduction de la stigmatisation,
• la promotion de la santé mentale et la prévention ciblée dans tous les domaines de la vie en fonction des facteurs de risque spécifiques des différentes populations : jeunes, personnes âgées et personnes particulièrement vulnérables,
• le renforcement des formations continues sur la thématique de la santé mentale pour l'ensemble des professionnels de la santé ;

– élaborer des recommandations pratiques, ensemble avec les acteurs concernés, pour la communication journalistique sur la thématique du suicide.

(s.) Taina Bofferding, Marc Baum, Djuna Bernard, Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut wëll ech ganz besonnesch un ee Jong erënneren, de Vincent. Hien hat eelef Joer. Hie war deemools e Schüler vun der Iechternacher Grondschoul, e Jong wéi vill anerer mat engem Liewen, dat nach virun him louch.

An een Nomëtteg ass eppes geschitt, wat géint all Logik vum Liewe geet. De Vincent huet sech op der Toilette mat sengem Schal d'Liewe geholl.

Dat ass méi wéi 20 Joer hier. Ech war deemools ee Joer méi jonk wéi hien a war och am Schoulgebai present. An et gëtt Momenter am Liewen, déi een ni vergësst. A gleeft mer, léif Kolleegen, dat ass een dovunner.

An eng Fro, déi jidderee gestallt huet – an d'Madamm Bofferding huet déi och gestallt –: Firwat?

Haut, wann ech hei stinn an iwwer Suicide schwätzen, da wëll ech un de Vincent denken. Hien erënnert mech drun, datt hanner all Zuel e Mënsch steet, e Liewen, dat ze fréi opgehalen huet.

An dës Erënnerung vermëscht sech mat deem, wat ech och als Psycholog erlieft hunn. All Kéier wann ech iwwer Suicide schwätzen, gesinn ech déi Gespréicher, déi ech iwwert d'Jore gefouert hunn. Déi onsécher Stëmmen, déi traureg Blécker, déi Pausen, wou ee gemierkt huet: Hei kämpft een.

Ech hu vill Jugendlecher an Eltere begleet, déi mat schwaarze Gedanke gekämpft hunn. Et gëtt Deeg, wou een dat net vergiess kritt. D'Angscht vun engem Kand, dat fäert, ze falen an net méi opstoen ze kënnen, heiansdo mat 12 oder 13 Joer, dat geet engem net esou aus dem Kapp.

An dofir wëll ech, datt mir dat haut net ignoréieren. Mir sollen dat Gefill am Kapp behalen, wa mir hei an der Chamber iwwert d'Suizidproblematik schwätzen. An ech wëll mech an dëser Interventioun virun allem op d'Preventioun konzentréieren. Wat maache mir dann, éier et ze spéit ass? Wéi kënne mir eis esou organiséieren, dass et guer net esou wäit kënnt? Dat ass fir mech haut dat wichtegst Theema.

Här President, fir mech op dës Interpellatioun virzebereeden, hunn ech mech ausféierlech informéiert. Ech hunn e puermol mat de Leit vun der Ligue santé mentale geschwat. Si hu mir erkläert, wéi en zentralen Deel vun hirer alldeeglecher Aarbecht genee an der Preventioun läit an an der Formatioun vu Leit, déi wëllen hëllefen, éier eng Kris eskaléiert.

Et geet drëm, Mënschen op d'Signaler vun enger suizidaler Kris opmierksam ze maachen. Et geet drëm, eng Persoun an Nout ze erkennen an ze wëssen, wéi een a sou engem Moment reagéiert. Dat gëtt dacks mam Léiere vum Cours de premiers secours verglach, just dass et hei ëm d'mental Gesondheet vun engem Mënsch geet. Dës Formatioune si fir jiddereen zougänglech. Fir Jonker, fir manner Jonker, fir jiddereen, dee weess, datt eng empathesch Reaktioun och Liewe rette kann.

D'Ligue santé mentale huet mir och erzielt, wéi si Secouristen a mentaler Gesondheet forméieren. Si hunn haut ronn 140 aktiv Instrukteren. Vill vun hinne schaffen a Schoulen, an Établissements publics, a Gemengen, an ASBLen oder a Spideeler.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Ligue animéiert dëse ganze Reseau a si maachen eppes, wat keng Broschür ka maachen: Si brénge Mënschen zesummen. Si schafen eng Kultur, wou et normal ass, iwwert d'mental Gesondheet ze schwätzen.

D'Iddi hannert dësem Modell ass einfach a gläichzäiteg genial. Déi forméiert Instruktere forméieren duerno selwer Secouristen a mentaler Gesondheet. Et ass en Dominoeffekt, an esou ginn dëst Wëssen an dës Sensibilitéit ëmmer weider.

Haut, no deene leschten Donnéeën, sinn et der schonn e puer méi wéi 7.000, well et sinn elo am Land 10.000 Leit, déi esou eng Premiers-secours-Formatioun am Beräich vun der mentaler Gesondheet gemaach hunn. Dat sinn 10.000 Leit, déi wëssen, wéi ee reagéiert, wann en Noper, e Kolleeg oder e Familljemember an enger psychescher Nout ass. Si wëssen, wéi een déi éischt Wierder fënnt. Si erkennen d'Signaler, déi mir ze dacks iwwersinn. Si kënnen déi kleng, mee entscheedend Geste maachen, déi e Liewen an eng aner Richtung dréine kënnen.

Dat ass den eigentleche multipliziéierenden Effekt: All Secourist hëlleft net just engem. Hien hëlleft enger ganzer Kette vu Mënsche ronderëm sech. An dës Ketten ass genau dat, wat mir an eiser Gesellschaft brauchen.

Här President, ech wëll et ganz kloer soen: All déi vill Acteuren, déi am Beräich vun der mentaler Gesondheet schaffen, leeschten e formidabele Service. D'Psychologen, d'Infirmièren, d'Dokteren, d'Sozialaarbechter, d'Line-d'écoutten, d'Associatiounen, d'Strukturen um Terrain, si sinn all en Deel vun engem selwechte Kampf. Si sinn d'Stëmm, déi lauschtert, wa keen anere méi nolauschtert. Si sinn déi, déi d'Leit erëm opfänken, wann et schwiereg gëtt. Mee trotz dësem enormen Engagement schaffe si dacks eleng, mat limitéierte Ressourcen an ouni déi Koordinatioun, déi si eigentlech verdéngen. D'mental Gesondheet zu Lëtzebuerg ass haut ze fragmentéiert.

An ech soe ganz éierlech: Et kann net sinn, datt et méi einfach ass, eng Pizza ze bestellen, wéi Hëllef ze fannen, wann een an enger psychescher Kris ass! Dat däerfe mer net akzeptéieren!

Dofir soen ech haut hei: Mir däerfen net méi Initiativen niewentenee leeën. Mir musse se matenee verknäppen. Mir brauchen eng Ketten, wou all Glidd un dat nächst ugebonnen ass. Eng Ketten, déi hält. Eng Ketten, déi net brécht, grad dann, wann e Mënsch an Nout ass.

Här President, mir schwätzen hei an der Chamber dacks iwwer Infrastrukturprojeten, iwwer Texter, iwwer Budgeten. Mee d'mental Gesondheet fänkt net mat engem Gesetz un. D'mental Gesondheet fänkt mat engem Mënsch un. Mat engem Mënsch, deen owes doheem sëtzt a sech eleng fillt. Mat engem Mënsch, deen net méi weess, wéi en déi nächst Stonn packt. An esou Momenter hëlleft kee Formular. An esou Momenter zielen nëmmen Halt an Ënnerstëtzung.

Déi politesch Verantwortung, déi mir hei hunn, ass, genau dës Ënnerstëtzung méiglech ze maachen. Net duerch grouss Wierder, mee duerch konkreet Schrëtt.

Ech gesinn déi Léisung an enger zentraler Koordinatioun, an enger Plattform, wou d'Acteure vun der Preventioun zesummeschaffen, wou Spideeler, Psychologen, Sozialdéngschter an Helplinë sech géigesäiteg ergänzen. Wou keen duerch d'Raster fält.

D'Wourecht ass: Wann een haut probéiere géing, fir sech selwer Hëllef ze fannen, géing een eng ze laang Lëscht vu Servicer fannen: prevention-suicide.lu, prevention-depression.lu, SOS Détresse, de Kanner-Jugendtelefon, den Elterentelefon, de Fraentelefon, d'Ligue santé mentale a sou weider, a sou weider. D'Offer ass grouss, d'Motivatioun ass immens, d'Resultater si reell, mee d'Koordinatioun feelt. Mir hunn ze vill Nummeren, ze vill Dieren, ze vill Weeër. A se fänken all iergendwéi un, mee se féieren net op eng gemeinsam Plaz.

A wann eng Persoun an enger Kris ass, da mécht si keng Recherche! Si huet keng Kraaft méi, fir eng Broschür opzemaachen. Si brauch keng Auswiel. Si brauch eng Richtung. Si muss direkt wëssen, wou si uruffe kann. Wann een drun denkt, wéi séier eng Minutt iwwer Liewen a Stierwen entscheede kann, da wësse mir all: Zäit ass kritesch. Eng Persoun, déi u Suicide denkt, huet net d'Kraaft, fir Nummeren ze vergläichen. Si däerf net tëscht zéng Optioune schwanken. Si brauch eng eenzeg Nummer! Eng Nummer, déi am Kapp bleift.

Dofir wëll ech am Kader vun dëser Interpellatioun dat maachen, wat eng parlamentaresch Debatt soll maachen: konkreet ginn. Ech wëll en éischte Schrëtt no vir proposéieren: d'Aféierung vun enger nationaler Nummer, déi jidderee sech ka verhalen – den 119. Den 119 wier eng zentral Linn. Eng eenzeg Entrée, déi all déi Servicer zesummeféiert, déi haut schonn eng formidabel Aarbecht leeschten. Net fir si ze ersetzen, net fir si ze iwwergoen, mee fir si méi accessibel ze maachen, fir si matenee verbonnen ze halen.

Hannert dëser Nummer géif eng multidisziplinär Ekipp stoen: Psychologen, Infirmièren, Sozialaarbechter a vläicht souguer en Dokter. Leit, déi d'Nout kennen. Leit, déi wëssen, wéi ee séier, empathesch a geziilt reagéiere kann. Si kéinten déi richteg Persoun op déi richteg Plaz leeden: Noutdéngschter, Spideeler, spezialiséiert Helplinen oder sozial Servicer.

Dës Nummer wier fir all Mënsch a Kris geduecht. Fir déi, déi kämpfen. Fir déi, déi Angscht hunn. Fir déi, déi keng Kraaft méi hunn. Fir déi, déi duerch e Suicide ee verluer hunn. A fir Noperen a Familljen, déi net méi wëssen, wéi se kënne begleeden. Ech wëll, datt jiddereen, deem et net gutt geet, eng Zuel am Kapp huet: 119. Eng Sécherheetslinn. Eng Stëmm, déi seet: „Mir sinn do a mir loossen dech net falen." An dofir leeën ech haut eng Motioun am Numm vu menger Partei vir.

Här President, an dëser Chamber schwätze mir ëmmer fir d'Chamber, mee mir schwätze virun allem, an heiansdo nach méi staark, fir d'Leit dobaussen. Haut hoffen ech besonnesch, datt eis Wierder iwwer all Parteigrenzen ewech op déi eng oder aner Manéier dobaussen ukommen: un déi, déi d'Politick vun no suivéieren, an un déi, déi näischt mat der Politick um Hutt hunn. Mir wëllen Iech soen: „Et gëtt Hëllef an Dir sidd net eleng." Mir kënnen haut e Schrëtt maachen. E klenge Schrëtt, mee e wichtege Schrëtt. Mir kënnen zu enger besserer Koordinatioun an der mentaler Gesondheet bäidroen. Mir kënnen dat maachen, andeems mir dës Motioun fir d'Nummer 119 zesumme stëmmen. Mat engem System, dee fonctionéiert. Mat enger Nummer, un déi ee sech erënnert.

Léist dat all d'Problemer? Nee, natierlech net. Mee et bréngt e bësse Kloerheet. Et bréngt Koordinatioun. Et mécht Hëllefen e bësse méi einfach. An et kann eng éischt Dier opmaachen, wann et dobausse méi däischter gëtt. Ech hoffen, datt mir dës Initiativ zesumme kënnen op de Wee bréngen. Eng kleng Mesür, mee eng Mesür, déi engem Mënsch dobausse kéint hëllefen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Vincent kréie mer net méi zréck. Mee mir kënnen anere Leit hëllefen. Fir eng Nummer, déi vläicht e Liewe rette kann. An dat ass meng Hoffnung haut. Den 119.

Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– reconnaissant que l'accès rapide, clair et simplifié à une aide en santé mentale constitue un élément déterminant dans la prévention du suicide et dans la prise en charge des personnes en détresse psychologique ;

– reconnaissant que la multiplicité actuelle de numéros d'urgence et de lignes d'écoute peut rendre difficile l'orientation des personnes en crise ;

– considérant que de nombreux acteurs, que ce soient les professionnels de santé, les services sociaux, les lignes d'écoute spécialisées ou les associations, accomplissent un travail essentiel et remarquable, mais que leur action peut souffrir d'un manque de coordination centralisée ;

– considérant que le temps joue un rôle décisif lorsqu'une personne est en détresse psychologique, et qu'un numéro unique et facilement mémorisable peut sauver des vies ;

– rappelant finalement l'accord de coalition, qui dispose que le Gouvernement s'engage à améliorer la prise en charge des patients souffrant de troubles mentaux,

invite le Gouvernement

– à mettre en place un numéro national unique pour la santé mentale, le 119, destiné à offrir un point d'entrée centralisé et accessible pour toute personne en détresse psychologique, ainsi que pour ses proches ;

– à veiller à ce que ce numéro 119 soit soutenu par une équipe multidisciplinaire, capable d'assurer l'écoute, l'orientation et le dispatching vers les services de santé, les lignes d'écoute spécialisées, les urgences ou les structures sociales appropriées ;

– à garantir que ce numéro ne remplace pas les dispositifs existants, mais les relie et les coordonne de manière cohérente, afin d'assurer une meilleure efficacité et une prise en charge continue des personnes en crise ;

– à présenter à la Chambre des Députés, avant l'entrée en vigueur du dispositif, un rapport détaillant le fonctionnement du nouveau numéro national unique et les modalités de coopération entre les différents acteurs impliqués.

(s.) Ricardo Marques, Maurice Bauer, Jeff Boonen, Carole Hartmann, Françoise Kemp.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marques. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Selbstmord, also de Fait, dass e Mënsch keen aneren Auswee méi gesäit, wéi sech d'Liewen ze huelen, ass wéi vill Sujeten, déi mam Doud ze dinn hunn, nach ëmmer mat engem Tabu behaft. Dowéinst wëll ech der Kolleegin Taina Bofferding och als Éischt dofir Merci soen, dëse Sujet hei op den Ordre du jour gesat ze hunn, fir dass mir haut doriwwer schwätzen.

D'Problematik vum Suicide an allgemeng d'Problemer vun der mentaler Gesondheet musse weiderhin eescht geholl ginn. D'Depressioun ass eng Krankheet! Eng Krankheet, déi onbehandelt fatal Konsequenze ka mat sech bréngen. A virun allem soll kee sech schummen, mat Depressiounen oder suicidairë Gedanken ze kämpfen oder gekämpft ze hunn. Nëmme wa mir oppen iwwert dëse Sujet schwätzen – an dat ass schonn ugeklongen –, ouni Stigma an ouni Tabuen, schafe mir fir déi Betraffen e séchere Raum, an deem si sech wuel genuch spieren, déi Hëllef ze sichen an ze froen, déi si och brauchen.

De Suicide huet kee Scheema. Dat ass wichteg ze wëssen. Et sinn net nëmmen déi Jonk oder nëmme Senioren, déi betraff sinn. Et ass och net nëmme bei där enger oder där anerer sozialer Schicht oder engem Geschlecht en Theema. Et ass och net ëmmer offensichtlech, mee hanner enger Fassad kënne sech – méi oft, wéi ee mengt – och seriö Problemer verstoppen.

Psychesch Krankheete sinn net einfach ze erkennen. Et ass net wéi bei engem Schnapp, wou eng Nues leeft, oder bei engem Houscht, wou kloer Symptomer a kloer Unzeechen no bausse sinn, dass dës Persoun krank ass an et hir net gutt geet. Nee, d'mental Gesondheet ass eppes ganz Komplexes, wat ee selwer zwar staark spiert, mee déi aner engem vläicht net ugesinn. Eng psychesch Krankheet kann aus dem Näischt optauchen oder e schläichende Prozess sinn, bei deem eng lescht Dräps d'Faass zum Iwwerlafe bréngt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwou lescht Regierungen hu sech beméit, de Suicide an d'mental Gesondheet am Allgemenge verstäerkt ze thematiséieren. 2014 hat déi deemoleg Regierung ënnert dem Premier Xavier Bettel eng Consultatiounsdebatt zum Sujet ugefrot. Dat Joer drop gouf deen éischten nationale Plang zur Suicidepreventioun lancéiert, dee bis 2019 gelaf ass. 2020 hat du mäi Fraktiounskolleeg, de Gilles Baum, eng Interpellatioun iwwert de Suicide ugefrot. Am Kontext vun der Pandemie, wou d'mental Gesondheet ëmmer méi an de Fokus geréckelt ass, ass dunn de Plan national santé mentale ausgeschafft ginn, deen d'Period 2024 bis 2028 ofdeckt.

Ma och dës Regierung huet sech déi psychesch Gesondheet op de Fändel geschriwwen an am Koalitiounsaccord 2023-2028 gouf d'Wichtegkeet vun der mentaler Gesondheet ënnerstrach. Dat huet d'Regierung mat dem Budgetsexercice fir d'nächst Joer nach eemol ënnermauert: D'mental Gesondheet gehéiert zu den Haaptprioritéiten, déi d'Regierung sech fir d'Zukunft am Beräich vun der Santé gesat huet.

Ech erënneren an deem Kontext nach eemol un e Communiqué vu viru gutt engem Joer vun der Société luxembourgeoise de psychiatrie, pédopsychiatrie et psychothérapie, wouran dës sech dréngend Efforten erhofft huet. Ënner anerem hat d'SLPPP gefuerdert, datt méi Wäert op den Autismusspektrum geluecht gëtt. Als DP begréisse mir, datt d'Regierung sech engagéiert huet, Neuroentwécklungsstéierunge bei Kanner a Jugendlechen – virun allem den Autismusspektrum – ze prioriséieren, andeems si eng spezialiséiert Filière de diagnostic schafen.

Här President, et muss scho beim Personal selwer ufänken. D'Gesondheetspersonal ass all Dag mat bedréckenden a belaaschtende Situatioune konfrontéiert. Fir anere Leit déi Hëllef ze bidden, déi si brauchen, muss et hinnen awer och gutt goen. Wéi soll ee Signaler vun de Patienten erkennen, wann ee mat sech selwer ze kämpfen huet? Wéi soll ee Leit betreien, wann ee selwer Schwieregkeeten huet, duerch den Alldag ze kommen?

D'Weltgesondheetsorganisatioun huet an hirer Ëmfro vun dësem Joer kënnen de Bilan zéien, wéi et beim Gesondheetspersonal ëm d'mental Gesondheet steet. D'Resultater si méi wéi alarmant: 28 % hu mat Depressiounen ze kämpfen an 19 % mat Angschtstéierungen. An och d'Zefriddenheet op der Aarbechtsplaz baut ëmmer méi of.

Dofir seet d'DP ganz kloer, datt d'mental Gesondheet vum Gesondheetspersonal muss gestäerkt ginn, well och hiert Wuelbefannen immens wichteg ass. Et kéint een an deem Kader doriwwer nodenken, psychologesche Support zur Verfügung ze stellen oder Formatioune fir Stressbewältegung an Emotiounsreguléierung. Mir mussen och derfir suergen, datt dem Gesondheetspersonal déi néideg Outilen iwwermëttelt ginn, zum Beispill andeems mir hir Fäegkeet schäerfen, Warnsignaler ze erkennen, a wéi si dorop reagéiere kënnen an sollen.

Da kënnt derbäi, datt d'Gesondheetswiesen – virun allem am Domän vun der Psychiatrie – weiderhi mat engem staarke Personalmangel ze kämpfen huet. Et ass eis Responsabilitéit, derfir ze suergen, Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen, och an dësem Beräich, fir dass spezialiséiert Personal – souwuel Doktere wéi Infirmieren – op Lëtzebuerg kënnt an déi Ënnerstëtzung gëtt, déi de Secteur batter néideg huet.

D'Valorisatioun vun de Gesondheetsberuffer, déi am Beräich vun der mentaler Gesondheet schaffen, ass e weideren zentrale Punkt aus dem Regierungsaccord. Besonnesch dréngend ass et, de klinesche Psycholog

ze definéieren. Well nëmmen e Psycholog, deen en Diplom an der klinescher Psychologie huet, kann d'Formatioun zum Psychotherapeut maachen. Aktuell kréie vill Leit keen Zougang zu dëser Formatioun, well net gewosst ass, ob si déi néideg Krittären erfëllen. Dat ass e Verloscht u kompetentem Gesondheetspersonal, dee mir eis net leeschte kënnen.

Et sollt direkt dru geschafft ginn, kloer Krittären ze definéieren, well de Besoin u Psychotherapeuten, déi och eis Psychiater ënnerstëtzen an entlaaschte kéinten, deen ass grouss. Wie sech nämlech wëll Hëllef sichen, kënnt oft op eng onheemlech laang Waardelëscht, well d'Psychiatrië keng Plaz méi an hirer Praxis hunn, fir nei Patienten unzehuelen. Dofir begréisse mir och, dass d'Gesondheetsministesch net méi spéit wéi d'lescht Woch matgedeelt huet, de Cadre légal vum Psychologue clinicien an d'Weeër ze leeden.

Mir brauchen awer net nëmme méi qualifizéiert Personal, mee och den Zougang zur psychiatrescher Versuergung allgemeng muss verbessert ginn. An de Spideeler gëtt et net genuch Better fir psychiatresch Urgencen. Dofir begréisse mir als DP och, datt e rezente Gesetzesprojet vun der Gesondheetsministesch och de Volet vun der Psychiatrie net ausgelooss huet, zum Beispill bei der Hospitalisation de longue durée, bei där 73 Better derbäikommen. Och um Niveau vun der Jugendpsychiatrie si Better bäikomm. Eng Mesür, déi d'SLPPP iwwregens och zejoert gefuerdert hat.

Gläichzäiteg plädéiere mir derfir, datt Krisenzentren implementéiert ginn, esou wéi se am Koalitiounsaccord virgesi sinn, an dat mat spezialiséiertem Personal an der néideger Infrastruktur.

An deem Sënn géif ech Iech, Madamm Gesondheetsministesch, gäre froen, ob par rapport zu deene Krisenzentre schonn un engem Text geschafft gëtt. A wéi schafft de Gesondheetsministère den Ament un de regionalen an den nationale Synergien, wat d'mental Gesondheet ugeet?

Kolleeginnen a Kolleegen, sech Hëllef ze sichen, wann ee Problemer mat der mentaler Gesondheet huet, sollt keng Affär vu Luxus sinn. Dat sollt näischt sinn, wat ee just ka maachen, ka kréien, wann een et sech leeschte kann. E grousse Schratt gouf do vun der viregter Regierung gemaach, wéi d'CNS och d'Psychotherapie rembourséiert huet. Bei de Mannerjärege gëtt dës ganz rembourséiert, bei engem Erwuessenen zum Deel.

Ee Problem, deen hei nach besteet: datt een d'Suen awer trotzdeem weiderhin avancéiere muss. Eng manner aiséiert Persoun geet sech da vläicht net déi néideg Hëllef sichen, well se déi Suen net virstrecke kann. Hei géif ech d'Ministesch och gär froen, ob eventuell ugeduecht ass, och bei esou Therapien de Paiement immédiat direct, de sougenannte PID, anzeféieren, an eventuell och d'Indikatioun, wéi d'Zuelen evoluéiert hunn, zanterdeems d'CNS d'Psychotherapie rembourséiert.

Ech hunn elo vill driwwer geschwat, wat mir brauchen, fir deene Leit ze hëllefen, déi Ënnerstëtzung brauchen. Ech wëll awer och nach e bëssen op d'Preventioun agoen, fir datt et beschtefalls guer net esou wäit kënnt.

Wéi bei ville Problematiken, muss d'Preventioun ganz fréi ufänken. Dofir begréissen ech, datt den DP-Educatiounsminister Claude Meisch d'Dréngleckeet erkannt huet, Mesüre scho vum jéngsten Alter un duerchzesetzen, dat zum Beispill duerch d'Partnerschaft mat der Ligue santé mentale, déi schonn ugeschwat ginn ass. Duerch dës Kooperatioun hunn eng ganz Rëtsch Secouriste kënnen ausgebilt ginn, fir Warnsignaler ze erkennen – e ganz, ganz wichtegt Element an der Preventioun.

De Minister huet hei och richteg erkannt, datt d'Preventioun schonn am jonken Alter muss lassgoen. Am HBSC-Rapport vun der Uni Lëtzebuerg gouf 2022 festgestallt, datt an enger Klass vun 20 Lycéesschüler 5 vun hinne scho mat Suizidgedanken ze kämpfen hunn; mental Problemer, déi e Resultat vu ganz verschiddene Facteure kënne sinn.

Mobbing ass hei ee vun deene Facteuren. Als Kand oder Jugendleche kritt ee leider séier ze spieren, wann een net deem entsprécht, wat d'Gesellschaft vun engem erwaart.

Wann ech Iech eppes un d'Häerz leeë kann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da kuckt Iech de Film „Close" un, en Drama, deen illustréiert, wat fir e Leed Jonge musse matmaachen, wa si kengem toxesche Männlechkeetsbild entspriechen. Ech hunn dee Film de Weekend gekuckt an deen huet mech déif beréiert.

Den dauerhafte Stress, deen déi digital Welt bei deene Jonken ausléist, mécht et och net besser, grad mat de Méiglechkeeten hautzedaags, där omnipresenter KI a Bildbeaarbechtung. Wéi wëll ee mat engem Verglach mathalen, deen a Wierklechkeet net echt ass?

Duerfir ass et wichteg, dass den Educatiounsminister d'Schüler mat der Initiativ „Screen-Life Balance" encouragéiert, sech och emol vun der digitaler Welt ze distanzéieren – eng Distanz, déi extreem wichteg ass. Leider ass déi digital Welt nämlech och eng, an där d'Schüler, iwwerall wou se sinn, mat Cybermobbing kënne konfrontéiert ginn. Do si säitens dem Educatiounsministère och däitlech Efforte gemaach ginn, fir d'Schüler ze sensibiliséieren an hinnen Ulafstellen zur Verfügung ze stellen, beispillsweis BEE SECURE, déi Trainingssessions an de Schoule maachen, fir d'Kanner ze sensibiliséieren, awer och eng Helpline, wou een ënner anerem bei Fäll vu Cybermobbing no Hëllef ka froen – eng vu villen Helplinen, déi jo och vu mengem Virriedner schonn ugeschwat goufen.

Et sollt een unerkennen, datt scho vill gemaach ginn ass. Mir hunn awer, wat déi mental Gesondheet ugeet, nach e Wee ze goen. Eisen Appell als DP ass: Tabue briechen, méi spezialiséiert Personal, méi Ënnerstëtzung fir d'Personal, méi Ulafstelle fir déi Jonk a manner Jonk a méi Preventioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. Da wier et elo um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Bofferding fir dës Interpellatioun zu engem Theema, dat, mengen ech, extreemst wichteg ass an dat, mengen ech, wéi all Theema, dat Kanner a Jugendlecher hei am Land an den Zentrum vun der Politick stellt, e ganz wichtege Punkt ass.

Ech wëll dann och all deene Leit Merci soen, déi am Secteur méi no oder méi wäit schaffen, déi hëllefen, deene Leit ze hëllefen, déi a Schwieregkeete sinn, an dat all Dag maache mat ganz vill Méi a mat ganz vill Wëssen. Ech wëll awer och deene Leit Merci soen, déi dat fräiwëlleg maachen. An ech wëll iwwerhaapt all deene Leit Merci soen, déi iergendwéi, iergendwann an hirem Liewe mol Leit gehollef hunn, déi a ganz schwierege Situatioune waren, an dat mat ganz vill Gedold.

Ech mengen, dass eng Gesellschaft och dovunner lieft, dass am Fong jiddweree seng Verantwortung als Mënsch iwwerhëlt a Leit, déi a schwierege mentale, psychesche Situatioune sinn, hëlleft. Wa jiddwereen dat géif maachen a wann déi Persoune schonn esou géife gehollef kréien, da wier schonn e grousse Schratt gemaach. Doriwwer eraus musse mer natierlech, wéi gesot, och derfir suergen, dass déi Leit, déi professionell am Secteur schaffen, och hir Aarbecht kënne maachen an och erreechbar sinn – wéi hei gesot ginn ass.

Mir liewen an enger Welt, déi sech ganz staark verännert. An eng Welt, déi sech ganz staark verännert, ass natierlech och eng Welt, déi komplex ass, kompliziéiert ass, an déi dozou féiert, dass ganz vill Leit domadder vläicht net méi esou eens ginn. Villes ass vläicht an de leschte Joren, Joerzéngte bouleverséiert ginn, dat awer wichteg war fir grad och Jonker, fir Kanner, fir hinnen Halt ze ginn, fir hinne Kraaft ze ginn, fir duerch schwiereg Situatiounen ze goen, fir se souzesoe resilient ze maachen, wat sécherlech haut net méi esou de Fall ass, wéi et emol eng Kéier war.

Mir hunn do als Gesellschaft e bësse versot. Mir hu ganz vill Saachen zougelooss, déi eis am Fong haut vläicht leeddinn oder wou mer vläicht eis missten d'Froe stellen: Firwat hu mer dat zougelooss? A wat kënne mer maachen, fir déi Situatioun erëm ze verbesseren? Well et geet jo net nëmmen drëms, d'Symptomer ze bekämpfen, mee et geet och drëms, d'Grënn vun deem Ganzen ze kucke.

Et ass och hei geschwat gi vun där virtueller Welt. Jo, mir hunn zougelooss, dass eng ganz Generatioun an der virtueller Welt lieft, an enger Welt vu Schéinheetsidealer, vu Likes, vu Followerzuelen, wat zu enger Sucht féiert, bei Verschiddenen zu Selbsthaass an eeben domadder dann och zum Suiciderisiko. Dat ass natierlech eppes, wat mer fréier net haten.

A ganz einfach gesot: Wou ass vläicht dat, wat ee fréier „Duerfliewen" genannt huet, wat méi heemlech war, wat engem den Halt ginn huet, wou ass dat hin an esou enger Welt?

Dat anert, wat ass, dat hu mer och zougelooss: Et gëtt ëmmer manner Gemeinsamkeeten an eiser Gesellschaft. Et gëtt och ëmmer manner gemeinsam Wäerter an eiser Gesellschaft. Et gëtt och do oft keng richteg Orientéierung méi. Ritualer verschwannen, ginn ofgeschaaft – Ritualer, déi awer wichteg sinn, well se Identitéit stëften an domadder Kraaft an Halt ginn.

An eppes, wat haut nach net gesot ginn ass: Och de Glawe kann a ganz ville Situatiounen e ganz wichtegen Halt gi fir déi Leit oder Jonker, déi gleeweg sinn, an en huet domadder och eng wichteg Roll ze spillen.

Mir sinn éischter an enger Zäit, wou alles a Fro gestallt gëtt an näischt méi esou richteg gewëss ass. Ännerunge ginn ëmmer nëmmen als gutt duergestallt – progressiv Ännerungen. A wou bleift am Fong nach déi Plaz, wou e bëssen dat erhale bleift, wat eis awer ausmécht a wat eis zesummenhält? Dat verschwënnt an amplaz Orientéierung kréie mer ëmmer méi Verwirrung.

Et kënnt nach derbäi, dass mer ëmmer méi Stress hunn. Wann een zréckdenkt – an ech mengen net nëmmen als Kand, mee och zur Zäit vläicht vu virun 20 Joer, wou déi meescht hei awer schonn erwuesse waren –, da stellt een awer fest, dass mer haut eng Situatioun hunn, déi am Alldag ëmmer méi stresseg ass, wéi se deemools war. Et gëtt ëmmer méi Drock. Et ass ëmmer méi ... Et muss opgepasst ginn. Et gesäit een ëmmer méi iwwerall Risikoen. Wou fréier d'Kanner vläicht de ganzen Dag konnten dobausse spillen, huet een haut schonn Angscht, dass en Auto laanschtfiert a se kéint ..., wat jo och tatsächlech geféierlech ass, de Verkéier an esou weider an esou fort. Ech kommen nach zu anere Saachen.

Wat e bësse verluer gaangen ass an eiser Gesellschaft, stellen ech elo mol hei einfach fest, dat ass eng gewësse Lockerheet, eng gewësse Stëmmung, déi och Spaass mat sech bréngt. Et ass éischter eng Situatioun erakomm vun eebe Stress an Drock.

An dann eppes aneres, dat och e bësse verluer gaangen ass: Dat ass déi klassesch Famill. Déi klassesch Famill, déi hu mer am Fong opginn. Papp-Mamm-Kand gëtt oft an der Politick an och an de Meedien éischter souguer als réckstänneg duergestallt, obwuel all Studie weisen, dass Kanner, déi an enger Famill opwuesse mat zwee Elteren, Mamm a Papp, ganz kloer e méi niddrege Risiko hu fir Selbstmord. Dat ass eppes ganz, ganz Wichteges: eng stabill, intakt Famill.

Wa mir et géife fäerdegbréngen, dass mer hei am Land méi stabill Familljen hätten, dann hätte mer do och ganz vill gemaach fir d'Kanner. Haut hu mer awer leider eng Situatioun, wou et am Fong schonn d'Normalitéit ass, dass Eltere schonn zimmlech fréi gescheet ginn.

Ech wëll kengem e Virworf maachen. Et gëtt och doudsécher ... A fréier wier et vläicht och besser gewiescht, verschidde Menagë wiere gescheet ginn, well do desastréis Zoustänn waren. Mee ech mengen awer, dass et ganz oft net wierklech krass Grënn gëtt an dass et deene Leit vläicht souguer ganz oft am Nachhinein e bësse leeddeet. Mee ganz kloer ass, dass d'Kanner déi Leidtragend sinn an esou Situatiounen. Duerfir ass dat och eng Entwécklung, déi net gutt ass!

Dann hu mer haut natierlech d'Situatioun, dass d'Eltere quasi gezwonge sinn, schaffen ze goen, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat féiert derzou, dass se manner Zäit mat hire Kanner verbréngen, dass d'Kanner manner doheem sinn, am vertrauten Heem, a méi a Strukturen.

Weiderhin hu mer et och zougelooss, dass den Zesummenhalt an der Gesellschaft zréckgaangen ass. Ech hu scho geschwat vun engem Duerfliewen oder vun engem Veräinsliewen, wou d'Leit erëm zesummekommen, vun Traditiounen. Gutt, et ass eeben net méi esou. Haut ass eng grouss Mobilitéit do. Et schwätzt een net méi mam Noper. Et kennt een en och vläicht net méi. Et versteet een en och vläicht net méi. An d'Gemeinschaft, d'Zesummenhale geet natierlech a sou enger Gesellschaft gutt a gäre verluer. Do, wou een deemools d'ganzt Duerf kannt huet an d'ganzt Duerf sech jo och iergendwéi ëm ee méi oder manner gekëmmert huet, do ass haut Anonymitéit, do ass haut Individualismus. Domadder geet natierlech d'Solidaritéit an der Gesellschaft, am Duerf an an der Famill och verluer. An dat ass grad fir d'Kanner, déi vulnerabel sinn, ganz schwiereg.

Mir brauchen dofir am Fong eng Ännerung. Mir bréichten erëm méi Wäerter amplaz Veronsécherung.

Mir bréichten eng kloer Struktur, eppes, dat Jonken oft feelt. Eng Orientéierung amplaz Verwirrung, Afrostelle vun allem.

Mir bréichten natierlech, praktesch gesinn, méi Therapieplazen. Mir missten derfir suergen, dass all Jonken, deen Hëllef brauch, schnell gehollef kritt a schnell déi Hëllef fënnt. A mir missten natierlech och derfir suergen, dass Krankheete wéi Depressiounen och eescht geholl ginn, och an der breeder Gesellschaft. Well do kann een eppes dergéint maachen. Dat ass ganz wichteg.

Da bréichte mer ganz kloer staark Familljen. Well Familljen, déi zesummebleiwen, sinn och Familljen, déi solidaresch sinn. Mir bréichten dofir finanziell Entlaaschtunge fir Familljen.

A mir missten natierlech de Mammen a Pappen, déi bereet sinn, och doheem ze bleiwe bei hire Kanner, déi Méiglechkeet ginn an net onbedéngt d'Signal no bausse ginn, dass ee just dann an der Gesellschaft gutt ugesinn ass, wann ee säin Job mécht. Nee, bei de Kanner ze sinn, ass och ganz wichteg! Dat ass och e wichtegt Zeechen, dat mer misste ginn.

Mir missten och de Kanner Hoffnung ginn. An duerfir sollte mer ophalen, och mir als Erwuessener, de Kanner eng Welt duerzemolen, déi gläich géif ënnergoen. An dat ass dat, wat haut leider oft gemaach gëtt. Et gëtt iwwer Kricher geschwat, iwwert de Klimawandel. Verschidde Kanner kréien domadder quasi agetriichtert, dass d'Welt géif ënnergoen – wat awer net de Fall ass! Mir sollte stattdessen de Kanner Hoffnung, Optimismus ginn op eng Welt, déi och fir si nach eppes ze bidden huet.

Last but not least brauche mer Perspektive fir déi Jonk. An déi einfachst Perspektiv fir déi Jonk, dat ass eng Aarbecht hunn, eng Famill kënne grënnen an en Haus hunn, en Heem hunn. Dat ass am Fong dat, wat mir Jonke musse bidden. Dat ass och d'Perspektiv, déi Jonker musse spieren. Dat spiere se awer haut net méi, well et och net méi de Fall ass. An dat ass natierlech dee ganz grousse Feeler, deen an der Politick zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joerzéngte geschitt ass. Duerfir hu mer och ënner anerem eng Situatioun, déi zu ëmmer méi Problemer an der mentaler Gesondheet bei de Jonke féiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. Als nächste Riedner ass elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard ageschriwwen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, e Suicide ass net nëmmen eng Zuel, et ass net nëmmen eng Statistik an engem Rapport. A wann ech, genee wéi aner Riedner, iwwer Zuele schwätzen, esou wësse mer, dass hannendru Mënsche stinn, Mënschen, déi d'Hoffnung verluer hunn, an doriwwer eraus och hir Familljen a Frënn, déi enorm ënnert dëse Verloschter leiden. Mee et ass eng wichteg gesellschaftlech Fro, wéi mir mam Theema Suicide ëmginn. Et ass leider trotz de Fortschrëtter, déi et an deene leschte Joerzéngte gouf, nach ëmmer e Sujet, dee mat ganz villen Tabuen a mat ville Virurteeler behaft ass.

Dobäi kënnt, dass Suicidegedanken dacks net schnell genuch erkannt ginn. Betraffener hunn Angscht viru Stigmatiséierung, dem Verloscht vu soziale Kontakter oder och Zwangsbehandlungen. An och den Entourage fäert, datt se duerch Nofroen no Suicidegedanken eebe grad dozou opfuerderen. Richteg ass awer, dass d'Gespréicher iwwer Suicidegedanken de Betraffene kënnen hëllefen, aus hirer Noutsituatioun erauszekommen. Vill Leit, déi u Suicide denken, sichen och no Hëllef, déi se awer net oder nëmme schwéier fannen.

Ech wëll der Madamm Bofferding e grousse Merci soe fir d'Thematiséiere vun dësem Theema. Ech hunn, wéi vläicht anerer heibannen och, nach eng Kéier nogelies, wat bei der leschter Debatt 2021 beschwat gouf. Et war eng Debatt kuerz nom Verloscht vun engem aus eiser Mëtt. Et war eng Debatt matzen an der Covidzäit. Eng Debatt, bei där mer nach net genau woussten, mee awer scho gespuert hunn, wéi eng Sequellen d'Pandemie op eis Gesellschaft an op eis Santé mentale géing hunn.

Deemools gouf et nach keng Evaluatioun vum Plan national de prévention du suicide, dee vun 2015 bis 2019 en place war. Et war awer ganz sécher e Plang, dee ganz vill richteg Usätz hat. Et gouf doropshin an der Konsequenz vun dësem Plang méi Formatioun, méi Sensibilisatioun, méi Opmierksamkeet. Mee d'Wourecht ass awer och, dass d'Zuele sech net entscheedend verbessert hunn. An d'Realitéit, besonnesch postpandemie, huet eis gewisen, dass d'Preventioun net e Projet ass, mee eng permanent Verantwortung an dass mer dëst Theema extreem eescht huele mussen.

International gesi läit den duerchschnëttleche Suicidetaux bei ronn 10,9 Fäll pro 100.000 Awunner, an dat an den héichentwéckelte Länner. Dobäi ass d'Differenz tëscht de Geschlechter eng enorm grouss: Männer sinn dräimol sou dacks betraff wéi Fraen.

Besonnesch besuergneserreegend – an ech mengen, jidderee vu menge Virriednerinnen a Virriedner huet et scho gesot – ass d'Situatioun vun eise Jonken. Bei de 15- bis 29-Järegen ass de Suicide weltwäit déi véiertheefegst Doudesursaach a mécht ronn 8 % vun allen Doudesfäll an dëser Altersgrupp aus. A wann ech op d'Situatioun hei am Land kucken, da gesi mer leider en änlecht an e ganz besuergneserreegend Bild. Zu Lëtzebuerg ass de Suicide mëttlerweil déi heefegst Doudesursaach bei de 15- bis 29-Järegen – an dat méi heefeg wéi Accidenter. Vun de 35 Doudesfäll an dësem Altersgrupp am Joer 2022 waren der 13 Suiciden! Dat eleng sollt eis alarméieren!

De Psychotherapeut Fränz D'Onghia vun der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale huet 2024 gesot, dass den Niveau vun de suicidale Gedanke bei de Schülerinnen a Schüler am Secondaire alarmant héich wier. Bal all véierte Schüler huet an de leschten zwielef Méint genau esou Gedanke gehat. An dat geschitt an engem System, wou d'Nofro no Hëllef amgaangen ass ze explodéieren, wou d'Servicer iwwerlaascht sinn a se net iwwerall genuch ekipéiert sinn, fir séier an adequat ze hëllefen.

D'Madamm Ministesch huet bei der Diskussioun ronderëm de Budget an Aussiicht gestallt, dass mer an de kommende Méint iwwert d'Reform vun der Médecine scolaire géinge schwätzen. An ech si frou, dass se do explizitt gesot huet, dass d'Santé mentale hei och hir Plaz muss hunn. Et ass wichteg, och hei am Kader vun dëser Debatt, ze wëssen, wéi vill Schoulen tatsächlech geschultent Personal hunn, eebe grad fir op Unzeeche vu suizidale Gedanke bei Kanner a bei Teenager ze reagéieren, fir déi fréi ze erkennen. An hei ass och d'Kooperatioun tëscht der Schoul an der Santé, de Gesondheetsservicer vun der Santé, elementar wichteg. Ech hoffen, dass mer am Laf vun dëser Diskussioun vun hir och nach e puer Reflexiounen dozou héieren.

Den Accès: D'Waardezäiten, fir bei Psychotherapeuten a Psychiater ze kommen, déi sinn enorm. An och wann um Niveau vun der stationärer Kanner- a Jugendpsychiatrie Fortschrëtter gemaach goufen, hapert et weiderhin un enger flächendeckender ambulanter Versuergung.

Grad Jonker tëscht 18 a 25 Joer sinn identifizéiert ginn als vulnerabele Grupp vu Leit. Si si markéiert vun enorm grousse Changementer an hirem Liewen. A besonnesch do, wou kee grousse familiäre Support ass, sinn d'Käschten an de Risiko, an d'Aarmut ze falen, enorm grouss. An dat spigelt sech och an der Santé mentale vun dëse Jonken erëm.

Do ass och e Problem, mat deem mer eis, mengen ech, e bësse méi enk musse beschäftegen: Dat ass de Remboursement vun de Psychotherapeuten. D'Madamm Hartmann huet et an hirer Ried schonn eng Kéier ugedeit. Et ass esou, dass bis zum 18. Liewensjoer Kanner a Jugendlecher 100 % remboursséiert

kréien, fir bei de Psychotherapeut ze goen. An ab 18 Joer sinn et nach 70 %. Et ass awer elo esou, dass grad déi Alterskategorie tëscht 18 a 25 Joer vu ganz ville soziale Servicer als extreem vulnerabele Grupp identifizéiert gëtt. Si sinn notamment nach net eligibel fir e Revis. Si sinn awer vläicht Jonker, déi doheem net méi den Encadrement hunn an och net méi déi finanziell Ënnerstëtzung, fir sech dann effektiv déi reschtlech 30 % vum Psychotherapeut kënnen ze leeschten. Ech mengen, dass et hei un der Zäit ass, sech ze iwwerleeën, wéi mer méi spezifesch mat där Alterskategorie tëscht 18 a 25 Joer kënnen ëmgoen. An hei misst een den Niveau vum Remboursement op 100 % eropsetzen.

Eng aner Zuel, Kolleeginnen a Kolleegen, déi mer net dierfen ignoréieren, ass, dass ronn 75 % vun alle Suicidë vu Männer begaange ginn. De groussen Iwwerschoss vu Suicidë bei Männer zu Lëtzebuerg weist eng ganz däitlech Geschlechterasymmetrie. An dobäi muss een en compte huelen, dass Männer dacks manner sozial Netzwierker hunn, manner Hëllef sichen oder psychologesch Barriären hunn, fir iwwerhaapt no Hëllef ze froen.

D'Männlechkeetsrollen, d'Erwaardunge vun der Gesellschaft, de sozialen Drock, „staark ze sinn", jo, dat sinn net harmlos kulturell Konstrukter. Si kënnen d'Trap sinn, déi Männer an enger mentaler Kris eebe grad net méi eropkommen.

Mir mussen dëse Fakt unerkennen, net als diagnostizéierte Männerproblem, mee als gesellschaftlech Verantwortung. An dat ass en Theema, dat awer, mengen ech, oft ze kuerz kënnt. A grad wa mer am Mount sinn, wou d'Männergesondheet soll am Mëttelpunkt stoen, dann ass et mer awer wichteg, haut ganz besonnesch dorobber hinzeweisen. Dofir mengen ech, dass mer och hei eng cibléiert Approche brauchen, wéi mer de Sujet vun der Santé mentale bei Männer besser kënnen ugoen. An ech géing do och gäre vun der Ministesch héieren, wéi si dësen gendersensibelen Aspekt consideréiert.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech begréissen de Plan national santé mentale 2024-2028. En ass gutt, mee ech soen awer och, dass e Plang ëmmer nëmmen esou staark ass wéi seng Ëmsetzung. An dowéinst si mir nach ëmmer der Meenung, dass de klinesche Psycholog dréngend unerkannt an och deementspriechend rembourséiert muss ginn. Well nëmme wann de Psycholog, de Psychotherapeut an de Psychiater rembourséiert, accessibel a komplementär Offere schafen, jo, da kënne mer der Problematik vun där ze spéider, ze deierer an ze komplizéierter Hëllef bei Urgencen a bei der Preventioun vu suicidale Gedanken entgéintwierken.

Wann e jonke Mënsch am Däischtere sëtzt, da muss e wëssen, wou e schnell Hëllef kréie kann. A wann e Mann sech endlech traut, no Hëllef ze froen, dierf e Rendez-vous net nach sechs Méint daueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. An de Mikro ass elo reservéiert fir den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. An och merci der Madamm Bofferding, dass d'Theema eeben haut keen Tabu ass, mee dass mer eis derzou äusseren.

Den Doud kënnt fir all Mënsch, gläich wéi eng Gesellschaftsschicht, gläich wou ee lieft, gläich wéi ee gelieft huet. Haut schwätze mir awer iwwert déi Situatiounen, wou een net waarde kann, bis den Doud op natierlech Aart a Weis antrëtt, mee ee sech derfir entscheet huet, dem eegene Liewen éischter en Enn ze maachen, den Doud selwer erbäizeféieren. Mord, Selbstmord ass och net de richtege Begrëff. Et ass éischter en Doud, deen een opgezwonge kritt. Et hëlt ee sech d'Liewen.

Wisou wielt een dee Wee? Dat ass eng Fro, déi ganz schwéier ze klären ass. Et geet ëm mental Gesondheet, ëm Leit, déi kämpfen, déi leiden an déi de Wee aus hirem Leed net méi gesinn. Et ass also en opgezwongenen Doud.

Hanner all Doud steet e Mënsch mat engem Liewen, enger Famill, enger Geschicht. Eng Famill wäert e Liewe laang um Wisou ze knaen hunn an um Virworf, ob een net hätt kënnen agräifen.

Zu Lëtzebuerg si laut enger Question parlementaire am Joer 2023 48 Mënsche duerch Suicide gestuerwen, 36 Männer, 12 Fraen. Dëst sinn 48 Liewen, déi ofgebrach goufen. 48 Familljen, déi an d'Leed gedréckt gi sinn. 48 Existenzen, déi hätte kënnen anescht verlafen, wann Hëllef méi zougänglech wär an d'Signaler méi oder och méi kloer erkannt gi wären. Do kënnt nach eng Donkelziffer vun den Autosaccidenter derbäi.

An och wann et vill Fortschrëtter gëtt, wësse mir, dass d'Ursaache vun dëse Fäll oft net bekannt sinn. Et gëtt Virzeechen, mee si sinn net ëmmer offensichtlech. Heiansdo sinn et kleng Verännerungen am Verhalen, heiansdo eng Rou, eng Zeréckgezunnenheet, eng Ausso, déi een awer net eescht geholl huet.

D'Entscheedung fir den Doud ass dacks d'Resultat vun enger laanger, onsichtbarer Belaaschtung, déi d'Persoun lues a lues erdréckt. Vill vun de psychologesche Belaaschtungen am Alldag sinn onsichtbar. Bei de Jonke gesi mir Piraten, dass de Mobbing e reelle psychesche Risiko ginn ass. Jonker sinn eng besonnesch fragill Altersgrupp.

Et fänkt an der Schoul un, geet weider an den digitale Gruppen, wou Ausgrenzung a Geläster sinn, ouni Grenz vum Respekt. Jonker droen eng Dagesbelaaschtung mat sech, déi se erdréckt. Gläichzäiteg si se mat engem Leeschtungsdrock vu falsche Virbilder konfrontéiert op Social Media. Et geet ëm Notten, ëm Vergläicher, on- an offline, ëm Erfolleg, ëm en Idealbild, dat kee Mënsch kann erfëllen. Dat mécht e Kand oder e Jugendleche lues a lues midd, an net kierperlech, mee bannendran.

Mee och Erwuessener ginn duerch déi selwecht psychesch Problemer belaascht. Mobbing op der Aarbecht, egal ob subtill oder direkt, hëlt de Leit d'Gefill vu Wäert a Sécherheet. Et gëtt Männer a Fraen, déi all Moien op hir Aarbechtsplaz ginn an dobäi genau wëssen, datt do net Respekt, mee den Drock waart. Esou Situatiounen entstinn net iwwer Nuecht, mee si entwéckele sech an enger Aarbechtskultur, déi heiansdo ze vill op d'Leeschtung an ze wéineg op d'Mënschlechkeet setzt. Et sinn och esou Situatiounen, wou ee vu moies bis owes fort ass, wou ee muss d'Kanner an d'Maison relais ginn a wou een ënnert de Belaaschtungen herno zesummebrécht.

An doriwwer eraus gesäit een ëmmer méi, wéi vill Leit ënnert dem Drock vun hire Finanzen zerbriechen. Et sinn net nëmme Leit, déi schlecht opgepasst hunn, déi net nokommen, mee et sinn der och, déi sech immens beméien. Rechnungen, déi sech stapelen, onbezuelte Steieren, Kreditter, déi net méi opginn, Belaaschtungen, déi wuessen, an e Gefill vun Onmacht – d'Leit traue sech net mol méi, hir Bréifkëscht opzemaachen, well se Angscht hunn, datt e weidere Bréif derbäi ass, deen neie Stress ausléist.

Dofir ass et wichteg, dass mir och hei e Schutz aféieren, dee verhënnert, datt d'Mënschen direkt ënner Drock geroden, wa se finanziell Problemer hunn. Et brauch ee Schutz virun enger Eskalatioun, déi d'Existenz direkt a Gefor bréngt. Et muss d'Méiglechkeet ginn, hir Situatioun ze léisen.

Esou eng Ofschwächung vum Drock ka vill Liewe retten an deene Situatiounen. Well net jiddwereen, deen ënner enger finanzieller Belaaschtung leit, huet d'Ressourcen oder d'Stabilitéit, fir dat eleng ze droen oder aus där Situatioun erauszekommen.

Mir sinn och nach Fäll an Erënnerung, wou Leit bei eis komm si mam konkreete Gedanken, léiwer ze stierwen, wéi hir Famill mussen ze enttäuschen, well Steieren, Rechnungen oder aner Belaaschtunge hir finanziell Existenz a Fro stelle géingen. Dofir wär et och beim Staat wichteg, sech ze iwwerleeën, wéi ee mat de Leit ëmgeet, wann do nach oppe Beträg sinn. De Staat dréit an esou Fäll eng grouss Verantwortung mat.

E ganz anere Schmäerz trëfft déi eeler Leit, déi hire Liewenspartner verléieren. D'Stëmm, d'Gesiicht, d'Beweegungen, déi eng Persoun duerch d'Joerzéngte gedroen hunn, sinn op eemol fort. D'Haus gëtt roueg, d'Stonne wëllen net méi eriwwergoen. Vill eeler Leit verléieren net nëmmen e Partner, mee eng ganz Struktur, déi se duerch d'Liewe gedroen huet. Déi Form vun Trauer kann déif a geféierlech sinn a gëtt oft ënnerschat. An déi wielen da léiwer de selwechte Wee wéi de Partner, den Doud, wéi selwer weiderzeliewen.

All dës Geschichte weisen eis, dass och d'mental Belaaschtung, déi de System, de Staat, dem Bierger operleet, net ze ignoréieren ass. Si entwéckelt sech aus ville klenge Momenter, klenge Verletzungen, klengen Iwwerlaaschtungen, bis de Mënsch op eemol net méi kann.

An do läit eis Verantwortung als Parlament, als Gesellschaft, als Staat: net just d'Zuelen ze kennen, mee de Mënsch hannendrun ze gesinn. Mir mussen e Land sinn, an deem een net eleng duerch déi däischter a schwéier Momenter geet, an deem d'Hëllef net komplizéiert, mee einfach zougänglech ass, an deem d'psychesch Gesondheet dee selwechte Wäert huet wéi déi kierperlech.

Mir sollten all Fall verhënneren. Mir kënnen als Staat an als Gesellschaft derfir suergen, dass d'Leit net eréischt an der Kris gesi ginn, mat Preventioun, mat Koordinatioun, mat Respekt, mat Zäit a mat engem oppene Bléck. Dat ass eis Verantwortung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Och merci der Madamm Bofferding dofir, mat dëser Interpellatioun dee Sujet erëm hei an d'Chamber bruecht ze hunn.

E Mënsch, deen drun denkt, sech ëmzebréngen, huet net à la base iergendeng obskuer Todessehnsucht, mee wéi och scho virdru gesot ginn ass, läit deem allermeeschtens de Wonsch zugronn, datt eng vun him als onerdrobar empfonnte Péng endlech ophéiert. A wa mer Suicidë verhënnere wëllen, musse mer d'Risiko- an d'Schutzfacteure kennen an zesummen handelen.

Déi lescht Debatt iwwer Suicide hate mer virun elo knapp fënnef Joer. An ech hu gemierkt, datt mer op verschiddene Chantieren an deene fënnef Joer virukomm sinn, op aneren hänke mer awer nach ëmmer fest. Jo, de Plan national de prévention du suicide ass ausgewäert an en neie Plang fir mental Gesondheet ass en place gesat ginn.

Positiv ass och: Zanter dem 1. Februar 2023 ginn d'Psychotherapien endlech rembourséiert. Endlech, muss ee soen! 2013 huet dee Prozess ugefaangen, 2015 ass e Gesetz votéiert ginn an 2023 ass dann endlech dee System en place gesat ginn. Zéng Joer huet dat gedauert! Mee erauskomm ass eng Prise en charge vu 70 % fir erwuesse Leit, also weesentlech manner wéi bei anere medezinnesche Remboursementer. An ech mengen awer, datt eise Sozialversécherungssystem misst esou opgestallt sinn, datt d'psychotherapeutesch Hëllef net u monetären Hürde scheiteren däerf. An ech deelen och d'Iwwerleeung vun der Madamm Hartmann, wat de Paiement immédiat direct ugeet. Well do misst een usetzen, well alles dat ass jo och eng Fro vun Accessibilitéit vun Hëllef.

An am Fong, wann een d'Situatioun zu Lëtzebuerg wéilt beschreiwen, déi sech duerchaus verännert huet an deene leschte Joren, an déi Chantiere wéilt beschreiwen, da kann een dat, mengen ech, mat engem Saz vun der OECD maachen, déi an hirer Mental Health Review 2023 a Bezuch op Lëtzebuerg geschriwwen hunn: „Luxembourg's mental health system remains fragmented, insufficiently accessible and overly dependent on clinical settings."

Déi dräi Constaten, mengen ech, si wichteg. An déi dräi Constate bilden d'Haaptachs vun deene Chantieren, déi nach ausstinn: Accessibilitéit, Fragmentéierung vun der medezinnescher Hëllef a feelend ambulant Hëllef.

En anere Problem, wat d'Accessibilitéit ugeet, sinn natierlech d'Waardeléschten. Et gëtt enorm vill Leit, déi Hëllef brauchen, déi mussen deelweis Méint a Méint waarden, ier se iwwerhaapt bäikommen. An erstaunlech: A menge Recherchen hunn ech souguer fonnt, datt Experte gesot hunn, datt et och zu Lëtzebuerg, an deem klenge Lëtzebuerg, ganz grouss geografesch Disparitéite gëtt, wat psychotherapeutesch, psychologesch a psychiatresch Ugebueter ugeet, datt den Norde vum Land zum Beispill ganz schwaach mat deene medezinneschen Ugebueter ausgestatt ass. A fir Leit an enger Kris ass dat awer geféierlech, virun allem wann et ëm Zäit geet. Si kënnen net Méint waarden.

Bei der Fréierkennung, do huet sech eppes gedoen. No der Ligue de santé mentale hiren Zuele si méttlerweil 1 % vun der Populatioun, also 6.000 bis 7.000 Leit, forméiert ginn an deene leschte Joren, also Leit, déi e Grondwëssen iwwer mental Krise kritt hunn. An d'Ligue bitt zousätzlech Formatiounen un, fir suicidaire Krisen ze erkennen.

Ech mengen awer, datt mer eng weider Schwaachstell behalen hunn: Dat sinn nämlech d'Donnéeën. Ouni zolidd, prezis Zuelen an Informatiounen ass all Preventioun zumindest op engem A blann. Am Rapport RETRACE gesi mer 2020 zum Beispill eng Hausse vu selwer zougefüügte Verletzungen, déi net zum Doud féieren, ëm 21 %. An dat sinn alles nëmmen Donnéeën, déi mer aus de Spideeler respektiv de Maison-médicallen hunn.

Och stellt sech, mengen ech, weiderhin d'Fro vun der Autopsie psychologique, déi am Plang virgesi war a wouzou mer, wann ech mech richteg erënneren, 2021 och eng Motioun gestëmmt haten, déi awer och nach ëmmer net ëmgesat ginn ass. Ech mengen, datt dat wierklech sënnvoll ass, well esou eng Autopsie psychologique eis wierklech kéint qualitativ Informatiounen an Donnéeë liwweren, wat d'Ëmfeld vu Mënschen ugeet a wat d'Ursaachen dovunner sinn, duerch Gespréicher mat Famill an Ëmfeld. Ech weess, datt dat juristesch net onbedéngt evident ass, mee ech mengen, datt mer déi Pist awer op kee Fall einfach esou sollten opginn.

Well d'Zuele weisen awer och eppes ganz Erstaunleches, wann een da Preventioun wëllt maachen – an dat hunn och schonn eng ganz Rëtsch Virriedner/inne gesot –, nämlech datt d'Verhältnis vun de vollzunne Suiciden, déi och zum Doud gefouert hunn, eent zu dräi ass. Et sinn dräimol méi Männer, déi Suicide beginn, wéi Fraen. An erstaunlecherweis ass awer d'Prise en charge ëmgekéiert. Dat heescht, do gëtt et e Verhältnis, an enger Äntwert op eng Question parlementaire kënnt dat eraus, datt 10.000 Frae vu Remboursementer vu psychotherapeutescher Hëllef profitéiert hunn a par contre just 5.000 Männer. Dat heescht, dat si Vase-communicanten tëschent psychotherapeutescher oder iwwerhaapt psychologescher Prise en charge an dem Passage à l'acte. An dat huet natierlech ganz vill mat engem toxesche Männerbild ze dinn, dee keng Schwächt däerf weisen a wou all Hëllef oder all Ruff no Hëllef als Tabu ze gëllen huet. Och dat Wëssen, mengen ech, kann eis Grondlag si fir ze handelen.

Ech iwwersprangen elo e puer Saachen. Gëschter, mengen ech, ass den OKaJu-Rapport presentéiert ginn, a wéi bal all Joer, awer esou och dës Kéier, sinn d'Alarmklacken hell ewech un. Sënngeméiss seet en, datt de mentale Stress bei Kanner a Jugendlecher an deene leschte Joren eng ni gekannten Intensitéit ugeholl huet. An ech mengen, do musse mer onbedéngt agéieren!

An och do spillt dann awer d'Fragmentéierung vun der medezinnescher Prise en charge eng Roll – eng negativ Roll. Mir hunn hei am Land eng ganz Rëtsch Servicer – a se si virdrun opgezielt ginn –, mee dat ass e Patchwork, e Mosaik. Et ass kee System. Et gëtt keen Zentrum, keng Strategie, keng Verbindlechkeet, keng Koordinatioun. An do läit menger Meenung no de Kär vum Problem.

Et feelt eis net un Expertis, net un Engagementer vu Leit, jo, mengetweegen och net u Budgeten. Et feelt wierklech un engem verbindleche Kader, enger zentraler Struktur, déi déi verschidden Acteuren zesumméféiert. An do fannen ech dem Här Marques seng Iddi vum 119 exzellent. Well hannert där Iddi – 119 ass jo just eng Zuel –, do stécht jo eng ganz Koordinatioun vu Prise en charge. An dat ass de Wee, dee mer verstäerkt misste goen.

Ech kéint elo och nach ganz staark op aner gesellschaftlech Facteuren agoen, déi wichteg wieren, meng Zäit leeft mer awer dervun. Ech mengen nämlech och, datt iwwerhaapt eng sozial Instabilitéit bei ganz ville Leit dozou féiert, datt d'Hoffnungslosegkeet ëmmer méi grouss gëtt. Dat heescht, et ass eng Fro, déi wäit iwwert d'Feld vu just der Santé erausgeet, mee déi fundamental gesellschaftlech Froen opwerft.

An duerfir wëll ech ophale mat engem Zitat vun der Chargée de direction vun der Ligue de santé mentale: „Tout ce qui améliore la qualité de vie des résidents est une forme de prévention de suicide." Loosst eis dorunner schaffen!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Martine Deprez.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och vu menger Säit der Madamm Bofferding, fir de Sujet hei op den Ordre du jour geholl ze hunn.

Mir ware schonn den 11. Februar hei bei enger Heure d'actualité iwwert d'Santé mentale vun de Kanner. An deem Kader hu mer scho vill Sujeten ugeschwat, déi de Mëtten nach eng Kéier ugeschwat goufen. An ech wäert probéieren, a menger Replik op verschidde Froen ze äntwerten, mee wann ech dat net ganz komplett maachen, zéckt net, mer nach schrëftlech Froen eranzeginn!

Viru bal 20 Joer hunn ech Mëtt Dezember engem gudde Kolleeg an der Schoul eng schéi Vakanz gewënscht a „bis d'nächst Joer" gesot. Den 1. Januar souz ech bei mengem Schwéierpapp an der Wunneng, do krut ech en Telefon. Do hat ech seng Fra um Telefon. An do war mäi Kolleeg zwee Deeg virdrunner fräiwëlleg aus dem Liewe gaang. Vill Froe bleiwen, sou wéi den Här Marques schonn erkläert huet; vill Froe bleiwe bei der Famill, vill Froe bleiwe bei de Frënn, bei de Kolleegen. Et freet ee sech: „Jo, en hat d'lescht Woch eng Kéier ugeruff, häss de sollen ophiewen? Ech sinn net dozou komm. Ech sinn net dozou komm zréckzeruffen. Firwat? Wat hunn ech verpasst? Firwat hunn ech näischt gesi kommen? War ech net genuch fir dëse Mënsch do? War en net encadréiert? Firwat huet e sech esou eleng gefillt mat senge Problemer? Firwat gëtt et esou eppes wéi de Mal de vivre?"

Dëst Joer stoung dofir och d'Journée mondiale de prévention suicide am Zeeche vum Saz: „Changeons le discours!" Hien huet ni driwwer geschwat, wéi schlecht et ëm gaang ass. Hien huet ni driwwer geschwat, datt e sech wéilt d'Liewen huelen. A mir mussen all zesummen deen Discours kënnen aushalen an iwwert dat schwätzen, wat dee Mënsch wëll maachen. Mir mussen erëm eng Gesellschaft gi mat Lienen, fir de Suicide ze verhënneren – net ganz aus der Welt ze schafen, well ech denken, eng honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net. Mir mussen d'Mentalitéiten evoluéiere loossen. Mir mussen d'Stigmatisatioun eraushuelen. A mir mussen de grousse Public informéieren iwwer alles, wat méiglech ass an deem Beräich.

Fir d'éischt wollt ech och kuerz op d'Zuelen agoen. Laut den offizielle Statistiken, a vill Leit hunn et scho gesot, ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg besser ginn. Offiziell ware mer 2017 op 9,5 Leit pro 100.000 Awunner; elo si mer am Joer 2023 op 6,3 gewiescht.

Am Verglach mat aneren europäesche Länner sti mer net schlecht do, well an der Moyenne si mer do bei 10,2.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee et gëtt awer nach dräi Länner, déi méi niddreg sinn, an zwar: Griicheland, d'Schwäiz a Liechtenstein si bei 5 op 100.000. International ginn och vulnerabel Gruppe genannt – et ass och virdru schonn ugedeit ginn –: Et sinn haaptsächlech Jonker, Eelerer, Migranten, déi méi oft betraff sinn.

Och wann dës Gruppe méi en héijen Taux de suicide opweisen, ass de Liewensprozess, deen zu esou enger Decisioun féiert, e ganz, ganz komplexe Phenomeen – an ech mengen, dat hunn d'Interventiounen de Mëtten och gewisen – an d'Risiken, déi dozou féieren, si wierklech multifaktoriell.

All Fall ass anescht, an duerfir muss och all Äntwert anescht sinn. Et gëtt kee Cas-type. Et gëtt keng allgemeng gülteg Aart a Weis, fir esou eng Dot ze verhënneren.

Mir kënne Risiken identifizéieren, an déi sinn och schonn ugeschwat ginn. Un éischter Plaz setzen international Experten de Chômage, d'Prekaritéit, d'sozial Isolatioun, d'Depressioun, finanziell Problemer, Existenzängschten, mental Krankheeten an Traumatismen.

Och d'Meedie kënnen eng Roll spillen. Ech ginn do elo net drop an. Do si meng Virriedner am Detail drop agaang.

A mental Krankheete si spéitstens zanter der Pandemie am ëffentlechen Diskurs ukomm. Et mierkt een och haut nach d'Auswierkunge vun der Isolatioun bei verschiddene Leit am Alldag.

Leit, déi scho mol eng Tentative gemaach hunn, sinn och éischter betraff, fir emol erëm ze probéieren. An da spillt et och eng grouss Roll, wéi einfach et ass, u Méiglechkeeten ze kommen, fir sech d'Liewen ze huelen. Alter, Relatioun Mann/Fra, dat ass scho gesot ginn, ech ginn net méi dorobber an.

Souwäit dann zu den Zuelen an de Risiken.

Wat maache mer dann zu Lëtzebuerg, fir deem entgéintzewierken? Lëtzebuerg ass zënter ëmmer e multisektorielle Wee gaangen, net eng Linn, mee vill Niveauen. De Moment si mer op dräi Niveauen aktiv: Kanner a Jugendlecher, effikass Prise en charge vun den Troubles mentaux an Interventiounen am Ëmfeld vun de kranke Leit, fir eng genau Analys vun de Facteurs à risque ze maachen.

Et ass scho gesot ginn: Mir haten ee Plan national de prévention du suicide. Deem seng Recommandatioune sinn agefloss an de Plan national santé mentale 2024-2028. Dee Plang ass amgaang, ëmgesat ze ginn.

Mir hu véier Aarbechtsgruppe lafen. En Aarbechtsgrupp 1, dee sech ëm d'Santé scolaire dréint. Dat heescht, Dir gesitt, mir maachen Intersektiounen, Preventioun allgemeng a Preventioun santé mentale, wou och schonn ugedeit ginn ass, datt mer do dee mentalen Aspekt am Detail analyséieren. Een zweeten Aarbechtsgrupp ronderëm d'Psychoeducatioun, all déi Formatiounen, déi ugeschwat goufen. Een drëtte Grupp iwwert d'Filière psychopédiatrique. An ee véierte Grupp iwwert d'Forensik. An an all deene Gruppe gëtt d'Preventioun ugeschwat, gëtt d'Recherche ugeschwat, gëtt de Suivi mental ugeschwat.

Mir hunn dëst Joer den Akzent geluecht op déi éischt dausend Deeg. Mir hunn eng Filière supplémentaire agesat, fir Troubles du neurodéveloppement erauszefannen, mat engem Haaptakzent op dem Autismus.

Zesumme Kanner a Jonker staark maachen, do si mir ënnerwee. D'Formation premiers secours ass schonn ugeschwat ginn. Do ginn ech net méi drop an.

Eppes, wat net ugeschwat ginn ass, ass: A Frankräich besteet e System, deen heescht VigilanS. An deen ass amgaangen, an engem Spidol zu Lëtzebuerg am Süden ëmgesat ze ginn, no deem franséische Modell. Dat heescht, all Leit, déi do akut behandelt ginn, déi dann duerno erëm heemginn, ginn net elenggelooss. Si kréien eng Käertche mat, wou eng Nummer drop steet, wou se ëmmer kënnen uruffen. D'Leit aus dem Spidol melle sech no 10, 20 Deeg bei hinnen, fir ze kucken, ob se encadréiert sinn, ob se Kolleegen hunn, ob se erëm an engem Ëmfeld evoluéieren, wou se net elenggelooss ginn. No sechs Méint gëtt dann eng detailléiert Evaluatioun iwwer Telefon gemaach. An esou konnte si an de leschte Méint a Jore schonn den Taux de récidive ëm 40 % erofsetzen.

Dat soll och elo mat Reseauen dobausse gemaach ginn. An dee Projet leeft da mat der Ligue Enn des Joers un.

Parallell hu se eng spezifesch Formatioun Prévention-suicide mam CHNP, mat der Police a mam CGDIS en place gesat, no engem franséische Modell, wou 16 Formateure soigneusement erausgesicht gi sinn.

Acteure vum Terrain – jo, et ass gesot ginn, d'Psychotherapeuten hu laang Waardezäiten. Mee et kann ee probéieren. Et gëtt der nach, déi relativ kuerzfristeg disponibel sinn. Mee ech weess, datt mer spezifesch am Kanner- a Jugendalter en Accès-Problem hunn, fir u Psychotherapien ze kommen. Bei Adulten ass et e bësse manner akut. Mee bei Kanner a Jugendlechen ass et wierklech akut.

Dann ass ugeschwat ginn, datt mer do vläicht den Accès limitéiert hunn, doduerjer, datt den Tiers payant social respektiv de PID net en place ass. Dat hänkt do drun, datt mer nach ëmmer keng Konventioun mat de Psychotherapeuten hunn, datt mer nach ëmmer en fonction vun där obligatorescher Konventioun schaffen, déi par règlement grand-ducal en place gesat gouf, an déi Negociatiounen nach net ofgeschloss sinn. Mee et gesäit esou aus, wéi wa se an den nächste Méint kéinten ofgeschloss sinn. An duerfir wäerte mer déi Mesür vum Tiers payant social esou séier wéi méiglech do en place setzen, an och den Tiers payant généralisé natierlech iwwert de PID.

Fir de Rescht gi Leit, déi akut versuergt gi sinn ... Mir hu jo virdru gesot, mir sinn amgaang, déi akut Better auszebauen, mee d'Prévention suicide ass net am akute Fall, se ass éischter duerno am Suivi doheem. Do hu mer e Reseau vun Acteuren, déi e Suivi extrahospitalier en place setzen, deen de Mëtten nach net vill ugeschwat ginn ass. Déi sinn zesummegefaasst ënner der Entente des gestionnaires. An dat si ronn sechs, siwen Acteuren, ASBLen, ënner anerem d'Ligue, déi scho puermol ugeschwat ginn ass, mee och ATP, d'Mathëllef ASBL, de Réseau Psy, Rehaklinik, Liewen Dobaussen an ZithaUnit.

An Dir hutt gelies, net méi spéit wéi virun zwou, dräi Wochen ass och vun der ZithaUnit en neie Projet virgestallt ginn, wou si aktiv op d'Leit duerginn an net waarden, bis d'Leit sech mellen, fir hir Problemer entgéintzehuelen.

D'Psychiatrie extrahospitalière, déi ech elo ugeschwat hunn, déi gëtt ofgerechent och mat der CNS iwwer een Acte, deen heescht W10. Vun 2022 bis 2024 hu mer do ronn 430 Patiente gehat. Am Joer 2024 sinn et der 333 gewiescht. 95.000 Deeg goufen dës Leit betreit, dat heescht, an der Moyenne 285 Deeg am Joer.

Donieft gëtt et Centres de jour, Centres de rencontre, Services de consultation an esou weider. Ech ginn net op den Detail an.

E Krisenzenter gëtt et nach net. E Krisenzenter ass ugeduecht am Plang, mee eise Fokus läit de Moment op der Koordinatioun vun de Servicer, déi en place sinn. Wéinst der Penurie vu Personal an deem Secteur denke mer, datt et de Moment net opportun wär, esou ee Krisenzenter en place ze setzen. Mir musse fir d'éischt wëssen: Wéi kënnen all déi Offeren, déi elo do um Terrain sinn, gutt vernetzt ginn? Wéi kënne mer iwwert d'Santé scolaire och eng Consultation psychologique en place setzen, le cas échéant? An dann all zesumme kucken, wann dat dann net duergeet, ob dee Krisenzenter muss en place gesat ginn.

A fir de Grand public, wéi mer virdrunner gesot hunn, reegelméisseg Sensibilisatiounscampagnen, d'Semaine de la santé mentale, reegelméisseg Campagnen, ënner anerem ronderëm den 10. September an och ronderëm den 10. Oktober, d'Journée mondiale vun der Prévention suicide respektiv der Santé mentale.

An dësem Kader wëll ech och nach eng Kéier op déi flott Initiativ hiweise vun de Jonke vun der Unicef, de Youth Ambassadors. Hir App, net eleng, besteet nach ëmmer an hëlleft och deene Jonken, wa se mol eng Kéier eleng doheem sinn, sech net esou eleng ze fillen.

„Soyons attentifs aux signaux d'alertes ... ensemble prévenons le suicide." Dat ass de Message, deen Der kritt, wann Der op d'Säit vun der Ligue prévention suicide Luxembourg gitt. An dee Saz resüméiert alles. Mir mussen den Tabu briechen. Mir mussen d'Preventioun nach verbesseren, éischter entdecken, besser begleeden an effikass oppassen.

An d'Madamm Hartmann huet et scho gesot: Mir hunn dës Woch an der Chamber de Budgetsprojet duerchgeholl; mir hunn nach ëmmer d'Chance, fir do méi Leit kënnen ze rekrutéieren, méi Leit ze engagéieren, an d'Sue feelen de Moment och nach net op deem dote Posten. Mir kruten 100 Millioune méi op deem Kreditt, fir déi Leit alleguerten ze encadréieren.

An, wéi awer schonn eng Rëtsch vu menge Virriedner gesot hunn, wann een am Desarroi ass, wann een an esou enger akuter Situatioun ass, huet een natierlech elo net de Reflex ze kucken: Ass elo éischter Mathëllef ASBL main Uspriechpartner? Wou fannen ech d'Säit Prévention suicide? Wéi eng Telefonsnummer soll ech do uruffen? Dat heescht, mir ënnerstëtze voll a ganz déi Iddi, fir do eng eenzeg Nummer ze kreéieren an hannert där Nummer dann, esou wéi mer am Plan de santé mentale ënnerwee sinn, eng Vernetzung vun all de Partner en place ze kréien.

D'mental Gesondheet musse mer op de selwechten Niveau hiewe wéi d'physesch Gesondheet an ëmgedréint. Well wann een net gutt drop ass, da geet et engem op eemol kierperlech net gutt. A wann et engem kierperlech net gutt deet, da geet et engem och mental op eemol net gutt.

Ech soen den Acteure villmools Merci. Ech soe menge Virriedner villmools Merci. A wéi gesot, wann ech déi eng oder aner Fro elo net mat menger Interventioun beäntwert hunn, waarden ech op Är schrëftlech Ufroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, datt d'Madamm Bofferding Iech nach wëllt eng Fro stellen. Wann Der d'accord sidd, géife mer dat maachen.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Da kënne mer déi direkt maachen, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Merci. Ech komme ganz gär nach op Är Offer zréck, meng Froen dann nach eng Kéier schrëftlech ze formuléieren. Well effektiv, ech hat nach e puer Froe gestallt. Vläicht ware se e bëssen ze detailléiert, fir do Erfarungswäerter erauszekréien. Ech verstinn, dass Der net direkt konnt drop äntweren. Déi reechen ech dann no.

Ech hu just eng Fro, well Der ëmmer schwätzt vu „mir". Wien ass genau „mir"? Sidd Dir dat mat der Regierung? Ass dat de Ministère? Ass dat Är Koordinatioun? Just fir e bëssen ze verstoen, wann Der ëmmer sot: „Mir schaffen drun", wie genau domadder gemengt ass.

An da sinn ech frou ze héieren, dass Der beméit sidd, den nationale Plang vun der Santé mentale weiderzedreiwen. Dir hutt gesot, et wäre véier Aarbechtsgruppen. Just d'Fro: Dir hutt guer net vun der Gouvernance geschwat. Ass do dann elo awer eppes virgesi respektiv wie koordinéiert dann déi Aarbechtsgruppen a wéi gëtt dat Ganzt pilotéiert?

Merci.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Also virdrun, wéi ech opgeruff gi

sinn, hunn ech gesot kritt, ech géif am Numm vun der Regierung schwätzen. Dat heescht, ech hunn elo am Numm vun der Regierung geschwat. Wann ech „mir" soen, da sinn dat natierlech all déi Acteuren, déi mat am Boot sinn, fir de Plan santé mentale ëmzesetzen. Mir schaffen do ganz enk mat der Direktioun vun der Santé. An d'Direktioun vun der Santé ass am Echange mat de Partner um Terrain.

Gouvernancetechnesch hu mir eng 20 där Pläng lafen. A wéi mer ugefaangen hunn, hu mer da gekuckt, wéi mer dee Plan santé mentale sollten ëmsetzen. Ech hunn eng Propositioun gemaach krut vun engem Comité de pilotage, wou sage und schreibe sollte 50, 60 Leit dra sinn. Ech mengen, Dir sidd d'accord mat mir, datt ee Groupe de pilotage, wou 50, 60 Leit dra sinn, schwéier ze handelen ass. A wann een dat fir all Plang mécht, da si mer lues ënnerwee.

Duerfir hunn ech elo mol d'Direktiv ginn, Actions prioritaires ze maachen. Déi Actions prioritaires dréie sech ronderëm Kanner, kleng Kanner, Jugendlecher, wat mer wierklech verstäerkt wëllen en place setzen. An duerfir och een Aarbechtsgrupp Santé scolaire, wou dee ganze Volet mat de Schoulen zesummen opgeschafft gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Et sinn zwou Motiounen eragereecht ginn. Déi éischt Motioun ass vun der Madamm Taina Bofferding. Déi zweet Motioun ass vum Här Ricardo Marques. Mir géife se och an där Reiefolleg hei duerchdiskutéieren an ofstëmme loossen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass vun der Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt se schonn erkläert. Dir wëllt duerno nach eng Kéier d'Wuert huelen, huelen ech un. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Ech gesinn, den Här Marques mellt sech. Här Marques, da fuert Dir lass.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. A merci och de Kolleege vun der LSAP fir dës Motioun. D'Madamm Ministesch huet elo nach eng Kéier gesot, et wier richteg opzepassen, wat mer elo maachen.

An der Hëllef, wann ee wierklech un eng Prise en charge denkt, muss een oppassen, dass et net zu enger Multiplikatioun vun Acteure kënnt, zemools, wann et dann drëms geet, séier ze handelen. Mir ass opgefall an ech hu selwer konnte gesinn, dass heiansdo ronderëm d'Kanner siwe verschidden Intervenanten do waren. An dann hu se natierlech, wa se bei eis an d'Consultatioun kommen, sechs Méint drop gewaart. Awer da war dat, nodeems se scho bei siwen anere waren.

Dat heescht, mir mussen oppassen, dass et net eng Multiplikatioun gëtt. Mir sti fir eng kloer Koordinatioun vun der Hëllef. An ech denken, dass do, an dat huet d'Madamm Ministesch elo gesot, och am Kader vun der Santé scolaire, un e bessere Case Management geduecht gëtt. Ech weess net, ob wierklech elo de Moment ass fir e Centre national de crise, ob dat wierklech do noutwendeg ass.

Dann hutt Der ganz vill Mesüre vum Plan national de la santé mentale opgezielt. An d'Madamm Ministesch huet elo kloer gesot, dass se nach dräi Joer Zäit huet, fir deen ëmzesetzen. An dofir géife mir proposéieren, der Madamm Ministesch an hiren Acteure mol Zäit ze ginn, fir dat kënnen ze maachen.

An da wollt ech just soen: Et gëtt scho verschidden Acteuren, déi am Secteur déi Koordinatiounsaarbecht assuréieren oder op jidde Fall probéieren, dat beschtméiglech ze assuréieren. D'Ligue santé mentale regroupéiert op hirem Site prevention-psy.lu ganz vill Acteuren. D'Entente des gestionnaires de structures de psychiatrie extra-hospitalière ASBL probéiert, zesumme mat de Services psychiatriques vun de Spideeler, eng Prise en charge extra-hospitalière mat den Acteuren ze koordinéieren. An am Ministère vun der Santé ass d'Direktioun vun der Santé och chargéiert, fir eng gewësse Koordinatioun ze assuréieren.

An dofir denke mer, dass mer am Moment genuch Koordinatioun hunn. An dofir géif ech menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Jo, Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech ka mech u sech bei deene meeschte Saachen och deem uschléissen, wat den Här Marques gesot huet.

Vläicht nach generell zu deem Punkt, fir e Programme d'urgence ze lancéieren, fir d'Ressource-humaineën ze renforcéieren. Ech mengen, ech war a menger Interventioun och drop agaangen a mir haten och ëmsou méi begréisst, dass de Psychologue clinicien elo soll kommen. Ech mengen, dat ass een Element dovunner. An dat muss fir d'éischt mol en place gesat ginn. Dat ass eppes, wat mer begréissen, wat eeben och an déi Richtung hei geet. Duerfir denken ech, dass dee Punkt domadder och scho lancéiert ass.

An dann en zweeten Deel, wat de Réseau national de service de proximité en santé mentale betrëfft: Och do – an ech mengen, Dir hutt dat selwer ugeschwat, Madamm Minister – gi mam Budget vun dësem Joer verschidden Initiative geholl, soudass mer do u sech och de Wee beschriwwe kruten a mer hei effektiv och au niveau budgetaire eis Responsabilitéit huelen. Duerfir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also, ouni elo an den Detail ze goen an all Zeil hei auserneenzehuelen, stellen ech fest, dass de Geescht vun däser Motioun eigentlech ee ganz gudden ass, an zwar deen, fir d'Situatioun ze verbesseren an virunzekommen.

A mir géifen eis natierlech da gär dësem positive Geescht uschléissen, quitte dass vläicht verschidde Punkten, déi dra sinn, nach ze diskutéiere wieren. Mee am Grondsätzlechen ass dës Motioun vun eis éischter mat Jo ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, Här President, merci. Mir hunn dës Motioun ënnerschriwwen, deementspriechend ënnerstëtze mer se, well mer och iwwerzeegt dovunner sinn, dass e Krisenzentrum eppes ass, wat benéidegt gëtt. Déi Echoen hu mir och vum Secteur héieren a mir mengen, dass mer wierklech do missten ee Schrëtt méi wäit goe wéi déi nächst Motioun. Déi mer, dat wäert ech elo scho virausschécken, sécher och ënnerstëtzen, mee wou mer awer mengen, dass sech hannendrun och nach muss eng Substanz befannen. An dat ass dee Krisenzentrum, deen hei an däser Motioun proposéiert gëtt. Dowéinster kann ech nëmmen derfir plädéieren, dës Motioun matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen déi heite Motioun vun der LSAP och, mir hu se och mat ënnerschriwwen, aus deem ganz einfache Grond, well ech – an ech mengen, dat ass och aus menger Ried ervirgaangen – net mam Här Marques senger Analys averstane sinn, wann e seet, mir hätte genuch Koordinatioun. Nee, genau dat doten ass ee vun de Knackpunkten, wou mer mussen agéieren. Duerfir déi Structure de gouvernance opérationnelle.

Da gëtt gefrot, e Programme d'urgence fir d'Ressource-humaineën ze maachen, notamment cibléiert op Formatiounen. Dat hunn ech vu ville Leit heibannen héieren. Dat gëtt gefrot. Dann en nationale Krisenzentrum, 24/24 , 7/7. Jo, ech mengen, datt mer dat brauchen. Da ginn e puer Elementer aus dem Plang opgezielt. An zum Schluss och nach iwwerhaapt Recommandatioune fir d'Ëffentlechkeet. Wéi geet ee mat Selbstmord ëm?

Och an der journalistescher Beschreiwung dovunner fannen ech et eng relativ interessant a wäertvoll Reflexioun, esou eppes ze maachen. Esou datt ech mengen, datt dat heiten eigentlech net nëmmen e gudde Geescht huet, wéi den Här Keup gesot huet, mee och nach eng gutt Substanz.

Duerfir stëmmen ech dat mat.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Sinn nach Wuertmeldungen do? Dat ass net de Fall. Da kritt d'Madamm Bofferding nach d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrce | Merci, Här President. Bon, ech stelle fest, dass mer dann net e gemeinsaamt Zeeche setzen. Ech bedaueren dat. Mir sinn erëm an där Oppositioun-Majoritéit-Logik. D'Oppositioun stëmmt et unanime, geschlossen, d'Majoritéit net. Ech fannen dat schued, well hei si Pisten dran, déi net am Plang sinn. Mir fuerderen elo näischt Onméigleches. Au contraire.

D'Madamm Ministesch huet virdrunner selwer vun der Penurie vum Personal geschwat. Voilà, mir soen: Gitt Iech eng Strategie, gitt Iech e Plang, fir ze rekrutéieren, fir ze kucken, dass et och méi einfach geet! Ech mengen, do si mer eis eigentlech eens. Mee gutt, Dir stëmmt et net mat.

Dann zu deem Krisenzenter. Et ass jo u sech och net, dass Der déi Pist verwerft. Dir sot just: „Net am Moment, zu engem spéideren Zäitpunkt." Mee wann ee weess, wéi laang et hei am Land dauert, bis een eng Struktur op d'Bee gesat huet, wär et awer vläicht net schlecht, unzefänken, e Konzept auszeschaffen an dat net herno eréischt an zéng Joer ze entdecken an ze soen: „Merde, do sollte mer eng Kéier eppes maachen!", an dann ass et ze spéit.

An Här Marques, Dir sot, dass et net gutt wär, wann nach e weideren Acteur kéim. Dat wären herno ze vill Leit, déi dann do ronderëm hir Fangeren am Spill hätten. Mee dat fuerdere mer guer net. Den Här Baum huet et gesot: Mir fuerdere just Koordinatioun, eebe grad, well et esou vill Acteure gëtt, well jiddwereen gären hei wëllt eng Hand mat upaken. Eeben, fir de Plang ëmzesetzen, hätte mer gär eng Koordinatioun, eng Gouvernance, fir dass et weidergeet mat deene richtege Leit, déi och d'Expertis hunn, fir dat genau kënnen ëmzesetzen.

An ech fannen et och schued, dass Der sot, bei der Sensibiliséierung sollte mer der Regierung elo mol dräi Joer Zäit ginn. Mir fuerdere jo net, dass muer soll eng Campagne opgestallt ginn. Och hei, mengen ech, si mer eis alleguerten eens. Mir soe just: „Leet de Fokus dorobber!" Ob dat elo an den nächste Wochen ass oder ob dat elo fir déi nächst Méint ass. Mee ech mengen, och do si mer eis eens.

Mee bon, ech huelen dann zur Kenntnis, dass mer hei erëm am typesche Majoritéit-Oppositioun-Spillche sinn, wat ech zudéifst bedaueren, besonnesch bei esou engem Theema. Well haut hätte mer kënnen en Zeeche setzen. Fir déi Leit, déi betraff sinn, fir de ganze Secteur. Och déi hätte gären eng Äntwert vun eis. An ech huelen dann zur Kenntnis, dass mer net amstand sinn, dat hei zesummen ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géif d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Bofferding zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Alex Donnersbach), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Fernand Etgen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

An da komme mer zur Diskussioun vun der zweeter Motioun. Här Marques, wëllt Dir direkt d'Wuert huelen? Duerno, ok. Wie mellt sech dozou? Här Goergen. Här Keup. Här Goergen, da fänkt un!

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also d'Iddi ass super. Ech weess net, ob 119 déi beschte Wiel ass, well dat ass nämlech eng franséisch Nummer fir Enfants maltraités, a Frankräich ass och schonn eng Risepub gelaf. A well mer no u Frankräich sinn, ob dat elo herno déi richteg Nummer ass? Mee ech mengen, dat kann ee jo am Nachhinein alles eng Kéier kucken. D'Schwäiz zum Beispill huet 143. Déi hunn eng änlech Helpline, wou och genau déi Fäll behandelt ginn, an do ass et 143. Ofgesi vun der Nummer fannen ech d'Iddi super. An dofir wäert ech dat matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ganz genee esou ass et. Mir soen dem Här Marques och Merci fir déi Iddi hei, esou eng Nummer ze maachen. Well effektiv ass dat dee grousse Problem, dass vill Leit, déi an enger Situatioun sinn, oder wou Leit, déi hinnen nostinn, a Situatioune sinn, déi ganz schwiereg sinn, net direkt wëssen, u wie se sech solle wenden, och nuets. Bon, et kann een natierlech ëmmer den 112 uruffen. Et kann ee sech och d'Fro stellen, wivill Nummeren een nach brauch. Mee op jidde Fall fanne mer dat heiten an dëser Situatioun eng ganz gutt Saach. A mir wäerten dat heiten natierlech matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Jo, dem Här Goergen seng Remark ass effektiv net oninteressant. Mee bon, am Endeffekt, d'Konzept hannendrunner, d'Iddi hannendrunner ass gutt. Mir ënnerstëtzen dat och. Mee dat heiten ass een Element vu ganz villen Initiativen, déi ee kéint huelen. An ech kommen op dat zréck vu virdrunner: Ech bedaueren, dass mer just amstand sinn, aus där Debatt hei zesummen dann eng nei Telefonsnummer ze kreéieren, dee ganze Rescht vun der Aarbecht hannendrunner net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Mir fannen déi Propositioun, déi an der Motioun vum Här Marques gemaach ginn ass, ganz interessant. Wat wichteg wäert sinn, dat ass, dass déi Acteuren, déi haut schonn esou Hotlinen hunn, och dorobber sensibiliséiert ginn, fir dass een dann effektiv dorauser eng Nummer mécht, wéi dat hei an der Propos ass. Mee d'Iddi ass ganz gutt a fënnt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Här Marques, wëllt Dir nach eppes soen? Dir musst net. Dir kënnt awer.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, ech hu just festgestallt, dass ech ongeféier 30 Nummere fonnt hunn, wou ech mech kéint hiwenden, wann ech haut schwaarz Gedanken hätt. Et sinn der 30 ze vill, et sinn der eigentlech 30, déi och gutt Nummere sinn, an och, wann et vläicht just eng Telefonsnummer ass, ass et vläicht och eng, déi e Liewe rette kann. An dofir sinn ech frou, dass mer esou eng breet Zoustëmmung fonnt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun, der Motioun Nummer 2 vum Här Marques, ofgeschloss.

Vote sur la motion 2

An ech géif d'Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Alex Donnersbach), Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 8566 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement pluriannuel du soutien à la production audiovisuelle

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar ass dat de Projet de loi 8566 iwwert d'ëffentlech Ënnerstëtzung vun der audiovisueller Produktioun. D'Riedezäit ass de Basismodell an deemno follgendermoossen: de Rapporter huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här André Bauler, den Här Georges Engel, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et nees ëm de Filmfong. Et ass de Gesetzesprojet mat der Nummer 8566. A mat dësem Projet stëmme mer haut fir eng Erhéijung vun den Hëllefen, déi zu Lëtzebuerg un den audiovisuelle Secteur ginn, dëst mam Zil, dem Secteur eng finanziell Sécherheet a Previsibilitéit ze bidden.

De Projet gesäit iwwert den Zäitraum vun den nächste véier Joer e finanzielle Support, op Lëtzebuergesch gesot, eng finanziell Rumm vir, an zwar eng Rumm vun 180 Milliounen Euro. Vu datt dëse Montant souwuel iwwert dem Seuil vu 60 Milliounen Euro läit, wéi och een Engagement iwwer e puer Joer duerstellt, muss hei am Respekt vun der Verfassung e spezifescht Finanzéierungsgesetz gestëmmt ginn.

Wéi esou dacks hannerléisst d'Inflatioun och op dësem Gebitt hir Spueren. Den audiovisuelle Secteur gëtt also net verschount. Fir Iech dat sous forme vun engem Beispill virun Aen ze féieren, géif ech dat Exempel vum „Capitani" liwweren. Mat enger Hëllef vun 3 Milliounen Euro konnt déi zweet Staffel vun där Lëtzebuerger Serie, déi Der kennt, „Capitani", gedréit ginn. Am Ganze waren dat ronn sechs Stonne Lafzäit. 2024, dräi Joer méi spéit also, konnte mat Hëllef vun deem selwechte Montant nëmmen nach véier Follge vun der Serie „Marginal" finanzéiert ginn – insgesamt just nach dräi Stonnen.

Dëse Gesetzesprojet verfollegt also zwee Ziler.

Fir d'éischt sollen d'Kreatiounen am audiovisuelle Beräich méi staark gefërdert ginn. Dat kënnt och dem

Secteur vun de Videospiller zegutt, deen domadder ka weiderentwéckelt spréch opgebaut ginn.

Virop awer gëtt mat dësem Projet och enger Feststellung vun der Cour des comptes Rechnung gedroen. An hirem Rapport spécial vun 2022 hat d'Cour des comptes, also eise Rechnungshaff, nämlech méi wéi eng Kéier dorobber higewisen, datt d'Avoiren um Kont vum Filmfong ëmmer méi an d'Luucht ginn, soudass sech iwwert d'Zäit e gewëssene Montant akkumuléiert hat. Am Oktober vun dësem Joer, also vun 2025, waren eng 97 Milliounen Euro um Kont.

Wéi erkläert sech dat? Et muss ee wëssen, datt d'Produktioun vun engem Film bis hin zu engem finale Produit e relativ laangwierege Prozess ass. Tëscht dem Moment, wou d'Hëllef fir de Projet oder un de Projet accordéiert gëtt, an deem Moment, wou d'Suen dann och tatsächlech iwwerwise ginn, kënne gäre mol fënnef bis siwe Joer vergoen. Dann ass et och nach esou, datt d'Suen, déi engem Projet versprach ginn, net direkt op ee Coup iwwerwise ginn, mee schrëttweis, step by step, wéi eise Kulturminister ëmmer sou gär seet, Stéck fir Stéck, progressiv also.

Kuerzgefaasst heefe sech op déi Manéier d'Suen esou no an no um Kont. A genau deem soll entgéintgewierkt ginn, an dat duerch de progressiven Ofbau vun de sougenannten Avoirs bancaires.

Wat bedeit dat elo konkreet? De Filmfong wäert iwwert déi nächst Jore méi Sue kënnen engagéieren, wéi hie pro Joer sougenannt „Fréschgeld", also Suen iwwert de Staatsbudget, zougesprach kritt. Hie geet dofir u seng Avoiren zapen – wéi gesot, am Moment sinn dat ronn 97 Milliounen Euro –, dat Ganzt ëmmer mam finanzielle Plaffong vun deenen 180 Milliounen iwwert déi nächst véier Joer. Momentan gesäit de Budget pluriannuel jeeweils 30 Millioune Fréschgeld fir déi nächst Jore vir.

De Montant, deen am Budget virgesinn ass, ka fir den Exercice vum nächste Joer no Bedarf ugepasst ginn, ofhängeg dovunner, wéi vill de Fong dat Joer wäert mussen ausbezuelen. De virleiende Gesetzesprojet ass domadder eng Zort Garantie, datt déi Engagementer och honoréiert ginn.

Wa mer elo scho beim Staatsbudget sinn, preziséieren ech, datt deen zwou Linne fir de Filmfong virgesäit, eng Kéier déi 30 Millioune fir 2026, déi exklusiv den Hëllefen dediéiert sinn. Déi zweet Linn gesäit ronn 6 Milliounen Euro fir d'Frais de fonctionnement vum Fong vir. Déi zweet Linn ass par contre nach eemol e separate Posten am Budget an huet als solchen och kee Lien mam Projet de loi, dee mer haut beschwätzen, dem 8566, iwwert dee mer haut hei ofstëmme sollen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Akraafttriede vun dësem Projet de loi ass fir den 1. Januar 2026 virgesinn. Sou, wéi den Text et virgesäit, géif de Filmfong dem Staat bis spéitstens den 31. Mäerz e Gestiounsplang virleeën, an deem de Fong eng Partie Informatioune virugëtt: Engersäits, wéi et mat de Liquiditéite vum Filmfong ausgesäit, wéini a wéi eng Hëllefen dat Joer dorop viraussiichtlech wäerten ausbezuelt ginn, an anerersäits eng Estimatioun dovunner, wéi vill Suen dofir gebraucht wäerte ginn. Falls néideg huet de Staat och d'Recht, do weider Dokumenter an Erklärungen unzefroen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 7. Oktober recommandéiert, de Budget vun 180 Milliounen Euro ze reduzéieren. Déi héich Kierperschaft weist drop hin, datt et onwarscheinlech wier, datt all déi Projeten, deenen Hëllefen zougesprach sinn, géifen am Zäitraum 2026 bis 2029 fäerdeg ginn. Deemno wier et och onwarscheinlech, datt dee ganze Budget vun 180 Milliounen Euro géif genotzt ginn. De Staatsrot hat an deem Sënn recommandéiert, de Budget méi no un d'Previsiounen erunzebréngen.

Am selwechten Avis gouf och eng formell Oppositioun ausgeschwat, formuléiert. Ufanks hat de Gesetzesprojet nämlech virgesinn, datt d'Ministeren, déi fir d'Meedien an d'Kultur zoustänneg sinn, d'Konventioun mam Filmfong ënnerschreiwe géifen. Dëst wier dem Staatsrot no awer net konform zu eiser Verfassung. Deemno gouf an der zoustänneger Chamberkommissioun den 22. Oktober 2025 entscheet, d'Formuléierung vum Staatsrot ze iwwerhuelen an ze preziséieren, datt d'Konventioun tëscht dem Staat an dem Filmfong ënnerschriwwe gëtt.

Léif alleguer, d'Associatioun vun de Produzente fir Animatioun an immersiv Erfarungen hat sech an hirem Avis vum 8. September dëses Joers positiv zum Budget vun deenen 180 Milliounen ausgeschwat. Gläichzäiteg weist dës Associatioun awer och op een duerch d'Inflatioun bedéngte Mangel u finanzieller Visibilitéit hin. Nieft de bestoenden Hëllefe fuerdert d'Associatioun en automatesche Steierabattement souwéi eng separat monetär Enveloppe fir de Secteur vun de Videospiller.

E klengt Wuert nach an deem Kontext: Den 13. November koum och nach den Avis vun der Chambre de Commerce eran. De Rapport zum Text gouf awer schonn den 12. November gestëmmt, soudatt deen Avis leider net méi am schrëftleche Rapport konnt iwwerholl ginn. An hirem Avis begréisst d'Handelskummer der Regierung hire Wëllen, den audiovisuelle Secteur ze ënnerstëtzen. Weider gëtt am Avis drop higewisen, datt d'Dispositiounen aus dem Gesetzesprojet dozou bäidroe géifen, eng gesetzlech Ofsécherung an eng finanziell Previsibilitéit fir d'Acteuren aus dem Secteur ze etabléieren.

Grondsätzlech begréisst d'Chambre de Commerce awer de Projet. Gläichzäiteg schléit se dann och vir, eng Upassungsklausel anzeféieren, fir de Finanzéierungskader flexibel ze halen.

Et wier der Handelskummer no awer och net um Staat eleng, fir de Secteur ze fërderen, ze finanzéieren. Si recommandéiert eng Erweiderung vun Alternative wéi zum Beispill EU-Fërdergelder, regional Kooperatiounen oder Public-private-Partnerships.

Da schléit d'Handelskummer och nach vir, datt de Fong nieft dem järleche Gestiounsplang e Rapport d'exécution vum viregte Joer areeche soll. Esou kéint een d'Gestioun vum Fong méi prezis evaluéieren.

Här President, léif alleguer, dat war mäi Rapport. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet, ginn dann awer och schonn den Accord vu menger Fraktioun a kommen no der Madamm Modert nach eemol erëm fir meng politesch Ried. Ech kann Iech awer elo scho verspriechen: Déi wäert ganz kuerz sinn.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Da si mer gespaant, Här Bauler. Op jidde Fall soen ech Iech elo scho Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Jo, Filmer, dat ass Kultur, dat ass Divertissement, dat ass Ekonomie a wirtschaftlech Diversifikatioun, dat ass Kulturindustrie an Image, ob mir d'Filmer am Kino, op Netflix oder um Fernsee kucken.

D'Filmindustrie hei zu Lëtzebuerg huet hir éischt Entwécklungen a Bekanntheetsgrad an den 80er-Joren a besonnesch ugangs vun den 90er-Jore mam éischte Filmfonggesetz geholl. E puer Beispiller vu Filmer aus där Zäit, ugefaange mat eisem grousse Oscar-Erfolleg, „Mr. Hublot". Den Oscar, dee mir 2014 kritt hunn, mir, also Lëtzebuerg kritt huet fir „Mr. Hublot", den Animatiounsfilm, e kuerzen Animatiounsfilm. Dat ass bis elo deen eenzegen Oscar. Mee dee weist awer och, wéi gutt den Animatiounsfilm zu Lëtzebuerg ass, och wann dee Secteur haut grad nawell international an der Kris ass. Oder „Colonia" vum Florian Gallenberger mam Vicky Krieps un der Säit vum Emma Watson an dem Daniel Brühl. Oder „Eng nei Zäit", „Gutland" an natierlech eis Kultfilmer wéi de „Superjhemp retörns", „Club des chômeurs", „Troublemaker" an esou weider.

Vill, vill Nimm vu Schauspiller/innen, Realisateur/innen, Produktiounsfirmaen, Techniker/innen, misst een natierlech hei och opzielen. Dat sinn der gottseidank esou vill, datt mer dat net géifen hikréien an där Zäit, déi mer hunn.

Et weist awer, wéi de Secteur sech entwéckelt huet, an et beweist och, an dat heescht och, datt dat ouni staatlech Ënnerstëtzung hei zu Lëtzebuerg duerch de Filmfong net méiglech gewiescht wär.

Hei zu Lëtzebuerg ass mëttlerweil de Filmfong déi Haaptfinanzéierungsquell vun der Filmindustrie, vun de Produktiounen. Dat waren am Ufank nach aner Mechanismen, déi awer duerno mat der Zäit ëmgeännert gi sinn, soudatt elo alles haaptsächlech iwwert de Fong leeft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet garantéiert och elo d'Budgetsstabilitéit fir déi nächst véier Joer mat 180 Milliounen Euro fir de Fong, mat awer och der Integratioun vu Reserve vum Fong, sou wéi dat bei villen aneren Établissement-publicken an der Kultur och de Fall ass. An et ass eng Recommandatioun vun der Cour des Comptes aus hirem Spezialrapport. Si huet dat och soss bei villen aneren Haiser scho gesot, och wann do u sech de System en aneren ass.

Mat dësem Gesetzesprojet ass dann och d'Previsibilitéit fir d'Produzenten dran, soudatt si hir Projete plange kënnen ouni allze vill Iwwerraschungen an dann do kënne virufueren. Et ass dat éischt pluriannuellt Finanzéierungsgesetz fir de Film a säi Fong an där Zäit, wou et de Fong gëtt, a mécht Investitiounen an Innovatioun am Filmsecteur méiglech a méi sécher. Mat dësem Gesetz gëtt et och méiglech, kreativ Videospiller ze ënnerstëtzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, datt de Filmfong och jonk Talenter, Nowuesscineasten, nees Kuerzfilmer, wou mer esou gutt dra sinn, ënnerstëtzt a mat fërdert. Si sinn innovativ a kreativ an esou Entwécklungen däerfen net außen vor gelooss ginn. Mir kënnen de Fonds bal nëmmen encouragéieren, dat ze maachen an och der Next Gen vu Realisateure virunzehëllefen.

Vill vun de Lëtzebuerger Produktioune si jo och Koproduktiounen. An dat bréngt eis ganz vill. Awer schonn e puer Joer laang hunn do anere Länner hir Filmfërderung d'Nues vir – ob dat elo an der Belsch, Frankräich oder op anere Plazen ass – mat hire Crédits d'impôts géintiwwer eisen AFSen, dem selektive Bäihëllefmechanismus, dee mir hei am Land hunn. Mir sollten dat vläicht am A behalen, well de Lëtzebuerger Filmstandort ass och wichteg fir d'Land.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet, fir d'Lëtzebuerger Filmindustrie ze ënnerstëtzen, fir datt se weiderhin innovativ, kreativ a konkurrenzfäeg bleift, fir datt mir nach vill spannend

Geschichten op de groussen an de klenge Schierm bréngе kënnen – fräi nom Chicagos Johnny: „D'Keess op an d'Klacken eraus!" Här Minister, et ass zum Wuel vum Image vun eisem Land.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ok, Madamm Modert, merci. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner nach eng Kéier den Här André Bauler. Et deet mer leed, Här Engel, mee den Här Bauler huet nach eng Kéier d'Recht ze schwätzen. Här Bauler, dës Kéier am Numm vun der DP-Fraktioun.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här Minister ... Här President, pardon.

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler, et ass un Iech.

M. André Bauler (DP) | Här President, léif alleguer, jo, ech erlabe mer dann, d'Kap vum Rapporteur auszedoen an déi vum Spriecher vu menger Fraktioun unzedinn. An ech verspriechen Iech och, datt meng Keess zoubleift. Mat dësem Projet gëtt engem Verspriechen aus dem Koalitiounsaccord Rechnung gedroen. Dee gesäit nämlech vir, Lëtzebuerg zu engem attraktive Standuert ze maache fir déi medial a cinematografesch Produktioun.

Duerch dëst Finanzéierungsgesetz fléissen net nëmme méi Hëllefen an de Secteur, hei gëtt och e politesche Wëlle bewisen, nämlech de politesche Wëllen, dem Secteur an all deene kreative Leit, déi an dësem Secteur schaffen a sech hei nohalteg engagéieren, déi Ënnerstëtzung ze bidden, déi se brauchen.

Nee, ech mengen, et wier falsch, Lëtzebuerg reng op eng Finanzplaz ze reduzéieren. Mir hu méi ze bidde wéi dat. Mir si mëttlerweil eng ganz diversifizéiert Ekonomie. A Lëtzebuerg ass dowéinst och eng Plaz vu grousser Kreativitéit, an där eeben och de kulturelle Secteur eng wichteg Roll ze spillen huet. An dofir soll Lëtzebuerg weiderhin national wéi och international zu engem kreativen, kulturelle Beräich ausgebaut ginn.

Am Koalitiounsaccord, Dir erënnert Iech vläicht, verspréсht d'Regierung, déi nei digital Instrumenter als Chance ze gesinn an diversifizéiert Projeten an deem Sënn och ze ënnerstëtzen. Et ass effektiv weesentlech, datt d'Kënschtler an d'Kënschtlerinnen déi néideg Plaz kréien, deen néidege Fräiraum vläicht och, fir ze experimentéieren a sech eeben un den numeereschen, digitalen Zäitalter unzepassen.

Et ass un der Zäit, Talenter ze fërderen an an deem Sënn Perspektiven ze schafen, och fir Talenter aus dem Ausland, déi mer op Lëtzebuerg kënnen unzéien. Deem gëtt also, denken ech, mat dësem Projet a mat de finanzielle Méiglechkeeten, déi en iwwer véier Joer wäert bidden, Rechnung gedroen, andeems en och, ënner anerem, den dynameschen Domän vun de Videospiller ënnerstëtzt.

An domat ass och mengersäits alles gesot. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass et um Här Georges Engel, deen elo d'Wuert kritt. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Et ass alles gesot, just nach net vu jiddwerengem.

(Hilarité)

Ech maachen et dann och ganz séier hei.

Wësst Der nach, wat Ären éischte Film war, deen Der kucke waart? Mäin éischte Film war „Star Wars" am Cinéma moderne zu Esch.

(Interruptions)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat mécht een net méi jonk, gell?

M. Georges Engel (LSAP) | Cinéma moderne. Dat mécht mech net méi jonk.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, Dir braucht elo net ze äntweren, wannechgelift.

M. Georges Engel (LSAP) | Dat mécht mech net méi jonk. Ech weess dat.

An duerno hunn ech nach ganz vill aner Filmer gesinn. An déi Filmer – net alleguerten, mee eng ganz Partie – hu mech staark markéiert. Well Filmer, dat sinn Dreem, dat si Visiounen, dat ass Opreegung, dat ass Spannung, et ass Emotioun, et ass Ambiance, et ass Freed. An ech si frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng gutt Filmindustrie hunn, déi och dat dote mat vermëttelt.

Well am Nachhinein, oder wat ech méi al gi sinn, wat ech och méi gemierkt hunn, datt et natierlech och ganz vill mat Kultur, mat enger grousser Aart a Weis, fir Kultur eriwwerzebréngen, ze dinn huet. An et huet och ganz vill mat Aarbechtsplazen ze dinn. An duerfir muss een dat och ënnerstëtzen, dass de Filmfong hei zu Lëtzebuerg déi grouss Kultur vun der Filmindustrie mat weiderentwéckelt huet. A vläicht bréngе mer et jo färdeg, och wa mäi Film, op deen ech zréckgekuckt hunn, en amerikanesche Film war, datt ëmmer méi Kanner op e Lëtzebuerger Film zréckkucken, deen hiren éischte Film war.

Dat Gesetz hei, dat schaaft eng Rei vu Reserven of vum Filmfong – dat ass och gutt esou –, mee et limitéiert awer d'Moyenen net. Dat ass gutt esou, dat ënnerstëtze mer. Dee ganze Gaming- an dee ganze Filmberäich ass eng gutt Industrie hei zu Lëtzebuerg, et ass eng, déi gutt leeft an déi och gutt hei encadréiert ass.

A vläicht subventionéiere mer jo heimat deemnächst „Madame Hublot", mat engem Oscar dann. Mir stëmmen hei net nëmmen d'Maache vu Filmer, mee mir ënnerstëtzen hei och eng ganz Rei vu Beruffer, déi hei drunhänken. An duerfir kritt Der vun eis hei eisen Accord.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Elo huet den Här Dan Hardy d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mat dësem Gesetz engagéiert sech also d'Regierung, dem Filmfong iwwer véier Joer eng global Zomm vu bis zu 180 Milliounen Euro ze garantéieren, dat, fir et dem net onwichtege Filmsecteur ze erméiglechen, seng bestoend Engagementer anzehalen an nei Projeten ze initiéieren.

Mir, d'ADR, begréissen dat, well de Secteur mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert ass, wéi zum Beispill den onsécheren Aarbechtsbedéngunge fir vill Kreativer an dësem Beräich duerch eng schwiereg international Konkurrenzsituatioun. An deem nämmlechte Kontext begréisse mir och, datt de staatleche Kulturbudget fir 2026 ee vun der kontinuéierlecher Hausse ass an datt de Ministère déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt kritt, fir d'Lëtzebuerger Kultur ze ënnerstëtzen a virunzedreiwen.

Als ADR ass et eis awer wichteg, datt iwwer geziilte Fërderungen an Auszeechnungen nach méi Wierker an eiser Lëtzebuerger Sprooch publizéiert ginn, bei Bicher, Audiobicher an natierlech Filmer. Mir wieren och frou, wann de Ministère nach méi, wéi dat bis elo de Fall war, héichwäerteg Dokumentarfilmer iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht an eis verschidde Regioune vum Land an och Kannerfilmer op Lëtzebuergesch verstäerkt géif fërderen.

Am Kader vun dësem Gesetzesprojet weisen ech drop hin, datt et nieft dem Staatsrot just zwee aner Avisen dozou gëtt: dee vun der Association luxembourgeoise des producteurs d'animation et d'expériences immersives, kuerz ALPAI (veuillez lire: ALPA/XR), an dee vun der Chambre de Commerce. Dee leschtgenannten ass ganz favorabel, mee aus deem vun der Associatioun vun de Produzente vun Animatiounsfilmer liest een dach gréisser Zukunftsängschten eraus. Déi begréisst zwar engersäits de Gesetzesprojet, well et e garantéierte Plaffong vun 180 Milliounen Euro gëtt, ma mécht sech op där anerer Säit Suergen ëm hir Zukunft. Dat, well d'Erhéijung vun de sougenannten „Aides financières sélectives" am ofgeännerte Filmfonggesetz laut der Associatioun just duergeet fir ee bis zwee zousätzlech lëtzebuergesch Filmer pro Joer, soudass eng laangfristeg Planung a wirtschaftlech Stabilitéit fir privat Produktiounsfirmen a Fro gestallt ass.

Hiren Aussoen no ass hire Secteur no un enger struktureller Kris, och international. Esou hunn eng Rei grouss Studioe scho missen zoumaachen. Dann ass et och esou, datt aner europäesch Länner méi attraktiv steierlech Ureizer bidden, wat Lëtzebuerg an der internationaler Koproduktioun benodeelegt. D'ALPA/XR fuerdert dofir dréngend d'Aféierung vun engem automatesche Crédit d'impôt mam Zil, Planungssécherheet, international Wettbewerbsfäegkeet an domadder eng nohalteg Entwécklung vun der Lëtzebuerger Animatiounsbranche ze erméiglechen. Dës Moossnam soll ergänzend zu der selektiver Fërderung duerch d'Aides financières sélectives bestoen.

Da wëll ech just nach kuerz dorobber hiweisen, datt et sech bei deem Secteur net just ëm e wichtegen Acteur vun der Kultur, mee och vun eiser Wirtschaft handelt. Laut der Associatioun si méi wéi 200 Vollzäitplazen am Beräich Animatioun an Extended-Reality-Technologien, wéi zum Beispill Virtual Reality oder Mixed Reality, zu Lëtzebuerg aktiv, wat eng signifikant Zuel fir méi e klengt Land ass.

Lëtzebuerger Produzente kooperéieren dacks mat Studioen aus anere Länner, déi nei Technologien no vir dreiwen, wat Lëtzebuerg als Innovatiounsstanduert stäerke kann. Fir e Land wéi Lëtzebuerg ass et strateegesch wichteg, sech a bestëmmten Nischen ze positionéieren. Animatioun an immersiivt Erziele sinn esou Wuesstumsnischen, an deenen eist Land mat qualitativ héichwäertege Produktioune konkurrenzfäeg ka sinn.

Déi Lëtzebuerger Animatiouns- a Koproduktiounsbranche huet scho respektabel Succèsen opweises an ass och scho mat renomméierten internationale Präisser ausgezeechent ginn. Dat ass och scho virdrun hei ugeklongen.

Ech kommen zum Schluss. Wourop ech schonn a menger Ried dëst Joer zum Filmfonggesetz opmierksam gemaach hat: Mir hätten eis als ADR gewënscht, datt zousätzlech eng onofhängeg Kontrollinstanz geschafe gi wär, well eeben esou vill Sue vum Steierzueler agesat ginn. Dann hätte mir och nach ganz gär gesinn, datt audiovisuell Wierker, déi ganz zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, finanziell bevirdeelegt gi wären am Verglach mat Produktiounen, déi zum Deel am Ausland gemaach ginn.

Dat gesot, stëmme mir dësem Projet zou. Wëssend, datt deen och eng Berouegungssprëtz fir d'Creancierë vum Filmfong ass, stäerkt dat Gesetz eis

Filmindustrie a séchert se och a schwieregen Zäiten of.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An dann huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Et gouf scho ganz, ganz vill heizou gesot. Dat erlaabt mer, e puer eenzel Punkten nach eng Kéier ervirzehiewen an och konkreet Froen un den Här Minister ze stellen. Ech mengen, wat ganz däitlech ass a wou mer och scho viru ville Joren – ech mengen, et war mäin éischt Joer, wou ech hei an der Chamber war – driwwer diskutéiert hunn, dat war am Rapport vun der Cour des comptes, d'Reduktioun vun der Reserv vum Filmfong, déi mer heimadder elo lues awer sécher reduzéieren. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

Dat, wat interessant ass, grad elo hei bei dësem Gesetz, ass, dass mer wierklech eng pluriannuell Finanzéierung fir dësen Établissement public en place setzen. Wéi wäit gedenkt de Minister, änlech Mechanismen bei aneren Établissement-publiquen en place ze setzen? Ass dat eng Iwwerleeung, déi den Här Minister féiert? Et kann ee sech jo duerchaus änlech Reflexiounen och bei aneren Institutioune maachen. Do wier ech wierklech drun interesséiert, e bësse seng strateegesch Reflexiounen dozou ze héieren.

Des Weideren, mengen ech, wier et interessant, wa mer dee Gestiounsplang reegelméisseg och an der Kommissioun kéinte suivéieren. Och dat, mengen ech, ass ganz relevant.

Op de Gaming war ech schonn agaangen a menger leschter Ried zum Filmfong. Ech mengen, dat ass eppes, wat ausdrécklech ze begréissen ass. Zum engen, dass de Budget dofir zur Verfügung gestallt gëtt. Mee dat anert ass den Knowhow, deen et och am Filmfong dofir brauch. Dat ass e Secteur, dee sech enorm entwéckelt. An et kann een eng enorm grouss Expertis an der Filmindustrie hunn – an ech wëll kengem ze notrieden innerhalb vum Filmfong –, mee net jiddwereen, dee sech an den Déifte vun der Filmindustrie auskennt, kennt sech automatesch mam Gaming aus. An ech mengen, dass een do wierklech och innerhalb vum Filmfong op déi Expertis muss setzen an déi och sollt ausbauen.

Meng lescht Remark, déi ech awer hei wëll deelen, dat ass déi, dass, wa mer vun esou ville Sue schwätzen, déi hei an d'Filmindustrie fléissen – wat wierklech eppes ass, wat mer ausdrécklech ënnerstëtzen –, sech dann och d'Fro stellt: Wou kommen déi Suen iwwerall un? A mir alleguerte kennen eng ganz Rei Filmer. D'Madamm Modert huet mech beandrockt mat engem groussen Topo vu wichtege Filmer aus der Lëtzebuerger Filmgeschicht.

Bei der nächster Fro, „Wéi vill Regisseure kenne mer?", ass d'Äntwert vläicht schonn e bësselche méi limitéiert. Wéi vill Acteure kenne mer? Do kenne mer déi grouss. Mee et sinn der vill, déi vläicht och net haaptberufflech Schauspiller sinn, wou och d'Nimm net jidderengem bekannt sinn.

Mee wéi gesäit et aus mat den Zeenaristen? Wéi gesäit et aus mat de Beliichter, den Zeenebildner, de Kameraleit, de Stunt-Koordinateuren, de Maskebildner a villen aneren? A si alleguerte maachen eis Filmindustrie aus, eise Filmstanduert aus. Et gouf vun 200 Aarbechtsplaze geschwat. Mee ech mengen, et ass wichteg, do och nach eng Kéier drop ze insistéieren, dass déi Suen, déi de Staat hei an de Filmsecteur eragëtt, och bei deenen dote Leit ukommen.

Et gëtt mëttlerweil eng Debatt ënnert de Schauspiller, fir sech Grillen ze gi fir eng fair Remuneratioun. Dat ass e Sujet, deen et ëmmer méi an der Kultur gëtt. Mee déi Filmschafend, déi, deenen hir Jobben hei drunhänken, déi hunn och ganz oft awer mat deelweis prekäre Situatiounen ze kämpfen. Si sinn a Liewenssituatiounen, wou se vun Optrag zu Optrag schaffen. An dat ass eng Realitéit, déi een awer trotzdeem och hei op dëser Plaz sollt erwänen. Dat war en Theema bei de Filmassisë virun enger Zäitchen. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer eis hei weider Gedanke maachen, dass déi Acteuren, déi hei vun dëser Kulturspart liewen, net vergiess ginn an datt déi och vun hirem wichtegen Job kënne liewen an dass déi Suen och fair a gerecht bei deenen ukommen. Dëse Gedankenustouss wollt ech hei nach matginn.

Fir de Rescht, mir Gréng ënnerstëtzen dëst Gesetz. A voilà, merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech brénge mol e bëssen eng aner Meenung eran. Ech hunn elo alleguerten déi positiv hei héieren. Ech hunn dat doten elo gesinn, mat deenen 180 Milliounen – dat ass jo net grad näischt, gell! De Moie krute mer gesot, d'Finanze vum Staat wären net méi gutt, et géif net méi opgoen. Et misst ee sech iwwerleeën, wat ee mécht. Zwou an eng hallef Indextranchë ginn um Barème verschiibt. An esou weider. Déi Lëscht kéint een nach laang weiderféieren.

An elo haut de Mëtteg: 180 Millioune fir Filmer an och Spiller. Also, ech spille jo selwer genuch där Spiller, ech si jo och Fan dervun. Ech kucken och vill Filmer. Mee ech weess awer net, ob de Staat dat alles finanzéiere muss. Am Endeffekt kéint de Staat da jo selwer ee vun de Studioen opmaachen. Da maache mer Luxflix, oder ech weess net, wéi Der et wëllt nennen, op. Dann hätt Der wéinstens d'Recetten an Dir hätt wéinstens d'Hand drop.

Beim Filmfong geet et jo erëm esou: Elo fléissen 180 Milliounen u Produktiounsfirmen, déi herno alleguerten d'Rechter drop hunn. Da kënnt dat herno op deene Streamingdénschter, Kino an alles. An da kommen déi Recettë bei deenen eran an dann ass dat e Risendëppen, mee de Staat huet näischt dervun!

Et gëtt och elo geschwat vun den Aarbechtsplazen. Jo, all Respekt fir déi Aarbechtsplazen, mee mat 180 Millioune kéint Der warscheinlech jiddereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, an deene véier Joer cash ausbezuelen, well méi Aarbechtsplaze wäerten et net sinn.

An dann hutt Der virdru gesot, hei wiere jo Filmer, wou Lëtzebuerger matgespillt hunn. Fir mech spillt dat keng Roll, dass de Lëtzebuerger Staat muss 180 Milliounen op den Dësch leeën, well iergendwou e Lëtzebuerger matspillt. Also do musse mer awer grondsätzlech eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi esou e Filmfong an Zukunft fonctionéiert. A wann Der elo nach heihinner kommt an Dir hätt gär 180 Millioune méi, bon, also ech fannen, dat ass immens vill Geld. Dofir wäerte mir Piraten deem och net zoustëmmen.

An de Staat muss sech dat emol eng Kéier iwwerleeën, anstatt dass en op där enger Säit de Bierger seet: „Mir ginn zwou an eng hallef Indextranchen net!", oder, „Mir maachen aner Saachen net!" An da kënnt e ganz locker heihinner a gëtt hei 180 Milliounen, wéi wann een op eemol MGM-Studio oder, ech weess net, Amazon-Studio wär, mee et huet een herno keng Filmrechter, et huet ee guer näischt dovun!

Dofir kann ech dat net rouege Gewëssens matdroen. Dat doten ass eng Philosophie … Wann de Staat weiderhin d'Filmindustrie soll fërderen, da soll en dat och esou maachen, dass en herno alleguerten déi Rechter huet an dass en dat selwer an der Hand huet, an net de Produktiounsfirmen à gogo ëmmer Schecker ausstellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An als leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum un der Rei. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

D'Madamm Modert wollt net dem Här Baum, mee dem Här Goergen, nach eng Fro stellen. Et deet mer leed, Här Baum. Den Här Goergen ass d'accord. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci. Ech wollt den Här Goergen froen, ob e weess, wivill Suen alljoers am Filmfong dra waren a pro Joer an de Film gaange sinn, éier dat Gesetz hei komm ass, dat Pluriannuel-Gesetz?

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, dat weess ech net.

(Hilarité)

Nee, ech si jo net Member an där Kulturkommissioun.

(Hilarité et brouhaha)

Ech ginn dat jo och offen zou. Mee ech kann awer meng Positioun dozou hunn, wat mat Steiergelder vun 180 Millioune geschitt. Ech verstinn, dass Dir driwwer laacht. Jo, a souguer wann et keng nei Depensë sinn, sinn et awer 180 Milliounen, déi een ausgëtt fir Produktiounsfirmen, wou een herno d'Rechter net drun huet. Vu mir aus kënne mer esou vill Games entwéckelen, wéi mer wëllen, mee da maacht dach e Studio, wou de Staat herno wéinstens d'Rechter drun huet an de Staat se herno ka benotzen a weiderverdreiwen.

Hei gi mer et u Produktiounsfirmen, an engem System, wou herno dat Geld zwar weiderfléisst, mee de Staat awer näischt dervun huet. Mir hunn herno e puer Filmer ze kucken, jo. Mee wa Filmer gutt sinn, hu se och anescht en Erfolleg a se kommen och anescht op déi Streaming-Dëngschter.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt nach eng Fro ass vun der Madamm Tanson. Den Här Goergen huet d'Froe gär, dofir hëlt en déi vun der Madamm Tanson och un.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, wann et geet. Merci. Merci, Här Goergen. Also, et ass jo an der Rei, dass Dir net an der Kommissioun sidd, mee d'Fro kënnt dohier, well et eigentlech jo elo schonn e Budget fir de Filmfong gëtt. Dofir, meng Fro wier am Fong déi, ob Dir dann der Meenung sidd, dass mer de Filmfong einfach sollten ofschafen an där doter Logik. Dat wier meng éischt Fro.

An déi zweet ass, ob Dir dann awer och déi Etüde kennt, déi schonn den Impact économique vum Filmsecteur consideréiert hunn, wou ee ganz gutt gesäit, dass et net esou ass, wéi Dir dat elo duergestallt hutt, mee dass wuel och ekonomesch dervu profitéiert gëtt, dass mer e Filmsecteur hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, ech ka mech nach erënneren, deemools war ech an der Kulturkommissioun, do war de Rapport vun der Cour des comptes, an et war de Félix Eischen, mengen ech, vun der CSV, deen deemools an der Kommissioun dat ëmmer

ugefrot huet. Do hate mer wierklech grouss Diskussiounen. Ech weess, duerno gouf et jo och Verbesserungen. Ech géif mech awer elo net als Fan erweise vun deem System, wéi de Filmfong am Moment fonctionéiert. Also, dat kann ech Iech soen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Veränneren, ech mengen, dat wär méi diplomatesch, veränneren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat ass ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Zu der Fro vun der Retombée économique. Ech hu virdru gesot, bei 180 Milliounen op véier Joer kéint Der domat u sech jiddereen, deen hei schafft, direkt ausbezuelen. Well d'Retombée économique, ech mengen net, dass se esou grouss ass. Dir kënnt mech natierlech gäre widderleeën, mee wa mer 180 Millioune cash erëmkréie wärend deene véier Joer, da kann ech et och gär matstëmmen!

M. Claude Wiseler, Président | Bon, elo ass et un Iech, Här Baum. Fuert lass!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här President. Also, ech wosst jo, datt Lëtzebuerg ganz staark an den Animatiounsfilmer ass, mee awer déi Mickey Mouse, déi mer elo grad hei erlieft hunn, dat war awer speziell.

(Hilarité)

Also ech mengen, et muss een awer e puer Saache riichtbéien, déi gesot gi sinn. An ech géif do wierklech invitéieren, dem Här Bauler säi Rapport nach eng Kéier nozelauschteren.

Also, hei sinn net 180 Millioune vum Staat, déi dann einfach an d'Filmindustrie eriwwerwanderen. Streng geholl ass souguer de Géigendeel de Fall. Et ass nämlech en Deckel, deen op eng méijäreg Planung gemaach gëtt: Fir d'Joren 2026, 2027, 2028, 2029 soll de Filmfong net méi wéi insgesamt 180 Milliounen Euro vum Staat kënne kréien.

Mir haten an deene Jore virdru järlech Montante vun ugangs 40 Milliounen Euro. Dunn ass festgestallt ginn, an enger vun deene Recommandatioune vun der Cour des comptes, wou gesot ginn ass: „Mee Dir hutt Reserven, déi méi wéi duebel esou héich sinn deelweis wéi dat, wat Dir all Joer u budgetärer Zouweisung kritt!" Duerfir d'Iddi: „Mir gi mam Budget erof." An dat ass eigentlech dat, wat hei geschitt ass. Vun 41 – a warscheinlech an där Logik hätten et missen iergendwann 42, 43 Milliounen Euro sinn – gi mer erof op 30 Milliounen. „An iwwer véier Joer gitt Der mol un Är Reserve knabberen." Dat ass de Finanzéierungsmechanismus.

Dat heescht, streng geholl ass et fir déi nächste Jore fir d'Regierung souguer eng Reduktioun vun den Depensen, well de Filmfong vill méi staark a sengen Investissementer an deene Suen, déi an de Secteur ginn, op eegen, an der Vergaangenheet accumuléiert Reserven zréckgräift.

An duerfir, wa gesot gëtt – wat een och leider vun der Chambre de Commerce an hirem Avis héieren huet –, datt de Filmfong sech net eleng iwwert de Staat finanzéieren dierft, da muss ee soen, dass de Filmfong jo en Établissement public ass. An evidenterweis soll en Établissement public virun allem vum Staat geférdert ginn. Wie sech net nëmme vum Staat férdert a wou et elo schonn dat gëtt, wat gefrot gëtt, international Kooperatiounen, dat sinn d'Produktiounsgesellschaften, wou et Zesummenaarbechte mat aneren internationale Koproduktioune gëtt, mat aneren Acteuren, wou och europäesch Férdermëttel gesicht ginn. Dat ass op deem Niveau natierlech och schonn en place.

Duerfir muss ee soen, wann ee sech déi ganz europäesch Filmindustrie ukuckt: Ouni staatlech Hëllef géif et iwwerhaapt keng europäesch Filmindustrie ginn! Dann hätte mer just Blockbusteren aus den USA, déi sech eventuell kéinten halen. A wa mer awer gär e bëssen eng kulturell an eng divers Gesellschaft hätten, dann ass d'Férderung vum Staat de mise a gëtt och an alle Länner, allen europäesche Länner, esou praktizéiert.

Wou een elo driwwer diskutéiere kann, an d'Madamm Bernard huet dat kuerz opgeworf, dat ass d'Fro vun der Demarche, fir Reserven opzebrauchen, ier een nei Augmentatioune kritt. Dat ass sécherlech eng berechtegt. Allerdéngs, déi Finanzéierungslinn iwwer véier Joer huet effektiv de Virdeel, datt se Planungssécherheet gëtt. An dat ass effektiv och néideg an engem Secteur, wou et nom Rapport vun de Cour des comptes an no Interventioune vu virdrun wichteg ass, datt e kloert Zeechen un e Secteur gesent gëtt, fir ze soen: Déi nächst véier Joer ass dat doten är budgetär Rumm!

Op där anerer Säit, dat muss een awer och soen, ass et natierlech och en Deckel vun deem, wat d'Depensë sinn, wou de Staat sech dann eeben op 180 Millioune verflicht, fir net doriwwer erauszegoen.

Bon, dëst gesot, ech mengen, d'Virdeeler an deem heite Beräich iwwerweie ganz kloer. An duerfir wäerte mir dat heite matstëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Do wär nach eng Fro, déi vun der Madamm Modert un den Här Baum gestallt soll ginn.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just dem Här Goergen soen, fir d'Reorganisatioun vum Filmfong, déi e freet, datt hien a säi Parteikolleeg Här Clement am Summer vun dësem Joer dat Gesetz matgestëmmt hunn an näischt dergéint gesot hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Modert, et geet just, fir Froen ze stellen hei.

Mme Octavie Modert (CSV) | Wann e sech däers bewosst ass!

M. Claude Wiseler, Président | Mee et war elo keng Fro. Mee Dir kritt awer eng Äntwert, mengen ech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech si mer däers ganz gutt bewosst. An ech mengen, ech hunn et och schonn eng Kéier ëffentlech gesot: D'Piraten wäerten aner Positiounen huele wéi an der Vergaangenheet!

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Also anerer wéi am Juli.

(Brouhaha et hilarité)

M. Georges Engel (LSAP) | All Mount eng aner Positioun!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wann Der Iech wéilt calméieren, dat wär gentil, ...

M. André Bauler (DP) | Ganz duercherneen!

M. Claude Wiseler, Président | ... fir datt mer dem Här Minister kéinten d'Wuert ginn. Här Minister, et ass un Iech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | En ass richteg kéng, wann den Här Clement net do ass!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, et huet elo just den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech sinn op dëser Plaz ganz frou, dass de Filmfong an de Lëtzebuerger Film esou vill Interessi hei fannen. An dat begréissen ech och. An ech mierken, dass de Gros vun de Leit, quasi jiddereen, ausser dann den Här Goergen, de Sënn an Zweck vun dësem Gesetz och versteet an och hannert dem Lëtzebuerger Film an dem Lëtzebuerger Filmfong steet. Dat begréissen ech, an dat wëll ech direkt viraus soen, ganz, ganz däitlech.

Ech wëll op dëser Plaz fir d'alleréischt dem Här Bauler Merci soe fir déi Explikatiounen, fir eis an eng dach zum Deel ganz technesch Matière anzeféieren an eis déi gewënschten Explikatiounen ze ginn.

Erlaabt mer, Här President, Iech allegueren – an dat passt an de Kader – dëse Samschdeg ze invitéieren op de Lëtzebuerger Filmpräis. Och Iech, Här Goergen, Dir sidd häerzlech invitéiert, Iech dat ukucken ze kommen an Iech dann do ze informéieren.

(Interruption)

Firwat soen ech dat op dëser Plaz? Well ech ganz frou sinn, dass mer jo haut de Mëtteg dat éischt Finanzéierungsgesetz hei kënne stëmmen, fir de Lëtzebuerger Filmsecteur iwwert déi nächst Jore konsequent ze stäerken.

Et ass ugeschwat ginn, dat heiten ass eng zweet Etapp. Déi éischt Etapp, déi hu mer virum Summer geholl, wéi mer d'Gouvernance vum Filmfong gestäerkt hunn, wou mer u verschidde Schrauwen dréie gaange sinn, fir de Filmfong a senger Gouvernance ze stäerken. An eng zweet wichteg Etapp ass eeben haut de Mëtteg, wou mer dat éischt Finanzéierungsgesetz wäerte stëmmen, fir dann och deem ganze Secteur déi finanziell Moyenen ze ginn, fir iwwert déi nächst Jore kënnen ze evoluéieren a sech dann och kënne weiderzeentwéckelen. Zwou Mesüren, déi mer och esou ganz däitlech am Koalitiounsaccord festgehalen haten.

Erlaabt mer, kuerz op verschidde Punkte anzegoen, bevir ech och op déi verschidde Froe wéilt äntwerten, déi vun deene verschiddenen Deputéierte gestallt goufen.

Mir schwätzen am Ganze vun 180 Milliounen iwwer véier Joer. Dat sinn an der Moyenne 45 Milliounen Euro pro Joer, déi an de Filmsecteur kënnen investéiert ginn, an d'Produktiounen – Geld, wat um Terrain ukënnt.

Ech soen dat, well mer zënter leschtem Joer eng Opdeelung hunn, e Budgetsartikel, wou mer vun de Frais de fonctionnement schwätze vum Filmfong, dat sinn aktuell ronn 6,1 Milliounen. An en zweete Budgetsartikel, eeben de Soutien au secteur, wou mer reell d'Kreatioune vum Film um Terrain ënnerstëtzen a wou mer ganz kloer déi Separatioun maachen. An dat si mat dësem Gesetz ab nächstem Joer dann 10 % méi mat deene 45 Milliounen, wéi dat haut de Fall ass.

E wichtege Punkt, deen ech och wéilt ernimmen, dat ass natierlech de Volet vun der Erhéijung vun de Projeten, déi mat dëser substanzieller Erhéijung hei kënne realiséiert ginn. Wa mer méi finanziell Moyenen hunn, da kënne mer méi Projete realiséieren; wat mer méi Projeten hunn, wat mer natierlech och d'Leit éischter an der Aarbecht kënnen halen, fir weider kreativ ze schaffen, dat zemools an enger Zäit, wou d'Produktiounskäschten natierlech an d'Luucht ginn.

A jo, et geet ëm alleguerten d'Acteuren aus dësem Secteur. Dat sinn eis Realisateuren, d'Zenaristen, d'Acteuren, d'Techniker, d'Maskebildner – jee allegueren, déi ganz Panoplie vun Acteuren, Beruffer, déi hei

involvéiert sinn, fir vun Ufank bis zum Schluss e Film hei kënnen ze kreéieren.

An dat bréngt – an dat ass scho méi wéi eng Kéier gesot ginn – méi Sécherheet an och méi Previsibilitéit fir de ganze Secteur, dat ganz kloer och, fir eis jonk Generatioun iwwert déi nächst Jore beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Mir hunn – an dat wëssen déi meescht heibanne sécherlech – verschidde Formatiounen, BTS-Formatiounen, wou ee sech elo schonn an de Film ka weiderbilde goen, wou mer deene Jonken och Perspektive schafen. A mat deem Gesetz hei, wou mer eeben déi finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, wäerten och iwwert déi nächst véier Joer weider Projete kënnen entstoen an esou kann och eng nei Generatioun vu Leit, déi an deem Secteur aktiv sinn, ausgebilt ginn, an esou kënne mer och Perspektiven schafen, zemools well mer wëssen, dass ganz vill Leit, engagéiert, kompetent Leit, déi iwwert déi lescht Joren, Joerzéngten de Filmsecteur matgepräägt hunn, opgebaut hunn, an noer Zukunft wäerten an hir wuelverdéngte Pensioun goen.

En drëtte Punkt, op deen ech kuerz wëll agoen, dat ass – ech mengen, d'Madamm Modert hat et ugeschwat – dee ganze Volet Nationbranding. Jo, de Filmsecteur – an dat hu mer iwwert déi lescht Méint a Jore gewise kritt – ass en exzellenten Ambassadeur no bausse mat deene Filmer a mat deene Kreatiounen, déi iwwert déi lescht Jore konnte realiséiert ginn, dat, sief et iwwer eng Koproduktioun, sief et iwwer eng normal Produktioun, wou de Filmsecteur mat sengen Acteuren a Produktiounsfirmaen d'Lëtzebuerger Land op internationaler Bün exzellent representéiert huet, op deene gréisste Bünen op internationalem Niveau Präisser gewonnen huet. An dofir ass och déi heite finanziell Ënnerstëtzung an déi Richtung immens wichteg, fir an enger Zäit, wou international eng grouss Konkurrenz ass, och hei Sécherheet ze ginn a weider op deem ganz, ganz héijen Niveau kënnen d'Leit ze beschäftegen an och Filmer ze produzéieren.

Nieft där finanzieller Ënnerstëtzung an och der Previsibilitéit fir de Secteur wëlle mer – an dat ass och ugeschwat ginn – profitéieren, fir eeben d'Avoire vum Filmfong ofzebauen. Dat ass – dat ass ugeschwat ginn – och eng Recommandatioun vun der Cour des comptes, där mer nokommen.

Des Weidere schwätze mer och vun enger Garantie. Dat Wuert ass elo nach net de Mëtteg hei gefall, dofir benotzen ech et ganz gären. Et ass eng Zort Garantie, déi 180 Milliounen, datt de Staat eeben iwwert déi nächst véier Joer iwwert de Staatsbudget Sue kann noschéissen, wann dat eeben da gebraucht gëtt, wann d'Avoiren sollten ofgebaut sinn.

Dann nach ee lescht Wuert och zum Gaming, dee kuerz ugeschwat ginn ass. Dat ass e ganz wichtege Secteur, deen an engem Opbau ass, wou mer e ganz dynameschen, kreative Secteur hunn, wou mer ganz, ganz vill Potenzial gesinn, wou mer elo scho ganz divers Firmaen hunn, déi an déi Richtung hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, wou Aarbechtsplaze kreéiert ginn. An dofir ass et eis, ass et mir wichteg, de Gaming och iwwert déi nächst Joren iwwert d'De-minimis-Approche an déi Richtung kënne verstäerkt esou ze ënnerstëtzen, esou wéi mer dat iwwert d'Gouvernancegesetz vum Filmfong och hei virum Summer festgehalen hunn. A mat deem heite Gesetz géife mir eeben och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen op där enger Säit, an op där anerer Säit och hei erëm, fir deene Jonke beim BTS a verschiddene Formatiounen, sief dat Game Arts oder Game Design, wierklech hei och iwwert déi nächst Joren zu Lëtzebuerg Karriärschancen ze bidden, Perspektiven ze bidden, fir dann eeben och hei am Gaming weider Aarbechtsplazen ze fannen an dee kreative Secteur hei ze ënnerstëtzen a wierklech där Konschtform, där kreativer Form vum Gaming och hei mat méi Visibilitéit kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ee Volet, dee kuerz ugeschwat ginn ass, dat ass dee ganze steierleche Volet. Do si mer – an dat kann ech hei och nach eng Kéier soen, ech hat et an der Kommissioun, mengen ech, schonn eng Kéier gesot – och amgaangen, mam Finanzministère do de Point ze maachen, fir ze kucken, wat do méiglech ass. Do kann ech Iech, Stand haut, awer nach keng konkreet Äntwert ginn.

Wat den Nowuess ugeet – ee Punkt, dee mir och besonnesch um Häerz läit –, do ass et esou, dass mer iwwert de Filmfong d'nächst Joer och wäerten eng Foire organiséieren, eng Foire du septième art, wou mer eeben déi ganz verschidde Beruffer, AR, VR, de Gaming, awer och dee klassesche Film wäerten an d'Vitrinn stellen, fir eeben deene Jonken, der Zukunft aus deem Secteur, Informatioune kënne mat op de Wee ze ginn an déi Metieren, déi Beruffer och do nach eng Kéier méi attraktiv ze maachen. Och dat ass een Deel, dee mer fir d'nächst Joer iwwert de Filmfong wëlles hunn, fir esou déi jonk Leit unzeschwätzen.

Fir de Rescht, jo, ass et esou, dass dat Geld, déi 180 Milliounen – nach eng Kéier: Soutien au secteur –, soll um Terrain ukommen. Dofir gi méi Projete realiséiert an dovu solle logescherweis dann och déi verschiddenste Beruffer kënne profitéieren. Dat ass mat den Haaptgrond, firwat mer méi Projete wëlle realiséieren, fir dass d'Leit kënnen an hirer Aarbecht bleiwen a mer esou och beschtméiglech déi verschiddenste Beruffer kënnen ënnerstëtzen.

Eng Fro, déi ech mer nach opgeschriwwen hunn, vun der Madamm Bernard, wat d'Conventions pluriannuelles d'objectifs ugeet ... Dir wësst dat. Ech mengen, Dir waart souguer Rapporter iwwert d'Gesetz vu Kultur | lx. Dat hu mer ... Deemools ass dat festgehale gi vun der viregter Regierung, dass mer dat aféieren. Do si mer an der Finalisatiounsphas, wat déi Konventioun ugeet. A soubal mer dat gereegelt hunn, wäerten dann och déi aner Établissement-publicken an déi Richtung drukommen, soudass mer och do wäerte weiderfuere mat deene Conventions pluriannelles d'objectifs.

Voilà. Dat war och souwäit alles vu Froen, wat ech mer opgeschriwwen hunn. Wann aner Froe do wieren, stinn ech ganz gären zur Verfügung. Ech si ganz frou, nach eng Kéier, dass ech eng breet Zoustëmmung hei héieren, gesi fir dëse Gesetzesprojet, a fir de Filmsecteur, de Lëtzebuerger Film iwwert déi nächst Jore weider ze stäerken an der Hoffnung, dass mer weider déi Aarbechtsplaze kënnen halen, nach ausbauen, dass et e Secteur ass, deen och ekonomesch eng gewësse Valeur huet. Mir schwätze vu ronn 1.000 Aarbechtsplazen. An dat heiten ass mat der Gouvernance vum Filmfong, mat deem Gesetz hei, mam Finanzéierungsgesetz e ganz wichtege Schratt an déi richteg Richtung. An dofir soen ech elo schonn e grousse Merci.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8566 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8566[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8566 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der, wannechgelift, nach eng Kéier Är Procuratioune kucken? Ech schléissen dann de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 57, Neen: 2, Abstentioun: keng. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Résolution de Mme Joëlle Welfring relative aux droits des peuples autochtones

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar d'Resolutioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Rechter vun den einheimesche Vëlker. D'Madamm Welfring freet d'Wuert. Selbstverständlech, d'Wuert ass bei Iech.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Ech maachen et ganz séier. Ech hunn e ganz dankbare leschte Punkt op engem laangen Ordre du jour. Et geet, wéi gesot, ëm d'Rechter vun indigènë Vëlker, dat, wat mer hei an der Heure d'actualité iwwert d'COP30 virun dräi Wochen diskutéiert haten. Do ass dës Resolutioun an d'Chamberskommissioun, an d'Ëmweltkommissioun verwise gi mam Optrag, déi dräi Bréiwer, déi aus där Resolutioun ervirgaange sinn, och virzebereeden an ze validéieren. Déi si menges Wëssens leschte Freide verschéckt ginn, een un de President vum brasilianesche Parlament, een un de Senat an ee Bréif och un de President vun der COP30 mat der Opfuerderung, d'Rechter vun den indigènë Vëlker an deene jeeweilege Responsabilitéiten ze stäerken.

Wat elo nach iwwereg ass, an dofir läit eng iwwerschaffte Versioun vun där Resolutioun vir, dat ass ee leschten Tiret. Dat ass deen Tiret, deen eis Aarbechte betrëfft mat der Autosaisie quasi vun dëser Chamber, fir am Exercice vun hire Missiounen, Legislativ- an och Kontrollfunktiounen, déi Engagementer, déi mer scho geholl hunn 2018, wéi d'Aarbechtsschutzkonventioun ugeholl gouf, ratifiéiert gouf hei an der Chamber, wierklech ëmmer matzedenken a se och systematesch ze respektéieren.

Voilà! Dat ass dat, wat iwwereg ass. Et gouf och nach e Considerant ugepasst, e puer Tippfeeler verbessert. Dofir hutt Der eng Versioun an Ärem System virleie mat Track Changes. Ech wollt Iech dat just erklären, wisou dat esou ass.

An ech soen Iech am Virfeld Merci fir Är Ënnerstëtzung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Ech mengen, d'Erklärunge vun deene Changementer, déi virgeholl gi sinn, ware kloer.

Elo: Si Wuertmeldungen do? Ech hunn der e puer hei gemellt kritt. Den Här Galles. Fänkt Dir un, Här Galles!

Discussion générale

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci villmools och der Madamm Welfring nach eng Kéier fir d'Resolutioun an och fir d'Erklärung nach eng Kéier kuerz. Also mir haten dat tatsächlech an der Kommissioun och diskutéiert, déi original Resolutioun, aus där mer dann eebe schonn déi éischt Schrëtt ënnerholl hunn, iwwregens gekoppelt mat enger Méiglechkeet, och do an der Kommissioun, deemools jo mam Ëmweltminister am Virfeld vun der COP, eeben déi lëtzebuergesch an och déi europäesch Positiounen dann nach ze diskutéieren. Mir wënschen hinnen– him an och der ganzer Delegatioun elo grad zu Belém – natierlech och alles Guddes.

Ech wëll och kuerz hei nach drun erënneren, wann Der erlaabt: Vu dass mir als Vertrieder vun der Chamber dëst Joer net physesch op der COP sinn, gëtt et eeben d'Geleeënheet, fir och d'Kolleeginnen an d'Kolleegen ze invitéieren, iwwer Visio derbäi ze si bei engem Austausch mam Minister an och da mat deene Jonken, déi an der Delegatioun sinn an och dann deem Projet, deen et gëtt, de youth4planet, déi och zu Belém sinn.

D'Madamm Welfring huet dat scho gutt beschriwwen, wat mer doraus gemaach hunn, eigentlech e gutt Beispill, wéi ech fannen, vu parlamentarescher Diplomatie. Et si Bréiwer, déi am Numm vun der Kommissioun erausgaange sinn. Och nach eng Kéier merci, Här President, dass Dir déi an eisem Numm dann och ënnerschriwwen hutt an an déi verschidde Richtungen do geschéckt hutt.

Mir haten an der Kommissioun, dat wëll ech awer och nach derbäi soen, och d'Geleeënheet eeben, dass déi Leit, déi déi Delegatioune begéint hunn, och e bëssen erzielt hunn, wéi se et erlieft hunn a wat hinnen och wichteg ass. Souwäit ech mech erënneren, waren et d'Joëlle Welfring selwer, de Franz Fayot, de Jeff Boonen an ech och selwer. Ech weess net: Waren et vläicht och nach anerer, déi déi Delegatioune begéint hunn? Mir sinn eis bewosst, wéi wichteg dass dat Theema hei ass. An dofir ass eeben déi Selbstopfuerderung an dëser Resolutioun eng, déi och eis vollst Ënnerstëtzung fënnt.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, den Här Galles huet elo scho villes gesot, deem mir eis och uschléissen, wat de Werdegang vun deem Ganzen ubelaangt. Och déi Bréiwer, déi mer ... Ech mengen, mir hunn dat jo alles och scho breet an der Kommissioun diskutéiert gehat. A fir eis als Demokratesch Partei ass de Respekt vun deenen indigènë Vëlker och vu grousser Importenz. An dofir wäerte mir och ganz kloer dat heiten ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, also mir hunn déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwen. Mir begréissen dat, dass mer hei e Konsens hunn, e breede Konsens an der Chamber fir dëse Message. D'autochthon Vëlker vum Amazonas – dorunner hu se eis nach eng Kéier erënnert, wéi se den 8. September hei waren, op Invitatioun vu Greenpeace – sinn d'Wächter vun deem wichtegen Territoire, deen och fir eis essentiel ass, deen immens ënner Drock steet. Si sinn op vierderster Front am Kampf géint de Klimawandel. Si sinn natierlech der Exploitatioun ausgeliwwert, déi am Amazonas ëmmer nach ganz staark weidergeet. An dofir ass et wichteg, dass mer dat heiten, e staarke Message, hei senden.

Si hunn natierlech och, wéi se hei waren, de Mercosur erwäänt. Dat ass och natierlech en Text, iwwert dee mer nach weider musse schwätzen, deen a villen Hisiichte problematesch ass, well en och den Drock op hir Territoiren nach eng Kéier bei hinnen erhéicht, den ekonomeschen Drock. An dofir wäerte mer dat heiten natierlech matdroen.

Et ass och an dëser Resolutioun natierlech e Message vu Kohärenz mat dran. An do kommen ech net ëmhier, un dat ze denken, wat d'lescht Woch am Europaparlament geschitt ass, dee Vott iwwert d'Liwwerkettegesetz, d'Omnibus-Direktiv, déi adoptéiert gouf, och mat de Stëmme vun den EPP, vun den CSV-Vertrieder am Europaparlament. Dat heescht, hei musse mer kohärent sinn, och an Zukunft. E staarkt Liwwerkettegesetz hätt och de Vëlker vum Amazonas staark gehollef an hirem Kampf géint de Klimawandel. An ech géif mer wënschen, dass mer eis dat, wa mer dës Resolutioun stëmmen, och nach méi zu Häerz géifen huelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, am grousse Ganzen, wann et drëms geet, den autochthone Vëlker op der Welt ze hëllefen, da si mer natierlech gären do, fir dat ze maachen, iwwerall, an alle Länner. A mir hoffen, dass déi aner Länner et och maachen, iwwerall.

Mee doriwwer eraus, bon, muss ech awer feststellen, dass, souwäit ech elo informéiert sinn ... ech hunn dat haut nach, mengen ech, iergendwou an enger Zeitung gelies, dass am Moment Brasilien dach awer virhuet, verschidde Rechter vun deenen indigènë Bevëlkerungen ze stäerken, soudass ech emol mengen, dass et awer do an déi richteg Richtung géif goen, och ouni eisen Drock, ouni eise Bréif, wann Der sou wëllt. Voilà.

Grondsätzlech si mer also domadder d'accord, wat hei elo zur Ofstëmmung virläit, quitte dass natierlech beim „réaffirmant", beim drëtte Punkt ... ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass mer kee grousse Fan si vum Pacte vert européen an dass mer am léifsten hätten, dass dee ganz staark géif geännert ginn – wat iwwregens net nëmmen eis Meenung ass, mee et si ganz vill Parteien an alle Länner an Europa, déi dat esou gesinn.

Mee bon, wa mer dovunner emol ofgesinn, da géife mer dat heiten awer mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, mir hunn déi Resolutioun jo och mat ënnerschriwwen a selbstverständlech wäerte mer se matstëmmen. Et ass och eng ganz gutt Initiativ vun der Madamm Welfring gewiescht.

Et ass komplizéiert. D'Regierung a Brasilie steet ënner Drock. Et war jo no deene katastrophale véier Joer vum Jair Bolsonaro, wou och, ënner anerem, déi indigène Vëlker immens vill gelidden hunn, well hie sech jo op d'Säit vun de Fazendeiros, also de Grossgrondbesëtzer, gestallt hat a Brasilien, déi grad och Lännereien illegal besetzen. An déi krute jo och ... Et geet jo och drëms, elo deene verschiddenen Natiounen – ech mengen, et si 14 Natiounen am Ganzen – hiren Territoire ze delimitéieren. An ënnert dem Bolsonaro ass dat ganz schlecht ausgaangen. Elo ass de Problem, datt dem Lula seng Regierung, wat jo eng Koalitioun ass vu plus ou moins lénke Parteien a Brasilien, versprach huet, erëm deenen hir Rechter besser ze verteidegen an och d'Delimitatioun an d'Attributioune vun hiren Territoirë kloerzestellen.

Bon, wéi Der wësst, a Brasilien huet déi aktuell Regierung jo och keng Majoritéit – et ass jo och net esou wéi hei –, dat heescht, si sinn engersäits och ofhängeg vun deem grousse Central, wéi se dat nennen, also deem groussen Zentrum. Dat ass eng Hellewull vu plus ou moins klengen Zentrums-, mëttrietse voire ganz rietse Parteien, déi meeschtens um Programm stoen hu chrëschtlechen, evangeelesche Fanatismus, traditionell Wäerter a Korruptioun. Dat steet zwar net am Programm, mee jiddweree weess, wourëms et geet. An déi stéieren immens vill, natierlech.

An dann ass Brasilien och e Federalstaat, an et ass jo net all Gouverneur, deen do matmécht, zemools net déi, déi justement och nach vun der liberaler Partei regéiert si meeschtens oder hir Alliéiert. D'liberal Partei, dat ass dem Bolsonaro seng.

Bon, voilà. Dat heescht, elo si se amgaangen, nach staark ze kämpfen. Och de Lula versicht, en huet jo och awer ... Vill indigène Vëlker sinn och e bëssen enttäuscht vun der aktueller Regierung, well eeben déi aktuell Regierung net d'Hand komplett fräi huet. Mee ech mengen, mir hëllefen deenen – e bëssen! –, wa mer déi heite Resolutioun unhuelen.

A mir wënschen eis och, den Här Fayot huet dat gesot ... Et gëtt ëmmer sou behaapt, wéi wann de Mercosur a Brasilien oder a Lataïnamerika sou staark ënnerstëtzt géif ginn. Bon, e gëtt ënnerstëtzt just vun deenen, déi wierklech eppes dovunner kréien: Groussgrondbesëtzer. Mee indigène Vëlker sinn dergéint, d'Gewerkschaftler sinn och dergéint et cetera. An ech hoffen, datt mir weiderhin ... Nee, ech hoffen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... datt Lëtzebuerg seng Meenung do iergendeng Kéier och ännert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Wëllt d'Auteure nach eng Kéier d'Wuert heizou huelen zum Schluss? Dat ass net de Fall.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

réaffirmant

– les valeurs universelles des droits humains, à la démocratie et à la protection du climat ;

– la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaissent le droit à la terre et au consentement libre, préalable et informé ;

– les objectifs de l'Accord de Paris et du Pacte vert européen en matière de justice climatique et de préservation de la biodiversité,

considérant

– que les peuples autochtones du Brésil jouent un rôle essentiel dans la préservation de l'Amazonie, pilier de la stabilité climatique mondiale et réservoir majeur de biodiversité ;

– que des signaux récents font craindre une possible dénonciation par la République fédérative du Brésil de la Convention OIT n° 169, ainsi qu'un recul des garanties territoriales prévues par la loi ;

– que dans le cadre des négociations internationales sur le climat, la participation pleine, libre et sécurisée des peuples autochtones est indispensable à la légitimité du processus ;

– que toute évolution des relations UE-Brésil, y compris les discussions commerciales, sera conditionnée au respect effectif des droits autochtones et des engagements climatiques, avec des critères vérifiables et un suivi indépendant ;

– que les droits des peuples autochtones demeurent fragilisés par la pression exercée par les secteurs extractif et agro-industriel,

décide

– de veiller, dans l'exercice de ses missions législatives et de contrôle, à la cohérence des positions nationales avec ces engagements découlant de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaissent le droit à la terre et au consentement libre, préalable et informé.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, David Wagner.

Da kënne mer zum Vott vun dëser Resolutioun kommen. Vu datt jiddwereen mat dëser Resolutioun d'accord ass, wann ech dat elo richteg verstanen hunn, géif ech proposéieren, datt mer se par main levée ofstëmmen. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Gutt.

Vote sur la résolution modifiée

Dann, wien derfir ass, dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.01 heures.)

108e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 56 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise dans les filières internationales de l'enseignement secondaire** p. 38
Mme Djuna Bernard | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Djuna Bernard | M. le Ministre Claude Meisch
3. **Question élargie n° 58 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'introduction d'une filière en langue allemande dans l'enseignement secondaire** p. 39
Mme Djuna Bernard | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
4. **Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas** p. 40
Exposé : M. Gusty Graas
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du marché locatif et des difficultés rencontrées par les locataires** p. 41
Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 et 2)
Débat : M. Alex Donnersbach | M. Gilles Baum | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (dépôt des motions 3 et 4)
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Corinne Cahen (parole après ministre)
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic | Mme Paulette Lenert | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. Alex Donnersbach | M. David Wagner
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Gilles Baum | M. Alex Donnersbach | Mme Paulette Lenert | M. David Wagner | M. Meris Sehovic | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Motion 4 : M. Gilles Baum | M. David Wagner | M. Meris Sehovic | Mme Paulette Lenert | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 4 (rejetée)
6. **Ordre du jour** p. 53
M. Claude Wiseler, Président
7. **Motion de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place d'une commission nationale des loyers et l'instauration d'un crédit d'impôt « loyer »** p. 53
Exposé : Mme Paulette Lenert
Discussion générale et prises de position du Gouvernement : M. Alex Donnersbach | M. Gilles Baum | Mme Alexandra Schoos | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. David Wagner | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mme Paulette Lenert
Vote sur la motion (rejetée)
8. **Résolution de M. Gusty Graas relative à l'évolution préoccupante de la situation au Soudan dans le contexte de la guerre civile soudanaise** p. 55
Discussion générale : M. Yves Cruchten | M. Laurent Mosar | M. David Wagner (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Fred Keup | M. Gusty Graas
Vote sur la résolution (adoptée)
9. **Hommage à M. Jeff Engelen** p. 57
M. Claude Wiseler, Président | M. Jeff Engelen

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 56 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise dans les filières internationales de l'enseignement secondaire

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet d'erweidert Fro Nummer 56 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch an den internationale Sektiounen am Lycée. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. D'Madamm Bernard huet elo d'Wuert. An ech géing Iech bieden, der Madamm Bernard och respektvoll nozelauschteren, wannechgelift.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, an eisem Lëtzebuerger Nationalitéitegesetz gëtt et jo déi sougenannte „Scolaritéitsklausel": Wie siwe Joer an enger Lëtzebuerger Schoul war, dee kann d'Nationalitéit kréien ouni e Sproochentest. Hei geet een dovunner aus, dass dee Schüler oder déi Schülerin d'Sprooch an der Schoul geléiert huet. Mee haut ass d'Fro, wat dann elo eng Lëtzebuerger Schoul eigentlech ass.

Kloer gereegelt sinn am Gesetz zwee verschidde Fäll. Zum engen d'traditionell Lëtzebuerger Primärschoulen a Lycéeën. Déi falen natierlech ënnert déi Klausel. Déi nei international ëffentlech Europaschoulen, wéi zum Beispill d'EIDE zu Déifferdeng, falen explizitt net drënner. Dat war deemools 2017, wéi d'Nationalitéitegesetz iwwerschafft gouf, dee Moment déi eenzeg operationell Schoul vun deem doten Typ. Sou wäit, sou kloer.

Zwou Saachen hu sech awer säitdeem geännert. Dat eent ass – dat ass eis zu Ouere komm –, dass Schülerinnen a Schüler aus den internationale Filièren aus den traditionelle Lycéeën anscheinend de Benefiss vun der Scolaritéitsklausel verweigert kruten. Dat sinn déi Filièren, wéi e Baccalauréat international an engem Athenée zum Beispill, wou also en internationale Programm suivéiert gëtt, mee d'Schüler/innen awer an engem traditionelle Lycée mat den traditionellen anere Schüler/innen am Kontakt sinn. Dat heescht, déi international Filièrë falen iergendwou duerch d'Raster. Si sinn an der Grozon tëscht den normale Lycéeën an den Europaschoulen an d'Gesetz ernimmt si net.

Den zweeten neie Moment säit 2017: De System vun den ëffentlechen Europaschoulen, dee wiisst a wiisst. Hei gëtt et wuelverstane Lëtzebuergeschcoursen, mee d'Schüler bleiwen awer ausgeschloss vun der Scolaritéitsklausel. De Lëtzebuerger Staat huet also en ëmmer méi substanziellen Deel vu sengem Schoulsystem, wou engersäits d'Kanner offiziell Lëtzebuergesch léieren an anerersäits awer de Ministère, wann et zielt, seet: „A, dat geet net duer fir d'Nationalitéit."

Voilà, dat ass komplex. An dofir hate mer u sech eng schrëftlech Question parlementaire gestallt, mee d'Äntwert vun der Regierung huet eiser Meenung no u sech méi Froen opgeworf, wéi eis Äntwerte geliwwert. Do huet d'Regierung nämlech Follgendes geschriwwen: Éischtens, fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus den internationale Filièrë wier eng differenzéiert Approche néideg. Zweetens, de Ministère wier amgaangen ze evaluéieren, fir wéi eng Filièren eng automatesch Dispens méiglech wier a fir wéi eng aner en optionale Sproochecertificat kéint agefouert ginn. Drëttens, dass an Zukunft d'Lycéeë selwer déi ugeschwate Certificate kéinten ausstellen do, wou se néideg sinn. A véiertens, dass a Fonctioun vun der ugekënnegter Analys d'Regierung dann eventuell och géing d'Nationalitéitegesetz änneren.

Jo, do stelle sech fir eis enorm vill weider Froen. An dat wieren: Ass d'Regierung fäerdeg mat besoter Analys? Wa jo, wéi eng Filièrë sinn dann elo Ärer Meenung no gutt genuch, fir e Lëtzebuergeschniveau ze hunn, fir eng Dispens ze hunn? Wéi eng sinn dat net? A wat sinn iwwerhaapt d'Krittäre fir déi aner, wou dann optional Sproochecertificate solle kommen? Jo, wat mécht déi optional? An och hei: Wat sinn d'Krittären?

An do ganz wichteg: Firwat sinn et dann d'Lycéeën, déi op eemol dat solle maachen? Wat ass do hiren Ermiessensspillraum? Kënnen déi dat ofpréiwen unhand vun Tester? Mir fannen, dass et op den éischte Bléck relativ speziell ass, dass d'Lycéeën do sollen déi Certificaten ausstellen, déi dann am Kader vum Nationalitéitegesetz relevant sinn. Luet do net de Ministère erëm eng Kéier eng Verantwortung op d'Lycéeën of, déi jo u sech de facto näischt mam Nationalitéitegesetz per se ze dinn huet? A wann et do eng Appreciatioun oder en Ermiessensspillraum gëtt fir d'Lycéeën, riskéieren déi dann net awer, ënner e gewëssenen Drock ze gerode vun de Schüler oder den Elteren?

An dann déi lescht Fro: Déi betrëfft déi international ëffentlech Schoulen. Mir Gréng hunn déi Schoulen am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet ëmmer matgedroen. An Dir baut se jo och an der aktueller Koalitioun konstant weider aus, obwuel Äre Koalitiounspartner ëmmer ganz hefteg vun der Zersplitterung vum System geschwat huet. Mee hei beim Ausschloss vun der Scolaritéitsklausel gesäit ee jo awer da genau, wou d'Schwieregkeeten u sech opkommen, déi ëmmer weider duerch eng Zersplitterung vum Schoulsystem kommen. Tëscht den Zeile sot Dir am Fong, Dir wéilt weiderhin d'ëffentlech Europaschoulen ausschléisse vun der Scolaritéitsklausel. Wa jo, wéi verhält sech dat dann en contrepartie zu Ärem Standpunkt, dass déi Kanner awer u sech alleguerte Lëtzebuergesch léieren?

Ech mengen, Dir sidd hei an der Verantwortung, fir Äntwerten ze liwweren, amplaz weider Froen auszeweichen oder méi verwirrend Äntwerten ze liwweren, wéi bis elo gi sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann huet den Här Minister fir Educatioun d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, déi dote Fro, déi stellt sech zanter enger geraumer Zäit, wou och déi éischt Laureatinnen a Laureate vun den internationalen ëffentleche Schoulen op den Aarbechtsmarché komm sinn, wollte kucken, Lëtzebuergerin oder Lëtzebuerger ze ginn, wat se net dès le départ ëmmer waren, an dann, jo, déi eng oder déi aner Kéier mat engem Refus confrontéiert waren, well se effektiv déi Klausel, wéi se am Gesetz stoung, vu siwe Joer Schoulprogramm hei zu Lëtzebuerg gemaach ze hunn, déi eisem offiziellen nationale Curriculum dann entsprécht, net konnten anhalen. Wat och verständlech ass, well an den Europaschoulen, am Baccalauréat international, bei den A-Levels dat net garantéiert ass, datt ech natierlech, wéi bei eis an eiser nationaler Schoul, däitsch alphabetiséiert jo nach an da Franséisch an dann Englesch derbäi, d'Lëtzebuergescht eigentlech am Package mat dra kréien, an domadder garantéiert ass, datt ech – an dat ass jo och d'Zilsetzung vum Nationalitéitegesetz – en Niveau B1 am Héierverstoen an en Niveau A2 am Schwätzen dann och ka garantéieren.

Ech denken, mer mussen e puer Cas-de-figuren hei ënnerscheeden. An ech sinn absolutt bereet, fir ze kucken, op der Säit vun der Schoul dat esou ze strukturéieren, datt mer engem Deel vun de Schülerinnen an de Schüler, déi an den ëffentlechen internationale Schoule sinn, déi awer och an eisem nationale Curriculum sinn, awer zum Beispill an enger Classe à régime linguistique spécifique, wou d'Unterrechtssprooch net Däitsch ass, mee Franséisch ass, wou mer och sécherlech net kënnen automatesch garantéieren, datt hannendrun dann den Niveau B1 am Héierverstoen an den A2 am Schwätzen derbäi ka garantéiert ginn ..., datt mer do musse kucken, Lëtzebuergeschcoursen op eng Manéier unzebidden, wou mer genau déi dote Krittären dann och viséieren. An da kann een och d'Gesetz vläicht änneren a genau och déi Klassen, déi Sektiounen, déi Formatiounen dann och doranner benennen, wou et Sënn mécht, well mer ganz genau deen doten Niveau dann och kënnen erreechen.

Ech denken, datt dat en Deel vun der Äntwert dozou soll sinn a muss sinn, datt nieft deem Automatissem, wou ech an eis ganz normal Lëtzebuerger Schoul siwe Joer gaange sinn a mer alleguerten dovunner ausginn, datt ech deen doten Niveau erreecht hunn, datt mer e Curriculum am Lëtzebuergeschen dann definéiere fir eis ëffentlech Europaschoulen, fir de Baccalauréat international, fir d'A-Levels, vläicht, wa mer d'Gesetz vun de Privatschoulen och bis geännert hunn, och fir déi privat Schoulen, déi genau déi dote Programmer oder änlech Programmer ubidden, an dat wëllen obligatoresch maachen, a mer mat deem Curriculum dann och viséieren, datt een de B1 an den A2 och da sollt erreecht hunn duerno, wann ech dat esou absolvéiert hunn. Bei deene Sproochecoursen, déi haut eigentlech en place sinn, kënne mer dat net mat Sécherheet garantéieren.

An duerfir war an enger éischter Äntwert eeben och gesot ginn: Jo, mir kënnen e System en place setzen, wou d'Schoulen – a warscheinlech wären dat net d'Schoulen aleng, mee dat wären d'Schoulen ënnert der Autoritéit vun dem Institut national des langues, well et ass dat d'Autorité certifiante, fir déi Niveauen do da festzeleeën – kéinten en Test organiséieren, wou een da géif den Niveau kënne feststellen, et kréich een e certifiéiert an dann hätt een natierlech déi Dokumenter beieneen, déi ee brauch, fir den Dossier ze completéieren, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze kréien.

Elo gëtt et awer och aner Cas-de-figuren: Entweeder hunn ech net mäi ganze Parcours an deene Schoule gemaach. Ech hunn awer och vläicht dat net esou reusséiert, dee Lëtzebuergeschcours, fir dat doten ze erreechen. Ech hunn awer vläicht och eng Sektioun da gehat, wéi haut zum Beispill nach an den internationale Privatschoulen, wou iwwerhaapt keng Lëtzebuergeschcoursen ugebuede ginn, soudatt ech net automatesch kann dervunner ausgoen, datt een de B1 an den A2 huet, eng Kéier am Héierverstoen an eng Kéier am Schwätzen.

An dann ass et fir mech awer och nach ëmmer eng valabel Solutioun, fir dann iwwert d'Schoulen, ënnert der Autoritéit vum Institut national des langues, och

Tester kënnen ze offréieren, déi een dann eebe kann an der Schoul maachen a wou ee certifiéiert kritt, ob een den Niveau huet oder en eeben och net huet. An dat hänkt dann dervunner of, wéi deen Test dann ausgeet, wéi e bewäert gëtt an ob dee Certificat kann ausgestallt ginn oder net. An domadder hätt een awer alles zesummen, fir, wann ee wëll Lëtzebuerger ginn, dat och kënnen ze maachen.

Dat ass jo eppes, wat d'Regierung sécherlech wëll ënnerstëtzen: d'Naturaliséierung vu jonken Netlëtzebuergerinnen a -lëtzebuerger bei eis am Land. Mee mir wëllen awer gradesou ënnerstëtzen, datt mer sécher sinn, datt een d'Konditioune vun der Lëtzebuergeschkompetenz dann och soll erfëllen, wann een deen dote Wee ka goen.

An dat war, well déi zwee Texter eigentlech iwwerteneelouchen an net ganz genau openeen ofgestëmmt waren. An der aler Welt, wou mer eigentlech just eise Lëtzebuerger Programm haten, konnt ee soen: „Wien dat gemaach huet, siwe Joer, deen huet den Niveau erreecht." An der neier Welt, wou et och ganz vill aner international Programmer gëtt, kann een dat net méi automatesch viraussetzen. An duerfir musse mer dat uneneen upassen, wat dann och gegeebenefalls an enger Adaptatioun vum Nationalitéitegesetz och géif gemaach ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Wëllt Der nach eng Zousazfro stellen? Eng ganz kuerz, well am Prinzipp ass Är Zäit schonn eriwwer. Mee den Här Minister mécht déi Äntwert nach, wann Der se kuerz stellt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech hale mech ganz kuerz. Merci fir d'Erklärungen. Héieren ech richteg eraus, dass Der net onbedéngt en Ënnerscheed maacht tëscht beispillweis engem Baccalauréat international an den ëffentlechen Europaschoulen, wou jo awer bei den ëffentlechen Europaschoulen u sech substanziell méi Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt? Ass et dann net eng Iddi, fir do de Lëtzebuergeschcours scho vu vireran op méi en héijen Niveau ze setzen, fir dass et fir déi Schoulen an Zukunft méiglech ass?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et ass genau esou, wéi ech et gemengt hunn. Mir musse schonn dee jëtzege Curriculum am Lëtzebuergeschen, souwuel deen an den ëffentlechen Europaschoule wéi och deen, deen da géif iwwerholl ginn am Baccalauréat international respektiv an den A-Levels, adaptéieren, fir datt mer och mat rouegem Gewësse kënne garantéieren, datt een e B1 am Héierverstoen an en A2 am Schwätzen huet. Dat geet net mat deem Curriculum, dee mer haut applizéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, villmools merci.

3. Question élargie n° 58 de Mme Djuna Bernard au sujet de l'introduction d'une filière en langue allemande dans l'enseignement secondaire

An da géinge mer zur nächster Fro kommen, der Fro Nummer 58, och vun der Madamm Djuna Bernard, iwwert d'Aféiung vun enger däitschsproocheger Sektioun am Lycée. Wéi gesot, den Auteur huet 5 Minutte fir seng Fro a seng Zousazfro an d'Regierung huet 10 Minutte fir ze äntweren. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här Minister, Dir sidd amgaangen, eng ganz déifgräifend Reform vun eisem Schoulsystem ëmzesetzen: d'Alphabetiséierung op Franséisch. Eng Reform, vun där Dir a mir eis méi Chancëgerechtegkeet verspriechen, besonnesch fir déi vill Kanner, déi mat engem francophonnen oder lusophonne familiären Hannergrond groussgi sinn.

Trotz enger Rei praktesche Froen, déi sech stellen, op déi ech haut net wëll agoen, sti mir Gréng explizitt hannert dëser Reform, eebe well se benodeelegte Kanner hëlleft, ouni deenen aneren eppes ewechzehuelen. Duerno am Lycée, an ech bezéie mech hei explizitt op déi traditionell ëffentlech Lycéeën, bleift de Sproocheregimm awer och nom Projet ALPHA grondsätzlech dee selwechten. Do ass et nach ëmmer esou, dass am Reegelfall de Schüler am Cycle inférieur ufänkt mat Däitsch als Unterrechtssprooch, bis en dann – ausser d'Mathé, déi schonn op der Septième op Franséisch ass – an den ieweschte Klasse mat engem Wiessel op Franséisch als Unterrechtssprooch eens gi muss.

Här Minister, Dir hutt fir dës Rentrée scolaire ugekënnegt, dass eng Rëtsch nei Classes à langue véhiculaire française geschaf solle ginn, dëst begrënnt eventuell duerch eng steigend Nofro, mee awer vläicht och an Anticipatioun vum ALPHA an deene Schüler, déi vläicht net wéi geplangt mam equivalente Sproochenniveau an de Lycée starten.

Wat awer och eng Realitéit ass, Här Minister, ass, dass d'franséisch Sprooch fir vill Kanner a Jonker weiderhin e groussen Defi duerstellt. Ech kucken op déi Elteren heibannen, déi eventuell laang Owender mat hire Kanner léieren. An ech erënnere mech och nach ganz gutt un déi Zäit, wou ech selwer op der Quatrième op eemol mäi Wëssen hu missen an der Geschicht, an der Bio oder an der Chimie op Franséisch erëmginn. Ech hat déi Fächer u sech gären, an awer si meng Punkten zu deem Moment agebrach – net wéinst Onwëssen, mee wéinst der Sprooch. An ech schumme mech och net, dat hei ze soen, well ech mengen, dass genau dat och haut nach ganz villen anere Kanner geschitt.

A verstitt mech net falsch: Et ass natierlech wichteg, zu Lëtzebuerg Franséisch ze kënnen an eng stabill Basis an där Sprooch ze hunn, mee an der haiteger Entwécklung, mat allen Erfarungen, déi mer an den ëffentlechen Europaschoule gemaach hunn, mat der selwechter Logik, wéi mer Filièren op Franséisch entwéckelen, mat dem Impakt, deen d'Kënschtlech Intelligenz och op eisen Ëmgang mat Sproochen huet, misst et net och Sproochefilièrë ginn, déi op Däitsch enseignéiert ginn, Filièren, wou de Stonnecontingent an d'Wichtegkeet vum Franséischen oder vum Engleschen natierlech net manner soll sinn, mee wou d'Schülerinnen a Schüler kënnen op Däitsch hir Niewefächer a Mathé maachen, hir Prüfunge schreiwen a sech esou ausdrécken, dass se hiert Wëssen ënner Beweis stelle kënnen, amplaz dass se duerch dat Franséischt scheiteren?

Wier d'Schafe vun enger Filière allemande am gesamte Lycée net e logesche Parallellismus zu de Filières françaises an eng Konsequenz an awer och eng Kontinuitéit zu deem Modell, dee grad am Moment amgaangen ass, am Fondamental geschaaft ze ginn? Wa mir fir déi net germanophone Kanner Barriären ofbauen, firwat solle mer dat net och fir déi däitsch- oder lëtzebuergeschsproocheg Kanner am ieweschten Zyklus vum Lycée maachen?

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dat wier konsequent. Dat wier fair. An ech mengen och, dass dat gutt wier fir d'Akzeptanz an de Prinzipp hannert dem Projet ALPHA.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Op Lëtzebuergesch.

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och fir déi dote Fro. Ech mengen, et ass eng ganz pertinent Fro, déi sech stellt. Ech selwer hu virun enger Rei vu Joren, wou mer déi éischt ëffentlech Europaschoulen opgemaach hunn, drop gehalen, datt mer och eng Section germanophone do maachen an déi ubidden, wou mer wëssen, datt e groussen Deel vun de Kanner mat Migratiounshannergrond eigentlech grad dovunner net onbedéngt géif profitéieren, mee datt et awer, grad well et eng lëtzebuergeschsproocheg Populatioun viséiert, e Besoin fir eng gewësse Flexibilitéit gëtt, wat de Sproochenunterricht an och d'Unterrechtssproochen ubelaangt, wéi se eebe grad an den Europaschoulen applizéiert gëtt.

A mir hunn haut an all eisen ëffentlechen Europaschoulen och eng germanofon Sektioun, déi grad och vu Schülerinnen a Schüler visitéiert gëtt, déi vläicht an eisem traditionelle Schoulsystem dach awer op hir Limitte stoussen, wat d'Franséischt ubelaangt, d'Franséischt als Friemsprooch, d'Franséischt och als Unterrechtssprooch. An deenen zwee Aspekter kann och mol heiansdo nëmmen ee sinn.

An där selwechter Optik, wou mer jo amgaange sinn ze probéieren, munneches aus deem méi neie System – dee fir eis op jidde Fall méi nei ass, den Europaschoulsystem – eriwwerzehuelen, wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, op Franséisch alphabetiséiert ze ginn, wéi zum Beispill awer och déi Programmer, déi mer hunn an déi bis haut éischter traditionell op Däitsch enseignéiert goufen, dann a Richtung vu Kanner mat Migratiounshannergrond och op Franséisch ze enseignéieren, wär et eigentlech och nëmme kohärent ze soen, datt mer déi, déi éischter op Franséisch enseignéiert goufen, och géifen op Däitsch enseignéiere wëllen.

Elo gëtt et e puer Spezifissitéiten, déi mer awer mat am A mussen, denken ech, behalen. Wann ech elo den Enseignement secondaire général kucken – an et ass jo an der Reegel do, wou mer Classes à régime linguistique spécifique hunn –, da sinn dat der éischter, déi sech op den Enseignement secondaire général baséieren. Do ass ausser der Mathé traditionell éischter all anert Fach, wat op Däitsch ënnerriicht gëtt. Dat heescht, do wär dat, wat Der hei proposéiert, elo kee grousse Paradigmewiessel. Dach, et kéint ee soen: „Mir changéieren och d'Sprooch, an där Mathematik ënnerriicht gëtt." Woubäi, Mathematik ass eppes, wat manner op Sprooch baséiert, mee méi op Logik. Mee ech wëll mech där Diskussioun do guer net verschléissen. Mee do wär et sécherlech net, wéi an den allermeeschte Sektiounen, de grousse Paradigmewiessel.

Et stellt sech eng Fro am Enseignement secondaire classique. Nämlech ginn do, wa mer jo an der Kontinuitéit vun eiser jëtzeger Grondschoul op Septième kommen, déi allermeeschte Fächer, och erëm eng Kéier ausser der Mathematik, op Däitsch enseignéiert. Awer op der Quatrième ännert dat. An dee Sproochewiessel huet jo och eng pedagogesch Grondlag, nämlech doranner, datt ee seet: „An enger Rei vu Fächer wëlle mer dat och zur Unterrechtssprooch maachen, well dat zu engem Zäitpunkt, wou eigentlech dann d'franséisch Sprooch esou gefestegt ass, nach eng Kéier zu engem weideren Developpement vum Franséische soll bäidroen."

Ech zitéieren hei. Et gëtt sécherlech Stëmmen, déi och aner Experienze gemaach hunn an dat aneschters kënne gesinn. Genausou valabel ass d'Analys, datt ee seet: „Jo, musse mer wierklech nach eng Kéier Sproochekompetenze mat engem Fachenseignement zousätzlech nach stäerken?", an: „Geet do net e Stéck vum Fachenseignement verluer dran?", respektiv: „Ech stellen dem Schüler nach eng Kéier eng besonnesch Hürd och dohinner, wann ech probéieren, gläichzäiteg eigentlech och nach d'franséisch Sprooch mat ze vermëttelen."

Mee déi Fro do, déi stellt sech. An ech muss Iech éierlech soen: Ech hunn haut à ce stade do net onbedéngt eng ofschléissend Äntwert dorobber, ob een dat, wat awer eise Schoulsystem och am Enseignement secondaire classique iwwer laang Zäit ausgemaach huet, einfach elo emol géif a Fro stellen, iwwer Bord goe loossen. Well wa mer dat elo fir eng duerchgeeënd germanofon Sektioun maachen, misste mer et jo dann op där anerer Säit, och wa mer am Enseignement secondaire classique eng frankofon Sektioun hätten, och dann do duerchgeeënd op Franséisch maachen an net och do op der Quatrième eng Kéier de Wiessel vun der Unterrechtssprooch virhuelen, fir dann iwwert d'Unterrechtssprooch och déi däitsch Sprooch kënnen ze favoriséieren. An dat géif jo vläicht anere Leit dann erëm eng Kéier leeddoen.

Ech géif mech engagéieren, Här President, datt ech d'Chamber matzäite géif informéieren iwwert déi Konklusiounen, déi mer am Ministère do zéien. Mir hunn am Regierungsprogramm stoen, datt mer eis Gedanke maachen an dëser Legislaturperiod, an déi sollen och an e Kaderdokument afléissen, wéi d'Schoulprogrammer am Secondaire sech solle weiderentwéckelen.

Dir erënnert Iech: Mir hu genau deen doten Exercice fir de Fondamental gemaach. Mir sinn elo um Punkt, datt mer en neie Léierplang kënnen aféieren am Fondamental, an och genau dee breeden a participative Prozess … Dofir engagéiere mer eis och, fir d'Programmer am Secondaire eng Kéier ze iwwerdenken. An ech mengen, datt do och grad souwuel de Sproochenunterrecht wéi och d'Unterrechtssproochen een Element – net dat eenzegt, mee een Element – vun deenen Iwwerleeungen do solle sinn.

Wat ech mer ka virstellen, dat ass, datt mer elo schonn e Pilotprojet concipéieren an och ufänken an datt een dann duerno, wa mer déi Diskussiounen do eng Kéier féieren, op d'mannst wann ee Konklusioune kann draus zéien, och Resultater aus deem Pilotprojet do hätt. Ech kéint mer och virstellen, datt een déi Fro aneschters géif klären am Kontext vun deene Pilotprojete vum Sproochewiessel – oder vum Wiessel vun der Unterrechtssprooch, fir korrekt ze sinn – op der Quatrième, datt dat och eppes wär, wat vläicht au choix vun de Schülerinnen an de Schüler wär, ob se dat wëlle maachen oder net.

Dann hätte mer eigentlech zwou Parallellklassen, déi op Septième och am Classique géifen ufänken, géifen eropwuessen an op der Quatrième géif een dann nach eng Kéier wielen: „Wëll ech fir déi dote Fächer", wat mer allgemeng als Niewefächer bezeechnen, „dann éischter déi selwecht Sprooch bäibehale wéi déi vu menger Sektioun oder wëll ech genau eeben déi zweet Sprooch wielen, fir déi dann nach eng Kéier ze stäerken?" An aus deem Setting kéint ech mer virstellen, datt mer déi richteg Konklusiounen herno definitiv géifen zéien, wéi mer dann de System an Zukunft wëlle weiderentwéckelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Madamm Bernard, hutt Dir nach eng Zousazfro? Dat ass net de Fall. Da wär dëse Punkt domadder ofgeschloss.

4. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

An dann, éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Gusty Graas fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Jo, merci, Här President, datt ech dat elo kann hei maachen. Effektiv, et geet ëm eng Resolutioun iwwert d'Situatioun am Sudan. Ech mengen, de Sudan, dee war an deene leschte Wochen erëm verstäerkt an der Aktualitéit. A wann nëmmen e Brochdeel vun deem géing stëmmen, wat mer vun Informatioune kréien, da si mer eis bewosst, datt hei eng extreem Katastroph ass. Et ass näischt Neits. Mir wëssen, datt de 15. Abrëll 2023 e Biergerkrich ausgebrach ass, nodeems e Coup d'État war am Oktober 2021. Et sinn am Fong geholl zwou Forcen, déi sech do géigesäiteg bekämpfen: engersäits d'FAS, d'Forces armées soudanaises, an déi aner Säit d'FSR, d'Forces de soutien rapide.

De Bilan ass ganz dramatesch elo an deene leschten Deeg an d'Luucht gaangen. Et gëtt vun op d'mannst elo 150.000 Doudeger geschwat. 12 Millioune Leit sinn deplacéiert ginn. D'Vereent Natioune schwätze vun där gréisster humanitärer Kris vum 21. Joerhonnert. An déi Biller, déi mer och an deene leschten Deeg gesinn hunn, besonnesch an eenzelne Stied, wou extreem vill Doudeger och gemaach goufen …

Et ass natierlech och aus eethnesche Grënn, wou am Fong geholl dee Konflikt hei ausgebrach ass, an zwar sinn hei virun allem d'Populations masalits viséiert. Dat sinn net arabesch Populatiounen, haaptsächlech am Darfur, wou mer jo scho wëssen, datt zënter Joerzéngte, kann ee soen, ganz vill Ausenanersetzunge sinn. Do war e Genozid zwëschent 2003 an 2005.

Ech mengen, wat och ganz schlëmm ass, ass, datt och hei vill Violence vis-à-vis vun de Frae gemaach gëtt an datt och souguer Kanner, kleng Kanner, als Zaldoten agesat ginn. Ech mengen, wat och ganz schlëmm ass, dat ass de Moment, datt déi Infrastruktur vun de Spideeler och a ganz schlechtem Zoustand ass, datt villes zerstéiert gouf an datt u sech elo praktesch gerechent gëtt, datt 25 Millioune Leit elo och ënner Honger leiden.

Wéi gesot, dowéinst si mer der Meenung, datt een och soll dat hei an dësem Haus hei thematiséieren, de Sudan, dee leider, muss ee soen, vläicht net natierlech déi international Opmierksamkeet huet wéi aner Konflikter, sief dat d'Ukrain, sief dat de Gazakrich. Mee jiddefalls, hei ass d'Situatioun ganz schlëmm, obwuel jo scho versicht ginn ass, e Waffestëllstand ze erreeche respektiv de Konflikt och ze léisen. Ech erënneren hei un den Accord vun Djeddah vun 2023 oder eng Konferenz zu London aus dem Abrëll 2025. Mee nach huet sech do awer leider näischt Positives gedoen.

Ech verweisen och hei op eng Déclaration conjointe vum Quad. Dat ass Ägypten, Saudi-Arabien, d'Vereenegt Emiraten an d'USA. Déi war den 12. September 2025 zréckbehale ginn, ass och vun der Europäescher Unioun mat ënnerstëtzt ginn, fir datt soll e Cessez-lefeu si bannent dräi Méint – wat allerdéngs net de Fall war.

Da war och nach eng Déclaration conjointe. Déi war elo den 10. November. Dat ass also ganz rezent. Et hu 25 Länner ënnerschriwwen, fir am Fong geholl déi Atrocitéiten ze condamnéieren. Déi ass och vu Lëtzebuerg mat ënnerschriwwe ginn.

Dann huet och d'Union européenne entre-temps gewësse Sanktiounen erlooss. An d'Resolutioun vum Europäesche Parlament soll och hei ernimmt ginn. Déi ass vum 13. Mäerz 2025.

Wéi gesot, dowéinst wollt ech hei eng Resolutioun virbréngen, datt mir dat als Chamber natierlech condamnéieren, déi ganz Entwécklung do, datt mer eis och direkt asetze fir e Waffestëllstand, datt mer och der Meenung sinn, datt d'Aide humanitaire schnellstens muss verbessert ginn an datt och déi regional an och déi auslännesch Acteure solle méi an d'Flicht geholl ginn, well mer wëssen, datt do vu baussen natierlech och ganz vill weiderhi geholl ef gëtt, fir datt dee Konflikt net soll zu engem Enn kommen. An dann natierlech um diplomateschen Niveau soll dat Beschtméiglecht gemaach ginn. Ech mengen, déi Länner, déi do e Poids hunn, ouni se elo hei opzezielen, sollten dat onbedéngt och maachen. Insgesamt, wéi gesot, d'international Gemeinschaft ass hei gefuerdert. A mir géingen och duerch déi Resolutioun hei eis Ënnerstëtzung fir dat sudaneesescht Vollek zum Ausdrock bréngen.

Ech sinn och ganz frou, datt sämtlech Fraktiounen a Sensibilités politiques dës Resolutioun ënnerschriwwen hunn. An deem Sënn, Här President, ass et selbstverständlech un Iech ze decidéieren, wéini mer se zur Ofstëmmung bréngen. Mee ech soen Iech op alle Fall elo mol scho Merci fir d'Opmierksamkeet. Wannechgelift.

Résolution

« relative à l'évolution préoccupante de la situation au Soudan dans le contexte de la guerre civile soudanaise »

La Chambre des Députés,

– considérant la guerre civile au Soudan, déclenchée le 15 avril 2023 à la suite de luttes de pouvoir au sein du Gouvernement militaire ayant pris le contrôle du pays après le coup d'État d'octobre 2021, opposant les Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par Abdel Fattah al-Burhan, et leurs groupes alliés, aux Forces de soutien rapide (FSR), dirigées par Mohamed Hamdan Dogolo, dit « Hemedti » et leurs groupes alliés ;

– considérant le bilan dramatique de la guerre civile, qui a déjà coûté la vie à au moins 150.000 personnes et a entraîné le déplacement de plus de 12 millions de personnes, dans une crise que les Nations Unies qualifient de plus grande crise humanitaire et de déplacement au monde et de l'une des pires crises humanitaires du XXIe siècle ;

– considérant le ciblage délibéré et systématique des civils, de leurs habitations et de leurs moyens de subsistance par les troupes des FAS et des FSR ;

– considérant le ciblage et les assassinats délibérés fondés sur des motifs ethniques visant les populations masalits et non arabes, en particulier au Darfour, par les FSR, reflétant leurs origines dans les milices janjawids, principales responsables du génocide perpétré au Darfour entre 2003 et 2005, et culminant notamment dans des massacres tels que celui d'Al-Genaïna, ayant fait environ 15.000 morts, ainsi que celui actuellement en cours à El-Fasher ;

– considérant l'utilisation de différentes formes de violence sexuelle comme arme de guerre par les FAS et les FSR dans le contexte de la guerre civile au Soudan, documentée par de nombreuses organisations, dont Amnesty International et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ;

– considérant le recrutement et l'utilisation signalés d'enfants soldats par les deux parties belligérantes ;

– considérant les attaques persistantes des parties au conflit contre les infrastructures hospitalières et médicales

du Soudan, laissant les trois quarts de ces infrastructures inopérables et, dès lors, incapables de contribuer à la réponse à l'urgence sanitaire publique que représente la guerre civile, alors que des millions de civils ont besoin de soins médicaux urgents ;

– considérant l'utilisation de la faim comme méthode de guerre, plaçant près de 25 millions de civils dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë, le Programme alimentaire mondial (PAM) ayant déclaré l'état de famine dans deux zones du pays, tandis qu'une vingtaine d'autres sont exposées à ce risque de manière imminente ;

– considérant la situation humanitaire catastrophique, avec 30 millions de civils, représentant environ 64 % de la population, dont 16 millions d'enfants, ayant besoin d'une assistance humanitaire urgente, dont l'acheminement est considérablement entravé par les obstacles majeurs imposés à l'accès humanitaire et au travail des organisations humanitaires par les FSR et les FAS ;

– considérant l'impact des catastrophes naturelles, telles que les inondations et glissements de terrain, qui aggravent les effets des violences et exacerbent les déplacements des populations, les destructions et la dégradation de la situation humanitaire ;

– considérant que le ciblage des civils et des infrastructures médicales, les massacres à caractère ethnique visant les populations non arabes perpétrés par les FSR au Darfour, l'instrumentalisation de la faim et de la violence sexuelle comme arme de guerre, ainsi que les restrictions et limitations imposées à l'aide humanitaire constituent des violations du droit international et du droit international humanitaire, et, s'ils sont avérés, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ;

– considérant les difficultés de financement et d'accès subies par de nombreuses organisations et acteurs humanitaires actifs au Soudan, notamment les agences des Nations Unies, alors que seulement 28 % des 4,16 milliards USD prévus pour le plan humanitaire du Soudan pour l'année en cours ont été versés à l'ONU par les États membres ;

– considérant le rôle joué par certains acteurs régionaux et étrangers, dont l'implication contribue à la prolongation et à l'aggravation du conflit ainsi qu'aux conséquences humanitaires qui en découlent ;

– considérant les nombreuses initiatives et tentatives de médiation, notamment l'Accord de Djeddah de 2023 ou la Conférence de Londres d'avril 2025, coprésidée par l'Union européenne, qui n'ont toutefois, jusqu'à ce stade, pas permis de parvenir à un cessez-le-feu ni à une solution pacifique durable ;

– considérant le risque potentiel d'une partition territoriale du Soudan,

et

– vu la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

– vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

– vu la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ;

– vu le Statut de Rome de la Cour pénale internationale ;

– vu les Conventions de Genève ;

– vu les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à la guerre civile au Soudan, notamment la résolution 2417 (2018) condamnant l'utilisation de la faim comme arme de guerre, la résolution 2736 (2024) demandant l'arrêt immédiat du siège d'El-Fasher et condamnant les offensives des FSR contre cette ville, la résolution 2772 (2025) portant sur le renouvellement du mandat du Groupe d'experts sur le Soudan chargé de surveiller l'application du régime de sanctions concernant le Soudan, ainsi que la résolution 2791 (2025) prolongeant le régime de sanctions, y compris l'embargo sur les armes applicable à la région du Darfour, jusqu'en octobre 2026 ;

– vu les rapports du Groupe d'experts sur le Soudan chargé de surveiller l'application du régime de sanctions concernant le Soudan ;

– vu la Feuille de route de l'Union africaine pour la paix au Soudan, soumise par l'Union africaine en juin 2024 et soutenue en outre par l'Union européenne ;

– vu la Feuille de route pour la paix au Soudan soumise par l'Autorité intergouvernementale pour le développement ;

– vu la Déclaration conjointe sur le rétablissement de la paix et de la sécurité au Soudan du Quad (l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et les États-Unis), publiée le 12 septembre 2025, et soutenue par l'Union européenne, présentant une feuille de route prévoyant un cessez-le-feu de trois mois suivi d'un processus politique de neuf mois visant la nomination d'un gouvernement civil de transition, et appelant les acteurs extérieurs à cesser leur soutien à l'une ou l'autre des parties au conflit ;

– vu la Déclaration conjointe condamnant les atrocités et les violations du droit international humanitaire commises au Soudan, soutenue par 25 pays, dont le Luxembourg, et publiée le 10 novembre 2025 ;

– vu les sanctions mises en place par l'Union européenne à l'encontre de certains individus depuis le déclenchement de la guerre civile en avril 2023, ainsi que la prohibition de la fourniture d'armes, de matériel militaire et de services connexes aux parties au conflit ;

– vu la résolution du Parlement européen du 13 mars 2025 appelant à une cessation immédiate des hostilités au Soudan, à la reprise d'un processus politique négocié et au respect par toutes les parties de leurs obligations en vertu du droit international et du droit international humanitaire, condamnant les obstacles imposés à l'acheminement d'aide humanitaire, le recrutement d'enfants soldats, les attaques ciblant les civils ainsi que les violences sexuelles, et exhortant le Conseil à renforcer les sanctions et à agir contre ceux qui violent l'embargo sur les armes imposé par les Nations Unies ;

– vu la motion de la Chambre des Députés du 15 mai 2024 relative à la situation au Soudan,

condamne

– les violences extrêmes rapportées, le ciblage des civils, les massacres à motivation ethnique, l'utilisation de la violence sexuelle et de la faim comme armes de guerre, ainsi que l'obstruction à l'acheminement de l'aide humanitaire, qui constituent des violations du droit international et du droit international humanitaire, et s'apparentent, s'ils sont avérés, à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ;

– l'implication de certains acteurs régionaux et étrangers, dont l'intervention contribue à la prolongation et à l'aggravation du conflit ainsi qu'aux conséquences humanitaires qui en découlent,

appelle

– les parties belligérantes à cesser immédiatement les violences, à conclure un cessez-le-feu et à engager un processus de négociation ainsi qu'un dialogue politique inclusif, mené par les Soudanais eux-mêmes, en vue d'aboutir à une solution durable et pacifique garantissant le rétablissement d'une gouvernance civile au bénéfice de l'ensemble de la population du Soudan ;

– les parties au conflit à respecter pleinement leurs obligations en vertu du droit international et du droit international humanitaire, et à lever immédiatement toute entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire, afin de permettre une réponse efficace et adaptée face à la catastrophe humanitaire en cours au Soudan ;

– les acteurs régionaux et étrangers soutenant l'une ou l'autre partie au conflit à cesser immédiatement ce soutien, qui contribue à la prolongation de la violence et des souffrances des populations civiles, et à encourager la partie concernée à faire les pas nécessaires vers un cessez-le-feu et, le cas échéant, vers une solution négociée en vue d'une paix durable ;

– les pays tiers disposant d'une influence sur les parties au conflit à user de tout leur poids diplomatique pour obtenir la fin des violences et des souffrances infligées à la population civile, et à favoriser des avancées concrètes vers la cessation des hostilités et l'établissement d'une paix durable ;

– la communauté internationale, et en particulier les institutions compétentes, à poursuivre la collecte des preuves et à redoubler d'efforts afin de tenir pour responsables les auteurs des atrocités commises dans le cadre de la guerre civile, ainsi que les individus, entreprises et entités qui en tirent profit, et de garantir que justice soit rendue à la population civile,

exprime

– son soutien à la population civile soudanienne ;

– son support à toute initiative de paix susceptible à aboutir à une paix et à une solution politique, juste, durable et inclusive, au bénéfice de la population civile soudanaise,

souligne

– la nécessité d'une action plus ambitieuse de l'Union européenne, notamment par un contrôle renforcé de l'embargo sur les armes, par la lutte contre les flux illicites de ressources, comme l'or issu de zones conflit, ainsi que par une augmentation substantielle du soutien humanitaire via les organisations humanitaires et partenaires multilatéraux compétents.

(s.) Gusty Graas, Yves Cruchten, Emile Eicher, Marc Goergen, Fred Keup, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Une voix | Très bien!

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du marché locatif et des difficultés rencontrées par les locataires

M. Claude Wiseler, Président | An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert de Locatiounsmarché an d'Schwieregkeeten, déi d'Locatairë begéinen. Dat ass eng Heure d'actualité vun der politescher Sensibilitéit vun déi Lénk. D'Riedezäit ass: 10 Minutte fir den Auteur, 5 Minutte fir déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten, 15 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Gilles Baum, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Alexandra Schoos an den Här Meris Sehovic. An elo huet den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk d'Wuert. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Zënter enger Partie Méint – ech mengen, dat war schonn am Juni – hunn d'Büroe vun der Chamberfraktioun vun déi Lénk oder besser gesot vun der Chambersensibilitéit vun déi Lénk e Waasserschued. An deen huet dozou gefouert, datt an engem Büro dann e gudde Meeterkaree komplett vermuuscht a verschimmelt ass. An déi zwou Mataarbechterinnen, déi dra schaffen, mussen elo de Büro wiesselen an deele sech e Büro, dee scho besat ass.

Ech kann Iech soen: Et richt fierchterlech. An esou engem Fall muss jo séier gehandelt ginn, well et ass wierklech gesondheetsschiedlech. De Problem ass: De Proprietär ass op Tauchstatioun gaangen. Dank der energescher Interventioun vun eisem

Generalsekretär an och vun der Chamber hei huet sech e bëssen eppes gedoen, mee et ass nach ëmmer net geléist.

An do muss ee sech elo virstellen: De Locataire, dat si jo net mir. Et ass de Staat. De Locataire ass de Staat. De Proprietär ass privat. An da musst Der Iech virstellen, wéi et ka sinn, wa Leit, Normalstierflecher, mat esou engem Problem konfrontéiert sinn a si hunn net déi Moyenen an dee Poids, deen de Staat kann hunn, wéi dat kann ausgesinn, wann de Proprietär eeben näischt ënnerhëlt.

Dat ass ee vun de ville Problemer, déi Locatairen hei zu Lëtzebuerg am Alldag erliewen. Dëse Problem an nach vill anerer, op déi ech elo wäert agoen, sinn eis jo net onbekannt, mee si goufe virun enger Partie Méint schonn an enger Etüd vun der Uni Lëtzebuerg bestätegt, déi sech mat den Erliefnesser vun de Locatairë beschäftegt huet. Elo stellt sech d'Fro: Wat fir eng Schlussfollgerungen zitt d'Regierung dorauser?

Här President, d'Knappheet vu bezuelbarem Wunnraum provozéiert u sech e Rateschwanz vun anere Problemer fir d'Mieter, an zwar grosso modo an dräi Phasen: Problemer, déi sech stellen, wann een iwwerhaapt wëllt anzéien oder virdrun; Problemer, déi sech stellen, wärenddeems ee Locataire ass; an duerno och Problemer, déi sech stellen, wann de Bail zu Enn komm ass.

An der éischter Phas: Den alleréischte Problem vun der Wunnengskris si selbstverständlech déi horrend Loyeren, déi d'Mieter bezuele mussen. Den Taux d'effort, also deen Undeel vun der Pai, deen e Mieter muss an de Loyer stiechen, gëtt ëmmer méi grouss. Elo läit en am Schnëtt bei 40 %. A bei den alengerzéiende Frae läit e souguer bei 50 %. Am Schnëtt muss eng alengerzéiend Fra d'Hallschent vun hirem Salaire an de Loyer stiechen.

Fir ganz séier dogéint virzegoen, muss d'Mietgesetz geännert ginn an de Loyer seriö plafonéiert a limitéiert ginn. An dofir wéilt ech schonn emol eng éischt Motioun deposéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, bis spéitstens den 31. Mäerz vum nächste Joer hir Reform virzestellen, déi se fir dëst Joer versprach hat. Well ech wëll drun erënneren, datt d'Chamber den 10. Juli vum leschte Joer schonn esou eng Motioun ugeholl hat. An d'Deadline war op den 30. Juni vun dësem Joer festgesat ginn. Déi hat de François Bausch nach deposéiert a si gouf vum Här Goergen a vu mir selwer och nach mat ënnerschriwwen. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la difficulté croissante pour une part toujours plus importante de la population d'accéder à un logement sur le marché locatif, en raison des loyers élevés ;

– considérant l'augmentation continue et significative des loyers sur le marché locatif privé ;

– considérant que les ménages locataires consacrent en moyenne 39,3 % de leurs revenus disponibles au paiement du loyer, affichant ainsi des taux d'effort très élevés ;

– considérant que les ménages locataires les plus modestes, ainsi que les familles monoparentales locataires, présentent des taux d'effort moyens supérieurs à 50 % ;

– considérant les effets néfastes du manque de logements locatifs abordables sur le taux de risque de pauvreté de la population résidente ;

– considérant les conséquences négatives de ce déficit de logements locatifs abordables sur le développement économique et sur les inégalités socioéconomiques ;

– considérant le consensus général sur l'inadéquation du plafond des loyers actuellement en vigueur, fixée par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, pour maintenir les loyers à un niveau raisonnable ;

– considérant la décision du Gouvernement de ne pas inclure dans la loi du 23 juillet 2024 d'adaptations du plafond des loyers actuellement en vigueur ;

– considérant la motion du 10 juillet 2024 adoptée par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à proposer une réforme du régime actuel de plafond des loyers et à déposer un projet de loi y relatif avant le 30 juin 2025 ;

– considérant que le Gouvernement n'a jusqu'à présent ni proposé de pistes de réforme du régime actuel de plafond des loyers, ni annoncé le dépôt imminent d'un projet de loi en ce sens ;

– considérant que la situation de plus en plus intenable pour une partie croissante des locataires du marché locatif privé nécessite des réponses politiques urgentes,

invite le Gouvernement à

– présenter dans les plus brefs délais, et au plus tard le 31 mars 2026, à la Chambre des Députés, un projet de réforme du régime actuel de plafond des loyers visant à protéger les locataires contre les hausses incessantes et insoutenables des loyers sur le marché locatif privé.

(s.) David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | De finanzielle Problem hu mer schonn dacks hei erwäänt. Mee et gëtt dann eeben nach weider Problemer, iwwert déi hei an der Chamber seelen, wann iwwerhaapt, schonn diskutéiert gouf. Dat sinn zum Beispill – an dat ass och an der Etüd – déi vill Diskriminatiounen, déi Locatairen erlieft hunn opgrond vun hirer eethnescher oder reliéiser Hierkonft. An der Etüd komme Leit zu Wuert, déi bezeien: Entweeder si se vum Proprietär – heiansdo spillen d'Agencen dat Spillchen och – direkt gefrot ginn, ob se zum Beispill Hindu oder Muslim wieren, a si wiere souguer obligéiert gewiescht, eng Äntwert ze ginn, soss géife se d'Appartement guer net kréien.

Mir sinn eis hoffentlech jo all eens, datt esou eng Praxis muss ënnerbonne ginn. Heiansdo ass et e bësse méi fies, well de Proprietär seet näischt, deen ass e bësse méi schlau an hält säi Rassismus fir sech. An do ass et méi schwéier, fir nozeweisen, ob eng Persoun diskriminéiert gouf. Trotzdeem misst een no Léisunge sichen.

Eng wier zum Beispill, den Testing ze generaliséieren, wou eng ëffentlech Entitéit souzesoen Undercoverkandidaten zur Locatioun bei Entretiene géif schécken. Natierlech géif een dat net bei all Annonce maachen, mee gewësse Proprietären oder Agencen, well déi si jo justement och betraff, wéissten, datt se kéinten entlarvt ginn. Dat kéint zum Beispill de Centre pour l'égalité de traitement iwwerhuelen. Dat war d'ailleurs och eng vu senge Fuerderungen, mee d'Gesetz misst an deem Sënn natierlech och geännert ginn.

Dann zur zweeter Phas, wann ee bis agezunn ass: Laut enger Erhiewung vum LISER leie mer bei 16 % vun de Wunnengen, déi a schlechtem Zoustand sinn. Dat heescht Schimmel a Fiichtegkeet, ondicht Maueren an ondicht Fënsteren, Donkelheet a sou weider a sou virun. An do si mer erëm beim Problem, deen ech am Ufank vu menger Interventioun ernimmt hunn, nämlech: Wat maachen, wann de Proprietär sech net réiert an de Locataire am gesondheetsschiedleche Schimmel liewe léisst?

Wann ech richteg informéiert sinn, schafft jo de Ministère grad un engem neie Gesetz. Mir sinn natierlech op d'Resultat och gespaant. Héchstwarscheinlech sinn och finanziell Sanktioune virgesi fir Proprietären, déi sech net un d'Salubritéitskritären halen. Dat wier och eng gutt Saach. Mee ech profitéieren awer och vun der Geleeënheet, fir der Regierung mat op de Wee ze ginn, datt Sanktiounen net duerginn. Och wann eng Sanction financière virgesinn ass, sinn d'Problemer mat der Qualitéit vun de Wunnenge jo eng direkt Konsequenz vum Kräfteverhältnis um Wunnengsmaart.

Éischtens: Déi, déi Affer si vun der schlechter Qualitéit vun enger Wunneng an, méi schlëmm nach, vun der Netreaktioun vum Vermieter, dat si schonn déi, déi am mannste Choix hunn an déi Angscht hunn, och keng aner Wunneng kënnen ze fanne wéinst der ugespaanter Situatioun. Well ier et zur Sanktioun kënnt, muss et jo fir d'éischt och zur Denonciatioun kommen. An do läit d'Kromm an der Heck. Dofir komme mer net derlaanscht, de Locatairen de Réck ze stäipen. A mir solle Mesüren huelen, déi sécherstellen, datt se net herno penaliséiert ginn, wa se e Feelverhale vun engem Proprietär denoncéieren.

Nach eng aner kleng Iddi. D'Stad Wien, souwäit ech weess – ëmmer déi –, huet d'Praxis, Wunnengen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, opzekafen, fir se erëm an d'Rei ze setzen an duerno sozial ze verlounen. Bon, dat ass einfach esou eng Iddi fir Buergermeeschteren a Schäffen, déi hei am Raum sëtzen.

En attendant wéilt ech awer och nach eng aner Motioun deposéieren, déi d'Regierung invitéiert, e statistesche System anzeféieren, zesummen och mat den Acteuren um Terrain, deen eng Erhiewung, wat de Mal-logement an och den Ausschloss vum Wunnengsmaart ugeet, géif maachen. Dee System misst dann och reegelméisseg ugepasst ginn, fir d'Evolutioun vun der Situatioun transparent kënnen ze verfollegen. Wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant la part significative et croissante de la population résidente touchée par une situation de mal-logement ;

– considérant qu'en 2023, 18 % de la population ont vécu dans un logement présentant soit des fuites dans la toiture, soit des murs, sols ou fondations humides, soit de la pourriture dans l'encadrement des fenêtres ou au sol, alors que ce taux s'élevait encore à 10,4 % en 2013 ;

– considérant que les locataires sont particulièrement touchés par des situations de mal-logement ;

– considérant les échanges et travaux en cours au sujet de la salubrité dans le domaine du logement, notamment en vue d'une réforme de la loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation ;

– saluant l'implication d'acteurs de terrain dans ces échanges et travaux, dont notamment les communes et les acteurs du secteur social ;

– considérant la Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement présentée en 2013, dont une des actions préconisées pour prévenir l'exclusion liée au logement concernait l'analyse des phénomènes du mal-logement et de l'exclusion liée au logement ;

– considérant l'évaluation finale externe de cette stratégie parue en 2023 et réalisée par les chercheurs et chercheuses du LISER ;

– considérant que cette évaluation constate l'absence de mise à jour des statistiques et analyses produites dans le cadre de cette stratégie depuis dix années ;

– considérant la recommandation formulée dans cette même évaluation de mettre en place un système

d'information statistique et de gestion au niveau national afin de disposer de statistiques régulières sur le mal-logement et l'exclusion liée au logement, ainsi que sur le profil des personnes concernées, pour alimenter l'analyse et l'aide à la décision politique ;

– considérant l'urgence de disposer de données fiables et actualisées pour évaluer l'ampleur du phénomène et orienter efficacement les politiques publiques en la matière,

invite le Gouvernement à

– mettre en place, dans les meilleurs délais, un système d'information statistique et de gestion au niveau national en matière de mal-logement et d'exclusion liée au logement, en étroite coopération avec les acteurs de terrain ;

– assurer une mise à jour régulière de ce système et la publication des données collectées afin de permettre un suivi transparent de l'évolution de la situation.

(s.) David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, allgemeng hu mer och e Problem, wat d'Onkloerheet vun de Mietverträg ugeet. Ech mengen, do misst een a Richtung goe vu standardiséierte Kontrakter. Dat Zweet wier, wéi mir dat och schonn an eiser Propositioun de loi, déi mer am Joer 2018 deposéiert haten, virgeschloen haten, eng national Mietkommissioun ze schafen, déi all Kontrakt, deen ofgeschloss gëtt, op seng Legalitéit approuvéiere misst. Doranner misst dann natierlech och de Capital investi drastoe kommen, fir datt de Locataire – an deementspriechend och d'national Mietkommissioun – wa méiglech och d'Konformitéit vum Loyer ka feststellen.

Mee d'Schwieregkeete fir e Locataire sinn deemno wéi nach ëmmer net zu Enn, wann en d'Wunneng bis verléisst. Dat ass zum Beispill de Fall, wann e Locataire d'Garantie locative vum Vermieter soll zréckkréien. An do spillen erëm e puer Problemer beieneen. Et fänkt schonn u beim État des lieux. Do hu Locatairen Abuse vusäite vun de Proprietäre gemellt, zum Beispill wann e Proprietär Degradatioune feststellt, déi vläicht guer net existéieren, oder se komplett iwwerdreift. Wien iwwerpréift, wie vum Locataire oder vum Proprietär Recht huet oder net?

Do si mer erëm an der Situatioun, datt de Locataire um kierzeren Hiewel sëtzt, well hien ass deen, deen am Fall vun engem Desaccord op seng Sue waarde muss. Do misst et méiglech sinn, datt an engem Fall vun engem Desaccord eng onofhängeg Stell tranchéiere kéint. Do kéint een zum Beispill och d'Kompetenze vun de Mietkommissiounen erweideren, well souwäit ech weess kënne se dat an deem Fall nach net maachen.

Mee vläicht misst een och kucken, fir derfir ze suergen, datt d'Mietverträg méi kloer an explizitt formuléiert ginn. Dofir och d'Wichtegkeet vun de standardiséierte Verträg. Wann d'Mietverträg nämlech net kloer genuch sinn, da loosse se d'Dier op fir ganz vill Interpretatiounen.

Dat wier zum Beispill de Fall, fir ze wëssen, ob d'Restitutioun vun der Garantie locative erfält, wann de Bail eriwwer ass oder wann d'Chargë bis bezuelt sinn. Well d'Gesetzgeebung gesäit nämlech vir, datt d'Hallschent ee Mount no der Resiliatioun vum Bail soll zréckerstatt ginn an de Rescht, deen anere Solde, eréischt wann déi järlech Chargë bezuelt goufen. De Problem ass awer deen, datt dat nach ëmmer ka Méint daueren an de Locataire muss drop waarden, datt den Decompte gemaach gouf.

Zum Ofschloss wollt ech och nach eng allgemeng Feststellung maachen. D'Logementspolitick, an zemools d'Politick en faveur vun de Locatairen, hänkt haaptsächlech vun zwee Facteuren of. Engersäits gëtt et d'Gesetzgeebung. Déi gëllt fir jiddereen. Déi gëllt fir de Proprietär a selbstverständlech gëllt se och fir de Locataire. Mee anerersäits gëtt et deen zweete Facteur: d'Anhale vun de Gesetzer. Do wäert Der mer soen: „Jo, natierlech, dat gëllt fir all Domän." Jo, dat stëmmt och, mee de Problem mat der Wunnengspolitick ass d'Asymmetrie, d'Ongläichgewiicht. D'Kräfteverhältnis tëscht de Proprietären an de Locatairen ass esou krass, datt dee Stäerkeren, an dat ass eeben nun eemol de Proprietär, sech et erlabe kann, gewësse Liberalitéite mam Gesetz ze huelen, ouni datt him eppes kéint geschéien.

Dofir muss ëmmer gesécher ginn, datt all Gesetz en faveur vun de Locatairen och real appliziéiert ka ginn an datt Rücksicht geholl gëtt op dat ongerecht Kräfteverhältnis. Ech mengen, dat ass och eng vun de Schlussfollgerunge vun där Etüd, wou déi Leit, déi befrot gi sinn, systematesch ëmmer gesot hunn: „De Staat, dee muss handelen. De Staat, dee muss eis hëllefen. De Staat oder d'Gemengen." An ech mengen, an déi Richtung misst ee goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Als éischten ageschriwwene Riedner ass et elo um Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Offer u Locatiounswunnengen ass am Moment net zefriddestellend. An ech mengen, deen Drock, deen elo grad beschriwwe gouf, deen ass och reell. Et ass en Drock, dee virun allem jonk Koppelen, Alengerzéiend a Rentner betrëfft, déi dacks en héije Loyer musse bezuelen, just fir e sécheren Daach iwwert dem Kapp ze hunn. Ganz oft geet et och emol drëms, iwwerhaapt un eng Wunneng ze kommen. An dowéinst ass dës Regierung och amgaang, wichteg Reformen a massiv Investitiounen an d'Weeër ze leeden.

Mee mir däerfen eis näischt virmaachen: Reformen um Pabeier aleng, dat dauert. A bis mer méi Wunnengen hunn, déi herno kënnen de Präis drécken, och vun de Locatiounswunnengen, dat dauert. Wann d'Offer knapp ass, wann ze wéineg gebaut gëtt, da bleiwen d'Loyeren ënner Drock. An dofir gëtt et am Fong och nëmmen ee Wee, fir deem entgéintzewierken, an dat ass eng méi grouss Offer ze schafen, méi bauen an nach eng Kéier méi bauen.

A genee do huet dës Regierung eng kloer Richtung virginn: méi a méi séier bauen a virun allem méi bezuelbare Wunnraum schafen. An deem Kontext wëll ech un de Paquet Logement erënneren, eng vun den éischte Mesüren, déi op de Wee bruecht gi sinn. Do ass et drëms gaangen, de Bau erëm unzekuerbelen. Duerno ass de Mesürepak „Méi, a méi séier bauen" presentéiert ginn, mat Verwaltungsvereinfachungen an och engem neien ëffentlech-private Partenariat, fir justement méi abordabel Locatiounswunnengen op de Marché ze bréngen.

Aus deem Pak wëll ech och konkreet un dem CSV-Inneminister seng Reform vum Artikel 29bis vum Aménagement-communals-Gesetz erënneren, déi mer nach hei virun der grousser Vakanz gestëmmt hunn. Dësen Artikel ass adaptéiert gi mam Zil, justement méi bezuelbare Wunnraum ze schafen. Konkreet bedeit dat, datt 9.300 zousätzlech Wunnengen an den neie Quartieren, dovunner 3.600 bezuelbar Wunnunitéiten, geschafe wäerte ginn. Wann een d'Zones d'aménagement différé do nach eng Kéier matrechent, da kommen nach eng Kéier zousätzlech 14.600 Wunnengen, dovu 5.600 abordabel, derbäi.

Méi bezuelbare Wunnraum a Locatiounswunnengen entstinn och aktuell iwwert de Fonds du logement, iwwert d'SNHBM, iwwert d'Gemengen, an der Partnerschaft mam Privatsecteur. Mam Spezialfong fir abordabel Wunnenge sollen an den nächste véier Joer ronn 2 Milliarden Euro an entspriechend Projeten investéiert ginn. D'Zil ass kloer: méi Offer schafen an och méi Locatiounswunnengen op de Marché bréngen, fir justement den Drock op de Loyeren erofzedrécken.

Och an aneren CSV-geféierte Ministèrë si strukturell Reformen ënnerwee. Ech denken hei un den CSV-Ëmweltminister: „Natur op Zäit", Compensation „une fois pour toutes". Dem Finanzminister säin Entlaaschtungspak mat massive Steierentlaaschtungen, virun allem fir déi, déi et am néidegste brauchen, souwéi de steierfräie Mindestloun, si weider Puzzlestécker an dësem Ganzen.

Et kann een deemno feststellen, datt dës Regierung net tatenlos nokuckt, fir d'Situatioun vum Locatiounsmarché ze änneren. Konkreet goufen eng ganz Rei Mesüren och hei gemaach. Ënner anerem d'Loyerssubventioun ass mam Paquet Logement erhéicht ginn. Et sinn elo méi Stéit, déi fir dës Hëllef eligibel ginn. An och d'Kanner gi méi consideréiert am Montant. De Staat ënnerstëtzt d'Leit mat ronn 45 Milliounen Euro am Joer 2026. A bis 2029 soll dës staatlech Ënnerstëtzung op 60 Millioune wuessen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Mir haten an der leschter Logementskommissioun ënner anerem och rieds vum Ausbezuele vun der Loyerssubventioun. Dacks gëtt déi Hëllef nämlech net direkt an Usproch geholl. An als CSV géife mir eis hei wënschen, datt änlech wéi beim REVIS mat der Allocation de vie chère en Automatismus ageféiert gëtt, fir potenziell Beneficiairë proaktiv unzegoen. Et ass nämlech schued, wann dës gutt Hëllef net do ukënnt, wou se am meeschte gebraucht gëtt.

Da wëll ech och nach eng Kéier drop agoen, wat och nach eng Kéier konkreet gemaach gouf, fir d'Situatioun vum Locataire ze verbesseren. Am Juli 2024 hu mer hei an der Chamber d'Mietgesetz moderniséiert. Mir hunn do d'Verhältnis zwëschent de Locatairen an de Proprietäre verbessert, an zwar am Sënn vun de Locatairen. D'Garantie locative, déi de Proprietär däerf froen, ass vun dräi op zwee Méint erofgesat ginn. D'Agencekäschte ginn elo 50:50 tëschent Proprietär a Locataire gedeelt. Dat sinn alles Mesüren en faveur vum Locataire, déi och dozou bäidroen, datt déi Laaschte méi gerecht verdeelt ginn.

Dann och nach e Wuert zum Loyersdeckel. Jo, dat ass e Problem an e komplexe Sujet. An dës Regierung ass gewëllt, dëse Problem unzegoen an ze léisen. De 16. Juli hat de Wunnengsbauminister, de Claude Meisch, op e ronnen Dësch invitéiert, wou déi wichtegst Acteure vum Lëtzebuerger Locatiounsmarché present waren, fir sech iwwert den Theemekomplex Bail à usage d'habitation auszetauschen. A mir ënnerstëtzen do dem Wunnengsminister seng Beméiungen, hei eng equilibréiert Léisung ze fannen, déi souwuel d'Proprietären ewéi d'Locatairen zefriddestellt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung an dës Majoritéit huelen den Drock um Loyersmarché eescht a liwweren och konkreet Léisungen. Mir kombinéiere strukturell Reformen, massiv Investitiounen a geziilt sozial Hëllefen, fir datt d'Leit nees méi einfach un eng bezuelbar Wunneng kommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An da wier et elo um honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt géif ech dem honorabele Kolleeg David Wagner Merci soe fir déi Heure d'actualité hei, fir iwwert d'Situatioun um Locatiounsmarché ze schwätzen. De Logement am Allgemengen an d'Situatioun vun de Locatairen ass natierlech eng vun de Prioritéite vun der Demokratescher Partei, a virop och vum Minister Claude Meisch.

D'Situatioun um Logementsmarché kenne mer alleguer, dat ass keng einfach. An d'Politick muss hei mat konkreete Mesüren agräifen. Dëst gouf mat de leschten Zuele vum Observatoire de l'habitat nach eng Kéier ënnermauert. Den Taux d'effort, also deen Deel vum Revenu, deen d'Leit fir de Loyer mussen ausginn, geet konstant an d'Luucht. A besonnesch déi Vulnerabelst sinn hei ganz staark dovunner betraff. Eng Wunneng lounen däerf kee Luxus sinn, mee et sollt en Arrangement sinn, bei deem sech de Proprietär an de Locataire op Aenhéicht begéinen.

De Logementsminister ass sech den Uleiesse vun de Locatairen an de sëllege Problemer, mat deene si ze kämpfen hunn – an et sinn der jo eng Partie haut hei ernimmt ginn –, bewosst. A mir probéieren, un de richtege Schrauwen ze dréien, fir déi Situatioun do ze verbesseren. Wéi de Minister schonn an der Kommissioun gesot huet, gëtt et hei Pisten, déi ee kuerzfristeg kann ëmsetzen, awer och Tendenzen, wou ee muss mat Donnéeë schaffen, fir méi laangfristeg a méi fair op de Locatiounsmarché kënnen anzewierken. Mir begréissen dëse pragmateschen Usaz.

Kuerzfristeg kënne mer op de Wee goen, dass mer e klore Kader an d'Gesetz aschreiwen, wat dann natierlech an éischter Linn mol en Impakt op déi nei Locatiounskontrakter wäert hunn. Dat wier definitiv e Schratt an déi richteg Richtung, vu dass mer wëssen, dass den Taux d'effort, vun deem virdrun och geschwat ginn ass, bei neie Kontrakter méi héich ass wéi bei Kontrakter, déi scho vläicht 10 oder 20 Joer bestinn. Esou kann ee relativ séier e méi gerechte Kader bei neie Locatioune schafen.

Ausserdeem, an dat gouf och am September an der Kommissioun beschwat, kann ee laangfristeg op de Wee goe vun engem Mietkadaster. Do schéngt et jo, mengen ech, bei alle Parteien, déi representéiert sinn, e Konsens ze ginn. Dofir muss een awer en Deel Donnéeë sammelen, analyséieren – an domat ass den Observatoire jo och scho beoptraagt ginn –, fir besser ze verstoen, wéi esou e Mietkadaster kéint ausgesinn. Dës Erfarungswäerter sinn enorm wichteg a mussen an dee finale Plang mat erafléissen.

Ausserdeem, an dat ass der Demokratescher Partei och enorm wichteg, musse kloer Reegelen a kloer Instrumenter en place gesat ginn, fir sécherzestellen, dass sech och un déi Reegele gehale gëtt. Dee beschte gesetzleche Kader, zemools bei esou engem wichtegen Dossier, bréngt näischt, wann ee keng Kontrollmechanismen en place huet, déi d'Effektivitéit vu bestëmmte Mesüren iwwerpréiwen.

Ech wëll awer ganz kuerz nach eng Kéier drop zréckkommen, wat awer elo an dëser Legislaturperiod scho gemaach ginn ass. An den Här Donnersbach ass kuerz drop agaangen. D'Frais-d'agencë sinn elo 50:50 gedeelt ginn. D'Garantie locative geet vun dräi op zwee Méint erof. Wann een d'Zäit iwwerschreit, fir dem Locataire seng Suen zréckzeginn, da kann ee penaliséiert ginn. D'Colocatioun ass reforméiert ginn, si ass kloer definéiert ginn duerch e Pacte de colocation an d'Obligatioun vun engem Bail écrit. D'Subvention loyer, ech mengen, dat ass eppes, do schwätze mer bal all Woch heibannen driwwer, déi ass ugehuewe ginn: 40 Euro pro Mount pro Kand méi. An ech wäert herno um Enn vun dësem Debat nach mat méi konkreeten Zuele kommen.

Ech wëll hei wierklech betounen, dass mir als DP der Meenung sinn, dass mer d'Proprietären an d'Locatairë musse méi no beieneebréngen. Dat kréie mer nëmmen hin, wa mer fir méi Transparenz suergen an och e Schutzmechanismus schafen, deen d'Locatairë virun ongerechte Mietverhältnisser schützt an deen d'Proprietäre responsabiliséiert – déi, déi versichen, ronderëm d'Gesetz ze kommen, sief dat beim Loyer, bei der Salubritéit oder bei anere Problemer.

Dat ass bei dësem Sujet de Kärpunkt. Fir eist Land weider fit ze halen, brauche mer déi zwee: Mir brauche Leit, déi prett sinn, fir Suen ze investéieren a Wunnengen, a mir brauche Leit, déi wëllen zu Lëtzebuerg schaffen, also déi dann eng Wunneng brauchen. D'Stäerkt vu Lëtzebuerg war nach ëmmer d'Cohésion sociale. De Staat ass an der Verantwortung, fir hei massiv ze investéieren, an och an de Locatif. Ech kommen net nach eng Kéier op d'Zuelen zréck, déi mäi Virriedner, den Här Donnersbach, hei scho presentéiert huet.

Mir kréien an der Kommissioun reegelméisseg de Rapport d'activité gemaach vun der SNHBM, vum Fonds du logement och, awer et ass wichteg: De Staat packt net alles eleng. Mir kënnen net alles eleng bauen. An dofir ass den Invest vu Privatleit och nach ëmmer ganz, ganz wichteg.

Ech hoffen – an ech hu mer de Moien an der Preparatioun vun dëser Ried laang Gedanke gemaach iwwert dat, wat de Kolleeg David Wagner géif soen –, dass ech en hei e Stéckwäit ka berouegen. Et ass nämlech net esou, wéi den Här Wagner et gesot huet, dass de Minister an d'Regierung sech nëmme géife fir déi eng interesséieren an net fir d'Locatairen. Dat ass absolutt falsch! Mir setzen eis fir alleguerten d'Leit an, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen oder eng Wunneng brauchen. D'Regierung hëlt d'Situatioun ganz eescht a geet mat deem néidege Pragmatismus a mat Wäitsiicht un dee Sujet erun, net fir nëmmen elo à l'immédiat eppes ze schafen, mee och fir méi laangfristeg Léisungen ze fannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Gilles Baum. An de Mikro ass elo fräi fir d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Dat Theema hei ass wierklech ëmmer um Rendez-vous, wa mer eis hei am Haus gesinn. A wa mer eppes deelen, dann ass et d'Suerg, fir op dem Dossier vum Logement weiderzekommen. Dat mécht de Problem awer net méi kleng. Mir kënne vill driwwer schwätzen, eis d'Zuelen ëmmer erëm rappeléieren, déi mer alleguerte kennen a gelies hunn, déi een an der Press ka liesen – et mécht se net méi schéin.

De Problem, dee mer hunn, an den David Wagner huet et gesot, dat ass eng grouss Asymmetrie. Mir hunn e Wunnengsmaart, wou e groussen Deel vu Leit einfach an enger schwaacher Situatioun sinn. An dat ass kee Randphenomeen. Mir hunn ze vill Leit um éischte Wunnengsmaart, déi eigentlech do net hir Plaz hunn. Déi misste bäikommen op de Liste-d'attenten, wou se sinn, fir an den abordabele Wunnenge Plaz ze kréien. Iwwer 6.000 Leit op Waardeléschten, Schätzungen no, betounen ech, well genee wësse mer dat jo och nach ëmmer net, mee dat sinn der vill.

Wa mer wëssen, dass de Präis vum Logement a ganz speziell och vum Loyer dat ass, wat d'Aarmut an eisem Land undreift, da wësse mer, dass mer hei eng grouss politesch Prioritéit hunn. An net méi spéit wéi gëschter, wou den OKaJu hei bei eis war, hu mer héieren, dass grad d'Kanner hei och déi Leidtragend sinn. Wann een d'Kapitel vum OKaJu zu deem Theema genau liest, da gesäit een, dass hei zu Lëtzebuerg net nëmmen eent vu véier Kanner an engem Stot ass, deen dem Aarmutsrisiko ausgesat ass, mee dass och 44 % vun de Kanner eeben aus Stéit vu Monoparentallen do derbäi sinn. Dat ass enorm vill, wann ee weess, wat e gudde Start fir e Kand bedeit, an am Umkehrschluss eeben och ka futti maache vu vireran.

Fakt ass, dass mer net vill Donnéeën hunn. Mir mengen, mir kucken, mir reimen eis Saachen zesummen. Egal wou een hikuckt, et feelt u konkreeten Donnéeën. Sou wësse mer zum Beispill och duerch e Rapport vun der Uni, dee rezent presentéiert ginn ass, dass an deem Echantillon, dee si befrot hunn – elo kann een driwwer diskutéieren, ob dat representativ ass oder net –, zwee Drëttel vun de Leit aussoen, dass se an insalubere Konditioune liewen. Dat ass och enorm vill!

Mir hu Gesetzer … Et ass gesot ginn: Wat hu mer vu Gesetzer, wa se net applizéiert ginn um Terrain? D'Gesetzer si schéin a gutt, mee et bleiwen zahnlos Tigeren, wann d'Leit entweeder mam Réck bei der Mauer sinn, well se sech iwwerhaapt net kënnen erlaben, virzegoe géint hire Proprietär. Well wa se bis am Sträit sinn, da riskéiere se reellement op der Strooss ze landen.

An da muss ee sech och Froe stellen zu eisen Institutiounen. Virum Summer hate mer eng Question parlementaire eraginn – ech weess net méi wien, ob ech et selwer war oder en aneren; ech hunn et op alle Fall de Moie gelies –, wou dann erauskënnt, dass iwwert déi lescht fënnef Joer bei de Mietkommissioune vun de Gemengen ënner 6.000 Awunner iwwer fënnef Joer gezielt grad emol véier Plaintë guttgeheescht gi sinn. Dat heescht, mir hätte just véier Abuse gehat, iwwer fënnef Joer gesinn hei, iwwert d'ganzt Land verdeelt! Do muss ee sech wierklech Froe stellen.

Wann een dann zum selwechten Zäitpunkt de Méinden héieren huet oder gelies huet beim OKaJu, dass aleng si als OKaJu, déi fir d'Kanner zoustänneg sinn a wierklech aner Saachen ze dinn hunn, wéi sech ëm de Logement eigentlech ze këmmeren, an engem Joer 55 Leit haten, déi bei hinne waren, fir sech wéinst deem selwechte Problem ze beschwéieren, spéitstens da wësse mer, dass mer e Problem am System hunn an dass ee sech muss Gedanke maachen, wéi mer de Leit kënnen hëllefen, zu hirem Recht ze kommen. Kee Randphenomeen also, mee an eisen Ae ganz kloer eng Urgence sociale.

Mir ginn och den Androck net lass, dass dat Netwëssen, Net-genau-Wëssen net esou ongewollt ass, wéi een et vläicht géif mengen. Ech hunn heiansdo wierklech Matleed mam Minister, wann ech mer virstellen, wéi et muss sinn ze schaffen, wann ee mat zwee Féiss am Sumpf steet an egal wat ee gefrot gëtt ëmmer muss soen: „Jo, mir mengen. Do hu mer d'Donnéeën net. Dat hu mer nach net erhuewen. Mir waarden. Mir sinn amgaangen."

Fakt ass, mir wëssen net: Wivill Wunnengen hu mer? Wivill stinn der eidel? Wie wunnt dran? Wéi sinn d'Loyeren? Wéi sinn d'Verhältnisser um Terrain? Mir hu keng systematesch Erhiewung, an dat fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat sech säit Joren op de Fändel schreift, en digitaalt Lëtzebuerg ze sinn, innovativ ze sinn, mat der Nues virbäi ze sinn, wann et ëm nei Technologië geet, wou een esou Saachen awer wierklech einfach kéint hikréien.

Mir wëssen et also net. Ech krut ëmmer gesot a si geléiert ginn: „Een, dee mengt, dee weess net." An dat

ass e Problem an där heiter Fro. Wa mer wierklech wëllen eng seriö Politick hei zesumme maachen, da brauche mer déi Fakten, an esou schnell wéi méiglech. Ech kann dem Minister op alle Fall nëmmen eis Ënnerstëtzung an där Hisiicht assuréieren.

Eng aner Fro, déi och am Raum steet. Et gëtt ëmmer gesot: „Jo, d'Loyere sinn deier." A firwat si se ze deier? Ben, well se immens deier sinn am Verglach zu anere Länner. Do gëtt et vill Ursaache vläicht, mee och do wësse mer et net genau.

An ech géif gären drun erënneren, dass hei am Abrëll, viru gutt sechs Méint, de Kolleeg Michel Wolter eng ganz pertinent Fro un den Här Roth gestallt hat. Dat war am Kontext, Dir erënnert Iech vläicht, wou mer de Prolongement vun de Mesure-fiscalle virgestallt kritt hunn, wou den Här Wolter gefrot huet, ob mer net mol kéinten endlech eng Étude comparative maachen, fir Fakten op den Dësch ze kréien, fir ze wëssen: Firwat ass zu Lëtzebuerg de Bau méi deier wéi am Ausland?

Och do gëtt vill spekuléiert. Deemno wien ee freet, kritt een aner Äntwerten. Déi eng, déi mengen, et sinn d'Promoteuren, déi asäckelen. Dann ass et den Terrain, dee mat eraspillt. Et sinn d'Margen. Wann Der mat de Leit vum Fach schwätzt, déi soen Iech: „Et sinn d'Normen, déi hei iwwerdriwwe sinn." Et ka villes sinn. Mag sinn, dass et multifaktoriell ass. Mee dat, wat kloer ass, ass, dass mir keng Kloerheet hunn. Mir wëssen et net.

Dofir och do meng Fro – an den Här Roth ass haut hei –: Hat Der dat weiderginn un een? Ass iergendwéi esou eng Etüd an Optrag? Well déi géif eis, mengen ech, alleguerten interesséieren. Da kéinte mer mol op enger klorer Basis iergendwann ufänke mat räsonéieren, amplaz ëmmer nëmmen ze spekuléieren.

Wéi gesot, et ass eng Urgence sociale. An eis Ënnerstëtzung hutt Der op allem, wat Der wëllt maachen, wat eis op deem Dossier do weiderbréngt. Ech mengen, dat huet jiddweree verstanen. An do si mer eis och op der Haaptlinn alleguerten heibannen eens.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert. An da wier et elo un där honorabeler Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, virun engem gudde Mount hunn den Observatoire de l'habitat an de LISER eng Etüd erausginn, déi eis all beschäftegt huet. Ganz kuerz kann een d'Resultater vun där Etüd esou zesummefaassen: Den Undeel vun de Proprietären um Logementsmarché geet zréck. D'Loyere sinn immens deier. Vill Locatairë kenne sech mat hire Rechter net aus. An ëmmer erëm kënnt et zu Abuse vusäite vun de Proprietären.

Mëttlerweil krute mer awer och Zousazinformatiounen zu där Etüd. D'Duerchschnëttspräisser, déi fir d'Locatioun gerechent goufen, waren opgrond vu begrenzt aussokräftegen Donnéeë ze héich ausgefall a mussen dohier mat grousser Virsiicht interpretéiert ginn.

A kaum en Aspekt vun eisem Logementsmarché ass méi emotionaliséiert wéi deen. Zesumme mat deenen anere Resultater vun der Etüd huet sech en dacks zitéierte Klischee scheinbar konfirméiert: de béise Proprietär, dee sech eng gëllen Nues verdéngt an dacks och nach senge Flichten net nokënnt – dat Virurteel och nach duerch e staatlecht Institut wëssenschaftlech bestätegt.

D'Resultat: en technesche Feeler bezéiungsweis Ongenauegkeet oder e politesch gewollt Virurteel? Mir wëssen et net. Ma e Gefalen hunn déi Responsabel domat sécher kengem gedoen. Well och ouni déi Etüd wësse mir, dass d'Demande no Wunnraum méi héich ass wéi d'Offer, wat automatesch zu héije Präisser féiert.

Et gëtt awer Problemer op eisem Wunnengsmarché, déi ee soll diskutéieren. Lëtzebuerg huet e vergläichsweis verständlechen an einfach ze applizéierende Mietendeckel: Ouni Chargen dierf de Proprietär maximal 5 % vum investéierte Kapital pro Joer froen. De Locataire huet also e kloren Indicateur, wéi eng Donnéeën hie brauch, fir ze iwwerpréiwen, ob säi Loyer gesetzeskonform ass.

Bei Gebaier, déi viru Joerzéngte kaf goufen, misst de Loyer am Fong deementspriechend niddreg ausfalen. Allerdéngs schéngen déi Fäll beim Bléck op d'Loyerspräisser rar geséit, wouduerch een hei scho vermute kéint, dass hei eventuell de Loyer iwwert deene 5 % läit. All Gesetz ass nämlech nëmmen esou gutt wéi seng Applikatioun. An dat hu mer de Moie schonn e puermol héieren.

Mir wësse vum Urteel vum Locataire vum Lampertsbierg zum Beispill, datt déi Reegel vu 5 % net ëmmer agehale gëtt. An dacks feelt et och un enger Mietkommissioun, un déi d'Locatairë sech iwwerhaapt kéinten adresséieren. Op där anerer Säit schéngt et bei Neibauten esou ze sinn, dass den Invest esou héich war, dass de Proprietär mol keng 5 % froe kann, well kee Locataire sech dat méi leeschte kann.

Gläichzäiteg diskutéiere mir säit Joren eng Verschäerfung vum Mietdeckel respektiv och d'Aféierung vun engem Mietspigel nom däitsche Virbild. D'ADR ass a bleift der Meenung, dass esou e Mietspigel hei am Land nach vill méi komplizéiert ausfale géif wéi déi 5%-Reegel, mat där hirer Ëmsetzung mir eis elo scho schwéierdinn. Mir als ADR sinn der Meenung: keng zousätzlech Virschrëften, mee Respekt vun deenen, déi schonn existéieren.

Mir wieren oppen dofir, datt de Calcul vum investéierte Kapital am Mietvertrag grondsätzlech mat ugi gëtt, idealerweis iwwer e legal festgesaten, notzerfrëndleche Formulaire, wou just déi wichtegst Kennziffere mussen agesat ginn an natierlech och den Dateschutz respektéiert gëtt. De Proprietär kennt déi Donnéeë jo a soll sech bei Froe gegeebenefalls och un eng national Mietkommissioun wende kënnen. Hei gräifen ech schonn e bëssen der Motioun vun der Madamm Lenert vir.

E weidere Problem ass de Leerstand. Och fir deen ze bekämpfen, brauche mir weeder nei Steieren nach nei Regësteren. Mir hunn ëmmer erëm héieren, wéi ee sech anscheinend um Mietmarché eng gëllen Nues verdénge kann. E Proprietär, deen ouni Ënnerbriechung zum Beispill 20 Joer laang zum maximal méigleche Präis verlount, kéint dovun ausgoen, seng Käschten um Enn vun där Period gedeckt ze hunn. Dat heescht, eréischt ab dem 21. Joer géif hien dann endlech ufänken, e Benefiss ze maachen. Mee hei schwätze mer och just vum Idealfall.

Jo, et gëtt definitiv Proprietären, déi abuséieren, an och zu Wien – do kann ech aus eegener Erfarung schwätzen –, andeems se zum Beispill ze héich Loyere froen, d'Kautiounen net am Delai erëmbezuelen oder Käschten ëmleeën, déi si misste selwer droen. Ma genausou gëtt et Locatairen, déi wëllentlech net bezuelen, déi den Objet verhonzen oder net erausplënnere wëllen. Géife mir géint déi Minoritéit vu schwaarze Schof, op béide Säite wuelverstanen, duerchgräifen, géife warscheinlech vill méi Leit probéieren, sech déi vermeintlech gëllen Nues ze verdéngen.

D'ADR plädéiert säit Jore fir e flexibelt Mietrecht, ouni de Mieterschutz auszehiewelen. Mir brauche kloer Méiglechkeete fir CDDen am Mietberäich, genausou wéi eng Stäerkung vum Eegebedarf oder dem Verkaf als Kënnegungsgrond.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problemer vun eisem Logementsmarché sinn ze villfälteg, fir a fënnef Minutten doriwwer schwätzen ze kënnen. Zesummegefaasst wiere fir d'ADR déi wichteg Léisungsusätz déi hei: eng kloer an ausnamslos Applikatioun vu bestoende Gesetzer, eng Flexibiliséierung vum Mietrecht, eng administrativ Vereinfachung vum Baurecht – well mir musse jo bauen, mir hunn ze wéineg Logement – an den Zougang zum Eegentum doduerch ze stäerken.

An och ech kommen zum Schluss op déi nämmlecht Fro wéi d'Madamm Lenert: Vläicht kënne mer endlech effektiv gewuer ginn, wou dem Kolleeg Michel Wolter seng Demande iwwert d'Etüd fir déi signifikant Präisdifferenz déi Säit an dës Säit der Musel drun ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Schoos. An dann ass d'Wuert elo fir den honorabelen Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'alleréischt, bevir ech elo an den Debat ginn, muss ech awer soen, dass ech erstaunt si vun deem, wat meng Virriednerin elo hei vu sech ginn huet. Et ass eng Partei, déi vu sech selwer behaapt, d'Partei vun de klenge Leit ze sinn, an et stellt sech ëmmer eraus bei all Interventioun, egal bei wéi enger, egal op wéi engem Sujet: Et ass d'Partei vun den décke Portmonnien. Well wann et eng Partei hei gëtt, déi hei seet, et gëtt kee Problem mam Loyersgesetz, an dat ass alles gutt, et soll een et just applizéieren, méi wäit vun der Realitéit kann een net sinn!

(Interruption par M. Fred Keup)

A méi en faveur vun den décken Investisseure kann een och net sinn.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech wëll fir d'alleréischt dem Här Wagner Merci soen, well en eis haut mat där Heure d'actualité d'Méiglechkeet gëtt, fir iwwer e Sujet ze schwätzen, iwwert dee mer net dacks genuch schwätzen, an de Bléck ze riichten op déi allervulnerabelst Mënschen an der Logementskris, déi nämlech, déi net kënne kafen, mee drop ugewise sinn, ze lounen, fir hiert Grondrecht op e Logement kënne wouerzehuelen.

D'Realitéit ass brutal. An deene leschte 15 Joer hu sech d'Loyeren hei am Land bal verduebelt. An haut ass de Constat deen, dass déi 20 % vun de Mënschen, déi am mannste verdéngen, haut scho quasi 60 % vun hirem Revenu mussen opbréngen, fir kënnen e Logement ze lounen. Bei de Monoparentalle si mer bei 55 %. Dat ass eng richteg, dat ass eng déif Ongerechtegkeet, déi d'Liewen an den Alldag vu ville Mënschen hei am Land prägt, all Dag prägt.

Mir maachen de Constat, dass mer och zu Lëtzebuerg ëmmer méi Locatairen hunn an dass eis Gesellschaft amgaangen ass, sech ze wandelen. Vu d'Präisser vum Logement an der Vente ass et fir vill Stéit einfach déi eenzeg realistesch Optioun fir ze lounen. A grad do, wou ëmmer méi Leit lounen, ginn d'Loyeren ëmmer méi héich an de staatleche Schutz funktionéiert net esou, wéi e sollt.

Jo, mir hunn eng ganz Panoplie vun Hëllefen a Sozialtransferten: Mietsubventioun, Wunnengsbäihëllefen, Ënnerstëtzunge fir kleng Akommessen. Dat ass och wichteg a richteg esou. Mee d'Wourecht ass och: Verschiddener vun dësen Hëllefe wären iwwerflësseg, wann de Marché locatif endlech géif richteg fonctionéieren.

Mir heelen am Moment virun allem d'Symptomer, mee mir bekämpfen d'Ursaachen net. An d'Ursaach ass kloer: Zu Lëtzebuerg ass Wunnen zu engem Luxus ginn. Déi bestoend Loyersbrems, déi d'Locatairë soll schützen, fonctionéiert an der Realitéit net. Verschidde Jurisprudenzen hunn dozou gefouert, dass d'Locatairen haut ouni Schutz dostinn. D'Reegele gëtt et zwar um Pabeier, mee an der Praxis si se net duerchsetzbar.

Dofir hu mir Gréng och am Juli 2024 eng Motioun hei an der Chamber deposéiert, déi d'Regierung dozou opgefuerdert huet, bis leschte Summer eng Reform vun der Loyersbrems op den Dësch ze leeën. Dës Motioun ass hei am Haus unanime ugeholl ginn. An de Minister huet versprach ze handelen. Mee haut, méi wéi e Joer méi spéit, hu mer näischt, keen Text, keng Reform, emol keng Perspektiv vun enger Reform. An dat ass leider net deen eenzege Vertrauensbroch vun dëser Regierung, deen op d'Käschte vun de Locatairë geet.

Et gouf och versprach, eng national Steier op eidel stoend Wunnenge virunzedreiwen, eng Leerstandssteier, déi géif verhënneren, datt haut Zéngdausende Wunnengen einfach esou eidel stinn an och dozou bäidroen, dass d'Präisser an d'Luucht ginn. D'viregt Regierung huet e Gesetzesprojet fäerdeg ausgeschafft. Dës Regierung huet en op Äis geluecht an op Sankt-Nimmerleins-Tag verréckelt. Dat heescht konkreet: net elo, net geschwënn, a wann ech mer de Bilan vun deenen éischten zwee Joer ukucken, da fäerten ech ganz: warscheinlech guer net.

De Minister huet ëmmer erëm ëffentlech deklaréiert, e géif virsiichteg wëlle virgoen, fir de Marché net futti ze maachen. Här Minister, ech verroden Iech e Geheimnis: De Marché ass scho futti. E fonctionéiert just nach fir d'Multiproprietären a fir déi grouss Investisseuren. E fonctionéiert scho laang net méi fir déi normal Leit a scho guer net fir déi Mënschen, déi an deene schwierege Liewenssituatiounen haut liewen.

Mir schwätzen dacks iwwer Aarmut, iwwer Kafkraaft, iwwer Sozialpolitick. D'Regierung schafft un engem Aarmutsbekämpfungsplang, mee all dës Mesüren hunn eng Limitt. Wann d'Loyeren explodéieren an d'Politick kee Courage huet, d'Haaptursaachen unzegoen, da komme mer net virun. Wann d'Loyere komplett ausser Kontroll sinn, wann d'Wunnengen eidel stoe bleiwen a wann d'Regierung Versprieche brécht, da brauche mer eis net ze wonneren, dass d'Leit hei am Land d'Vertrauen an d'Handlungsfäegkeet vun der Politick verléieren.

Mir brauchen dofir ganz dréngend elo e Kurswiessel an där heiter Fro. Mir brauchen eng Loyersbrems, déi wierklech gräift, Rechtssécherheet fir Locatairen, méi Transparenz an de Mietverträg, eng wierksam national Leerstandsbesteierung an eng Regierung, déi hir Verspriechen hält. Wunnen ass kee Luxus. Wunnen ass e Grondrecht; e Grondrecht, dat mer schützen an dat mer sécherstelle mussen, net muer, net an e puer Joer, mee elo direkt. An dofir ruffen ech d'Regierung op, ganz dréngend ze handelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Sehovic. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Alljoers erëm diskutéiere mer iwwert d'Situatioun um Immobiliemarché, och fir d'Locatioun. Ech mengen, dat ass schonn esou lues eng Traditioun hei wéi de Kleeschen. All Joer däerfe mer nach eng Kéier driwwer schwätzen. Et ännert sech awer net wierklech eppes an d'Situatioun ass u sech nach verschäerft ginn, andeems dass d'Zënsen op de Kreditter méi héich gi sinn, dass d'Banke méi restriktiv gi sinn, dass manner Kreditter vergi gi sinn, an duerfir méi Leit op de Locatiounsmarché gezwonge gi sinn, wéi dass se konnten hir eege Wunneng kafen, wat dat Ganzt och nach eng Kéier verschlechtert huet.

Jo, d'Loyere sinn alleguerten eropgaangen. An net ze vergiessen: Et sinn och ganz vill Leit, déi sech ëmmer bekloen iwwert d'Chargen, déi och deementspriechend an d'Luucht gaange sinn. An dann déi zwee zesummen, dat mécht, dass een awer do net méi iwwert d'Ronne kënnt.

Ech muss der CSV och widderspriechen, dass se virdru gesot huet, se géing d'Leit entlaaschten, well Dir hutt vläicht de Mindestloun steierfräi gemaach, wat ganz laang gefrot ass, mee ech mengen net, dass et déi sinn, déi kënne vill lounen – leider! Mee déi, déi awer am Moment um Marché ënnerwee sinn, deenen huelt Der zwou an eng hallef Index..., op der Steiertabell den Index. Dat ass déi aner Wierklechkeet, wou Der huelt. Dat heescht, deementspriechend wäerte se herno manner am Portmonni hunn, fir de Loyer ze bezuelen, an net, wéi Der gesot hutt, dass Der d'Leit géingt entlaaschten.

(Brouhaha)

De Marché eleng wäert d'Präisser ni erofkréien, egal wéi een et mécht. Also mir Piraten soe scho laang, dass déi ëffentlech Hand dat muss maachen. Mee dat Privat muss awer nach ëmmer interessant bleiwen, well déi ëffentlech Hand packt et net eleng.

Ech kommen herno op d'Léisunge vun der ëffentlecher Hand. Ech ginn awer fir d'éischt an op d'Léisung vun dem private Marché. An ech hat déi och schonn eng Kéier dem Finanzminister hei virgestallt. Dat ass eis Steierformel. Mir hätte gären e Mietpreisspiegel. A mir hunn am Rapport vum Ombudsman gesinn, dass d'Steierverwaltung schonn esou een huet, wou se gesäit, wat d'Loyeren an den eenzelne Quartiere sinn. Well se huet nämlech engem, deen ënnert dem Präis verlount huet, e Bréif geschéckt, dat wär net erlaabt, an do huet e missen nobezuelen. Dofir si mer dorobber komm, dass d'Steierverwaltung deen hätt. Dat war virun zwee, dräi Joer an dem Rapport vum Ombudsman.

A mir hätte gären déi Formel, dass een einfach seet: Mir hunn e Mietpreisspiegel pro Quartier. Wien driwwer ass, muss méi op sengem Taux vu Steiere bezuelen, a wien drënner verlount, kritt eng Reduktioun op de Steieren, soudass et en Ureiz ass, dass een de Loyer erofsetzt, anstatt dass een en eropsetzt, well wann een en eropsetzt, bezilt een herno iwwert d'Steierformel méi, wéi wann een en erofgesat hätt. Dat heescht, mir kënnen dem Locataire effektiv do hëllefen, andeems mer mat deem Mietpreisspiegel schaffen.

Well et muss och interessant bleiwe fir Privatleit, dass se an een oder zwee Appartementer kënnen investéieren, well et ass besser, wa mer hinnen déi Méiglechkeet ginn, wéi dass se reng op der Bourse ënnerwee sinn, well op der Bourse schafe se kee Locatiounsraum. Mir brauche Locatiounsraum. An ech wëll net, dass et ëmmer nëmmen déi déck Promoteure sinn, déi schonn 300, 400 Appartementer verlounen, déi um Marché ënnerwee sinn, mee ech hätt gären, dass et Privatleit sinn, déi déi Méiglechkeet hunn.

Dann zum Staat. Jo, de Staat misst de Mietkauf aféieren. Leit, déi elo schonn an enger staatlecher Wunneng sinn oder eng nei staatlech Wunneng kréien, sollen d'Méiglechkeet kréien, de Loyer herno quasi als Kreditt, als Mietkauf ze hunn an herno kënnen déi Wunneng ze halen, ofzekafen. Natierlech mam Virkafsrecht fir de Staat, fir dass se herno net um private Marché verschwënnt. Esou géinge mer deene Leit eng Perspektiv ginn, déi net op der Bank de Kreditt kréien, déi net kënnen direkt an d'Eegenheem, mee mir géingen e Mietkauf maachen, an dat staatlech. Ech hunn dozou och eng Motioun matbruecht.

Dann, déi aner Formel vun eis ass scho méi laang bekannt. Dat ass den 10 Euro de Meeterkaree. Dat heescht, d'Gemeng oder de Staat baut an e géing dat fir 10 Euro de Meeterkaree verlounen an et géing den Eegentum vum Staat bleiwen. De Stee bleift also den Eegentum vum Staat. Deementspriechend ass och kee Verloscht do an et kritt ee just nach d'Recetten. An esou kéint een de Leit hëllefen, dass se net op de private Marché ugewise sinn, well mer mussen éierlech sinn, an dat ass an Tëschenzäit bis an d'Mëttelschicht eran, souguer bis an déi gehuewe Mëttelschicht eran, dass een um Locatiounsmarché guer näischt méi kritt. Do muss de Staat agräifen. Ech hu virdru vun de Mindestléin geschwat. Déi kréien haut näischt méi um Locatiounsmarché, wann ee ganz éierlech ass. An do wär et gutt, wann de Staat géing agräife mat deenen 10 Euro de Meeterkaree.

A wéi soll dat realiséiert ginn? Ma mir hunn do d'Iddi, dass een an deenen nächste véier Joer 180 Milliounen an e spezielle Fong géing huelen, fir déi Wunnengen ze bauen, dat heescht, direkt en Turboboost géing starten. Ech hu gëschter matkritt, dass et méiglech ass, dass een 180 Milliounen iwwer véier Jore kann ausginn. Deementspriechend sollte mer déi an de Logement stiechen a mir sollten de Leit eng Méiglechkeet ginn, fir hir Wunneng ze kréien, an dat elo direkt ufänken.

Villmools merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Jidderee brauch en Daach iwwert dem Kapp: Wunnen ass e Grondrecht, dat am Artikel 40 vun der lëtzebuergescher Verfassung als Staatszil festgehalen ass: „L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié."

– Eng eege Wunneng ze besëtzen ass, wéi d'Pensioun, eng Grondofsécherung géint d'Aarmut am Alter an de Staat sollt dofir suergen, dass all Persoun, onofhängeg vun hire finanzielle Méiglechkeeten, d'Chance kritt, fir hir eege Wunneng ze besëtzen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– de Leit bei den neien a staatlech gebaute Wunnengen d'Optioun vum Mietkauf ze erméiglechen zu engem am Viraus formuléierte Präis, woubäi de Staat beim Verkaf ëmmer e Virkafsrecht behält.

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, dass se de Wunnengspark vum Staat a vun de Gemenge wëll weider ausbauen.

– D'Rapporte vum Observatoire de l'habitat weisen, dass zu Lëtzebuerg nach ronn 4.000 Hektar Land fir de

Wunnengsbau kënne genotzt ginn an dovunner iwwer 500 Hektar am Besëtz vum Staat an de Gemenge sinn.

– Den duerchschnëttleche Baupräis bei der SNHBM pro Quadratmeeter loung 2023 bei ronn 5.300 €/m² (Äntwert QP N° 390) an de Staat huet am Joer 2024 ronn 126 Milliounen Euro fir 208 Wunnenge bezuelt, also zu engem Duerchschnëttspräis vu 600.000 € (Äntwert QP N° 2102).

– De Wunnengsbau ass eng Prioritéit vun héchstem nationalen Interessi an all Euro, dee mer hei dran investéieren, kënnt de Leit an der Wirtschaft hei am Land zegutt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e Spezialfong vun 180 Milliounen opzemaachen, woumadder ronn 400 weider Wunnengen (30.000 Quadratmeeter) kéinte gebaut oder 300 Wunnengen iwwert de VEFA-Programm kéinte kaf ginn.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och un den Initiateur vun dëser Diskussioun, den David Wagner, wou mer munneches nach eng Kéier kënne rappeléieren a géigesäiteg austauschen, wat mer awer och virun net allze laanger Zäit schonn an der zouständeger Chamberkommissioun ausgetosch hunn. An duerfir wonnert et mech e bëssen, wann et duergestallt gëtt, wéi wann hei guer keng Virdiskussioun gefouert gi wär, wéi wann hei den totale Stëllstand wär. Dat ass et jo net, well och d'Regierung huet sech an der Chamberkommissioun engagéiert, schrëttweis virzegoen.

Jo, ech hunn ëmmer gesot, mir musse beim Bail-à-loyers-Gesetz ganz gutt oppassen. Mir mussen e ganz fragillen Equiliber erreechen tëschent den Interessie vun deenen, jo, déi fragill sinn, an dat sinn d'Locatairen, déi net einfach de Proprietäre kënnen ausgeliwwert sinn, an op där anerer Säit awer och deenen, déi investéieren, déi Proprietär sinn, fir datt déi nach en Interêt hunn, an Zukunft ze investéieren. Well et gëtt kee Locataire, wann net virdrun een investéiert huet, an et gëtt och keen Investisseur a kee Proprietär, wann en herno kee fënnt, deen nach ka loune bei em, oder ëmgedréit.

Duerfir, mengen ech, ass dat doten eng ganz delikat Missioun. An ech bleiwen och derbäi, wat ech op eenzelne Plazen och scho gesot hunn: Hätte mer dat Gesetz esou gestëmmt, wéi déi lescht Regierung et virgesinn huet – woubäi dee Moment, wou et geschriwwe ginn ass, net gewosst war, datt d'Zënsen op déi haiteg Héicht géife goen –, hätte mer nach emol däitlech méi Problemer um Wunnengsmarché, well mer einfach domadder de privaten Invest a Locatiounswunnengen nach eng Kéier ofgewiergt hätten. Well wann ech méi Geld op der Bank muss zeréckbezuele wéi dat, wat ech als Rendement da bei mengem Investissement an de Steen erauskréien, da mécht jo wierklech keen et méi. An dat kann net d'Zil vun der Politick sinn.

An duerfir fannen ech et gutt, datt mer eng Rei vu Mesüren an eng Rei vun Dispositiounen, déi an deem Gesetzesprojet virlouchen, proposéiert goufen, déi och e Konsens gemaach hunn, och e breede Konsens, e relativ breede Konsens hei am Haus gemaach hunn, gestëmmt hunn, datt déi a Kraaft sinn, déi wichteg sinn an déi och ganz konkreet haut schonn de Locatairen hëllefen, mee datt mer eis awer och Zäit ginn, fir déi aner Diskussioun anstänneg op en Enn kënnen ze féieren an eis gegeebenefalls och nei Instrumenter kënnen ze ginn, wéi zum Beispill e Mietkadaster, dee mer bräichten, fir eis wierklech en objektiven Iwwerbléck iwwert d'Realitéit vun de Loyeren hei am Land kënnen ze verschafen.

An enger vun deene leschte Chamberkommissioune vum Logement hunn ech jo och proposéiert – an ech mengen, et war den Här Sehovic, dee mer d'Iddi ginn huet, déi ech ganz sympathesch fonnt hunn –, fir an zwou Stufe virzegoen, fir an enger éischter Stuf zwou Saachen ze maachen, an zwar eng Kéier d'Mietkommissiounen ze iwwerdenken, ze iwwerschaffen. Well egal wat mer hannendru maachen, ouni eng Instanz, déi entweeder kontrolléiert, déi mediéiert, bleift dat anert en zahnlosen Tiger. Mir kënnen an d'Gesetz schreiwen, wat mer wëllen, wa mer net iergendzwousch eis selwer d'Méiglechkeet ginn, d'Enner beieneenzekréien tëscht de Proprietären an de Locatairen, eng Objektivéierung tëscht deenen zwee ervirzehiewen, se beieneen ze féiere respektiv da vläicht och deen een oder deen aneren Dossier awer op d'Friddensgeriicht ze verséieren, da bleift dat alles wäertlos, wat mer do an d'Gesetzer schreiwen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Gläichzäiteg war awer och suggeréiert ginn, datt mer déi Formel, déi de Capital investi ausweist, nach eng Kéier kloer géife schreiwen. An ech kéint mech à la limite och domadder ufrënnen, datt deen an de Kontrakt géif kommen, de Wäert vum Capital investi, fir doduerjer och méi Transparenz ze schafen an och ze wëssen, op wat sech déi 5 %, déi am Gesetz stinn, baséieren, an domadder och garantéiert ass, datt an engem Kontrakt eigentlech näischt aneres kann ënnerschriwwe ginn.

Ech kéint mer virstellen ..., well hei ass vill vun Delaie geschwat ginn, woubäi ech et elo net besonnesch gënschteg géif fannen, wa mer nach eng Kéier géife Motioune fixéieren, fir esou Gesetzespäck dann och hei ze arrêtéieren, well mer wëssen awer net, wéi schnell mer virukommen. Ech mengen, d'nächst Woch hunn ech eng Entrevue mam Syvicol iwwert d'Mietkommissiounen. Wa mer do direkt d'Enner beieneekréien – well et ass och eng kommunal Kompetenz –, wat d'Mietkommissioun ubelaangt, wat och aner Aspekter ubelaangt, zu deenen ech nach kommen, da geet et vläicht och en Tick méi schnell. Wann dat awer méi Diskussiounen a méi Ronne beusprocht, da geet et sécherlech net esou schnell. Mee ech ka mer virstellen, datt mer tëschent dem éischten an dem zweete Quartal 2026 och en deementspriechende Projet de loi kéinten an d'Chamber bréngen.

Dann hu mer awer och gesot, datt mer de Volet vun dem Plaffong eigentlech net total wëllen ausspueren an datt mer schonn eng Kéier musse kucken, wat mer domadder maachen, a vläicht manner mol d'Fro stellen, ob déi 5 % nach richteg sinn, mee éischter: Wat ass dann déi Referenz, wann zum Beispill Objeten einfach och laang net méi reevaluéiert goufen, de Wäert, deen haut um Marché fir en Objet bezuelt géif ginn, wann en dann zur Transaktioun géif stoen, par rapport zu deem theoreetesche Capital investi, dat iergendwann eng Kéier gemaach gouf respektiv mat Adaptatiounsformelen dann héichgerechent gëtt, wann et do awer eng grouss Diskrepanz gëtt? An et komme jo do déi Geriichtsurteeler hier, déi eigentlech gesot hunn: Dat jëtzegt Gesetz, deem ass de Geescht ausgaangen. Dat mécht kee Sënn méi a mer mussen nei Weeër do fannen.

An do war d'Propos an der Kommissioun dann awer och, fir a Richtung vun engem Mietkadaster ze goen. Mir wëssen a mir hunn awer och gläichzäiteg festgehalen, datt dat natierlech och méi Zäit géif an Usproch huelen, bis datt mer eng zolidd Basis hunn, fir esou e Mietkadaster opzestellen. Dat ass jo näischt, wat iergendwéi aus dem Himmel gefall kënnt, mee dat ass eppes, wou mer eis eng Methodologie musse ginn, wou mer Donnéeë mussen zesummeféieren, wou mer déi musse préiwen. An dann hätte mer och eng Basis, déi net nëmmen duerno fir e Bail-à-loyers-Gesetz kéint déngen, mee virun allem eis awer selwer och ganz wichteg Informatioune kéint ginn, wéi d'Situatioun um Marché locatif zu Lëtzebuerg sech entwéckelt, wourobber och politesch Diskussiounen objektivéiert kéinte gefouert ginn an och politesch Decisioune kéinten erbäigefouert ginn.

Hei, mengen ech, hat ech de Mëtteg och e bëssen d'Impressioun, jiddereen hätt seng eegen Zuelen. A wat ee méi wäit vun der Regierungsverantwortung ewech war, wat se méi exageréiert waren. An dat ass eigentlech keng gutt Viraussetzung, fir d'Enner hei a sou enger Diskussioun beieneenzekréien. Also sollte mer scho kucken, datt mer an eng Objektivéierung vun eisen Zuelen an och vum Debat hannendrun do kënnen investéieren.

Et gëtt Iwwerleeungen, Här President, mee ech muss déi sécherlech nach mat villen aneren Acteuren diskutéieren, wéi mer kënnen och e permanente Suivi maache vun der Realitéit um Marché locatif. Et ass hei vun enger nationaler Instanz geschwat ginn, wou quasi sämtlech Informatioune géifen erafléissen. Ech weess net, ob mer sämtlech Informatioune brauchen, mee mer brauchen der op jidde Fall. Awéiwäit datt dat geet, dat sollte mer kucken.

Jo, den David Wagner huet zu Recht richteg gesot, datt mer am Ministère eng Diskussioun lassgetrëppelt hunn iwwert d'Salubritéitsgesetz, dat heescht, net nëmmen den Aspekt ze diskutéieren: „Wat bezuelen ech fir meng Wunneng?“, mee och den Aspekt ze diskutéieren: „A wat fir engem Zoustand ass déi Wunneng?“. A mir wësse jo, datt meeschtens déi, déi finanziell am vulnerabelste sinn, déi sinn, déi finalement och nach an enger schlechter Wunneng wunnen, well et näischt aneres méi gëtt um Marché, an awer nach ganz dacks en deiere Präis bezuelen. An duerfir, mengen ech, musse mer béid Aspekter och parallell diskutéieren.

Mir haten net méi spéit ewéi d'lescht Woch eng ganz flott Debatt mat ganz ville Participanten, Gemengevertrieder, Vertrieder vun Office-sociallen an aneren Acteuren, am Wunnengsbauministère, fir eis en éischten Echange iwwert d'Salubritéitsgesetz ze ginn, wou eigentlech jidderee gesot huet, et geet net duer, well mer och hei Texter hunn, déi eigentlech net zur Applikatioun kommen.

Ech denken, ee Punkt ass wichteg: datt mer d'Gemenge mat an der Responsabilitéit halen, well d'Gemengenautoritéite sinn déi, déi ganz no si bei där doter Situatioun. Ech war schonn an Diskussiounsronnen, wou éischter gesot ginn ass: „De Staat muss dat doten iwwerhuelen, vum Contrôle bis de Sanctionnement.“ Ech mengen awer, datt de Staat wäit ewech ass vun der eenzelner Situatioun an d'Gemengen eng Kompetenz hunn, fir d'Leit unzemellen, d'Gemengen an d'Buergermeeschteren och eng Kompetenz hunn, fir d'Sécherheet vun de Leit an der Gemeng. An dozou gehéiert eeben och d'Situatioun, wéi se wunnen, e Service technique, deen dat doten och ka mat kontrolléieren. An dorëms geet et eigentlech net. Et geet natierlech och ëm Sanktiounsmechanismen, déi hannendru sinn, a wéi déi ausgebaut ginn a wéi déi sech géifen entwéckelen, fir datt och e Proprietär seng Responsabilitéit iwwerhëlt. An hei ass et e bësse wéi bei der Héicht vun de Loyeren: Wa mer net eng Mietkommissioun hunn, déi bei der Héicht vum Loyer

och kann aktiv ginn ... An ech hu matgeschmunzelt, wéi d'Paulette Lenert d'Zuelen an de Bilan vun de Mietkommissiounen hei presentéiert huet. Jo, dat ass kee Spigelbild vun der Realitéit, wéi mer se vermuten a wéi mer se kennen a wou mer wëssen, datt se eigentlech net esou ass. An duerfir sollte mer eis do aner Instrumenter iwwerleeën.

Mee och hei gëllt et: D'Regierung ass hei an der Flicht, fir dee Gesetzestext, deen nach net al ass, dee vun 2019 ass, ze iwwerschaffen. Mee et ass awer och hei sécherlech den enken Dialog an d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen a mat anere sozialen Acteuren ze sichen.

Ech denken awer virun allem, datt och d'Mieter haut e Schutz verdéngen. An duerfir hu mer kuerzfristeg iwwert de Gesetzesprojet zum Budget och déi finanziell Moyenen, déi eng ASBL Mieterschutz vum Ministère zur Verfügung gestallt kritt, fir Locatairen ze begleeden, ze informéieren, ze sensibiliséieren, hinnen och d'Gesetzessituatioun kënnen ze erklären an hinnen hir Rechter och kënnen opzezeechnen, ze skizzéieren, vervéierfacht fir d'Budgetsjoer 2026, soudatt mer och do awer denken, datt de Staat an der Flicht ass, méi ze maachen, fir d'Locatairen ze informéieren, ze sensibiliséieren an och ze protegéieren duerch eng besser Kenntnis vun der Legislatioun, och eng Applikatioun an der eenzelner Situatioun, well mer scho wëssen, datt natierlech de Proprietär tendenziell deen éischter staarken Acteur um Loyersmarché ass a mer duerfir de Locataire méi staark solle schützen.

D'Locatairë schütze maache mer natierlech och, andeems mer als ëffentlech Hand méi staark an ëffentlech Wunnengen, an ëffentlech Mietwunnengen investéieren. Dir wësst, datt dat en dekláréiert Zil vun der Regierung ass. Mir gi méi Moyenen, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. Ech mengen, ech hat an der Kommissioun virgerechent, datt mer vun 2024 op 2025 schonn e Plus vu 40 % haten iwwert de Fong vun der Aide à la pierre fir Logement abordable vu Gemengen, vun ëffentleche Bauträger, vun Associatiounen, déi dann och wierklech Logement abordable, also ëffentlech Mietwunnengen, subventionéiert Mietwunnenge schafen. An déi Efforte wäerten an deenen nächste Jore weider eropgoen.

A mir hunn an deene leschten zwee Joer a 550 Wunnengen investéiert, well mer Kontrakter ënnerschriwwen hu respektiv Wunnenge reservéiert hunn, déi mer um Plang wäerte kafen, wat op där enger Säit Aarbecht fir de Bausecteur bréngt an op där anerer Säit awer och de Parc locatif an engem zolitte Mooss, och ganz kuerzfristeg, wäert ausdeenen. Wann ech dat emol vergläiche mat deenen Zuelen, déi am Joer 2024 de Fonds du logement an d'SNHBM zesumme produzéiert hunn, zesumme fäerdeggestallt hunn, dat waren der ënner 200. Hei hu mer der elo 550 ënnerschriwwen a mir diskutéieren iwwer weider Wunnengen.

Do gesäit een och, datt de Staat an datt d'Regierung wëllt weider an ëffentlech Wunnengen investéieren, fir och hannendrun en Acteur op dem Marché locatif ze ginn, fir domadder och, ech wëll net soen a Konkurrenz ze trieden, mee awer iergendzwousch eng reguléierend Fonctioun ze hunn, andeems mer, wéi mer dat jo beim Logement abordable maachen, de Loyer och a Fonctioun vun dem Revenu vun där Famill kënnen ausriichten, soudatt dat och méi staark eigentlech als Grondprinzipp vläicht op de gesamte Marché kënnt, an domadder och deenen engen oder aneren, déi mengen, se hätten eng staark Positioun a se kéinte froen, wat se wéilten, awer eng Limitt kënnen opzeechnen.

Jo, Famille mat Kanner, wéi d'Paulette Lenert gesot huet, sinn dacks am meeschte betraff vun deenen dote Situatiounen, well ee ganz schnell méi Plaz brauch, well ee ganz schnell awer och mierkt, datt et e Mangel u Wunnenge gëtt, wou ee sech mat méi Kanner och gutt ka logéieren, an datt een dann natierlech och deene Loyere méi hëlleflos ausgeliwwert ass. An duerfir, mengen ech, war et och normal, datt dës Regierung ganz schnell higaangen ass an d'Subvention loyer adaptéiert huet, woubäi et och do net laang hier war, datt déi Regierung virdru se schonn ugehuewen hat an nach eng Kéier virun allem en Akzent gesat huet bei de Kanner, jo, bei der Eligibilitéit vun de Familien, datt der méi an de Genoss kënne komme vun enger Subvention loyer, mee datt op där anerer Säit awer och ganz besonnesch d'Kanner nach méi staark gewiicht gi sinn, 40 Euro méi, vu 40 op 80 Euro erop pro Mount, wou de Staat hei kann hëllefen.

A jo, ech ginn deene Recht, déi soen, déi Hëllef muss och méi schnell ukomme bei der Demande. An déi Demandë mussen och vu méi Leit gemaach ginn a mer mussen eigentlech déi Mesür do méi populär maachen, fir datt méi Leit dovunner profitéieren, déi och en Urecht dorobber hunn. An dorunner schaffe mer och elo.

Dann ass nach eng Fro gestallt ginn iwwer en Debat, deen hei eng Kéier vun engem vun Äre Kolleege lancéiert gouf, firwat da Bauen hei zu Lëtzebuerg méi deier wär wéi an de Länner ronderëm. Ob d'Bauen elo gemengt ass oder ob d'Kafe gemengt ass, ob d'Präisser gemengt sinn, sief emol dohinnergestallt. Mee mir wësse jo awer, datt hei zu Lëtzebuerg den Terrain schonn innerhalb vun eise Landesgrenzen immens staark variéiert an datt de Präis vum Terrain, wa mer iwwert d'Landesgrenzen erausginn, jo och nach weider erofgeet an aller Reegel, op jidde Fall d'Tendenz generell no ënnen, ausser ech kommen an deen een oder anere Ballungszentrum dann och am noen Ausland, wou et dann och erëm eng Kéier aneschters ass. An eisem Land, laut de Chiffere vum Observatoire de l'habitat, pendelt dat bei eis esou tëschent 900 Euro Incidence foncière um Meeterkaree Wunnfläch bis iwwer 5.000 Euro Incidence foncière um Meeterkaree Wunnfläch. A wa mer dat scho bei eis op eiser klenger Surface als Differenz hunn, ass dat schonn en Deel, mengen ech, och vun der Erklärung, firwat et generell dann déi aner Säit vun eise Landesgrenze manner kascht wéi hei.

Nun, wunnen an eng Wunneng, dat ass net nëmmen en Terrain, dat ass och e Bau. Mir wësse jo awer schonn, datt mir en anere Mindestloun hunn hei zu Lëtzebuerg. A mir wëssen, datt all déi, déi bauen an de Bauentreprisen, ganz dacks um Mindestloun oder knapps iwwert dem Mindestloun sinn. An dat erkläert vläicht och, firwat de Bau en Tickwäit méi deier ass.

Mir wëssen awer och, datt e Präis, dee finalement op engem Marché gefrot gëtt, net ëmmer nëmmen eppes mam Entsteeungspräis ze dinn huet plus eng Marge raisonnable, mee datt dat och eng Kräizung ass vun Offer a vun Demande. An d'Demande rechent sech och mat der Kafkraaft vun deenen, déi wëllen a kënne kafen, an déi ass nun eeben och emol hei zu Lëtzebuerg eng Kéier méi héich wéi am noen Ausland. Also alles Argumenter, déi schonn erklären, vläicht net quantitativ, mee awer op d'mannst qualitativ, firwat am Ausland bauen oder Wunnenge kafen e Stéckwäit méi bëlleg ass ewéi hei.

Mir sollten eis awer och mat deenen doten Äntwerten net zefriddeginn. An duerfir huet d'Regierung zesumme mat den Nopeschregiounen en Observatoire transfrontalier de l'habitat gegrënnt, fir dann och do erëm eng Kéier méi objektiv Chifferen iwwert d'Situatioun vum Wunnen a vun de Käschte fir d'Wunne kënnen ze kréien zu Lëtzebuerg am Vergläich mam Ausland an dann och doriwwer eraus kënnen esou Froe wéi déi doten ze debattéieren a gegeebenefalls objektiv Konklusiounen dorauser ze zéien.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt den Här Goergen Iech nach eng Fro wëllt stellen an den Här Wagner och. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och merci, Här Minister. Dir hutt d'Umeldungen op der Gemeng ugeschwat. An ech hat och beim OKaJu déi Fro scho gestallt. Et si mir Fäll bekannt, wou virun allem alengerzéiend Mamme mat zwee, dräi Kanner dann en Objet fonnt hu fir d'Locatioun, well se vläicht an enger anerer Gemeng schonn ugemellt waren, dat awer an engem desolaten Zoustand war, an da si se an eng aner Gemeng komm, mee do si se awer net ugemellt ginn, well déi Reegel gëllt vun de Kummere pro Kand, an dat ass jo an all Gemeng anescht. An do hate mer scho ganz sensibel Fäll. Sollt een do net an Zukunft vläicht dat méi national reegelen oder vläicht och e bësse méi tolerant sinn? Well et ass ëmmerhi besser, wa se mat de Kanner awer kënnen an eng Wunneng, eng Locatioun fannen, déi nach bezuelbar ass. Well se géinge warscheinlech gären eng mat zwou, dräi, véier Kummere fannen, mee wann et net méiglech ass ze bezuelen, geet et einfach net. Dann hänkt et awer herno just nach un der Umeldung. Kann een do net an Zukunft méi tolerant sinn oder dat Theema iwwerhaapt emol eng Kéier och mat de Gemengen opgräifen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann op déi dote Fro net äntwerten. Et ass net meng Zoustännegkeet. Ech mengen, ob eng Gemeng Awunnerinnen an Awunner bei sech umellt, vum nationale Standpunkt aus ass dat den Inneminister, un deen Der Iech do misst adresséieren.

Ech wëll awer äntwerten op deen Argumentaire, deen Der féiert, well et ass genau deen doten Argumentaire, dee jo derzou féiert, datt ganz vill Leit herno, wat mir hei elo diskutéieren an zum Beispill och an dat nächst Salubritéitsgesetz stoe kënnt, wat d'Norme misste sinn, déi eng Wunneng misst respektéieren, fir datt se dann iwwerhaapt ka verlount ginn ... Mat genau deem doten Argument, wa mer se net do draloossen, dann hu se herno guer näischt méi. Do sinn Dausende vu Wunnengen, déi a schlechtem Zoustand sinn, déi net gesetzeskonform si vun der Salubritéit hier, déi awer verlount ginn, well genau deen dote Räsonement gefouert gëtt.

Wa mer elo eppes maachen, wa mer déi Wunnengen do zoumaachen, dann hu se guer näischt méi. An duerfir, mengen ech, musse mer awer och zesumme kucken: Wéi e Salubritéitsgesetz hätte mer gären? Wat soll den Zoustand vun deene Wunnenge sinn? Wat sinn déi Normen? A wann dann e Buergermeeschter oder eng Buergermeeschtesch de Courage huet, fir ze soen: „Mir mellen do kee méi un, well déi Wunneng ass insaluber", da solle mer dat awer och net allkéiers a Fro stelle mat deem Argument: „Soss hunn déi Leit elo guer näischt méi", well soss kënne mer eis Gesetzer huelen a se verbrennen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Et ass elo um Här Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och fir d'Äntwerten. Bon, beim Mietgesetz, ech mengen, mir wäerten nach bei der Motioun drop agoen. Den Zäitpunkt, doriwwer kann een diskutéieren. Ech fannen awer och ëmmer, datt d'Diskussioun ëm d'Zënsen jo och eng Fro vun de Banken ass. An déi hu mer jo och scho méi wéi eng Kéier thematiséiert. An do kann een awer och e bësse relativiséieren, well mir sinn awer och der Meenung, datt et wéinstens hei zu Lëtzebuerg zwou Banke gëtt, wou de Staat awer och e gewëssenen Afloss hat. A mir hate schonn doriwwer diskutéiert. Do hätt een och kënnen en Afloss hunn, wat d'Zënsen ugeet. Mee do si mer eis ni eens, fir ze wëssen, inwiefern de Staat do kann intervenéieren oder net. Mir sinn der Meenung, datt en dat kéint. Ech gesinn, de Finanzminister ass och do. Doriwwer kann een herno diskutéieren.

D'Salubritéitsgesetz, wat soll nach geännert ginn: Mir wäerte jo gesinn, wat do erauskënnt. Wichteg ass tatsächlech festzestellen ... Ech hunn den Androck, datt mer an déi Richtung ginn. Ech hoffen awer, datt mer wierklech ganz konkreet an déi Richtung wäerte goen, fir ze soen: Jo, et geet net just duer, Norme festzeleeën a Gesetzer festzeleeën, mee och dofir ze suergen, datt se agehale ginn. Ech mengen, den Här Baum, de Gilles Baum, ass virdrun dorobber agaangen.

D'Responsabilitéit vun de Gemengen: Richteg, ech hunn den Androck, datt mer hei zu Lëtzebuerg permanent esou en Hin an Hier hunn, esou e Silosdenken och: „Jo, d'Gemengen hunn eng Responsabilitéit beim Logement." Ech si selwer och Member vum Gemengerot vun der gréisster Stad hei am Land, déi bestëmmt net déi Äermsten ass. An do gëtt och nach heiansdo gesot: „Jo, do musse mer awer oppassen. Fir Wunnengen, Gemengewunnengen, do hu mer vläicht och net d'Fongen, fir se all kënnen ze verwalten." Ech mengen, iergendeng Kéier muss een do zu engem Punkt kommen. Et gëtt Gemengen, déi dat hikréien, anerer manner. Mee et kritt een ëmmer esou ganz verschidden Téin.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst Är Fro stellen, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Zwou Froen nach. Ech hat eng Fro gestallt, wat d'Diskriminatiounen ugeet, awer och nach wat de méiglechen Testing ugeet an d'Fuerderung vum Centre pour l'égalité de traitement. Deen hat dat eng Kéier gefuerdert, fir kënnen esou en Testing ze maachen. Mee do misst d'Gesetzgeebung awer och geännert ginn, well e bräicht déi Moyenen, fir dat ze maachen. Ech weess, datt Dir net direkt d'Tutelle hutt, mee ëmmerhin geet et ëm de Logement. Do géif ech gären Är Meenung wëssen. An och wat standardiséiert Mietverträg ugeet zesumme gekoppelt mat enger nationaler Mietkommissioun, déi och dann do kéinten deposéiert ginn an ugeholl ginn.

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech denken, datt keen eppes dergéint huet, e Contrat-type, op jidde Fall fir eng Locatioun, ze proposéieren. Op där anerer Säit ass et nach ëmmer e Kontrakt tëschent zwou Parteien an déi eenege sech dann, wat se doranner schreiwe respektiv wat se net doranner schreiwen. An do ze soen: „Et muss dat heite sinn an et däerf näischt aneschters sinn!", quasi een ze imposéieren, kann ech mer elo kaum virstellen.

Jo, effektiv, ech hat verpasst, op d'Fro vun eventuelle rassistesch motivéierten Diskriminatiounen um Marché locatif anzegoen. Mäi Regierungskolleeg, de Max Hahn, wäert an den nächste Wochen och e Plan d'action national anti-racisme virstellen, wou mir als Logementsministère och eng Rei vu Propose gemaach hunn. Dozou gehéiert net, undercover bei d'Agencen ze goen an do ze probéieren, da mat verstoppter Kamera, warscheinlech à la Günter-Wallraff-Method, do een op de Réck ze leeën. Mee dozou gehéiert virun allem awer ganz vill Sensibiliséierung, Informatioun an och Formatioun vun den Agentinnen an Agenten, déi an deem Secteur schaffen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, déi gefrot gi sinn, den Här Sehovic an d'Madamm Cahen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hätt nach eng Nofro par rapport zu der nationaler Leerstandsbesteierung. Bon, ech maachen elo net den Ënnerscheed, deen elo e Virriedner gemaach huet tëschent CSV-gefouerte Ministèren an DP-gefouerte Ministèren, well et eng Regierung ass. Ech weess, dass et net Är direkt Kompetenz ass, mee vu dass se awer esou e groussen Impakt huet op Är Aarbecht als Logementsminister, wollt ech awer froen, ob do vläicht den CSV-gefouerten Inneministère dem DP-gefouerte Logementsminister gepëspert hätt, wéi d'Aarbechten op der Leerstandsbesteierung viruginn a wéini mer da kéinten eng Propos, tatsächlech eng nei Propos, kréien.

Ech begréissen, dass Dir jo an Ärer Kompetenz dann eng Rei vun Delaien elo mol indikativ genannt hutt. Gëtt et do eppes méi Konkreetes par rapport zur Leerstandsbesteierung? Well mir schwätze jo hei ganz vill iwwert d'Efforten an den Neibau, déi mer maachen, déi och richteg a wichteg sinn. Ech ginn ze bedenken, dass mer eppes zwëschent 10.000 an 20.000 Wunnengen hunn, déi direkt mobiliséierbar wären an direkt kéinten op de Marché kommen. An do sollte mer usetzen.

Merci.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Den DP-Logementsminister, zesumme mam CSV-Inneminister, hat virun enger Rei vu Wochen – ech kann elo spontan net méi genau den Datum hei reproduzéieren – eng gemeinsam Pressekonferenz, wou den CSV-Inneminister och ganz genau d'Intentiounen, déi gemeinsam Intentioune vun der ganzer Regierung a Saache Leerstandssteier och developpéiert huet, och mam Timing, deen déi Leerstandssteier da soll kréien.

Mir wëllen eng Leerstandssteier, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren. Et ass Partie intégrante vun eisem Regierungsprogramm. Et ass awer hei och eng Fro vun der Machbarkeet, vun der technescher Machbarkeet. Mir brauchen e Wunnengsregëster. Ouni Wunnengsregëster wësse mer net, wat fir eng Wunnengen et gëtt. Wa mer net wëssen, wat fir eng Wunnengen et gëtt, kënne mer net soen, ob se bewunnt oder ob se eidel ass. Esou einfach ass et.

Ech bedaueren dat, datt mer déi technesch Viraarbecht do nach musse maachen. Ech wëll Iech dat soen. Ech beloossen et awer och net dobäi. Mir wäerte virun allem nach eng Kéier eng Campagne maache fir d'Gestion locative sociale, wat jo éischter ass, fir am Gudde mat de Leit eens ze ginn, éier datt se herno vläicht besteiert ginn, well do kënne se hir Wunneng ouni Suergen un en Organismus ofginn, se kréien e bescheidene Loyer, deen ass quasi steierfräi, an deen Organismus këmmert sech ëm alles, ëm d'Locatairen, wa se wiesselen, wa se erausginn a wann d'Wunneng vläicht souguer muss an d'Rei gemaach ginn. An ech denken, datt dat eng nach ëmmer valabel Alternativ ass fir déi Wunnengen, déi effektiv haut nach ëmmer eidel stinn. Mëttlerweil hu mer der 1.400 an der Gestion locative sociale, wou een awer och gesäit, datt mer domadder och e Succès hate bis elo. An deenen nächste Woche wäerte mer ganz genau och eng Meediecampagne doriwwer maachen, fir datt vläicht elo Enn des Joers deen, dee sech de Luxus erlaabt, eng Wunneng eidel stoen ze loossen, nach eng Kéier drun denkt, datt et ganz vill Mënschen an eisem Land gëtt, déi eng Wunneng brauchen – a sécherlech och op der Welt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. An dann zum Schluss d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et kann ee jo net alles einfach esou stoe loossen, wann et net richteg ass. Ech wollt dem Här Wagner awer soen, dass mer an der Stad Lëtzebuerg schonn iwwer 800 Wunnengen hunn, déi mer och selwer als Stad Lëtzebuerg geréieren, dass mer VEFA-Projete kaf hunn, dass mer natierlech nach wëlle weider ausbauen. Dir wësst dat och, Wunnenge vun all Zort. An ech mengen, dat wollt ech awer hei eng Kéier soen, well Dir elo de Contraire behaapt hutt. Dat ass net richteg.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Mir sinn als Stad Lëtzebuerg nach ëmmer gewëllt, weider Wunnengen op de Marché ze brénge vun der Stad, well et ass net richteg.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo keng Fro un de Minister, Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Nee, ech wollt am Fong richtegstellen, wat gesot ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, ech wëll elo keng Diskussioun hei zouloossen. Deen een huet säi Standpunkt gemaach. Deen aneren huet säi Standpunkt gemaach. An elo wär dës Diskussioun ofgeschloss.

Motions

A mir géingen zum Vott vun de Motioune kommen, wou jiddweree kann zu deene Motiounen nach d'Wuert huelen, wann en da wëllt.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi vum Här David Wagner. Här Wagner, wëllt Dir d'Wuert am Ufank zu däser Motioun huelen oder duerno? Dir wëllt dat duerno maachen. Wie wëllt zu der Motioun Nummer 1 vum Här Wagner d'Wuert huelen? Den Här Baum, den Här Goergen an den Här Sehovic.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, fir d'Wuert, Här President. Et ass een awer heiansdo e bëssen ... Wann een esou an allerleschter Sekonn nach Motioune kritt, da geet den Här Minister schwätzen an da wëll ee sech awer nach mam Minister ofschwätzen. Dofir war ech elo net op menger Plaz. Just dat zur Erklärung.

Zur éischter Motioun ass et esou, dass mer och an der Kommissioun jo iwwert dat heite geschwat hunn. De Ministère an den Här Minister sinn amgaangen, effektiv heirunner ze schaffen. An ech mengen, mir sollten eis elo net hei duerch en Delai an enger Motioun ënner Drock setze loossen. Mir schaffen dorunner. A mir hu gesot, mir géifen dat och an der Kommissioun weider verfollegen. Dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Motioun hei elo net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert se matstëmmen. Och wa mer eng aner Iddi

hunn, dass mer gäre géingen iwwert d'Steieren de Loyer erofsetzen, kann ech awer och domat liewen, dass mer op de Wee géinge goen, well ech mengen, eis Iddi keng Majoritéit wäert fannen, dass een op d'mannst op de Wee geet, fir e Plaffong vun de Loyeren anzeféieren, well domadder wär de Leit och geholleef.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, bon, och wa mer eng Motioun haten, déi en Delai virgesinn huet, där hiren Delai verstrach ass ouni Resultat, géinge mer awer gären nach eng Kéier de Versuch starten. An dofir ënnerstëtze mer d'Motioun vum Här Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? D'Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci. Mir wäerten dës Motioun matstëmmen. Ech denken, et ass e räsonabelen Delai, den nächste Mäerz. Mir sinn eis bewosst, dass dru geschafft gëtt. Mee dat doten ass jo e bësse Sputt. A wéi den Här Sehovic scho gesot huet: Et soll een d'Hoffnung oprechterhalen, dass dat iergendwa méi Dréi da kritt, wann d'Viraarbechte bis eriwwer sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Ech gesi soss keng Wuertmeldung. Da ginn ech dem Här Wagner nach eng Kéier d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Bon, jo, mir hunn déi heite Motioun deposéiert, well mer jo dru geduecht hunn, datt justement eng aner Motioun schonn ugeholl gouf, déi eng Deadline gesat huet fir de Juni vun dësem Joer. Also, mir si scho laang driwwer.

Jo, natierlech kann een net op d'Woch genau soen, wéini een e Projet kann deposéieren. Mee et herrscht, net just hei an der Chamber ... Op jidde Fall bei der Oppositioun, mee, ech mengen, och an der Bevëlkerung huet een e bëssen den Androck, datt déi ganz Geschicht vum Mietgesetz a vun enger eventueller Plafonéierung vun de Loyeren e bëssen an d'Längt gezu gëtt. An et weess een net esou richteg, a wat fir eng Richtung d'Regierung wëllt goen. Se seet: „Jo, mir schaffen drun. Mir schaffen drun." Et gëtt esou laang dru geschafft. An dann iergendeng Kéier sinn erëm Walen an dann ass et erëm eriwwer.

Dat heescht, mir wäre frou, wann d'Majoritéit déi heite Motioun géif unhuelen. Dat ass e räsonabelen Delai. Ech hunn awer e bësse matkrut, datt dat net wäert de Fall sinn. Ech hoffen awer, datt mer wéinstens d'nächst Joer wäerten awer kënne schonn déi éischt Téin dovunner héieren. Soss wäerte mer nach eng Kéier Drock maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Diskussioun zu däser Motioun Nummer 1 ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op zur Motioun Nummer 1 vum Här David Wagner. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Octavie Modert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Alex Donnersbach) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun vum Här Wagner. Här Wagner, Dir wëllt warscheinlech duerno d'Wuert huelen. Wie wëllt zu däser Motioun Stellung huelen? Den Här Baum, den Här Goergen, den Här Sehovic, d'Madamm Lenert an d'Madamm Schoos.

M. Gilles Baum (DP) | Merci och hei fir d'Wuert, Här President. A merci fir déi Motioun. Et gëtt eng rezent Analys vun der Uni.lu, wat de Mal-logement an d'Exklusioun ugeet. Ech proposéieren, déi erauszesichen an déi zirkuléieren ze loosse bei de Membere vun der Logementskommissioun.

Ech gesinn elo wierklech net de Meerwäert an, fir e statistesche System hei opzebauen. Ech mengen, dass et méi wichteg ass – an ech mengen, bal all d'Riedner hunn et de Mëtte gesot –, dass mer um Terrain aktiv ginn, dass mer Logementer schafen, dass mer eise VEFA-Opkafprogramm duerchbréngen. Ech mengen, et ass besser, mir paken hei konkreet un, wéi dass mer erëm e statisteschen Amt schafen, wou mer awer Ressourcë verbrauchen, déi mer vläicht op anere Plaze besser kéinten asetzen. Dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn elo nach eng Kéier missen iwwerleeën, well et ass awer komesch, op d'Uni.lu ze verweisen an eng Etüd, déi elo eemoleg ass mat engem Problem, dee sech eigentlech konkreet iwwer allegueren d'Joren zitt an deen an der Vergaangenheet och schonn e grousse Problem war an deen een eigentlech sollt ganz genau am A behalen a wou een Transparenz sollt schafen, well ech hat jo dofir och dem Minister déi Fro gestallt. En huet meng Fro e bëssen ëmgedréint. D'Fro ass nämlech esou gewiescht, dass een, wann een an engem Haus wunnt mat véier, fënnef Kummeren, wat net propper ass, an an e proppert Appartement wëll zéie vun enger, zwou Kummeren, sech do net ugemellt kritt.

An et ass ganz kloer, dass dat, wat déi Lénk hei freet, muss kommen, dass een eng Kéier eng Statistik huet, dass een de Besoin erfaasst an dass een och direkt reagéiere kann, wann een an engem Haus ass. Well déi meescht Leit, mat deenen ee schwätzt, déi fille sech allegueren esou onmächteg. Et kann ee jo näischt maachen, wann een an engem Haus wunnt, wat bal auserneefält a wou de Schimmel ass oder soss eppes. Wat soll ee maachen? Dofir brauche mer dat. Mir brauchen déi Zuelen. Mir brauchen e politesche Wëllen. A mat deenen Zuele kënnt och de politesche Wëllen, fir dat ëmzesetzen, de Leit ze hëllefen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo ass et um Här Sehovic. Duerno d'Madamm Lenert, dann d'Madamm Schoos, dann den Här Donnersbach. Här Sehovic, et ass un Iech.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, déi Etüd vun der Uni.lu, déi den Här Baum ugeschwat huet, déi war jo schonn an der Kommissioun. Déi hu mer jo diskutéiert. An do ass jo ee vun de Constaten, dass mer dréngend och nach méi Donnéeë brauchen. Dat ass eppes, wat jo och ëmmer erëm haut am Debat erëmkomm ass. Ech mengen, dass mer méi staatlech Interventioun an deem Marché brauchen. Dat fänkt u mat gudden Donnéeën. Dowéinst ënnerstëtze mer dës Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun natierlech ënnerstëtzen. Ech sinn e bësse verwirrt iwwert dem Här Baum seng Aussoen, well ech an där selwechter Kommissioun war. An ech muss soen, justement bei der Presentatioun vun där Etüd vun der Uni ass et engem ganz kloer ginn, dass dat just eng kleng Foto ass, well d'Chercheure selwer, déi se presentéiert hunn, drop insistéiert hunn, dass een d'Representativitéit natierlech muss relativ gesi bei där Etüd. Et ass en Echantillon, déi, déi matgemaach hunn, fräiwëlleg. Et sinn tendenziell Leit, déi betraff sinn. Dat hu se eis ganz gutt erkläert. An ech hunn et am Fong geholl justement grad no där Presentatioun vun där Etüd ganz aliichtend fonnt, dass een hei méi eppes Stabeles brauch, eppes Konstantes brauch a wat och exhaustiv wär. Dofir wäerte mer dat op alle Fall ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Ech schléisse mech do un. Wa mer esou Statistike wëllen erhiewen, da musse se dem Terrain entspriechen an och eeben, wéi gesot, representativ sinn. Et muss kontinuéierlech sinn. Et dierf net nëmmen iwwer e gewëssenen Zäitraum sinn.

Dat Ganzt géinge mir awer och begréissen, wann et net nëmmen am Sënn ass vun de Locatairen, deenen eeben e Leed zougefüügt gëtt oder mat Schimmel a sou weider, mee awer och, wa bei de Proprietäre Problemer sinn.

Beim zweeten Tiret natierlech, bei der „publication des données collectées", do wier et ganz wichteg, dass den Dateschutz awer och respektéiert gëtt, dass et do net iergendwéi zu enger Prangerstellung kënnt: „Hei, bei deem do Proprietär dierft der scho mol näischt méi lounen." Dat wier gutt. Mee bon, theoreetesch si Statistike jo och ëmmer anonym. Dowéinster ginn ech dervun aus, dass dat och domadder esou gemengt ass. An da kéinte mir déi Motioun och matdroen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass schonn ugeklongen: Ech mengen, viru

sechs Joer ass hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt ginn iwwert d'Salubritéit an d'Hygiène vun de Wunnengen. Ech mengen, an de Gemenge gëtt dat oft nach esou gesinn, datt dat haaptsächlech d'Colocatioune betrëfft, mee et ass am Fong all Logement, dee verlount gëtt, deen dorënner fält. An dat Gesetz gëtt déi gutt Outilen, wann esou Situatioune sinn, datt de Buergermeeschter kann agéieren. Ech denken, datt dat de Wee ass, wa Problemer sinn, datt een iwwert dee Wee fiert, datt een dat méi bekannt mécht, datt een d'Leit besser informéiert. An ech mengen, datt dat konkreet um Terrain méi hëlleft. An dat ass och de Grond, firwat mer dës Motioun net ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci. Et ass schonn interessant ze gesinn, datt d'Majoritéit vun engem Gesetz schwätzt, wat et nach net gëtt a wat soll ausgeschafft ginn. Ech mengen, wann eng Regierung handele wëll ... Mir schwätzen hei vun der Salubritéit a vum méiglechen Ausschloss vu Locatairen, d'Exklusioun vu Locatairë vum Wunnengsmaart, also der Schwieregkeet, déi potenziell Locatairen hunn, fir iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen an duerno fir an enger dezenter Wunneng kënnen ze liewen, respektiv sech kënnen ze verteidegen, wann e Problem dran ass.

Ech hunn den Androck, datt mer hei awer zënter Joren, ëmmer wann et dorëms geet, esou e bësse Pi mal Daumen haut zu Lëtzebuerg driwwer diskutéieren. Et gouf elo gesot: „Jo, mir haten eng Kommissiounssëtzung, wou da Chercheure vun der Uni komm sinn. An déi hunn eis eng Presentatioun gemaach." Ech wëll awer och drun erënneren, datt meng Demande déi war, net just eng Presentatioun ze maachen, mee datt och den Här Minister misst dobäi sinn, fir kënne seng Schlussfollgerung ze maachen. E war net do. Eng Representante vum Ministère war do. A si konnt natierlech wéineg soen, op jidde Fall näischt Politesches soen, well dat ass jo och net hiren Job. On est tout simplement resté sur notre faim. Dofir hunn ech jo och déi Heure d'actualité hei gefrot, well et jo aneschters net gaangen ass.

Mee ech mengen, wann eng Regierung seriö handele wëll ... Mir schwätze vum Wunnengsproblem, Problem Nummer 1 hei zu Lëtzebuerg, wéi dat och a villen Etüden erauskënnt, an zemools och iwwert duerno d'Salubritéit vun de Wunnengen. Dat ass näischt Anekdotesches. Ech ënnerstellen der Regierung guer näischt Schlechtes. Ech menge schonn, datt och am Logementsministère Bewosstsinn do ass, datt do e Problem ass. Mee dat, wat mir virschloen, dat ass justement, datt mer elo d'Erhiewung vun de Problemer systematiséieren, dat heescht, datt mer kucken, wat fir eng Acteure mussen dobäi sinn, datt si och kucken, wéi sech organiséieren, wat fir eng Statistiken ee muss ophiewen, wéi een dat berechne soll, an datt eng Mise à jour gemaach gëtt. Soss komme mer erëm eng Kéier an d'Logik, datt vläicht an zwee, dräi, véier, fënnef Joer vaillant Chercheure vun der Uni erëm eng Kéier eng Etüd maachen, wou mer erëm feststellen, datt d'Prozentsätz erëm eropgaange sinn, well sech net villes geännert huet vläicht – hoffen ech net –, an datt mer permanent ëmmer esou e bëssen ad hoc funktionéieren, amplaz eis wierklech déi Moyenen ze gi fir ze agéieren.

Wann eng Regierung eppes wëllt änneren, da muss se och wëssen, wouriwwer se schwätzt. An dat ass just eng ganz modest Propos, fir an déi Richtung ze goen. An déi gëtt och erëm eng Kéier net ugeholl. Ech fannen dat schued.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss.

An da géing ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Wagner och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An déi drëtt Motioun, déi am Kader vun dëser Heure d'actualité erakomm ass, ass déi vum Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President, och zu dëser Motioun. Et ass esou, dass de Mietkauf am Koalitiounsaccord steet. De Ministère ass amgaangen, u verschiddene Modeller ze schaffen. Dat huet den Här Minister mer elo gesot, just dee Moment, wou ech net hei op menger Plaz war. Et ass also e Work in Progress. An dofir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Jo, d'Iddi vum Mietkauf ass eng Iddi, déi d'CSV an de leschte Joren oft op dëser Plaz zur Sprooch bruecht huet, besonnesch och hei duerch mäin éierewäerte Kolleeg, de Marc Lies, deen dat ëmmer erëm zur Sprooch bruecht huet. Dat ass och de Grond, firwat et haut am Koalitiounsaccord vun der Regierung steet. Do steet ganz kloer, datt dës Regierung e legale Kader wäert schafen. De Minister schafft dorunner. An dowéinst gesinn ech och elo net, firwat mer hei eng Motioun musse stëmmen, déi genau dat fuerdert, wat d'Regierung amgaang ass ze maachen a wat de Koalitiounsaccord am Fong genau esou virgesäit. Dowéinst ass déi Motioun superfetatoire.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci. Ech gesinn dat e bësselchen anescht wéi op der Säit hei, well et ass jo schéin, wann dru geschafft gëtt, mee mir sinn awer schonn eng ganz Zäit ënnerwee. An ech fannen, et wier eebe grad e gutt Signal, wann ee sech fir en éischte Schrëtt – dat hei ass jo och net fir de ganze Marché, mee fir e bestëmmte Marché, dee viséiert ass – dozou géif verflichten iwwert de Wee vun enger Motioun. Do fannen ech elo eigentlech näischt Verwerfleches dobäi. Dat wier jo justement en ligne mat dem Fernzil, dat d'Regierung dann iwwer hiren Accord huet.

Zu dësem Zäitpunkt hu mer nach keen Abléck an d'Iwwerleeungen. Dofir begréisse mer dat, dass iwwert de Wee vun enger Motioun e bësse Beweegung erakënnt. A mir sinn net méi wéi gespaant. Mir wäerten och de Mietkaf ënnerstëtzen, sou wéi e virgesinn ass am Regierungsaccord, a waarden dorobber, wéi dat an der Praxis soll ausgesinn. Ob een dat elo step by step mécht oder net, Haaptsaach, et kënnt ee beim Resultat un. An zu deem Zäitpunkt, wou mer sinn – mir hunn awer elo schonn iwwer zwee Joer hannert eis –, fannen ech et gutt, e klengt Signal heibannen ze setzen, dass mer zu esou eppes stinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Här Wagner an duerno den Här Sehovic.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, heiansdo kann een enger Motioun virwerfen, se wier ze laang, duerno, se wier ze kuerz. Et ass ni richteg. Déi heiten ass relativ kuerz. Si ass och net falsch, mengen ech. Ech mengen, et gëtt verschidde Methoden, wéi een dat kéint maachen, mee et mécht jo natierlech kee Sënn, dat alles an enger Motioun opzezielen. Ëmmerhin ass och nach e Virkafsrecht virgesinn. Ech menge schonn, datt een déi Motioun kann ënnerstëtzen. Och wann zurzäit d'Regierung amgaangen ass, Modeller ausfindeg ze maachen, mengen ech, géif dat net schueden, déi Motioun hei unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, ech gesinn dat e bëssen änlech wéi den Här Wagner. Bon, et ass och ganz sécher net eng vun den Haaptprioritéiten elo mol vun der grénger Logementspolitick. Mir musse kucken, dass mer weiderhin ausräichend Wunnengen am ëffentleche Park hunn. Dat ass eis éischt Prioritéit. Mee hei, am Sënn vun e bësse Beweegung an deem Ganzen, géinge mer dat heite mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, also mir droen dat och mat, well et steet och scho säit Jore bei eis an eisem Walprogramm. Dowéinster begréissen ech dat natierlech. An ech fannen, et ass awer och ëmmer e gudden Incentive, wann een awer mol d'Regierung an d'Regierungsparteien drun erënnert, wat se alles an hirem Koalitiounsaccord hunn. An ech hoffen, all déi Motiounen, déi dann ofgeleent ginn, well se jo scho souwisou am Koalitiounsaccord stinn, ginn dann an dräi Joer erëm ausgepaakt. An da kucke mer, wéi eng da wierklech gemaach gi sinn a wéi eng net ëmgesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech si frou ze héieren, dass de Mietkauf soll kommen. Ech reesen elo schonn eng Zäitchen hei an der Chamber duerch all d'Rieden allkéiers fir de Mietkauf. Et ass awer nach ni esou positiv gewieścht an nach ni realistesch gewieścht, dass et en Enn hätt an iergendeng Kéier géing kommen. Ech hoffen, dass et dann an den nächsten dräi Joer eng Kéier wäert kommen.

Mee ech mengen, Dir schwätzt nach iwwer en anere Mietkauf wéi ech a menger Motioun, well hei geet et nämlech ëm déi staatlech Wunnengen an net ëm de ganze Marché. Hei geet et drëm, vill méi schnell ze handelen, virun allem well Der jo awer amgaange sidd, VEFAen opzekafen, well Der amgaange sidd, Wunnengen ze bauen. Dir hutt virdru Chiffere genannt. An hei geet et reng ëm déi nei staatlech, déi op de Marché kommen.

Wat ass de Virdeel? Ma Dir bezuelt 20, 25, 30 Joer de Loyer an herno ass et Äert. Dat ass virun allem an der Pensioun an am Alter immens interessant, well dann de Loyer ewechfält. A wann Dir eng Kéier géingt ewechfalen, huet de Staat ëmmer d'Virkafsrecht. Dat heescht, et bleift och nach am Park dran. Dat heescht, et ass net onbedéngt zum Nodeel vum Staat. Am Contraire, et kritt een d'Geld herno an der Pensioun. Op där anerer Säit huet een awer net méi d'Belaaschtung vum Loyer. Dat ass eigentlech d'Iddi dohannert. Et géing jo herno och net op de private Marché kommen. Dofir ass et e bëssen eng aner Formule, wéi Dir se am Koalitiounsaccord hutt.

Hei geet et a sech reng ëm déi staatlech Wunnengen, déi elo op de Marché kommen, ëm déi VEFAen, déi Der kaf hutt. Dofir ass d'Optik e bëssen eng aner. An dat wär wierklech eng Moossnam, fir de Leit ze hëllefen, dass se kënnen op de Mietkauf goen, wa se scho keng Kreditter kréien. Mee da géinge se awer de Loyer ugerechent kréien. Et ass a sech änlech wéi e Kreditt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 3 vum Här Marc Goergen ofgeschloss.

An ech géing déi Motioun och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach eng ganz kleng Ustrengung.

(Interruption de M. Mars Di Bartolomeo)

Ok, da schléissen ech de Vott of. Dach, elo ass e gaangen. Ech hunn elo 60 Deputéierter, déi ofgestëmmt hunn. Dann, mengen ech ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Dat ass duerchaus méiglech, ...

(Hilarité)

... mee d'Resultat dovunner ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Motion 4

An do komme mer zur véierter Motioun vun dem Här Goergen. Den Här Goergen schwätzt hannendrun. An ech ginn dovunner aus, datt mer mam Här Baum ufänken.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, Här President. Hei ass eng Motioun, déi mech elo awer e bëssen erstaunt, an zwar aus dem Grond, well mer alleguerte wëssen – a mir hunn oft genuch an der Logementskommissioun doriwwer geschwat –, wéi vill Sue mer an de Grapp huelen an den nächste Joren.

Dir kritt reegelméisseg den Update gemaach. Dat war jo eng Demande, och vun de Piraten, fir reegelméisseg ze kucken, wéi mer weiderkomme mam VEFA-Opkafprogramm, wéi mer weiderkomme mam Kaf vun den Terrainen. Mir maachen dat reegelméisseg zweemol d'Joer. Dir kritt reegelméisseg och d'Geleeënheet, Iech mat de Responsabele vun der SNHBM auszetauschen, gradewéi mam Fonds du logement. Mir hunn d'Suen engagéiert am Pluriannuel. Ech gesinn elo net wierklech an, firwat mer sollen e weidere Spezialfong iwwer 180 Millioune schafen. Ech proposéiere menger Fraktioun, déi Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Wie mellt sech nach? Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Wagner, vum Här Sehovic, vun der Madamm Lenert. Ok, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wann ech d'Saach awer richteg verstinn, gëtt et jo e Fong fir opzekafen, fir ze bauen. De Problem beim Fong ass jo och ëmmer deen, datt en iwwerdotéiert ass par rapport ... Dat gesi mer allkéiers bei de Budgetsdebatten, datt en ëmmer iwwerdotéiert ass an datt duerno manner erauskënnt wéi dat, wat virgesi gouf. Dat hu mer jo och nach viru Kuerzem an enger Logementskommissioun diskutéiert. Dat huet och verschidden Ursaachen.

Mir ass och net kloer, wouhier déi verschidden Zuele kommen. Also natierlech soll – an dat fuerdere mer jo permanent – de Staat eebe VEFAen opkafen, d'Gemengen natierlech och, mee de Staat soll dat maachen. De Staat soll och selwer bauen, sou vill wéi méiglech a sou vill et geet, an och Terrainen opkafen. Mee déi heiten Zuele si mir, ech weess net, e bësse mysteriéis. Mir sinn net géint de Prinzipp. Mir wäerten eis enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, bon, dat Éischt, wat ass, ass, dass mer effektiv scho Spezialfongen hunn. Mir sinn elo net der Meenung, dass mer nach neier misste schafen.

Wou den Här Goergen Recht huet: Wann ee sech de Pluriannuel ukuckt, da muss ee leider de Constat maachen, dass an deenen nächste Joren d'Budgete souwuel fir de VEFA-Opkafprogramm wéi fir d'Fonge leider zréckginn.

Mir hoffen, dass mer dat nach ëmgedréit kréien, sinn dann awer der Meenung, dass 180 Millioune par rapport zu deem, wat am Pluriannuel soll ewechfalen, warscheinlech net wäerten duergoen. An aus deene genannte Grënn proposéieren ech menger Fraktioun, sech ze enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, merci. Eis entzitt sech och de Sënn, fir elo nach e Fong nieft de Fong ze setzen. Mir hunn e Fong. Mir kruten och erkläert, wéi dat ugeduecht ass iwwert déi nächst Joren. Mir bleiwen och der Meenung, dass dat doten elo net onbedéngt dat Feld ass, wou de Plou grad am déifste stécht. Dofir wäerte mer dat heiten net matstiechen.

(Hilarité)

Matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Mir hu verstanen, wat Der gemengt hutt. Et ass elo soss keng Wuertmeldung do. Da géing ech dem Här Goergen nach eng Kéier d'Wuert ginn, wann en et wëllt. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A sech ass déi Motioun mat der éischter Motioun vum Mietkauf ze verstoen. Dat heescht, wann déi duerchkomm wär – ech hat wéineg Zouversiicht –, dann hätt een natierlech jo och misse Geld hunn, fir dat herno kënnen ëmzesetzen. An dohier kënnt déi heite Motioun, fir dass een de Mietkauf dann och hätt kënne verwierklechen. An dat wär an dëser Formule ginn.

Firwat hu mer déi 180 Millioune geholl? Dir hutt gesot, déi Zuele wäre mysteriéis. Nee, ech hu mech einfach gëschter um Filmfong fir véier Joer orientéiert. An ech fannen, dat selwecht kann een och an de Steen investéieren.

(Brouhaha)

Wann een d'Prioritéit op de Filmfong setzt, kann een och d'Prioritéit op de Logement setzen. An deementspriechend wären déi 180 Milliounen am Stee ganz gutt ubruecht ginn. An dofir ass déi Motioun komm fir e Booster.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär d'Diskussioun vun der Motioun 4 vum Här Goergen ofgeschloss.

An ech géing dann och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen, 6 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 52 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Alex Donnersbach), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles

Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Kemp) et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wäre mer dann um Schluss vun déser Heure d'actualité ukomm.

6. Ordre du jour

An deen nächste Punkt wär d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert. Ech wollt Iech just, éier mer dee Punkt ufänken, nach froen, ob mer no där doter Motioun och d'Motioun vum Här Gusty Graas op den Ordre du jour setzen an doriwwer diskutéiere kéinten. Ech mengen, dozou hunn och sämtlech Fraktiounen a Sensibilitéiten hiren Accord ginn. Ech maachen dat léiwer haut wéi muer, well mer muer e ganz chargéierte Programm hunn. An dofir ass et vläicht méi einfach, dat haut nach ze maachen. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la mise en place d'une commission nationale des loyers et l'instauration d'un crédit d'impôt « loyer »

(Motion déposée en séance publique n° 103 du 29 octobre 2025 – à consulter au compte rendu n° 42/2023-2028 en page 34)

An da komme mer zu der Motioun vun der Madamm Lenert. Madamm Lenert, wëllt Dir se duerno nach eng Kéier erklären oder wëllt Der se elo nach eng Kéier erklären? Wéi Dir wëllt. Dir huelt elo e bëssen Zäit.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Da konzentréieren ech mech. Nom Prinzipp „Und täglich grüßt das Murmeltier" komme mer erëm eng Kéier à charge mat deem Theema, dat eis haut elo vill beschäftegt huet. Mir fuerderen eng national Mietkommissioun.

Firwat? Well mer gesinn, dass d'Ulafstell an d'Mechanismen, fir de Locatairen zu hire Rechter ze verhëllefen, um Terrain net esou fonctionéieren, wéi ee sech dat kéint erwaarden. A mir sinn der Meenung, dass, wann een dat géif professionaliséieren, uniforméiséieren an esou enger Kommissioun och déi néideg Moyene géif ginn, fir kucken ze goen, fir gegeebenefalls Strofen ze huelen, dat sécherlech e Meerwäert wär. Dat ass den éischte Punkt.

Esou e Gremium kéint een och domadder befaassen, d'Salubritéit ze kontrolléieren. Dat ass eng Iddi, déi mer mat op de Wee ginn. Do si mer och oppe fir Diskussiounen.

An den zweete Punkt, dat ass justement d'Belaaschtung vun de Leit. Mir hunn haut an elo Problemer, wou d'Leit d'Enner net méi beieneekréien. A mir wëssen, dass grad déi Leit, déi e Loyer bezuelen, méi staark gedréckt sinn, méi belaascht si par rapport zu hirem Akommes wéi déi, déi zum Beispill e Prêt hypothécaire hunn. An do fanne mer et eng Saach vu Gerechtegkeet, och de Locatairen d'Méiglechkeet ze ginn, hire Loyer vun de Steieren ofzesetzen, dat natierlech am selwechte Mooss, wéi een dat ka mat sengen Zënsen op engem Prêt hypothécaire maachen. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Ech hunn hei dräi Wuertmeldungen: den Här Donnersbach, den Här Gilles Baum, d'Madamm Schoos. An dann den Här Goergen an den Här Wagner an den Här Sehovic. Dann huele mer déi normal Reiefolleg vun de Parteien. An duerno huet d'Regierung och nach d'Wuert gefrot. Ech fänken also u mam Här Donnersbach. Här Donnersbach.

Discussion générale et prises de position du Gouvernement

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir hunn am Fong iwwert déi verschidden Iddien haut schonn e puermol diskutéiert, mee ech kommen awer nach eng Kéier dorobber zréck.

Déi éischt Iddi, wou et drëms geet, d'Salubritéit an d'Konformitéit vun de Logementer ze kontrolléieren: Also do gëtt et ganz wuel e Gesetz. Dat ass d'Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert d'Critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité vun de Logementen an de Chambres donnés en location. De Virdeel vun deem Gesetz ass, datt et dat do usidelt, wou och déi gréisst Kompetenz ass an dat gréisst Wëssen ass, wat an der Gemeng geschitt a wat op dem Territoire geschitt. Dat heescht, dat ass beim Buergermeeschter. A mir si ganz kloer der Meenung, datt déi Kompetenz vum Contrôle vun der Salubritéit a vun der Konformitéit vun de Wunnengen, déi a Locatioun gi sinn, an de Gemenge muss bleiwen.

Wat elo d'Fonctionnement vun de Loyerskommissiounen ugeet: Ech mengen, do ass grousse Konsens, datt de System, wéi en haut ass, net satisfaisant fonctionéiert, datt de System u sech, awer och d'Loyerskommissiounen net zur Satisfaktioun vun de Locatairen an am Fong vu kengem richteg fonctionéieren. Deementspriechend ass et hei noutwendeg, doriwwer ze kucken. An ech mengen, dat ass och dat, wat am Moment geschitt.

Den nächste Punkt ass dee vum Crédit d'impôt, an do hate mer hei an der Chamber virun engem Joer scho genau déi selwecht Motioun. Ech mengen, dat war vun de Piraten deemools. An do war am Fong déi selwecht Äntwert op déi Propos: Mir hunn eng Subvention loyer, wou mir als CSV dofir plädéieren, datt mer misste kucken, en Automatismus anzeféieren, fir datt déi all deene Leit ausbezuelt gëtt, déi se och zegutt hunn, fir datt déi, déi eligibel sinn, och gehollef kréien, fir datt déi Mesür och méi geziilt do ukënnt, wou se gebraucht gëtt. Ech mengen, datt dat dee richtege Wee ass, fir deene Leit ze hëllefen, déi et wierklech brauchen. An dowéinst schwätze mer eis géint dee Crédit d'impôt aus an derfir, op deem Wee ze bleiwen, wou mer elo sinn, déi geziilte sozial Mesür, mee ze kucken, datt se effektiv do ukënnt, wou se wierklech gebraucht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Just fir ze enchaînéieren un dat, wat de Virriedner gesot huet, wat déi national Loyerskommissioun ugeet. D'Madamm Lenert huet et ganz gutt erkläert: Dat ass, fir d'Salubritéit ze analyséieren, och de Respect vun den Dispositions législatives, an natierlech och ze kucken, eng Harmonisatioun ze kréien. An eng Harmonisatioun kënne mer nëmme kréien, wa mer d'Gemengen am Boot hunn. An dofir huet den Här Minister mer gesot, dass en och a Pourparlere wär, a Bespriechungen, e géif d'Gespréich siche mam Syvicol, well ech mengen, dass dat ee vun deene richtegen Uspriechpartner ass, fir an deem heite Punkt virunzekommen. An den Här Minister huet och gesot, e wär bereet, an d'Kommissioun ze kommen, wann déi Diskussiounen eng Kéier bis alleguerte gelaf sinn, fir eis dann och do en Update dovunner ze maachen.

Den zweete Punkt: Do geet et, wéi gesot, ëm de Crédit d'impôt, deen de Kolleeg Alex Donnersbach elo virgestallt huet. Fir mech ass net ganz kloer aus der Motioun ervirgaangen, ob dee Crédit d'impôt soll on top komme vun der Subvention loyer oder ob en d'Subvention loyer soll ersetzen. Just fir eng Kéier de Kader ze setzen: D'Subvention loyer kënnt Der ufroen, wann Ären Taux d'effort iwwer 25 % vun ärem Revenu läit. An ech wëll Iech e puer Beispiller ginn, fir och nach eng Kéier ze ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mer dohinner kommen, ze automatiséieren, sou wéi den Här Donnersbach et elo just gesot huet, an dass déi Leit, déi et wierklech brauchen, och an de Genoss kënne komme vun där Subvention loyer.

Ech ginn Iech just e puer Beispiller: Eng elengsteeënd Persoun mat 2.700 Euro net, déi e Loyer géif bezuele vun 1.200 Euro, dat heescht mat engem Taux d'effort, dee bei 44 % géif leien, hätt 180 Euro de Mount zegutt. Dir wësst, dass mer et d'lescht Joer ugepasst hunn: 40 Euro pro Kand pro Mount méi.

Ech ginn Iech dann och do zwee Beispiller. Eng Famill mat zwee Kanner mat 6.200 Euro net, engem Loyer vun 2.500 Euro, wou mer bei engem Taux d'effort wäre vu 40 %, huet Usproch op 405 Euro de Mount.

Eng Famill mat dräi Kanner – ech probéieren, e bëssen am selwechte Segment vum Revenu ze bleiwen –, 6.200 Euro net, 2.500 Euro Loyer, dat heescht och hei nach eng Kéier mat engem Taux d'effort vu 40 %, hätt Usproch op 520 Euro de Mount vun der Subvention loyer. Dat sinn awer iwwer 6.000 Euro d'Joer. Ech mengen, dass dat doten awer scho substanziell ass.

An ech géif dann ofschléissen, andeems ech nach eng Kéier ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mer virukomme mat där Automatiséierung an dass d'Leit, déi d'Subvention loyer zegutt hunn, se och kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An ech géif da menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun haut de Mëtteg hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Lenert, Dir kënnt elo oder duerno schwätzen. Wéi Der wëllt. Normalerweis huelen ech Iech nach eng Kéier zum Schluss, mee Dir kënnt awer och elo direkt schwätzen. Ok, gutt. Dann d'Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Beim éischten Tiret, ech mengen, dat hat ech schonn a menger Ried erwäänt: Op de Wee vun enger nationaler Loyerskommissioun géinge mir och goen, well

op Gemengenniveau schéngt et jo net esou gutt ze klappen. Ech mengen, mir verstinn, da muss ee kucken: Firwat klappt et net op dem Gemengenniveau? Ergëtt et da Sënn, eppes op nationalem Niveau ze maachen? Mee ech mengen, eng Loyerskommissioun wier wierklech wichteg, awer net nëmme fir d'Locatairen, mee och fir d'Proprietären, wa mer zum Beispill dovu schwätzen, dass de Capital investi och an e Loyerskontrakt oder esou soll erakommen, dass déi sech eventuell och un déi Loyerskommissioun kënne wenden a froen, wat se do alles mussen uginn oder wéi se dat dann am Detail musse berechnen, wann et méi grouss Projete sinn. Dowéinster wiere mer mam éischten Tiret averstan.

Beim zweeten Tiret di mir eis och méi schwéier an dowéinster géinge mir eis och hei bei där Motioun enthalen. Et ass effektiv, wéi et elo scho gesot ginn ass: Et gëtt jo scho Subventioune fir de Loyer. D'Kanner ginn och scho mataberechent. Wat awer och an eisen Ae ganz wichteg wier, wier, dass do e gewëssenen Automatismus muss erakommen, a wann deen net kann erakommen, dass et méi populär muss ginn. Dat heescht, mir mussen hei – ech huelen eis do alleguer mat eran – eng besser Kommunikatioun no baussen hunn, fir dass d'Leit wëssen, op wat se Urecht hunn. Ech mengen, dat ass bei ville Saachen esou. An doru musse mer op jidde Fall schaffen, och natierlech hei bei dem Crédit d'impôt. Wien ass de Locataire? Dat kënne jo och Studente sinn oder vläicht Leit, déi just kuerz do sinn. Do kéint et och vläicht zu Schwieregkeete komme mat engem Crédit d'impôt. Dowéinster géinge mer eis am grousse Ganze bei dëser Motioun hei enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Wat d'Commission des loyers ugeet, deele mer eigentlech d'Analys, dass déi net fonctionéiert. Mir kënnen och ganz gutt liewe mat der Propos, sou wéi se hei gemaach ass. Et kéint een och nach aner Iddien hunn: dass ee véier regional Kommissiounen huet. Dat ass duerno en Detail, mengen ech.

Hannendru geet et hei der LSAP ëm d'Stäerkung vun der Kommissioun, eng Rei vun neie Kompetenzen, déi d'Kommissioun och géing kréien, déi wuel haut och beim Buergermeeschter sinn an och gäre beim Buergermeeschter bleiwen. Ech mengen, wann et eng zweet Instanz géing ginn, déi dat selwecht och nach eng Kéier sécherstellt, wär dat sécher net au désavantage vun de Leit, soudass mer dat dote ganz gutt kënnen ënnerstëtzen, an d'selwecht och mam Crédit d'impôt. Dat heescht, mir wäerten derfir stëmmen.

Ech erlabe mer d'Remark, dass et e bësse schued ass, dass mer et bei deem heiten Debat, deen esou wichteg ass, als Chamber eigentlech net hikritt hunn, eng eenzeg Motioun parteiiwwergräifend ze stëmmen. Dat wär elo an där heiter Saach e gutt Signal no bausse gewiescht. De Minister ass och normalerweis méi dialogbereet wéi den Androck, deen elo hei d'Majoritéit gëtt. Et ass e bësse schued, mee dat ass dann eeben esou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi national Loyerskommissioun ass eng ganz interessant Iddi. Ech hat jo och virun der Motioun eng Question parlementaire an déi Richtung gestallt un de Minister, well ech eeben der Meenung sinn, dass déi kommunal net fonctionéieren, wat net béis gemengt ass, mee meeschtens ginn do Vertrieder vun de Parteien dragesat, wéi an déi aner Kommissiounen och. Sou ass et zumindest bei eis. Dat si keng Experten a si hunn och net déi néideg Moyenen, fir wierklech ze iwwerpréiwen, wat am Logement schifleeft oder och wann an engem Appartement oder Haus eppes ass. Mir haten immens vill där Fäll, an hir Moyene sinn einfach ze begrenzt.

Dat selwecht ass och … Wéi vill Loyer däerf ee froen? Ech hat eng Motioun virun engem Joer oder annerhallwem Joer hei, déi leider ofgeleent ginn ass, dass schonn um Kontrakt misst stoen, wat dann den Invest war, fir dass een dat iwwerhaapt ka vergläichen. Well am Moment ass et als Locataire jo quasi onméiglech, un dee Montant ze kommen, wat een dierft als Loyer froen, well een net gewuer gëtt, wat dee richtegen Invest war, ausser et geet een herno nei Etappe sichen. An dofir ass et immens schwiereg.

An eng national Kommissioun géing awer do hëllefen. Déi aner muss een dofir net verdäiwelen. Déi kënnen och zesummeschaffen, wann zum Beispill e Problem ass, dass ee seet: Déi gi bei déi national. Mee se hunn einfach net genuch Mëttel am Moment, déi kommunal, fir iwwerhaapt de Problem ze léisen, wa Leit bei se kommen.

Dann de Loyer steierlech ofsetzen: Jo, déi Iddi hate mer och an enger Motioun. Dat bäisst sech guer net mat der Subvention loyer. Et kéint ee souguer op der Steiererklärung dat, wat een an der Subventioun krut, ofrechnen, dass een dat dann net géing huelen. Hei geet et jo reng ëm Gerechtegkeet, well als Scholdzënse kënnt Der et ofsetzen. Et ass jo awer net gerecht: Een, deen d'Moyenen huet, fir sech en Haus ze kafen, kann et op senger Steiererklärung ofsetzen. Et ass dee selwechten … Dee kritt och Hëllefen an deem Fall. Et ass net gerecht. Een, deen awer loune geet, kann dat selwecht net. An et gëtt jo net méi gefrot. Hei gëtt dat selwecht gefrot wéi bei de Scholdzënsen. An dat bäisst sech guer net mat der Subvention loyer. Dat kann een op enger Steiererklärung ganz gutt verschaffen. Dofir wäerte mir natierlech derfir stëmmen, well dat géing wierklech d'Locatairen entlaaschten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, déi Motioun fuerdert jo zwou Saachen. Mat der éischter Saach hu mir op jidde Fall kee Problem, dat heescht dem Asetze vun enger nationaler Mietkommissioun, keng Problemer, d'autant plus, well et ee vun den Haaptpiliere war, wéi ech dat virdru gesot hunn, vun eiser Proposition de loi zur Reform vum Mietgesetz, déi mer 2018 deposéiert haten. An d'Schafung vun enger nationaler Mietkommissioun war ee vun den Haaptpilieren, fir eebe sécherzestellen, datt d'Verträg och korrekt sinn, datt d'Limitten och agehale ginn et cetera, et cetera. Wier déi Gesetzespropos och ugeholl ginn oder wéinstens seriö diskutéiert ginn an der leschter Legislaturperiod, dann hätte mer kënnen op dës Motioun verzichten, mee ech sinn awer frou, datt d'Iddi vun enger nationaler Mietkommissioun e bëssen hire Wee mécht.

Zum zweete Punkt: Mir hu prinzipiell ëmmer Schwieregkeete mat engem Crédit d'impôt. D'Regierung seet jo permanent, an elo erëm eng Kéier: „Mir hu jo d'Subvention loyer." Dat ass e bëssen tricky, well d'Subvention loyer … Jo, natierlech, mir sinn an esou enger desolater Situatioun um Wunnengsmaart, datt all Persoun, déi an de Genoss kënnt vun enger Subvention loyer, sech doriwwer freet. Ech kenne jo selwer Leit, déi och an där Situatioun sinn. Jidderee kennt der normalerweis. Natierlech freeë sech déi Leit. Mee u sech ass d'Subvention loyer weiderhin eng Subventioun fir d'Proprietären, well um Enn landen déi Sue jo an den Täsche vun de Proprietären, déi ze vill héich Loyere froen. Firwat? Well och déi heite Regierung net kapabel ass ze soen: „Mir mussen iergendeng Kéier déi horrend Loyere limitéieren." An et deet mer leed, ech hunn nach ëmmer net den Androck, datt déi heite Regierung wéilt an dës Richtung goen.

D'autant plus, ech stellen och wéi den Här Sehovic fest, datt all konstruktiv Propos vun der Oppositioun einfach esou ofgeleent gëtt op eng parteipolitesch Aart a Weis, muss een awer och soen. Dat heescht, bis elo seet d'Regierung: „Jo, a hei, Dir wäert nach 24 oder 36 Méint domadder kommen, mee mir hunn d'Subvention loyer a mir hunn de steierfräie Mindestloun. Voilà, dat ass déi grouss Sozialpolitick, déi mer gemaach hunn. Circulez, il n'y a rien à voir." Ech hunn e bëssen den Androck, datt et an déi Richtung geet.

Mir hunn awer Schwieregkeete mat deem Crédit d'impôt. Ech verstinn, wat d'Beweeggrënn sinn, d'Madamm Lenert huet et gutt formuléiert, mee mir mengen awer net, datt dat onbedéngt déi richteg Richtung wier. Mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Et wier vläicht besser gewiescht, zwou Motiounen ze maachen. Da wier et méi kloer gewiescht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An da géif ech der Regierung d'Wuert ginn an zum Ofschloss nach eng Kéier der Auteure. Fir d'éischt d'Regierung.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech hunn opmierksam nogelauschtert an ech mengen, d'Wunnen – oder d'Käschten, déi mam Wunnen hei am Land ze dinn hunn – ass nach ëmmer d'Suergekand vun de Leit. An et ass mëttlerweil net nëmmen d'Suergekand vun de Leit hei zu Lëtzebuerg, mee och a villen aneren europäesche Länner. De beschte Beweis ass deen, dass d'Europäesch Kommissioun deemnächst wäert eng Direktiv och an deem Sënn deposéieren. Déi Fro mat der steierlecher Ofsetzbarkeet vun dem Loyer, wou ech der Madamm Lenert villmools Merci soen, dass se déi opwerft, déi kënnt, an dat ass scho virdrun ugeklong, reegelméisseg an der Chamber erëm. An duerfir wollt ech eigentlech heihinner kommen, fir och do objektiv eng Kéier déi Steiersituatioun vun deem ze erklären.

Fakt ass, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg – d'Wunnen! – steierlech net ka geltend gemaach ginn. Firwat? Well zënter 1967, also scho bal 60 Joer onverännert, en Artikel – dat ass den Artikel 12 (1) – bei eis an dem allgemenge Steiergesetz steet, dee seet, et kéint een net ofsëtze vun de Steieren: Ausgaben, déi gemaach ginn am Interessi vun dem Stot vun engem Steierzueler oder fir den Ënnerhalt vun de Membere vu senger Famill. Dat si sougenannte Privatausgaben. Déi kann ech steierlech net geltend maachen. Wéi gesot, bei eis ass dat zënter 1967, an dat ass och an Däitschland, vu wou eist Steiergesetz eigentlech ofgeleet ass, an deem selwechte Mooss de Fall.

Elo sot Der, an et ass haut nach eng Kéier ugeklong beim Här Goergen: „Majo, wann ech awer meng eege Wunneng hunn, da kann ech dat jo vun de Steieren ofsetzen." Do muss een awer d'Nuance maachen. Wat kann ech bei menger eegener Wunneng vun de Steieren ofsetzen? Ech kann net d'Wunneng ofsetzen, mee ech kann d'Zënsen ofsetzen, mat engem gewëssene Plaffong, deen och nach zäitlech gestaffelt ass. Ech kann also deen Opwand, dee Geldopwand, deen ech muss maachen, fir déi Wunneng ze erwerben, an dat sinn hei d'Zënsen, steierlech ofsetzen.

Een, deen eng Wunneng huet, déi kee Prêt méi, fir dat op gutt Lëtzebuergesch ze soen, drop huet,

dee kann och näischt méi ofsetzen, wann en Eegenheembesëtzer ass, an e kann och net eng Ofnotzung vun där Eegewunneng, dat heescht e sougenannten Amortissement, geltend maachen. Dat Eenzegt, wat e kann ofsetzen, ob en elo Locataire ass oder ob e Proprietär ass – dat ass de Sport vu verschiddene Beruffsgruppen –, ass e sougenannt „Arbeitszimmer", also e Cabinet de travail, wou ech da soen: Ech hunn en Deel a mengem Haus oder a menger Wunneng, deen ech huele fir mäi Büro, an da kann ech au prorata en Deel dovunner, ob ech elo Eegentumsbesëtzer sinn oder ob ech Locataire sinn, geltend maachen.

Ech wëll och soen, dass successiv Regierungen – ech wëll dat an aller Objektivitéit soen, fir dass eng Kéier kloer d'Räsonement erkläert ass – ënner successiven a verschiddene Kompositiounen ëmmer un deem heite steierleche Prinzipp festgehalen hunn, den Eegentumsbesëtzer an de Mieter, wat de Präis vum Wunnen ugeet, net d'Käschte vum Erwerb, mee de Präis vum Wunnen, op engem selwechte Punkt ze traitéieren.

Wann ech also soen, et si Privatausgaben, jo, wou kann ech dann agéieren? An do wëllt dës Regierung – huet se och schonns gemaach –, dass ech de Leit méi Méiglechkeete ginn, fir dass hiert Privatakommes gesteigert gëtt. Ech huelen elo net gären e Slogan, well soss sot Der ... Dass ech eigentlech vun deem, wat ech de Mount kréien, ënnert dem Stréch méi behalen, fir dat da mol aneschters auszedrécken.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An do sinn awer ënnert dëser Regierung eng Rei Upassunge gemaach ginn. Sechs an eng hallef vun aacht Indextranchë sinn an der Steiertabell berücksichtegt ginn. Mir hunn och gekuckt ... E Punkt, deen den Här Sehovic ganz richteg ugeschwat huet, iwwregens och anerer, dat ass d'Situatioun vun den Alengerzéienden, well déi am meeschten ënnert der Aarmutsgrenz leien. Do hu mer ab dem 1. Januar dëst Joer zesumme mat dem groussen Deel vun der Chamber awer dofir gesuergt, dass déi netto méi Akommes hunn. Dat muss een awer fairnesshalber soen. An de Mindestloun ass steierfräi.

Ech wëll Iech och soen – do diskutéiere mer awer d'nächst Joer driwwer –, dass een am Kontext vun enger méi grousser geplangter eenheetlecher Steierklass dem Phenomeen och Rechnung dréit, fir de Leit méi Kafkraaft ze ginn, dass dat an déi selwecht Richtung geet.

Duerfir, ofschléissend sinn ech vun der Approche hir där Meenung, déi den Här Baum an anerer gesot hunn, dass ee geziilt deene Leit – an där gëtt et der vill am Land –, déi eng Ënnerstëtzung brauchen, fir an hirer Mietwunneng kënnen déi héich Loyeren ze bezuelen, soll geziilt nokomme mat der Subvention loyer. An ech muss soen, wéi mer dat de Moien um Ministère kuerz virbereet hunn, hu mer dat awer, an ech hunn dem Wunnengsbauminister dat gesot, an d'A gefaasst. Ech hunn e praktescht Beispill: Wann Dir e Stot kuckt, deen 100.000 Euro brutto Joresakommes huet, wann Der dat duerch zwielef deelt, da kommt Der awer op e Bruttoloun oder eng Pensioun vun 8.500 Euro brutto. Mat zwee Kanner an engem Appartement vun 100 Meeterkaree an engem Loyer, loosse mer soe ronderëm d'Stad, vun 2.150 Euro, dann hunn déi en Nettoakommes vun zwëschent 72.000 a 75.000 Euro, an dat geet sensiblement op dat Beispill, dat den Här Baum virdru gesot huet. Da kënnen déi 400 Euro Loyerssubventioun pro Mount geltend maachen – pro Mount! Dat heescht, vun deenen 2.150 Euro Miete, déi se musse bezuelen, kréie se awer 400 Euro netto all Mount vum Staat als Subvention loyer.

Duerfir fannen ech perséinlech d'Approche – an ech mengen, dat ass och d'Approche vun der Regierung an hirer Globalitéit fir déi Noutwendegkeet, de Leit mat héije Wunnkäschten entgéintzekommen – iwwert dee Wee zilfürend. An dat ass och déi Politick, déi d'CSV mat der DP zesummen an dëser Regierung mécht, iwwregens gradewéi déi viregt Regierung, well esou Motiounen an deem Sënn wéi déi do, muss ech soen, sinn och schonns virdru komm. Ech hu gottseidank nogelies, wat ech deemools zu de Piraten hirer Motioun gesot hunn. Ech si mer trei an der Positioun, anerer vläicht manner, mee dat gehéiert zum Spill vun der Demokratie. An duerfir muss ech soen, dass mer als Regierung der Chamber selbstverständlech nolauschteren, mee mir géifen hei déi Approche net deelen.

Ech soen awer der Madamm Lenert villmools Merci fir hir Motioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann huet d'Auteure ... A, pardon, Madamm Lenert, ech wëll just deem zweeten Deel vun der Regierung elo an dësem Fall soen, datt d'Zäit scho längst ofgelaf war, datt e sech also ganz, ganz kuerz muss faassen. Wannechgelift.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech hunn dat wuel verstanen. Ech hunn och näischt zu deem derbäizefügen, wat de Gilles Roth zu deem dote Volet gesot huet.

Just nach eng Kéier zur Mietkommissioun: Virdrun, mengen ech, hu mer eis ausgibeg doriwwer ënnerhalen an ausgetosch. Ech hunn an Aussiicht gestallt, datt mer un en Text wëlle goen, datt mer bis Enn vum éischte Quartal d'nächst Joer en Text wëlle virleeën, datt mer awer och mat de Gemengen, notamment mam Syvicol a mat aneren Acteuren, doriwwer wëllen diskutéieren.

An duerfir géif ech et elo net glécklech fannen, wann d'Chamber sech elo hei op en Text, deen awer schonn d'Eckdaten zimmlech fest an zimmlech kloer definéiert, géif festleeën. Dat géif eigentlech deem Dialog relativ wéineg Spillraum nach loossen. An ech géif proposéieren, deen dote Volet ..., mir haten an der Kommissioun ugefaangen, driwwer ze diskutéieren, datt mer déi Diskussioun och do weiderféieren. An da ka gegeebenefalls, wann d'Meenunge vläicht convergéieren oder divergéieren, nach ëmmer eng Motioun zréck an de Plenum kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Da kritt d'Auteure d'Wuert. Madamm Lenert, et ass un Iech.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech si frou fir déi Propos. Déi géife mer och gären unhuelen an deen éischte Punkt dann zréck an d'Kommissioun huelen, wou mer kënne weider doru schaffen.

Ech si frou iwwert d'Erklärunge vum Här Roth, déi eng Optioun, eng politesch Optioun erkläert hunn, fir op engem anere Plang unzesetzen. Ech war e bësselchen inquietéiert, wou de Melange gemaach ginn ass tëscht Subventioun a Crédit d'impôt. Dat sinn awer wierklech zwou grondverschidde Saachen, déi näischt mateneen ze dinn hunn. Selbstverständlech gëtt am Steierlechen dem reelle Floss, dem ekonomesche Floss Rechnung gedroen. Wa mer vun engem Crédit d'impôt loyer schwätzen, ass dat selbstverständlech deen, dee schlussendlech gefloss ass. Ouni de Subsid wär dat. Dee wär dann deementspriechend méi kleng an de Benefiss wier och méi kleng.

Ech muss awer och soen, ech sinn e wéineg erstaunt, grad hei an der Chamber zum politesche Spill dann erkläert ze kréien, dass dat doten net geet, well e Gesetz et verbitt. Ech hat ëmmer verstanen, d'Aufgab hei vun eis all zesumme wär, gegeebenefalls Gesetzer ze iwwerschaffen, a sief et nëmmen zum Beispill temporaire. Et kéint ee soen: „Mir hunn hei grad eng akut Kris a mir maachen eppes, wou mer eng kleng Disposition spéciale et transitoire huelen, fir dat dote méiglech ze maachen." Also menges Wëssens ass d'Gesetzgeebung an de Steieren elo net iergendwou engem extra Statut ënnerluecht oder an de Stee gemeesselt. Déi kann een änneren, géif ech mengen, wéi all anert Gesetz. An dat war am Fong den Denkustouss, deen ech hei wollt mat an d'Ronn ginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Madamm Lenert. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun vun der Madamm Lenert ofgeschloss.

An ech géing dës Motioun och zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort. Här Di Bartolomeo, hutt Der ofgestëmmt?

(Hilarité)

Et ass elo gutt. Et sinn der 60 do. Merci.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 18, Nee: 35, Abstentioun: 7. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 NeeStëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Charles Weiler), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

8. Résolution de M. Gusty Graas relative à l'évolution préoccupante de la situation au Soudan dans le contexte de la guerre civile soudanaise

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 40 de ce compte rendu)

An da géife mer zum nächste Punkt vun dësem Nomëtteg kommen, dee mer virdrun derbäigesat hunn. Dat ass d'Resolutioun vum Här Graas. Den Här Graas huet déi Resolutioun scho virdrun erkläert. An ech gesinn och hei d'Ënnerschrëfte vu sämtleche Fraktiounen a Sensibilitéiten drop. Dofir meng Fro: Wëllt nach een dozou Stellung huelen? Ech gesinn, dat ass net de Fall. Kënne mer iwwert dës Motioun dann à main levée ofstëmmen? Ech gesinn, dat ass ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Gelift?

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Ech hunn elo just gefrot, ob Der wéilt eppes soen. Wann Dir wëllt eppes soen, kritt Dir natierlech d'Wuert. Mee duerno stëmme mer da par main levée doriwwer of.

Plusieurs voix | O!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Dir braucht Iech net ze entschëllegen, wann Der hei wëllt schwätzen. Här Cruchten, fuert lass.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Entschëllegt, ech war net op Zack. Et war mer elo e Strapp ze séier gaangen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech hat probéiert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee ech fannen, d'Wichtegkeet vun där Diskussioun hei verlaangt awer, dass mer awer e puer Wuert heiriwwer verléieren, och wann ech verstinn, dass jiddwereen wéilt Schluss maachen haut. Mee kommt, mir huelen eis nach déi puer Minutten, well mir schwätzen hei an der Chamber ganz dacks iwwer Krisen an iwwer Kricher, besonnesch vill an der Lescht iwwert de Gaza-Konflikt an och iwwert de Krich an der Ukrain. Mee et gëtt Konflikter, déi wäit ewech schéngen, déi awer eng onvirstellbar mënschlech Tragedie duerstellen an déi gläichzäiteg quasi ouni Opmierksamkeet vun der internationaler Gemeinschaft geschéien. An een dovunner ass eeben de Krich am Sudan.

An ech wëll dofir dem Här Graas Merci soen, datt hien dës Resolutioun proposéiert huet, och fir datt mer eis net brauchen de Reproche gefalen ze loossen, bei verschiddene Konflikter géife mer vläicht emol een An zoudrécken.

Zanter 2023 ass de Sudan an engem brutale Muechtkampf tëschent der regulärer Arméi an de Rapid Support Forces gefaangen. Stied gi belagert, Dierfer zerstéiert, Spideeler bombardéiert, Millioune Leit sinn op der Flucht, Honnertdausende vu Kanner sinn ënnererniert oder isoléiert a Gebidder, wou d'Hëllef guer net méi hikënnt.

An trotz dëser humanitärer Katastroph gëllt de Sudan haut als ee vun de meescht ignoréierte Konflikter an der Welt: keng Breaking News, keng Héichpunkte bei internationale Sommeten, ze wéineg Drock op déi verantwortlech Acteuren. A grad dës Kombinatioun an en extreem gewaltsame Krich an dat bal komplett Ausbleiwe vun internationaler Opmierksamkeet mécht fir mech d'Situatioun esou geféierlech.

Mir dierfe keng Zweifel hunn: Et gëtt am Sudan systematesch géint d'Mënscherechter a géint d'humanitäert Vëlkerrecht verstouss. Cibléiert Attacken op Zivilisten, reegelrecht Massakeren a Verschleefungen, sexuell an genderspezifesch Gewalt, déi als Krichswaff agesat gëtt, Blockad vu Liewensmëttel, Medikamenter a vu Waasser, dat sinn net einfach Eenzelfäll, mee eng Struktur vu Gewalt, déi dokumentéiert gëtt vu respektéierten ONGen an och internationale Missiounen. Déi Verantwortlech fir dës Grujelzegkeete ginn ze dacks nach ëmmer als legitimm Acteure behandelt – e Schratt, dee fir mech net méi akzeptabel ass.

Lëtzebuerg muss, zesumme mat eise Partner an der EU, däitlech méi kloer Positioun bezéien. Et ass dofir schued, dass mer als Parlament just eng Resolutioun huelen a leider net eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, och konkreet Schrëtt ze ënnerhuelen. Dës Resolutioun huet zwar de Meritt, datt mer eis solidaresch mat de Mënschen am Sudan weisen – an dat ass och richteg –, eng Motioun hätt eis awer och d'Geleeënheet ginn, eis nach eng Kéier mat der Regierung auszetauschen. Esou schwätze mer haut erëm just ënner eis a mir ginn eis eigentlech domadder zefridden, d'Gewalt ze verurteelen a fir e Waffestëllstand anzetrieden – wat alles selbstverständlech absolutt gerechtfertegt a richteg ass –, mee et geet mer net duer.

Dofir ruffe mer haut d'Regierung och op:

Éischtens, fir sech fir geziilt Sanktiounen anzesetzen. Mir brauche méi geziilt Sanktioune géint déi Acteuren, déi fir déi massiv Verstéiss géint d'Mënscherechter an d'Krichsverbrieche responsabel sinn. Sanktiounen ersetzen net d'Diplomatie, mee si maache kloer, datt d'EU an hir Memberstaaten d'Impunitéit net wäerten akzeptéieren.

Zweetens fuerdere mer, eng Enquête vum internationale Strofgeriichtshaff aktiv ze ënnerstëtzen. D'Iwweltäter duerfen net einfach verschwannen, wann d'Waffen iergendwann emol rouen. Mir brauche Rechenschaft a mir brauche se op internationalem Niveau. Dofir fuerdere mer d'Regierung op, aktiv eng onofhängeg Enquête vum Internationale Strofgeriichtshaff ze ënnerstëtzen, fir datt déi Verantwortlech fir d'Massaker, systematesch sexualiséiert Gewalt, geziilt Bombardementer an d'Aushéngere vun Ziviliste viru Geriicht gestallt kënne ginn.

An drëttens, fir d'humanitär Hëllef däitlech ze erhéijen. Déi humanitär Organisatioune schaffen am Sudan ënner extreeme Konditiounen an awer ginn hir Programmer massiv ënnerfinanzéiert. Dofir ruffe mer d'Regierung op, d'humanitär Hëllef vum Grand-Duché substanziell ze erhéijen, prioritär Programmer fir Iessen, medezinnesch Versuergung, Waasserversuergung a Psychotraumabetreiung ze ënnerstëtzen a mat eisen EU-Partner ze insistéieren, datt humanitär Fluchtkorridore geschützt an net méi blockéiert ginn.

Här President, de Sudan ass wäit ewech. Mee d'Leed, dat sech do ofspillt, ass ganz real. Wann déi international Gemeinschaft net méi opmierksam gëtt, wa mir hei an Europa net eisen Deel vum Drock maachen, dann droe mir Matverantwortung, dass Krichsverbriecher ouni Konsequenzen handele kënnen. Nom Zweete Weltkrich hunn d'Nürnberger Prozesser gewisen, datt d'international Gemeinschaft à même ass, Verantwortlecher zur Rechenschaft ze zéien. Dat selwecht musse mer och fäerdegbréngen bei Verbrieche géint d'Mënschlechkeet an der Ukrain, a Gaza an am Sudan oder soss enzwousch.

Lëtzebuerg huet eng Stëmm, an déi Stëmm gëtt gehéiert, och an dëse Krisen, déi d'Welt allze gär ignoréiert. Loosst eis dës Stëmm notzen, fir d'Mënschen am Sudan, fir d'Gerechtegkeet a fir d'Mënschlechkeet!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Cruchten. An dann hunn ech natierlech eng Rei aner Wuertmeldungen. An Dir kritt alleguer gären d'Wuert, ugefaange mam Här Mosar, duerno den Här Wagner an dann den Här Keup. Här Mosar, et ass un Iech.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Fir d'alleréischt e ganz grousse Merci dem Här Graas fir déi exzellent Initiativ. Ech ka mech och zu 200 % deem uschléissen, wat souwuel den Här Graas wéi och elo den Här Cruchten iwwert d'Situatioun am Sudan gesot hunn. Ech hat iwwregens schonn eng Kéier virun iwwer zwee Joer eng Motioun. Et war deemools eng Motioun. Leider Gottes ass an deenen zwee Joer näischt Positives an deem Eck geschitt. Au contraire, d'Situatioun ass nach vill, vill méi grav ginn. Ech mengen, et ass hei ganz gutt beschriwwe ginn.

Et sinn och eng Rei vun internationalen Organisatiounen, déi carrement vun engem Genocide schwätzen, notamment am Darfur. Wat och ganz penibel schlëmm ass, ass, datt haaptsächlech och ganz vill Sexualgewalt hei géint Kanner a géint Frae permanent utiliséiert gëtt. Et kënnt och nach derbäi, datt et net nëmmen eng Hongerskatastroph am Moment ass, mee anscheinend och ganz vill Krankheeten, wéi d'Cholera, amgaange sinn do auszebriechen. Duerfir ass et nëmme richteg, datt mir eis hei wierklech och dozou zu Wuert mellen als Chamber.

Ech wollt awer vläicht och nach eppes zum politesche Volet soen. Wéi bei all deene Konflikter gëtt jo hei erëm e Krich gefouert par pays interposés. An et muss ee sech wierklech hei erëm d'Fro stellen, wat notamment d'Roll vun den Emiraten ass, déi hei d'Ficellen hannendrun zéien. Well et ass awer ëmmer esou, datt et net nëmmen déi concernéiert Länner sinn oder déi concernéiert Bevëlkerungen, mee ganz oft, wéi gesot, och auslännesch Interêten hei spillen.

Duerfir kann ech och nëmmen dat deelen, wat hei gesot ginn ass: Mir missten eis hei och wierklech eng Kéier par rapport zu den Drotzéier vun deem Konflikt zu Wuert mellen. Dat gesot, wäerte mir natierlech dës Resolutioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Elo geschitt eppes ganz Komesches, mee ech wäert quasi dat selwecht soe wéi den exzellenten Här Mosar.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Gesitt Der, Här Wagner!

M. David Wagner (déi Lénk) | Passt elo op!

(Hilarité et interruptions)

Mee et ass richteg. Ech mengen, bon, mir hunn déi heite Resolutioun natierlech och mat ënnerstëtzt. De Krich, deen am Sudan zënter Joren a Joerzéngten ... Also déi verschidde Konflikter, déi sech do unhäufen, gehéiere richtegerweis, wéi den Här Graas dat virdrun och gesot huet, zu deem schlëmmsten, wann net deem schlëmmste Massaker vun dësem Joerhonnert. Et muss een do intervenéieren.

Mee et ass tatsächlech eendeiteg manner ewéi en eethnesche Konflikt. Et gi quasi ni eethnesch Konflikter. Dorobber soll een dat ni reduzéieren. Et ass ënner anerem och – an haaptsächlech – e Proxykrich, wou mer wëssen, datt d'FAS ënner anerem vum Iran ënnerstëtzt ginn an anerersäits dann eeben déi FSR da vun hirem grousse Géigespiller ënnerstëtzt ginn, an dat sinn déi Vereenegt Arabesch Emiraten. D'FSR hu jo och souguer fir d'Emiraten am Jemen intervenéiert. Si hu Sëldner gespillt am Kampf géint d'Huthien ënner anerem.

An do muss een awer och soen: Do hätt een och kënnen e bësse méi konkreet ginn. Mir Lëtzebuerger

hunn en exzellente Lien zu de Vereenegten Arabeschen Emiraten, déi awer elo net onbedéngt e grousst Beispill sinn, wat d'demokratesch Rechter ugeet. Si sinn natierlech e grousst Beispill fir Steierflüchtlingen. Ech weess net, ob dat e gemeinsame Punkt ass mat Lëtzebuerg, mee dat ass awer de Problem. An et ass jo awer net nei, datt och Offizieller vu Lëtzebuerg an den Emiraten hin- an hierbëselen an ëmmer déi ganz gutt an déi exzellent Relatiounen tëschent eisen zwou Finanzplazen iwwert de gréngе Kléi luewen.

Ech mengen, do misst een awer vläicht usetzen déi nächst Kéier, wou eisen Ausseminister vläicht dohinner op Déngschtrees geet, datt en och vläicht e bëssen Tacheles schwätzt mat de Responsabele vun de Vereenegten Emiraten, datt mir vläicht och kënnen do e bësse méi konkreet agéieren. An ech mengen, déi privilegiéiert Bezéiung mat den Emiraten – soen ech ganz kloer hei –, déi éiert eis net. Déi éiert eis net! Dofir wäerte mir trotzdeem déi heite Resolutioun ënnerstëtzen, mee et wier gutt, wann d'Regierung e bësse méi konkreet géif ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann do weiderzemaachen, wou den exzellenten Här Mosar an den exzellenten Här Wagner hei viru mer scho geschwat hunn. Et muss een oppassen, wann een an der Aussepolitick esou Fäll wéi de Sudan hei huet, dass een net an den Zynismus fält, well dat kéint hei wierklech ganz schnell passéieren.

Fir et ganz kuerz nach eng Kéier ze soen: Mir hunn hei e puer Partien, déi géintenee kämpfen: effektiv haaptsächlech d'SAF, also éischter dann de Staat, an dann d'RSF. An déi sinn zesummegesat vun enger ganzer Partie verschiddene Rebellegruppen, déi uginn, fir iergendwellech Ideologien ze kämpfen. Am Endeffekt sinn et alles nëmme Raiberbanden, déi atroce Crimme verüben. An déi ginn da vun enger ganzer Partie Länner op der Welt ënnerstëtzt.

An interessanterweis ass de Westen hei mol eng Kéier an deem Stellvertriederkrich, wat et effektiv ass, net derbäi. Also dat ass jo och eppes, wat rar ass an der Geschicht: dass d'USA oder aner westlech Länner hei net systematesch, selwer op d'mannst, do involvéiert sinn a Waffe liwweren. Mee dat sinn hei anerer, effektiv op där enger Säit den Iran, Saudi-Arabien, Ägypten, d'Ukrain, an op där anerer Säit da Russland, Äthiopien, Kenia, d'Vereenegt Arabesch Emirater.

A wat och dann eeben do de Punkt ass, an dat ass awer elo ganz interessant: Mir schreiwen hei och an där Motioun ..., an där Resolutioun, pardon – ass et leider nëmmen –, schreiwe mer, dass mer dann all d'Länner opruffen, fir „cesser immédiatement ce soutien". Et gëtt och en Embargo op EU-Niveau. Et gëtt en Embargo op UN-Niveau fir Waffen an de Sudan. Dat heescht, keng Länner dierfe Waffen an de Sudan liwweren. Mir hunn et virdrun héieren: D'Emirater liwwere massiv Waffen. Ouni de Soutien vun den Emirater, vun Dubai, wier dee Krich warscheinlech eriwwer an d'RSF hätt dann net méi d'Méiglechkeet weiderzekämpfen. Dat sinn d'Vereenegt Arabesch Emirater. Do soe mer dann awer näischt, well dat sinn eis Kolleegen. Dubai ass jo awer schéin an do gi mer dann awer – op jidde Fall ech net, mee anerer hei – gären hin.

An dann ass interessanterweis, an dat ass awer och hei e Punkt, d'Ukrain. D'Ukrain liwwert och massiv Waffen dohannen hin. Dat ass dann un déi aner, un d'SAF. An do stellt ee sech dann awer d'Fro: Si hale sech also net un den Embargo, weeder dee vun der UN, nach un deen, un dee si sech missten halen als associéierte Staat vun der Europäescher Unioun. Mir liwwere Waffen un d'Ukrain, a si liwweren da Waffe weider an de Sudan. An do gesitt Der am Fong ... An et ass näischt Besonnesches. Dat ass am Fong eppes, wat et déi lescht Joerzéngten ëmmer erëm ginn ass: esou déi Saachen ëmgoen, a wann et eebe passt, da gëtt näischt gesot, a wann et net passt, da gëtt ... Dat ass à la tête du client, wéi dat fonctionéiert. An hei drécke mer dann alt d'Aen zou. Da maache mer eng Resolutioun, déi hir Berechtegung huet, mee an der Realitéit hu mer net de Courage, fir wierklech ze agéieren do, wou mer kéinten agéieren.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Dat ass net de Fall. Da géing ech dem Här Graas nach eng Kéier als Auteur vun der Resolutioun d'Wuert ginn.

M. Gusty Graas (DP), auteur | Jo, merci, Här President, ganz kuerz nach eng Kéier. Fir d'éischt mol e Merci un déi dräi Intervenanten, déi ganz kloer ënnerstrach hunn, datt et awer wichteg ass, datt mer Positioun zu deem ganz uerge Konflikt hei bezéien.

Vläicht dem Här Cruchten gesot: Jo, natierlech, eng Motioun hätt een och kënne maachen. Mee ech verweisen awer nach eng Kéier drop hin, datt den Här Mosar de 15. Mee 2024 – dat ass iwwregens och vermierkt an dëser Resolutioun – schonn eng Motioun eraginn hat. Dowéinst war ech éischter der Meenung, et soll een elo eng Kéier eng Resolutioun maachen, aus engem anere Grond och nach.

Et ass jo awer wichteg, datt mir als Parlament och eng méi staark parlamentaresch Diplomatie spille loossen. An ech spiere jo awer an deene leschte Joren, datt dat Parlament hei versicht, dat nach méi no baussen ze verkierperen. An hei sollt et dann eeben och eng zousätzlech Méiglechkeet ginn, fir dat nach ënner Beweis ze stellen. Dowéinst fannen ech et awer richteg, datt mer och heiansdo als Parlament eis Positioun weisen, datt mer net ëmmer onbedéngt mussen um Trach vun der Regierung vläicht hänken, datt mer awer och weisen hei: „D'Parlament huet seng Positioun. D'Parlament wëllt dat erreechen."

Dowéinst war éischter hei d'Iwwerleeung, fir elo emol eng Resolutioun ze maachen, wat natierlech net ausschléisst, datt een och spéider nach eng Kéier méi deem Gewiicht sollt ginn, wat mer an där Resolutioun hei fuerderen, iwwert de Wee vun enger Motioun.

Ech soe jiddefalls allen Intervenanten, ech soen alle Fraktiounen, ech soen och alle Sensibilités politiques e grousse Merci. Ech mengen, hei kann ee jo eng Eestëmmegkeet erausspieren. Dat ass och gutt esou. Dat éiert eist Parlament och. Wa mer och vläicht an Nuancen net onbedéngt ëmmer op enger Linn sinn, mee vun der Saach hier si mer awer ganz kloer der Meenung, datt hei muss ganz séier gehandelt ginn.

Wat den Här Cruchten och richteg gesot huet: Et ass ee vun deene gréisste Katastrophegebitter de Moment, wat mer op der Welt kennen. An da kann et net sinn, datt mer och aus deem klenge Lëtzebuerg hei d'Aen net opmaachen. Mee ganz kloer: Mir sollen de Bléck och dohinner riichten. Mir solle mat deene Méiglechkeeten, déi eis zur Verfügung stinn, och hoffen a versichen, dee Konflikt esou wäit wéi méiglech kënnen awer schnellstméiglech och ze léisen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Resolutioun ofgeschloss.

Da géing ech nach eng Kéier d'Fro stellen, ob Der bereet sidd, iwwert déi à main levée ofzestëmmen.

(Assentiment)

Dat ass esou ugeholl.

Vote sur la résolution

An da géing ech froen: Wien ass mat dëser Resolutioun d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

9. Hommage à M. Jeff Engelen

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Haut ass am Fong e ganz speziellen Dag fir ee vun eis, deen och heibanne sëtzt. Haut ass déi lescht ëffentlech Sëtzung fir den ADR-Deputéierten Här Jeff Engelen.

Hien ass zanter siwe Joer Member vun dësem Haus. Seng Begeeschterung fir d'Politick huet de Jeff Engelen awer scho méi laang wéi siwe Joer a säi Liewenslaf weist e laangjäregt soziaalt an e laangjäregt politescht Engagement.

De geléierten Automechaniker huet sech mat 21 Joer am deemolegen „Neutralen Handwierker Verband" engagéiert, deen duerno den NGL ginn ass. 1987 huet hien d'Bewegung „Aktiounskomitee 5/6 Pensioun fir jiddwereen" matgegrënnt, aus där spéider dann d'ADR ginn ass.

De Jeff Engelen ass fir d'éischt lokalpolitesch aktiv ginn. Zanter Laangem, an zwar zanter 1990, also zanter 35 Joer, ass hie Conseiller an der Gemeng Wëntger. Seng Politick war ëmmer eng Politick vu Proximitéit a vu Presenz um Terrain.

Am Oktober 2018 ass de Jeff Engelen eng éischte Kéier direkt an d'Chamber gewielt ginn. 2023 gouf en erëmgewielt. Seng Prioritéiten an der Chamber waren Infrastrukturen a Stroossebau, virun allem natierlech am Norden – dat ass evident –, Mobilitéit, Landwirtschaft, Ëmwelt a Gesondheet.

Hie war och Member an der Lëtzebuerger Delegatioun am CPI, an do an der Kommissioun 4 fir Agrikultur an Ëmwelt aktiv, an am Benelux-Parlament, wou hie sech bestëmmt ganz wuel gefillt huet, ech denken, wéinst sengen hollänneschen Originnen. Souwäit ech weess, ass de Jeff Engelen mat véier Joer hei op Lëtzebuerg komm. D'Coopération transfrontalière ass dem Jeff Engelen och aus deem Grond an aus villen anere Grënn ëmmer extreem wichteg gewiescht.

Hie gehéiert och zu deene ganz aktiven Deputéierten, wat parlamentaresch Froen un d'Regierung ugeet. Dat huet d'Regierung ëmmer beschäftegt.

(Hilarité)

A wann een e wéineg suivéiert huet, wat de Jeff Engelen esou iwwert d'Joren ewech u Question-parlementairë gestallt huet, da mierkt een, wéi no him déi dagdeeglech Suerge vun de Leit ëmmer waren a wéi wichteg him säin Engagement fir d'Wieler war.

Och wann hien der Chamber elo Äddi seet, bleift hien um lokale Plang an an de Veräiner sécherlech aktiv. An ech wëll him ganz einfach am Numm vun der Chamber Merci soe fir seng Aarbecht an ech wënschen him eng ganz schéin a chamberfräi Pensioun.

(Hilarité)

Merci, Jeff!

(Applaudissements)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken dem Här President fir seng léif Wierder en häerzleche

Merci soen. En huet leider iwwerall d'Wourecht gesot, ...

(Hilarité)

... soss kéint ech e jo korrigéieren. Mee do ass näischt drun ze korrigéieren.

Ech mengen, am Liewen ass et wéi mat allem: Alles huet seng Zäit. An ech mengen, ech war elo siwe Joer hei an der Chamber. Et huet mer vill Freed gemaach an et war eng Éier, fir hei matzewierken. Natierlech, wann een „Zäit" seet: Ech mengen, ech hunn e gewëssenen Alter. Ech koum eréischt méi spéit an d'Chamber. Anerer komme méi jonk dran. An ech ginn elo engem Jonken d'Chance. Duerfir ass dat dann e bëssen aneschters wéi bei mir.

Mee ech mengen awer elo, nach eng Kéier, wann een „Zäit" seet: Et muss ee wëssen, wann ee kënnt, an et muss een och wëssen, wann ee geet. An ech mengen, ech hu wëlles, déi nächst Walen, dat wësst Der jo alleguerten, net méi matzegoen. Ech hunn elo aacht Chamberwalen hannert mer an ech mengen, dat geet duer.

(Hilarité)

An da muss een eng Kéier soen: „Et ass tschüss!"

An da wëll ech awer elo nach fir ofzeschléisse soen: Et war mer eng grouss Freed an eng Éier, mech hei däerfe mat un der parlamentarescher Aarbecht ze bedeelegen. Ech géif Iech da fir d'Zukunft all Guddes wënschen, Satisfaktioun an Ärer Ausübung fir d'Land an och beim Ausschaffe vu Gesetzer. An dëst soll alles am Interessi si vum Land. An ech mengen, da soen ech Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht all déi Joren, och wa mer eis mol heiansdo lieweg austauschen, mee dat gehéiert zum Job. Wann dat net wier, da bräichte mer keng Chamber.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci fir déi léif Wierder.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen. Ech géing Iech just bieden, alleguer zur Zäit ze kommen, well eisen éischte Punkt vum Ordre du jour ass d'Assermentatioun vun engem neien Deputéierten.

(Interruptions)

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.52 heures.)

109e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 59
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés** p. 59
   M. Claude Wiseler, Président | M. Michel Lemaire
   Discours de début de mandat : M. Michel Lemaire
3. **Changements de composition de commissions parlementaires** p. 59
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales** p. 59
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés** p. 60
   M. Claude Wiseler, Président
6. **8520 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne** p. 60
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8520 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 60
   Exposé : M. Meris Sehovic
8. **8539 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg** p. 61
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas
   Discussion générale : M. Emile Eicher | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8539 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8558 – Projet de loi relative à la construction de l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux** p. 62
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Fernand Etgen
   Discussion générale : M. Emile Eicher | M. André Bauler | M. Yves Cruchten | M. Michel Lemaire | M. Meris Sehovic
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8558 et dispense du second vote constitutionnel
10. **Ordre du jour** p. 65
    M. Claude Wiseler, Président
11. **Motion de M. Meris Sehovic relative à l'aviation sportive au Findel et l'examen d'alternatives de relocalisation** p. 65
    Discussion générale : M. Emile Eicher | Mme Corinne Cahen | M. Yves Cruchten | M. Marc Goergen | M. Meris Sehovic
    Vote sur la motion (adoptée)
12. **8486 – Projet de loi portant modification :**
    1° du Code pénal ;
    2° du Code de procédure pénale p. 66
    Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar
    Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson (interventions de M. Laurent Mosar) | M. Marc Baum (interventions de M. Laurent Mosar)
    Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre Elisabeth Margue (interventions de Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre Elisabeth Margue
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8486 et dispense du second vote constitutionnel
    Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum | M. Laurent Mosar
    Vote sur la motion 1 (adoptée)
13. **8550 – Projet de loi portant modification de l'article 679 du Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'une référence à la Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale** p. 75
    Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8550 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op.

A sengem Bréif vum 20. Oktober 2025 huet den Här Jeff Engelen matgedeelt, datt hie vun haut un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der ADR am Walbezierk Norden dozou opgeruff ginn, d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Michel Lemaire. Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültegkeet vun de Pouvoire vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eisem Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Michel Lemaire virum 16. November 2025 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, follgend Pièce n ofginn huet: éischtens eng Kopie vu senger Carte d'identité, fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an 18 Joer huet, zweetens e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché lieft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt hie sech engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Mat der Awëllegung vum Här Michel Lemaire huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Michel Lemaire net duerch eng Verurteelung säi Walrecht a seng Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce n, datt, éischtens, den Här Michel Lemaire d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, an zweetens, datt den Här Michel Lemaire sech dozou engagéiert, d'Incompatibilitéiten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoire vum Här Michel Lemaire sinn deemno gülteg.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da géing ech Iech bieden, wannechgelift, den Här Michel Lemaire erakommen ze loossen.

Här Lemaire, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité."

Hieft wannechgelift Är riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot entweeder „Je le jure" oder „Ech schwieren et".

M. Michel Lemaire (ADR) | Ech schwieren et.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed, Här Michel Lemaire. An Här Lemaire, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen am Numm vun der ganzer Chamber.

An ech ginn Iech d'Wuert.

Discours de début de mandat

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, wéi kéint ech dës Ried aneschters ufänken, wéi deem Merci ze soen, dee mäi Virgänger ass, dem Jeff Engelen?

Ech wëll dem Jeff Engelen en häerzleche Merci soe fir alles, wat hie fir mech gemaach huet, wat hie fir eist Land gemaach huet an och wat hie fir den Norde gemaach huet. Trotz eisem groussen Altersënnerscheed sinn ech och mam Jeff Engelen ganz staark fréndschaftlech verbonnen.

De Jeff Engelen ass e Mann, dee mech geléiert huet, déi eegen Interessien ëmmer zréckzeschrauwe virun den Interessie vum Allgemeingut. Dat ware beim Jeff keng eidel Wierder, mee de Jeff hutt dat gelieft.

Ech wëll och besonnesch begréisse meng Elteren, meng Frënn, meng Bridder, meng Bekannten, déi derfir gesuergt hunn, datt ech haut do sinn, wou ech sinn. Ech freeë mech, an Zukunft d'Interessie vu menger Partei an d'Interessie vum Land ze vertrieden.

Gerechtegkeet, Meenungsfräiheet, Aarmutsbekämpfung: Dat wäerten d'Prioritéite vu menger politescher Agenda sinn.

Ech krut awer och e Mandat vum Walbezierk Norden an ech wëll mech ëmmer staarkmaache fir den Norden, fir déi Defiziter, mat deenen den Norde konfrontéiert ass: d'Zentraliséierung, d'Gesondheetsversuergung, déi gestäerkt muss ginn, eng gutt funktionéierend Landwirtschaft an esou weider.

Mir liewe leider an engem Zäitalter vun der Onsécherheet, vun der Destabiliséierung. Mir gesinn och grad bei Jonken, dass oft psychesch Erkrankungen zouhuelen, an ech wëll mech dofir staarkmaachen, mech fir eng Politick asetze fir eist Land, déi de Leit, de Jonken, jiddwerengem, Stabilitéit bitt, Wäerter bitt an de Leit eppes bitt, un deem se kënne festhalen.

Wësst Der, wann een an d'Chamber kënnt, dann ass dat en neie Moment a mengem Liewen, an et hat ee jo schonn esou Momenter, wou een eppes Neies ugefaang huet. Ech erënnere mech drun, wéi ech am éischte Schouljoer war an an der Spillschoul: Déi éischte Kéier, wéi ech dann do opgekräizt sinn, souzen d'Kanner do ze kräischen, well se kee kannt hunn.

Ech si ganz frou, datt ech elo virun Iech net kräischen, mee datt ech frou sinn. An do ass et u sech esou, datt ech nieft menge Fraktiounskolleege schonn e puer bekannt Gesiichter hei erëmerkennen, gottseidank.

Den Här Emile Eicher, mat deem ech am Gemengerot zu Clierf zesummeschaffen, den Emile als éischte Schäffen, ech als klenge Conseiller. An dann den Här André Bauler, a wann ech soen „Här Bauler", dann ass dat net just aus Héiflechkeet, mee aus engem al agesiessene Reflex, well den Här Bauler main Ekosproff zu Wolz am Lycée war.

(Brouhaha)

An ech denken, et ass awer elo haut net méi esou einfach, mech virun d'Dier ze geheie wéi deemools.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mer hei emol eng Kéier méi kontrovers diskutéieren, wa mer eng Kéier méi haart matenee schwätzen, sou wëll ech Iech versécheren, datt ech ëmmer gleewen un dat, wat ech soen, an datt ech nimools wäert Politick aus Opportunismus maachen, mee wierklech un dat gleewen, wat ech soen.

Mir sinn an där nobeler Situatioun, dass jiddweree vun eis, deen hei sëtzt, demokratesch gewielt ass a jiddwereen d'Recht huet, dat ze vertrieden, u wat e gleeft.

Ech gleewen drun, dass mer an engem Zäitalter sinn, leider, wou ëmmer méi Mauere gebaut ginn. Ech gleewen drun, dass et besser ass, Brécken ze bauen, wéi Maueren ze bauen. An ech gleewen drun, dass dat, wat vläicht politesch net versönbar ass, mënschlech muss versönbar bleiwen.

Ech freeë mech op eng exzellent innerparteilech an iwwerparteilech Zesummenaarbecht am Déngscht vun eiser wonnerbarer Natioun.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci. An da kënnt Dir op Ärer neier Plaz och Plaz huelen.

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Da komme mer zu enger Rei Changementer, déi duerch dëse Changement néideg gi sinn, an zwar bei der Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen, wou eis follgend Ofännerunge matgedeelt gi sinn, an ech liesen Iech se vir:

An der Commission des Sports ersetzt d'Madamm Alexandra Schoos den Här Jeff Engelen.

An der Commission du Travail ersetzt den Här Michel Lemaire den Här Jeff Engelen.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Michel Lemaire den Här Jeff Engelen fir de Volet Agriculture.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Michel Lemaire den Här Jeff Engelen.

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt den Här Michel Lemaire den Här Jeff Engelen.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Michel Lemaire d'Madamm Alexandra Schoos.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Dan Hardy d'Madamm Alexandra Schoos als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt den Här

Michel Lemaire den Här Jeff Engelen als effektive Member.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ersetzt den Här Michel Lemaire den Här Jeff Engelen als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

5. Changement de composition d'un organe de la Chambre des Députés

An dann hu mer och no der Demissioun vum Här Jeff Engelen e Posten als Membre suppléant permanent am Bureau fräi. Et gëtt proposéiert, datt d'Madamm Alexandra Schoos Membre suppléant permanent gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Membre suppléant permanent vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Kann ech Iech da froen, ob mer kënnen den Artikel 7 (5) vun eisem Reglement applizéieren, deen doranner besteet, datt, wann nëmmen ee Kandidat fir dee Posten do ass, mer deen och esou unhuelen a guttheeschen? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert. Ech soen Iech dofir villmools Merci.

6. 8520 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Als nächste Punkt – an da komme mer rëm zu deenen normale Punkte vun eisem Ordre du jour vun dësem Moien – hu mer de Projet de loi 8520 iwwert d'Grenzkontrolle vu private Flich an oder aus Drëttstaaten. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell avec rapport et sans débat ass, an deemno huet d'Rapportrice 5 Minutten an d'Regierung 5 Minutten. An d'Rapportrice kritt direkt d'Wuert. Madamm Cahen.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz 8520 huet als Zil, eng Nonconformitéit ze behiewen, déi 2021 wärend enger Schenge-Kontroll um Lëtzebuerger Fluchhafen opgefall war. Et geet ëm Privatvollen aus Drëttstaaten an an Drëttstaaten, déi hei tëschelanden a weiderfléien.

All Commandant de bord vun engem Privatfluch muss eng Déclaration générale, e sougenannten „GenDec-Formulaire" ausfëllen an un d'Grenzkontrolle vum Memberstaat schécken. E muss déi Deklaratioun virum Vol schécken, wann en aus engem Drëttstaat kënnt an um Findel lant oder an en Drëttstaat weiderreest. Dëst ass, wéi gesot, speziell fir Privatflich an et ass aneschters wéi de Standardhandling vu kommerzielle Flich.

Am GenDec, General-Declaration-Formulaire, stinn Informatiounen iwwert dës Vollen, wéi zum Beispill iwwert d'Passagéier, d'Bordpersonal, mee awer och iwwert d'Maschinn selwer.

Leider war et an der Vergaangenheet esou, dass déi néideg Informatiounen net ëmmer en bonne et due forme un d'Grenzkontrollen iwwerdroe goufen. Dofir huet d'Police um Fluchhafen eng informatesch Plattform opgesat. Iwwert den digitale Wee kënnen dës Donnéeën dann elo vill méi einfach iwwerdroe ginn.

Fir dass sech an Zukunft och un dës Reegele gehale gëtt, gesäit den Text och Sanctioune vir. Aktuell gëtt et där nämlech nach keng. Mat dësem Projet de loi kritt dës Plattform elo eng stabill Base légale.

De Staatsrot hat näischt um Fong vum deposéierten Text auszesetzen. D'Ministesch Yuriko Backes hat de Projet den 31. Mäerz 2025 an der Kommissioun presentéiert. De 25. September sinn ech zur Rapportrice ernannt ginn. D'Kommissioun huet de Rapport den 13. November ugeholl.

Vill méi ass zu dësem Projet net ze soen. Den technesche Detail fannt Der natierlech a mengem schrëftleche Rapport. An dofir soen ech Iech elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice e grousse Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An ech stellen der Regierung d'Fro, ob si wëllt Stellung dozou huelen. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen och der Rapportrice e ganz grousse Merci. Ech mengen, dat war ganz effikass. Si huet alles gesot. Ech hunn näischt dozou bäizedroen.

Ech soen der Chamber Merci fir d'Ënnerstëtzung, wa se dat heiten dann ënnerstëtzt. Et ass en Dossier vun der Police an och wichteg fir d'Sécherheet op eisem Fluchhafen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Éier mer elo dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet kommen, géing ech Iech bieden, nach eng Kéier ze kontrolléieren, ob Der alleguer ageloggt sidd, fir datt mer dee Vott och ordentlech kënnen duerchféieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8520 et dispense du second vote constitutionnel

Wann dat de Fall ass, géing ech de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Alex Donnersbach), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Guy Arendt), Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Francine Closener), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung kritt, éier mer zum nächste Punkt kommen, an zwar vum Här Meris Sehovic fir den Depot vun enger Motioun. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 13. November, d'lescht Woch, ass en Accident gewiescht mat engem Sportsfliger um Fluchhafen, deen dozou gefouert huet, dass eise Fluchhafe wärend e puer Stonnen eigentlech lamgeluecht ginn ass, wat eng Situatioun ass, déi natierlech aus ekonomescher, aus geopolitescher, aus militärescher Siicht an esou weider net optimal ass.

Dofir hu mer dës Motioun ausgeschafft, wou mer proposéieren, dass mer Alternative siche fir d'Sportsfligerei. De Fluchhafen um Findel ass eigentlech, wann een d'Groussregioun kuckt, deen eenzege Fluchhafen, dee kommerziell genotzt gëtt a wou mer dann awer och Sportsfligerei hunn.

A mir proposéieren, dass mer do no Alternative sichen, fir dass de Fluchhafe Findel kann normal fonctionéieren. Ech hunn elo virum Debat am Austausch mat der Madamm Ministesch an och mat der Presidentin vun der Mobilitéitskommissioun erausfonnt, dass dat och eppes ass, un deem d'Madamm Ministesch selwer scho schafft.

Dowéinst sinn ech och frou, dass d'Madamm Presidentin vun der Mobilitéitskommissioun déi heite Motioun cosignéiert. An ech hoffen, dass mer hei da kënne parteiiwwergräifend Zoustëmmung fanne fir déi Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

« L'aviation sportive au Findel et l'examen d'alternatives de relocalisation »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'accident survenu le 13 novembre au Findel impliquant un avion de sport, ayant blessé légèrement ses occupants et étant resté immobilisé sur la piste pendant plusieurs heures, ce qui a entraîné la fermeture complète de celle-ci

ainsi que la déviation ou l'annulation de plusieurs vols commerciaux ;

– que cet incident a mis en évidence la vulnérabilité structurelle du Findel, unique aéroport du pays, dont l'exploitation repose sur une seule piste ;

– qu'un seul incident dans l'aviation sportive peut ainsi interrompre l'ensemble des opérations commerciales, avec des conséquences importantes pour les passagers, le fret, les services de secours et la connectivité du Luxembourg ;

– que dans la Grande Région, l'aviation sportive est largement opérée depuis des aérodromes dédiés tels que Saarlouis-Düren, Trier-Föhren, Bitburg ou Yutz-Thionville – séparés des aéroports commerciaux, afin de réduire les risques opérationnels et de garantir la continuité du trafic aérien,

invite le Gouvernement

– à examiner des alternatives de localisation pour les activités d'aviation sportive, y compris l'étude d'un site dédié en dehors du Luxembourg-Findel ;

– à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un rapport détaillant les options étudiées, les conclusions de l'analyse, ainsi que les recommandations gouvernementales concernant l'avenir de l'aviation sportive au Luxembourg.

(s.) Meris Sehovic, Corinne Cahen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

8. 8539 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8539 iwwert d'Upassung vun der ëffentlecher Ënnerstëtzung fir de Bau vun neie Pëtrolsinfrastrukturen um Findel. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. De Rapporter huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, an dann huet d'Regierung och 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, den Här Yves Cruchten, den Här Michel Lemaire an den Här Meris Sehovic. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv huet d'Fligerei hei zu Lëtzebuerg schonn eng laang Traditioun. 1930 hate sech scho Pionéier um Findel niddergelooss. 1940 hat sech dunn d'Deutsche Luftwaffe do installéiert. 1944 haten d'Amerikaner de Findel benotzt, a schlussendlech krut eist Land de Findel 1945 dunn zréck.

1946 hu mer schonn eng dausend Flich hei notéiert. Den Terminal an den Tower waren dézäit zwar nach aus Holz. Wann ee bedenkt – et ass jo nach net éiweg laang hier –, wat fir eng Entwécklung dat Ganzt awer mat sech bruecht huet ...

De Fluchbetrib huet natierlech extreem expandéiert an all deene Joerzéngten. An 1950 goufe schonn zwou Start- a Landebunne gebaut. 1970 huet dunn d'Cargolux hir Aktivitéite gestart. 2003 gouf den Terminal A a Betrib geholl an e Joer méi spéit war et dunn den Terminal B.

2023 hate mer 4,73 Millioune Passagéier notéiert, an net méi spéit wéi d'lescht Joer gouf dunn déi Schallmauer vu 5 Millioune Passagéier duerchbrach.

Haut ass de Findel e ganz moderne Fluchhafen, an deen, dee reegelméisseg do uewen ass, weess och, datt en an enger weiderer Expansioun ass. Et ass jo och d'Diskussioun scho mol gefouert ginn, fir en neie Fluchhafen ze bauen oder fir deen hei nach weider auszebauen.

Jiddefalls ass eppes sécher: De Fluchhafe kënnt deelweis u seng Grenzen. Wa mer gär hätten, datt vill Fligeren do solle landen a starten, da mussen natierlech och déi Fligeren opgetankt gi mat Spritt. An de Moment läit déi theoreetesch Capacitéit bei 8.000 m^3.

Den Depot ass ugeschloss un eng Pipeline, déi vu Bitburg erofkënnt an déi dem Central Europe Pipeline System gehéiert – dat gëtt CEPS ofgekierzt –, an dee gehéiert der NATO. Et ass also eng Infrastruktur vun der NATO, déi aus de 1970er-Joren datéiert. A wann ee seet 1970er-Joren – dat ass schonn eng Zäitchen hier –, dann ass et also och ganz normal, datt déi Pipeline, datt déi ganz Installatiounen awer och lues a lues un hir Grenze kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ursprénglech war am Fong geholl de Bau vun dräi Pëtrolstanke mat enger Capacitéit vu jee 5.000 m^3 um Findel virgesinn. Well awer genuch Plaz ass, ass sech natierlech Gedanke gemaach ginn: Mee kënne mer dat net nach verduebelen op sechs Tanken? Ëmsou méi, wéi ech scho virdru gesot hunn, well d'Fluchbeweegungen um Findel extreem zougeholl hunn. Natierlech dréit och déi international Lag dozou bäi. Dat heescht, da kéime mer theoreetesch op eng Capacitéit vun 30.000 m^3.

Mir haten iwwregens hei schonn e Finanzéierungsgesetz gestëmmt. Dat Gesetz staamt vum 7. August 2023. An do ware 85,7 Milliounen autoriséiert ginn, fir investéiert kënnen ze ginn, op Basis vum Index vum 1. Oktober 2021.

Mee säit dem 7. August louchen u sech dräi Offere vir, déi awer ouni Erfolleg waren, well engersäits d'Dossieren net konform waren oder anerersäits d'Montanten ze héich. Dowéinst ass dann decidéiert ginn, fir awer och elo keng Zäit ze verléieren, well awer eng gewuessen Urgence ass, fir dann eeben elo dräi Tanken ze bauen.

D'Fro gouf natierlech gestallt, ob dee Budget, dee mer scho gestëmmt haten, kéint benotzt ginn, fir nëmmen dräi Tanken ze bauen. Dunn ass eis Cellule scientifique hei mat engem Avis beoptraagt ginn. Dee krute mer de 27. Abrëll 2023. Si hu sech baséiert op en änleche Fall, an zwar geet et do ëm de Contournement vu Käerjeng.

D'Konklusioun jiddefalls ass och déi, datt dat Gesetz, dat mer gestëmmt hunn, keng Prezisioun gëtt, wéi vill Tanken datt do elo solle gebaut ginn. An dee Projet kéint dann iwwer eng reduzéiert Form realiséiert ginn.

Duerfir ass dann och dëse Projet de loi fir d'Konstruktioun vun dräi Reservoire fir e Montant vun 20.815.714 Euro, Basisindex 1. Oktober 2024, den 8. Mee 2025 vun der Madamm Backes deposéiert ginn. Deemools war d'Valeur 1.149,68.

Ech wëll awer hei direkt betounen: Dat ass eng zousätzlech finanziell Enveloppe, fir d'Finalisatioun vum Gesetz vum 7. August 2023 ze erlaben! Firwat? Majo, well eeben och eng Rei Depassementer komm sinn, well eeben och d'Soumissioun gewisen huet, datt natierlech d'Präisser entre-temps an d'Luucht gaange sinn. An et muss een natierlech och der Verlängerung vun den Delaie Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Loftverkéier steet jo – dat muss een och fairerweis hei soen – net zu Onrecht an der Kritick, well e jo awer och ee vun den Haaptemittente vun CO_2-Emissiounen ass. Obwuel, global gekuckt ass en „nëmmen" – nëmmen zwëschent Guillemeten – zu 3-4 % verantwortlech fir d'Äerderwiermung.

An duerfir gëtt jo elo ewell vill méi diskutéiert iwwert dee sougenannten „SAF", dat heescht Sustainable Aviation Fuel. An dat soll een och hei ënnersträichen, dee kann nämlech selbstverständlech och an deenen Tanken do stockéiert ginn.

Wat vläicht an deem Kontext hei interessant ze ernimmen ass, ass, datt mer an Norwegen eng Firma hunn, Norsk e-Fuel, déi eng Produktiounsanlag vun SAF a Betrib huet, oder hëlt, loosse mer soen. Ab 2026 soll dann deen e-Carburant do geliwwert ginn.

A wat nach méi interessant ass: Zënter dem Mäerz 2022 ass lux-Airport Aktionär, an den Här Frank Wagener, e Lëtzebuerger, ass President vum Board. Och Cargolux a Paul Wurth sinn an deem Projet do involvéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz nach vläicht iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun. Den Depot, wéi gesot, ass den 8. Mee 2025 gemaach ginn. De Rapporter ass de 25. September ernannt ginn an den 13. November gouf de Rapport dann och ugeholl.

Wat den Avis vum Conseil d'État ubelaangt, deen datéiert vum 11. Juli 2025, deen hat u sech keng Observatiounen ze maachen. En huet et awer gutt fonnt, datt mer säi Wee suivéiert hunn, andeems datt mer en zousätzlecht Gesetz hei proposéieren, amplaz deen ursprénglleche Montant einfach ëmzeänneren.

Ech wëll nach ervirhiewen, datt den Artikel 3 preziséiert, datt d'Kreditter zulaaschte vum Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ginn.

Voilà! Ech géif soen, dat hei ass awer e ganz wichtege Projet. Duerfir wier ech frou, wann Der deem och géift Är Zoustëmmung ginn. Ech maachen dat jiddefalls am Numm vun der Demokratescher Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Fir et direkt virop ze soen, och d'CSV wäert hir Zoustëmmung heizou ginn. Ech géif dem Rapporter awer e grousse Merci soe fir seng detailléiert Informatiounen, deene mir eis nëmme kënnen uschléissen.

Mir fannen et och wichteg, datt eng Installatioun, déi aus de 70er-Jore staamt an trotzdeem awer vereelzt ass, onbedéngt muss moderniséiert ginn. An deem Sënn ënnerstëtze mir natierlech dëse Projet. E mécht de Findel méi autonom. E bréngt méi Resilienz fir eist Land, well mer dann am Fall, wou kuerzfristeg d'Pëtrolsreserven emol eng Kéier kéinten a Gefor kommen, awer eng Méiglechkeet hunn, hei selwer ze agéieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir bleift och net méi ganz vill ze soen. Ech mengen, dass mer bei der éischter Ausschreiwung do kee fonnt hunn an dass mer dofir d'Gesetz elo nach eng Kéier mussen haut verlängeren a vergréisseren, ass eigentlech keng gutt Situatioun. Dat sollte mer eigentlech

evitéieren. Mir kënnen awer kengem dorauser e Stréck dréinen, esou Saache kënne virkommen. Et sollt natierlech d'Ausnam bleiwen. Mee fir de ganze Rescht huet de Rapporter alles gesot. An dofir gi mir eisen Accord.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Punkt. Dat, wat mer haut beschwat hunn, war iwwregens och schonn eng Fuerderung vun eiser Partei, déi mir haten. Dofir si mer doriwwer ganz frou.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, och vun deene Grénge gëtt et d'Ënnerstëtzung fir deen dote Projet. Mir hunn e jo ugestouss a fannen et gutt, dass deen elo weidergedriwwe gëtt. Et ass gutt fir d'strateegesch Autonomie. Et ass gutt fir d'Resilienz an enger kritescher Infrastruktur.

Den Här Rapporter huet kuerz och d'Alternativen zu de fossille Brennstoffer ugeschwat, déi iwwert d'NATO-Pipeline dann op de Fluchhafe kommen. Ech mengen, dass dat e Sujet ass, mat deem mer eis hei am Haus och nach méi musse beschäftegen, deen an Zukunft eng enorm Bedeitung wäert kréien. A mir gesinn op de Weltmarchéen haut, dass déi SAFen total knapp sinn an dass et e Race gëtt, fir un déi Ressourcen ze kommen. An do duerf Lëtzebuerg natierlech net de Kierzeren zéien. Dat heescht, mir ënnerstëtzen dëse Projet a wäerten dann och zesumme mat der Regierung weiderschaffen, fir d'strateegesch Autonomie dann ze garantéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner domadder ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Honorabel Deputéiert, et freet mech, dass dëse Projet haut um Ordre du jour ass vun der Chambersessioun. Et geet hei effektiv ëm d'Resilienz vun eisem Fluchhafen an dorëm, déi och weider ze stäerken. Ech soen natierlech och dem Rapporter, dem Gusty Graas, e ganz grousse Merci.

Et ass scho gesot ginn: Déi besteeënd Infrastrukturen datéieren aus de 1970er-Joren. Voilà. Et ass also essenziell, dass déi Schlësselinfrastrukture vum Fluchhafen erneiert ginn. Dëst ass wierklech eng Infrastruktur, déi fir de gudde Fonctionnement vun eisem Fluchhafe vu ganz grousser Bedeitung ass. Aktuell kënne 6.500 m^3 Kerosinn stockéiert ginn. Mat deenen neien Infrastrukture kënne mer dat da bal verfënnefachen. Ech mengen, eng erhéicht Resilienz brauche mer och am haitege geopolitesche Kontext – dofir soen ech dat als Mobilitéitsministesch, mee och als Defenseministesch –, fir Zivill- a Cargofligeren, mee och Militärfligeren hei zu Lëtzebuerg kënnen opzetanken.

Iwwert d'NATO-Pipeline ass och scho geschwat ginn. Dës Fuel Farm soll, wann alles gutt geet, dann 2028 a Betrib geholl kënne ginn. De Rapporter huet och gesot, dass mer schonn am August 2023 e Gesetz gestëmmt hate vun engem Montant vu 85 Milliounen Euro, indexéiert si mer do op knapps iwwer 100 Milliounen Euro.

lux-Airport war, oder ass, den designéierte Maître d'ouvrage délégué, fir dës Infrastrukturen ze realiséieren. Et ass gesot ginn: No deene verschiddenen Ausschreiwungsprozeduren ass eeben erauskomm, dass keng Offer vun de Kandidaten an den accordéierte Budget, deen eeben am August 2023 esou gestëmmt ginn ass, géif falen. Dofir soen ech och wierklech der Chamberskommissioun, respektiv der Jointe, déi sech mat dësem Theema befaasst huet, der Comexbu (ndlr: Commission de l'Exécution budgétaire) an der Mobilitéitskommissioun, Merci, well mer do decidéiert haten, respektiv Dir hat recommandéiert: „Kommt, mir maachen da propper, transparent, en neit Finanzéierungsgesetz." Jo, esou Saache sinn ze evitéieren. Mee mir wëssen, et gëtt een heiansdo vun der Realitéit ageholl!

Mir haten och den 1. Oktober dann d'Pose de première pierre, op Basis eebe vun dem éischte Gesetzesprojet, soudass d'Aarbechten ugefaangen hunn, wat wierklech eng gutt Saach ass. Dat heescht, hei kommen elo déi 20 Milliounen Euro derbäi, fir dëse Projet da kënne fäerdeg ze maachen.

Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Chamberskommissioun a Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse wichtege Projet fir d'Widderstandsfäegkeet vun eisem Fluchhafen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8539 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8539[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8539 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach vläicht e klengen Effort maachen a kucken, ob all d'Procuratioune geholl gi sinn? Här Lemaire, ass et ok? Dat ass gutt. Gutt, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme bei 0 Nee-Stëmmen an 0 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Sam Tanson) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8558 – Projet de loi relative à la construction de l'extension du Lycée Edward Steichen à Clervaux

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8558 iwwert de Bau vun der Extensioun vum Lycée Edward Steichen zu Clierf. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. De Rapporter huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit, wa se wëllt, 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Eicher, den Här Cruchten, den Här Lemaire an den Här Sehovic. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Fernand Etgen (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, scho wéi de Lycée Edward Steichen nach am Réibau war, hunn d'Pläng fir e méiglechen Ausbau ugefaang ze räifen. De Lycée Edward Steichen huet 2018 seng Dieren opgemaach. Mee fir de Kanner aus der Regioun laangfristeg eng adequat Offer bidden ze kënnen, war och deemools scho gewosst, datt dës Offer misst erweidert ginn.

Duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2016, dat d'Gesetz vum 13. Juni 2013 iwwert d'Schafung vun engem Lycée zu Clierf modifizéiert, goufen d'Division supérieure de l'enseignement secondaire wéi och de Cycle moyen an de Cycle supérieur vum Enseignement secondaire technique bei der Schouloffer vum LESC – dat ass d'Ofkierzung vum Lycée Edward Steichen – bäigesat.

Mam Gesetz vum 13. Juli 2018 konnt déi schoulesch Offer vum Lycée du vervollstännegt ginn. Eng Europaschoul mam Numm International School Edward Steichen Clervaux ass innerhalb vum Lycée gegrënnt ginn, mat engem europäesche Cycle Early Education – Maternal vun zwee Joer, engem europäesche Cycle vu fënnef Joer fir de Grondschoulunterrecht an e Cycle vu siwe Joer fir den europäesche Sekundarunterrecht. Duerch dës Schouloffer charakteriséiert de LESC sech als Mëschschoul, déi duerch eng breet, divers a flexibel Offer de Besoine vun der Regioun Rechnung dréit.

Aktuell kënnen déi bestoend Infrastrukturen 800 Schüler aus dem Secondaire général a classique ophuelen. D'Bildungsinfrastrukture bestinn aus engem Modüll vu 26 Klassesäll, 5 Sciencesäll, engem Informatikssall, 3 polyvalenten Ateliere mat engem héije Plaffong an 3 polyvalenten Ateliere mat normalem Plaffong, enger Sportshal an enger Schwämm.

Säit 2020 funktionéiert de Lycée bei voller Leeschtung, wat derzou gefouert huet, datt e bei senge Capacitéiten u seng Grenze stéisst. Duerch seng Internationalitéit a säi kulturelle Mix kann de LESC senge pedagogeschen Ziler gerecht ginn. D'Schüler vum Lycée ginn an hirer eegener kultureller Identitéit bestäerkt. Donieft kréie se d'Méiglechkeet, en héije Level an hirer Sproochkompetenz ze entwéckelen. D'Kreativitéit, souwuel am musikalesche wéi och am kënschtleresche Beräich, gëtt encouragéiert an eng professionell Begleedung, wat eng spéider berufflech

Orientatioun oder Studien ugeet, gëtt och ugebueden. Parallell dozou gëtt och op héich Kenntnisser an de wëssenschaftleche Fächer gebaut.

Här President, déi schoulesch Offer vum LESC soll sech net just op akademesch Resultater limitéieren. D'Zil soll sinn, datt déi perséinlech, sozial an intellektuell Entwécklung encouragéiert gëtt. Zougläich ginn d'Schüler och duerch eng Vilfalt vu Coursen a Formatiounen op d'Aarbechtswelt preparéiert.

Et gëtt och e besonneschen Akzent op dat aktiivt Liewe geluecht. Zum Beispill gëtt d'Handwierk promouvéiert. Am Kanton Clierf sinn nämlech ronn 1.500 Aarbechtsplazen enk mat Beruffer wéi Bauaarbecht, Restauratioun an Tourismus verbonnen. D'schoulesch Offer gëtt also doduerch vervollstännegt, dass se professionell Formatiounen an deene Beräicher bitt. Zousätzlech soll eng Oppenheet géintiwwer neie Meedie gefërdert ginn.

Den Ausbau vum LESC baséiert net nëmmen op enger Demande, déi weider an d'Luucht geet. Am Plan sectoriel „Lycées" sinn eng Rei weider Punkte virgesinn. Mëttel- a laangfristeg soll eng adequat schoulesch Offer geschafe ginn. Dës soll och deels dezentraliséiert sinn. D'Schoulweeër fir d'Kanner solle méi kuerz ginn an d'Lycéeën uechtert d'Land solle méi attraktiv ginn.

Mam Gesetzesentworf 8558 kritt de LESC also eng Infrastruktur, déi senge Besoinen nokënnt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Site zu Clierf bréngt verschidde Virdeeler mat sech. En ass zum Beispill direkt mam Eisebunnsreseau verbonn, wat ënner anerem dann och den Erfolleg vun den internationale Klassen erkläre kann. Zousätzlechen Accès op de Site gëtt iwwer e grousse Foussgängerparvis erméiglecht, deen de Vëloswee, d'Gare, de Lycée selwer an de Bannenhaff matenee verbënnt. Laanscht d'Baaschtnecher Strooss gëtt de Parking nei configuréiert, fir zousätzlech Plazen ze schafen. Amplaz vu 60 sollen duerno 90 Plazen disponibel sinn. Dobäi gëtt och berücksichtegt, datt souwuel Parkplaze fir Persoune mat reduzéierter Mobilitéit gemaach ginn, wéi och Luedestatioune fir Elektroautoe mat ageplangt ginn.

Nieft deenen zwee Busarrêten op der Route de Bastogne ginn nach véier zousätzlech Quaie virun den Ateliere gebaut. Parkplazen huet een ni genuch. D'Ponts et chaussées, d'Gemeng a Bâtiments publics schaffen elo schonn u weidere Léisungen. Merci dofir un all d'Bedeelegt.

De Lycée soll nämlech nom Ausbau an der Lag sinn, zousätzlech 780 Schüler opzehuelen. D'Gesamtzuel vun de Schüler soll dann op 1.580 klammen, déi op ongeféier 90 Klassesäll verdeelt ginn, eng ideal Gréisst fir eng Mëschschoul.

D'Gebai, dat op enger Fläch vu 85 Ar gebaut wäert ginn, besteet aus dräi Stäck an ass vun engem technesche Stack iwwerbaut. Duerch d'Strategie vum Staat, nohalteg Bauten ze realiséieren, si verschidde Saache fir den Ausbau virgesinn. Den Daach vum Gebai soll begréngt ginn, dëst souwuel fir d'Reewaasser opzefänke wéi och fir déi thermesch Inertie vum Gebai ze verbesseren.

Zousätzlech soll eng Fotovoltaikanlag vu ronn 2.500 Quadratmeeter installéiert ginn, déi eng Kraaft vu 550 Kilowattpeak huet. Et gëtt geschat, datt dës Anlag am Joer 500 Megawattstonne produzéiere wäert. De Bau gëtt als funktionellt Gebai kategoriséiert, dat duerch de Règlement grand-ducal iwwert déi energeetesch Performance vu Gebaier definéiert gëtt.

Et gëllt, besonnesch ervirzehiewen, datt als Zil vum Bau ugestrieft gëtt, e sougenannten „Nearly Zero Energy Building" ze schafen. De Verbrauch vum Gebai kann doduerch maximal iwwer erneierbar Energië gedeckt ginn.

Här President, et war wichteg, derfir ze suergen, datt den Ausbau an dat besteeënd Gebai ästheetesch zesummepassen. Fir den architektonesche Floss ze garantéieren, goufen déi nämmlecht Materialien a Faarwe benotzt. Dës ekologesch Materialie suergen derfir, datt den Ausbau gläichzäiteg nohalteg an zäitlos ass.

Well de Site vum Ausbau an enger Héichwaasserzon läit, gouf de Bannenhaff esou konzipéiert, datt en op zwee Niveaue multifunktionell wierke kann. Den ieweschten Niveau erlaabt et, iwwer e pavéierte Wee an d'Gebaier eranzekommen. Den ënneschten Niveau, deen als Gréngzon virgesinn ass, wierkt am Fall vun Héichwaasser als Opfangbecken.

D'Gesamtkäschte fir de Bau belafe sech op 109.200.000 Euro.

Zu den Avisen ass net immens vill ze soen. Do hate mer just dee vum Staatsrot. De Staatsrot hat dann och keng Beanstandunge bei dësem Projet ze maachen, esou datt mer de Rapport an der Kommissioun vum 13. November konnten unhuelen.

Dëst gesot, verweisen ech fir all weideren Detail op de schrëftleche Rapport a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Wat de Vott ubelaangt, maacht et wéi ech, stëmmt mat Jo!

Une voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ok, merci, Här Rapporter, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport a fir Är kloer Instruktiounen hei.

(Hilarité)

Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher. Här Eicher, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mäi Virriedner direkt berouegen. Ech menge ganz, an eise Reie jiddefalls ass de Vott Jo, dat kann ech elo scho soen.

Et freet mech natierlech, elo dierfen zu engem Projet ze schwätzen, deen an eiser Gemeng, Michel, gemaach gëtt, wou mir och schonn an dem Gemengerot vill driwwer diskutéiert haten. Mir fannen, datt de Site aussergewéinlech gutt ausgenotzt ass, well et ass net ganz vill Plaz do. An op där Plaz ginn awer ëmmerhin herno, nieft deenen 800 Schüler, déi elo schonn do sinn, der dann nach zousätzlech 780 derbäigesat, déi och do d'Schoulklassebänken drécke kënnen, mat ronn 90 Klassen.

An ech ginn elo net méi an den Detail, dat hat mäi Virriedner, den Här Fernand Etgen, scho gutt gemaach. Wat awer interessant ass, dat ass, datt de Site an deem Sënn och flott ass fir déi, déi mam Vëlo kommen, well och d'Vëlospist geet do derlaanscht, d'Bussen halen do, den Zuch ass quasi vis-à-vis, en ass also vum ëffentlechen Transport hier ganz gutt ugebonnen.

Architektonesch ass en och ganz, ganz flott, net nëmmen, datt e sech upasst un de Bestand, dee schonn interessant ass, mee och déi zousätzlech Gebaier sinn immens flott installéiert. An ech kann den Architekten nëmmen dofir felicitéieren. Och dofir, datt se dru geduecht hunn, datt se déi neisten Technologië mat abauen, datt 2.500 Meeterkaree Fotovoltaik zum Beispill drop sinn, datt opgepasst ginn ass, wéi d'Iwwerflächewaasser geréiert gëtt – alles Challengen, déi net esou einfach ze meeschtere waren.

Fir d'Kanner aus eiser Regioun ass et natierlech en enorm groussen Avantage, well et sinn awer ganz vill vun eise Kanner, déi nach ëmmer eraus musse fueren, well se eeben net déi Offre scolaire hunn, déi se sech erwaarden. Hei gëtt d'Offre scolaire jo awer relativ staark ausgebaut. Ech denken un de BTS fir Informatik, dernieft awer och de Génie civil an den Tourismus, déi an Zukunft och do enseignéiert solle ginn, wat immens interessant ass, well an eiser Géigend – dat ass och scho gesot ginn – ass de Bau enorm staark. An ech mengen, déi 1.500 Aarbechtsplazen, déi sinn am ganz noen Ëmfeld. Wann een awer dat ganzt Anzuchsgebitt kuckt, sinn dat der nach vill, vill méi.

Den Tourismus entwéckelt sech och gutt. An et si besonnesch déi zwee Secteuren, déi och Schwieregkeeten hunn, Personal ze fannen. Well – och besonnesch am Bau – d'Technik sech ganz schnell verännert an dofir och ëmmer méi Qualifikatioune verlaangt ginn, fanne mer, datt dat hei eng ganz gutt Iddi war, fir och op d'Regioun ze lauschteren. Well dat ass och e Fait: Dat ass, datt d'Schoul ganz enk mat der Regioun verbonnen ass. Mir gesinn eis reegelméisseg. Et ass eng Direktioun, déi op eis Wënsch do ageet. Mir schaffen och vill um kulturelle Plang, um Jugendplang. An dofir hinnen och e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht.

Datt de Succès dem Lycée Recht ginn huet, ass scho gesot ginn. Mir si säit e puer Joer schonn total iwwerfëllt. Mir hunn eng extreem héich Nofro. Et ass och zum Deel esou komm, well en Europäesche Lycée draus entstanen ass, wou iwwregens d'Gemeng de Bau zu Reiler gemaach huet, fir dem Staat ze hëllefen, méi schnell virunzekommen. Mir hunn do fir iwwer 200 Kanner eng Schoul gebaut, déi eeben de Primär an de Préscolaire ofdeckt. A mir wäerten och elo an Zukunft nach massiv investéieren op deem Site, wou och déi Kanner dovu profitéiere kënnen.

Et ass och wichteg ze soen, datt déi Schoul fir eis e ganz wichtege strukturellen Impakt huet. Mir ware laang e Vide scolaire – sou ware mer emol ëmmer genannt ginn. An an der Tëschenzäit huet sech d'Regioun extreem gutt entwéckelt. Mir hunn e Wuesstem vun iwwer 2,5 % pro Joer, wat ganz staark ass. Et kommen ëmmer vill Kanner bäi. Déi brauchen net nëmme Plaz, mee déi brauchen och anstänneg Infrastrukturen a virun allem herno och e Beruff, an deem se kënnen hir Zukunft verdéngen. Aus deem Grond stëmme mir natierlech fir dëse Projet.

Et ass nach ee klenge Wermutstropfen – en ass och schonn ugedeit ginn. Dat ass dee vum Parking, well wärend dem Bau wäert dee provisoresche Parking vun 120 Parkplaze verschwannen, an do muss eng Léisung gesicht ginn, fir déi op enger anerer Plaz ze maachen, wat net esou ganz einfach ass a wou mer nach ëmmer a Gespréicher sti mat Ponts et chaussées, fir ze kucken, dee Site esou ze amenagéieren, datt et fir déi Leit och méiglech ass, wärend der Bauzäit nach en Auto ze parken.

Doriwwer eraus kann ech Iech nëmme soen, Madamm Ministesch: Déi 109,2 Millioune si gutt investéiert. An domadder géif ech dann och definitiv den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. An da géing ech dem Här André Bauler d'Wuert ginn.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, en däitscht Spréchwuert seet: „Was lange währt, wird endlich gut." Dat huet fir de Bau vum Clierfer Lycée gepasst, mee et passt och natierlech fir säin Ausbau.

Fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Fernand Etgen, Merci soe fir säin detailléierte mëndleche Bericht zu dësem Gesetzesprojet. De Projet, ëm deen et hei geet, dréit ouni Weideres de reelle Bedürfnisser vun der Lycéesgemeinschaft am Dall vun der Clierf bäi, enger Communautéit, wéi meng Virriedner et gesot hunn, déi zueleméisseg rapid gewuess ass an déi esou zu engem staarken Acteur am gesellschaftleche Geflecht vun der Géigend ginn ass.

De Buergermeeschter vu Clierf huet déi lescht Woch an engem Interview ënnerstrach, datt et net esou einfach wier, d'Attraktivitéit vu Clierf an Zäite vun engem verännerte Konsumverhalen ze stäerken. Ech erlabe mer, hien ze zitéieren: „Mir sinn hei leider an engem Dall. Et muss een extra op Clierf kommen, wann een hei akafe wëllt, a mir mussen op dat bauen, wat mer hei hunn. Dat ass eisen Eenzelhandel, eis Commercen, eis Gastronomie a virun allem och eis Kultur."

An ech géif gäre bei dës Opzielung bäifügen: Clierf huet zanter 2018 e Lycée, deen neit a jonkt Liewen an den Dall bruecht huet. Hei schaffe ronn 200 Enseignanten. Hei ginn de Moment wäit iwwer 1.000 Schülerinnen a Schüler ënnerriicht. Wien hätt dat geduecht? Bannent sechs Joer ass de Lycée vun 190 op 1.065 Schüler gewuess. Et ass eng zimmlech rapid Steigerung, beandrockend Steigerung an engem kuerzen Zäitraum. Dat gëllt och fir d'Personal, dat am Lycée täteg ass.

Viru bal 20 Joer, wéi verschidden Acteure sech fir d'Konstruktioun vum Lycée staarkgemaach hunn an eng Petitioun an Optrag ginn hunn, sinn ech emol vun engem Journalist gefrot ginn, ob ech der Meenung wier, datt iwwerhaapt en Enseignant op Clierf wëllt Schoul hale goen. Ech war deemools zimmlech entsat, well kee Mënsch esou eng Reflexioun an der Nordspëtzt gefouert huet. Ganz am Géigendeel. Dës skurril Fro aus dem Mond vun engem Journalist huet een unhuele gelooss, datt de Projet vum Bau vun engem Lycée net eescht geholl gëtt, jo eventuell iwwerflësseg wier. An dat an engem Kanton, dee flächeméisseg dee gréissten an eisem Land ass, wou zanter dem Joer 2000 d'Bevëlkerung spierbar wiisst, jo, wierklech schëtzeg an d'Luucht gaangen ass. Jo, et liewen ëmmer méi Leit an der Nordspëtzt, an och vill Jonker, déi studéiert hunn a Schoul hale wëllen. An dës jonk Leit sinn natierlech frou gewiescht, an hirer Heemechtsregioun eng Aarbechtsplaz ze fannen, souzesoe virun hirer eegener Hausdier.

De Lycée vu Clierf ass och e gelongent Beispill vu schoulescher Dezentraliséierung. En ass net nëmmen eng pedagogesch Institutioun, mee och en Employeur am administrativen an technesche Beräich. De Lycée ass och en Acteur am wirtschaftleche Geflecht vum Kanton. Hei geet et jo ëm déi ekonomesch Attraktivitéit vum Kanton, an deem et eng Rei Aktivitéitszone gëtt, déi och op auslännesch Mataarbechter ugewise sinn. An do spillt eeben e Lycée eng wichteg Roll, well en Ausbildungsméiglechkeete fir d'Kanner vun dëse Mataarbechter bitt, externe Mataarbechter, déi sech an der Regioun néierloosse wëllen, fir eng Zäit hei ze wunnen an ze liewen.

De séieren Ausbau vum Lycée ass also e bedeitende Schrëtt, well en d'Dynamik vun der Schoul infrastrukturell begleet a well en eeben och Plaz fir nei Bildungsméiglechkeete schaaft.

De Rayonnement vum Lycée geet och mëttlerweil iwwer de Kanton Clierf eraus, well en eeben eng schoulesch Offer ubitt, déi complementaire zu anere Schoulen am Nordbezierk ass.

D'Lag am Dall vun der Clierf, an de Rapporter huet et ganz pertinent rappeléiert, no un der Eisebunn, ass hei vu Virdeel. Kee Wonner, datt Schülerinnen a Schüler aus der Nordstad an doriwwer eraus de Wee op Clierf fannen.

De Lycée huet der Regioun also guttgedoen, schoulesch souwisou, awer och wirtschaftlech an infrastrukturell. Et ass eng änlech Entwécklung wéi déi, déi mer aus dem Réidener Kanton kennen. Hei huet deen neie Lycée 2008 scho seng Paarten opgemaach an ouni Zweifel eng nei Dynamik an d'Kantonalstad bruecht. Et gesäit een also, datt d'Presenz vum Staat am ländleche Raum eendeiteg eng beliewend Wierkung huet.

Léif alleguer, Här President, ech kommen zum Schluss. Den Ausbau vum Clierfer Lycée ass eng Noutwendegkeet, eng evident Äntwert op d'Bedürfnisser vun dëser Schoulgemeinschaft. Et ass e Stéck Zukunft fir d'Regioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a maachen et wéi meng Virriedner, andeem ech och dëse Projet matstëmmen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech hu mer laang, laang, laang iwwerluecht, wat ech elo nach kéint Interessantes zu deem Projet bäidroen, nodeems meng dräi Virriedner wierklech d'Eloges vun deem Projet in extenso gemaach hunn. Mir ass näischt méi bäigefall. Dofir ginn ech den Accord vu menger Partei.

Ech soe just hannendrop, dass mer den Ausbau vun alle Lycéeën am ganze Land iwwerall wäerten ënnerstëtzen, well d'Infrastrukture sinn eeben hei zu Lëtzebuerg. Si musse mat der Bevëlkerung wuessen, ob dat am Zentrum, am Süden, am Norden oder am Osten ass. An dofir wäerte mir dee Projet hei matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech villmools Merci, Här Cruchten. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll och dem Här Rapporter Merci soe fir säin Dossier. Mir wäerten deen heite Projet natierlech och matstëmmen. Ech kann dat just ënnerschreiwen, wat virdru gesot ginn ass. Déi Schoul deet Clierf gutt, ass gutt fir Clierf strukturell gesinn. An ech wollt just nach nieft all deem, wat gesot ginn ass, nach een Akzent setzen, nämlech op d'Sportsinfrastruktur.

Mir hunn zu Clierf eng Schwämm, déi eeben am Lycée ass. Mir hu keng ëffentlech Schwämm méi zu Clierf. An et ass e bësse schued an där Hisiicht, well déi Schwämm ass natierlech fir d'Schüler do a si gëtt just ganz begrenzt de Veräiner mol zur Verfügung gestallt – och d'Sportshal fir Aktivitéiten –, mee leider net, oder just ganz begrenzt, fir Privatleit.

An et ass jo esou, dass mer zu Clierf an enger Situatioun sinn, wou Clierf als Standuert jo an engem enorme Konkurrenzverhältnis steet zu Plaze wéi zum Beispill Maarnech. Fréier huet ee gesot „Maarnech bei Clierf", haut seet ee „Clierf bei Maarnech", well do eeben déi Gréng Wiss ass, wou eeben alles zentraliséiert ass, alles beieneen ass. Dofir steet Clierf an engem enorme Konkurrenzverhältnis an et ass wichteg, dass mer Clierf attraktiv behalen. An do wär, denken ech, ee Faktor, wou ee muss drop agoen, deen, dass een déi Sportsinfrastrukturen, d'Schwämm, méi fir d'Ëffentlechkeet zougänglech mécht.

Do si mer am Fall, dass mer eebe Problemer hu mam Personalschlëssel. Dat si ganz banal Saachen: Et ass e Portier, dass ëmmer een do ass, fir dat ze begleeden. D'Clierfer Schwämm ass och u sech esou ausgeluecht, dass se eng ëffentlech Entrée kéint hunn, déi d'Leit kéinten notzen.

An ech denken, hei ass och net d'Gemeng an der Bréngschold, fir dat ze realiséieren, mee mir hu jo och hei an deem héijen Haus, wou ech haut als Éischt da sinn, och vill diskutéiert iwwert d'Opwäertung vum ländleche Raum. An do, denken ech, wär et och e wichtege Faktor, wa mer eebe vun deem Konkurrenzverhältnis schwätzen, deem ländleche Raum an där Grénger Wiss, wou alles zentraliséiert ass, dass mer laangfristeg drun denken, Uertschafte wéi Clierf laangfristeg attraktiv ze halen. An ee wichtege Posten ass jo eeben d'Sportsinfrastruktur, d'Schwämm, dass d'Leit op Clierf kommen an duerno – ech weess net – da vläicht an d'Foussgängerzon ginn. Dat ass eppes, wat déi Stad méi lieweg mécht. An do denken ech, hu mer nach e klengen Defizit. Do sollt ee laangfristeg undenken, eeben dat ze realiséieren.

Fir de Rescht, wéi gesot, si mer mam Projet ganz d'accord an ech ginn och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Och mir wäerten dëse Projet natierlech matdroen a genausou wéi den Här Cruchten et gesot huet, wäerte mir och all Ausbau an all Neibau vu Lycéeën ënnerstëtzen. Mir brauchen der ganz dréngend nach e puer.

De Constat, deen ech schonn an der Kommissioun gemaach hunn, wann ee sech déi grouss Projeten ukuckt, déi op der Motioun da kommen, déi mer all Joer hei stëmmen, ass, dass do virun allem den Ausbau vu Lycéeë steet a keng nei Lycéeë gebaut ginn. An dowéinst géing ech hei gären nach eng Kéier d'Fro awer un d'Ministesch stellen, ob d'Madamm Ministesch der Meenung ass, dass och d'Administration des bâtiments publics, also hir Verwaltung, sollt nei Lycéeë bauen oder ob dat wouanescht sollt ugesidelt sinn an Zukunft.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Merci, Här Sehovic. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner wär domadder ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e ganz grousse Merci un de Rapporteur vun dësem wichtege Projet, den Här Fernand Etgen.

Mir wëssen alleguerten: Eis Bevëlkerung wiisst weider an engem relativ héijen Tempo. Dëse Wuesstum bleift wichteg och fir de Wuelstand vun eisem Land. Mir mussen dëse Wuesstum awer dann natierlech och richteg begleeden. Dat bréngt eng ganz Rei Erausfuerderunge mat sech, besonnesch wat eis Infrastrukturen ugeet. Dat spigelt sech awer natierlech och erëm an eisen Investissementer. Dir wësst, dass d'Regierung, an ech och, determinéiert sinn, d'Investissementer héichzehalen, an dat gesi mer och am Budget 2026.

Den Invest, dat ass natierlech déi eng Saach. Déi aner Saach ass et, all déi Gebaier, déi an dësem Land dann och gebraucht ginn, ze plangen a se ze bauen an natierlech och d'Bestandsgebaier och fir d'Zukunft fit ze maachen. Eng Prioritéit sinn a bleiwen déi schoulesch Infrastrukturen an déi ze realiséieren.

Mir hunn aleng an deene leschte puer Méint e puer wichteg Finanzéierungsgesetzer fir Lycéeën op de Wee bruecht: en neit Gebai fir de Lycée Michel Lucius um Kierchbierg an d'Renovatioun an d'Extensioun vun der aler Akerbauschoul zu Ettelbréck fir den neie Lycée technique. Déi gi vun der ABP, der Administration des bâtiments publics, realiséiert a weidergedriwwen. An deenen nächste Méint wäerte mir nach weider Finanzéierungsprojete fir Lycéeën op de Wee bréngen: Dat ass d'International School zu Mondorf an och de Sportslycée zu Mamer. Dat gëtt natierlech dann och alles am Detail mat deenen zoustännege Ministeren ausgeschafft.

Am Koalitiounsaccord steet jo dowéinst och, dass déi schoulesch Ariichtungen der Diversitéit vun eisem Land solle gerecht ginn. Ech mengen, eng modern Educatioun brauch natierlech och modern Infrastrukturen, déi et den Enseignantë wéi och de Schülerinnen an de Schüler erlaben, mat deenen neisten Outilen a Léiermethode kënnen ze schaffen.

Den Ausbau vum Clierfer Lycée, ëm deen et haut geet, gëtt, mengen ech, dësen Ufuerderungen och gerecht. Déi besteeënd Gebailechkeete vum Clierfer Lycée waren ursprénglech geplangt fir 800 Schüler. Bon, ech mengen, déi nei Erweiderung berout souwuel op der Entwécklung vun de Schülerzuelen, déi am Lycée ageschriwwe sinn an deenen, déi sech weider wëllen aschreiwen, wéi och op dem Plan sectoriel „Lycées". De Plan sectoriel „Lycées" huet déi Clierfer Regioun als e relative Vide scolaire identifizéiert, als eng Regioun mat engem markanten Defizit u Schouloffer am Verglach mat der Entwécklung vun der Populatioun. Den Educatiounsministère schafft de Moment un engem neie Plan sectoriel „Lycées". Ech mengen, dee soll Enn 2027 dann disponibel sinn.

Ech mengen, zousätzlech zu der demografescher Entwécklung huet d'Gemeng Clierf och ee vun deenen héchste Soldes migratoires am Land. Fir dem Lycée dann och eng Infrastruktur zur Verfügung ze stellen, déi sengen aktuellen an och zukünftege Besoinen eebe Rechnung dréit, ass den heite Projet ganz wichteg.

Et ass scho mentionéiert ginn: De Site zu Clierf huet de grousse Virdeel, och un d'Zuchnetz vun haut ugebonnen ze sinn. Ech mengen, dat ënnersträicht dann och an hëlleft, de Succès ze erkläre vun de Klassen haut. De Clierfer Lycée zitt Schüler dofir net nëmmen aus der Prioritéitsregioun un, mee bien hors-delà aus allen Ecke vum Land. Am Kanton Clierf sinn ongeféier 1.500 Aarbechtsplazen direkt mat de Beruffer aus der Bauwirtschaft, der Restauratioun an dem Tourismus verbonnen. Dofir gëtt d'Offer vun der Schoul duerch déi verschidden Divisioune vun der Formation professionnelle an dëse Beräicher dann och ergänzt. Ech mengen, et ass wichteg ze soen: No senger Erweiderung wäert de Lycée dann och weider Formations professionnelles kënnen ubidden, wéi zum Beispill Handwierksléier, industriell Léier, Hotel- an Tourismusléier, Zivilingenieur, Informatik an esou weider. Ech ziele se elo net all op, mee all dës Offeren entspriechen dann och de Bedierfnisser vun de Betriber aus der Regioun. Ech wëll dat ënnerstäichen, well dat schéngt mer wierklech wichteg.

Den Effectif vum neie Lycée wäert dann op 1.600 Schülerinnen a Schüler klammen, verdeelt op 90 Schoulklassen. D'Erfarung weist, dass dat effektiv déi optimal Gréisst ass, fir dass de Lycée en vue vun der Formatioun, déi dann hei soll ugebuede ginn, och ka gutt fonctionéieren.

Wéinst der geografescher Lag vu Clierf wäert dëse Lycée dann och zu der Entwécklung vun der ländlecher Zon an der Groussregioun bäidroen. An ech mengen, et ass wierklech och wichteg, dass de Lycée dann eng Plattform ass fir en intensiven Austausch, wéi gesot, mat de Betriber, eng Plattform och, fir kulturell Aktivitéiten ze organiséieren. Weiderhin e beruffflechen Ausbildungsprogramm, ugepasst un déi sproochlech Profiller vun de Schülerinnen a Schüler, dee soll op d'Bee gestallt ginn. Och e Programm fir Erwuessener an nach ganz villes méi.

De Site ass gutt un den ëffentlechen Transport ugebonnen. Ech wëll natierlech och d'Vëlospist mentionéieren. Dat ass mer wichteg. Et ass iwwert de Parking geschwat ginn. Ech mengen, duerch den Ausbau vum Lycée muss natierlech de Parking hei nei geplangt ginn an d'Capacitéit, déi ass dann elo op iwwer 90 Plazen eropgesat. An ech mengen, do sinn och weider Iwwerleeungen.

Et ass en nohaltegt Gebai, et ass e funktionellt Gebai, dat och der Performance énergétique, sou wéi et an dem zoustännege Règlement grand-ducal dann och festgehalen ass, entsprécht.

An dëse Projet ass natierlech a ganz enker Zesummenaarbecht zwëschent Bâtiments publics an dem Educatiounsministère ausgeschafft ginn. An ech wëll wierklech alleguerten deene Merci soen, déi heiru geschafft hunn am Educatiounsministère, mee haaptsächlech menger Verwaltung vun der Administration des bâtiments publics.

Ech mengen, et ass ganz kloer, dass d'Bâtiments publics, fir op d'Fro ze äntweren, d'Verwaltung bleift, déi fir ëffentlech Gebaier zoustänneg ass, ob dat schoulesch Infrastrukture sinn oder aner ëffentlech Infrastrukturen. Wat awer kloer ass, ass, dass mer mussen ophalen, wierklech hei dem Retard, jo, hannendrunzelafen. Mir mussen dat gestalten, mee et ass e Retard opzefänken, soudass mer eis do opgestallt hu fir ze kucken, wéi mer kënne mat der Educatioun besser zesummeschaffen. Do gëtt et semi-modular Infrastrukturen, wou eeben elo méi intensiv zwëschent der Educatioun a Bâtiments publics zesummegeschafft gëtt. Wéi gesot, et geet hei drëms, ganz vill Retarden opzefänken, mee och drëms, dës Infrastrukturen de Schülerinnen an de Schüler ab elo an an der Zukunft zesumme mat hiren Enseignanten zur Verfügung ze stellen, fir dass mer weider kënnen a ganz gudde Konditiounen enseignéieren.

Ech soen alleguerten deenen, déi dësem Projet zoustëmmen, e ganz grousse Merci. An och hei merci fir déi exzellent Zesummenaarbecht an der Chamberskommissioun.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8558 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8558[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8558 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par M. Alex Donnersbach), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Ordre du jour

An dann, éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, ass, wann ech richteg verstanen hunn, en Accord do vu jiddwerengem, datt mer kënnen déi Motioun vum Här Sehovic elo diskutéieren.

Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer déi elo op den Ordre du jour huelen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

11. Motion de M. Meris Sehovic relative à l'aviation sportive au Findel et l'examen d'alternatives de relocalisation

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 60 de ce compte rendu)

An da géif ech froen, wien zu der Motioun vum Här Sehovic wëllt Stellung huelen. Den Här Sehovic huet se am Ufank vun der Sëtzung och schonn erkläert. Ech gesinn den Här Eicher, den Här Cruchten, den Här Goergen an d'Madamm Cahen. Ech fänke mam Här Eicher un. Dann huele mer déi normal Reiefolleg, déi mer ëmmer hunn. Här Eicher, fänkt Dir un!

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, merci fir dës Motioun, déi mer ganz pertinent fannen, well et net ka sinn, datt e Fluchhafen, wou awer permanent Fligere landen a starte mussen, a Gefor kéint geroden, wann e klengen Incident do ass mat enger Sportsmaschinn.

Et gouf sengerzäit bei eis an der Géigend zu Näertrech ëmmer e Sportsfeld, wou och vill Aktivitéite waren, besonnesch iwwert de Weekend. Dat ass awer elo net méi méiglech an eppes Vergläichbares gëtt et net. Et gëtt op anere Plazen, zu Useldeng, mengen ech, och nach e Fluchfeld fir déi, déi mat Ultralight wëlle fléien. Méi wäit gi meng Fluchkenntnisser elo net. Ech weess awer, datt een eeben net e Fluchhafen, deen nëmmen eng eenzeg Pist huet a keng Auswäichméiglechkeeten, kann esou a Gefor setzen, datt e blockéiert gëtt duerch dee klengsten Incident.

Mir hate virdru vu Resilienz geschwat. Dat hei ass och Resilienz, wa mer soen: Mir brauche Sécherheet fir de

Fonctionnement vum Fluchhafen! An deem Sënn ënnerstëtze mir déi Motioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Dann d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och dem Här Sehovic fir déi Initiativ. An Dir hutt selwer gesinn, Här Sehovic – dofir war ech och direkt bereet, déi mat ze ënnerschreiwen –, wéi reaktiv d'Ministesch war, well si huet gesot: „Ben, mir si schonn amgaang, dat alles natierlech ze examinéieren an ze kucken, wat hei elo genau de Problem war." An dat beweist nees eng Kéier dat, wat mer jo awer ëmmer feststellen an der Mobilitéitskommissioun: dass d'Ministesch ëmmer disponibel ass an dass se effektiv och kuckt, op d'Froen alleguerten eng Äntwert ze hunn a selwer dat och schonn am Viraus kuckt.

Dofir hat ech guer kee Problem, déi Motioun hei mat ze ënnerschreiwen, well ech mengen, dass d'Ministesch natierlech, wa se bis all d'Donnéeën huet vun där Analys, déi natierlech wäert an d'Chamber presentéiere kommen, sou wéi se dat bis elo och ëmmer gemaach huet. An dofir géife mir, Här President, déi Motioun natierlech matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. An da géif den Här Cruchten d'Wuert kréien. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech sinn duebel erstaunt.

(Hilarité)

Ech sinn erstaunt driwwer, dass ech elo héieren hu vun der Majoritéit, dass se eng Motioun mat ënnerschreiwen, wou se soen: „Am Fong maache mer dat schonn." Well normalerweis kréie mer ëmmer gesot, wann dat de Fall ass: „Dann ass se iwwerflësseg, an dofir stëmme mir dergéint." Dat kréie mer elo zënter zwee Joer ze héieren.

Plusieurs voix | Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | An hei gëtt se elo mat ënnerschriwwen.

(Interruptions)

Mee, Här President, ech sinn nach, ech sinn nach vill méi erstaunt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Cruchten, setzt Iech duerch!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... ech sinn nach vill méi erstaunt iwwert d'Kolleege vun déi gréng, déi hei hir Léift fir d'Fligerei respektiv fir d'Sportsfligerei entdecken.

(Hilarité)

Si proposéieren hei an enger Motioun, dass mer eis sollen op d'Sich maachen no engem Site fir en zweete Fluchhafe respektiv e Fluchhafe fir d'Sportsfligerei. Déi Diskussioun hu mer jo och mat dem normale Fluchhafen, deem seng Capacitéite jo net duerginn.

Ech sinn do éischter skeptesch, dass mer dat sollte maachen, an ech froe mech, ob dat déi eenzeg Léisung op dee Virfall, dee mer haten, ass. An do hutt Der Recht, Här Sehovic. Dir hutt Recht, dass dee Virfall mat deem Sportsfliger do eise Fluchhafe blockéiert huet, dass mer do eppes mussen ënnerhuelen, mee ech froe mech, ob déi eenzeg Léisung déi ka sinn oder soll sinn, dass mer en zweete Fluchhafe bauen oder eng zweet Landepist iergendwou am Land, iergendwou op der Grénger Wiss. Also ganz eescht!

Ech froe mech, ob mer net besser hätten, an der Kommissioun eis eng Kéier ausenanerzesetze mat de Responsabele vum Fluchhafen, de Fluchlotsen, vläicht och dem CGDIS a vläicht, firwat net, och mat de Leit vun der Sportsfligerei, fir ze kucken, wat mer kënnen un Alternativléisunge sichen, fir déi Problemer do ze evitéieren. Mee ech sinn éischter skeptesch, dass mer sollten hei am Land nach iergendwou op der Grénger Wiss en zweete Fluchhafe bauen.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, déi Motioun koum jo elo e bëssen iwwerraschend, mee ech muss awer do emol e bësse faktuell opraumen.

Éischtens, deen Incident, dee war, dat war kee Fliger vu Lëtzebuerg. Dat war e Pilot, deem et schlecht gi war an deen aus der Belsch koum.

(Brouhaha)

Jo, déi gréng kënnen „A" soen. Et war eng OO-Kennung, dat heescht, Dir hätt et direkt erkannt. Lëtzebuerg huet LX-Kennungen. Dat heescht, dat heiten huet guer näischt ze di mat der Sportsfligerei zu Lëtzebuerg!

Au contraire, d'ICAO-Reegele (ndlr: International Civil Aviation Organization leeë ganz genee fest, dass een dat weiderhin op all Fluchhafe kann. Dat heescht Är Motioun géif dee Fall, wéi Der en hei zitéiert, guer net verhënneren. Zürich, Wien, all déi Fluchhäfen, do hätt dee kënnen esou landen ouni Problem. Dat si ganz international Reegele vun der ICAO. Mir hunn hei Honnerten där Agrementen ënnerschriwwen als Chamber. Dat heite géif dat guer net änneren.

Mir kënne gären eng Kéier driwwer diskutéieren, ob d'Sportsfligerei eng Alternativ zum Findel géing kréien. Mir sinn och oppen, fir driwwer ze schwätzen. Iwwregens, Är Beispiller sinn och falsch. Yutz-Thionville ass zou. Dir hutt déi aner geholl: Saarlouis-Düren a Bitburg kennt jiddereen. Dat sinn alles Militärfluchhäfen. Déi Däitsch hunn déi deemools nom Kale Krich ëmgebaut zu General-Aviation-Fluchhäfen, fir dass se nach weiderhi Geld konnten domat maachen.

Iwwregens, de Findel mécht och Geld mat der Sportsfligerei. D'Sportsfligerei finanzéiert en Deel vum Findel, vun där kapotter Pist. Déi misst eis méi beschäftegen, well déi viregt Regierung, ënnert deene Gréngen, huet eng Pist an Optrag ginn, déi scho futti ass. Do musse mer eng Kéier driwwer diskutéieren! Déi ass vill méi geféierlech wéi wann eng Kéier e Pilot, deem et schlecht gëtt, um Findel lant. An dass de Fliger duerno net méi weiderkomm ass, jo, dat läit an der Natur vun der Saach. Dat hutt Der och bei Airlinen: Wann et do dem Pilot schlecht gëtt oder Problemer sinn, bleift deen och op der Pist fir eng, zwou Stonnen. Dat ass ganz normal!

Déi Motioun hei ass a sech Kabes, well se guer näischt ze dinn huet mat deem Incident, deen do virgefall ass. Dat heiten ass warscheinlech Är Agenda. Et ka sinn, dass der mat de Sportsfligeren e Problem hutt. Vu mir aus kënne mer déi op en anere Fluchhafe setzen. Den Här Eicher huet et gesot: Et ass just keen aneren do! Do däerfe keng motoriséiert Sportsfligere fléien.

Dat heescht a sech ass et Kabes, déi heiten haut ze stëmmen, well faktuell ass se komplett falsch. A souguer wann der se stëmmt, géif dat vu leschter Woch nach eng Kéier virkommen, well dat steet ganz kloer an den ICAO-Reegelen. Also ass se faktuell Kabes. Merci. A mir stëmme se natierlech net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Dat hate mer verstanen, jo.

(Hilarité)

Merci, Här Goergen. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Wëllt d'Regierung dozou d'Wuert huelen? Dat ass net de Fall. Da géif ech dem Auteur zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert ginn. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Merci fir deen Austausch. Et geet eis natierlech net drëms, en neie Fluchhafen ze bauen. Dat steet och néierens an der Motioun. Et geet drëms, dass ee sech elo mol seriö domat auserneesetzt, ob een eng aner Plaz fënnt, wou dat dote ka stattfannen. Mir hunn eng ganz Rei vun deene Start- a Landebunne ronderëm Lëtzebuerg, op der Lëtzebuerger Grenz. Déi sinn och genannt an der Motioun. Et geet hei emol drëms, e Prozess unzestoussen, wou ee sech deen dote Gedanke mécht. Et geet net drëms, fir fir d'Sportsfligerei ze sinn oder dergéint. Béides krut ech elo haut an deem Debat scho virgeheit. Et geet drëms, proaktiv a virun allem konstruktiv un enger gudder Léisung ze schaffen, déi derfir suergt, dass deen eenzege Fluchhafen, dee mer hunn, kann zu all Moment normal fonctionéieren. An dowéinst bieden ech nach eng Kéier ëm d'Ënnerstëtzung fir dës Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Vote sur la motion

An ech géif d'Motioun vun dem Här Sehovic zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 39 Jo-Stëmmen, 16 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun mat 39 Jo-Stëmme géint 16 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Françoise Kemp), MM. Maurice Bauer (par M. Ricardo Marques), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Guy Arendt), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

12. 8486 – Projet de loi portant modification :
1° du Code pénal ;
2° du Code de procédure pénale

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet de loi 8486, enger Ofännerung vum Code pénal a vum Code de procédure pénale am Kader vun der finanzieller Kriminalitéit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: 15 Minutte fir de Rapporteur, 15,5 fir d'CSV, 12 fir d'DP, 11 fir d'LSAP, 7,5 fir d'ADR, 7 fir déi gréng, d'Piraten, déi Lénk a 15 fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy an d'Madamm Sam Tanson. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wa mer e wéineg méi Rou am Sall kéinte kréien, datt den Här Mosar ka schwätzen, dat wär gentil. Merci.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | De Projet de loi, deen ech elo de Pleséier hunn, Iech virzestellen, huet e kloert Zil. De lëtzebuergesche Staat muss sech besser géint schwéierst Forme vu Kriminalitéit schützen, ganz besonnesch géint Geldwäsch, awer och géint wirtschaftlech a finanziell Kriminalitéit.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Duerfir dann och de Projet de loi 8486, deen ech Iech dann elo versichen, an deenen nächste Minutten a méiglechst einfache Wierder virzestellen, wat bei juristesch komplexe Projeten net ëmmer esou einfach ass.

Als Éischt geet et also hei ëm d'Bekämpfung vun der Geldwäsch, déi natierlech gestäerkt gëtt. Haut hu mer e Gesetz mat enger laanger Lëscht vun Infraktiounen, déi eigentlech och als Grondlag fir d'Geldwäsch kënne gëllen. Dës Lëscht verweist op verschidde Gesetzer, déi och mat der Zäit ëmgeännert goufen. An doduerch sinn natierlech Lücken entstanen.

Mat deem neie Gesetz an deenen neie Reegelungen, déi an deem Gesetz virgesi sinn, gëtt dat elo eppes méi einfach, awer och méi kloer.

Dëse Projet ännert dann och den Artikel 506-1 vum Code pénal. D'Struktur vum Artikel bleift am Kär déi selwecht. D'Geldwäsch bleift mat Prisong vu mindestens engem bis zu fënnef Joer an/oder enger Geldstrof tëschent 1.250 an 1.250.000 Euro bestrooft. Wat sech awer ännert, ass virun allem den Detail vun de Bestëmmungen, op déi verwise gëtt. Eng Rei Referenzen op al oder mëttlerweil ofgeschaafte Gesetzer ginn duerch Referenzen op déi nei, aktuell Gesetzer ersat. Doduerch ass d'Lëscht vun de sougenanntene „primären" Infraktioune fir d'Geldwäsch erëm op deem neiste Stand a passt och elo zu all deene Gesetzer, déi haut schonn a Kraaft sinn.

Duerno passt de Projet d'Reegele vun der Strofprozedur un, also d'Reegelen, wéi Enquêten an Dossiere gefouert ginn. Op der Säit vum Code de procédure pénale gëtt als Éischt den Artikel 24-1 iwwerschafft, deen d'Grondlag fir déi sougenannte „Mini-Instructioun" ass. Bis ewell war den Text esou geschriwwen, datt et ausgesinn huet, wéi wann de Parquet nëmmen een eenzelnen Enquêtenakt kéint bei engem Untersuchungsriichter ufroen. No dëser Ännerung ass et elo kloer, datt de Procureur eng oder méi Hausduerchsuchungen, eng oder méi Sécherstellungen, d'Verhéiere vun engem oder méi Zeien oder eng oder méi Expertisen an dësem vereinfachte Kader ufroe kann.

Niewent de klasseschen Delikter kënnen ënner anerem bestëmmte Forme vu Falsifikatioun, vu Fälschung also, Korruptioun oder verschidde méi schwéier Fäll vu Vol op dësem Wee behandelt ginn. Fir dës Fäll a fir Delikter mat engem Stroframe vu mindestens engem Joer Prisong kann de Procureur den Untersuchungsriichter zousätzlech ëm Moossnamen am Beräich Telekommunikatiounsreperage froen, ouni dofir mussen eng voll Instructioun opzemaachen.

An deem selwechten Artikel 24-1 gëtt och d'Prozedur ronderëm d'Verhéiere méi prezis beschriwwen. Wann eng Persoun, déi sech soll erkläre kommen, sech op eng gelueden Enquête net presentéiert, gëtt e Procès-verbal de non-comparution opgeholl. Mat där Feststellung gëllt d'Persoun dann awer als verhéiert am Sënn vum Artikel 46 vum Code de procédure pénale.

Doriwwer eraus gëtt déi al Reegel, wou tëschent zwou successiven Demanden am selwechte Kader eng fix Frist vun dräi Méint misst vergaange sinn, ersat. Amplaz dovu wäert et an Zukunft esou sinn, datt de Parquet eréischt dann en neie Requisitoire an där Mini-Instructioun kann androen, wann den Untersuchungsriichter de Fichier, deen hie fir den ugefroten Akt kritt huet, erëm un de Procureur zréckgeschéckt huet. Et ass also net méi eng kalennerméisseg Spärfrist, mee de Retour vum Dossier, deen an Zukunft bestëmmt, wéini erëm eppes kann ugefrot ginn.

Ech wäert och an deem ganze Kader vun de Prozeduren herno, wann ech als mandatéierte Spriecher dozou Stellung huelen, och nach eng Motioun presentéieren iwwert d'Droits de la défense. Ech wäert dat awer herno nach eng Kéier hei ausféieren.

Den Artikel 102 vum Code de procédure pénale gëtt dann och nei geschriwwen. An där neier Fassung ass virgesinn, datt, wann eng Persoun, géint déi e Mandat d'arrêt besteet, trotz Recherchen net opzegräifen ass, e Procès-verbal iwwer eng onfruchtbar Recherche ugeholl gëtt. Dëse Procès-verbal gëtt un den Untersuchungsriichter, deen de Mandat ausgestallt huet, geschéckt, a wann et ëm eng Affär geet, déi an de Beräich vum europäesche Procureur fält, gëtt en och un den zoustännege Procureur délégué européen weidergeleet.

Vun deem Moment u gëllt déi betraffe Persoun als ugeklot fir déi Faiten, déi am Mandat d'arrêt beschriwwe sinn. Domadder gëtt dann och kloer gereegelt, wéi eng Persoun den Inculpéstatutt kritt, och wa si net konnt festgehale ginn.

Nei agefouert gëtt an deem Artikel 102 och e spezifesche Regimm fir d'Personnes morales, also Gesellschaften oder Associatiounen. Do gëtt festgehal, datt e Mandat de comparution un eng Personne morale bei hirem Siège social notifizéiert gëtt. Wa si sech trotz där Notifikatioun net stellt, hält de Magistrat, deen de Mandat ausgestallt huet, déi Non-comparution an engem Procès-verbal fest. Dëse Procès-verbal gëllt dann och als Inculpatioun fir déi Faiten, déi am Mandat beschriwwe sinn.

Am Mandat selwer muss drop higewise ginn, datt esou eng Non-comparutioun dës juristesch Wierkung huet. Sou gëtt also d'Inculpatioun vu Personne-moralle beim Ausbleiwe vun enger Reaktioun vun dësen elo explizitt gereegelt.

Zum Schluss gëtt dann nach den Artikel 195 Alinea 1 vum Code de procédure pénale ugepasst, deen d'Motivatioun vu Prisongsstrofen ouni Sursis reegelt.

An der aktueller Fassung gëllt eng allgemeng Obligatioun, speziell ze begrënnen, wann eng Prisongsstrof ouni Sursis ausgesprach gëtt. Mat där neier Reegelung kann de Riichter eng Prisongsstrof ënner zwee Joer nëmmen dann ouni Sursis ausschwätzen, wann en dat speziell begrënnt. Fir méi héich Strofen a Verbriechen ass esou eng zousätzlech Motivatioun spéciale net méi virgesinn.

Ausdrécklech steet dobäi och, datt dës speziell Begrënnung net néideg ass, wann d'Persoun sech an der Recidive befënnt. Mat dëser Ofännerung gëtt also elo d'Exceptioun erëm zu der Reegel. Dat bedeit am Kloertext, dass do, wou de Riichter soss de Sursis quasiment automatesch ausgesprach huet, en elo muss motivéieren, wisou en dem Sursis bei esou enger schwéierer Strofdot zoustëmmt.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Här President, erlaabt mer nach e puer Wierder zur Prozedur. De Gesetzesprojet Nummer 8486 gouf den 28. Januar 2025 vun der Justizministesch an der Chamber deponéiert. Schonn am Ufank war dëse Projet vun engem ëmfaassenden Dossier begleet, engem Exposé des motifs, engem Commentaire des articles, enger Fiche financière, engem Nohaltegkeetscheck, enger Impaktbewäertung souwéi mat enger Version coordonnée vun de Bestëmmungen, déi solle geännert ginn, notamment den Artikel 506 vum Code pénal an d'Artikele 24-1, 102 an 195-1 vum Code de procédure pénale.

De Projet ass de 6. Februar 2025 un d'Justizkommissioun verwise ginn. Duerno ass en an engem breede Consultatiounsprozess diskutéiert ginn. An deem Consultatiounsprozess goufen notamment d'Vertrieder vum Parquet souwéi och vum Barreau vu Lëtzebuerg an der Kommissioun ugehéiert, wou béid Vertrieder dach – an ech mengen, ech kann dat och soen – relativ ënnerschiddlech Observatiounen zu deem Projet haten.

Zum Schluss ass den Observatioune vum Parquet, dee jo fir d'Strofverfollgung an eisem Land zoustänneg ass, mat dësem Projet Rechnung gedroe gin.

Hir Avisen hunn ofginn: D'Cour supérieure de justice den 13. Februar 2025, de Parquet général de 4. Mäerz 2025, den Tribunal d'arrondissement de Luxembourg an de Parquet bei deem Geriicht de 7. Mäerz 2025, de Parquet vum Bezierksgeriicht Dikrech den 13. Mäerz 2025, de Conseil de l'ordre des avocats vum Barreau den 2. Abrëll 2025 an natierlech, last but not least, zum Schluss de Staatsrot, den 3. Juni 2025.

An hirer Sitzung vum 3. Juli 2025 huet d'Justizkommissioun mir d'Éier gemaach, mech als Rapporteur fir dëse Projet ze designéieren, a bei där selwechter Geleeënheet huet d'Justizministesch de Projet am Detail virgestallt an d'Kommissioun huet d'ganz Rei vun ofginnenen Avisen och analyséiert.

An der Suerg ëm en oppenen a konstruktiven Dialog, huet d'Kommissioun duerno nach zwou Entrevuen organiséiert, op déi ech virdru schonn agaange sinn, nämlech déi mat de Vertrieder vum Conseil de l'Ordre des avocats an och nach eng Kéier mat de Vertrieder vum Parquet.

Zum Ofschloss vun dësen Aarbechten hunn ech den 13. November 2025 e Projet de rapport virgeluecht, deen d'Justizkommissioun duerno ugeholl huet.

Voilà, Dir Dammen an Hären, dat war, wat ech als Rapporteur zu dësem Projet ze soen hunn. An ech wär dann och perséinlech ganz frou, wann dëse Projet de loi herno hei op eng méiglechst grouss Zoustëmmung vun de Kolleeginnen an de Kolleegen an der Chamber géif stoussen.

An da soen ech Iech elo mol Merci als Rapporteur zu dësem Projet de loi. An, Här President, wann Der erlaabt, dinn ech dann elo mol déi aner Kap un, nämlech déi vum mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun, fir do awer och nach eng Rei vun Explikatiounen ze ginn.

Discussion générale

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann dat, wat ech elo als Rapporteur gesot hunn, alles relativ komplizéiert, technesch-juristesch geklongen huet, wëll ech awer soen, datt mer haut hei en extreem wichtegt Gesetz wäerte stëmmen.

A wann ech dat soen, mengen ech och – an dat kënnt net esou oft vir –, datt dat heiten eigentlech e Gesetz ass, wou ech mer net ka virstellen, datt iergendeng Fraktioun deen Text net matstëmmt. Ech wäert mech och dozou erklären.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Jo, ech kann awer elo als mandatéierte Spriecher, Här Fayot, soen, mengen ech, wat ech dovun halen.

Firwat ass dat Gesetz ganz wichteg? Et geet virun allem hei ëm zwee fundamental Punkten, op déi ech dann och nach eng Kéier wëll agoen.

Dat eent ass, datt mer déi sougenannte Mini-Instructioun méi wäit opmaachen, dat heescht, de Champ d'application dovunner vergréisseren, awer och gläichzäiteg d'Prozedur verkierzen.

Dëst ass ganz wichteg. Firwat? Well mer jo permanent – an ech brauch Iech net all déi Diskussiounen hei an Erënnerung ze ruffen – ëmmer erëm feststellen, datt eis Justiz leider net ëmmer esou schnell ka fonctionéieren, wéi mer eis dat virstellen. An dat huet natierlech och eppes mat der Komplexitéit an der Längt vun de Prozeduren ze dinn.

Hei maache mer elo e klenge Schrëtt. Mir vereinfache munches a mir maachen och déi Mini-Instructioun. Ech wëll Iech elo net am Detail erklären, wat d'Mini-Instructioun ass. Just ee Wuert: Ech mengen, d'Mini-Instructioun gëtt contrairement zu der traditioneller a klassescher Instructioun hei vum Parquet instruéiert an net vum Juge d'instruction. Dat ass natierlech e groussen Ënnerscheed. Nach eng Kéier: Déi Mini-Instructioun gëtt et schonn. Et ass also näischt Neits, wat mer hei erfannen, mee mir deene se just aus.

Ech muss Iech awer och soen, an ech mengen, et ware jo eng Rei Kolleegen, déi jo elo hei sëtzen, an deene verschiddene Reuniounen derbäi: Ech war awer relativ impressionéiert, muss ech soen, wéi mer d'Vertrieder vum Parquet héieren hunn a wéi déi eis och erkläert hunn, firwat datt si der Meenung wieren, datt et esou wichteg wier, datt mer hei géifen awer déi Mini-Instructioun ausdeenen. An do ass just eng Zuel, déi mer do gesot kritt hunn. Mir schwätzen hei permanent iwwer Cyberkriminalitéit an deene verschiddensten Domänen. Mir hunn do gesot kritt, datt innerhalb vun engem Joer ... Ech hunn elo net méi genau d'Zuelen, mee ech soen elo: Déi Zuel ass vu 17 oder praktesch näischt an engem Joer op iwwer 1.000 – léif Kolleegen, iwwer 1.000! – Dossieren an d'Luucht gaangen!

A wësst Der, wéi schwéier et ass fir Juristen oder Affekoten, wann ee bei all Enquête muss iwwer den Untersuchungsriichter fueren? Hei ass eis gesot gi vum Parquet, datt dat zum Deel relativ einfach Affäre wieren an datt, wa si missten déi klassesch Instructioun hei wielen, da quasiment all déi Infraktiounen net kënne verfollegt ginn.

Ech wollt dat emol eng Kéier soen, well mer hei permanent iwwer Cybersecurity schwätzen. Hei ass also een, mee net deen eenzege Grond, firwat datt mer dat elo maachen.

Ech wollt awer och hei soen, datt natierlech – an dat ass, mengen ech, eng Suerg, déi mer alleguerten haten – een ëmmer och erëm muss d'Rechter vun der Defense berücksichtegen. An effektiv sinn hei bei där Mini-Instructioun déi Rechter vun der Defense vläicht net esou ausgegoren, wéi se misste sinn.

Mir hunn awer och alleguerte festgestallt, datt dat net nëmme bei der Mini-Instructioun de Fall wier. An duerfir ware mer eis eigentlech eens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt et kee Sënn géif maachen, dat elo just an dësem Projet ze reegelen, mee datt mer dat sollen allgemeng maachen.

An d'Madamm Justizministesch, wou ech ganz frou sinn, datt se och direkt deem Wonsch quasiment vun der ganzer Kommissioun entgéintkomm ass, huet gesot, si wär och do bereet, méiglechst schnell e Gesetzesprojet op den Instanzewee ze ginn.

An duerfir hunn ech dann och eng Motioun, déi ech elo, Här President, och hei wäert deposéieren, wou mer dann nach eng Kéier froen, datt effektiv d'Madamm Justizministesch bis spéitstens Enn 2026, also d'nächst Joer, mat esou engem Projet kënnt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 8486 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale qui modifie le régime actuel de l'article 24-1 du Code de procédure pénale sur la procédure dite « mini-instruction » et qui sera adopté en séance plénière en date du 20 novembre 2025 ;

– considérant que le projet de loi prévoit que le procureur d'État pourra désormais demander plusieurs actes d'instruction sans qu'une instruction préparatoire ne soit ouverte et pourra procéder à un second réquisitoire sans délai d'attente de trois mois ;

– soulignant l'importance des droits de la défense dans le cadre de la procédure pénale,

invite le Gouvernement à

– analyser le cadre légal actuel en matière de droit d'accès au dossier de la défense dans le cadre des différentes étapes de la procédure pénale,

– présenter au plus tard avant la fin de l'année 2026 à la Chambre des Députés un projet de loi renforçant les droits de la défense en matière d'accès au dossier dans le cadre de la procédure pénale.

(s.) Laurent Mosar, Marc Baum, Simone Beissel, Dan Biancalana, Marc Goergen, Dan Hardy.

Ech wëll och direkt soen – an duerfir e grousse Merci: Déi Motioun ass vun alle Fraktiounen ënnerschriwwe ginn, ausser vun deene Gréngen. Mee d'Madamm Tanson wäert eis jo dann och erklären herno, firwat datt si do net ënnerschriwwen huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dann zu deem zweete Punkt ze kommen, deen och net onwichteg ass, nämlech deem, datt mer hei an deem Text eigentlech eng Ännerung virhuele vun engem Gesetz, dat 2018 nach deemools ënnert dem Justizminister Félix Braz gestëmmt ginn ass.

Deemools ass eigentlech decidéiert ginn, datt bei schwéiere kriminelle Fäll, dat heescht all deenen, déi mat méi wéi zwee Joer Prisong bestrooft ginn, net méi d'Prisongsstrof de Prinzipp ass, mee de Sursis. Ech schwätzen hei natierlech vu Primo-délinquanten.

An dat ass deemools esou gestëmmt ginn. An ech soen och, an ech hu ganz vill Respekt fir de Félix Braz, dee ganz vill positiv Projeten op de Wee ginn huet ... Dat hei ass awer e Projet, wou ech ganz kloer soen: Ech mengen, dee Projet, dat war – an duerfir mengen ech, datt et och richteg ass, datt dës Regierung dorobber zeréckkënnt – deemools vläicht ganz gutt gemengt. En huet awer zu Situatioune geféiert, déi, mengen ech, net am Interêt vun der Poursuite vu Fäll vu grousser Kriminalitéit waren.

An erlaabt mer, dann och vläicht do op zwee Punkten anzegoen! Dir wësst, an ech sinn net deen Eenzegen – gottseidank! –, wéi wichteg et ass, déi finanziell Kriminalitéit ze poursuivéieren. Ech hunn dat, ech weess net, wéi vill Mol hei an dësem Haus gesot, ënnert der fréierer Regierung, an ech soen dat och elo. An Dir wësst, mir haten eng relativ gutt Zensur kritt vum GAFI, ausser op eenzele Punkten, wou se net esou gutt war.

An notamment ee Punkt, wou de GAFI net frou ass, erlaben ech mer, och virzeliesen, well ech mengen, datt mir alleguerten d'accord sinn, wéi wichteg et ass, déi finanziell Kriminalitéit ze poursuivéieren. Ech liesen Iech also vir, wat de GAFI a senge Recommandatioune gesot huet: „Dans la pratique, le GAFI constate une utilisation très fréquente du sursis ainsi que des amendes d'un niveau jugé trop faible. Le résultat selon les évaluateurs est que les sanctions effectivement prononcées ne sont pas perçues comme suffisamment proportionnées ni dissuasives, en particulier pour les infractions de blanchiment et de la criminalité économique et financière. C'est dans ce contexte que le GAFI recommande expressément de revoir" – lauschtert gutt no! – „l'usage des peines avec sursis et les niveaux de sanctions réellement appliquées."

Et ass also evident, datt mer hei mussen norüsten, wa mer wierklech wëllen och de Recommandatioune vum GAFI nokommen. An ech soen Iech, independamment vum GAFI – ech sinn, soen ech elo, keen esou e grousse Fan vum GAFI: Ech mengen, datt mer hei wierklech mussen eppes maachen, an ech brauch och net op déi Diskussiounen anzegoen, déi mer virun enger Rei vu Wochen eng Kéier hate mat dem Parquet, deen eis gesot huet, wéi schwéier datt et iwwerhaapt ass, an der Criminalité financière virzegoen.

An ech muss Iech och soen ..., an Dir wësst jo, wéi meng Attitüd generell par rapport zur Finanzplaz ass, mee ech soen awer gradesou kloer: Leit, déi hei Finanzkriminalitéit maachen, déi hunn näischt hei verluer an déi mussen d'selwecht behandelt ginn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi en anere Stroftäter, dee géint iergendwéi en anert Gesetz verstéisst. An duerfir och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et wichteg, datt mer elo hei legiferéieren.

An dann en zweete Punkt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eppes, mengen ech, wat eis och alleguerten extreem um Häerz läit an deem Haus hei, an dat ass d'sexuell Gewalt géint Kanner a géint Fraen. Dir waart, mengen ech, praktesch alleguer derbäi, wéi mer virun enger Rei Wochen eigentlech – muss ech soen – eng Reunioun hei haten am Kader vun der Petitiounskommissioun mat de Vertriederinne vun der Voix des survivant(e)s. An ech ka mech erënneren: Ech mengen, mir waren alleguerten immens impressionéiert, wat déi Vertriederinnen eis gesot hunn, déi d'ailleurs e grousse Pak vu gudde Propositioune gemaach hunn. Ech maache just ganz schnell eng Klammer op an d'Klammer erëm zou: Mir wäerten, zumindest och wat meng Kommissioun betrëfft, an deenen nächste Wochen och ganz konkreet iwwert déi eenzel Propositioune schwätzen, insofern se d'Justizkommissioun betreffen. An ech mengen, dat selwecht wäert och geschéien an deenen anere Kommissiounen.

Do hunn déi Leit eis, wéi gesot, eng ganz Rei vu Propositioune gemaach. An eng, dat war praktesch

déi wichtegst, déi se gemaach hunn. Ech liesen Iech se just nach eng Kéier vir. Et war och quasiment déi éischt, déi se hei virbruecht hunn: „exclusion du sursis à l'exécution pour le primo-délinquant en cas de violence fondée sur le genre". Ech muss Iech soen – an ech ka mech nach un d'Diskussioun erënneren, u jiddwereen, deen och dozou geschwat huet –, ech hu keen héieren, deen deene Leit gesot huet: „Dat, wat Der hei proposéiert, ass keng gutt Iddi." Au contraire, ech hat d'Gefill, datt et eigentlech e grousse Konsensus wier, datt mer dat géife maachen.

An duerfir hunn ech och virdru gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Ech ka mer eigentlech net virstellen, besonnesch och no där Reunioun, datt iwwerhaapt e Kolleeg hei aus deem Haus elo eng vun deene weesentleche Fuerderungen, déi déi Associatioun an hir Vertriederinnen hei gestallt hunn, eigentlech net géif wëlle matstëmmen.

Elo soen ech och nach en plus: Mir ginn emol net esou wäit, wéi dat eigentlech hei gefrot ginn ass, well si hu gefrot, datt quasiment de Sursis gestrach gëtt. Datt dee Sursis gestrach gëtt, dat froe mer jo net. Mir soe just: An Zukunft muss wierklech da kloer gesot ginn, firwat datt hei net d'Prisongsstrof spillt, mee de Sursis. Mee ech mengen, dat geet awer zumindest an d'Richtung vun deem, wat déi Leit, déi sech, wéi gesot, ganz vill Méi ginn hunn, eigentlech gesot hunn.

Duerfir fannen ech eigentlech, datt dëse Projet de loi an déi richteg Richtung geet. Et ass wichteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir bei schlëmme Forme vu Kriminalitéit … An ech muss wierklech soen: Sexuell Gewalt géint Kanner a géint Fraen ass dach wierklech mat dat Degutantst, wat ka geschéien, an datt d'Täter, wéi dat bis elo de Fall ass, déi un hir Kanner gaange sinn, déi awer da Primo-délinquant waren, déi un hir Kanner gaange sinn an déi definitiv condamnéiert gi sinn, am Prinzipp vum Sursis hei profitéieren!

Ech weess net, wéi et iech geet. Fir mech ass dat awer ganz schwéierlech nozevollzéien. An duerfir soen ech och nach eng Kéier der Justizministesch e ganz, ganz grousse Merci, datt se elo mol hei, ech soe ganz kloer, just ee Schrëtt – et ass awer e wichtege Schrëtt – gemaach huet, fir och den Uleiesse vun deene Leit entgéintzekommen. Dëst, Madamm Minister a léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e wichtegt, et ass e gutt Gesetz, dat eis, der Justiz, och erlaabt, wierklech méi stramm géint ganz schlëmm Forme vun der Kriminalitéit virzegoen.

An duerfir verstitt Der, datt meng Fraktioun an ech mat grousser Begeeschterung dësem Gesetz wäerten eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Mosar. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet sech an deene leschte Joren zu enger attraktiver an international renomméierter Finanzplaz entwéckelt. Mat ronn 6 Billiounen, déi Enn September an de Fongen hei am Land investéiert waren, schwätze mir vun engem Verméigen, dat bal 70-mol de PIB vun eisem Land ausmécht. De Finanzsecteur ass domat en immens wichtege Pilier vun eisem wirtschaftleche Wuelstand. Well wou esou grouss Zomme fléissen, muss och onbedéngt de richtege gesetzleche Kader existéieren, deen all Zorte vun Abuse verhënnert.

Fir eng integer a propper Finanzplaz ze bleiwen, muss dofir och eng verantwortungsvoll Politick gemaach ginn. An deem Sënn begréisse mir d'Aarbecht vum GAFI, dee reegelméisseg iwwerpréift, wéi gutt eis Systemer au sens large géint Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung funktionéieren. Schonn am Summer 2024 huet déi deemoleg Procureure générale, Martine Solovieff, op d'Drénglechkeet higewisen, sech der Finanzkriminalitéit unzehuelen. Vun den deemools 862 Dossieren an dësem Beräich – ech mengen, déi haiteg Zomm huet mäi Virriedner genannt – géif bal d'Hallschent nach opstoen. Dës Zuele weise kloer drop hin, dass mir net just en zolitte legale Kader brauchen, mee och kloer Prozeduren, déi eng konsequent an effektiv Implementéierung ënnerstëtzen. An deem Kontext ass dëse Gesetzesprojet e wichtege Schratt an déi richteg Richtung. Andeems mir de Recommandatioune vum GAFI konkreet entgéintkommen, stäerke mir d'Roll vu Lëtzebuerg als vertrauenswürdege Partner am internationale Finanzsecteur.

Här President, ech wëll, d'selwecht wéi mäi Virriedner, op déi zwee Haaptpunkten an dësem Projet de loi méi genau agoen. Fir d'éischt op d'Extensioun vun der Mini-Instructioun op méi Delikter, notamment op Infractions économiques et financières.

No den Diskussiounen, déi mir an der Kommissioun souwuel mat dem Vertrieder vum Barreau wéi och mat de Vertrieder vum Parquet haten, an notamment de Beispiller, déi mir vum Parquet kritt hunn, a wéi enge Fäll d'Mini-Instructioun agesat gëtt, sinn ech der Meenung, dass d'Mini-Instructioun eis a Relatioun mat der ganz grousser Unzuel vun Dossierpénallen, déi erakommen, effektiv kann hëllefen, fir verschidden Affäre méi séier ze evakuéieren.

Op dës Manéier kann de Parquet schonn an engem fréie Stadium aktiv ginn, ouni direkt eng vollstänneg Instructioun mussen anzeleeden. Duerno ass et ëmmer nach den Untersuchungsriichter, deen decidéiert, ob eng normal Instructioun néideg ass oder de Fall zeréck un de Parquet geet. Einfach a kloer Fäll kënnen esou méi séier evakuéiert ginn, wärend den Untersuchungsriichter sech op déi wierklech komplex Dossiere fokusséiere kann. Et ass deemno eng Mesür am Sënn vun der Effikassitéit vun de penalen Enquêten. Et kann Zäit gespuert ginn an eis Justiz kann nohalteg entlaascht ginn.

Dëst gesot, bleift fir eis als DP awer och kloer, dass eng Acceleratioun vun de Prozeduren zu kengem Ablack op Käschte vun den Droits de la défense ka goen. Ech hunn an deem Sënn schonn an der Kommissioun ënnerstrach, dass mir am A behale mussen, dass dës Mini-Instructioun net fir eppes genotzt gëtt, woufir se net geduecht ass, nämlech fir eng noutwendeg Instructioun mat alleguerten de Garanties procédurales, déi domat verbonne sinn, fir alleguerten d'Parteien ze ëmgoen.

Besonnesch an der Finanzkriminalitéit, wou d'Dossieren dacks immens komplex sinn, musse mir garantéieren, datt notamment d'Defense genuch Zäit huet, fir Asiicht an den Dossier pénal ze kréien, a sech en bonne et due forme ka preparéieren. Et bréngt d'ailleurs och kengem eppes, wann Affären duerno systematesch um Fong musse reportéiert ginn, well d'Defense sech net adequat konnt virbereeden a selwer keng Acte-d'instructione konnt ufroen. Dat wier weeder effikass, nach wär dat fair.

Duerch d'Diskussiounen, déi mir an deem Kader a Relatioun mam Accès au dossier pénal an der Kommissioun haten, begréissen ech och d'Motioun, déi vum Här Mosar deposéiert gouf an déi d'Regierung opfuerdert, de manière générale, dësen Accès au dossier am Kader vun de strofrechtleche Prozeduren ënnert dem Deckmantel vun den Droits de la défense ze analyséieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Mini-Instruction verschidde strukturell Problemer an der Justiz net aus der Welt wäert schafen. Et bleift doweinst wichteg, och un aneren Instrumenter wéi beispillsweis der Comparution immédiate ze schaffen, enger Mesür, déi sech schonn an anere Länner bewäert huet an déi och am Koalitiounsaccord virgesinn ass. Iwwert d'Comparution immédiate sollen – an ech preziséieren dat – wierklech einfach a glaskloer Fäll séier viru Geriicht kommen, soudass iwwert dëse Wee eise Justizsystem nach emol kann entlaascht ginn.

Madamm Minister, Dir kënnt eis vlaicht soen, wou dëst Instrument, dat mer jo am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, aktuell drun ass, wou d'Aarbechten ëm d'Aféierung vun dëser Prozedur dru sinn, enger Prozedur, déi natierlech den Equiliber tëschent der Acceleratioun vun de Prozeduren an och den Droit de la défense muss garantéieren.

Da brauche mir, on top vun deene villen Efforten, déi vun dëser Regierung scho gemaach goufen, natierlech eng weider Stäerkung vun eiser Police judiciaire, och déi néideg Formatiounen – doriwwer hunn ech grad nach mat der Madamm Beissel geschwat –, en erweiderte Personalschlëssel an eng konsequent Digitaliséierung vun eiser Justiz, déi weider sollen hëllefen, d'Aarbecht vun de Justizautoritéiten au sens large ze erliichteren.

Här President, den zweete Punkt, op deen ech och wëll agoen a deen och eng Recommandatioun vun dem GAFI ass, dat ass d'Ännerung um Niveau vum Sursis, deen a Geriichtsurteeler ka gesprach ginn.

Fir eis als Demokratesch Partei bleift kloer, dass eng Fräiheetsstrof u sech ëmmer sollt eng Mesure de dernier ressort bleiwen. Gläichzäiteg muss de Gesetzgeeber awer och Evolutiounen a Realitéiten um Terrain, an dësem Fall an den Urteeler selwer, Rechnung droen. An de leschte Joren huet sech an der Praxis eng Zort Sursis automatique fir Primo-délinquanten etabléiert. Fir dass mer vun dësem quasi systematesche Sursis fortkommen, wäerten d'Riichter an Zukunft just nach musse speziell motivéieren, wa si bei Fräiheetsstrofen ënner zwee Joer kee Sursis accordéieren. Ausserhalb vun dëse Fäll, an natierlech bei enger Recidive, ass keng speziell Motivatioun verlaangt.

Domat setze mir par rapport zu verschiddene Strofdoten e kloert Zeechen. Ech denken un déi haislech Gewalt. Ech denken awer och, wéi mäi Virriedner, u Sexualdelikter, u Gewaltverbriechen, notamment wa Kanner concernéiert sinn. D'Ännerunge vun der Sursisreegelung soll eng proportionéiert Uwendung vum Sursis mat sech bréngen, déi d'Gravitéit vun de Strofdote respektéiert, preventiv soll wierken an, ganz wichteg, och d'Victimme soll consideréieren. Et geet net dorëms, de Sursis ofzeschafen, mee dorëm, eng méi differenzéiert an am Sënn vum GAFI méi dissuasiv a preventiv Applikatioun ze erméiglechen.

De Prinzipp vun der Individualisation des peines, eng Konsequenz vum Principe de l'égalité des peines, dee bleift intakt. Genee wéi virdru besteet deemno och an Zukunft d'Méiglechkeet, e Sursis ze accordéieren, och bei schwéiere Strofdoten, mee eeben net méi quasi automatesch. Et geet drëms, eng equilibréiert Uwendung ze fannen. An esou setze mir, wéi et am Koalitiounsaccord festgehalen ass, méi kloer Signaler a Richtung vun den Täter a setzen iwwregens, an dat ass och scho gesot ginn, mat dëser Ofännerung och eng vun deene 57 Fuerderunge vun der Petitioun vun de Voix des survivant(e)s ëm.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dëse Gesetzesprojet ass e kloert Zeechen, datt mir

d'Recommandatioune vum GAFI an domat eis Verantwortung als international Finanzplaz seriö huelen. Mir ginn eis domat hei an der Strofverfollgung nei, noutwendeg Moyenen. Fir d'Effikassitéit vun eiser Justiz nach méi ze stäerken, schaffe mir u weidere Mesüren a musse virun allem an de Rekrutement wéi och an d'Digitaliséierung vun eiser Justiz weider investéieren.

M. André Bauler (DP) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et elo um honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et héieren, de Gesetzesprojet vun haut ass eng weider Reaktioun op déi periodesch Evaluatioun vum GAFI, déi se am Kader vun hirer Missioun am Kampf géint Geldwäsch a Finanzement vun Terrorismus ënnerholl hunn.

Lëtzebuerg, dat muss ee soen, huet an deene leschte Joren eng ganz Rei vu wichtege Reformen ëmgesat, fir den héije Standarde gerecht ze ginn. Den nächste Rendez-vous vun der GAFI-Evaluatiounsgrupp steet jo natierlech erëm virun der Dier. An dëse Projet ass jo dann och e Bestanddeel vun der Virbereedung an och de leschten Upassungen, déi Lëtzebuerg muss ënnerhuelen, fir senge Responsabilitéiten am Kampf géint Geldwäsch gerecht ze ginn. An dat ass och sécherlech wichteg.

Mam éischten Artikel vum Gesetzesprojet ginn eng Rei Upassunge gemaach, bei där déi sougenannte Lëscht vun den Infractions primaires de blanchiment duerch méi generell Formulatiounen ersat ginn, adaptéiert ginn, respektiv erweidert ginn. Bon, dës Ännerunge si wichteg, fir dass Lëtzebuerg sech mat den internationale Standarden, déi vum GAFI gefrot sinn, och konform setze kann, och wann ee vis-à-vis vum GAFI eng kritesch Positioun awer och ëmmer kann anhuelen.

An dofir muss een och hei soen, dass méi wichteg wéi d'Empfeelunge vum GAFI awer hei d'Rechtsstaatlechkeet bleift. D'Rechtsstaatlechkeet ass net einfach e Prinzipp ënner aneren, mee en ass am Fong de Kär vun eiser Demokratie a vun eisem Rechtssystem. Wa mir heibannen Ännerungen an eisem Code pénal virhuelen, da musse mer eis och bewosst sinn, dass dat och Changementer mat sech bréngt, déi politesch an och gesellschaftlech Konsequenzen hunn.

An da kommen ech bei d'Erweiderung vun der Mini-Instruction. Ech wëll direkt soen: Mir kennen d'Recommandatioune vum GAFI. Mir wëssen, datt de Kampf géint d'Geldwäsch, géint d'Finanzéierung vum Terrorismus an och géint déi grouss Wirtschaftskriminalitéit seriö muss weidergefouert ginn an och konsequent muss bestrooft ginn. Mir wëssen awer och, dass eis Justizautoritéiten – ob dat elo de Parquet ass oder d'Untersuchungsriichteren, eis Riichteren – deementspriechend och eng enorm Aarbechtsbelaaschtung hunn an och mat ville komplexen Dossiere konfrontéiert sinn. Dofir ënnerstëtze mer generell Projeten, déi der Justiz méi Celeritéit verschafen a wou och den Untersuchungsriichter kann entlaascht ginn, ouni awer datt prozedural Garantien oder d'Droits de la défense ausgehuewe respektiv ausgehiewelt ginn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An engem Rechtsstaat ass d'Effizienz vum Rechtssystem ni e Grond, fir d'Rechter vun de Bierger a vu Justiciabeler ofzeschwächen. An hei, mengen ech, hu mer jo och Bedenken unzemellen iwwert dëse kriddelege Punkt vun der Erweiderung vun der Mini-Instructioun, well mir wëssen, dass den Untersuchungsriichter a senger Onofhängegkeet ëmmer à charge an à décharge schafft. Dat ass net onbedéngt déi prinzipiell Haltung vum Parquet, vum Ministère public, deen éischter an enger Approche inquisitoire ass.

Duerch d'Mini-Instructioun, also déi, déi schonn agefouert gouf, an déi, déi och elo erweidert gëtt, kritt de Parquet weider Befugnisser an och e weidere Pouvoir, an dat ass an dat bleift ëmmer an der Ausübung vu senger Fonctioun ganz delikat. D'Befugnisser ginn, wéi gesot, ausgebaut, och wann den Untersuchungsriichter nach ëmmer d'Fakultéit huet, sech an deem zoustännegen Dossier ze autosaiséieren. Mee ob e mat deene komplexen Dossieren, mat deenen en ze dinn huet, tatsächlech Zäit huet, dat ze maachen, fir an all eenzelnen Dossier sech erëm ze autosaiséieren, dat ass ganz kloer eng aner Fro. Déi musse mer eis och virun Aen halen.

Grad bei der Ausdeenung vun dëse Befugnisser hu mer och gesinn an der Kommissioun – an dofir war et gutt, dass mer Vertrieder vum Parquet do haten an och Vertrieder vum Barreau –, dass se dëse Gesetzesprojet am Fong diamétralement opposé analyséiert hunn.

De Parquet huet elo hei dacks méi wéi een eenzelt Aktenelement, dat en effektiv hei kann ufroen. Hie gesäit dës Erweiderung als noutwendeg un. Dat hunn d'Vertrieder vum Parquet och ganz kloer bekräftegt. Natierlech hu se an der Kommissioun och bekräftegt, dass se natierlech keen Interêt hunn, e prozedurale Feeler ze maachen an en Dossier an d'Sitzung ze huelen, wou d'Droits de la défense net respektéiert goufen.

An natierlech hunn d'Vertrieder vum Barreau, den Ordre, och drop higewisen, dass d'Evolutioun vun de Befugnisser net au détriment vum Droit de la défense kéint goen an dass mer net de Risiko sollen huelen an dass de Risiko besteet, dass d'Roll vum Untersuchungsriichter no an no ausgehielegt gëtt. An dann ass am Fundament vum Rechtssystem wierklech opzepassen, dass dat net weiderentwéckelt gëtt.

Mam Projet, deen hei virläit, maache mer effektiv dee Schratt do, wëssend natierlech, dass och hei de Parquet op enger Rei Dossieren da wäert kënne schaffen, déi och eng gewësse Komplexitéit an och manner Komplexitéit hunn. D'Virriedner sinn drop agaangen.

Mee finalement kann een hei soen, dass an dësem Projet de loi de Kriticke vum Ordre, wéi gesot, net Rechnung gedroe ginn ass. Wa Prozedure beschleunegt solle ginn, ass et natierlech gutt. Et ass am Interêt vun der Justiz. Et ass am Interêt vum Justiciable. Mee et dierfe keng prozedural Feeler gemaach ginn. Et brauch een och en adequaten Zäitraum an och e kloer definéierte Kader, an deem d'Dossiere preparéiert ginn a wou een den Accès zum Dossier kann hunn. An och dat war, mengen ech, hei ganz kloer en Element vun der Diskussioun: den Zougang zum penalen Dossier, ouni datt am Fong d'Rechter op Verdeedegung beanträchtegt ginn, well déi kënne grad an dëser Situatioun séier kippen. Also rechtsstaatlech Garantië mussen an der Praxis bestoe bleiwen.

Haut mat dësem Projet de loi iwwert dës Prozedur, mengen ech, gëtt déi Infraction à haut risque, déi Prozedur, am Fong weider opgemaach, ob dat elo fir d'Fauxen ass oder d'Korruptioun, d'Prise illégale d'intérêts, d'Extortioun an natierlech den Droit de la défense, e Kärelement. An den Zougang zum Dossier, dee muss garantéiert bleiwen.

Als LSAP soe mer ganz kloer: Mir ënnerstëtzen all Moossnam, déi der Justiz hëlleft, méi séier a méi effikass ze schaffen. Méi Effizienz däerf ni op Käschte vun der Rechtsstaatlechkeet goen an Ausnameprozeduren dierfen ni zur Reegel ginn. Bon, an den Depot vun der Motioun, déi mer och matdroen: Tëschent den Zeilen, mengen, ech gëtt en awer och ganz kloer de Message, dass mer eis där Saach och ganz kloer wëllen unhuelen.

Da kommen ech op den zweete Punkt, d'Reform vum Sursis, dee mer éischter als Réckschrëtt gesinn. De 4. Juli 2018 huet dëst Haus unanime – unanime! – eng Reform vun der Exécution des peines a vum Sursis gestëmmt. Zënter 2018 ass d'Iddi an d'Praxis agefouert ginn, datt de Prisong, oder d'fest Prisongsstrof, d'Ausnam soll sinn. A wann, da soll eng individuell Motivatioun vum Riichter kommen. Wann e kee Sursis ausschwätzt, da muss dat och kloer am Urteel motivéiert ginn, an dëst bei korrektionellen a kriminellen Doten. Dat war e grousse Schrëtt a Richtung Individualisatioun vun der Strof.

Ech hu mer d'Méi gemaach, déi Riede vu viru siwe Joer nach eng Kéier alleguerten duerchzeliesen. Souguer d'CSV huet deemools begréisst, dass de Lëtzebuerger Strofvollzuch mat der Reform am 21. Joerhonnert ukomm ass. Et wier eng Reform, déi d'CSV natierlech géif matstëmmen. An ech zitéieren den deemolegen CSV-Spriecher an haitegen Inneminister, Léon Gloden: „E Paradigmewiessel ass och, dass eng Verurteelung mat Sursis [...] eigentlech d'Reegel ass an eng Verurteelung ouni Sursis speziell muss motivéiert ginn. [...] Mir ginn haut e Schrëtt méi wäit." Enn vun der Citatioun. An elo musse mer feststellen, siwe Joer duerno, dass mat dësem Gesetzesprojet reegelrecht den agefouerte Paradigmewiessel réckgängeg gemaach gëtt. Et ass eng bedenklech politesch Entscheedung.

Amplaz datt d'Prisong d'Ausnam ass an d'Alternativmoossnam d'Reegel, mécht dëse Projet de Prisong erëm zur Reegel an d'Alternativ zum Prisong d'Ausnam. Fir dass mer eis awer och richteg verstinn, well et ass virdrun ugefouert ginn, awer och net ganz richteg, an den Här Moser ass kuerz drop agaang: Mam Paradigmewiessel vun 2018 war et nach ëmmer méiglech, dass de Riichter eng fest Prisongsstrof ausschwätzt. En huet dat just eebe missen am Urteel besonnesch motivéieren. An dat huet souwuel fir Sexualdelikter wéi effektiv och fir Infraktiounen um Niveau vum Blanchiment gegollt. Et war also keng Ofschafung vun der Prisongsstrof, mee eng kloer Reegelung fir eng méi bewosst Uwendung vun der fester Prisongsstrof. An zu Lëtzebuerg hu mer och keng Well, keng Inflatioun vu Sursisen oder Sursis-probatoiren duerch dëse Paradigmewiessel gehat. Am Géigendeel: Si sinn erofgaange respektiv sinn och stagnéiert. An ech mengen, dass grad dëse Paradigmewiessel, deen hei stattfonnt huet an deen no knapp siwe Joer réckgängeg gemaach gëtt, an dat ouni objektiv Evaluatioun, och ganz kloer weist – an an dësem Haus hate mer virun e puer Wochen d'Diskussioun –, dass mer deen Observatoire, fir objektiv Analysen ze maachen, onbedéngt brauchen, well deen och zur Objektivatioun vum politeschen Debat bäidréit. Déi hu mer haut hei och net.

Wat awer och nach kokass ass, an effektiv hunn de Staatsrot an och de Barreau drop higewisen an hirem Avis, dass, an ech zitéieren, „la contradiction inhérente à cette nouvelle approche, qui veut que pour les peines les moins graves (‚une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans'), une motivation spéciale d'un éventuel sursis [...] sera requise", also

wann e Sursis, wéi gesot, net gi gëtt, „tandis qu'une telle motivation ne le sera plus pour les peines plus graves". Also bei Strofdoten, déi mat enger Prisongsstrof vu manner wéi zwee Joer bestrooft ginn, muss de Riichter seng Decisioun, Sursis ze refuséieren, explizitt motivéieren, fir méi grouss Strofen net. Mir hunn also hei, wéi gesot, e Paradigmewiessel, dee stattfënnt.

An ech erënnere mech och, dass mer virun e puer Wochen hei am Haus d'Diskussioun gefouert hunn, dass de Prisong eng Sanktioun ass, déi effektiv e groussen Impakt huet op d'Persoun, mee awer och, mengen ech, dass et wichteg ass, der Victime kënnen ze hëllefen, an dass dofir och déi Peine-alternativeë ganz wichteg sinn. An de Sursis probatoire ass ganz kloer eng dovun. Mir plädéieren als LSAP also fir eng differenzéiert Strofpolitick. An, Här Mosar, mir sinn der CSV net dankbar, dass se am Fong dës Richtung aschléit, well déi aktuell Gesetzgeebung gëtt eis Méiglechkeeten, och ganz kloer, prezis an adaptéiert Strofen an och Prisongsstrofe par rapport zu den Delikter, déi hei genannt goufen, ze schwätzen.

Dëse Projet enthält Bestëmmungen, Verännerungen, déi sécherlech néideg an nëtzlech sinn, mee se sinn awer deelweis och au détriment vum Droit de la défense. Si ginn och e punitive Tournant. Mir kënnen, wéi gesot, de Rechtsstaat net mat Effizienzargumenter relativiséieren. An dofir wäerte mer eis als LSAP hei och enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Biancalana, ech denken, den Här Mosar wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord domadder? Dat schéngt de Fall ze sinn. Här Mosar.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Natierlech.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Biancalana, ech hunn Iech opmierksam nogelauschtert. Dir hutt och ganz vill Richteges gesot, net nëmmen.

(Interruption)

Dir hutt awer eppes gesot, wat falsch ass. An do wollt ech Iech einfach froen, ob Der nach eng Kéier vläicht de Rapport gelies hutt vun eiser Sitzung. Dir hutt nämlech gesot, bei där Mini-Instructioun géif de Parquet nëmmen à charge enquêtéieren. Ech wëll Iech soen, datt do souwuel de Procureur général wéi all déi aner Häre wärend zéng Minutten erkläert hunn, datt dat net richteg wier. Dofir, mat allem Respekt: Ech ka verstoen, datt Dir elo net domadder d'accord sidd, mee sot awer keng Géigewourechten.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Da musst Der mer richteg nolauschteren, Här Mosar. Dat hutt Der anscheinend dann net gemaach. Ech hunn nämlech hei ganz kloer gesot, dass Vertrieder vum Parquet eis an der Kommissioun gesot hunn, dass si natierlech Wäert drop leeën, Dossieren an d'Sitzung ze huelen, wou d'Droits de la défense effektiv solle respektéiert ginn. Ech hunn dat hei ganz kloer gesot. Dofir leet mer net Wierder an de Mond, déi ech net gesot hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech emol dem Här Mosar Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Mir setzen eis haut also mat engem wichtege Gesetzesprojet auserneen. Deem seng Aufgab ass et, d'Recommandatioune vum Groupe d'actions financières, besser bekannt als GAFI, an eis national Gesetzgeebung ze iwwerdroen. Fir d'Biergerinnen an d'Bierger ass et dobäi essentiel ze verstoen, ëm wat et sech iwwerhaapt beim GAFI handelt a firwat seng Aarbecht eng zentral Roll an der internationaler Finanzéierungs- a Sécherheetspolitick spillt.

De GAFI ass 1989 als internationalen Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn, mat engem ganz prezise Mandat: Bekämpfung vu Geldwäsch an der Finanzéierung vum Terrorismus. Et handelt sech ëm e länneriwwergräifend Organ, dat net nëmme fir héich Standarde steet, ma och d'Memberlänner selwer iwwerwaacht, fir sécherzestellen, datt dës Standarden och wierklech ëmgesat ginn. Fir d'Zouverlässegkeet vun eiser Finanzplaz an d'Vertrauen an eis Institutiounen ass et absolutt entscheedend, datt Lëtzebuerg dës international Standarden erfëllt.

An hei kënne mir mat Recht soen: D'Resultater vun der leschter Iwwerpréiwung si grondsätzlech positiv. Dat huet déi sougenannt Évaluation mutuelle, déi am Hierscht 2023 presentéiert gouf, gewisen. Hei konnt Lëtzebuerg ganzer 39 vu 40 Recommandatiounen erfëllen, e staarkt Zeechen, datt mir eis Verantwortung eescht huelen. Et bleift also just eng Recommandatioun, déi mir nach ze erfëllen hunn. Dës bezitt sech op eis strofrechtlech Prozeduren an op e puer Elementer vun eisem nationale legale Kader géint d'Finanzkriminalitéit.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et genau ëm dësen Defi. Hei mussen nach déi lescht Lücke geschloss ginn, déi eis nach vun enger kompletter Konformitéit trennen. An eiser aktueller Gesellschaft stelle mir fest, datt Krimineller ëmmer méi kreativ an innovativ virginn a mat Hëllef vun der Kënschtlecher Intelligenz d'Abusen eng nei Dimensioun hunn, anescht wéi dat, wat mir bis elo kannt hunn.

D'Affär ronderëm de Caritas-Skandal ass e Paradebeispill dofir. Déi weist, wéi komplex esou Fäll kënne sinn a wéi séier se sech entwéckele kënnen. Genee dowéinst ass et essentiel, datt mir eiser Justiz déi néideg Mëttel an Instrumenter zur Verfügung stellen, fir bei änleche Situatioune séier, effizient a kompetent agräifen ze kënnen. Nëmmen esou kënne mir d'Integritéit an d'Vertrauen an eis Institutioune sécherstellen.

Dofir stëmme mir, d'ADR, dësem Gesetzesprojet zou. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Also dat hei ass, denken ech, deen éischten Text, deen aus der Justizkommissioun kënnt an deen e bësse weist, a wéi eng Richtung dass d'Regierung eigentlech geet, wou d'Rees higeet, wann et ëm méi Repressioun a manner Rechter fir d'Defense geet. Dat net nëmmen am Verglach zu der viregter Regierung. Och am Verglach zu de Positioune vun der CSV hei an der Oppositioun a souguer – ech wäert nach drop kommen – zu de Positiounen, déi d'CSV virun 2013 ageholl huet.

An et ass e bësse symptomatesch, Här Mosar, dass Der eis elo x-mol un d'Häerz geluecht hutt, mir sollte wierklech dee Projet hei matstëmmen, well ech sinn iwwerzeegt, wann deen hei Projet virun dräi Joer esou hei an der Chamber gewiescht wier, dann hätt Der e selwer net matgestëmmt.

Mir sinn an der Orange Week – jo! – an als Gesellschaft an als Chamber muss et eng Prioritéit sinn, géint d'Gewalt géint d'Frae virzegoen. Mir hunn en zolitte legale Kader, mee – jo! – dee kann natierlech ëmmer nees ugepasst ginn. Mee wannechgelift, kommt, mir maachen dat, op Basis vu Fakten!

E Constat ass sécherlech deen, datt d'Täter vu Gewalt géint Fraen dacks mat Sursis dovukommen. An dat ass effektiv verstéierend. Et handelt sech hei ëm Täter, déi e Liewen zerstéiert hunn. Hir Affer, déi hu kee Sursis a si sinn oft nach laang Joren, wann net ëmmer, en Deel vu sech selwer lass. An et ass fir déi Affer net ze verstoen, datt déi Persoun, déi hinnen dat ugedoen huet, ka fräi ronderëmlafen, iwwerdeems si wéinst hirem Trauma net méi fräi sinn.

Mee d'Fro ass: Wisou ass dat esou? Ass dat wierklech wéinst dem Artikel 195-1?

Dir ännert dësen Text elo op Basis vun engem Gefill, hutt Der eis an der Kommissioun gesot, Madamm Ministesch. An natierlech gëtt et Revendicatiounen aus dem Secteur. Ech erënneren drun – an ech si frou, dass de President elo gesot huet, mir géingen endlech och eng Kéier heiriwwer schwätzen: Hei ass dee ganze Kader, deen ausgeschafft ginn ass.

(Mme Sam Tanson montre une documentation.)

An och do ass et wichteg, drop hinzeweisen, an Dir hutt et och gemaach, Här Mosar: Si froen net déi Ëmännerung, déi elo hei gemaach gëtt. Si froen, dass kee Sursis méi méiglech ass fir d'Täter!

Well dat, wat mir hei maachen, déi Dispositioun, déi mir elo hei aféieren, déi sech net just op déi Fäll bezitt, mee op alleguerten déi Fäll, déi an deem Artikel drastinn, déi Dispositioun riskéiert fir déi Leit, déi hei betraff sinn, awer strictement guer näischt ze änneren.

An dat weisen och d'Zuelen aus där Question parlementaire, déi ech Iech gestallt hat, op déi Der mer am Februar geäntwert hutt: Et gëtt keen Ënnerscheed tëschent virun der Applikatioun vum Gesetz an no der Applikatioun vum Gesetz bei de Strofdote vun de Violences sexuelles bei der Applikatioun vun engem Sursis intégral.

An der Moyenne kann ee soen, en gros: Ee Fall op zwee kritt de Sursis intégral. Dat war virun dem Gesetz vun 2018 esou an dat ass och haut esou. An d'Fro ass: Firwat ass dat esou a wat kënne mer dogéint maachen? An ech denken net, dass dat heiten dee richtege Wee ass.

An et ass och falsch, wéi ech dat elo e puermol hei vun der Majoritéit héieren hunn – an den Här Biancalana ass am Detail drop agaang –, ze behaapten, dass dat Gesetz vun 2018 de Sursis zu engem Automatismus gemaach huet. Dat Eenzegt, wat an deem Gesetz drastoung, dat ass, dass de Riichter et muss motivéieren – motivéieren! –, wann en e Sursis net gëtt. Dat ass, wann een déi Urteeler kuckt, oft ee Saz, deen do duergeet. Do schreift een zum Beispill dran: „wéinst der Gravitéit vun de Faiten". Dat heescht, dat, wat elo hei gesot ginn ass, dat ass net ganz richteg.

An et kann ee jo wierklech verstoen, datt ee wëll en Zeeche setze géint d'Täter vun der Gewalt géint d'Fraen. An Dir maacht och hei souguer méi wéi dat, wat Der an Ärem Koalitiounsaccord stoen hutt, well do hätt een nach kënnen driwwer diskutéieren. Am Koalitiounsaccord steet: „Pour les infractions graves comme par exemple l'abus sexuel, les maltraitances ou les violences aux enfants, le Gouvernement introduira une législation en vertu de laquelle l'octroi d'un sursis devra être dûment motivé." Dat ass net dat, wat Dir hei maacht. Dir generaliséiert déi Dispositioun op alles.

An et ass och d'ailleurs net richteg, Här Mosar, wéi Dir elo grad gesot hutt, dass de GAFI gefrot hätt, dass mer déi Dispositioun do sollten aus dem Text eraushuelen. Ech hunn et elo nach eng Kéier gelies. De GAFI mécht de Constat, dass ze vill Sursis geschwat gëtt, e seet awer net, wéi e Wee et ass, fir dohinner ze kommen.

(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)

Dat ass net dat, wat am ...

(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)

Jo, et ass e politesche Choix, Madamm Weydert. Dofir kann ech och politesch meng Meenung doriwwer soen.

(Interruption par Mme Stéphanie Weydert)

Jo, absolutt.

Et wier wichteg, op Basis vu Fakten hei déi Decisiounen ze huelen.

De GAFI seet, et ginn ze vill Sursise geschwat. De GAFI mécht awer och de Constat, dass de Sursis och eng effikass Mesür ass géint d'Recidive, well wann de Sursis nämlech fält, da geet een an de Prisong net nëmme wéinst der initialer Strof, mee och wéinst der zweeter Strof, wann een eng Recidive gemaach huet. Och dat steet am Rapport vum GAFI.

A bei der Mini-Instructioun, do ass et net besser. Ech versti jo absolutt de Gedanken, datt d'Affäre solle méi séier virugoen. Do ass keen heibannen dogéint. D'Fro ass just: Op wiem seng Käschte soll dat geschéien? An an dësem Fall ass et ganz kloer op d'Käschte vum Beschëllegten.

D'Mini-Instructioun gëtt op méi Fäll ausgeweit, notamment op d'Prise illégale d'intérêts an d'Korruptioun. Dat sinn, denken ech, keng Lapaliendossieren. Dat si keng kleng Dossieren.

An dat Beispill, dat Dir ginn hutt virdrun, Här Mosar, vun den digitalen Infraktiounen: Déi sinn zum groussen Deel haut scho couvréiert vun der Mini-Instructioun. Duerfir brauche mer deen Text hei u sech net.

Den Haaptproblem ass deen: De Beschëllegte weess net, wat am Dossier drasteet, en huet keen Accès zum Dossier. E gëtt vläicht eng Kéier gehéiert an da kritt en herno eng Convocatioun fir op d'Geriicht. Den Affekot huet net d'Moyenen, zousätzlech Devoiren ze froen, well en iwwerhaapt net weess, wat scho geschitt ass.

An dat féiert zu manner Rechter fir de Beschëllegten. Dat huet de Barreau eis en long et en large duergeluecht. An et kann am Endeffekt – an dat huet de Barreau och gesot – souguer zu Retarde féieren, well d'Geriicht dann um Fong seet: „Ma, deen Dossier ass net esou opgeschafft, wéi e misst opgeschafft sinn." Déi Affekoten, déi do waren, hunn eis konkreet Beispiller genannt, wou dat schonn de Fall war, soudass dat heite riskéiert, kontraproduktiv ze sinn.

Nach en anert Element, wou ech wierklech erstaunt sinn, dass dat elo hei esou comme une lettre à la poste geschitt: Dat sinn déi dräi Méint. Déi dräi Méint sinn 2010 hei vun dëser Chamber ..., an der Justizkommissioun ware se ganz houfreg drop, dass se déi Limitatioun an den Text erageschriwwen hunn. Et ass deemools gesot gi vun de Rapportere Schiltz a Roth, et wär wichteg, dass deen Delai drakéim, fir eeben ze evitéieren, dass d'Mini-Instructioun zur Normalitéit géing ginn an dass se géing den Ersatz vun der Instructioun sinn, där Instructioun – Zitat –, „déi jo méi Garantien huet wéi eeben d'Mini-Instructioun".

An duerfir ass et wierklech bedauerlech, dass mer elo hei esou iwwerstierzt eppes maachen an dat nach ausweiten an eis net seriö domadder auserneesetzen, wéi een dat wierklech hätt kënne besser maachen.

An zu gudder Lescht dann de Blanchiment, an dat, Här Mosar, ass fir mech wierklech dat gréisstent Rätsel. Dass grad Dir elo Rapporter sidd vun engem Text, deen de Blanchiment nach méi ausweit, ass eigentlech un Zynismus bal net ze iwwertreffen.

Jo, den Artikel, dee mer elo stëmmen, also deen Dir elo stëmmt, ass e Copy-Paste aus engem Projet vu mir, mee et ass just en Deel vun deem Projet. An dee wichtegsten Deel, dee gouf net mat iwwerholl, nämlech den Artikel 506-4. Dat ass d'Konterpartie, wou et dréms geet, de Blanchiment détention anzeschränken, dat heescht ze evitéieren, dass eng Infraction primaire permanent ausgeweit gëtt an dass och méi héich Strofe geschwat ginn.

Mat deem, wat mer elo hei maachen, falen d'Grivèlerie oder och d'Injure zum Beispill elo ënnert de Blanchiment, eppes, wougéint Der Iech an Ärer Zäit als Oppositiounspolitiker mat Hänn a mat Féiss gewiert hutt. An zu Recht! An duerfir hu mer och iwwer Sëtzungen a Sëtzungen a Sëtzunge probéiert, eng Léisung ze fannen. Mir hunn e puer Navettë mam Staatsrot gemaach. Mir hunn déi an der leschter Legislaturperiod leider net fonnt, an et ass extreem bedauerlech, dass mer elo higinn an dat heiten einfach ausweiten, ouni ze kucken, eng Konterpartie ze fannen an et ze limitéieren.

An et ass schonn ..., wann ech nach eng Kéier d'Zitater kucken aus de viregte Sëtzungen, wou Der Är Retizenzen, fir déi Lëscht ofzeschafen, genannt hutt, wou Der gesot hutt: „Vill Infraktioune falen elo ënnert de Blanchiment, souguer wa se guer net schlëmm sinn, well d'Gravitéit aus dem Text erausgefall ass." Dir hutt och nach gefuerdert, dass de Seuil vu sechs Méint, wéi e bis elo applikabel ass, soll eropgesat ginn. An elo gëtt e carrement ofgeschaaft.

Duerfir ass et wierklech schued, dass déi Diskussioune vun deemools net nees opgegraff gi sinn. Et ass och schued, dass Der dat vergiess hutt, woufir Der plädéiert hutt an de leschte Joren.

Mir wäerten dëse Projet jiddefalls net matstëmmen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech gesinn, datt et eng Wuertmeldung vum Här Mosar gëtt. Ass dat, fir eng Fro ze stellen, oder wéinst Fait personnel, Här Mosar?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, fir déi zwee.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst Iech vläicht decidéieren.

M. Laurent Mosar (CSV) | D'Fro ass ... Nee, ech hunn, Här President, ech sinn ... D'Madamm Tanson huet ganz vill interessant Saache gesot. Do sinn der och – en Deel –, déi ech mat deelen.

Et stéiert mech just ëmmer – dat war e bësse beim Här Biancalana de Fall –, wann awer elo hei Saache gesot ginn, déi, mengen ech, net richteg sinn a wou mer vum Parquet genau de Contraire gesot kritt hunn.

Dir hutt elo gesot, dat ganzt Digitaalt, d'Cybersecurity, géif elo schonn an d'Mini-Instructioun falen. Dat ass net esou. Ech weess, wéi do de Procureur, dee sech dorëm këmmert, eis en long et en large erkläert huet, wéi schwéier datt dat am Moment wier mat der aktueller Prozedur a firwat et dofir esou wichteg wär, eleng nëmmen an deem do Domän op déi Mini-Instructioun zeréckzegräifen.

Duerfir, mat allem Respekt och fir all Meenung, kommt, mir bleiwen awer hei bei der Wourecht. Dat ass déi éischt Fro.

Zweetens, de Blanchiment: Dir wësst ganz genau, datt mer eng länger Diskussioun haten an der Kommissioun an datt ech Iech och gesot hunn, datt ech zum Deel och Är Bedenken, wéi d'ailleurs aner Kolleegen och, iwwert de Blanchiment deelen an datt een do effektiv eng Kéier misst och generell kucken, well et ass net nëmmen e Problem an dësem Text, dat wësst Der och, et ass e generelle Problem, wéi ee mat där Blanchimentsinfractioun an Zukunft ëmgeet.

Drëttens, Dir hutt dann och eppes ganz Interessantes gesot, an do wollt ech Iech eigentlech meng Fro stellen. Dir hutt gesot – mee Dir verbessert mech, wann ech awer elo do falsch leien –, Dir hätt Iech à la limite kënne virstellen, déi Propositioun iwwert de Sursis vläicht kënne matzestëmme bei de Violences sexuelles. Hunn ech Iech do richteg verstanen? Sou hunn ech et mol ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech äntweren duerno.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, mee ech soe just, wéi ech ... Wann et net esou ass, da kënnt Der mech jo gäre verbesseren. Wann dat sou wier, dat heescht wann Der dat dann esou géift maachen, da géift Der zum Beispill Terrorismus, Dir géift déi ganz schlëmm Drogekriminalitéit, Dir géift d'Finanzkriminalitéit, d'Wirtschaftskriminalitéit hei dann dee Moment eraushuelen.

An dat ass just déi Fro, déi ech dann nach wollt stellen, wann Der eis dann och nach dorobber kéint äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, da kritt natierlech d'Madamm Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also fir d'éischt emol, mengen ech, misst Dir Iech einfach eng Kéier ukucken, wat am Moment ënnert d'Mini-Instructioun fält. An dat, déi Infractioun ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech sot Iech, wat de Procureur gesot huet deen Ament.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, en huet gesot, dass dat e grousse Problem wier, mee Infractiounen am digitale Beräich, där gëtt et der jo eng séllegen. Mee am Moment fält den Artikel 196 ënnert d'Mini-Instructioun.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et geet jo net dorëms. Et geet ëm d'Mini-Instructioun.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Maja, e fält am Moment ënnert d'Mini-Instructioun. Dat heescht, do sinn eng ganz Rëtsch Dispositiounen, déi an enger digitaler Infractioun zum Beispill kënnen dodrënner falen. Duerfir verstinn ech elo net richteg, firwat Der dat dote sot. An dat, wat ech gesot hunn, ass wierklech net falsch.

Zu dem Volet vun dem Sursis: Ech sinn der Meenung – ech hunn dat x-mol gesot, ech hunn dat och schonn an der leschter Legislaturperiod gesot, well mer déi Diskussioun jo schonn um Enn vun der Legislaturperiod haten, well dunn déi Revendicatioun opkoum –, wann e Gesetz fënnef Joer appliquéiert gëtt, an et war e Paradigmewiessel, wéi den Här Biancalana gesot huet, da muss een eng seriö Analys vun deem Text maachen. Da muss ee kucken: Wat huet dat wierklech geännert?

An déi eenzeg Analys, déi mir bis elo hunn, dat ass déi Question parlementaire, déi ech gestallt hat, wouraus ervirgeet, dass op d'mannst zu deenen Zuelen,

déi ech do hunn, ee kee Changement gesäit. An dat stéiert mech fundamental bei där doter Fro.

An dann, an der zweeter Etapp, wann een déi Analys gemaach huet, souguer wann een dann zur Conclusioun kënnt, dass et keen Impakt gehat huet ... Ech verstinn nach, dass een en Zeeche wëll setzen, ech verstinn extreem gutt, wat déi Affer do soen. Ech verstinn, dass een en Zeeche wëll setze par rapport zu den Täter vun der sexueller Gewalt, fir ze soen: Dat do ass wierklech kee Kavaléiersdelikt an do kann et richteg batter Strofe ginn. Wann dat géing eppes hëllefen, da kéint ech nach mat op dee Wee goen. Mee insgesamt fannen ech et schwiereg, fir eppes, wat mer hei zesummen 2018 unanime gestëmmt hunn, réckgängeg ze maachen ouni eng seriö Analys, wat den Effekt dovunner war. An dat ass dat, wat mech wierklech heibäi stéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass nach net ofgeschloss. Den Här Baum wëllt nach d'Wuert huelen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Wësst Der, an engem Rechtsstaat, an enger Demokratie ass et jo esou, datt, wann eng nei Regierung do ass, déi konservativ-liberal ass, déi verschidde Sujete ronderëm Sécherheet a Securitéit wëll méi staark maachen, dann ass dat am Fong hiert gutt Recht.

Wou et awer schwiereg gëtt, an domat hu mer et hei ze dinn, an d'Madamm Tanson huet dat zu Recht Zynismus genannt, ass, wann hei Elementer benotzt gi vu baussen, fir e repressiven Tournant ze argumentéieren. Zwou Saachen: dat ass de GAFI an dann d'Gewalt géint Fraen. Ech fannen dat wierklech ganz, ganz problematesch, esou wéi dat hei geschitt ass. Déi zwee Elementer, nämlech d'Mini-Instructioun an de Sursis.

Bei der Mini-Instructioun, do gëtt et absolutt berechtegt Bedenken, wat d'Rechter vun der Defense ugeet: den Accès zum Dossier. An d'Tatsaach, datt d'Majoritéit selwer eng Motioun stëmmt, wou se seet: „Mee dat dote Gesetz muss onbedéngt verbessert ginn", ass jo de beschte Beweis derfir, datt et an deem Beräich Problemer gëtt an datt souguer d'Majoritéit dat selwer agesäit. Mee wann dat esou ass, dann ass dat heiten op jidde Fall dee falsche Wee, fir virzegoen.

De GAFI ass derfir do, fir international Recommandatioune géint d'Finanzkriminalitéit ze maachen. De GAFI ass awer net derfir do, fir en 180-Grad-Paradigmewiessel ze maachen, wat d'Organisatioun vum Rechtsstaat ugeet, well wann et wierklech géif drëm goen, d'Finanzkriminalitéit ze bekämpfen, da misst een do usetzen, wou mer alleguer wëssen, datt do den Haaptproblem ass, nämlech d'Effektiver vun der Police judiciaire am Beräich vun der Finanzkriminalitéit. Do ass den alleréischten an allergréisste Problem, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Bei der Caritas-Affär hu mer dat méi wéi eng Kéier vum Parquet och bestätegt kritt. Wann et also wierklech ëm d'Finanzkriminalitéit géif goen, mee da misst een dat als Schwéierpunkt setzen.

Wat de Sursis ugeet, fannen ech et och ganz bedenklech a virun allem bedenklech, datt an enger Form vun Emphas den Här Mosar, de Rapporter, eis hei probéiert huet ze erzielen, do géif et drëm goen, Gewalt géint Frae méi streng ze bestrofen. Mee et ass net wouer, et ass ganz einfach net wouer!

D'Madamm Tanson huet richtegerweis gesot, datt sech zënter dem Gesetz vun 2018 näischt geännert huet. Ob de Sursis muss begrënnt ginn oder net respektiv den Netsursis muss begrënnt ginn oder net, ännert näischt un den ausgeschwatene Peinen. Also geet et net dorëms, Gewalt géint Fraen anescht ze bestrofen! Well wann et dorëms géif goen, Här Mosar, Här President vun der Justizkommissioun, da wier et vläicht un der Zäit, eng Proposition de loi, déi zënter iwwer engem Joer bei Iech an der Kommissioun läit, déi bis haut nach net op den Ordre du jour komm ass, iwwerhaapt emol dropzesetzen. An do si ganz vill vun deene Revendicatiounen, déi ënner anerem d'Voix des survivant(e)s formuléiert hunn, och dran opgeholl, déi och ganz staark de Justizsystem, de Rechtsbäistand, d'Hëllef fir d'Affer betreffen. Bis haut ass se nach net op den Ordre du jour vun der Justizkommissioun komm, dës Proposition de loi, déi ech virun iwwer engem hallwe Joer op den Ordre du jour gesat hunn.

Duerfir, wann ee mat där Emphas hei seet, dat hei wier en Element, wou et géif drëm goen, Gewalt géint Frae méi streng ze bestrofen, ass dat net de Fall, well, virun allem, wa mer do e Paradigmewiessel wëllen, da musse mer d'Diskussioun féieren iwwert d'Héicht vun de Strofen, sou wéi se am Moment festgeluecht sinn. Net d'Diskussioun Sursis oder net Sursis. Well dovunner hänkt jo och ganz vill of, vun där Héicht vun der Strof, wat de Riichter herno als Urteel hëlt.

Fir mech bleift dat hei duerfir en absolutt net novollzéibare repressiven Tournant vun enger konservativer Regierung, déi awer ënner falschen a fadenscheinegen Argumenter probéiert, dat duerchzesetzen.

Mir stëmmen dat hei op kee Fall mat.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss. Den Här Mosar huet ... Här Mosar, ass et eng Fro?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ech hunn eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, huelt Der d'Fro un?

(Assentiment)

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech hunn dem Här Baum ganz attentivement nogelauschtert. Den Här Baum huet, an do sinn ech souguer mat em d'accord, gesot, et misst een och eng Kéier iwwert d'Héicht vun de Strofen nodenken. Ech huelen un, datt d'Madamm Justizministesch och elo wäert drop agoen.

Meng Fraktioun ass effektiv der Meenung, datt een net nëmme bei sexueller Gewalt géint Kanner oder géint Fraen, mee generell bei verschiddenen Aarte vu Kriminalitéit eng Kéier misst iwwert d'Héicht vun de Strofe schwätzen.

Déi Fro, déi ech awer dem Här Baum stelle wëll: Wann ech en elo richteg interpretéieren, hat ech d'Gefill, e fënnt dat elo keng gutt Iddi do beim Sursis, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Esou kloer war et awer? Ok.

M. Laurent Mosar (CSV) | ... mee e géif et awer eventuell eng gutt Iddi fannen, d'Héicht vun de Strofen an d'Luucht ze setzen.

Duerfir meng Fro, Här Baum: Wann dann elo – wat ech awer net weess – eng Kéier e Projet de loi géif kommen, deen a verschiddene Fäll d'Héicht vun de Strofen an d'Luucht géif setzen, kann ech dann dervun ausgoen, datt Dir esou e Projet géift mat enger gewëssener Sympathie kucken?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, de Spriecher, de Justizspriecher vun der CSV schwätzt vun eventuellen zukünftege Projeten.

Ech géif en einfach bieden, se einfach mol ze presentéieren, an da kënne mer driwwer schwätzen a kucken, ob et sënnvoll ass, ob et proportional ass an ob et zilféierend ass. Wann et dat ass, wäerte mer dat sécher ënnerstëtzen.

Mee ech stelle fest: D'CSV huet bis elo nach keng Beméiung an déi dote Richtung gemaach.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An da géinge mer der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Bon, ech gesinn, et ass e Gesetzesprojet, dee fir vill Diskussioune suergt. An et ass net ëmmer einfach, d'Saachen einfach duerzestellen, well awer eng ganz Rei prozedural Froen och dra sinn, an et waren och heiansdo deelweis e bësse Konfusiounen an den Avisen.

Mee wat ass d'Finalitéit vun dësem Gesetzesprojet? Dat ass, d'Strofprozeduren ze beschleunegen a méi effikass ze maachen – et ass ee vu méi Projeten an et kommen der nach no –, an op där anerer Säit ass d'Zil, d'Reform vum Sursis ze maachen. An dat Ganzt schreift sech an an d'Recommandatioune vum GAFI.

Mir kruten, wéi gesot, de 27. September 2023 de Rapport, aus deem kloer ervirgaangen ass, datt mer eng héich technesch Konformitéit hunn, mee datt mer musse Verbesserunge maache fir d'Effikassitéit vum Dispositif. A mir ginn natierlech och hei an op d'Kriticke vun enger ganzer Rei Expertegruppen, notamment och dem GRETA, dem GREVIO, a mir droen och de Bedenke vun der Voix des survivant(e)s Rechnung, déi mer hei gemeinsam an der Chamber diskutéiert hunn.

Bon, et si véier grouss Ännerungen an dësem Gesetzesprojet. Déi éischt ass, wéi gesot, déi iwwert de Blanchiment, den Artikel 501-6 (veuillez lire: 506-1) vum Code pénal, wou mer probéieren, den Dispositif ze vereinfachen, andeem mer op den Delit an de Crime renvoyéieren. An dat ass eng Formulation de texte, déi mer aus engem Gesetzesprojet geholl hu vun Iech, Madamm Tanson, op Recommandatioun vum Staatsrot an och vum Barreau.

Den zweete Volet ass d'Ännerung vum Code de procédure pénale, wou mer eng ganz Rei nei Moossname virgesinn. An dat, wat schonn ugeschwat ginn ass, ass déi sougenannte Mini-Instructioun.

D'Mini-Instructioun gëtt et scho méi laang, mee et war de Constat, datt se net effikass ass an doduerjer net genuch ka benotzt ginn. An de Parquet huet et ganz kloer och erkläert, datt besonnesch en matière vu Cybercrime a Phishing dat heiten extreem utile ka sinn an datt d'Procedure, esou wéi se elo ass – ech mengen, dat ass eng Fro vun der Procedure, net effikass ass am Sënn, datt si net schnell genuch virukommen.

A si hu gesot, datt se 1.100 Dossieren haten 2024, also véier pro Dag. An am Kader vun der Mini-Instructioun kann de Parquet also verschidden Akten ..., e kann net alles maachen, mee e ka verschidden Akte wéi d'Perquisitioun, d'Saisie, d'Auditioun vun engem Zeien, d'Expertis an de Referage erausginn. E kann awer keng Écoute téléphonique an e kann och kee Mandat de dépôt an dësem Kader erausginn. Dat heescht, et sinn nëmmen dës fënnef Akten.

An de GAFI huet tatsächlech och recommandéiert, dass mer eeben Enquête-parallèlë maachen, an dat hei wäert dozou féieren.

Da soll et eebe méiglech sinn, datt de Parquet net nëmmen een Akt ufreet, mee méi Akten. An doduerjer hu mer natierlech d'Lëscht vun den Infractiounen e bëssen ausgeweit. Déi ass awer och net substanziell ausgeweit ginn. A wat haaptsächlech geschitt ass, ass, dass eeben deen Delai vun dräi Méint gestrach ginn ass, fir dass mer méi schnell weiderkommen.

An ech verstinn all d'Kriticke vum Droit de la défense. An den Här Mosar huet eng Motioun deposéiert, fir justement deem Rechnung ze droen, well, ech war net derbäi bei den Diskussioune mam Parquet, mee wann ech dat richteg verstanen hunn, dann huet de Procureur och méi wéi eng Kéier gesot, et wär eng Fro vun der Enquête de manière générale, well vu datt mer net an der Instruktioun sinn, fale mer op d'Reegele vun der Enquête.

An ech muss Iech soen, et ware 60.000 Enquêten d'lescht Joer. Dat heescht, dat do ass e Problem, deen net d'Mini-Instructioun als solches betrëfft, mee ech si prett, op de Wee ze goen an d'Reegele vun der Enquête ze iwwerschaffen, wat den Accès op den Dossier ubelaangt. An dowéinst sinn ech awer frou, datt et konnt mat dësem Projet, deen, wéi gesot, enger Rei Bedenken och vum GAFI Rechnung dréit, weidergoen.

A mir wäerten och kënnen iwwert d'Enquête schwätzen an den Accès op den Dossier. Mee dat ass net just eng Fro vun der Mini-Instructioun.

An dat, wat och an der Kommissioun nach thematiséiert ginn ass, ass den Délai de citation. An do wéilt ech awer kuerz och op meng Äntwert op d'Question parlementaire vum Sven Clement renvoyéieren, wou kloer gesot ginn ass, datt de Parquet net op aacht Deeg citéiert, mee weesentlech méi laang Delaien huet, justement fir datt de Prevenu och den Dossier kucken a sech preparéiere kann op d'Auditioun, also op d'Sëtzung viru Geriicht.

Dann ännere mer den Artikel 102 vum Code de procédure pénale, fir eeben och den Dispositif méi effikass ze maachen, well mer mierken, datt d'Proceduren oft blockéiert sinn, well mer net un d'Leit kommen, a besonnesch bei Gesellschaften. Dowéinst aktualiséiere mer den Dispositif fir physesch Persounen a mir gesi kloer vir, datt Gesellschaften och kënnen inculpéiert ginn am Fall vun hirer Absence. Dat, wéi gesot, zur d'Mini-Instructioun.

An da komme mer bei deen Artikel, dee mer haut warscheinlech am meeschten diskutéiert hunn. Dat ass den Artikel 195-1 vum Code de procédure pénale. Am Moment ass et esou, dass de Riichter muss extra motivéieren, wann e wëll feste Prisong schwätzen a wann e kee Sursis accordéiert bei Crimmen an Deliten. Mir änneren de Prinzipp zum Deel, awer och net ganz, well mer elo en Ënnerscheed maachen tëscht manner schlëmme Strofdoten a méi schlëmme Strofdoten. A mir setzen an deem Sënn genau den Accord de coalition ëm, dee virgesäit, datt bei méi schwéiere Strofdoten, wou ee kloer och seet, dat do si Beispiller, mer dee Prinzipp ëmdréien.

Dat heescht, d'Zil ass et, d'Perspektiv ëmzedréien. Wann de Riichter den Dossier viru sech leien huet, da kuckt en net, ob Elementer am Dossier si fir feste Prisong, mee e kuckt: Sinn Elementer am Dossier fir Sursis? A wann där keng do sinn, da gëtt en och kee Sursis. Dat heescht, mir nuancéieren. Et ass net eng 180-Grad-Wend par rapport zu deem, wat 2018 festgehale ginn ass, mee mir gi méi spezifesch op d'Criminalité grave an. An dat ass eppes, wat mir wichteg ass: datt mer hei endlech eis och d'Moyene gi fir d'Criminalité grave. An doduerjer rekrutéiere mer jo och méi an der Magistratur, mir rekrutéiere méi an der Police. Mee et ass wichteg, dass mer d'Criminalité grave hei a Consideratioun huelen.

Une voix | Très bien!

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | De GAFI huet och kloer gesot, datt vill Sursis gesprach gëtt an datt dat net dissuasiv ass. Dowéinst reagéiere mir jo och domadder heidrop. An ech muss soen, Dir kritiséiert dat elo, mee ech hunn awer keng Alternativen hei um Dësch gesinn, fir deen dote Problem anescht ze léisen. Dir widdersprieht Iech och zum Deel, well Dir sot, Dir wäert souguer limitt prett, bei de Violences domestiques op dee Wee ze goen. An et ass genau do, wou Der sot, wou d'Zuelen et net géifen hierginn. D'Zuele si volatill. Jo, dat eent Joer ass et esou, dat anert Joer ass et esou.

De manière générale, an dat hunn ech och dem Här Marc Baum op eng Question parlementaire 2024 geäntwert, geet de Sursis awer an d'Luucht. Dat heescht, elo kann ee soen, hei sinn d'Zuelen, mee et sinn der nach vill ze vill. An dat ass meng Suerg. An ech hätt einfach gär, datt de Riichter, wann e sech mam Dossier beschäftegt, déi dote Fro kuckt, datt e kuckt: Sinn Elementer do, fir de Sursis ze spriechen?

A wéi gesot, et ass eng Ëmsetzung vum Accord de coalition. An et ass besonnesch awer och e staarkt Signal. Mir sinn an der Orange Week oder mir kommen elo an d'Orange Week. An et ass besonnesch e staarkt Signal. Wa mer schwätze géint Gewalt, géint haislech Gewalt, mengen ech, da musse mer och kënne soen: „Voilà, mir hätte gären, datt déi zousätzlech Hürd do an deem Dossier dran ass, fir datt gekuckt gëtt: Ass de Sursis justifiéiert?"

An ech muss ganz éierlech soen, Dir waart jo elo bei all deene Petitiounen derbäi. Dir gitt bei all déi Associatiounen. Dann hoffen ech, datt Der hinnen och erkläert, wat Der haut esou gestëmmt hutt a firwat Der esou gestëmmt hutt.

Une voix | Très bien!

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Dat hei ass, wéi gesot, eng éischt Etapp. Et wäerten nach Etappen nokommen. Dir wësst, datt mer notamment am Kader vum Drogendësch e Groupe de travail och agesat hunn, fir d'Prozeduren ze acceleréieren. Do wäerten déi éischt Projeten Enn des Joers, allerspéitstens Ufank nächst Joer kommen, fir déi ganz Prozedur op de Leescht ze huelen, well mir kënnen eis net ëmmer beschwéieren, datt et ze laang dauert, a soubal mer eng Propos maachen, gesi mer 100.000 Schwieregkeeten, wisou mer d'Procedure net kënnen acceleréieren. Ech sinn op alle Fall frou, datt mer dës Etapp haut maachen.

An ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech hunn eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson. Ech ginn dovun aus, datt et Parole après ministre ass. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hunn e puer Remarken. Merci fir d'Erklärungen, Madamm Minister.

Et geet net drëm, 100 Schwieregkeeten ze gesinn. Et geet drëm, dass et hei gëllt, e wichtegen Equiliber ze schafen tëscht den Droits de la défense an enger effikasser Justice. A mir sinn einfach der Meenung, dass dat hei net ginn ass. An dat ass eis Demande, dass mer eis Zäit huelen, fir déi Saachen do esou ze maachen, dass se net an den Desequiliber kommen.

Zu deenen Zuelen. Ech hunn Iech déi Zuele genannt, déi Dir mir geliwwert hutt a menger Question parlementaire. Wann Der nach anerer hutt, da si mer natierlech Demandeur. Mee ech wëll Iech awer och drop opmierksam maachen: Ech hat och gefrot fir alleguerten d'Peinen, also fir alleguerten d'Crimes et délits, a souguer do ginn d'Condamnatioune mam Sursis intégral erof no 2019. An et si jo méi Affären. Dat heescht, et stëmmt net, ze behaapten … An dofir wier et jo sou wichteg gewiescht, dat Ganzt ze analyséieren an eng richteg Etüd ze maachen.

Ech hat deemools éischt Diskussioune mat der Uni och driwwer, fir ze kucken: Wéi kann een dat doten analyséieren a wat bréngt et a wat ass d'Konterpartie dovunner? An dat do ass jo net eng Fro vu Lutte géint d'Criminalité grave – déi mécht d'Police. Déi gëtt gemaach, andeem mer, wéi mer dat schonn an der viregter Legislaturperiod gemaach hunn, d'Moyene vun der Justice an d'Luucht setzen. Hei geet et drëm, e Signal no baussen ze setzen. Dir setzt dat eent Signal dobaussen. Et ass, wéi d'Madamm Weydert sot, eng politesch Decisioun. Mir haten en anert proposéiert.

Ech hunn elo nach eng Fro: Dir hutt gesot bei der Mini-Instructioun, dass doduerch, dass den Délai de citation, deen am Gesetz aacht Deeg ass, méi héich wär wéi déi aacht Deeg, den Accès zum Dossier jo da garantéiert wär. Mee et kann ee jo awer dee Moment keng Devoire méi ufroen. Do ass et awer dann ze spéit. Dat heescht, dee Risiko besteet jo awer nach ëmmer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Gutt. Also Dir hutt Froe gestallt iwwert d'Unzuel vu Condamnatioune mat Sursis intégral. Dir hutt awer net de Pourcentage gefrot, an de Pourcentage, deen huet …

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Nee, et ass den Total bei Crimes et délits. Den Total vu Condamnatioune mat Sursis intégral hutt Der gefrot. An den Här Baum hat e Pourcentage gefrot. An deem hat ech och geäntwert, wat de Pourcentage war. An do, mengen ech, war en 2024 bei 63 %, woubäi en ëm déi 45 % war nach virun enger Rei Joren.

An ech muss Iech ganz éierlech och soen, vu datt Der op d'Chiffere renvoyéiert: En matière de traite d'êtres humains waren déi lescht zwee Joer 100 % vun den Decisioune Sursis intégral. Dat muss ech soen. Dat kann een awer a Fro stellen.

Är zweet Fro war déi par rapport … Sot mer se just nach eng Kéier. Pardon, déi zweet Fro nach eng Kéier.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat d'Fro virun allem vum Accès …

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | A, mam Accès, jo, pardon.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, genau.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Also, déi Saach mam Accès ass jo esou, datt mer op d'Enquête préliminaire zréckfalen. Dat heescht, et si genau déi selwecht Reegele wéi déi, déi sech an der Enquête applizéieren, wou et eeben esou ass, datt dee Moment eréischt, wou d'Affär fixéiert ass, wou een zitéiert ass, een Accès op den Dossier huet. Dat ass, wéi gesot, bei 60.000 Dossieren de Fall d'lescht Joer gewiescht, wou eng Enquête préliminaire opgemaach ginn ass. An dowéinst engagéiere mer eis jo, genau déi dote Reegelen ze kucken.

M. Claude Wiseler, Président | Dir däerft zweemol, elo nach déi leschte Kéier, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wollt just eeben drop hiweisen: Bei der Traite des êtres humains, déi Zuelen hat ech jo gefrot. Do hutt Der gesot, dat wären oft just bis zu fënnef Dossieren d'Joer.

Dat heescht, Dir sidd do relativ séier bei 100 %. An deen Taux vun 100 %, dee gouf och alt emol virun 2018 erreecht. Dat heescht, et muss een awer e bëssen oppasse mat de Pourcentagen. Dat heescht net ëmmer dat, wéi een et duerstellt.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Ech hat haaptsächlech op dem Här Baum seng Pourcentagen de manière générale renvoyéiert, fir wéi vill Sursis gesprach gëtt.

An dann ass d'Fro jo: Dat eent ass de Pourcentage, mee dat anert ass d'Fro, wat mer wëllen. An d'Fro ass, ob mer fannen, datt dat ze vill ass oder net ze vill ass. An eis Äntwert ass, datt mer fannen, datt et ze vill ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

An da géife mer zum Vott iwwert de Projet de loi 8486 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8486[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8486 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 40 Jo-Stëmmen, 8 Nee-Stëmmen, 12 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 40 Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmme bei 12 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Charles Weiler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann huet den Här Mosar nach eng Motioun eragereecht. Ech froen den Här Mosar, ob en … En huet se erklläert. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Tanson, den Här Biancalana. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, den Här Mosar hat mech virdrun opgefuerdert ze erklären, firwat ech se net mat ënnerschriwwen hunn. Den Här Biancalana hat et virdru schonn ugeschwat: Et ass am Fong e bësse schued. Dir musst och wëssen, hei ass elo déi zweet Versioun vun der Motioun. An der éischter ass gesot ginn, et géing just den Accès op den Dossier iwwerschafft gi bei der Mini-Instructioun. Dat war net dat, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn. An ech fannen och e bëssen … Mir weiten hei eppes aus, mir huelen hei Rechter ewech an da soe mer: „An da bis Enn vum nächste Joer deposéiere mer e Projet, wou mer déi Rechter dann awer iergendwéi erëm iwwerschaffen."

Ech sinn natierlech domat d'accord, dass mer d'Droits de la défense verbesseren, mat allem, wat mer do kënne maachen. Ech mengen, dat ass wichteg. An den Accès op en Dossier ass natierlech e ganz wichtege Punkt. An dofir wäert ech och menge Kolleege proposéieren, se matzestëmmen.

Mee ech stéiere mech drun, dass mer elo hei dat doten eraginn, andeems mer op där enger Säit en Text hei zum Vott ginn, wou mer ofstëmmen driwwer, dass mer eigentlech d'Droits de la défense anengen, fir da gläichzäiteg ze soen: „Mee mir probéieren, se awer ze verbesseren." A mir wëssen, wann den Text Enn 2026 op den Instanzewee geet, deemno wéi global déi Reform ass, da gëtt et relativ kropeleg, fir se nach an dëser Legislaturperiod ze stëmmen. An duerfir fannen ech dat e bësse schued, dass mer elo hei am Fong dat Ganzt vun hannen opwéckelen. Mee vum Prinzipp hier kann een net dergéint sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Biancalana, duerno den Här Baum.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir hunn dës Motioun mat ënnerschriwwen. D'Madamm Tanson ass virdrun drop agaang, wat déi ursprénglech Motioun war, déi net dat refletéiert, wat mer an der Justizkommissioun geschwat hunn. Mir sollte se an e generelle Kader asetzen. Dat heescht d'Ausriichtung vun der Motioun vum Prinzipp hier, mengen ech, do sti mer als LSAP derhannert. Nach muss een herno kucken, wat de Contenu ass vun deem Projet de loi, deen deposéiert gëtt an a wéi eng Richtung et geet. Et kann een elo nëmme fir d'Stäerkung vun den Droits de la défense sinn. Dofir droe mer dat heite mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir droen dat heiten och mat, well et ass eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, déi nefast Konsequenze vun hirem schlechte Gesetz, dat elo d'Majoritéit gewielt huet, awer zumindest e bëssen anzeschränken. Dat ass eng Form vu Schizophrenie, déi d'Majoritéit dann eeben huet. Mir hunn eng kloer Haltung. Déi wäerte mer evidenterweis mat eisem Jo-Vott zu dëser Motioun och weider zum Ausdrock brénge n.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, fir d'alleréischt e grousse Merci. Wann ech dat richteg matkritt hunn, da gëtt déi Motioun vun all Fraktioun gestëmmt. Ech si besonnesch ëmmer frou, wann den Här Baum eng vu menge Motioune matstëmmt, dofir wëll ech dat awer ervirhiewen.

(Hilarité)

Ech wollt awer elo nach eng Kéier soen: Et geet, an ech mengen, do si mer eis jo awer alleguer eens, d'Madamm Justizministesch huet dat elo nach eng Kéier erkläert, et geet hei ëm vill méi wéi just reng ëm d'Droits de la défense an der Mini-Instructioun. Et geet hei generell ëm d'Droit-de-la-défensen an den Enquêten. An dofir si mer eis jo awer eens, datt mer déi generell Reform, déi mer eigentlech alleguer wëllen, net elo kéinte just an dësem Text maachen.

Duerfir fannen ech schonn, datt mer hei konsequent a logesch sinn. Mir hunn elo hei ee punktuellt Gesetz gestëmmt, mee elo wäre mer frou, wann d'Regierung eis bis Enn vum nächste Joer e generelle Projet géif deponéieren, wou mer da generell dee ganze Volet vun den Droits de la défense an den Enquêtë géife reforméieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Ech hunn héieren a verstanen, datt hei ee generellen Accord iwwert déi Motioun ass. Kënne mer déi à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech bieden: Deen, deen dermat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

13. 8550 – Projet de loi portant modification de l'article 679 du Nouveau Code de procédure civile en vue de l'introduction d'une référence à la Convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale

An da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moie kommen, an zwar dem Projet de loi 8550 iwwert d'Unerkennung an d'Ëmsetzung vun ausländeschen Urteeler an zivillen a kommerziellen Affären. Hei si mer an engem Riedemodell avec rapport et sans débat. D'Rapportrice huet 5 Minutten Zäit an d'Regierung och 5 Minutten, wa se da wëllt. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet completéiere mer den Artikel 679 vum Nouveau Code de procédure civile mat enger Referenz op d'Konventioun vun Den Haag vum 2. Juli 2019 iwwert d'Unerkennung an d'Exekutioun vun auslännesche Geriichtsurteeler am Zivill- an am Handelsrecht.

De besoten Artikel 679 lëscht divers Konventiounen an Traitéeën op, ënnert deenen auslännesch Geriichtsurteeler an zivillen oder kommerziellen Affären, déi d'Konditiounen erfëllen, fir hei zu Lëtzebuerg direkt unerkannt an ausgefouert ze ginn, dann och effektiv hei zu Lëtzebuerg exekutéiert solle ginn, dat iwwert d'Exequaturprozedur.

Den Titel vun dëser Konventioun seet jo eigentlech scho ganz kloer, wat d'Zil ass. D'Matière, ëm déi et hei geet, ass eng exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun. An esou ass se dann eeben och direkt hei applikabel. Natierlech kënnen net all zivillrechtlech oder kommerziell Urteeler ënnert den Uwendungsberäich vun dëser Konventioun falen. Do sinn notamment déi steierlech Matièren, d'Douane

an administrativ Matièren ausgeschloss, gradesou wéi d'Familljerecht, Urteeler am Beräich vun der Proprieté intellectuelle, vum Transport vu Persounen a Wueren. Dës Lëscht ass nach ganz laang an dofir kënnen déi Leit, déi interesséiert sinn, dat gären an der Konventioun noliesen.

D'Konventioun setzt gemeinsam Reegelen a Konditioune fir d'Unerkennung an d'Exekutioun vun auslänneschen Urteeler fest an definéiert och harmoniséiert Refusgrënn. Domat schaaft si méi Rechtssécherheet fir d'Parteie bei grenziwwerschreidenden Transaktiounen.

Donieft reduzéieren dës harmoniséiert Reegelen d'Delaien, d'Käschten, awer och d'juristesch Risike vu grenziwwerschreidenden Affären. A soumat ass et wierklech am Interessi vum Justiciabel.

D'Konventioun ergänzt de bestoende Rechtskader tëscht de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, vum Europäesche Fräihandelsaccord souwéi der Schwäiz. A si ass den 1. September 2023 a Kraaft getrueden tëscht de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, mat Ausnam vun Dänemark. Si gëllt och am Verhältnis mat der Ukrain an Uruguay an zënter dem 1. Juli 2025 och mam gesamte Vereenegte Kinnekräich.

Dës Konventioun bitt soumat och eng nei juristesch Basis fir d'Unerkennung an d'Exekutioun vun Urteeler am Post-Brexit-Kader, wat och ganz wichteg ass, well zënter d'Vereenegt Kinnekräich säi sougenannte Brexit hat an net méi Member vun der Europäescher Unioun ass, gëllen all déi Reglementer, Bréissel 1 an 2 souwéi d'Lugano-Konventiounen, net méi am Verhältnis mat de Membere vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, et ass dann awer e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir och deem entgéintzewierken.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach e puer Wierder zur Prozedur. De Gesetzesprojet 8550 gouf den 10. Juni 2025 vun der Justizministesch an der Chamber deposéiert an den 19. Juni un d'Justizkommissioun verwisen. Den 11. Juli huet de Staatsrot säin Avis mat e puer legisteschen Umierkunge ginn.

Den 13. November gouf dëse Gesetzesprojet an der Justizkommissioun presentéiert. An ech gouf als Rapportrice genannt. Dee selwechten Dag hu mer mäi schrëftleche Rapport ugeholl. A fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

A wéi gesot, fir déi Leit, déi interesséiert sinn: Dir kënnt Iech gären an déi Den Haager Konventioun aliesen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

An ech wollt d'Regierung froen, ob si nach eppes wëllt zoufügen. Dat ass net de Fall. Da wäre mer och hei um Schluss vun eiser Diskussioun iwwert dëse Projet ukomm.

A mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8550 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8550[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8550 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Also keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um Punkt 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.42 heures.)

110e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 77
M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 59 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'extension de l'offre médicale en milieu extrahospitalier** p. 77
Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
3. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Alexandra Schoos** p. 78
Exposé : Mme Alexandra Schoos
4. **8606 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en vue d'ajouter la profession de conseiller en génétique à la liste des professions de santé** p. 79
Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Gusty Graas | M. Dan Biancalana | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8606 et dispense du second vote constitutionnel
5. **Question élargie n° 57 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du chômage** p. 81
M. André Bauler | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. André Bauler
6. **Question élargie n° 60 de M. Charles Weiler au sujet du développement des infrastructures sportives au Luxembourg** p. 82
M. Charles Weiler | M. Georges Mischo, Ministre des Sports
7. **8386 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat et modifiant :**
1° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
2° la loi du 15 juillet 2022 instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030 p. 83
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann (intervention de M. Gilles Baum)
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (intervention de M. Georges Engel)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8386 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8565 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Hanoi, le 4 mai 2023, modifiant la Convention entre le Gouvernement du**

Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hanoi, le 4 mars 1996 p. 87

Rapport de la Commission des Finances : M. Michel Wolter

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8565 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 59 de Mme Carole Hartmann au sujet de l'extension de l'offre médicale en milieu extrahospitalier

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtte steet d'erweidert Fro Nummer 59 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Erweiderung vun der medezinnescher Versuergung ausserhalb vun de Spideeler. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit. An d'Madamm Hartmann huet elo d'Wuert. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, eise Gesondheetssystem baséiert dorop, all Bierger en egalitären Zougang zu enger héichwäerteger medezinnescher Versuergung ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Acquise vun dësem System sinn, ënner anerem, gutt ausgebilten Dokteren, Infirmieren a soss medezinnescht Personal, staark a performant Spideeler an de Conventionnement, deen dem Patient eenheetlech Präisser a Remboursementer garantéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | All dat soll och an Zukunft esou bleiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Aus der Siicht vum Patient ass awer net alles perfekt. Ëmmer nees kënnt et zu laange Waardezäiten. An der leschter Legislaturperiod hunn ech d'Beispiller vun IRMen a Mammografië ginn, op déi ee méintelaang waarde muss. Et gëtt déi laang Delaier awer och bei Mo- an Daarmspigelungen, bei Knachendichtmiessungen, bei klengen Operatiounen, zum Beispill un den Aen, an an an.

Dës Waardezäiten an d'Ongewëssheet, déi domat verbonnen ass, si fir d'Patienten onerträglech an an engem Land wéi eisem och total onverständlech. Et kënnt derbäi, dass een dann awer mol iwwer Kontakter oder well ee sech et leeschte kann e méi séiere Rendez-vous hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland ka kréien. Well dat alles anescht wéi nohalteg a fair ass, soe mir als DP scho méi laang, am Sënn vum Patient, dass verschidden Ënnersichungen a kleng Interventiounen och complementaire zu den aktuelle Méiglechkeete solle kënne baussent de Spideeler ugebuede ginn.

Viru ronn engem Mount hutt Dir, Madamm Gesondheetsminister, ugekënnegt, déi medezinnesch Offer baussent de Spideeler wëllen auszeweiten. Dat begréisse mir als DP ausdrécklech, well duerch eng erweidert Offer jiddereen, all Patient an eisem konventionéierte Gesondheetssystem, a räsonabelen Delaie soll kënnen drukommen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Et stelle sech dobäi natierlech eng ganz Rei Froen, vun deenen ech Iech der haut hei e puer wëll stellen.

Wat ass d'Roadmap fir déi annoncéiert Ännerungen? Schwätze mir do vu kuerzfristege Reformen, déi de Patiente séier kënnen entgéintkommen, oder si mir an engem méi laangfristege Kader? Sinn dobäi Modifikatiounen um Spidolsgesetz virgesinn oder gi mir an d'Richtung vun enger Loi extrahospitalière?

Rezent hutt Dir nach Modifikatiounen um Spidolsgesetz an d'Weeër geleet, déi et erméigleche sollen, dass kleng chirurgesch Agrëff an der Dermatologie an an der Ophthalmologie a Spidolsantenne kënne gemaach ginn. Dat ass eng éischt interessant Ouverture fir d'Patienten, zum Beispill bei Operatiounen um groe Star, déi da méi séier kënne realiséiert ginn.

Wäerten d'Patienten déi selwecht Agrëffer an Zukunft och kënne bei engem Spezialist an engem Cabinet médical maachen? Gesitt Dir och vir, déi virdru genannten IRMen, Mammografien, endoskopesch Ënnersichungen oder zum Beispill och Dialysen an engem Dokteschcabinet kënnen ze maachen? A wa jo – wouvunner ech ausginn, mat deenen Annoncen, déi gemaach goufen –, ass d'Fro, ënner wéi enge Konditiounen et soll méiglech ginn, niewent der Spidolsoffer eng extrahospitalière medezinnesch Struktur opzemaachen, déi esou kleng Interventiounen an Ënnersichungen ubitt.

Da stellt sech natierlech och déi wichteg Fro vun der Finanzéierung vun der Extensioun vun der medezinnescher Offer baussent de Spideeler, engersäits natierlech fir de Patient, deen ënnert deene selwechte Konditioune wéi am Spidol op eng Behandlung muss kënnen zréckgräifen – ech ginn dovunner aus, dass d'Prise en charge fir de Patient iwwert d'CNS déi selwecht bleift –, anerersäits awer och fir d'Dokteschcabineten, déi dës nei Prestatiounen ubidden. Soll et do eng änlech finanziell Ënnerstëtzung gi wéi bei de Spideeler?

Wann ech vun de Spideeler schwätzen, dann ass eng Angscht, déi aktuell am Raum steet, déi, dass d'Spideeler kéinte bei esou enger Extensioun geschwächt ginn, wat natierlech net de But ass. Mee wéi brénge mir et aus Ärer Siicht fäerdeg, e complementairë System fir de Patient opzebauen, deen de wichtege Rôle vun eise Spideeler, déi dësen och solle behalen, awer weiderhin erméiglecht?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. An dann hätt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, an e grousse Merci och der Deputéierter Carole Hartmann dofir, am Kader vun dësem Sujet eng Question élargie ugefrot ze hunn.

Jo, Dir hutt ganz richteg gesot, datt eise Gesondheetssystem dorobber baséiert, datt all Bierger e gläichberechtegten Zougang zu enger héichwäerteger medezinnescher Versuergung kritt. A genau duerfir ass et wichteg, datt mir eenheetlech Tariffer hunn a behalen, déi am Kader vun engem konventionéierte System mat de Sozialpartner zesumme geréiert ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Nëmmen esou kënne mer garantéieren, datt jiddereen onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun déi néideg medezinnesch Leeschtunge kritt, déi et him erlaben, gesond ze bleiwen oder erëm ze ginn.

Dëse System huet sech bewäert a muss och an Zukunft bestoe bleiwen, fir datt jidderee sech Gesondheet ka leeschten. Eise System gëtt och ëmmer erëm am europäeschen an internationalen Ëmfeld gelueft, grad well mir et fäerdegbruecht hunn, net a Richtung vun enger institutionaliséierter Zwouklassegesellschaft ze goen. Dorun hale mir fest!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Eppes, wat gutt ass, ass natierlech net onbedéngt perfekt. A besonnesch aus der Siicht vum Patient oder Assuré gi reegelméisseg Bemierkungen un eis erugedroen: Waardezäiten, déi als ze laang empfonnt ginn, Prozeduren, déi nach méi kloer mussen definéiert an explizéiert ginn, oder Informatiounsfléss tëschent den Acteuren, déi nach op d'mannst optiméierbar sinn.

Genau duerfir hu mir no den néidege Gespréicher mat de Concernéierte schonn eng Rëtsch Ännerungen en place gesat iwwer méi isoléiert Aktiounen:

Engersäits d'Ewechfale vum obligatoresche Kontroll-Rendez-vous beim Service audiophonologique, wann een en Hörapparat brauch. Do waren enorm laang Waardezäiten opkomm. An haut si mer an der Lag, déi net méi mussen ze respektéieren, well eis Leit, déi um Terrain schaffen, genau déi Kompetenzen hunn, déi ee brauch, fir ze gesinn, ob een en Hörapparat brauch oder net.

Des Weideren d'Asetze vun engem Tariff, deen „Télésuivi" heescht, wou den Dokter ka säi Patient iwwer Telefon kontaktéieren, fir d'Resultater vun Analyse mat him ze beschwätzen, oder den Dokter dem Infirmier aus der Maison de soins kann erklären, wat ze maachen ass beim Patient oder bei der Patientin, déi hien normalerweis betreit.

Bis hin zu neien Apparater, déi en place gesat goufen, ënner anerem den Osteodensitomeeter, den Apparat, mat deem ee kann d'Knachendicht moossen, fir ënner anerem erauszefannen, ob een eng Osteoporos huet. Dee gëtt et elo net nëmme méi an der Zitha an der Stad, mee och zu Wolz an zu Nidderkuer. D'Zuel vun den IRMe gouf eropgesat. Dee leschte gouf op der Cloche d'Or installéiert. D'Zuel vun de Mammografen

huet sech praktesch verduebelt. An deemnächst geet nach en zousätzlechen Apparat ënnen am Zentrum vu Gréiwemaacher op, deen am Kader vum Programme Mammographie en place gesat gëtt.

An am Hierscht d'lescht Joer eng Campagne fir d'Promotioun vum Hausdokter, déi drop ausgeriicht ass, ze erklären, datt d'Urgencen am Prinzipp do si fir Leit, déi schwéier krank sinn an net nëmme just eng Gripp hunn oder e manner vitale Problem. Fir déi kann een den Hausdokter opsichen.

Doriwwer eraus hu mer och d'Aktivitéit vun de Spideeler analyséiert. An et gouf vun ënnerschiddleche Säiten un eis erugedroen, datt et bei verschiddenen Interventiounen och do laang Waardezäite gëtt. A sou wéi am Accord de coalition ugekënnegt, wäerte mer dann an e puer Etappen déi medezinnesch Offer ausserhalb vum Spidol erweideren, ouni awer dës Strukturen ze schwächen.

Dir hutt no der Roadmap gefrot, ob dës Ännerunge kuerzfristeg sinn oder méi laangfristeg, am Kader vum Spidolsgesetz oder an engem neie Gesetz, am Cabinet vum Dokter oder an anere spezifesche Strukturen. Des Weideren hutt Der d'Konditiounen ugeschwat, ënnert deenen esou eng Erweiderung soll méiglech gemaach ginn an de Finanzement vun dësen Ännerungen. Dat sinn natierlech vill Froen an engem ganz komplexe System, wou ech dann elo am Numm vun der Regierung probéieren, esou komplett wéi méiglech drop ze äntwerten.

De Moment ass d'Chamber, wéi gesot, scho mat engem Projet de loi befaasst, wou d'Bettenzuel wéinst der demografescher Entwécklung an deenen nächste Bauprojeten ugepasst gëtt a wou mer eeben, fir d'Waardezäiten erofzesetzen, kierzlech Amendementer gemaach hunn, fir datt manner komplex Interventiounen un den Aen an un der Haut kënnen ausserhalb vum Spidol op neie Plazen ugebuede ginn.

Domadder sinn dann elo follgend Aktivitéiten ausserhalb vum Spidol op Initiativ vum Spidol méiglech: alles, wat d'Imagerie médicale ass, zum Beispill IRM a Mammografie, d'Dialys, d'Onkologie, net chirurgesch Agrëffer wéi Endoskopien an eeben déi manner kompliziéiert Agrëffer, déi ech elo grad genannt hunn. Dës Ännerung misst, wann alles klappt, bis Enn des Joers hei an der Chamber zur Ofstëmmung kommen.

Bis ufanks des Joers presentéiere mir dann eng Modifikatioun vum Spidolsgesetz an dësem Kader, wou mer dann och den Dokteren d'Méiglechkeet ginn, eng Demande eranzeginn, fir esou Aktivitéiten ausserhalb vum Spidol ënnert deene selwechte Konditiounen ze offréieren, wéi dat elo e Spidol ka maachen. D'Demande muss esou wéi déi vun engem Spidol eragereecht ginn. De Finanzement gëtt genau d'selwecht ofgewéckelt, wéi wann e Spidol esou e Site bedreift. An d'Aarbechtskonditioune vum Personal mussen och déi selwecht sinn, dat heescht, datt de Kollektivvertrag sech op dëse Sitten applizéiert.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Doriwwer eraus wäerte mer dann an enger zweeter Phas mat allen Acteuren e Katalog opstelle vun Aktivitéiten, déi kënnen ausserhalb vum Spidolsgesetz am Cabinet gemaach ginn. Do muss dann au cas par cas de legale Kader gesat ginn. A mir sinn zouversiichtlech, datt mer do mat de Parties prenantes zesumme bis Mëtt des Joers d'Lëscht vun den Aktivitéiten opgestallt hunn. An och hei wäert de Finanzement vum Prinzipp hier esou fonctionéieren, wéi dat scho fir déi Strukture leeft, déi existéieren.

An deem Sënn: Jo, de Patient wäert ënnert deene selwechte Konditioune wéi am Spidol op eng Behandlung kënnen zréckgräifen. Fir hie leeft alles iwwert d'CNS.

Jo, och d'Doktere kréien eng änlech finanziell Ënnerstëtzung iwwer eng forfaitaire Ofrechnung, nieft hirem eigentleche medezinneschen Akt, fir deen et schonn en Tariff gëtt.

Neen, eis Spideeler wäerten net geschwächt ginn. Mir wäerten zu all Moment mat a Betruecht huelen, datt e gesonde Casemix muss bestoe bleiwen an eis Spideeler net exklusiv kënne just déi komplex Fäll behandelen, mee datt d'Dokteren, déi exklusiv an engem Spidol schaffen, musse kënnen dovunner ausgoen, datt si nach kënnen ënner gudde Konditioune schaffen.

Et geet och guer net drëms, de Spideeler eppes ewechzehuelen, mee et geet eis drëms, dem Patient an der Prise en charge manner kompliziéiert Weeër opzezeechnen an haaptsächlech d'Waardezäiten ze reduzéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Do wéilt ech och nach eemol drop hiweisen, datt d'Waardezäiten oft am Kader vun den Urgencen opgezeechent ginn. Effektiv kann et net sinn, datt ee mat engem mëttelschwéiere Problem laang, ze laang an enger Urgence waarde gelooss gëtt. Natierlech versti mer alleguerten, datt den Dokter sech als Alleréischt ëm déi wierklech kompliziéiert a liewensbedrolech Fäll muss këmmeren. Mee da musse mer eis awer esou kënnen opstellen, datt et aner Ulafstelle gëtt.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Moment d'Maisons médicales och scho bestinn, datt een no 20.00 Auer a bis 00.00 Auer kann an enger Maison médicale mat méi engem klenge Bobbo virstelleg ginn.

Alles dat geet awer net duer, wéi mer gesinn. Duerfir si mer mat de Generalisten am Gespréich, fir och do de Reseau anescht kënnen ze organiséieren, fir si finanziell ze ënnerstëtzen, méi laang Ëffnungszäiten ze hunn, a fir och do méi kleng Agrëff kënnen an hirem Cabinet ze maachen, fir datt dës zousätzlech Leeschtungen och déi néideg finanziell Ënnerstëtzung kréien.

An da muss een awer och driwwer nodenken, ob een net an den Urgencen awer d'Personal muss opstocken zu verschiddenen Zäiten.

Wéi gesot, e kuerzen a séchere Wee zu engem Generalist muss et ginn. Et gëllt, de Patient gegeebenefalls dohinner ze orientéieren an domadder laang, laang Waardezäiten ze evitéieren. Am Sënn vun deem, wat ech Iech elo erkläert hunn, wäert dës Koalitioun alles maachen, fir alles dat, wat ech elo opgezeechent hunn, an den nächste Méint a Joren ëmzesetzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Da géing ech d'Madamm Hartmann froen, ob se nach eng Zousazfro huet. Dat ass net de Fall. Dann ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Alexandra Schoos

A mir géingen zum nächste Punkt kommen. Éier mer zum nächste Punkt kommen, hunn ech awer nach eng Demande vun der Madamm Alexandra Schoos fir den Depot, wann ech richteg verstanen hunn, vun enger Proposition de loi. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Alexandra Schoos (ADR), auteure | Ech weess net, wiem den Ziedel gehéiert, mee ech leeën e mol heihinner. Komme mer vun den Urgencë vun den Doktere vun der Humanmedezinn bei d'Urgencë vun de Veterinären. D'Veterinäre si 24/7 fir d'Gesondheet an d'Wuel vum Déier disponibel a leeschten och am Liewensmëttelberäich en essenzielle Bäitrag zur ëffentlecher Gesondheet.

D'Veterinäre si gesetzlech an och duerch hire Code de déontologie verflicht, eng Gard ze maachen. D'Remuneratioun vun de Garden ass bis elo ëmmer duerch eng Konventioun tëscht dem Gesondheetsministère an dem Collège vétérinaire festgehale ginn, an dat ëmmer fir eng bestëmmten Zäit. D'Problematik war awer elo, dass Enn lescht Joer vergiess ginn ass, d'Konventioun ze erneieren. D'Veterinären hunn am gudde Glawen hir Gardë weidergemaach, an dat ouni Remuneratioun a mat villen a laangen Diskussiounen tëscht dem Collège vétérinaire an dem Gesondheetsministère.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift e bëssche méi Rou. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR), auteure | Et sinn elo mol, souwäit ech informéiert gi sinn, d'Sue vum éischten Trimester iwwerwise ginn un all d'Veterinären. D'Aarbecht ass scho geleescht bis haut, d'Veterinären hunn hir Gardë weider gemaach. Ech hoffen, dass d'Remuneratioun vum ganze Joer bis Enn dëses Joers och ausbezuelt gëtt an dass dat am Budget och esou virgesinn ass.

Der ADR a mir perséinlech geet et awer duer, dass d'Veterinären an d'veterinärmedezinnesch Beruffer d'Stéifkand vun der Gesondheetspolitick sinn. Eng Konventioun, wou d'Remuneratioun fir d'Gardë festgehale gëtt, dat ass fir eis definitiv net méi zäitgeméiss. Dovun ofgesi gëtt d'Héicht vun der Remuneratioun der Aarbechtsleeschtung a kengem Mooss gerecht.

Dat ass fir d'ADR keen Zoustand. Dowéinst deposéieren ech haut eng Gesetzespropositioun, an där éischtens mol iwwerhaapt dann d'Remuneratioun vun de Gardë vun de Veterinäre gesetzlech festgehale gëtt, wéi mer dat och an der Humanmedezinn hunn, an zweetens och eng adequat Remuneratioun festgehale gëtt. Ech erënneren nämlech drun, dass d'Veterinären d'ganz Infrastruktur an alles selwer bereetstellen.

Bei dëser Gesetzespropositioun hu mir eis orientéiert um gesetzlech festgehalenen Tariff vun den Astreintë vun den Dokteren. Mir wëlle jo bescheide bleiwen. Mir vergläichen eis net mat de Gardë vun den Dokteren, obwuel mer dat nämmlecht leeschten.

Mir hoffen, dass dës Propositioun da séier a gutt duerch all Instanze kënnt an doduerch d'Problematik vun net verlängerte Konventioune geléist gëtt an och de Beruff erëm méi valoriséiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

8654 – Proposition de loi portant modification de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et médecin-vétérinaire

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.

4. 8606 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé en vue d'ajouter la profession de conseiller en génétique à la liste des professions de santé

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8606 iwwert d'Aféierung vum Beruff vum geneetesche Beroder op der Lëscht vun de Gesondheetsberuffer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir d'Rapportrice, fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten a fir d'Regierung och 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen niewent der Rapportrice: den Här Gusty Graas, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Alexandra Schoos an d'Madamm Djuna Bernard. An elo huet d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm, d'Wuert. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi ass et, d'Loi modifiée vum 26. Mäerz 1992 iwwert d'Ausübung an d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer ze ergänzen, andeems en neie Beruff, nämlech dee vum Conseiller en génétique, agefouert gëtt.

Dësen neie Beruff reagéiert op d'Besoine vun der héich spezialiséierter mënschlecher Geneetik, wou d'Nofro fir eng strukturéiert an zäiteg Berodung vu Patienten a Familljen ëmmer méi grouss gëtt.

De Conseiller en génétique schafft virun der Diagnosphas: An engem individuellen Austausch mat de Patienten an hire Familljen evaluéiert hien de Risiko, eng geneetesch Krankheet ze droen oder weiderzeginn. Hie preparéiert domadder d'Aarbecht vum Médecin-spécialiste en médecine génétique.

Dës zwee Beruffer si complementaire, mee hir Missioune si ganz kloer getrennt: De Médecin-spécialiste en médecine génétique këmmert sech ëm d'Diagnos an de medezinnesche Suivi, wärend de Conseiller en génétique de Berodungsprozess assuréiert.

De Projet de loi ergänzt iwwerdeems d'Gesetz ëm eng nei Annex, déi d'Zougangsbedéngungen, d'Kompetenzen, d'Modalitéite fir den Exercice an d'Actes professionnels vum Conseiller en génétique definéiert. Esou dierf de Conseiller en génétique d'Anamnèse maachen, iwwer individuell Risiken an Testméiglechkeeten informéieren an de Patient wärend deem ganze Prozess begleeden. Hien handelt ënnert der Verantwortung vum Médecin-spécialiste en médecine génétique, an dat am Kader vun enger pluridisziplinärer Ekipp. Den Accès zur Professioun ass un e Masterstudium vun 300 ECTS gebonnen.

Et ass virgesinn, datt de Beruff haaptsächlech am Laboratoire national de santé ausgeüübt gëtt, wou den National Center of Genetics aktuell mat engem Manktem u Fachpersonal an héije Waardezäite konfrontéiert ass. D'Aféierung vum Conseiller en génétique soll dës Situatioun verbesseren an d'Betreiung vun de Patiente strukturéieren an optimiséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet gouf den 30. Juli 2025 vun der Gesondheetsministesch an der Chamber deposéiert. Den Avis vum Staatsrot datéiert op den 21. Oktober 2025. De Staatsrot huet keng Opposition formelle erhuewen, mee awer eng Bemierkung zur Annex 22 gemaach. Den Artikel iwwert de Protocole d'organisation misst preziséiert ginn, fir datt de Conseiller en génétique ënnert der Verantwortung vum Médecin-spécialiste en médecine génétique schafft.

D'Avise vum Collège médical an dem Conseil supérieur de certaines professions de santé stame respektiv vum 27. August an dem 11. September 2025. De Collège médical stellt fest, dass d'Geneetik eng ëmmer méi grouss Roll an der medezinnescher Praxis spillt. Hie weist drop hin, datt d'Aktivitéite vum Geneetikspezialist net nëmmen am Laboratoire national de santé, mee och an de Spideeler a Cabineten exercéiert ginn an datt aus Kohärenzgrënn de Conseiller en génétique och op dësen dräi Plaze misst kënnen agestallt ginn. Hie recommandéiert och eng Upassung vun der Nomenclature médicale, falls eenzel Akten an d'Kompetenz vum Conseiller en génétique géife falen.

De Conseil supérieur de certaines professions de santé recommandéiert, d'Roll vum LNS am Beräich vun der Geneetik ze preziséieren, well dat Afloss op méiglech zukünfteg Reforme kéint hunn. Hie fuerdert och eng kloer Delimitatioun vun den Attributioune vum Conseiller en génétique.

An der Sëtzung vum 10. November 2025 huet d'Kommissioun mech als Rapportrice designéiert. De Projet de loi gouf an där Sëtzung presentéiert, ier d'Kommissioun de schrëftleche Rapport ugeholl huet.

Domadder wier ech fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet an ech géing elo als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun weiderfueren.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen all, dass d'Gesondheetswiesen ee vun de wichtegste Piliere vun eiser Gesellschaft ass. Et ass dee Secteur, op deen d'Leit sech an hire schwieregste Momenter verloossen. Dee Secteur, an deem d'Qualitéit, d'Kompetenz an d'Zouversiicht vun de Professionellen den Ënnerscheed kënne maachen. An dofir bleift et fir eis als Gesetzgeeber eng zentral Aufgab, net nëmmen d'Strukturen un d'Realitéite vun der moderner Medezinn unzepassen, mee och d'Beruffer am Gesondheetssecteur ze stäerken an ze valoriséieren.

Als CSV hu mir ëmmer nees betount, datt d'Mënschen, déi an dësem Secteur schaffen, déi éischt a wichtegst Ressource sinn. Si droen d'Kette vum Patienteparcours, vun der éischter Orientéierung bis bei déi héich spezialiséiert Betreiung.

De Projet de loi, dee mir haut behandelen, passt genee an dës Logik eran. Mat der Aféierung vum Conseiller en génétique schafe mir en neien, kloer definéierte Beruff an engem Beräich, dee sech an de leschte Joren entwéckelt huet an haut eng zentral Roll an der multidisziplinärer Betreiung spillt. Et geet heibäi ëm méi wéi eng legislativ Ergänzung: Et geet ëm eng Upassung vun eiser Gesondheetsversuergung un d'Realitéite vun der personaliséierter Medezinn, et geet ëm besser Preventioun an ëm eng Patientenorientatioun, déi méi prezis a méi mënschlech ass. Dat ass déi Zort Medezinn, déi mir hei am Land maache wëllen.

De Conseiller en génétique ass e Beruff, deen de Mënsch an d'Mëtt stellt, seng Froen, seng Suergen, seng familiär Situatioun. Fir esou eng Roll erfuerdert et eng héich qualitativ, professionell an och empathesch Formatioun. Genee fir dat suergt dëse Projet de loi: eng kloer definéiert Ausbildung, prezis Kompetenzberäicher an eng verantwortungsvoll Integratioun an eng multidisziplinär Ekipp. Et ass net nëmmen eng technesch Regulatioun, et ass eng Beruffsunerkennung, eng Revalorisatioun vun enger Fonctioun.

Als Partei hu mir ëmmer gesot, datt d'Valorisatioun vun de Beruffer am Gesondheetssecteur eng politesch Prioritéit bleiwe muss. Mir schwätzen do net nëmme vun Dokteren an Infirmieren, och wa si natierlech d'Basis vum System sinn, mee och vun all deenen anere Profiller, déi d'Struktur vun eiser Gesondheetsversuergung zesummenhalen.

Mat dëser Aféierung vum Conseiller en génétique maache mir kloer: Jiddereen, deen zur Qualitéit vum Gesondheetssystem bäidréit, verdéngt och déi gesetzlech Unerkennung, de Status an déi Visibilitéit, déi seng Aarbecht reflektéieren.

Ech recommandéieren duerfir menger Fraktioun, dëse Gesetzesprojet ze ënnerstëtzen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et u sech ee Beräich gëtt, wou d'Mënschheet sech awer ganz positiv entwéckelt huet, dann ass et awer ouni Zweifel an der Medezinn. A grad als bescheidene klenge Patient kann een dat jo mat Sécherheet am beschten novollzéien.

Et gëtt jo och Dausende vu geneetesche Krankheeten. Déi eng si ganz rar, anerer si méi bekannt. Et ass evident, datt d'Medezinner an d'Wëssenschaftler sech schonn éiweg och domadder beschäftegen. An all Eenzelne kritt jo d'Hallschecht vu senger Geneetik vun der Mamm respektiv vum Papp mat, an dann ass et och evident, datt déi betraffe Leit sech dann och Gedanke maachen. Wann Elteren eng Krankheet hunn, da stellt ee sech d'Fro „Kann ech déi Krankheet weiderverierwen u meng Kanner?", respektiv „Kann ech och déi Krankheet eng Kéier kréien?" An dowéinst ass et och nëmmen ze begréissen, datt do eng immens Evolutioun an de leschte Jore komm ass.

De Conseiller en génétique ass elo en neien unerkannte Beruff, obwuel et e jo u sech och scho gëtt. Dee soll u sech jo d'Famill begleeden an och informéieren. E soll ënner anerem déi geneetesch Tester evaluéieren, d'Risike vu verierfbare Krankheeten och aschätzen an e kann och souguer hëllefen, e geneetesche Stammbam opzesetzen. Natierlech muss dat – an ech mengen, dat geet jo och ganz kloer aus deem Gesetz hei ervir – ëmmer ënnert der Opsiicht an an direkter Kollaboratioun a Kooperatioun mam betreffenden Dokter sinn.

Wéi d'Gesetz den 23. Januar 1992 hei gestëmmt gouf, du ware ganz vill Diskussiounen iwwert den Intitulé vun deem Gesetz. Do geet jo dann ëmmer rieds vu „certaines professions de santé". An deemools ass sech d'Fro gestallt ginn: Majo, wat heescht dat dann iwwerhaapt? Wat bedeit dat, „certaines professions de santé"? Et konnt een awer deemools och kee Kompromëss fannen. An ech erënnere mech nach drun, datt den deemolegen DP-Deputéierten a fréiere Gesondheetsminister, den Emile Krieps, eng Propos gemaach hat. Déi ass awer och net dunn ugeholl ginn, soudatt mer och haut nach vu „certaines professions de santé" schwätzen, wat dat och ëmmer alles wëllt heeschen. Mee bon, ech mengen, mir wëssen awer, wa mer d'Gesetz selwer kucken, ëm wat et natierlech geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Laboratoire national de santé, deen huet jo als Missioun,

geneetesch Krankheeten ze diagnostizéieren, wéi och molekular a geneetesch Kriibsanalysen ze maachen. An dann an deene Spriechstonnen, déi jo de Moment och schonn ugebuede ginn, kënne jo déi verschiddenst geneetesch Aspekter ugeschnidde ginn.

Ech wëll hei drop hiweisen, datt jo och sougenannt prenatal geneetesch Analyse kënne gemaach ginn, wou also de Fötus dann ënnersicht gëtt. Wann sollt do festgestallt ginn, datt eng gewësse geneetesch Krankheet sech géing bemierkbar maachen, da ka gegeebenefalls e medezinneschen Agrëff gemaach ginn, wat d'Schwangerschaft ubelaangt. An natierlech ass dat ëmmer eng Decisioun vun der betraffener Fra respektiv och vun der Famill, mee et ass awer keen onweesentlechen Aspekt, deen een net kann hei ignoréieren.

Dann ass et jo esou, datt den LNS jo de Moment och mat auslännesche Laboratoiren zesummeschafft. An dann ass och gewosst, datt et am NCG – dat ass den National Center of Genetics – eng Penurie jo och u Spezialisten an deem Domän gëtt an datt och laang Waardezäite bestinn. An et ass eeben, well eeben déi geneetesch Krankheeten ëmmer méi eng ganz grouss Bedeitung kréien, datt et also wichteg ass, datt mer dat Gesetz haut eebe stëmmen.

Ech verweisen hei och nach op e puer net onwichteg Remarke vum Avis vum Collège médical. Do ass gesot ginn, datt d'Conseillers en génétique misste souwuel am LNS wéi awer och an de Spideeler oder souguer an de liberale Cabinete kënnen agesat ginn. Dee Beruff ass bis elo wäitgeeëndst onbekannt. Ech ginn dat ganz éierlech zou. Ech mengen, bon, als Netfachmann ass dat natierlech och näischt Aussergewéinleches, datt een net onbedéngt grouss Kenntnisser iwwert dee Beruffsstand bis elo hat. Mee et ass awer wichteg, datt mer duerfir haut doriwwer legiferéieren. Duerfir ass et och vläicht net onwichteg, datt een an Zukunft och nach méi Promotioun fir dee Beruff mécht.

Bon, d'Rapiditéit, mat där mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, ass engem natierlech och net entgaangen. Dat wëll ech awer net weider hei kommentéieren. Ech wëll awer vläicht nach ofschléissend eng Remark maachen. Wa mer schonn iwwert d'Reconnaissance vu medezinnesche Beruffer diskutéieren, da sollte mer net vergiessen, datt et vläicht och nach eng Rei aner Beruffer gëtt, déi drop waarden, unerkannt ze ginn. Ech denken do zum Beispill un de Psychologue clinicien.

Onofhängeg, wéi gesot, vun deene puer Remarken, ass dat hei selbstverständlech e Projet de loi, dee mir als DP als ganz wichteg astufen. An dowéinst wäert ech selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann huet den Här Dan Biancalana d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Voilà, mir als LSAP begréissen, dass de Conseiller en génétique an d'Lëscht vun de Gesondheetsberuffer ageschriwwe gëtt an dass seng Formatioun, den Accès zum Beruff, d'Missiounen, d'Modalitéiten, seng Attributiounen an déi professionell Akten, déi en dierf maachen, definéiert ginn. Dat ass net onwichteg, an dat virum Hannergrond vun enger ëmmer méi grousser Demande am Beräich vun der Médecine génétique.

An d'Zil ass jo, dass de Conseiller en génétique déi spezialiséiert Dokteren entlaascht, soudass d'Waardezäite fir Patienten an hir Familljen erofginn. An d'Geneetik hëlt effektiv eng ëmmer méi wichteg Plaz an. Am LNS besteet jo och eng gewëssen Expertis.

Et war awer e bësse kokass, muss een hei soen, dass mer an der selwechter Kommissiounssitzung de Projet de loi, den Avis vum Staatsrot an och de Rapport ugeholl hunn. Esou gesäit net onbedéngt déi parlamentaresch Aarbecht aus. Dat muss een awer hei ganz kloer soen.

Et mierkt een nämlech och, dass et eng Rei Divergenze gëtt an de verschiddene Standpunkten, an de Stellungname vum Collège médical, vum Conseil supérieur de certaines professions de santé an der Société luxembourgeoise de médecine génétique. Do waren och fir si eng Rei Onkloerheeten, wat d'Attributioune vum Conseiller en génétique ugeet, wat d'Zesummenaarbecht mat de Médecins-spécialistes en génétique ugeet. A vun all dëse Säite gëtt gefrot, dass dat hätt kënne méi kloer formuléiert a gereegelt ginn. An dës Aussoen aleng wären et sécherlech och derwäert gewiescht, dass mer eis net nëmmen an enger Sitzung, mee awer och vläicht an zwou, dräi Sitzunge méi Zäit geholl hätten, fir dëst nach eng Kéier nozekucke respektiv dann ze iwwerschaffen. An ech hoffe vun dëser Plaz aus, dass dës Onkloerheeten an der Praxis net fir ze vill Problemer suergen.

Bon, de Projet en tant que tel ënnerstëtze mer, well mer mam Zil, wéi gesot, absolutt averstane sinn. An dofir ënnerstëtzen a stëmme mer dëse Projet als LSAP och mat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. D'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer dann iwwert de Gesetzesentwurf 8606 of, mat deem en neie Gesondheetsberuff – am Fong ass et keen neien, mir schafe just e legale Kader – geschaf gëtt: dee vum Geneetikberoder.

Prinzipiell begréisse mir dës Initiativ, well si e gesetzlechen a professionelle Kader schaaft. E Geneetikberoder ass e Spezialist, dee potenziell geneetesch Risiken am Viraus evaluéiert, Patienten a Familljen informéiert a si wärend dem medezinnesche Parcours begleet. Hien ënnerstëtzt dobäi och den Humangeneetiker, souwuel op fachlechem wéi och op administrativem Niveau, ouni en awer ze ersetzen natierlech. Dësen neie Beruff soll och hëllefen, d'Waardezäiten ze reduzéieren, wat zu Lëtzebuerg jo eng reegelméisseg kritiséiert allgemeng Problematik ass.

D'ADR bleift hei awer kritesch an hofft, dass elo net d'Patienten an enger éischter Instanz séier zefriddegestallt solle ginn duerch eng kuerzfristeg Prise en charge an duerno awer nach eng Éiwegkeet op Resultater a Rendez-vouse beim Dokter waarde mussen. Hei soll dann och deementspriechend opgepasst ginn, wann d'Statistik gemaach gëtt iwwer eis Waardezäiten am Gesondheetsberäich.

Bon, d'Schafe vun engem legale Kader fir en neie Beruff gëtt elo haut gemaach mat dësem Gesetzesprojet, mee et däerf net beim eenzelne Schrëtt bleiwen. Fir d'Qualitéit vun eiser Gesondheetsversuergung ze garantéieren, muss eist Land attraktiv fir héich qualifizéiert Spezialiste ginn a bleiwen. Mee mir dierfe se net nëmmen heihinner lackelen, mir mussen et och fäerdegbréngen, se hei ze halen. Dat schéngt awer net esou einfach ze sinn. Rezent huet eréischt en international unerkannten Neurolog, deen am CHL speziell am Beräich vun der Demenz geschafft huet, eisem Land de Réck gedréit. An dat ass elo nëmmen ee Beispill, warscheinlech gëtt et där leider méi. An d'Patienten, ma déi krute just e Mail: „Nous attendons de recevoir les instructions pour refixer un nouveau rendez-vous. Nous vous recontacterons dans les meilleurs délais pour vous communiquer les nouvelles informations." Dat ass definitiv keng Continuation des soins. An do hëlleft och net nëmmen e Schafe vun neie Beruffer eppes.

D'ADR stellt och fest, dass dëse Gesetzesentworf aussergewéinlech séier duerch den Instanzewee gaangen ass. Erstaunlech, wann ee bedenkt, datt et hei ëm e Beruff geet, wou aktuell just eng Persoun betraff ass hei am Land. Zur selwechter Zäit bleiwen aner wichteg Gesondheetsberuffer – an et ass virdrun, ech mengen, vum Här Kolleeg Graas erwäänt ginn –, ech nennen hei de Psycholog, op der Streck an nach ëmmer ouni adequate gesetzleche Kader, obwuel d'Noutwendegkeet, eiser Meenung no op d'mannst emol an och, ech mengen, anerer Meenung no, wéi mer grad héieren hunn, do vill méi grouss ass.

Dëst werft Froen op. Goung et esou séier, well ee sech vum franséischen Noper inspiréiere gelooss huet? Et ass hei wuel e bëssen ze séier gaang, well beim Ofschreiwen den Datum vum franséische Gesetz falsch kopéiert gouf a scheinbar net genuch Zäit war, dës Erreur matérielle am Exposé des motifs ze korrigéieren. Oder spillen hei perséinlech Relatioune mat eran? Et wäerte Spekulatioune bleiwen, ausser d'Madamm Minister gëtt eis herno nach eng Erklärung, firwat dat elo op eemol esou séier goung.

Als ADR soe mir ganz kloer: Mir hätte gär déi nämmlecht Energie, wann et ëm aner Beruffer am Gesondheets- a Fleegesecteur geet, déi scho laang op eng Unerkennung an e gesetzleche Kader oder op Upassunge vun hiren Attributioune waarden.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Zum Schluss géing ech gär nach eng Kéier en anere Sujet uschwätzen, deen awer och an dës Thematik fält a virdrun och schonn ugeschwat ginn ass. Ech hat déi Problematik och schonn duerch eng mëndlech Fro un d'Gesondheetsminister ugeschwat. Am Kader vun de laange Waardezäiten hat d'ADR am Mee 2024 d'Rechtfertegung vum Monopol vum LNS a Fro gestallt. D'Madamm Minister hat deemools geäntwert a verséchert, datt am Kader vum neie Plan stratégique och d'LNS-Gesetz iwwerpréift gëtt an dobäi och de Monopol zur Debatt steet, besonnesch an der Pathologie.

D'Verspriche vun der Regierung, d'Analysendelaien ze reduzéieren an eventuell méi Flexibilitéit fir Analysen am Ausland ze schafen, brauch final Kloerheet an net nëmmen Zukunftsmusek, an dat ganz sécher an engem Kader vun der Continuation des soins. Dofir meng Fro haut och un Iech, Madamm Minister: Wou si mir do drun? A wat sinn déi konkreet Fortschrëtter?

Meng Fraktioun gëtt awer natierlech den Accord zu dësem Gesetzesprojet, well et ass wichteg, legal Kadere fir déi Beruffer ze schafen, déi souwisou schonn um Terrain schaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Erlaabt mer, all menge Virriedner als Éischt mol e grousse Merci ze soen, déi sech wierklech vill Zäit geholl hunn, fir dëst Gesetz och nach eng Kéier a senge verschiddene Facetten ze erklären. Dat erlaabt mir, mech relativ kuerz ze halen. Ech mengen, dass

effektiv de Punkt e ganz pertinenten ass, dass mer hoffentlech mat enger gudder Vitesse de croisière och bei anere Gesondheetsberuffer kënnen eng Reglementatioun virhuelen. Ech hoffen, dass mer do wierklech Fortschrëtter maachen. A fir de Rescht ass dëst e Gesetz, wou ech op jidde Fall deene Grénge ka recommandéieren, dat matzestëmmen.

An ech soe jiddwerengem Merci dofir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Marc Baum huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech soen dann natierlech och alle Rapporteren heibanne Merci fir hiren ausféierleche Rapport. Hei geet et a Wierklechkeet jo drëm, datt eng Situatioun regulariséiert gëtt an de Besoin vun insgesamt potenziell dräi Jobs, déi gebraucht ginn, eeben en place gesat gëtt. Dat ass néideg. Et ass richteg. An ech mengen, datt ech no all deenen Ausféierungen dann och ka recommandéieren, dat Gesetz hei matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Majo dann. Da wär domat d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet selbstverständlech d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. A merci all de Riedner vun de Mëtten. Merci haaptsächlech och der Rapportrice, der Madamm Adehm, fir dee ganz komplette Rapport, deem näischt bäizefügen ass.

Déi aner Froen hunn ech notéiert a mir wäerte gegeebenefalls nach eng Kéier an der Kommissioun am Kader vun engem Punkt, dee mer op den Ordre du jour setzen, ganz am Detail op den LNS zréckkommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8606 kommen. Kontrolléiert nach eng Kéier alleguer, ob Der och ageloggt sidd. Wann dat de Fall ass, da stëmme mer elo of iwwert den Document parlementaire 8606[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8606 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier checken, ob jiddweree mat ofgestëmmt huet an all Procuratioun geholl ginn ass, wannechgelift?

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo, och wann Dir ofgestëmmt hutt, Här Di Bartolomeo, et feelt awer nach ee Vott hei. Voilà, deen ass elo do. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, (par M. Jean-Paul Schaaf) Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Liz Braz), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Question élargie n° 57 de M. André Bauler au sujet de l'évolution du chômage

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der erweiderter Fro Nummer 57 vum Här André Bauler iwwert d'Evolutioun vum Chômage. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, an der Regierung stinn duerno 10 Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech kommen zu engem Sujet, deen eis ëmmer nees beschäftegt, an dat ass dee vun der Aarbechtslosegkeet. Jo, mir wëssen, den Aarbechtsmaart ass an de leschte Wochen a Méint méi lues gedréint. De Statec mellt zum Beispill, datt op den 31. Oktober – ech hunn déi Zuel elo an der Mëttesstonn missen iwwert dem Iessen entdecken, well d'„Lëtzebuerger Wort" en Artikel dozou online bruecht huet – 18.729 Mënsche bei der ADEM ageschriwwe waren. Dat ass iwwer ee Joer gesinn e Plus vu ronn 1.000 Leit. Am Laf vum September hu sech 3.430 Persounen nei um Aarbechtsamt ageschriwwen.

3.350 oppe Plaze goufe vu Patrone gemellt. Am leschte Mount waren dat 3.141 Plazen. D'Zuel vun de verfügbaren Aarbechtsplaze louch Enn Oktober bei 7.218, konnt een elo an der Mëttegstonn liesen. Dat sinn der awer 7,8 % méi wéi am Virjoer, wat jo u sech vun där Zuel hier eng ganz gutt Nouvelle ass.

De Chômagetaux louch dann och Enn Oktober net méi wéi am September nach bei 6,1 %, mee en ass liicht erofgaang. E läit elo bei 5,9 %. Zënter September 2023 huet sech den Taux de chômage awer kontinuéierlech vu 5,5 % op eebe bal 6 % am Oktober dëst Joer beweegt.

Wärend de Beschäftegungswuesstem tëschent 1995 an 2022 am Duerchschnëtt ëm 3 % pro Joer geklommen ass, läit dësen aktuell just nach bei 1 %, wuelgemierkt de Beschäftegungswuesstem.

Och de Secteur vun den Déngschtleeschtungen, virun allem d'Finanzplaz, d'Zuchpäerd vun eiser Ekonomie, ass betraff. Dat mécht et de Leit, déi Aarbecht sichen, dorënner och vill Leit mat akademescher Ausbildung, mat Unisdiplom, méi schwéier, eng Plaz ze fannen. An et gesäit aus, wéi wann déi sougenannt Kënschtlech Intelligenz d'Situatioun plazeweis kéint verschäerfen.

Net méi spéit wéi gëschter si mer du gewuer ginn, datt eng grouss a weltwäit operéierend Firma aus dem Secteur vun de Servicen hei zu Lëtzebuerg bis zu 470 Plaze kéint ofbauen – kéint, mir sinn hei nach an der Logik vum Konjunktiv. Et ass jo bekannt, datt dëse Player iwwert de Globus Dausende Plaze soll ofbauen an datt de Risiko grouss ass, datt eeben och eise Standuert, de Standuert Lëtzebuerg, betraff ass. Géif dat geschéien, kréich d'ADEM nees vill Aarbecht. Si leescht jo mat hirer Offer u Begleedung, Formatioun a Beschäftegungsaktiounen diverser Natur e wichtege Bäitrag, fir esou vill wéi méiglech Leit aus dem Chômage erauszehëllefen.

Jo, am Resümmee kann ee festhalen, datt mer an enger spezieller Situatioun sinn. Engersäits gi Beruffsprofiller gesicht, déi awer net oder nëmme wéineg ugebuede ginn. Anerersäits riskéieren ëmmer méi Plazen a Fro gestallt ze ginn, virun allem eeben duerch d'Intelligence artificielle, d'KI. A grad bei dëser Entwécklung si mer eréischt um Ufank vum Prozess. Et ass eis och an dem Gespréich mam Conseil national des finances publiques nach eng Kéier virun Ae gefouert ginn, dass mer do nach an enger Phas sinn, wou mer net wëssen, a wat fir eng Richtung d'Kënschtlech Intelligenz eisen Aarbechtsmaart wäert hi beweegen.

Well mer momentan also an Zäite liewen, wou den Aarbechtsmaart ënner Spannung steet, wollt ech dem Här Aarbechtsminister eng Rei Froe stellen:

Ass et dem Här Minister méiglech, eis en allgemengen Iwwerbléck iwwert d'Lag um Aarbechtsmaart ze ginn?

Wéi eng Secteuren, wéi eng Branchë sinn – nieft der Baubranche, déi jo elo déi lescht Méint a Schwieregkeete war – de Moment am meeschte vun deem geréngе Beschäftegungswuesstem betraff?

Wéi eng verschidden Ursaache leien dëser Entwécklung haaptsächlech zugronn? A wou gesäit den Här Minister Opportunitéiten, fir deem entgéintzewierken?

Wéi vill Leit hunn an de leschte fënnef Joer u Formatioune vun der ADEM deelgeholl? A wéi vill hunn doropshin eng fest Aarbechtsplaz fonnt?

Wéi eng Beschäftegungsaktioune vun der ADEM kréien nach Leit mobiliséiert, zum Beispill fir d'Handwierk, fir de Fleegesecteur oder an der Agrikultur, fir nëmmen déi ze nennen, also Branchë vun eiser Ekonomie, wou et och ëmmer nees un Aarbechtskräfte feelt?

Huet den Här Minister Informatiounen iwwert den Impakt vun de Centres de compétences de l'artisanat, duerch deenen hir Initiative Weiderbildungen a berufflech Ëmorientéierunge Leit a Brout an Aarbecht gehale kënne gi bezéiungsweis eng nei Plaz fannen, well se eeben duerch dës Formatiounen nees kënne méi performant ginn?

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a freeë mech op d'Äntwerte vum Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci dem honorabelen Deputéierten André Bauler fir dës Froen. An de leschte Joren, tëschent 2020 an 2024, hu mer hei zu Lëtzebuerg en Aarbechtsmarché gehat mat grousse Verännerungen. Zwee Secteuren, déi traditionell zu de Piliere vun eiser Ekonomie gehéieren, hunn e markanten Ofbau

vun der Beschäftegung missen a Kaf huelen, an dat ass de Bausecteur an den Industriesecteur.

D'Zuele weisen e Réckgang vun ongeféier 3 % am Bau an 2 % an der Industrie. D'Ursaache si komplex a variéiere jee no Secteur, mee d'Konsequenze si ganz kloer: Et geet ëm d'Zukunft vun eisem Aarbechtsmarché an ëm d'Beruffsperspektive vun de Leit, déi hei am Land liewen, awer och schaffen.

Wat de Bausecteur betrëfft, hu mer no enger progressiver Verbesserung vun den Astellungsperspektiven am Laf vum Joer 2024 am November 2024 eng abrupt Ëmkéierung observéiert. Dësen Abroch huet Ufank 2025 vill Onsécherheete geschaf. Och haut, am Laf vum Joer 2025, bleift d'Situatioun erausfuerderend. D'Beschäftegung geet zwar nach ëmmer zréck, och wann de Rhythmus méi moderéiert ass wéi an deene Jore virdrun.

De Statec huet am „Conjoncture Flash" vum Juli 2025 festgehalen, dass d'Aktivitéit trotz engem gudden Ufank vum Joer niddreg bleift. Eng Haaptursaach ass de Réckgang vun der Demande um Immobiliemarché, ausgeléist duerch méi héich Zënsen an e staarke Réckgang bei Transaktiounen an neie Projeten. Fir 2025 gesi mer eng liicht Erhuelung, mee den Niveau bleift am Verglach zu de viregte Jore wäit ënnert dem normalen.

Komme mer zum Industriesecteur. Änlech Erausfuerderunge gesi mer och an der Industrie. De Statec huet am September 2024 drop higewisen, datt d'Industrieproduktioun am drëtte Quartal 2024 wéinst engem niddrege Vertrauen zréckgaangen ass. Am Juni 2024 hat bal d'Hallschent vun den Industriebetriber e Mangel un Nofro gemellt, eng Entwécklung, déi d'Onsécherheet fir Ufank 2025 weider verstäerkt huet.

An de rezenten Analysen aus dem Juli 2025 gesi mer eng liicht Verbesserung vun den Aarbechtsmaartaussiichten, mee d'Industrie selwer bleift an enger Phas vu Ralentissement: méi schwaach Produktioun, stagnéierend oder liicht réckleefeg Beschäftegung an e fragillt Vertrauen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Entwécklunge sinn net fatalistesch. Mir reagéiere geziilt an zesumme mat all eise Partner. D'ADEM organiséiert, wéi den Här Bauler et scho gesot huet, sektoriell Formatiounen, déi sech un de konkreete Besoine vun de Betriber orientéieren. Dës Offere sinn dacks ouni spezifesch Viraussetzungen zougänglech a bidde besonnesch Mënsche mat wéineg Qualifikatiounen eng ganz nei Perspektiv.

Besonnesch am Bau an an der Industrie sinn dës Formatioune wichteg, fir d'Beschäftegung nees no uewen ze bréngen. Am Kader vun de Skillsbridges, déi 2024 mam MENJE agefouert a vun der Europäescher Unioun kofinanzéiert goufen, huet de CNFPC Programmer entwéckelt, déi Up- a Reskilling fir eng ganz breet Bevëlkerung ubidden. E Beispill ass d'Formatioun „Construction bas carbone", déi d'Kompetenzen am Ëmgang mat biobaséierte Materialien an nohaltege Baumethode férdert – eng Investitioun an d'Aarbechtsplaze vu muer.

Et ass genee dës Kombinatioun aus wirtschaftlecher Observatioun, geziilte Qualifizéierungen an engem enken Dialog mat de Betriber, déi eis hëlleft, d'Erausfuerderungen ze packen an d'Basis fir eng staark an innovativ Wirtschaft ze leeën.

Eng wichteg Fro ass, wéi vill Leit vun dëse Programmer profitéieren. An de leschte fënnef Joer huet sech d'Zuel vun de Participantë versechsfacht. Dat weist, datt d'Reform vun eiser Formatiounslandschaft wierkt. Am Joer 2024 hunn 9.170 Demandeurs d'emploi op d'mannst eng Formatioun gemaach, am Verglach zu 5.143 am Joer 2023. Insgesamt goufen 13.401 Participatiounen opgeholl, géintiwwer vu 7.579 am Joer 2023. Dëst ass e kloert Zeeche vun engem wuessende Vertrauen an eis Formatiounsoffer an awer och vun de reelle Besoine vum Terrain.

D'ADEM evaluéiert de Placement virun allem bei de Formatiounen op Mooss oder op Mooss geschneidert, déi direkt op Aarbechtsplazen ausgeriicht sinn. Hei kënne mer exzellent Resultater virweisen: Secrétaire médical 100 % Placement, Secrétaire juridique 82 % Placement. Aner Formatiounen, déi haaptsächlech d'Employabilitéit verbesseren, ginn net iwwert dës Kennzuele bewäert, droen awer weesentlech zu engem séieren an nohaltege Retour an d'Aarbecht bäi.

Wat d'Beschäftegungsinitiativen am Handwierk an an der Agrikultur ugeet, kann ech Iech Follgendes soen: D'ADEM schafft enk mat de sektoriellen Acteuren zesummen, besonnesch am Handwierk. Zesumme mam IFSB ginn nei Formatiounen entwéckelt, fir déi berufflech Qualifikatiounen ze stäerken.

Am Beräich vun der Agrikultur huet d'ADEM am Februar vun dësem Joer zesumme mat der Landwirtschaftskummer deen éischten „Jobday Agriculture" organiséiert. 14 Betriber waren do present. 500 Demandeur-d'emploie goufen agelueden. An d'Manifestatioun stoung natierlech och fir alleguer déi aner interesséiert Leit op. Déi nächst Editioun ass och schonn a Preparatioun.

Dann zum Schluss nach eng Prezisioun: D'ADEM huet keng Zuelen iwwert d'Weiderbildungsprogrammer, déi a Kooperatioun mat de Kompetenzzenteren am Handwierkssecteur organiséiert ginn. Dës Donnéeë leien an der Responsabilitéit vun de betraffene Strukturen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Erausfuerderunge sinn do, mee d'Léisunge sinn et awer och. Mir setzen op Qualifikatioun, op Partnerschafte mat de Betriber an op eng dauerhaft Moderniséierung vun eisem Aarbechtsmarché. Eis Prioritéit ass a bleift et, d'Leit an der Beschäftegung ze halen, nei Perspektiven opzemaachen an eng resilient, nohalteg an inklusiv Ekonomie fir Lëtzebuerg ze schafen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Minister villmools Merci. An et ass nach d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Här Bauler, ganz kuerz.

M. André Bauler (DP) | Merci villmools, Här President. Ech si ganz zefridden.

M. Claude Wiseler, Président | Da sinn ech frou, Här Bauler. An da kënne mer domat am Fong dëse Punkt ofschléissen a mir géingen zum nächste Punkt kommen.

6. Question élargie n° 60 de M. Charles Weiler au sujet du développement des infrastructures sportives au Luxembourg

Dat ass d'Fro Nummer 60 vum Här Charles Weiler iwwert d'Entwécklung vun de Sportsinfrastrukturen. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an d'Zousazfro an de Minister 10 Minutte fir seng Äntwert. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Här Minister, Sport a Beweegung sinn a bleiwe wichteg Piliere vun eiser Gesellschaft. Si droen net nëmmen zur kierperlecher a mentaler Gesondheet bäi, mee spillen och eng wichteg Roll bei der sozialer Integratioun an och dem Zesummenhalt an eiser Gesellschaft. Et ass dofir essenziell, datt mer als Land, an dat zesumme mat de Gemengen, e passenden a modernen infrastrukturelle Kader schafen, fir d'Sportsaktivitéiten ze ënnerstëtzen, an dat op allen Niveauen.

Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung d'Entwécklung an d'Moderniséierung vun de Sportsinfrastrukturen als eng national Prioritéit definéiert, wat mer och begréissen. Dat ass wichteg a richteg, well d'Demande no Trainingsinfrastrukture kontinuéierlech wiisst an d'Erwaardunge vun de Veräiner, vun de Sportler, de Familljen, de Schüler och ëmmer méi héich ginn.

An deem Kontext géif ech dem Minister gär e puer Froe stellen, fir e bessert Bild dovunner ze kréien, wou mer aktuell stinn an a wéi eng Richtung datt mer ginn.

Éischtens: Kann den Här Minister méi detailléiert erklären, wéi eng konkreet Mesüre geplangt sinn, fir d'Sportsinfrastrukturen am ganze Land geziilt auszebauen an/oder ze moderniséieren?

Zweetens: D'Entwécklung an d'Disponibilitéit vun de Sportsinfrastrukturen ënnerscheet sech jo no Regioun an och no Gemeng zum Deel relativ staark. Kann den Här Minister erklären, wéi d'Regierung drop hischafft, datt den Ausbau vun de Sportsinfrastrukturen och regional equilibréiert geschitt?

Drëttens géif ech gären op den Douzième plan quinquennal d'infrastructures sportives agoen. Virun e puer Méint hat de Ministère do annoncéiert, datt eng zweet Lëscht vu Projeten, déi als „reconnus d'intérêt" gëllen an ëffentlech kofinanzéiert ginn, géif publizéiert ginn. An deem Kontext hätt ech gär e puer weider Informatiounen: Wou sinn déi Aarbechte bei der finaler Ëmsetzung vun der zweeter Lëscht drun? Wéi vill vun der éischter Lëscht konnt de Ministère schonn ofschléissen? A wéi eng Initiative sti bis zum 31. Dezember 2027 un? Wéi wäit ass déi virgesinne Budgetsenveloppe vun 135 Milliounen Euro mëttlerweil ewell engagéiert?

En anere Punkt betrëfft d'Subventiounen. Déi variéieren tëscht 35 % fir verschidde Projeten, bis zu 50 % bei Projete mat regionalem Charakter, bis zu 70 % fir Projeten, déi eng national Inzidenz hunn. Wéi vill vun de lafende Projeten oder och deene geplangte Projete falen an déi jeeweileg Kategorien? Kann de Minister eis do verschidden Explikatioune ginn?

An dann zum Schluss wollt ech nach kuerz op en anere wichtege Punkt agoen. Et ass e bësse main Dadda, dass mer et landeswäit hikréie mussen, dass d'Sportsinfrastrukturen an de Schoulen, an de Lycéeën och disponibel musse gi fir déi lokal Sportsveräiner. De Besoin ass méi wéi do. An et kann net sinn, datt déi owes, weekends an an de Vakanzen eidel stinn. Mir kënnen net déi eng Säit jäizen, datt mer keng Infrastrukturen hunn, an déi anerer Säit hu mer der, déi eidel stinn.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Dat musse mer änneren. An ech weess, dass och de Sportsminister mam Educatiounsminister doru schafft. Ech si gespaant op déi Resultater an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. An dann ass d'Wuert fir de Sportsminister. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Ech wéilt dem honorabelen Deputéierte

Charles Weiler Merci soe fir dës Froen. Als Regierung hu mer d'Wichtegkeet an déi essenziell Roll vu Sport an awer och Beweegung an eiser Gesellschaft am Koalitiounsaccord, mengen ech, däitlech ënnerstrach. D'Méiglechkeet, fir kënne Sport ze maachen a sech ze beweegen, huet e groussen Impakt op eis allgeuerten a virun allem op eis Liewensqualitéit. An dësem Kontext stellt d'Entwécklung vun den Infrastrukturen, also de Sportinfrastrukturen, am Kader vun der Stäerkung vun den organisationelle Kapazitéite vum Mouvement sportif eng politesch Prioritéit duer.

D'Besoinen an d'Erwaardunge sinn haut anerer wéi nach virun e puer Joer. An als Sportminister ass et mer wichteg, hei adequat Mesüren an d'Weeër ze leeden, déi deenen aktuellen Ufuerderungen och gerecht ginn. An dësem Sënn hunn ech meng Servicer beoptraagt, den aktuelle Modell fir de Subventionnement vun de Sportinfrastrukturen ze iwwerschaffen. Hei geet et mer drëms, en transparenten, nohaltegen a moderne gesetzleche Kader ze schafen, deen eng proaktiv Politick an domat och Planung erméiglecht.

An dësem Sënn ass geplangt, de Modell vum Fënnefjoresplang, deen net méi den haitege Besoinen entspriécht, duerch e System vun enger järlecher Dotatioun vun eisem Fong ze ersetzen. Dësen neie Kader huet doriwwer eraus d'Zil, d'Qualitéit vun den Infrastrukturen ze verbesseren an d'Transparenz ze erhéijen.

Gläichzäiteg, wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, wëll ech och d'Begleedung an d'Ënnerstëtzung an dësem Beräich verbesseren. Net nëmmen ass virgesinn, d'Prozedur vun den Demandë méi kloer ze maachen, mee duerch e Guide de conception gi mer de Bauhären, also de Gemenge virun allem, e ganz wichtegen Outil mat op de Wee, wa se Sportinfrastrukture plangen an och duerno wëlle bauen. Donieft plangen ech och, méi en enke Suivi vun den Dossiere bis hin zum Dekont an zum Enn vun der Notzungsdauer ze assuréieren. Mir ass et wichteg, op dësem Wee sécherzestellen, dass déi ëffentlech Gelder hiren Zweck och erfëllen.

Wann ech vun engem moderne Kader schwätzen, deen den aktuelle Besoine gerecht gëtt, heescht dat och, dass dës Reform vum gesetzleche Kader mat deene betraffene souwuel staatleche wéi och externe Partner diskutéiert gëtt. E ganz wichtege Partner fir mech sinn an deem Kontext natierlech d'Gemengen an awer och de Syvicol als hir Representatioun.

An dësem Kontext wéilt ech och nach eng Kéier un eis Sportcoordinateuren a Sportcoordinatricen erënneren. Duerch hir participativ Approche, fir déi lokal Besoinen ze recenséieren, droe si zur kommunaler an awer och regionaler Entwécklung vun den Infrastrukture bäi.

Léif Deputéiert, d'Infrastrukture vu muer sollte funktionell sinn, nohalteg an accessibel, en héije Qualitéitsstandard bidden an, ganz wichteg, de Besoine vum Terrain entspriechen. Et geet drëms, de Federatiounen, de Sportveräiner a jidderengem, dee Sport dreiwe wëll, sech beweege wëll, e motivanten an attraktive Kader ze ginn, fir dëst och ze maachen.

An dësem Kontext hu meng Servicer rezent d'Besoine vun de Federatioune recenséiert mam Zil, eis Centre-nationallen, also d'Infrastrukturen, déi prioritär de Federatiounen zur Verfügung stinn, auszebauen an och esou de Leeschtungssport hei zu Lëtzebuerg aktiv ze ënnerstëtzen.

Wéi ech schonn des Ëftere betount hunn, ass et mer och ganz wichteg, dass existent Infrastrukturen, wéi den Här Weiler et och ugeschwat huet, zum Beispill a virun allem an de Lycéeën, duerch d'Schafe vu Synergië besser kënne genotzt ginn. An dësem Kontext schaffe mer enk mat de Kolleege vun der Educatioun drun, eng méi effizient Notzung vun de Sportinfrastrukture vun de Lycéeë wärend deenen Zäiten, wou d'Infrastrukturen eidel stinn, en place ze setzen.

De Fokus läit awer, wéi den honorabelen Deputéierten et schonn ënnerstrach huet, net nëmmen op engem Ausbau vun den Infrastrukturen, mee och op enger territorial gerechter Verdeelung, wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass. Dëst ass mir perséinlech e wichtegt Uleies. Hei schaffe meng Servicer aktuell mam Ministère vum Aménagement du territoire un engem Plan directeur sectoriel fir de Sport, mam Zil, Terrainen ze identifizéieren, déi dann och fir de Sport genotzt ginn. D'Zil ass och hei, erëm eng proaktiv Approche vu staatlecher Säit fir den Zougang zu Sport a Beweegung ze erméiglechen.

Zousätzlech, nieft der geplangter Entwécklung vun den Infrastrukturen, ass et mer wichteg, grad an Zäite vun den Diskussioune ronderëm déi digital Meedien och nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass och eis Natur e fantastesche Kader ass, fir sech ze beweegen oder fir Sport ze maachen. Och an dës Richtung wäert de Ministère an Zukunft sensibiliséieren.

Une voix | Très bien!

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Da wéilt ech gären nach kuerz op den zwielefte Fënnefjoresplang agoen. Am Allgemenge stelle mer fest, dass eng ganz flott Dynamik amgaangen ass, wou vill an d'Sportinfrastrukturen investéiert gëtt, wat ech natierlech als Sportsminister nëmme begréisse kann.

Wou stinn d'Aarbechten haut bei der finaler Ëmsetzung vun der zweeter Lëscht vum zwielefte Plang? Meng Servicer hunn déi zweet Lëscht am Kader vum zwielefte Plang finaliséiert. Dës wäert no der Approbatioun duerch de Regierungsrot veröffentlecht ginn. Hei wëll ech awer ganz kuerz ergänzen, dass dës Lëscht just d'Projeten „de grande envergure", also Projete vun iwwer 2 Milliounen Euro hors TVA, ëmfaasst.

An dann déi nächst Fro, déi den Här Weiler gestallt hat: Wivill Projete vun der éischter Lëscht konnt de Ministère schonn ofschléissen? A wéi eng Initiative sti bis den 31. Dezember 2027 un? Vusäite vum Sportsministère ass nach kee vun de grousse Projete ganz ofgeschloss. Hei ass ze bemierken, dass d'Gemenge fënnef Joer Zäit hunn, fir hiren Dekont eranzeginn, soubal d'Aarbechte fäerdeg sinn. De Suivi vum Sportministère geet also iwwert d'Dauer vun den Aarbechten eraus.

Wat elo déi nei Initiative betrëfft, si mer natierlech op d'Informatioune vun de Gemengen ugewisen. Aktuell ass e Recensement vun de besteeënden Infrastrukturen amgaangen, wou och nach nei Projete kënne matgedeelt ginn, dëst och am Hibléck op den neie gesetzleche Kader.

Dann op d'Fro: Wéi wäit ass déi virgesinne Budgetsenveloppe vun 135 Milliounen Euro mëttlerweil engagéiert? De Moment sinn am Kader vun der éischter Lëscht ronn 94,3 Milliounen Euro virgesinn. Fir déi zweet Lëscht rechnen ech mat enger ronn 33,3 Milliounen Euro. Also insgesamt 127,6 Milliounen Euro. Dëst gëtt eis d'Méiglechkeet, jee no Besoinen eng drëtt Lëscht ze veröffentlechen.

An déi lescht Fro, déi Der gestallt hat: Wivill vun de lafenden oder geplangte Projete falen an déi jeeweileg Kategorien? Wat d'Kategorië betrëfft, ass et esou, dass am Kader vun der éischter an der zweeter Lëscht 27 kommunal a 4 regional Projeten an 1 nationale Projet ënnerstëtzt ginn.

A fir ofzeschléissen ass et mer wichteg, nach eng Kéier ze betounen, dass et mäin Zil ass, datt jiddereen d'Méiglechkeet huet, Sport ze maachen a sech ze beweegen, egal wou e wunnt, egal wéi eng Konditiounen e matbréngt. D'Investitioun an d'Sportinfrastrukturen ass eng Investitioun an d'Gesondheet, an d'Integratioun, awer och an d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech wollt den Här Weiler froen, ob en nach wëllt eng Zousazfro stellen. Dat ass net de Fall. Dann ass och dëse Punkt domadder ofgeschloss.

7. 8386 – Projet de loi ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat et modifiant :

1° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

2° la loi du 15 juillet 2022 instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8386 iwwert d'Erneierung vu Bäihëllefen am Kader vum Ëmwelt- a Klimaschutz. Hei hu mer eng Riedezäit nom Basismodell, also 10 Minutte fir d'Rapportrice an d'Regierung a 5 Minutte fir d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig an d'Madamm Joëlle Welfring. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Une voix | Très bien!

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif alleguer, d'EU-Reglement 651/2014, och nach bekannt als „Règlement général d'exemption par catégorie", erlaabt et de Memberstaaten, verschidden Aiden ze accordéieren, ouni mussen d'EU-Kommissioun am Viraus doriwwer ze informéieren. Den 1. Januar 2024 si verschidden Ännerungen un dësem Reglement a Kraaft getrueden. An dësem Kontext soll de virleiende Gesetzestext den Aidëregimm fir den Natur- a Klimaschutz an de Betriber erneieren.

D'Virundreiwe vun der energeetescher a grénger Transitioun ass eng vun den Haapterausfuerderunge fir déi kommend Joren. Et geet net nëmmen dorëms, eis PNEC-Ziler ze erreechen. Déi doraus resultéierend Reduktioun vun der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien ass och vu strateegescher Bedeitung, fir d'Wettbewerbsfäegkeet vun der lëtzebuergescher Wirtschaft ze erhalen.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Et geet dorëms, déi finanziell Hëllef fir d'Betriber unzepassen, fir se dobäi ze ënnerstëtzen, an d'Nohaltegkeet an an eng klimaneutral Wirtschaft ze investéieren. Heiduerch soll den ökologeschen an energeetesche Wandel vun eiser Wirtschaft beschleunegt ginn.

Et gëtt eng Rei vun Aiden, déi een Ureiz fir d'Entreprisë bidde sollen, fir an déi gréng Transitioun ze investéieren. Dës Aidë sinn: Investitiounshëllefen, fir den Ëmweltschutz an d'Dekarboniséierung

virunzedreiwen, notamment duerch d'Elektrifizéierung vun der Produktiounslinn; Investitiounshëllefe fir d'Acquisitioun vun neien emissiounsfräie Vehicullen; Investitiounshëllefe fir Projeten, déi d'Energieeffizienz fërderen; Investitiounshëllefe fir d'Produktioun vun der Energie aus erneierbare Quellen; Investitiounshëllefe fir d'Moderniséierung vun de Wäermt- a Keeltnetzer; Investitiounshëllefen, fir d'Ressourceneffizienz ze fërderen an den Iwwergang an eng Kreeslafwirtschaft ze ënnerstëtzen; an och solle Studien- a Berodungsdéngschter am Beräich vum Ëmweltschutz an der Energie ënnerstëtzt ginn.

Duerch d'Erméiglechе vum Kofinanzement vun den energeeteschen Infrastrukture garantéiert den neien Aidëregimm och d'Versuergungssécherheet am Energieberäich vu Lëtzebuerg, andeems mir den Akzent op d'Entwécklung vun enger interconnectéierter Transportinfrastruktur vum Hydrogène setzen. Een Akzent vun den Aidë läit also kloer op dem Ausbau vun den Infrastrukture vun der Zukunft, déi mir haut ausbaue mussen, fir an Zukunft déi erneierbar Energie transportéieren ze kënnen.

Am Géigesaz zum Aidëregimm vun 2017 sinn am neie Regimm mam Zil, de Verbrauch vu fossillen Energieträger ze reduzéieren, d'Investitiounen an d'Aktiver, déi fossill Energie produzéieren, consomméieren oder transportéieren, vun den Aiden hei ganz ausgeschloss oder staark encadréiert. D'Notzung vum Äerdgas ass just als Iwwergangsléisung nach erlaabt.

Fir geziilt Beräicher an Technologien ze fërderen a gläichzäiteg d'Kontroll iwwert den Impakt op déi ëffentlech Finanzen ze behalen, ginn déi meescht nei Bäihëllefen nëmmen no enger Mise en concurrence oder no engem Appel à projets non concurrentiels accordéiert, mam Zil, déi Projeten ze prioriséieren, déi am effikassten zur CO_2-Emissiounsreduktioun bäidroen.

De Choix vun de Projete baséiert op dem gefrote Montant d'aide pro Unitéit vum Impakt op d'Ëmwelt. Esou ass dësen neie Regimm e richtegen Outil, fir eis Klimaziler ze erreechen. D'Projeten, déi als Zil hunn, d'Produktioun vun den erneierbaren Energien ze fërderen, kënnen duerch eng Demande simplifiée eng Aide accordéiert kréien.

Fir d'PMEe gëtt d'Attributioun vun den Hëllefe vereinfacht, well fir d'Intensitéit vun der Aide elo all d'Investitiounskäschten en compte geholl ginn, déi zur Verbesserung vum Ëmweltschutz bäidroen. Doriwwer eraus gi fir d'PMEen, déi Projete maachen, déi Aidë vu méi wéi 50.000 Euro a manner wéi 100.000 Euro erhalen, d'Modalitéite fir d'Beaarbechtung vun hirer Demande och vereinfacht.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet véier Avisen an dräi Avis complémentaires eran.

De Staatsrot huet verschidden Oppositions formelles ausgeschwat, ënner anerem well d'Definitioun vu verschiddenen Termen net prezis genuch war, wéi am Artikel 5, deen d'Aides à l'investissement traitéiert, wat an hiren Aen zu enger Insécurité juridique gefouert hätt. Eng weider Oppositioun gouf et beim Artikel 5, well net kloer genuch definéiert war, wat d'Krittäre sinn, op déi de Minister säi Choix bei de Projete baséiert. Weiderhin huet déi héich Kierperschaft ugemierkt, dass sech d'Auteure bei verschiddene Passagë vum Text op europäesch Direktive bezéien. De Staatsrot recommandéiert, dës Praxis ze ënnerbannen an op den nationalen Transpositiounsakt ze verweisen. Duerch eis Amendementer an der Kommissioun konnten alleguerten d'Oppositions formelles opgehuewe ginn.

Den Ordre des architectes et des ingénieurs begréisst a sengem Avis dëse Projet de loi. En ënnersträicht, dass déi gréng Transitioun sozial akzeptéiert bleiwe muss an dass et wichteg ass, en abordabelen Energiepräis fir d'Consommateuren ze garantéieren. Weiderhi betount den OAI, dass déi nei wéi och déi bestoend Gebaier adaptéiert ginn, fir de Kampf géint de Klimawandel virunzedreiwen. Den OAI ënnersträicht och nach, dass mir och an Zukunft bei Ëmweltan Naturschutz enk mat eisen europäesche Partner zesummeschaffen an eis koordinéiere mussen.

D'Handwierkskummer dann, déi begréisst an hirem Avis, dass fir déi meescht Aidë vum neie Regimm d'PMEen iwwer eng vereinfacht Prozedur d'Demandë maache kënnen. Si begréisst och, dass dat neit Reglement erméiglecht, dass d'Aidenintensitéit alleguerten d'Investitiounskäschten am Beräich vum Ëmweltschutz en compte hëlt, wat bedeit, dass keng net subventionéiert Käschten identifizéiert an ofgezu gi mussen. Dëst stellt eng kloer Vereinfachung fir d'PMEen duer.

An hirem complementairen Avis begréisst d'Handwierkskummer, dass verschidde vun hire Proposen aus dem éischten Avis en compte geholl gi sinn. D'Aidë fir d'Acquisitioun vun den emissiounsfräie Gefierer si beispillsweis op all Typ vu Camionnetten an den Amendementer erweidert ginn. Si begréisst och, dass elo d'Handwierker, déi ënner „entreprises individuelles" falen, vun dëse finanziellen Hëllefen och kënne profitéieren.

D'Handelskummer da begréisst an hirem Avis zu dësem Gesetzestext virun allem, dass vill Mesüren en faveur vun der Simplification administrative sinn. D'Handelskummer gesäit et och als positiv, dass all Investissement en lien mat de fossillen Energien explizitt ausgeschloss ass. Si stellt och nach fest, dass fir déi éischte Kéier de Subventionnement vum Waasserstoff als erneierbar Energiequell wéi och den Ausbau vun der domat verbonnener Infrastruktur berécksichtegt gëtt. Wat d'Fiche financière ugeet, ënnersträicht d'Handelskummer, dass dësen Dispositif e signifikanten Impakt huet, mat Gesamtkäschte vu 412,4 Milliounen Euro tëschent 2024 an 2028, wat 60,2 Milliounen Euro méi wéi am aktuelle Regimm sinn.

An hirem complementairen Avis begréisst d'Handelskummer dann nach, dass déi applizéiert Auswielmethod am Fall vun enger Mise en concurrence méi genau erkläert ginn ass.

Fir d'Detailer zu dësen Avisen an eiser parlamentarescher Aarbecht verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech gi mat Freed den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet maache mer méi wéi just eng Verlängerung vun de Staatshëllefe fir Klima- an Ëmweltschutz. Mir bauen dëse Regimm konsequent an nohalteg aus. Et ass soumat eng ganz kloer Richtung fir eis Industrie, awer och fir eis kleng a mëttelstännesch Betriber.

Mir erméiglechen et der Industrie, gréisser Dekarboniséierungsprojeten eranzeginn, déi am Kader vun enger Mise en concurrence verglach ginn. Déi bescht Projete mam gréissten Ëmweltimpakt kréien dann eng substanziell Hëllef. Ech mengen, d'Madamm Hartmann war am Detail drop agaang, wien hei ka vun Hëllefe profitéiere fir wéi eng Projeten. Mee dëst schaaft en Ureiz fir eis Industrie, ambitiéis Dekarboniséierungsprojeten unzegoen an déi entspriechend Ënnerstëtzung dofir ze kréien.

Nieft der Dekarboniséierung ënnerstëtzt de Regimm och d'Energietransitioun. A besonnesch ervirzehiewe sinn d'Hëllefe fir d'Produktioun vun Hëtzt a Keelt souwéi fir erneierbar Energien.

Och d'Infrastruktur fir den Hydrogène gëtt gefërdert – e Schrëtt, dee mir als CSV scho laang gefuerdert hunn an dee mir däitlech begréissen.

Mat dësem Gesetzesprojet zéie mir e klore Schlussstréch ënnert d'Ënnerstëtzung fir déi fossill Energien. Dëst ënnermauert den Engagement vun dëser Regierung fir eng reell Energietransitioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Regimm vun Hëllefen ass net nëmme fir déi grouss Betriber aus der Industrie – ech hat et virdru scho gesot –, mee e gëllt och fir de Mëttelstand, déi Dausende kleng a mëttelstännesch Betriber, déi eng zentral Roll an der Energietransitioun an an der Dekarboniséierung spillen. Och dës Betriber huele mer mat op de Wee an hëllefe mat vereinfachte Prozeduren, un dës Aiden ze kommen. D'PMEe brauche fir Hëllefen ënner 100.000 Euro net iwwer eng Mise en concurrence ze fueren.

Ausserdeem gesäit dëse Gesetzesprojet och dee sougenannte „silence vaut accord" vir, wann et dorëm geet, d'Aiden ze accordéieren. Fir all Aide ënner 100.000 Euro huet de Ministère dräi Méint Zäit, fir eng Decisioun zur Demande ze huelen, an no deem Delai gëllt d'Aide automatesch dann als accordéiert. Bei Aiden iwwert de Montant vun 100.000 Euro ass den Delai sechs Méint. Mee dat sinn awer räsonabel Delaien, mat deenen eng Entreprise sech kann erëmschloen. Mir begréissen ausdrécklech dëse Prinzipp, deen amgaang ass Schoul ze maache bei de Staatsbäihëllefen, a mir géifen eis freeën, wa sech dëse Prinzipp och schnellstméiglech an anere Beräicher géing erëmspigelen.

Här President, fir eis Ziler am Klima- an Energieplang ze erreechen, musse mer d'Leit, awer och d'Betriber gläichermoosse mat op dëse Wee huelen. A mat dësem Gesetzesprojet schafe mir positiv Ureizer fir miessbar Verbesserungen an der Reduktioun vun CO_2-Emissiounen, an der Verbesserung vun der Energieeffizienz esouwéi an der Produktioun vun erneierbaren Energien.

Dës Mesüre sinn adaptéiert un d'Gréisst an d'Besoine vun den Entreprisen. A mir setzen domat e weideren Deel aus dem Koalitiounsaccord ëm, andeem mir festgehalen hunn, dass mer geziilt déi Kleng- a Mëttelbetriber an der Energietransitioun ënnerstëtzen.

Ausserdeem hate mer eis virgeholl, d'Strategie fir d'Dekarboniséierung vun der Industrie ze iwwerschaffen, an dëse Gesetzesprojet ass en Deel dovunner. A genee esou stelle mir eis eng proaktiv, nohalteg a realistesch Klima- an Energiepolitick vir. Dëst ass e Schrëtt an déi richteg Richtung – e Schrëtt, deen d'Industrie an d'Betriber, d'Klima an d'Zukunft vun eisem Land zesummebréngt.

An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Weydert. An da kritt de Georges Engel d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. D'Aféierung vun Aiden am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, vun der Offallwäermt a vum Hydrogène gëtt natierlech formal vun eis absolutt begréisst. De Fakt, dass d'PMEe bei verschiddenen Demandë manner Barriären hunn, dass se och hei kënne considéréiert ginn, ass och e richtege Schratt an déi richteg Richtung fir déi Entreprisen, déi de Gros vun eisem Lëtzebuerger Tissu économique ausmaachen.

An ouni dësem Minister seng Beméiungen hei wëllen ofzespriechen ... Mir wësse jo och, dass et do EU-Limitte gëtt fir verschidde Saachen, déi een net ka maachen. Mee et muss een awer soen, dass am Allgemengen d'Ambitioune fir eng progressiv, eng richteg progressiv Ëmwelt- a Klimapolitick vun dëser Regierung zimmlech kleng sinn. Zwar gëtt sech opgereegt, wann an Europa d'Standarden erofgesat ginn oder wann een zu engem Accord kënnt, deen den absolutte Minimum ass, mee hei zu Lëtzebuerg gëtt dann awer och net vill méi gemaach. Do hätt ee sech méi erwaart vun dëser Regierung.

Eppes, wat och wichteg ass, dat ass bei den Hëllefen un de Privatsecteur. Do fuerdere mir méi Transparenz, e gemeinsame Regëster fir alleguer déi Staatshëllefen. Dat wär wichteg, datt mer do eng Opléschtung hätten an och eng järlech Evaluatioun vun dem Impakt vun deene Regimmen.

D'LSAP, déi wäert weider fir eng Klima- an Ëmweltpolitick stoen, déi sozial gerecht, wirtschaftlech nohalteg an och ambitiéis ass. Dëse Projet, dat wëll ech ausdrécklech soen, dee geet an déi richteg Richtung, och wa mer eis méi konsequent Invester gewënscht hätten. Well dat, wat d'Regierung haut virleet, wäert net duergoen, fir déi gesellschaftlech an ekologesch Transitioun richteg virunzebréngen, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen.

Ech ginn awer heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Engel. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, mir haten eis virun dräi Joer beim Gesetzesprojet enthalen. An dat wëlle mir och dës Kéier bei der Erneierung vun dësen Hëllefe maachen.

Eist Haaptargument ass, datt mir einfach net un de PNEC a vill vu sengen Ziler gleewen. Et ass zwar vill vun Ëmwelt- a Klimaschutz geschwat ginn. Et gi Milliounen a Milliounen an d'Hand geholl. Mee net an all Mesür, wou „Klima" oder „Ëmwelt" dropsteet, ass och laangfristeg eppes fir d'Ëmwelt oder de Klima dran.

Hëllefe sinn eng staatlech zentralistesch Interventioun an déi musse wuel iwwerluecht sinn, zemools wann d'Technologien, déi gefërdert ginn, nach net komplett ausgereift si respektiv net ganz kloer Virdeeler hu géintiwwer aner Technologien. Esou Hëllefe kënnen de Marché staark verzerren an der Ekonomie schueden.

Mir soen och, datt nëmmen eng staark Ekonomie staark genuch ass, fir staarken Ëmweltschutz ze maachen.

Ier ech op dës Theemen aginn, wëll ech awer kloerstellen, datt d'ADR fir d'Natur ass. Als éischter konservativ Partei wëlle mir natierlech d'Natur, d'Ëmwelt erhalen. Mir mussen natierlech oppassen, datt eist Klima stabill bleift respektiv datt mir resistent si géint extreem Wiederkonditiounen oder regional a periodesch Klimaschwankungen.

Fir eis ass gudden Ëmweltschutz als Éischt emol virun allem Energiespueren, souwuel bei der industrieller Produktioun wéi och beim individuelle Verbrauch, mee och de Verbrauch vu Ressourcë muss reduzéiert ginn. Duerfir begréisse mir ausdrécklech, datt dës Hëllefen och Projete finanzéieren, wou den Energieverbrauch reduzéiert gëtt oder eng Économie circulaire verbessert gëtt. Esou Projete sinn universell sënnvoll an e gudde Grond, fir Steiersuen ze notzen, fir eis Industrie an och eis Ekonomie weiderzebréngen. Energie- a Ressourcëspueren ass ëmmer gutt.

Positiv beim Gesetzesprojet ass och d'Simplification administrative, zemools well mir och scho virun dräi Joer beim éischte Gesetzesprojet d'Komplexitéit vum Gesetzesprojet kritiséiert haten.

Ech kommen awer elo zu e puer Saachen, déi menger Meenung no an déi falsch Richtung ginn. Zum engen ass do de Fokus op eng spezifesch Technologie, de Waasserstoff. An enger Ried hei an der Chamber hat ech scho gewarnt, datt dës Technologie nach net ausgereift ass, an och net jiddwereе gleeft un hir Zukunft. Firwat muss de Staat respektiv de Steierzueler elo dës Technologie ënnerstëtzen a bezuelen? Soll de fräie Marché net decidéieren, wat si gäre probéiere wëllen?

Mir schéngt och, datt de PNEC, dës Regierung, mee och déi aner Oppositiounsparteien, Scheiklappen unhunn an nëmmen an eng Richtung denken: Dekarboniséierung, CO_2-Reduzéierung, erneierbar Energie, fossill Energien op jiddwer Fall „koste es, was es wolle" ecartéieren an d'Nukleareenergie verdäiwelen. Ech fannen dëse stueren Dogmatismus geféierlech. Zum engen, wéi ech scho gesot hunn, gëtt duerch Subsiden, mee och duerch de Verbuet vum Verbrenner de Marché verzerrt. Mir imposéieren der Industrie an de Konsumenten eppes, wat se soss vläicht net gemaach hätten. Zum anere komme mer natierlech an déi surreal Situatioune wéi zum Beispill an Däitschland mat der Energiewende, déi och esou eppes Änleches maachen, datt do elo méi CO_2 produzéiert gëtt wéi an anere Länner. Mee wat natierlech och surreal ass, ass, datt mer dann och wëllen den Diesel lassginn an datt den Diesel net méi a modernen Dieselmotore genotzt gëtt, mee einfach nëmmen an anere Länner genotzt gëtt. Dat heescht, mir hunn am Fong geholl, wann een d'ganz Welt global kuckt, just Suen ausginn, mee awer näischt dobäi gewonnen.

Wéi gesot, et sinn e puer gutt Elementer dran, mee do feelt eis de Pragmatismus an de Glawen an déi fräi Marktwirtschaft an an d'Innovatiounskraaft vun de Leit.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Ech hu ganz vill hei vu Glawen héieren. Bon, et wär gutt, wann ee sech géing e bësse méi op Fakte baséieren an net op alternativ Fakten.

(Interruption)

Jo. Sou, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass eng vun den 200 Moossnamen aus dem nationalen Energie- a Klimaplang an ersetzt d'Ëmweltaidëgesetz vun 2017, bréngt weider Méiglechkeeten, fir eis Betriber bei speziellen Efforte vun der Dekarboniséierung ze ënnerstëtzen, a mécht se laangfristeg méi onofhängeg. Aus dëse Grënn wäerte mir dëst Gesetz natierlech matstëmmen.

Well meng Virriedner/inne schonn op d'Eenzelheeten agaange sinn, wëll ech awer vun der Riedezäit profitéieren, fir verschidden Iwwerleeunge mat Iech ze deelen an dem Här Minister e puer Froen ze stellen.

Dir wësst et: Nieft der internationaler Klimakonferenz, déi an e puer Deeg op hiert Enn kënnt, gëtt et all Joer och eng national Klimabilanz. Dës soll iwwerpréiwen, ob mer de Budget vun eisen nationalen Zäregasemissiounen anhalen. An obwuel den Total vun eisen Emissiounen och fir d'Joer 2024 no un der Trajectoire loung, déi eist Land progressiv un d'2030er Zil erubréngе soll, gëtt et do nach Loft no uewen. Et ass nämlech haaptsächlech duerch d'Baissë vum Sprittverkaf, dass mer nach op der Bunn sinn. Déi allermeescht sektoriell Ziler goufen net respektéiert.

Dat ass keen neie Phenomeen a gëllt virun allem fir d'Secteure vun de Gebaier, mee och vun der Industrie. An domadder wäre mer beim Sujet. Nei um Bilan vun dësem Joer ass allerdéngs, dass d'Iwwerschreidung vum Industriesecteur mat 38 % iwwert dem Zilbudget esou héich ausgefall war, wéi dat bis elo an deene leschte véier Joer net de Fall war. An dëst an engem Zäitraum, deen de Statec als, ech zitéieren, „épisode de contre-performance économique" bezeechent.

Domat kommen ech zu menge Froen: Wat sinn der Regierung hir konkreet Pläng, fir dëser – anzwësche méi staarker – negativer Tendenz entgéintzewierken? Mir mengen heimat net d'Upassung vun den Aidëregimmer, d'Appels à projets oder de Klimapakt fir Betriber, mee dat, wat doriwwer eraus geplangt ass, fir kuerzfristeg zesumme mat de Betriber aus dem Secteur déi néideg Dynamik opkommen ze loossen.

Wou sinn d'Aarbechte vun der Ëmsetzung vun der Feuille de route décarbonation drun, déi vun der viregter Regierung opgestallt gouf? Ech liesen heiriwwer nämlech net ganz vill Konkreetes, zum Beispill an Ärem Rapport annuel vun 2024, wat a Richtung praktesch Ëmsetzung an Ausféierung géing goen.

Gëtt et am Kader vun der Feuille de route décarbonation Projeten, déi iwwert den aktuellen europäeschen ETS-Secteur, dee jo just ronn 20 Betriber hei zu Lëtzebuerg huet, erausginn an deemno och méi breet aneren Entreprisen aus dem Industriesecteur géifen hëllefen, fir esou déi national Bilanz ze verbesseren?

Eent ass kloer: Déi verbleiwend Zäitfënster vu fënnef Joer ass knapp, fir deen néidege Richtungswiessel anzeleeden. Dofir ass et grad elo, an Zäite vu konjunkturellem Ralentissement, wichteg, de Betriber kloer Signaler ze ginn an déi méiglechst séier ewech vun de fossillen Energien ze kréien, domat Verbrauchskäschten ze spueren an niewebäi och déi national Bilanz ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Da wäre keng weider Wuertmeldungen zu dësem Sujet do.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och der Rapportrice fir hiren ausféierleche Rapport. Ech mengen, dass mer hei e ganz wichtege Projet de loi stëmmen, deen eebe grad dorop fousst, wéi och schonn d'Virriedner gesot hunn, dass mer eis Betriber wëllen ënnerstëtzen an Zäite vun der Dekarbonisatioun. Mir schwätzen hei vun der grénger Transitioun. Et ass wichteg, dass mer eebe grad, wa mer als Staat, als Gesellschaft Ufuerderungen hunn un eis Betriber, hinnen och de Wee dohinner weisen an hinnen och déi néideg Hëllefe ginn.

Dofir, an dat ass schonn dat éischt Element vun der Äntwert op der Madamm Welfring hir Fro, grad dofir

hu mer och hei nei Aidëregimmer opgemaach, déi am europäesche Kader och méiglech sinn, zum Beispill déi emissiounsfräi Gefierer, déi mat deem heiten Text d'Méiglechkeet kréien, subventionéiert ze ginn. Well och an deem Secteur gesi mer, dass d'Präisser vun engem Camion, deen elektresch fiert, zum Beispill am Ufank nach bei 400.000, 500.000 Euro louch, deen awer haut ganz staark schonn erofgaangen ass, an eebe grad an dësen Zäiten, wou mer nach eng Kéier hei Hëllefe kënnen dropsetzen, mer méi no bei de Präis kommen, wou mer also nach eng Kéier en néidege Schrëtt maachen, fir d'Betriber an deem heite Secteur kënnen ze ënnerstëtzen.

En zweete Volet ass awer déi ganz Kreeslafwirtschaft, déi och hei Ouverturë kritt, fir nach eng Kéier Hëllefstellungen ze kréien. An e wichtegt neit Element vun dësem Text ass och de Waasserstoffreseau, dee mer mat deem heiten Text eng éischte Kéier kënne bezouschossen, fir och do déi néideg Investissementer kënnen ze maachen, fir prett ze sinn, wann de Waasserstoff do ass. Et ass ëmmer d'Fro vum Hong a vum Ee: Wa mer keng Demande hu fir Waasserstoff, gëtt et och keng Produktioun. Wann d'Produktioun net do ass, gëtt et keng Demande. A grad dofir musse mer alleguerten déi Outilen, déi mer hunn, an eng Richtung setzen, fir kënne weiderzekommen.

E ganz wichtege Punkt, eng Neierung an dësem Text ass awer och – jo, ech schwätze mat Iech, Här Engel –, ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Ech weess, wéi ëmmer.

... dass mer mat deem heiten Text awer och déi éischte Kéier zoumaachen, dass mer nach Bezouschossunge maache fir Elementer, wou nach fossill Energië genotzt ginn. Dat heescht, mir maachen heimat also nëmmen nach Hëllefe fir Elementer, déi kënne geholl ginn, wou keng fossill Brennstoffer méi dra sinn. Dat ass de Géigendeel vun deem, wéi et virdru war, an dat geet vill méi wäit, wéi dat am Gesetz vun 2017 war, op där anerer Säit awer och allegeurten déi Hybridrüstungen hei net méi méiglech ginn.

Also, mengen ech, ass dat, wat Der gesot hutt, „richteg progressiv Ëmweltpolitick" ... Also, dat hei geet vill méi wäit wéi dat, wat déi viregt Regierung gemaach huet. An ech weess, 2017, dass Dir do och an der Regierung waart. Dat heescht, wann Der elo der Regierung wëllt reprochéieren ... Är Partei, Dir waart knapps virdrun. Also wann Der elo der Regierung hei wëllt reprochéieren, dass se net wäit genuch geet, wat sot Der dann zu där Regierung virdrun?

Mee ech mengen, dass et hei drëm geet, Här Engel, dass mer kucken, allegeurten déi Elementer ze huelen, déi mer zur Verfügung hunn, fir an eng Richtung ze goen, déi mer allegeurten als Parteien hei an der Chamber wëllen, an zwar an eng dekarboniséiert Welt, wou mer och d'Entreprisë mat op de Wee huelen, fir nach kompetitiv Entreprisë kënnen an Zukunft ze hunn.

An ech mengen, dass hei parteipolitesch Diskussioune ronderëm „Gitt Der net wäit genuch?" ... Dat heiten hätt Dir genausou deposéiert, well et geet ganz wäit, fir dass mer kënnen eng kompetitiv Wirtschaft nach muer hunn, déi Ouverturen, fir déi mer eis allegeurten op europäeschem Niveau nach ëmmer staarkmaachen.

Déi Fro zu den ETSen ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Gelift?

M. Georges Engel (LSAP) | Ech hunn Iech gelueft.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ma ech Iech och. Ech hu jo gesot, Dir géingt och an déi Richtung goen.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, Dir sidd Iech eens.

(Hilarité)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Zu den ETSen, déi Fro, déi zu den ETSe gestallt ginn ass: Eebe grad mat der Aféierung vum neien ETS 2, wou och d'Froe vun de gratis Attributioune vun de Kompensatioune vum CO_2-Emissiounshandel wäerten ewechfalen, grad dofir brauche mer esou Elementer wéi dat heiten, dass mer nach eng Kéier en Incentive ginn, och deene Betriber, déi eebe grad do drafalen, fir kënnen déi néideg Dekarbonisatioun ze maachen, se méi séier kënnen ze maachen, fir dass mer am Fong déi Certificaten net méi brauchen, well mer eng dekarboniséiert Industrie hunn, esou wéi mer se och am PNEC 2030, 2040, 2050 virgesinn hunn, dass mer och dat Zil kënnen erreechen.

De wichtege Volet ass eeben och d'Simplification administrative, déi hei nach eng Kéier e Schratt méi séier weidergeet. Éischtens natierlech de Once-Only an de „silence vaut accord", déi allkéiers an deenen Texter dra sinn, déi deposéiert gi sinn, an awer och nach eng Kéier hei speziell Regimmer fir d'PMEen, nach eng Kéier eng simplifizéiert Versioun, fir deene klengen Entreprisë fir Hëllefen tëschent 50.000 an 100.000 respektiv iwwer 100.000 Euro nach eng Kéier eng Differenz ze maachen, fir do nach eng Kéier méi einfach och deene PMEen, 99 % vum Tissu économique vun eisen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg, nach eng Kéier kënne méi einfach ze hëllefen, fir déi Hëllefen hei ze kréien an ze dekarboniséieren an an déi Richtung kënnen ze goen.

Eng grouss Neierung ass eeben och d'Element vun de Callen, déi mer maachen, also Appels à projets, déi mat deem heite Gesetz nach eng Kéier vill méi grouss gemaach ginn, fir nach eng Kéier vill méi geziilt kënnen an déi eenzel Beräicher awierken ze goen, wou mer d'Dekarbonisatioun nach weider musse bréngen, wou et awer och méi effizient ass, also Euro par rapport zur Dekarbonisatioun, an ech schwätzen ënnert dem Contrôle vum Finanzminister, dass mer hei natierlech bei deene 412 Milliounen, déi mer fir de Projet hei virgesinn hunn iwwert déi nächst Joren, e ganz groussen Hëllefsregimm en place setzen, op där anerer Säit mer awer och musse kucken, dass mer et fäerdegbréngen, déi Suen, déi de Staat investéiert, och esou effizient wéi méiglech kënnen auszeginn.

An dofir déi Appel-à-projeten hei, wou mer éischtens mol geziilt kënne Projete bezouschossen, déi an déi Richtunge ginn, déi mer prioritär gesinn, zweetens awer och budgetär eis kënnen opstellen, dass mer soen, mir maachen een, zwee, dräi, véier Appel-à-projete mat deene Budgeten, déi mer da virgesinn, fir och do budgetär méi propper kënnen duerch de Bësch ze kommen.

Zu der Fro, déi gestallt ginn ass vum gemeinsame Regëster. Déi war vum Här Engel gestallt ginn. Genau dat do ass jo virgesinn, deen europäesche Regëster. Et gëtt elo schonn den De-minimis-Regëster, dee ganz transparent ass, deen et gëtt. An déi Diskussiounen, déi elo op europäeschem Niveau sinn, wat elo an deenen nächste Méint wäert kommen, den transparente Regëster vun deene verschiddene Regimmer, ass natierlech och e wichtege Volet an deem Plang.

D'Feuille de route décarbonation: Un där si mer amgaangen ze schaffen. Dir hutt iwwer genau déi Elementer, déi ech elo geäntwert hunn, gesot: „Jo, dat eleng geet eis net duer." Ech mengen, dass et awer wichteg ass, genau an d'Betriber kënnen ze goen an deelweis och cas par cas kënnen ze maachen. Wa mer vun deene ganz groussen CO_2-räichen Emissiounsbetriber schwätzen – dat ass e schéint Wuert –, also vun deene Betriber, déi ganz vill CO_2 emettéieren, musse mer natierlech och déi ganz Fro vum Carbon Capture gesinn. Mir musse kucken, wa mer d'Capture maachen, wéi mer de Storage dovu maachen. All déi Analyse si mer amgaangen ze maachen.

Mir sinn och amgaangen, aner Projeten ze kucken: Wa mer den CO_2 agefaangen hunn, wou kënne mer en och hibréngen, fir e kënnen ze stockéieren? All déi Analyse sinn amgaangen. Mee d'Zil vun deem heite Projet de loi ass net nëmmen, d'Berodung ze maachen, dat sinn aner Voleten, iwwert d'Klima-Agence, iwwert de Ministère, iwwert d'Federatiounen, iwwert d'Chamberen och wierklech d'Sensibiliséierung an de Betriber ze maachen, an och weiderzekomme mat der Elektrifizéierung. Och de Reseausausbau ass e ganz wichtegt Element vun der Dekarbonisatioun. Wa mer wëllen dekarboniséieren, musse mer och genuch Stroum zur Verfügung hunn oder Waasserstoff zur Verfügung hunn, dofir hei och d'Bezouschossung dovun, mee d'Betriber mat op de Wee kënnen huelen, mat der Berodung, fir d'Dekarbonisatioun kënnen ze maachen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt och ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott vun dem Projet de loi kommen. Hei geet et ëm de Projet de loi 8386. Den Text steet am Document parlementaire 8386[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8386 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok. Wann Der nach e klengen Effort kéint maachen ...

(Interruption)

Ech hunn ee Schierm, deen net geet. Dee gëtt dobäigezielt. Da wäre mer elo op 59.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

Dat freet mech, Här Di Bartolomeo.

D'Resultat vum Ofstëmmen ass: 52 Jo-Stëmmen, 7 Abstentiounen. Ech ginn dovunner aus, datt mer da bei 53 Jo-Stëmme wäerte sinn. Dat gëtt verifiéiert, Madamm Polfer, an Äre Vott och enregistréiert. Domat wär dann dëse Projet de loi mat 53 Jo-Stëmme bei 7 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Liz Braz), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8565 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Hanoi, le 4 mai 2023, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hanoi, le 4 mars 1996

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8565, d'Ëmsetze vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam iwwert d'Duebelbesteierung an iwwert d'Preventioun vu Steierhannerzéiung. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. Dat heescht, de Rapporter huet 5 Minutten, d'Regierung huet och 5 Minutten, wa se da wëllt. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Här Wolter.

Rapport de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet erof wéi Zitz.

(Hilarité)

Am Liewe vun engem Deputéierte gëtt et Deeg, déi engem an Erënnerung bleiwen. Eise Kolleeg, den Här Lemaire, deen hat haut esou en Dag. An ech hunn haut och esou en Dag.

(Hilarité)

Well et ass, ech hunn dat nogekuckt, no zwielef Joer, sechs Méint a véier Deeg den éischte Rapport, deen ech nees als Vertrieder vun der Majoritéit hei virun der Chamber däerf maachen.

(Exclamations)

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | An esou wéi deemools handelt et sech ëm e wierklech ganz wichtege Projet.

(Hilarité)

Et war deemools d'Participatioun vun der Banque centrale du Luxembourg bei der Banque des règlements internationaux, wou mer bäigetruede sinn no laange Verhandlungen. An haut schwätze mer iwwer en Netduebelbesteierungsofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam.

Plusieurs voix | A!

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Esou en Ofkommes gëtt et säit 1996. Bei deem virleiende Projet gëtt den Artikel 27 vun där Konventioun ëmgeännert. An dat ass deen Artikel, dat wäert Iech net wonneren, deen den Informatiounsaustausch tëschent de Länner reegelt. Dësen Artikel gëtt bei der virleiender Ëmännerung un den OECD-Modell vun 2017 ugepasst. An deen ass da konform zu den internationale Standarden an deem Beräich.

De Projet de loi gouf den 30. Juni 2025 deposéiert. An der Sitzung vum 14. Oktober 2025 gouf ech als Rapporteur genannt an de Projet de loi gouf och virgestallt. Mir haten zwee Avisen. Weeder de Staatsrot nach d'Handelskummer haten um Fong eng Remark. De Rapport, dee gouf de 14. November 2025 an der Kommissioun unanime ugeholl, déi och der Meenung war, dass dat Ganzt soll sans débat iwwert d'Bün goen.

Nichtsdestotrotz soen ech dem Finanzminister e ganz grousse Merci, datt e sech deplacéiert huet.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat hutt Der elo gutt gemaach, Här Wolter. Ech soen Iech Merci fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An d'Fro un d'Regierung, ob se wëllt eppes dozoufügen.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, ech si frou, dass ech op esou engem historeschen Dag konnt derbäi sinn.

(Hilarité)

Duerfir soen ech dem Här Wolter Merci. Dem Här Lemaire wënschen ech bonne Chance an Iech e schéinen Owend. Merci.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Domat wier dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi gutt ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8565 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8565[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8565 et dispense du second vote constitutionnel

Soubal ech d'Méiglechkeet hunn, maachen ech d'Ofstëmmen op.

(Brouhaha)

Voilà, an ech maachen de Vott op.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort. Voilà, an de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Liz Braz), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 2., 3. a 4. Dezember virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.44 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Rôle du luxembourgeois dans l'intégration scolaire	2539	Francine Closener, Ben Polidori	88
Cas d'intoxications de chiens au THC et mesures de prévention au Luxembourg	2815	Nancy Arendt	89
Summerschool	2832	Ricardo Marques	89
Évolution de la qualité scolaire au Luxembourg	2839	Fred Keup	90
Publicité pour le projet Elmen à la radio belge	2844	Fred Keup	91
Gestion et versement des primes Klimabonus	2849	Jeff Engelen	91
Suivi des injonctions de la CSSF	2850	Tom Weidig	92
Congé sportif	2855	Sven Clement	93
Congé sportif et guide pour la coordination du bénévolat dans les associations sportives	2856	Sven Clement	93
Annulations et information des usagers des transports publics	2860	Francine Closener	94
Congé après fausse couche	2861	Claire Delcourt, Liz Braz	95
Remplacement du matériel pédagogique conçu pour l'apprentissage de l'écriture et de la lecture en allemand	2866	Gilles Baum, Barbara Agostino	95
Harcèlement scolaire	2868	Sven Clement	95
Zones d'intervention du bataillon binational	2886	Marc Goergen	97
Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust	3351 urgente	Sven Clement	97
Impact de problèmes liés à LuxTrust sur le fonctionnement de l'éducation nationale	3352 urgente	Djuna Bernard	98
Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust	3353 urgente	Ben Polidori	98
Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust	3354 urgente	Diane Adehm	98
Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust	3355 urgente	Joëlle Welfring	99

Rôle du luxembourgeois dans l'intégration scolaire | Question **2539** (01/07/2025) de **Mme Francine Closener** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Wann een als Kand oder Jugendlechen op Lëtzebuerg kënnt a kee Lëtzebuergesch schwätzt oder versteet, ass dat net einfach. Déi Mannerjäreg mussen sech an engem neien Ëmfeld zurecht fannen a gi mat ville Sproochebarrièrë konfrontéiert. Och wann een op Englesch oder Franséisch zu Lëtzebuerg duerch den Alldag komme kann, stelle feelend Lëtzebuergeschkenntnisser am Kader vun der formaler an nonformaler Bildung ëmmer nach eng Hürd fir eng gelongen Integratioun duer. Qualitativ héichwäerteg Lëtzebuergeschcoursë sinn dofir eng wichteg Integratiounshëllef an eise Schoulen.

Iwwert de Sproochenunterrecht eraus, kënnen awer och Coursen, mat Inhalter iwwer déi national Geschicht oder d'Lëtzebuerger Kulturzeen, dozou bäidroen, Jonker – mat oder ouni Migratiounshannergrond – a Verbindung ze brénge mat deem Land, an deem si liewen.

An deem Kontext wëlle mir dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi e Master an der Lëtzebuerger Sprooch hunn, ënnerriichten aktuell Lëtzebuergesch am Secondaire?
Wéi vill Persoune mat engem aneren Ofschloss, deen awer Qualifikatiounen an der Lëtzebuerger Sprooch ofdeckt, ënnerriichten aktuell Lëtzebuergesch am Secondaire?
Wéi vill Persoune mat engem ganz aneren Ausbildungsparcours ënnerriichten aktuell Lëtzebuergesch am Secondaire?

2. Wéi verdeelen sech dës Zuelen tëscht Fonctionnairen an Employéen?
Wéi verdeelen sech dës Zuelen tëscht den Europaschoulen an den „traditionelle" Schoulen?

3. Wéi gesinn dës Zuelen aus, wann een sech just d'Personal ukuckt, dat op de „classes d'accueil" an de „classes d'insertion" interveneiert?

4. Wéi eng Verännerunge sinn am Beräich vum Lëtzebuergeschen am neie Plan d'étude fir de Fondamental geplangt?

5. Wéi soll an Zukunft d'Lëtzebuergescht och an der nonformaler Bildung nach méi Uwendung fannen?

6. Wéi eng Pläng gëtt et, fir d'Offer u Lëtzebuergeschcoursen duerch diploméiert Personal och ausserhalb vun der Schoul auszebauen?

7. Wéi eng Pläng gëtt et, fir an Zukunft och méi Coursen an Aktivitéite mat Bezuch zur nationaler Geschicht a Kultur an der formaler an nonformaler Bildung unzebidden?

Réponse (10/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 3. Den Tableau↑ heidrënner gëtt d'Äntwerten op déi dräi éischt Froe vun den honorabelen Deputéierten: D'Qualifikatioun vun den Enseignanten, d'Ënnerscheedung tëscht Klasse vum nationalen a vum internationale Schoulsystem, d'Opdeelung tëscht Fonctionnairen an Employéë gradewéi déi spezifesch Situatioun vun de Classes d'accueil a vun de Classes d'insertion.

Zousätzlech ginn – innerhalb vum Enseignement secondaire (ES) – d'Klasse vun der Voie de préparation (VP) separat gefouert, dëst well d'Titulairë vun deene Klassen an der grousser Majoritéit Schoulmeeschteren a Léierinne vun der Voie de préparation sinn.

ad 4. De Plan d'études gëtt aktuell iwwerschafft; et ass virgesinn, datt en Text iwwert den Hierscht finaliséiert gëtt an Ufank 2026 op den Instanzewee geet. Am Projet vum neie Plan d'études ass weeder virgesinn, eppes un de groussen Zilsetzunge vum Fach Lëtzebuergesch nach un de Grilles horaires ze änneren.

D'Lëtzebuergescht behält seng Roll als Integratiounssprooch; am Cycle 1 ginn d'Basen am Lëtzebuergesche geluecht, fir e gudde Start an d'Schoulkarriär ze erméiglechen. Hei gëtt et Aktivitéiten op Lëtzebuergesch souwéi och e systemateschen Opbau vun der phonologescher Bewosstheet.

An de Cyclen 2 bis 4 gesäit de Projet de loi n° 8587 modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental vir, datt d'Lëtzebuergescht gestäerkt gëtt, andeems et an de sougenannten Niewefächer als Unterrechtssproch genotzt soll ginn.

ad 5. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) deelt d'Meenung, datt d'Lëtzebuergescht eng zentral Roll als Integratiouns- a Bezuchsprooch spillt. Aus dësem Grond stellt d'Férderung vun der Lëtzebuerger Sprooch e wichtege Bestanddeel vun der nonformaler Bildung zu Lëtzebuerg duer.

An dësem Kontext huet de MENJE follgend Initiativ lancéiert:

– D'Férderung vun der Lëtzebuerger Sprooch als Zilsetzung fënnt sech am Cadre de référence national erëm. Am Handlungsfeld „Langue, communication et médias" geet et dorëms, d'Kommunikatioun allgemeng an de Kontakt mam Lëtzebuergeschen ze férderen, ënner anerem duerch reegelméissegt Liesen, Geschichten, Lidder, e stimuléierend Ëmfeld, dat d'Kanner encourageiert, d'Sprooch ze schwätzen an ze gebrauchen, souwéi d'Presenz vu Lies- a Schreifmaterial.

– Een zousätzleche Pilier, fir d'Kanner scho fréi a Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch ze bréngen, ass de Programm Éducation plurilingue. Dësen ziilt dorop of, d'Kanner sou fréi wéi méiglech mat de verschiddene Landessprooche vertraut ze maachen. D'Ëmsetzung vun dësem Programm ass fir all SEA a Mini-Crèche, déi Kanner tëschent 1 a 4 Joer encadréieren, verflichtend, fir d'Zouloossung als Prestataire CSA ze kréien. Dëse Programm gesäit vir, datt eng Persoun aus dem Personnel encadrant eng spezifesch Formatioun am Kader vum Programm Éducation plurilingue muss absolvéiert hunn. An dësem Programm hëlt och d'Lëtzebuergescht eng zentral Plaz an. An all Struktur muss op d'mannst eng Persoun mam Niveau C1 am Lëtzebuergeschen am direkten Encadrement schaffen an et muss garantéiert sinn, datt Lëtzebuergesch op d'mannst 40 Stonnen d'Woch present ass, fir de Kanner eng konsequent Sproochkonfrontatioun ze bidden.

Et gëtt an deem Kontext awer och u weideren Initiative geschafft, fir datt d'Lëtzebuergescht an der nonformaler Bildung nach méi Uwendung ka fannen:

– Fir d'Visibilitéit an den Alldagsgebrauch vum Lëtzebuergeschen nach méi ze stäerken, wäert de MENJE un der Entwécklung vun zousätzlechem pädagogesche Material schaffen, mat dem Zil, an all Service ee sproocheräicht Léierëmfeld ze schafen, dat d'Kanner an d'Personal dozou ureegt, d'Lëtzebuergescht aktiv ze erliewen a selwer ze benotzen.

– Sproochlech Kompetenze souwéi déi sproochlech Kompositioun vun der Personalzesummestellung si

gesetzlech verankert an si wichteg Krittäre bei der Rekrutéierung vu Personal, déi sécherstellen, datt d'Lëtzebuergescht Uwendung an de Strukture fënnt. Fir de Strukturen ze hëllefen, dës Ufuerderungen ze erfëllen, gesäit de Regierungsprogramm 2023–2028 vir, den Zougang zu Sproochecoursë fir d'Personal an der nonformaler Bildung auszebauen. Dëst gëtt ab der Rentrée 2025/2026, an Zesummenaarbecht mam INLL, ëmgesat. 2026 solle Formatioune bannent de Strukture selwer (in house) duerch qualifizéiert Formateure weider ausgebaut kënne ginn. Zousätzlech ginn zesumme mam Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) e fachspezifesche Glossaire a passend Léiermaterialien entwéckelt, fir déi professionell Acteuren op hirem Léierwee ze ënnerstëtzen.

ad 6. Déi nonformal Bildung baséiert op Prinzippie wéi Fräiwëllegkeet, Participatioun an oppen, entdeckend Léierformen. Dofir sti klassesch Coursen net am Mëttelpunkt, mee alldagsintegréiert Léiererfarungen, déi Kanner op spilleresch an explorativ Aart a Weis un déi kulturell Realitéiten am Land eruféieren. An deem Sënn gëtt et keng Pläng, fir d'Offer u Lëtzebuergeschcoursen duerch diploméiert Personal an der nonformaler Bildung auszebauen.

ad 7. Formal Bildung:

Et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, de Bezuch zur nationaler Geschicht a Kultur an der formaler Bildung hierzestellen, sief et mat den neien Unterrechtsmaterialie fir den Enseignement fondamental (Flott fir de Cycle 3 a FlottFlott fir de Cycle 4), sief et mat weiderféierenden Aktivitéiten a Materialien, wéi zum Beispill Eis gebaute Welt, déi awer och duerch Aktivitéiten, déi vun de lëtzebuergesche Kulturhaiser ugebuede ginn. Doriwwer eraus schafft am SCRIPT en Aarbechtsgrupp un engem neie Geschichtsbuch fir de Cycle 4.

Am ES gëtt et dat neit Fach Lëtzebuergesch op der 4^{e}, fir dat och Materialien ausgeschafft goufen (e Reader, deen all Joer aktualiséiert gëtt souwéi d'Buchrei „Allerhand"). Des Weidere ginn och am Enseignement secondaire d'Unterrechtsmaterialie vun der Geschicht reegelméisseg aktualiséiert an et gëtt vill Méiglechkeeten, Aktivitéite ronderëm d'Lëtzebuerger Kultur a Geschicht an de Cours ze integréieren, zum Beispill mat de Materialie vum Site kulturgeschicht.lu.

Nonformal Bildung:

– D'Verständnis fir déi kulturell, sozial a geschichtlech Kontexter vun eisem Land ass e wichtege Bestanddeel vun der nonformaler Bildung an en integralen Deel vun den Handlungsfelder vum nationale Cadre de référence. D'Zil ass dobäi net nëmmen, Fakten ze vermëttelen, mee e Verständnis fir Identitéit, Diversitéit a sozial Kohäsioun ze fërderen.

– Gläichzäiteg léisst de Cadre de référence national, obwuel en handlungsleedend fir d'Servicer ass, genuch Flexibilitéit a pedagogesch Handlungsfräiheet, fir kulturell Inhalter am Alldag ze integréieren. Aktivitéite wéi Ausflich op kulturell Sitten, interaktiv Atelieren, traditionell Fester oder kreativ Projeten erlaben et de Kanner, konkreet Liewenserfarunge mat der lëtzebuergescher Kultur ze maachen.

– En zentrale Prinzipp bleift d'Zesummenaarbecht mat kulturellen a pedagogesche Partner, déi vum MENJE aktiv gefërdert gëtt. D'Vernetzung mat kulturellen Institutiounen, Muséeën, Theateren oder lokalen Initiativen erméiglecht eng dynamesch a lieweg Approche vu Kultur a Geschicht.

Cas d'intoxications de chiens au THC et mesures de prévention au Luxembourg | Question **2815** (28/08/2025) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

Rezente Medieberichter no, soll et an Däitschland ëmmer méi Fäll vun THC-Vergëftunge bei Hënn ginn. An de meeschte Fäll wier dat dorop zeréckzeféieren, dass d'Hënn an der Natur op Reschter vu Cannabispreparater stoussen an déi ongewollt verschlécke géifen. Veterinäre weisen sech alarméiert a verweisen op déi grave gesondheetlech Konsequenzen, déi dëst mat sech bréngе kann.

An deem Zesummenhang géing ech gär follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau, un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

1. Sinn de Ministere Fäll vun THC-Vergëftunge bei Hënn hei am Land bekannt a wa jo, wéi vill?

2. Gëtt et och esou Fäll bei aneren Déieren?

3. Gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg e Problem wat d'Reschter vu Cannabispreparater an der Natur ubelaangt?

4. Gëtt et, de Ministeren no, eng Relatioun tëschent der rezenter Liberaliséierung vum Cannabis an der Quantitéit u Reschter u Cannabispreparater an der Natur, wéi och der Unzuel u Behandlunge vun THC-Vergëftunge bei Hënn?

5. Wat gedenken d'Ministere géint dëse Phenomeen ze ënnerhuele respektiv derfir ze suergen, dass dësen net hei zu Lëtzebuerg opkënnt?

6. Wuel wëssend, dass et elo scho verbueden ass, Offall an der Natur ze entsuergen, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass ee speziell iwwert dës Problematik sensibiliséiere sollt, fir op déi grave gesondheetlech Konsequenze fir d'Déieren opmierksam ze maachen? Ass an deem Sënn eng Sensibiliséierungscampagne geplangt?

7. Wat fir Moyene stinn de Veterinären am Moment hei zu Lëtzebuerg zur Verfügung, fir eng THC-Vergëftung ze diagnostizéieren?

8. Wéi eng Therapieméiglechkeete gëtt et aktuell an deem Fall?

9. Gëtt et vun offizieller Säit aus Recommandatiounen, wat een als Proprietär vun engem Hond an deem Fall soll maachen?
– Wa jo, wéi eng Recommandatioune sinn dat?
– Wann nee, gedenken d'Ministeren esou Recommandatiounen auszeschaffen?

Réponse (10/10/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Der ALVA si keng konkreet Fäll bekannt. Et gëtt alt mol heiansdo e Verdacht op esou eng Ursaach bei Hënn mat Vergëftungssymptomer, seet d'Lëtzebuerger Associatioun vun de Klengdéierepraktiker (LAK), et ass awer kee rezente Fall bekannt, wou THC konnt als Ursaach confirméiert ginn.

ad 2. D'ALVA huet keng Informatiounen zu Fäll bei aneren Déieren.

ad 3. Dozou leie keng Zuele vir.

ad 4. Der ALVA ass keng erhéichte Prävalenz vun esou Behandlunge bekannt.

ad 5. a 6. Et ass keng Sensibiliséierungscampagne geplangt am Moment, well keng erhéichte Prävalenz vu Vergëftungsfäll am Zesummenhang mat THC bekannt ass. Et ginn awer a reegelméissegen Ofstänn allgemeng Campagnë géint de Littering duerchgefouert. Wann e Problem mat Vergëftungen duerch eng ongewollt Opnam vun THC sollt opkommen, sollten d'Veterinären an d'Ëffentlechkeet op esou Geforen natierlech opmierksam gemaach ginn.

ad 7. En Hond mat enger richteger THC-Vergëftung huet neurologesch Symptomer (evtl. och nach weider Symptomer wéi Problemer mam Verdauungsapparat); dës sinn an der akuter Phas schwéier vu Vergëftungen duerch aner Substanzen ze ënnerscheeden. Fir d'Bestëmmung vun der Ursaach ass eng gutt Anamnees an d'Éierlechkeet vum Besëtzer vu grousser Bedeitung. Analyse kënnen am Ausland a veterinärmedezinnesche Laboratoirë gemaach ginn, sou wéi dat och fir all aner Analysen am Klengdéierebereäich de Fall ass.

ad 8. D'Behandlung ass ëmmer vun der Virgeschicht (z. B. wéi laang ass et hier, dass d'Substanz opgeholl ginn ass?) an de Symptomer an hirem Grad ofhängeg a gëtt vum Déierendokter vu Fall zu Fall entscheet. Bei enger akuter Vergëftung gëtt d'Déier an der Reegel symptomatesch, z. B. mat Infusiounen an Aktivkuel, behandelt.

ad 9. Wéi ëmmer wann een de Verdacht huet, dass engem säin Déier eng Substanz opgeholl huet, déi gëfteg kéint sinn, soll een säin Déierendokter kontaktéieren, fir déi nächst Schrëtt ofzeklären.

Summerschool | Question **2832** (04/09/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

D'„Summerschool" ass eng zousätzlech Schouloffer vum Educatiounsministère, déi zënter e puer Joer all Joer an deenen éischten zwou Wochen am September ugebuede gëtt a sech u Schüler aus dem Fondamental wéi och aus dem Secondaire riicht. D'Mesure soll Léierlücken zoumaachen an de Schüler hëllefen, sech methodesch an inhaltlech op d'Rentrée virzebereeden. Jee no Besoin a Schoulniveau ginn Atelieren a Coursen ugebueden (z. B. Sproochen, Mathematik, Natur- a Sozialwëssenschaften).

Aus bildungspolitescher Siicht dréit d'Summerschool dozou bäi, d'Chancëgläichheet ze stäerken, de Passage tëscht de Klassen a Schoulniveauen ze vereinfachen an déi Schüler ze ënnerstëtzen, déi aus diversen Ursaachen temporär Nodeeler haten. Gläichzäiteg erfuerdert esou eng Offer eng transparent Planung a Qualitéitssécherung, besonnesch wat d'Ressourcen, d'Kommunikatioun un d'Elteren an d'Evaluatioun vun der Initiativ ugeet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Wéi vill Schüler waren zënter 2021 an der Summerschool ageschriwwen, opgedeelt no Joer an no Schoulniveau (Fondamental/Secondaire)? Wéi vill Leit hu sech an de jeeweilege Jore fir d'Summerschool gemellt, a wéi vill Personal huet schlussendlech matgeschafft?

2. No wéi enge Critèrë gëtt d'Personal mat engem CDD fir d'Summerschool agestallt (z. B. pädagogesch/fachlech Kompetenzen, Sproochen)?

3. Wéi ass d'Betreiung vun Élèves à besoins spécifiques garantéiert? Ginn am Kader vun der Summerschool extra Coursë fir ESEB-Kanner ugebueden? Falls déi Kanner och an der Summerschool sinn, ginn déi zesumme mat deenen anere Schüler aus dem Fondamental a Secondaire betreit?

4. Verfüügt den Educatiounsministère iwwer Donnéeën zum Succès vun der Summerschool? Gedenkt den Här Minister, dës Initiativ weider auszebauen oder unzepassen an, wa jo, a wéi enge Punkten a mat wéi engem Zäitplang?

Réponse (10/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2.

Summerschool: Aschreiwungen am Enseignement fondamental (EF) an am Enseignement secondaire (ES)

Personal, dat d'Summerschool assuréiert huet

Am Enseignement fondamental gëtt beim Recrutement vum Personal, dat am Kader vun der Summerschool d'Schülerinnen an d'Schüler an de guidéierten Aktivitéiten encadréiert, an éischter Linn op Agenten zeréckgegraff, déi entweeder een Diplom ofgeschloss hunn, deen op de Beruff vum Enseignant virbereet, oder um Punkt sinn, entspriechend Studien ze absolvéieren. Falls am Uschloss vun dësem Recrutement nach Besoin fir weidert Personal géing bestoen, gi Persoune mat engem lëtzebuergesche Secondairesdiplom recrutéiert.

Am Enseignement secondaire ass d'Situatioun anescht, well d'Schüler, déi am Kader vun der Summerschool betreit ginn, sech no Fächer opdeelen. Et gëtt dofir op Universitéitsstudenten zeréckgegraff, déi zum Moment vun hirer Astellung mindestens e Premièresdiplom mussen hunn.

ad 3. Am Enseignement fondamental gëtt d'Betreiung vun de Schüler mat spezifesche Besoinen am Kader vun der Summerschool vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) assuréiert. D'Commission d'inclusion identifizéiert déi Schülerinnen a Schüler, déi sollen encadréiert ginn, a leet d'Natur an d'Envergure vun dëser spezifescher Prise en charge duerch d'ESEB fest. Am Enseignement secondaire ginn d'Schüler zesumme betreit.

ad 4. D'Zil vun der Summerschool ass et, alle Kanner déi bescht Méiglechkeete fir Erfolleg ze bidden, andeems si hinnen d'Geleeënheet gëtt, d'Theemen aus dem viregte Schouljoer nach eemol duerchzegoen an sech gutt op dat neit Schouljoer virzebereeden.

Den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) huet 2024 eng Etude duerchgefouert, fir de Profill vun der Schülerbevëlkerung, déi un de guidéierten Aktivitéiten am Kader vun der Summerschool am Fondamental deelhëlt, ze analyséieren[1]. De Rapport vun der Etude hält fest, datt d'Summerschool sënnvoll ass, well se de Schülerinnen a Schüler erlaabt, Schwéierpunkten aus bestëmmte Fächer nach eemol opzeschaffen. Zousätzlech huet dës Etude festgestallt, datt Schülerinnen a Schüler aus engem manner begënschtegte sozioekonomesche Kontext souwéi déi, déi net Lëtzebuergesch oder Däitsch als éischt Sprooch schwätzen, staark bei den Umeldunge fir d'Summerschool representéiert sinn. Fir den Enseignement secondaire gëtt et keng vergläichbar Etude.

Évolution de la qualité scolaire au Luxembourg | Question **2839** (08/09/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Prof. Dr. Axel Plünnecke vum „Institut der deutschen Wirtschaft" huet rezent am Hibléck op de Qualitéitsverloscht vun däitsche Schoulen, wéi e vum aktuelle „Bildungsmonitor" beschriwwe gëtt, vun enger „Wasserscheide" ëm d'Joer 2015 erëm geschwat. Virun 2015 wieren d'Schoule besser gewiescht, dono méi schlecht. An de vergaangenen zéng Joer wiere vill méi Kanner an d'Schoul gaang, wéi déi däitsch Kultusministeren 2010 geduecht hätten. Méi Kanner wieren u sech e Gewënn fir d'Land, „aber 2015 hat das Schulsystem überfordert, man fand keine schnellen Antworten auf die Herausforderungen der gestiegenen Fluchtmigration". (Quell: „Bild Zeitung", 25.8.2025).

Am Hibléck op d'Analys vum Prof. Dr. Axel Plünnecke zur Schoulentwécklung an Däitschland säit 2015 an ënner Berécksiichtegung vu vergläichbaren Erausfuerderungen zu Lëtzebuerg géif ech dem Här Schoulminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech an den Ae vum Här Minister d'Schoulqualitéit zu Lëtzebuerg säit 2015 entwéckelt – besonnesch am Hibléck op déi staark gestigen Zuel vu Kanner, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn?

2. Gouf et zu Lëtzebuerg eng vergläichbar Zäsur am Bildungssystem wéi déi vum Prof. Dr. Plünnecke beschriwwen?

3. Wann nee, wéi eng Grënn waren dem Här Minister no ausschlaggeebend dofir, datt et zu Lëtzebuerg net zu sou enger Zäsur koum?

4. Wéi gutt war Lëtzebuerg 2015 op déi gestigen Zuel vu Schüler mat Flucht- oder Migratiounshannergrond virbereet?

5. Wéi eng Moossname goufe säit 2015 konkreet geholl, fir Kanner ouni Kenntnisser an den dräi Amtssprooche vum Land an eise Schoulsystem ze integréieren? Mat wéi engem Erfolleg?

6. Wéi bewäert den Här Minister haut d'Wierksamkeet vun den „Accueil-Klassen"?

7. Gouf et säit 2015 Enkpäss bei der Ausstattung vu Schoulen, besonnesch an de gréisseren Uertschaften? Wa jo, wéi gouf op dës Enkpäss reagéiert?

Réponse (10/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Joren 2015 an duerno hunn och zu Lëtzebuerg zu engem bemierkbaren Opschwong vun der Schülerzuel gefouert, ënnert anerem wéinst der Flüchtlings- a Migratiounsbeweegung. Déi Situatioun huet eise Schoulsystem sonner Zweiwel gefuerdert, allerdéngs net iwwerfuerdert.

ad 1. D'Reaktivitéit vum Lëtzebuerger Schoulsystem huet et erlaabt, d'Qualitéit vum Unterrecht bäizebehalen an de Bedierfnesser vun enger ëmmer méi heterogeener a wuessender Schülerpopulatioun gerecht ze ginn.

D'Donnéeën aus den nationale Monitoringinstrumenter am Bildungsberäich (Épreuves standardisées-EpStan, Bildungsbericht) weisen zanter 2015 kee markante Réckgang vun de Schülerleeschtungen a kee sougenannte „Wasserscheide"-Effekt, wéi en deelweis fir Däitschland beschriwwe gëtt. D'Resultater bleiwen am nationale wéi och am internationale Verglach éischter stabill; gläichzäiteg ass kloer, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem weider grouss demografesch a soziolinguistesch Erausfuerderunge bewältege muss.

Fir deem Rechnung ze droen, gouf d'Offer zanter 2015 progressiv diversifizéiert a mam Besoin um Terrain ofgestëmmt: nei Lycéeën a spezialiséiert Sektiounen, d'Aféierung vun ëffentlechen europäeschen an internationale Schoulen, d'Moderniséierung vun de Programmer a Referenzdokumenter, reegelméisseg Upassunge vun de Grilles horaires souwéi zousätzlech pedagogesch Ressourcen. Dozou goufen zousätzlech Enseignanten an edukatiivt Personal rekrutéiert, fir dem demografesche Wuesstem an der Diversitéit vun der Schülerpopulatioun gerecht ze ginn.

ad 2. Déi uewe genannten Initiativen hu verhënnert, datt et zu enger Iwwerfuerderung vum System koum, wéi se an anere Länner beschriwwe gëtt. Lëtzebuerg war schonns 2015 duerch eng grouss Diversitéit (49 % vun de Schüler mat Migratiounshannergrond) markéiert. Eise Schoulsystem ass historesch sou gewuess, datt een der Méisproochegkeet an der Diversitéit am Land Rechnung droe kann a sech mat der Zäit weiderhin upasst, och wann d'Demande wiisst. Strukture wéi Classes d'accueil am Fondamental an am Secondaire, Cours d'accueil a spezifesch Sproochfërdermoossname bestinn zanter Joren a goufen no 2015 der méi héijer Nofro ugepasst – ouni datt fundamental nei Strukturen hu misse geschaf ginn.

ad 3. D'Flexibilitéit vum Lëtzebuerger Bildungssystem an e reaktiivt a pragmatescht Handelen hu verhënnert, datt et zu enger Iwwerfuerderung koum. Zanter Joren existéieren Instrumenter wéi Classes d'accueil (éischt Klassen an de 60er-Joren am deemolegen Enseignement primaire), Classes à régime linguistique spécifique a weider strukturéiert Sproochfërderungsmoossname wéi Cours d'accueil. D'Konzept vun enger Classe d'accueil ass spéider och am Secondaire verankert ginn, fir de Schüler Zougang op déi ganz Offre scolaire ze bidden an dës besser an d'Gesellschaft ze integréieren. Zanter 2015 ass d'Demande no dëse Mesurë gewuess, allerdéngs hu keng fundamental nei strukturell Mesuren en place misse gesat ginn, fir op d'Situatioun ze reagéieren.

Grouss gesellschaftlech Trends – wéi den intensive Gebrauch vu soziale Medien a vu Smartphones bei Jugendlechen – ginn am nationale Monitoring an doriwwer eraus mat observéiert a fannen hiren Niddersschlag an der aktueller a geplangter Bildungspolitick (z. B. sécher.digital mat der „Screentime"-Campagne, d'Moderniséierung vun de Programmer). Reformprojete wéi ALPHA – zesumme wuessen an Initiativen am Beräich vun der Inklusioun a vun der Sproochefërderung droen dozou bäi, Bildungsongläichheeten ofzebauen an d'Qualitéit vum System och an Zukunft sécherzestellen.

ad 4. 2015 war Lëtzebuerg scho gutt opgestallt: Et bestoungen etabléiert Strukturen, fir op d'Migratiounssituatioun ze reagéieren an d'Integratioun vun de villen neie Schüler ze garantéieren. Ressourcë goufen zur Verfügung gestallt, Personal rekrutéiert an ausgebilt souwéi d'Orientatioun vun de Schüler op nationalem Niveau organiséiert. D'Lycéeën an d'Schoulen hu Klassen opgemaach, fir de Kanner eng fair a gerecht Integratioun ze bidden. Et gouf pedagogescht Material ausgeschafft an zur Verfügung gestallt. Ausserdeem goufe Formatiounen a Begleedung vun zousätzlechem Léierpersonal an interkulturelle Mediateuren organiséiert, fir de konkreete Besoinen um Terrain gerecht ze ginn.

ad 5. An deene leschten 10 Joer sinn d'Classes d'accueil am Fondamental a Secondaire, d'Classes à régime linguistique spécifique an d'Classes internationales weider ausgebaut ginn, fir dem Profill vun de Schüler, déi nei an d'Land kommen, gerecht ze ginn; et ass un der Professionaliséierung a Sensibiliséierung vun den Enseignanten, déi an deem Beräich ënnerriichten, geschafft ginn; et ass der Sensibiliséierung vun den Elteren, der Verstäerkung vun der interkultureller Mediatioun an der Valoriséierung vun der éischter Sprooch Rechnung gedroe ginn, fir ee beschtméiglecht Zesummeliewen ze erméiglechen. Gläichzäiteg sinn d'Curricula an och d'Grilles horaires adaptéiert ginn, fir d'Transitiounen ze erméiglechen, eist Land, Sprooch(en) a Kultur méi nozebréngen a verschidde Projeten (wéi zum Beispill Logbuch Neuland oder Espaces de paroles régulées) si realiséiert ginn, fir d'Integratioun ze fërderen an en interkulturellen Dialog ze erméiglechen.

ad 6. De Lëtzebuerger Schoulsystem ass equipéiert fir Kanner, déi am Laf vun hirer schoulescher Carrière an onse Schoule bäikommen. D'Accueil-Offer, an dozou zielen och d'Accueil-Klassen, stellen e wichtege Bestanddeel vun eiser Integratiounspolitick duer. Si erlaben eng individuell Begleedung vun den Élèves nouvellement arrivés an droen de migratiounsspezifeschen Erausfuerderunge Rechnung. Nieft enger

[1] OEJQS. (2024). Focus On 2/24 – Analyse des caractéristiques des élèves inscrits à la Summerschool de l'enseignement fondamental de 2020 à 2023. Walferdange : Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire.

sproochlecher a sozialer Integratioun, ënnert anerem duerch eng Aféierung an d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, erméiglecht dës Offer, de Schüler am Land Fouss ze faassen, perséinlech Ziler ze fixéieren a sech an enger neier Gesellschaft erëmzefannen. Si erlaabt de Schüler, hir Virkenntnesser, sou ënnerschiddlech déi och sinn, ze weisen, an hirem Rhythmus ze progresséieren, eng nei Sprooch ze léieren an sech ze integréieren. D'Accueil-Offer ass an deem Sënn eng Äntwert op d'Diversitéit vun de Profiller vun de Schüler; se erméiglecht hinnen, sech zurecht ze fannen a Brécken ze bauen zu der besteeënder Offer a Funktioun vun de Kapazitéiten a Besoine vun de Kanner a Jugendlecher.

ad 7. Ewéi schonns erwäänt huet de kollektiven Effort vun de Schoulen a Lycéeën et erméiglecht, viraussichtlech Enkpäss an de Schoulen ze iwwerwannen a Léisungen organisatorescher an infrastruktureller Natur si fonnt ginn. Fir an Zukunft heirop ze reagéieren, gouf mat geziilten Infrastruktur- a Personalmoossname reagéiert. Déi bestoend Schoulinfrastrukture goufen ausgebaut an nei Strukture goufen amenagéiert oder geplangt. Gläichzäiteg ass de Recrutement vu spezialiséiertem Personal erméiglecht an ëmgesat ginn. D'Ressourcenzoudeelung gouf dobäi méi flexibel organiséiert, wärend d'Autonomie scolaire verstäerkt ginn ass. Donieft ass d'schoulesch Offer regional erweidert ginn. Zousätzlech gouf en nationale Service institutionaliséiert, deen de Schoulen a Lycéeë pedagogesch Ressourcen, Mediateuren a spezialiséiert Personal zur Verfügung stellt. D'Schülerverdeelung gouf méi staark coordonéiert dank enger Zentraliséierung vun Informatiounen a Profiller vun den Nouveaux arrivants, wat zu enger kohärenter nationaler Planung bäidréit.

Publicité pour le projet Elmen à la radio belge | Question **2844** (09/09/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

„Elmen" ass e Projet vun der „Société nationale des habitations à bon marché" (SNHBM). Hei entsteet e ganzt Duerf zu Ollem an der Gemeng Kielen fir Mënschen, déi sech keng „maartüblech" Wunnengen um Lëtzebuerger Wunnengsmaart leeschte kënnen.

Obschonns all Joer vill Lëtzebuerger gezwonge sinn, an d'Ausland wunnen ze goen, mécht d'SNHBM Reklamm bei engem belsche Radiossender fir de „Projet Elmen".

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass et an den Ae vum Här Logementsminister mam gesetzlechen Optrag vun der SNHBM kompatibel, fir aktiv am Ausland Reklamm ze maache fir hir Projeten?

2. Wéi justifiéiert den Här Minister et géintiwwer de Lëtzebuerger Bierger, dass e staatlech subventionéierte Wunnprojet Leit am Ausland „schmackhaft" gemaach gëtt, wärend vill Leit hei zu Lëtzebuerg kee Wunnraum fannen an esouguer, wéi ee rezent an der Press liese konnt (Artikel vum 21.8.2025 op wort.lu „Die Kinder, die es gar nicht geben darf"), Kanner mat hiren Elteren an Autoe schlofe mussen?

3. Kann den Här Minister preziséieren, firwat een iwwerhaapt Reklamm fir de „Projet Elmen" maache muss, wann ee bedenkt, datt et bei der Locatioun generell laang Waardelëschte fir Wunnenge vun der SNHBM gëtt?

4. Fir kënnen an de Genoss vun enger Wunneng vun der „Société nationale des habitations à bon marché" ze kommen, mussen den Antragsteller an all d'Membere vu sengem Stot iwwer eng Openthaltsgeneemegung am Land (oder e vergläichbare legitimmen Openthaltstitel) vu méi wéi 3 Méint verfügen. Gëtt dat am Kontext vun „Elmen" agehalen? An anere Wierder: Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Reklamm, déi d'SNHBM bei engem belsche Radiossender fir de „Projet Elmen" mécht, sech just un Awunner vu Lëtzebuerg oder Lëtzebuerger riicht?

Réponse (14/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Kloerstellung vum Kontext vun dëser Publicitéitscampagne:

Déi betreffend Campagne war dem Projet Elmen gewidmet. Elmen ass en neit Duerf, dat am Bau ass zu Ollem, an der Gemeng Kielen, no bei der belsch-lëtzebuergescher Grenz. Fir eng breet Visibilitéit wärend der Porte ouverte ze garantéieren an d'Zilgruppen ze erreechen, goufen e puer Kommunikatiounskanäl benotzt.

– Invitatioune goufen un déi Leit geschéckt, déi bei der SNHBM ageschriwwe sinn, fir eng Wunneng an dëser Géigend ze kafen;
– Geziilt digital Campagnen;
– Radiospots a verschiddene Sproochen op verschiddene Radiosender.

Dës „Journée portes ouvertes", déi als Zil hat, d'urbanistescht Konzept vun Elmen duerch guidéiert Visitten ze erklären, an déi verschidden Zorte vun Eefamilljenhaiser ze presentéieren, huet e Samschdeg, de 17. Mee 2025, stattfonnt a war e grousse Succès.

ad 1. D'Promotioun vun de Bauprojete vun der SNHBM entsprécht voll a ganz hirer Missioun als ëffentleche Promoteur.

Et ass essentiel, all deene Persounen, déi eligibel si fir eng bezuelbar Wunneng an/oder Wunneng zu engem moderate Präis, den Zougang zu den Informatiounen iwwer déi aktuell bezuelbar Bauprojeten ze erméiglechen.

ad 2. D'SNHBM ass sech de Schwieregkeete bewosst, déi vill Bierger zu Lëtzebuerg hunn, fir eng Wunneng ze fannen. Als ëffentleche Promoteur ass et der SNHBM hir Missioun, bezuelbar Wunnenge fir déi berechtegt Persounen ze schafen an ze geréieren.

D'Zil vun der ugeschwater Campagne, déi deels iwwer Radiosender a verschiddene Sprooche gemaach gouf, ass net d'Leit ze privilegiéieren, déi am Ausland wunnen, mee sécherzestellen, datt all déi, déi eng enk Verbindung mam alldeegleche Liewen zu Lëtzebuerg hunn, e gläichberechtegten an transparenten Zougang zu der Informatioun kréien. Dës Campagne erlaabt der SNHBM transparent a gerecht d'Informatiounen un déi potentiell an eligibel Stéit zur Verfügung ze stellen; an engem Kontext wou de Besoin u Wunnenge ganz grouss ass.

Ausserdeem war dës Campagne keng einfach kommerziell Reklamm-Aktioun, mee eng geziilte Moossnam fir:

– de grousse Public iwwert de Projet, iwwer déi bezuelbar, nohalteg, qualitativ Wunnengen an iwwer dat urbanistescht Konzept vum Duerf Elmen ze informéieren;
– eng innovativ urbanistesch Visioun ze presentéieren (zentraliséiert Parkhaiser, Gréngflächen ...), déi net onbedéngt de Gewunnechte vu jidderengem entsprécht an dofir erfuerdert, e méi breede Public ze erreechen;
– Transparenz ze garantéieren an den Zougang zu de Projete sécherzestellen, déi mat der finanzieller Ënnerstëtzung vum Staat zu Lëtzebuerg realiséiert ginn, andeems souwuel d'Awunner wéi och d'Grenzgänger informéiert ginn.

ad 3. D'Werbung fir de Projet Elmen betrëfft haaptsächlech de Verkaf vu bezuelbare Wunnengen, well de PAP eng gewëss Mixitéit virgesäit: Opdeelung tëschent Appartementer an Haiser am Verhältnis vu 50 %. Dobäi si 50 % vun den Appartementer fir d'Locatioun virgesinn, wärend déi aner Wunnengen, déi gebaut ginn, fir de bezuelbare Verkaf geduecht sinn.

Et ass och wichteg ze ënnerstäichen, datt de Projet Elmen net nëmme wéi en übleche Projet vu bezuelbare Wunnengen ze verstoen ass: e baséiert op engem innovativen urbanistesche Konzept mat zentraliséierte Parkhaiser, engem Supermarché, engem Second-Hand-Baby-Shop, enger Maison pour tous mat Brasserie a puer Plaze fir d'Inklusioun am Quartier asw. D'Werbung hat och haaptsächlech d'Zil, dëst Konzept dem grousse Public virzestellen an ze erklären, fir datt all déi Stéit, déi fir eng bezuelbar Wunneng an/oder eng Wunneng zu engem moderate Präis eligibel sinn, dëst Konzept verstinn.

Dës Campagne erméiglecht, an dësem Kontext, och en transparenten a gläichberechtegten Zougang zu den Informatiounen ze garantéieren, andeems all eligibele Stot d'Méiglechkeet kritt, sech – jee no senge Besoinen a Wënsch – fir eng bezuelbar Wunneng am Verkaf oder an der Locatioun ze positionéieren.

Et kann een och ënnerstäichen, datt am Mee 2025, wéi d'Campagne lancéiert gouf, de Verkaf schwaach war. D'Werbung huet dofir erméiglecht, d'Leit ze informéieren, den Interessi fir de Projet ze stäerken a konkreet Resultater ze generéieren.

ad 4. D'Werbung iwwert de Projet Elmen hat, ënnert anerem, d'Zil, de berechtegte Public iwwert d'Existenz vu bezuelbare Wunnengen ze informéieren.

D'Werbung respektiv d'Verkafsprozedur vun der SNHBM riicht sech deemno u jiddereen, deen de gesetzlech festgeluechte Krittären entsprécht.

D'Gesetz iwwer abordabel Wunnenge riicht sech u jiddereen, deen op Basis vum Artikel 55 en Openthaltsrecht vu méi wéi 3 Méint zu Lëtzebuerg huet.

Dorënner falen ënner anerem och d'EU-Bierger, déi zu Lëtzebuerg schaffen oder studéieren.

D'Konditioun vun engem Openthaltsrecht vu méi wéi 3 Méint zu Lëtzebuerg ass baséiert op engem vun de Grondprinzippie vun der Europäescher Unioun, deen et all EU-Bierger erlaabt, fräi an all Memberstaat ze reesen, do ze liewen oder ze schaffen.

Dës Konditioun gëllt fir all abordabel Wunneng, déi ënnert d'Gesetz vum 7. August 2023 fält, onofhängeg vum Promoteur.

Gestion et versement des primes Klimabonus | Question **2849** (10/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Kader vum Klimabonus-Programm gëtt et keng gesetzlech festgeluechte Frist fir d'Ausbezuele vu Primmen. Et gëtt just festgehalen, datt déi finanziell Ënnerstëtzung an der Reegel direkt op de Konto vum Antragsteller iwwerwise gëtt. Eis ass awer zu Ouere komm, datt vill Leit ongewéinlech laang waarde mussen, bis si hir Primmen ausbezuelt kréien.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi laang ass aktuell déi duerchschnëttlech Beaarbechtungszäit fir d'Ausbezuele vu Klimabonus-Primmen?

2. Wéi vill Anträg op Klimabonus-Primme sinn aktuell nach ontraitéiert oder ginn aktuell traitéiert?

3. Wéi eng Grënn féieren zu Verzögerunge beim Ausbezuele vu Primmen?

4. Gëtt et aktuell genuch Personal, fir d'Anträg effizient ze traitéieren?

5. Goufen an de leschte Méint Moossnamen ergraff, fir d'Beaarbechtungszäit op déi eng oder aner Manéier ze verkierzen? Wann nee, sinn esou Moossname fir d'Zukunft geplangt? Wa jo, wéi eng Moossnamen?

6. Gëtt et eng Prioriséierung beim Beaarbechte vun den Anträg? Wa jo, no wéi enge Krittären?

7. Wéi ginn d'Antragsteller iwwer de Stand vun hirem Dossier informéiert?

8. Wéi schneit Lëtzebuerg am Verglach mat aneren EU-Staaten a Bezuch op d'Ausbezuele vu Klimabonus-Primmen of?

9. Ass d'Regierung bereet, reegelméisseg transparent Statistiken zum Ausbezuele vu Primmen ze publizéieren (z. B. Mount fir Mount)?

Réponse (14/10/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Tableauen ↑

Dës Zuele bezéien sech op d'Beaarbechtungszäit bei der Ëmweltverwaltung. Uschléissend kënnt nach e kuerzen Delai duerch d'Prozedur fir d'Ausbezuele selwer.

ad 2. D'Zuelen zu den aktuell nach net traitéierten Ufroe sinn an de bäigeleuchten Tableauen ↑ ze fannen. D'Demanden, déi traitéiert ginn, kréien deen Ament entweeder de Status „complet" a kënnen ausbezuelt ginn oder si gi refuséiert wa kee Recht op Subsidë besteet. Domat ass den Traitement bei der Ëmweltverwaltung da finaliséiert. Oder awer d'Demande kritt de Status „incomplet", an da gëtt den Antragsteller gefrot, déi feelend Informatiounen nozeliwweren. Och an dësem Fall hält no der Ännerung vum Statut den Traitement bei der Ëmweltverwaltung op bis ggf. déi feelend Elementer geliwwert ginn. Dat heescht, den Traitement bei der Ëmweltverwaltung ass en général den Ament selwer, wou den Dossier drukënnt a stellt keen nennenswäerten Delai duer.

ad 3. Bedéngt duerch dee grousse Succès vun de Klimabonus-Aiden ass d'Unzuel vun Demanden an de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen, a lo méi rezent virun allem bei de Fotovoltaikanlagen.

D'Digitalisatioun vun den Demarchen iwwert MyGuichet, eng Rei Vereinfachungen an d'Opstocke vum Personal bei der Ëmweltverwaltung hunn et erméiglecht, datt déi meescht finanziell Bäihëllefen an der Reegel kënnen a relativ kuerzen Delaien traitéiert ginn. De grousse Succès bei de PV-Anlagen huet awer mat sech bruecht, dass bei den techneschen Installatiounen d'Beaarbechtungszäite laang sinn. Dofir gëtt weiderhin dru geschafft, fir och dës Delaien erofzekréien.

Ee vun de rekurrente Grënn, déi zu Verzögerunge beim Ausbezuele kënne féieren, sinn onkomplett Dossieren, bei deenen dann déi feelend Elementer nogefrot musse ginn, ier d'Bäihëllef kann ausbezuelt ginn.

ad 4. Nieft deenen anere Mesuren, un deenen d'Ëmweltverwaltung schafft, ass och d'Opstocke vum Personal eng vun de Pisten, fir d'Delaien ze reduzéieren.

ad 5. Zousätzlecht d'Personal ass amgaange rekrutéiert an ageschafft ze ginn. Doriwwer eraus gouf eng Soumissioun gemaach, fir punktuell bei de Fotovoltaikdemanden op eng extern Ënnerstëtzung kënnen zeréckzegräifen. Et gëtt domat gerechent, dass dës Aarbechten am Laf vum November kënnen ulafen an et erméiglechen, de Réckstand bei dësen Dossieren ze reduzéieren.

Doriwwer eraus sinn am Kader vum Helpdesk vun dem Service aides financières vun der Ëmweltverwaltung d'Installateure vu PV-Anlage kontaktéiert ginn a kruten eng op si spezifesch ugepassten Hëllefsstellung, fir se op Verbesserungsméiglechkeete bei hiren Dossieren opmierksam ze maachen. Och en FAQ fir d'Installateure gëtt an den nächste Woche publizéiert.

Da ginn zukünfteg Regimmer simplifiéiert wat d'Demandë vereinfacht an et gi manner Pièçë gefrot, wat de Risiko vun engem onkompletten Dossier reduzéiert.

Fir d'Bierger bedeit de Prefinanzement méi ewéi eng Vereinfachung. E suergt derfir, datt een de Subside direkt bei der Rechnung gutt geschriwwe kritt. D'Betriber kréien hirersäits am Kader vum Prefinanzement duerch effikass Prozeduren d'Sue vum Staat séier rembourséiert. De Prefinanzement fir PV-Anlagen ass aktuell an der Prozedur a wäert an Zukunft och fir aner Aidëregimmer (z. B. Klimabonus Mobilitéit) uwendbar sinn.

ad 6. Et gëtt keng Prioriséierung gemaach. D'Dossiere gi bei all Prozess chronologesch traitéiert wéi se rakommen. Bei den techneschen Installatioune gëtt et zwee Prozesser, ee fir déi Dossieren, déi um Pabeier erakommen an ee fir déi Dossieren, déi iwwert de MyGuichet erakommen. Déi digital Dossiere kënne mat manner Opwand traitéiert ginn an den Delai ass hei 6–8 Woche manner laang.

ad 7. Bei den Demandë vum Klimabonus Wunne gëtt systematesch en Accusé de réception un d'Leit geschéckt fir si ze informéieren, datt hir Demande ukomm ass a fir hinnen d'Dossiersnummer matzedeelen, déi als Referenz bei all weideren Echangë gëllt. D'Leit hunn och d'Méiglechkeet, bei der Ëmweltverwaltung unzeruffen zum Stand vun hirem Dossier, wouvunner vill Leit Gebrauch maachen. Déi méi rezent Accusés de réception enthalen e QR-Code, wou d'Leit déi aktuell Delaien direkt matgedeelt kréien.

Beim Klimabonus Mobilitéit sinn d'Delaie kuerz, sou dass hei keen Accusé de réception verschéckt gëtt. Soubal den Dossier traitéiert ass, gëtt den Antragsteller informéiert ob dëse komplett ass a kann ausbezuelt ginn, oder ob nach Informatioune feelen.

ad 8. Der Ëmweltverwaltung läit keen detailléierte Verglach mat belaaschtbaren Zuele vir, deen d'Ausbezuele vu Klimabonus-Primmen zu Lëtzebuerg mat änleche Primmen am Ausland vergläicht.

ad 9. Informatiounen zu der Beaarbechtungszäit vun den eenzelne Subsidentyppe wäerten iwwert den Internetsite www.emwelt.lu reegelméisseg publizéiert ginn.

Suivi des injonctions de la CSSF | Question **2850** (10/09/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

An der Finanzkommissioun vun der Deputéiertechamber vum 8. an 9. September 2025 hunn d'Direktioun an de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess sech zum Follow-up vun den Injonctioune vun 2020 geäussert. Souwäit ech mech erënneren, hu si betount, datt d'Spuerkeess e Plang opgestallt hätt mat Mesuren, fir de Manktem ze behiewen a fir dono e reegelméissege Follow-up ze maachen. 2021 hätt d'Spuerkeess der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) e Bréif geschriwwen, an deem si versécher hätt, datt all d'Mesuren implementéiert gi wieren an si lo der Meenung wier, datt si „en règle" wier.

Op meng Fro hin hunn d'Direktioun an de Verwaltungsrot vun der Spuerkeess ënnerstrach, datt d'Spuerkeess keng weider Kommunikatioun mat der CSSF zum betreffenden Dossier gehat hätt bis zum „contrôle sur place", deen zur Sanktioun gefouert huet.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Ass et richteg, datt d'Spuerkeess 2021 e Bréif un d'CSSF geschéckt huet, an deem si versécher huet, datt si der Meenung wier, datt si all d'Mesuren implementéiert hätt an elo „en règle" wier?

2. Ass et richteg, datt d'CSSF keng Äntwert op de Bréif ginn huet, fir sech zur Fro ze positionéieren, ob d'Saach fir si domat ofgeschloss wier?

3. Ass et richteg, datt d'CSSF fënnef Joer laang kee „contrôle sur place" gemaach huet zum betreffenden Dossier, obwuel si zu deene bekannte Punkten eng Injonctioun ausgeschwat hat? An anere Wierder: Ass et richteg, datt d'CSSF 2018 an 2019 e „contrôle sur place" zum betreffenden Dossier gemaach huet, an dono réischt 2024? (Ech schwätzen hei explizitt net vu Kontrollen zu aneren Dossieren an Aspekter vun der Reglementatioun!)

4. Wat genau ass déi intern Prozedur bei der CSSF, nodeems si eng Injonctioun ausgeschwat huet?

5. Vu datt de Finanzminister Vertrieder souwuel an de Verwaltungsrot vun der CSSF wéi och an dee vun der Spuerkeess schéckt, stellt sech d'Fro vun engem Interessekonflikt a vun eventuelle Mesuren, fir esou en Interessekonflikt ze verhënneren oder ze minimiséieren. Dofir meng Froen: (a) Däerfen sech d'Vertrieder vum Finanzministère austauschen iwwer hir Aarbecht an de Verwaltungsréit oder gëllen do strikt „chinese walls"? (b) Gëtt et hierarchesch Ofhängegkeeten an deem Sënn, datt zum Beispill de Vertrieder am Verwaltungsrot A de Virgesetzte vum Vertrieder am Verwaltungsrot B ass, oder sinn déi eenzel Vertrieder vum Finanzministère komplett onofhängeg ënner sech? (c) Wann d'CSSF iwwer d'Spuerkeess beréit, verléisst dann de Vertrieder vun der Regierung d'Verwaltungsrotssëtzung? (d) Gëtt et aner Mesuren oder Aspekter zu engem potentiellen Interessekonflikt?

Réponse (09/10/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Mir verweisen op d'Kopië vun de Procès-verbaux vun de Sitzunge vum Verwaltungsrot vun der Spuerkeess, déi der Chamber, op Demande vun Deputéierten, op Basis vum Artikel 75 vun der Verfassung an den Artikele 84bis a 84quater vum Chambersreglement zur Verfügung gestallt goufen.

ad 2. an 3. Den Artikel 16 vum Gesetz vum 23. Dezember 1998 verbitt et der CSSF, Informatiounen iwwer een Dossier ze deelen.

ad 4. Eng Injonktioun ass eng Decisioun, duerch déi d'CSSF enger iwwerwaachter Entitéit oder Persoun imposéiert, bannent engem festgeleuchten Zäitraum konkreet korrektiv Moossnamen ze huelen oder e bestëmmtent Verhalen anzestellen, fir sech mat de gesetzlechen a regulatoresche Bestëmmungen, déi op si uwennbar sinn, a Konformitéit ze setzen.

D'CSSF kontrolléiert dono, am Kader vun hirer kontinuéierlecher an/oder spezifescher Iwwerwaachung, iwwer eng méi oder manner laang Zäitspan, ob d'Ufuerderunge vun der Injonktioun respektéiert ginn, z. B. duerch d'Offsite-Iwwerwaachung (Analys vu periodesche Berichter, Ufro vun dokumentéierte Beweiser, Analys vun engem Remediatiounsplang etc.) oder duerch d'Onsite-Iwwerwaachung (Kontrollen op der Plaz, entweeder ad hoc oder thematesch).

Wann d'CSSF feststellt, datt eng Injonktioun net respektéiert gëtt, ka si administrativ Sanktiounen aussprieche oder zousätzlech administrativ Moossname géint déi betraffen Entitéit oder Persoun unuerdnen.

ad 5. D'Vertrieder vum Staat an de Verwaltungsréit vun de genannten ëffentlechen Ariichtunge gi genannt fir déi Missiounen, déi hinnen an de jeeweilege Gesetzer opleien. Si ënnerleien an der Ausübung vun hirem Mandat de Vertraulechkeetsreegelen, déi an de jeeweilege Gesetzer virgesi sinn.

D'Zoustännegkeete vum Conseil vun der CSSF stinn am Artikel 5 vum Gesetz vum 23. Dezember 1998 iwwer d'CSSF. Dës limitéiert Kompetenze sinn d'Unhuele vum Budget an d'Approbatioun vun de Konten, d'Nominatioun vum Reviseur, d'Aviséiere vun den allgemengen Orientéierunge vun den CSSF-Tariffer, d'Approbatioun vun der Hausuerdnung (Règlement d'ordre intérieur) vun der Direktioun, d'Aviséiere vun all Decisioun iwwer d'Revocatioun vun engem Member vun der Direktioun an d'Unhuele vun der allgemenger Politick an den Investitiounsprogrammer vun der CSSF. Laut Artikel 9 vum Gesetz vun 1998 ass d'Direktioun d'„autorité exécutive supérieure" vun der CSSF an ass eleng zoustänneg fir d'Surveillancemissioune vun der CSSF.

D'Opsiicht vun de Banken, dorënner och d'Spuerkeess, a vun all aneren Etablissementer, déi der CSSF ënnerleien, fält also net an de Kompetenzberäich vum Conseil vun der CSSF.

Congé sportif | Question **2855** (11/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Nieft verschiddenen aneren Upassunge goufe mam Gesetz vum 21. Juli 2023, dat den 1. Januar 2024 a Kraaft getrueden ass, d'Bestëmmungen iwwert de Congé sportif besonnesch ofgeännert, fir de sougenannte „mouvement sportif" ze stäerken, spréch d'Federatiounen an hir Veräiner an domadder absënns de Benevolat ze valoriséieren. An engem Interview am Mäerz 2025 an enger Lëtzebuerger Dageszeitung huet de Minister gemengt, opgrond vun der geréngger Unzuel un Demandë wat eeben dëse „congé sportif administratif" ubelaangt, wären net genuch Informatiounen am Secteur.

An senger Äntwert op meng Fro N° 2249 vum 24. Abrëll 2025 betreffend de Congé sportif huet de Sportminister allerdéngs gemengt, dass ënnert senger Regie genuch Opklärungsaarbecht geleescht ginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister een Tableau vum Congé sportif aus dem Joer 2024 opstelle mat der Unzuel vu gefroten an accordéierte Stonne pro Kategorie vu Beneficiairë vum Congé sportif laut Artikel 15-1 vum Sportsgesetz?

2. Am besoten Interview huet de Minister gemengt, dass déi international Arbitteren oder Jugë kee Congé sportif zegutt hätten. Kann de Minister präziséieren, säit wéini dëst allerdéngs schonn de Fall ass an, opgrond vun engem Tableau, déi genau Zuele vun 2018 bis 2024 vun Demanden an accordéierte Stonne vun internationalen Arbitteren a Jugë matdeelen?

3. Säit dem 1.1.2025 gëllt de sougenannte „congé sportif administratif" fir all unerkannte Sportverband, och wann e keng Kompetitiounslizenz huet. Och dëst soll de Benevolat valoriséieren. Kann de Minister een Tableau produzéiere mat der Unzuel vun dësen Demanden, der Zuel vun de gefrote Stonnen, der Zuel vun den accordéierten Demanden a Stonne pro Verband mat dem Gesamtkäschtepunkt fir dës Beneficiairë vum Congé sportif?

4. De „congé sportif administratif" gëllt dann och fir Memberen aus de Verwaltungsréit vun affiliéierte Veräiner, och wann dës Veräiner eebe kee Kompetitiounssport ubidden. Kann de Minister en Tableau produzéiere mat der Unzuel vun dësen Demandë vun de Sportsveräiner, der Zuel vun de gefrote Stonnen, der Zuel vun den accordéierten Demandë pro Veräi mat dem Gesamtkäschtepunkt fir dës Kategorië vu Beneficiairen?

5. Wat fir eng Conclusiounen zitt de Minister aus dësen Zuelen? Gedenkt de Minister och hei weider Opklärungsaarbecht ze leeschten?

6. Am Joer 2024, een olympescht a paralympescht Joer, sinn insgesamt 853.625,64 € am Kontext vum Congé sportif ausbezuelt ginn. Am Staatsbudget 2024 war allerdéngs eng Ausgab vun 2,1 Mio € virgesinn. Wat ass mat dësem Iwwerschoss geschitt?

7. Mam neie Gesetz, dat den 1.1.2024 a Kraaft getrueden ass, sinn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater net méi vum Staat rembourséiert ginn, wann hir Mataarbechter Congé sportif accordéiert kritt hunn.
– Kann de Minister an dësem Kontext d'Unzuel vun de gefrote Stonnen aus dem Gemengesecteur, an d'Zuel vun den accordéierte Stonne produzéieren?
– Wéi vill Käschten hunn dës Demanden an de Joren 2019–2023 pro Joer ausgemaach?

8. Laut aktuellem Gesetz muss de Patron respektiv den Independant bis spéitstens den 1. Februar eng Demande gestallt hunn, fir d'Ausbezuele vum Congé sportif unzefroen. Wéi vill Stonne Congé sportif sinn hei de Leit verluer gaangen, well dësen Delai net agehale ginn ass?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Tablo🠝

ad 2. Jugen an Arbitteren, déi vun enger lëtzebuergescher Federatioun op eng international Competitioun geschéckt ginn, hu Congé sportif zegutt. 🠝

ad 3. De sougenannte „congé sportif administratif" gëtt et säit dem 1. Januar 2024. 🠝

ad 4. Tablo🠝

D'Zuele vun de Veräiner si pro Federatioun opgelëscht.

ad 5. 2024 ass net vill Gebrauch gemaach gi vum Congé sportif pour cadres administratifs. Weider Opklärungsaarbecht ass hei 2025 och schonn duerch ënnert anerem 2 Webinare gemaach ginn. Et wäert hei och weiderhin Opklärungsaarbecht geleescht ginn duerch Webinaren awer och duerch reegelméissegen Austausch mat de Federatiounen.

ad 6. Den Iwwerschoss fält an d'Ekonomie.

ad 7.
– Am Joer 2024 hunn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater 825 Deeg Congé sportif ugefrot, dovu goufen der 731,5 accordéiert.

– Tablo🠝

ad 8. 2024 konnten doduerch 180 Demanden net berücksichtegt ginn. Dat huet 118 verschidden Employeure betraff an et huet sech insgesamt ëm 660 Deeg gehandelt.

Congé sportif et guide pour la coordination du bénévolat dans les associations sportives | Question **2856** (11/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Nieft verschiddenen aneren Upassunge goufe mam Gesetz vum 21. Juli 2023, dat den 1. Januar 2024 a Kraaft getrueden ass, d'Bestëmmungen iwwert de Congé sportif besonnesch ofgeännert, fir de sougenannte „mouvement sportif" ze stäerken, spréch d'Federatiounen an hir Veräiner an domadder absënns de Benevolat ze valoriséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Am Budget 2025 sinn insgesamt 2,2 Mio € fir de Congé sportif virgesinn, mat sécherlech enger grousser Unzuel vu Stonnen am Kontext vun de Spiller vun de klenge Länner. Wat allerdéngs de „congé sportif administratif" ubelaangt, dee jo geduecht ass, fir déi benevole Aarbecht vun de Comitésmemberen aus de Verbänn an de Veräiner ze valoriséieren, stellt sech d'Fro, ewéi hei dem Sportsministère seng Kommunikatioun am Joer 2025 ausgesäit. Et fält op, dass um Site https://sports.public.lu/fr.html weeder am Joer 2024, nach am Joer 2025, eng Circulaire un d'Sportverbänn respektiv un hir Veräiner gaangen ass.

Ass de Minister net der Meenung, dass aus Transparenzgrënn dës offiziell Kommunikatioun mat de Verbänn misst um geleefegen Internetsite rëmzefanne sinn, esou dass och d'Verbänn an hir Veräiner dëst zu all Moment consultéiere kéinten?

2. Wär et net ubruecht, zumools am Sënn vun der Stäerkung vum Benevolat, elo an der Rentrée am September esou eng Circulaire all de Verbänn an all hire Veräiner zoukommen ze loossen an se dann och op dem uewe genannte Site ze publizéieren?

3. De 25. Juni 2025 war an dësem Kontext ee sougenannte „Gamechangersevent" a Präsenz vum Sportminister a vum Familljeminister, mat der Präsentatioun vum „Guide fir Benevolatskoordinatioun am Sportsveräin". Fir dëst Event konnten d'Participantë Congé sportif ufroen.
– Wéi vill Leit hu fir dëst Event Congé sportif ugefrot?
– Wéi vill Stonne Congé sportif sinn hei pro Participant vum Sportminister accordéiert ginn a wéi vill huet dëst am Total ausgemaach?
– Konnte Participantë vum 1. Event an dësem Kontext de 25. Juni 2024 och Congé sportif ufroen? Op wat fir eng legal Basis huet sech de Sportminister bezunn, fir dës Diskussiounsronn mat walking lunch als Mesure fir de Congé sportif unzeerkennen?

4. Konnten d'Participantë vun de villen Evenementer an Tables rondes an der Maison du Luxembourg zu Paräis och vum Congé sportif profitéieren?
– Wa jo, wéi vill Stonne sinn hei zesummekomm?
– Wann nee, firwat war dëst net de Fall?

5. Kann de Minister präziséieren, ob am „Guide fir Benevolatskoordinatioun am Sportsveräin" och iwwert de „congé sportif" riets geet?
– Wa jo, wéi gëtt hei iwwert de Congé sportif informéiert?
– Wann nee, firwat net?
– Am Fall wou de Congé sportif net an dësem Guide thematiséiert géif ginn, wéi erklärt sech de Sportminister dëst, wou dach dëse Guide eebe fir d'Leit aus de Verwaltungsréit vun de Sportsveräiner geduecht ass, fir hir Benevollen ze valoriséiere respektiv nei Benevollen ze fannen?

6. Kann de Minister präziséieren, wéi vill dëse Guide kascht huet?

7. An senger Äntwert op meng Fro N° 2249 huet de Sportminister, am Kontext vum Congé sportif, eng Applikatioun iwwert MyGuichet fir viraussichtlech Juli 2025 ugekënnegt.
– Ass dës Applikatioun schonn disponibel?
– Wa jo, wéini gedenkt de Minister heiriwwer ze kommunizéieren?

– Wann nee, wéini soll dës Applikatioun disponibel sinn?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Am Kader vum Gesetz vum 21. Juli 2023 betreffend ënner anerem Neierunge vum Congé sportif gouf direkt am Juli 2023 eng Informatiounsversammlung fir d'Federatiounen organiséiert, wou d'Ännerunge vum Congé sportif am Detail erkläert goufen.

Den 13.12.2023, kuerz virum Akraafttriede vun dësen Ännerungen, ass eng Circulaire un déi agreéiert Federatioune gemailt ginn, wou nach emol dës Ännerungen erkläert gi sinn.

De Sportsministère ass weiderhin a reegelméissegem Austausch mat de Federatiounen, wou och de Congé sportif en Theema ass.

Am Kader vun der Campagne „Gamechangers" gouf et 2 Visio-Versammlungen am Januar a Juni 2025, wou de Congé sportif am Beräich vum Benevolat, also och dee fir Cadres administratifs präsentéiert gouf.

All d'Informatiounen zum Congé sportif sinn disponibel op der Homepage vum Sportsministère https://sports.public.lu. Hei sinn och all déi offiziell Circulairen erëmzefannen.

ad 2. All Informatiounen zum Congé sportif sinn um uewe genannte Site ze fannen.

ad 3.
– Insgesamt 19 Leit hu fir dëst Event, dat den 18. Juni 2025 stattfonnt huet, Congé sportif ugefrot.
– All Participant konnt en hallwen Dag Congé sportif accordéiert kréien.
– Jo, och 2024 konnten d'Participantë Congé sportif ufroe fir dëst Event. Déi legal Basis ass dat modifizéiert Gesetz vum 3. August 2005 betreffend de Sport an d'Evenement ass ënnert de Kader vun enger „formation continue" gefall.

ad 4. Neen, well dat net an de Kader vun enger Formatioun gefall ass.

ad 5. Nee, am Guide geet net iwwert de Congé sportif riets.

Am Guide geet et ëm de Rôle vum Benevolatskoordinator, a wéi eng Tâchen dëse Rôle mat sech bréngt. Et geet also ëm operativ an organisationell Ëmsetzungsschrëtt, déi keng finanziell Mëttel erfuerderen. De Guide ass ee prakteschen Tool fir Leit aus Sportsveräiner mam Zil, fir d'Zesummenaarbecht an de Veräiner besser ze strukturéieren a Benevollen nohalteg a laangfristeg ze bannen.

ad 6. Mat dem Layout an dem Drock huet dëse Guide 14.000 € kascht.

ad 7. Dës Applikatioun ass leider nach net disponibel. Den CTIE ass a permanentem Kontakt mat mengen Servicer, fir dës zäitno ze finaliséieren.

Annulations et information des usagers des transports publics | Question **2860** (12/09/2025) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

D'Attraktivitéit an d'Zouverlässegkeet vum ëffentlechen Transport spillen eng zentral Roll fir d'Akzeptanz an d'Notzung vun dësem Service. D'Benotzer mussen sech doropper verloosse kënnen, dass de Bus, den Tram an den Zuch esou fueren, wéi et op der App „mobiliteit.lu" annoncéiert ass.

Mengen Informatiounen no kënnt et awer zu reegelméissegen Ausfäll, déi net ëmmer adäquat kommunizéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Ausfäll vu Bussen, Zich an Tramme sinn an de leschte 5 Joer, no Mount opgeschlësselt, registréiert ginn?

2. Wat sinn déi Haaptursaache fir dës Ausfäll?

3. Wéi eng Strecken oder Linnen – no Transportmëttel differenzéiert – sinn am heefegste betraff?

4. Wéi ginn d'Usageren am Fall vun engem Ausfall informéiert, wann dës net iwwer d'App „mobiliteit.lu" oder aner digital Mëttel verfügen?

5. Wann de leschte Bus owes ausfält, wéi vill Zäit am Viraus gëtt dësen Ausfall ugekënnegt?

6. Wéi eng konkreet Alternativen huet den Usager an esou engem Fall?

Réponse (10/10/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Tablo ↑

Wat d'Zuele fir d'RGTR-Busser ubelaangt, ass et esou, dass dës Informatioune réischt säit der grousser RGTR-Reorganisatioun am Juli 2022 vollständeg sinn.

ad 2. Beim RGTR stellt ee generell fest, dass déi meescht Ausfäll fir d'Busser drop zeréckzeféiere sinn, dass duerch en accumuléierte Retard op enger Course, haaptsächlech duerch de Stroosseverkéier, déi nächst Course net méi ka wouergeholl ginn. Eng aner Ursaach ass, wann e Bus eng Pann huet an e Bus aus der Reserv muss agesat ginn, an deen et dann net méi zurzäit packt, déi Course virunzefuere respektiv fréizäiteg beim Point de départ vun der nächster Course ze sinn.

An dësem Kontext maachen ech och Referenz op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2734 vum 5. August 2025, wou ech déi verschidden Ursaache fir Ausfäll scho preziséiert hat.

Wann de reguläre Betrib vum Tram net kann oprechterhale ginn, kënnt et zu Ausfäll oder besser et entfale geplangte Kilomeeter. An dëse Situatioune gëtt d'Linn an zwee Beräicher opgedeelt.

Haaptursaachen, déi beim Tram zu Ausfäll féieren, sinn:

– Evenementer: Tramme fueren an dëse Situatiounen Deelberäicher of, wéi zum Beispill Nationalfeierdag.
– Accidenter: Hei ginn am Fall vun enger Ënnerbriechung, vun 10 Minutten oder méi, Deelberäicher ofgedeckt.
– Virfäll: Zu de „Virfäll" zielt Luxtram Interventioune vu Police a CGDIS, d'Blockéiere vun de Schinnen duerch e Gefier, ee Bommenalarm a Spärung vun engem Beräich.
– Technesch Problemer bezunn op Trammen: Dat si Problemer beim Lueden am Beräich ouni Oberleitung, esouwéi op der Rouder Bréck an der Gare centrale an den Transitiounszonen.
– Technesch Problemer bezunn op Infrastruktur, wéi zum Beispill een Ausfall vun der Stroumversuergung am Beräich ouni Oberleitung oder Stéierunge bei enger Weich.

D'Ausfäll bei den CFL kënnen op verschidde Grënn zeréckgefouert ginn. Am Beräich „Infrastruktur an Exploitatioun" kënne Stéierungen optrieden, zum Beispill op engem Passage à niveau oder un enger Weich, souwéi un de Sécherheets- oder Telekommunikatiounsanlagen. Och Aarbechte kënnen Ausfäll verursaachen, wann se z. B. méi laang daueren ewéi geplangt. Feeler an den Exploitatiounsprozeduren oder eng falsch Uwendung vun de Prioritéitsreegele kënne fir weider Problemer suergen.

Am Zesummenhang mat „Material a Planifikatioun" kann et zu Problemer um Traktiounsgefier oder bei de Sécherheetssystemer vum Zuch (ETCS) kommen. Weider Ursaache sinn de Manktem u Begleetpersonal oder Kondukteuren*innen, souwéi Onreegelméissegkeete bei der kommerzieller Virbereedung vum Zuch.

Da kann och een Dominoeffekt entstoen, wann eng Iwwerlaaschtung an enger Gare zu weidere Retarde féiert oder wann eng Verspéidung vun engem aneren Zuch sech op een anere Service iwwerdréit. Zousätzlech kënnen och d'Eran- oder Erausklamme vu Passagéier*innen, oppen Dieren oder den Embarquement vu Vëloen Zäitverloscht verursaachen.

Och d'Nopeschreseaue kënnen eng Roll spillen, well Retarden op de Grenze beim Grenziwwerfueren direkt en Afloss op d'Pénktlechkeet vun den CFL hunn. Zousätzlech kënnen extern Ursaachen, wéi e Streik op engem Nopeschreseau, allgemeng Incidenten duerch Drëttpersounen oder klimatesch an natierlech Aflëss, den Zuchverkéier beaflossen.

Schlussendlech féieren och Incidenten an Accidenter zu gréisseren Ausfäll: Dat ka Persounenaccidenter, Entgleisungen oder Kollisioune vun Zich, Alarmer oder och d'Iwwerfuere vun engem Signal betreffen.

ad 3. Statistesch gesinn, sinn d'RGTR-Linne 504 (Leideleng–Metzange P&R–Diddenuewen) a 608 (LUX, Centre–Soleuvre–Niederkorn) am meeschte vun Ausfäll an de leschten 3 Joer betraff.

Den Tram huet am Moment nëmmen eng Linn.

Bei den CFL waren, statistesch gesinn, 2021 d'Linnen 10 (Nordstreck) an 90 (Lëtzebuerg–Diddenuewen/Metz), 2022 d'Linnen 10 a 60 (Lëtzebuerg–Beetebuerg–Esch-Uelzecht–Rodange), 2023 d'Linn 90, 2024 d'Linn 60 an 2025 d'Linne 50 (Lëtzebuerg–Klengbetten–Arel) an 10 am heefegste betraff.

ad 4. Et ass esou, dass soubal d'Leetstell vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP) iwwert en Ausfall vun engem Bus informéiert gëtt, dësen Ausfall direkt via App gemellt gëtt.

Zäitgläich ginn och d'Agenten*innen aus dem Callcenter vun der ATP iwwert dësen Ausfall informéiert. D'Usageren*ëren hunn also och d'Méiglechkeet, sech beim Callcenter ënnert der Telefonsnummer 2465 2465 ze informéieren.

Beim Tram ginn d'Informatiounen op d'Afficheure vun den Haltestellen eropgespillt. Op den Haltestelle besteet och d'Méiglechkeet, Sproochnorichten ofzespillen. Sinn Ausfäll am Viraus gewosst, ginn se zousätzlech op der Internetsäit oder an der Press (z. B. Nationalfeierdag) annoncéiert.

Bei den CFL ginn d'Voyageuren*sen, déi keen Zougang zu digitalen Informatiounskanäl hunn (CFL mobile, cfl.lu, Mobilitéit), am Fall vun engem Zuchausfall iwwer follgend Weeër informéiert:

An de Garë sinn dat déi follgend dräi Kanäl:

Visuell Informatioun: Op den zentrale Stellen an op de bloen Ecranen um Quai gëtt de betraffenen Zuch giel markéiert an duerchgestrach. D'Ursaach vum Ausfall an eng Alternativ ginn och ugewisen.

Akustesch Informatioun: Automatesch Annoncë gi gemaach virum geplangten Depart a bis zum Zäitpunkt vum geplangten Depart.

Perséinlech Informatioun: D'Chefs de surveillance sinn an den 12 wichtegste Garë vum Land präsent, fir d'Reesender ze informéieren an ze orientéieren.

Am betraffenen Zuch gëtt et akustesch a perséinlech Informatioun. Den/D'Zuchbegleeder*in mécht eng Annonce, fir d'Voyageuren*sen iwwer den Ausfall

ze informéieren. Virun allem ass den/d'Zuchbegleeder*in präsent, fir op Ufro vun de Voyageuren*sen personaliséiert Informatiounen ze ginn.

Doriwwer eraus gëtt et den CFL Callcenter Tel. 2489 2489, dee 7 Deeg an der Woch op ass, esouwéi d'CFL-Guicheten an der Stad an zu Esch-Belval.

ad 5. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 4 beschriwwen, steet d'Informatioun iwwert en Ausfall an der App „mobiliteit.lu", soubal d'Leetstell vun der ATP Bescheed gesot kritt.

ad 6. Ausser wann e Reservebus op enger leschter Course nach kann agesat ginn, fält dës Course an esou engem Fall aus.

Congé après fausse couche | Question **2861** (12/09/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Am Abrëll 2025 huet den Aarbechtsminister an der Chamber op eng mëndlech Fro geäntwert, dass „geschwënn" e Gesetzesprojet géif deposéiert ginn, deen e Congé extraordinaire fir Mammen a Pappen no Feelgebuerte géif virgesinn an zudeem „weider sozial Moossname" soll enthalen, déi „d'Liewe vu Famille mat Kanner konkreet verbesseren".

An deem Kontext wéilte mir dem Aarbechtsminister follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten um Gesetzesprojet fir e Congé no Feelgebuerten aktuell drun?
Bis wéini ka mat engem Depot an der Chamber gerechent ginn?

2. Wéi eng „weider sozial Moossname" wäert de Gesetzesprojet konkreet enthalen?

Réponse (09/10/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. D'Aarbechte vun dësem Gesetzesprojet si gutt avancéiert. Konkreet ass en Text ausgeschafft, mee vereenzelt Punkte mussen nach mat anere Ministèrë respektiv Verwaltungen am Detail gekläert ginn.

Aus dësem Grond kann den Aarbechtsministère fir den Ament nach kee genauen Delai fir den Depot uginn.

ad 2. De Gesetzesprojet wäert verschidden Dispositioune vun existéierende Congéen upassen oder nei Congéen schafen, fir de jeeweilege Situatioune vu jonke Famillen oder vu Salariéë besser Rechnung ze droen. Et handelt sech beispillsweis ëm:

– d'Flexibiliséierung vum Congé parental a vum Congé de maternité;
– d'Aféierung vun engem Congé fir spéit Feelgebuerten, Doutgebuerten a Fréigebuerte mat Doudesfall;
– d'Iwwerschaffe vum Congé pour raisons familiales, am Interêt vun den Elteren, déi Kanner mat schwéiere Krankheeten hunn;
– d'Erweidere vum Congé d'aidant op Salariéen, déi zwar net mat der hëllefsbedürfteger Persoun ënnert engem Daach liewen, mee déi awer vun dëser als hir Hëllefspersoun genannt gi sinn.

Remplacement du matériel pédagogique conçu pour l'apprentissage de l'écriture et de la lecture en allemand | Question **2866** (15/09/2025) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

An der Sëtzung vum 17. Juni 2025 vun der Schoulkommissioun huet de Vertrieder vum Ministère erkläert, datt MILA, d'Léiermaterial fir d'Alphabetiséierung op Däitsch vun de Schoulkanner am Enseignement fondamental, ausleeft an duerch en neie Schoulprogramm ersat gëtt.

Aus de Gespréicher mat Enseignanten ergëtt sech d'Bild, datt dësen Austausch net nëmmen domat ze dinn huet, datt de MILA mëttlerweil zënter September 2003 a Gebrauch ass, mee virun allem domat, datt nëmmen nach ongeféier 20 % vun de Schüler domat schaffen. Vill Enseignanten hunn den Androck, datt dëse Programm net méi adequat ass, a si entscheeden sech dowéinst fir Léiermëttel vun anere Verläg, wat jo och am Kader vun der Léiermëttelfräiheet am Enseignement fondamental méiglech ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Fir wéini ass d'Aféierung vum neie Léiermaterial virgesinn?

2. Soll Däitsch am Kader vun dësem neie Programm als Éischtsprooch, als Bréckesprooch oder als Friemsprooch enseignéiert ginn?

3. Wat sinn déi wichtegst didaktesch Neierungen, déi mat dësem neie Programm agefouert ginn?

4. Ab wéini wäert dat néidegt Léiermaterial fir d'Enseignanten zur Verfügung stoen?

5. Wéini wäerten, am Zesummenhang mat dësem neie Programm, d'Formatiounscoursë fir d'Enseignanten ulafen a wéi vill Stonne Formatioun si fir d'Aschaffen an déi nei Didaktik an dat neit Léiermaterial virgesinn?

Réponse (17/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richteg, datt de SCRIPT un neie Léiermaterialie fir d'Alphabetiséierung op Däitsch schafft – sou wéi iwwregens och fir d'Alphabetiséierung op Franséisch – am Kader vun der Reform ALPHA – zesumme wuessen.

D'Léierrei MILA, déi zanter 2003 am Asaz ass, ass an engem demographesche Kontext entstanen, wou d'Majoritéit vun de Kanner doheem Lëtzebuergesch oder Däitsch geschwat huet. Haut gëllt dat nëmmen nach fir ongeféier en Drëttel vun de Schüler a Schülerinnen am Enseignement fondamental. Eng Rei pädagogesch Equippen hunn dowéinst an de leschte Joren op alternativ Léiermëttel zeréckgegraff, wat am Kader vun der Léiermëttelfräiheet natierlech méiglech ass.

Well awer déi meescht vun dësen däitsche Reien net optimal un d'Realitéiten an de lëtzebuergesche Klassen ugepasst sinn – weeder wat d'Didaktik nach d'Kultur- a Sproochesituatioun ugeet – an och well mam neie Plan d'études eng nei Approche vun der Alphabetiséierung agefouert gëtt, gouf decidéiert, eng nei lëtzebuergesch Léierrei fir d'Alphabetiséierung auszeschaffen.

Dës Aarbecht gëtt vun enger Equipe vu lëtzebuergeschen Enseignanten duerchgefouert an am Laf vun de Schouljoren 2025/2026 an 2026/2027 ginn Deeler dovunner an ausgewielte Schoule getest. D'Publikatioun ass fir de Summer 2027 virgesinn, sou datt d'Material ab dem Schouljoer 2027/2028 kéint am ganze Land agesat ginn, also genee dann, wann déi éischt Kanner am Kader vun der Reform aus dem Cycle 1 an de Cycle 2 géife kommen.

ad 2. An de lëtzebuergesche Klassen ass Däitsch gläichzäiteg Éischt-, Zweet- an heiansdo Friemsprooch – jee no Kand. De Programm muss dofir esou opgebaut sinn, datt en dëser Realitéit gerecht gëtt.

Schülerinnen a Schüler, déi doheem vill Kontakt mam Däitschen hunn, profitéiere vun enger Approche, déi sech un de Modeller aus däitschsproochege Länner orientéiert. Aner Kanner léieren Däitsch éischter wéi eng Friemsprooch, an nach anerer als eng Zweetsprooch nieft Lëtzebuergesch oder Franséisch.

Den neie Programm baséiert dofir op enger kombinéierter, differenzéierter Didaktik, déi Elementer aus der Friem-, Zweet- an Éischtsproochendidaktik integréiert an op d'Bedierfnesser vun de lëtzebuergesche Klassen zougeschnidden ass. De selwechte Prinzipp gëllt am Kader vun der Alphabetiséierung op Franséisch.

ad 3. De Programm gëtt als komplette Léiersystem entwéckelt, deen nieft de Léierhefter och Héiertexter, Lidder, digital a manuell Übungsmaterialien, an eng detailléiert „Handreichung" fir d'Enseignanten enthält.

D'Material gëtt a Form vun zéng Hefter, déi iwwer déi zwee Joer vum Cycle 2 verdeelt benotzt ginn, ugebueden. Dëst Format huet sech an anere Fächer bewäert a vermeit schwéier Schoulsäck.

Déi wichtegst didaktesch Neierunge sinn:

– d'Silbemethod, mat där d'Kanner d'Liesen an d'Schreiwe léieren duerch d'Analyse vu Laut- a Silbestrukturen;
– eng direkt Aféierung vun der Schreifschrëft vun Ufank un, amplaz vun engem Zwëscheschrëtt iwwer d'Drockschrëft, wéi vum Centre pour le développement des apprentissages recommandéiert;
– eng Ofstëmmung vun den Theemen an de Léierstrategien op déi vum franséischen Alphabetiséierungswee, fir eng méi grouss Kohärenz tëscht de béide Sproochweeër ze garantéieren.

ad 4. D'Deeler vum Material ginn am Schouljoer 2026/2027 an enger Rei Schoule getest a gläichzäiteg online fir d'Enseignanten disponibel gemaach, fir datt si sech virzäiteg mat de Strukturen a Methode vertraut maache kënnen. D'final Versioun fir de Cycle 2.1 steet hinnen am Summer 2027 vollstänneg zur Verfügung.

ad 5. Am Fréijoer 2027 ass de Launch vum neie Programm virgesinn. Zu deem Zäitpunkt gi begleedend Formatioune vum Léiermaterial ugebueden, organiséiert vum IFEN.

Vill vun den Enseignantë bréngen aus hirer Grondausbildung awer schonns déi néideg Kompetenze mat. D'„Handreichung" an d'Material wäerten och sou opgebaut sinn, datt si d'Didaktik erklären an d'Aschaffen an dat neit Material erliichteren. Et gëtt dofir net mat engem extensive Formatiounsbedarf gerechent, mä mat enger progressiver Aféierung duerch geziilt Workshoppen an Austauschformater.

Mat dëser neier Léierrei gëtt d'Alphabetiséierung am Däitschen un déi aktuell linguistesch a gesellschaftlech Realitéite vum Land ugepasst. Gläichzäiteg bleift si an der Traditioun vun der lëtzebuergescher Grondschoul verankert: kloer strukturéiert, praktesch a qualitativ héichwäerteg.

Harcèlement scolaire | Question **2868** (15/09/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut engem rezenten Artikel, deen de 14. September 2025 publizéiert gouf, schléit d'Organisatioun „White Tigers", déi sech zënter 2024 géint Mobbing an de Schoulen asetzt, Alarm. Si weisen op eng besuergneserreegend Situatioun hin, wou et schéngt, datt organiséiert „Gangs vu Mobber" an eise Schoulen aktiv sinn.

Dës Informatioun ass besonnesch beonrouegend am Kontext vun der Schoulrentrée, wou vill Kanner a

Jugendlecher nees mam Risiko vu Mobbing konfrontéiert sinn. D'Tatsaach, datt eng extern Organisatioun wéi d'White Tigers aktiv ginn ass, fir betraffe Kanner ze hëllefen, weist op eventuell Lücken an eisen aktuellen institutionelle Schutzmoossnamen hin.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert de Minister d'aktuell Situatioun vu Mobbing an de lëtzebuergesche Schoulen, a leien dem Ministère konkreet Zuelen iwwert d'Entwécklung vun dësem Phänomeen iwwer déi lescht Jore vir?

2. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung aktuell implementéiert, fir Mobbing an de Schoulen ze bekämpfen, a wéi gëtt d'Effikassitéit vun dëse Moossnamen evaluéiert?

3. Gëtt et eng offiziell Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère an Organisatioune wéi de „White Tigers", déi sech géint Mobbing asetzt an, wa jo, wéi gesäit dës Zesummenaarbecht aus?

4. Wéi eng zousätzlech Ressourcen a Programmer plangt d'Regierung anzeféieren, fir dem Phänomeen vun organiséiertem Mobbing („Gangs vu Mobber") entgéintzewierken?

5. Wéi ginn Enseignanten a Schoulpersonal geschoult, fir Mobbing ze erkennen an dorop ze reagéieren, a gëtt et spezifesch Formatiounen zum Theema „Gangs vu Mobber"?

Réponse (20/10/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Mobbing an all aner Form vun aggressivem Verhalen an der Schoul hëlt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) natierlech ganz eescht. An de meeschte Fäll ass esou ee Verhalen en Zeeche vun Onwuelbefannen a Mobbing ass an dësem Zesummenhang e komplext Verhalen, dat säin Ursprong an enger Kombinatioun vun individuellen a soziale Facteure genee wéi an Ëmweltfacteuren huet. Et ass dofir wichteg, eng preventiv a pedagogesch Approche unzehuelen, fir géint dëse Phänomeen ze kämpfen, andeems een d'Verstoe vun Emotiounen, d'Konfliktbewältegung, de Respekt virun Diversitéit an d'Empathie fërdert.

D'Fäll vu Mobbing, déi an de Schoule gemellt ginn, ginn net statistesch vu menge Servicer erfaasst. Allerdéngs leie mengem Ministère aner statistesch Donnéeë vir, déi grondleeënd si fir eng Entwécklung vu Strategien an der Gewaltverhënnerung. An dësem Kontext ass den HBSC-Rapport Lëtzebuerg e Rapport, dee vun der Universitéit Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mam MENJE an dem Gesondheetsministère virgestallt gouf. D'Etude baséiert op enger gréisserer Enquête, déi zanter 2006 all véier Joer bei Schoulkanner a Jugendlecher am Alter tëscht 11 an 18 Joer gemaach gëtt.

D'Resultater vun der Etude weisen, datt zanter 2006 d'Unzuel u Jonken, déi uginn hunn, gemobbt ze ginn, däitlech erofgaangen ass an sech tëscht 2018 an 2022 stabiliséiert huet. An der Etude fënnt een heizou follgend grafesch Duerstellung: ↑

ad 2. Fir en effizient Bekämpfen a Verhënnere vu Mobbingfäll, setzt mäi Ministère mat sengen Equippe Mesuren op ënnerschiddlechen Niveauen ëm.

An éischter Instanz ass et wichteg, de Kanner déi Kompetenze mat op de Wee ze ginn, fir datt si léieren, hir Konflikter op eng friddlech Aart a Weis ze léisen. Esou gesäit den aktuelle Plan d'études vum Enseignement fondamental am Kader vun den transversale Kompetenzen d'Entwécklung vun den Attitudes relationnelles souwéi eng Éducation aux médias vir (wat z. B. am Kontext vum Cybermobbing relevant ass). D'Zil ass et, datt d'Schüler léieren zesummenzeliewen, deen aneren ze respektéieren, nozelauschteren an ze verhandelen. D'Theeme wéi de Respekt virun anere Mënschen, Konfliktléisung souwéi den Notzen an d'Risike vun den neie Medie ginn natierlech och am Fach Vie et société behandelt. D'Wuelbefanne vun de Schüler ass a bleift eent vun de wichtegsten Elementer fir hir gutt Entwécklung. Dëst spigelt sech och am Livre blanc vum neie Plan d'études, an deem de Bien-être vun de Schüler ee vun de véier Haaptpilieren duerstellt.

Zousätzlech huet all Schoul hir eege Richtlinnen an Interventiounsstrategië fir wärend an nom Fall vu Mobbing. Dës Strategien ëmfaassen d'Preventioun an d'Detektioun vu Mobbingfäll bis hin zur Interventioun, wann e Mobbingfall effektiv opgetrueden ass.

Am Enseignement fondamental ass den Titulaire de classe déi éischt Referenz- a Vertrauenspersoun fir d'Schülerinnen an d'Schüler, wa se op Schwieregkeete stoussen. Dësen huet d'Aufgab, sech de Schüler unzehuelen, wann e Verännerungen an hirem Verhalen observéiert. An esou Situatiounen ass et d'Responsabilitéit vum Titulaire de classe, de Schouldag no de Besoine vun der Klass ze strukturéieren an – wann néideg –, zesumme mat der Équipe pédagogique, mat de Schüler ze schwätzen, méiglech Problemer ze erkennen an déi néideg Schrëtt anzeleeden. Um lokalen Niveau intervenéieren ausserdeem d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS). Och si si wichteg Referenzpersoune fir d'Schüler.

Um regionalen Niveau kënnen déi pedagogesch Equippen, d'Elteren oder och de Schüler selwer sech un d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) wenden, wa si der Meenung sinn, datt d'Mesuren, déi an der Schoul organiséiert goufen, net wäit genuch ginn. Ausserdeem bleift déi jeeweileg Regionaldirektioun e wichtege Kontaktpunkt fir d'Elteren an d'Schoulpersonal.

Nieft dem Plan d'études an den Equippen entwéckelt an implementéiert de MENJE ëmmer erëm Initiativen, Campagnen a Konzepter am Kader vun der Preventioun vu Mobbing, der Stäerkung vun de Schüler an enger Ënnerstëtzung vu Betraffenen. Hei wieren ënnert anerem follgend Initiativen ze nennen:

– D'Campagne Exit Mobbing dréit dozou bäi, d'Elteren an d'Schüler ze sensibiliséieren an iwwert d'Prozeduren, déi am Fall vu Mobbing an der Schoul ze suivéiere sinn, ze informéieren. D'Campagne huet ënnert anerem d'Zil, de Phänomeen vum Mobbing ze enttabuiséieren, fir datt d'Affer sech trauen, Hëllef ze sichen. Exit Mobbing soll de Schüler an dësem Zesummenhang d'Konsequenze vum Mobbing fir all Betraffenen, also och fir den Täter, weisen an doduerch méi Transparenz bei der Betreiung vun den Affer, den Zeien an den Täter erméiglechen.

– Bei schwéiere Fäll vu Mobbing kann et noutwenneg sinn, d'Faiten un d'Schoulpersonal oder – bei akuter Gefor – externen Autoritéiten (wéi der Justiz) ze mellen. D'Prozeduren, déi an dësem Kontext opgestallt goufen, déngen dozou, d'Schüler viru schwéiere Geforen ze schützen. Déi eenzel Schrëtt heizou ginn an der Broschür Maltraitance beschriwwen.

– Fir op schwéier an dréngend Fäll vu Mobbing tëscht Schüler ze äntweren, huet de MENJE am Joer 2013 d'Interventiounscellule Stop Mobbing an d'Liewe geruff. Souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire gräifen d'Acteuren aus dëser Cellule an, wann eng Schoul se uschreift. Si intervenéiere punktuell op der Plaz, fir op de Problem opmierksam ze maachen, Léisunge virzeschloen an erëm e positiivt Klima hierzestellen.

– Déi staatlech Initiativ BEE SECURE mécht Opklärungsaarbecht zum Theema digital Sécherheet. Och de Sujet vum Cybermobbing gëtt an dësem Kontext reegelméisseg thematiséiert. Mëttlerweil bitt BEE SECURE iwwer 1.000 Formatiounssessiounen un – souwuel an de Schoule wéi och am nonformale Kontext.

– De Projet S-Team: Setz dech an! huet als Zil, d'Zesummeliewen am Fondamental, am Secondaire an an de Maison-relaisen ze verbesseren, andeems d'Kanner an déi Jugendlech fir hir Roll an der Gewaltpreventioun sensibiliséiert a responsabiliséiert ginn.

An de Lycéeë sinn de Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) an de Service socioéducatif (SSE) wichteg Acteuren, fir engersäits preventiv mat de Schüler am Lycée ze schaffen an anerersäits Fäll vu Mobbing en charge ze huelen, zesumme mam betraffene Schüler, den Enseignanten an den Elteren. D'Gewaltpreventioun an och d'Begleedung vu Schüler, déi a Mobbingsituatioune verwéckelt sinn, si Missioune vum Lycée, déi gesetzlech verankert sinn. Jee no Demande gi verschidde Moossnamen ëmgesat wéi zum Beispill den Espace de paroles régulées, wou de Schüler e geschützte Kader am klenge Grupp ugebuede gëtt a wou si iwwer hir Gefiller (Ängschten, Stress), erliefte Situatiounen a Selbstzweifel schwätze kënnen. Heibäi geet et drëms, hir Resilienz opzebauen a se an hirem Handelen ze guidéieren an ze ënnerstëtzen, an dat an enger differenzéierter, preventiver an empathescher Approche. Weider Gewaltpreventiounsmoossnamen, déi aktuell an de Lycéeën ugebuede ginn, sinn, nieft dem sozialen Léieren an dem Tutorat, de Projet Dispositif Bientraitance, S-Team (Peer-Mediation), Zivillcourage souwéi Anti-Gewalt- an Deeskalatiounstraining.

ad 3. Am Enseignement fondamental identifizéiert déi pedagogesch Equipe, am Kontext vun der Léiermëttelfräiheet, déi didaktesch Materialien a Methoden, déi konform zum Plan d'études sinn an hinne mat Bléck op d'Schoulpopulatioun ugepasst erschéngen, fir de Léierprozess vun hire Schüler beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Esou kënne si gegeebenefalls och extern Intervenanten invitéieren, fir eng punktuell Aktivitéit an der Klass ëmzesetzen. Dës Interventioun muss allerdéngs ëmmer am Virfeld vum concernéierte Buergermeeschter accordéiert ginn (Artikel 8 vum Règlement grand-ducal modifié du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles). Dës Flexibilitéit erlaabt et de Schoulen, en diverst an ugepasst Léierëmfeld ze schafen, dat de Bedierfnesser vun de Schüler entsprécht.

Och am Lycée kënnen extern Intervenanten invitéiert ginn, déi sech géint Mobbing asetzen oder am Beräich vum Wuelbefanne vu Kanner a Jugendlechen aktiv sinn. Konkreet Forme vun Zesummenaarbecht kënnen doranner bestoen, datt Schoulen esou Initiativen ufroen an dës z. B. fir Atelieren, Sensibiliséierungsaktiounen oder Preventiounsprojeten asetzen.

ad 4. De Schoulcours Soziales Lernen, deen an den Tutoratsstonne vum Cycle inférieur (7G/6G/5G a 7C) a verschiddene Lycéeën ugebuede gëtt, beinhalt e kontinuéierleche Sozialtraining a gëtt a Kollaboratioun tëscht dem Regent, den Enseignanten aus dem Cycle inférieur an de SePAS an den SSE organiséiert. D'Zil vum soziale Léieren ass et, fir d'Schüler ze aktivéieren, fir hir sozial an emotional Kompetenzen ze entwéckelen an ze stäerken, sou datt si adäquat an tëschemënschleche Situatioune reagéiere kënnen. De Schüler léiert sech ausserdeem selwer anzeschätzen, seng Gefiller ze kanaliséieren, empathesch ze kommunizéieren, respektvoll mat aneren ëmzegoen

a sozial Verantwortung ze iwwerhuelen, fir eegestänneg Konflikter ze léisen. Wann dëst Zil erreecht gëtt, gëtt e positiivt Klasseklima gefërdert, dat sech och positiv op de Schoulerfolleg auswierkt.

Zanter 2021 hunn sech verschidde Pilotlycéeën am Projet Bientraitance lancéiert, fir eng École citoyenne a bientraitante ze ginn. Beim Dispositif Bientraitance handelt et sech ëm e Projet, deen déi onsichtbar Gewalt sichtbar maache soll an op eng Whole School Approach ofziilt, andeems d'Mataarbecht vun all eenzelen Acteur aus der Schoulgemeinschaft gefuerdert ass. Dësen Dispositif soll dobäi hëllefen, d'Klasseklima ze verbesseren, aktiv Mobbingsituatioune virzebeugen an adäquat op Konflikter ze reagéieren. D'Schüler, déi sech fir dëse Projet engagéieren, ginn zum Ambassadeur de citoyenneté ernannt, a kréie fachspezifesch Formatiounen am Beräich vun der Konfliktléisung, Kommunikatioun a Gestioun vun den Emotiounen. Dës Method vun der partizipativer an empathescher Approche ziilt dorop aus, eng Schoulgemeinschaft opzebauen, déi duerch de Peer-Learning d'Matschüler encouragéiert, kollektiv ze denken an ze handelen. Den Ambassadeur de citoyenneté spillt bei dësem Projet vun der Gewaltpreventioun eng Schlësselroll. Nieft den Erwuessenen trieden si als Experten op, déi d'Zesummeliewen an der Schoul aktiv stäerken a sech geziilt bei der Konfliktbewältegung a Gewaltpreventioun engagéieren an déi Gläichaltreg (Peers) ënnerstëtzen.

Des Weidere bitt BEE SECURE Formatiounen a Sensibiliséierungsprogrammer zum Theema Internetnotzung an Ëmgang mat digitale Medien, a spezifesch Cybermobbing, un. Dës Formatioune riichten sech net nëmmen un d'Schüler, mee och un d'Enseignanten. D'Eltere ginn op den Elterenowender iwwer d'Initiative vu BEE SECURE informéiert a kënnen un informativen Elterenowender deelhuelen, wou Theeme wéi sozial Netzwierker, Bildschierm oder Cybermobbing verdéift ginn. BEE SECURE huet ausserdeem e spezielle Guide fir Kanner, Jugendlecher an hir Begleeder entwéckelt, déi wichteg Informatiounen uginn, wéi beispillsweis engem Affer vu Cybermobbing gehollef ka ginn a wéi een (wann néideg) Cybermobbing bei der Police mellt.

ad 5. Den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) souwéi de CePAS bidden zanter Joren eng grouss Unzuel u Formatioune ronderëm d'Theema Mobbing un. Dës Formatioune riichten sech un d'Léierpersonal wéi och un dat sozio-edukatiivt Personal aus de Grondschoulen a Lycéeën.

D'Formatioune kënnen a follgend Kategorien agedeelt ginn:

– Preventioun vu Schoulmobbing;
– Interventioun am Fall vu Mobbing an der Schoul;
– Cybermobbing a Cyberbullying.

Dës Formatioune gi fir d'Léierpersonal am Kader vun den obligatoresche Weiderbildungsstonnen, déi zu hirer beruffflecher Tâche gehéieren, comptabiliséiert. D'Formatiounen zum Theema Mobbing sinn allerdéngs net obligatoresch.

Fir esou gutt wéi méiglech Fäll vu Mobbing a Gewalt an de Grondschoulen ze verhënneren a fir am Bedarfsfall geziilt reagéieren ze kënnen, huet den IFEN zwee Membere vun der ESEB vun all Regionaldirektioun eng spezialiséiert Formatioun mam Titel: Ausbildung zum/zur Deeskalationstrainer/-in nach ProDeMa® für den Kind- und Jugendbereich ugebueden. Dës Persoune gëllen als Multiplicateuren, well si net nëmme selwer d'Kompetenzen entwéckelen a benotzen, déi si am Kader vun dëser Formatioun geléiert hunn, mee dës och un hir Kolleeginnen a Kolleege weiderginn. D'Participanten hunn eng Rëtsch Strategië geléiert, déi hinne kënnen hëllefen, Konflikter an der Schoul besser ze geréieren an d'Léierpersonal besser am Ëmgang mat Schüler mat Verhalensproblemer ze ënnerstëtzen.

Am Lycée ginn zousätzlech Formatiounen am Premier secours en santé mentale (PSSM) fir Enseignanten ugebueden. Bis dato goufe schonn iwwer 1.500 Persounen ausgebilt. Dës Secouriste sollen hëllefen, Signaler vu psychescher Belaaschtung bei de Schüler mat Zäiten ze erkennen an déi Betraffen, opgrond vun enger adaptéierter Ecoute, un déi passend Servicer weiderleeden. Esou kréien d'Enseignanten d'Méiglechkeet, fir vulnerabel Jonker ze detektéieren an ze encouragéieren, sech Hëllef bei engem Erwuessenen ze sichen.

D'Wuelbefanne vun de Schüler ass och mam Wuelbefanne vum Schoulpersonal verbonnen. Eng global Approche, déi besonnesch déi mental Gesondheet an d'„Selbstfürsorge" vum Schoulpersonal an de Viedergrond stellt, ass essentiel, fir e positiivt Schoulklima ze schafen. Hei stellt de CePAS d'Toolbox Selbstfürsorge fir Schoulpersonal zur Verfügung. Dës Toolbox soll Reflexiounsimpulser ginn, genausou wéi och konkreet a praktesch Methoden, wéi een am berufflechen Alldag no sech kucke kann an esou och fir d'Schüler opmierksam ka sinn.

All dës Moossname sollen d'Kompetenze vun den Enseignanten an dem Schoulpersonal am Beräich vun der Preventioun, der Ënnerstëtzung an der Begleedung a sensibele Situatiounen souwéi a Fäll vu Mobbing stäerken. D'Haaptzil ass, fir d'Acteure mat konkreeten, wëssenschaftlech fundéierten an un de Schoulkontext ugepassten Instrumenter auszestatten.

Dës Mesuren, déi drop ausgeriicht sinn, de Phänomeen un der Wuerzel unzegoen, sollen dozou bäidroen, verschidde Forme vu Mobbing – sief et am direkte Kontakt, am Internet oder a Gruppekonstellatiounen – effikass ze bekämpfen.

Zones d'intervention du bataillon binational | Question **2886** (17/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi belsch Regierung plangt, fir Zaldoten zu Bréissel an de Stroossen anzesetzen, fir de Problem vun der Waffegewalt zu Bréissel an de Grëff ze kréien. Den Informatiounen op rtbf.be no, soll dëst ab Abrëll 2026 geschéien.

Lëtzebuerg wëll bis 2030 mat der Belsch ee gemeinsame Bataillon opbauen, an deem lëtzebuergesch Zaldoten inkorporéiert sinn. Et besteet de Risiko, dass déi belsch Regierung Lëtzebuerger Zaldote kéint op Bréissel schécken, fir do ze patrulléieren.

Op der Websäit vun der Lëtzebuerger Arméi steet follgend Informatioun:

„Le bataillon binational sera formé, équipé et capable d'effectuer un large éventail de missions, dans un cadre national, multilatéral, ou en appui à une organisation internationale ou régionale, telle que l'OTAN, l'Union européenne ou l'Organisation des Nations Unies."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Dierften d'Lëtzebuerger Zaldoten, am Kader vum binationale Batailloun, fir esou Missiounen zu Bréissel oder an anere belsche Stied agesat ginn?

Réponse (25/09/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

D'Decisiounsprozeduren, wéi, wou a firwat d'Militär vum binationale Batailloun agesat ginn, ginn am Moment am Detail zesumme vu Lëtzebuerg an der Belsch ausgeschafft.

Dës Prozedure wäerte sécherstellen, dass béid Natiounen d'Souveränitéit iwwert d'Asätz vun hirem nationale Personal behalen, wéi dat och scho bei der binationaler A400M-Unitéit de Fall ass.

Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust | Question urgente **3351** (17/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zanter gëschter ass de Service vu LuxTrust massiv gestéiert, wat zu enger bal kompletter Paralys vun de kriteschen digitalen Déngschtleeschtungen zu Lëtzebuerg féiert. Net nëmme Bankiwwerweisunge sinn onméiglech, mee och den Zougang zu staatleche Portaler wéi myguichet.lu ass blockéiert. Doriwwer eraus huet dës Pann konkreet Auswierkungen op d'Schoulwiesen, well Enseignanten de Moment keen Zougang zu den Zensuren a Bilanen hunn. Dës Situatioun ass besonnesch bedenklech, well d'Regierung a rezenten Äntwerten op parlamentaresch Froen, wéi zum Beispill der Fro N° 1776, uginn huet, datt „aktuell net virgesinn ass, en anere Prestataire ze sichen" an datt d'Souveränitéit duerch national Kontroll geséchert wier. D'Realitéit weist awer elo, wéi fragill dës „Single Point of Failure"-Strategie fir eis digital Resilienz ass. Wann ee vun enger Disponibilitéit vun 99,99 % ausgeet – e Standard fir kritesch Infrastrukturen –, däerft e Service maximal ronn 52 Minutte pro Joer ausfalen; déi aktuell Pann iwwerschreit dëse Wäert scho bei Wäitem. Erschwéierend kënnt dobäi, datt et schéngt, als géif vusäite vun de Responsabelen, sief et LuxTrust selwer oder dem Ministère, keng proaktiv an transparent Kommunikatioun stattfannen, wat bei de Bierger a Betriber fir Onversteesdemech suergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee technesch Ursaache fir déi aktuell massiv Pann bei LuxTrust a wéi laang wäert dës nach undaueren?

2. Gedenkt d'Regierung, am Liicht vun dësem Tëschefall an der evidenter Ofhängegkeet vun engem eenzegen Ubidder, hir Positioun ze iwwerdenken an aktiv Alternativen zu LuxTrust fir staatlech Servicer ze préiwen, fir d'Redundanz ze erhéijen?

3. Gëtt et an de Kontrakter tëschent dem Staat a LuxTrust Klauselen iwwer garantéiert Disponibilitéiten (Service Level Agreements, z. B. 99,99 %), a wa jo, wéi eng finanziell Konsequenzen zitt d'Regierung aus dem Netanhale vun dësen Obligatiounen?

4. Wéi gëtt konkreet séchergestallt, datt kritesch Beruffsgruppen, wéi Enseignanten, déi keen Zougang zu Resultater hunn, oder Bierger, déi dréngend Bezuelungen tätege mussen, duerch dës Pann keng laangfristeg administrativ oder finanziell Nodeeler hunn?

Réponse (17/12/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

An der IT-Infrastruktur vu LuxTrust ass et en Dënschdeg de 16. Dezember 2025 géint 15.20 Auer zu engem techneschen Incident komm. Laut LuxTrust kann eng Cyberattack ausgeschloss ginn. D'Ursaach vum Incident ass de materiellen Ausfall vun enger technescher Komponent um Niveau vum Stockage vun den Donnéeën.

Am Normalfall hunn esou Incidente keen Impakt no baussen, well se vu multipele Redondance-Systemer opgefaange ginn, déi justement dofir en place sinn. An dësem Fall hunn d'Redondancemechanismen op

der Hardwaresäit funktionéiert, par contre huet eng Softwarekomponent, déi bei LuxTrust als zousätzleche Redundanzmechanismus agesat gëtt, versot.

Dëst huet dozou gefouert, datt verschidden Datebanken net méi disponibel waren. Well de Fournisseur vun der Softwarekomponent vum Stockage de Problem net konnt kuerzfristeg behiewen, hunn déi technesch Equippen iwwert d'Nuecht op e Mëttwoch ee komplett neie Stockage en place gesat an iwwert Backuppen d'Datebanke progressiv nei opgespillt. Déi enorm grouss Datevolumetrie expliziéiert, datt dëse Prozess laang gedauert huet.

Déi éischt Servicer sinn an der Nuecht op e Mëttwoch de 17. Dezember 2025 erëm live gaangen. Déi aner Servicer, ewéi d'Authentifikatioun, d'Signature électronique, de Portail vun den Enseignanten, Multiline, 3D Secure asw. gi progressiv säit dem fréien Nomëtteg vum 17. Dezember 2025 nees disponibel.

Well d'Authentifikatiounsservicer vu LuxTrust essenziell fir de Fonctionnement vun der digitaler Ekonomie vu Lëtzebuerg sinn, ass et wichteg, un der Resilienz vun deene Servicer ze schaffen. Nodeems LuxTrust déi néideg Analyse virgeholl huet, wäert d'Regierung déi entspriechend Conclusiounen zéien. LuxTrust kann de finanziellen Impakt à ce stade nach net bezifferen.

Impact de problèmes liés à LuxTrust sur le fonctionnement de l'éducation nationale | Question urgente **3352** (17/12/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

L'application LuxTrust est sujette à une panne depuis mardi après-midi. Selon nos informations, ces dysfonctionnements persistent à ce jour.

Bon nombre d'enseignant.e.s utilisent LuxTrust quotidiennement pour se connecter à des services essentiels pour le déroulement des activités pédagogiques, par exemple l'application Scolaria, le « E-Bichelchen », ou encore l'utilisation de solutions relevant du « cloud computing ».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de problèmes affectant les services informatiques essentiels dans le domaine de l'éducation à la suite de la panne de l'application LuxTrust ?

2) Existe-t-il des recommandations concrètes du ministère à l'attention des enseignant.e.s afin d'assurer la continuité pédagogique durant la période d'indisponibilité de l'application LuxTrust, notamment en ce qui concerne l'accès aux outils numériques indispensables au déroulement des cours ?

Réponse (17/12/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Suite aux difficultés techniques au niveau de LuxTrust, le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) a été informé par ce dernier à 18.58 heures des difficultés rencontrées durant la journée du 16 décembre. Dès ce moment, les équipes du CGIE se sont penchées sur les problèmes engendrés et ont élaboré des solutions de rechange.

Le CGIE dispose d'un système alternatif d'authentification forte, dénommé eduKey, et a mis en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires afin de garantir l'accès aux applications concernées via IAM et eduKey, utilisé à titre de solution alternative temporaire. L'ensemble des agents du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que les enseignants ont été informés de la situation par courriel vers 07.20 heures le matin du 17 décembre.

Par ailleurs, le CGIE travaille actuellement à la mise en place d'adaptations techniques visant à simplifier le processus d'accès et d'enregistrement sur l'application eduKey. Ces ajustements seront disponibles à court terme.

Il est toutefois essentiel pour le ministère de maintenir un niveau élevé de sécurité et de ne prendre aucun risque en matière de protection des données, ce type d'incident technique étant fréquemment exploité par des acteurs malveillants pour lancer des campagnes de phishing ou d'autres attaques ciblées.

Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust | Question urgente **3353** (17/12/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Um Dënschdegmëtteg ass beim Authentifizéierungsdéngscht LuxTrust eng Pann opgetrueden, déi mat enger „technescher Stéierung" begrënnt gouf. Bis elo ass de Service nach ëmmer net disponibel – an dat zënter 18 Stonnen. Aktuell hunn d'Leit deemno keen Zougrëff op hir Konten oder op MyGuichet. Gläichzäiteg si vill Verwaltungen op d'Authentifizéierung iwwer LuxTrust ugewisen a kënnen dës Méiglechkeet de Moment och net notzen. An de Medien ass ze liesen, datt d'Ursaach vun der Stéierung mëttlerweil identifizéiert gi wier.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung follgend Froe stellen:

1. Wéi kann et sinn, dass sech dës Stéierung scho soulaang zitt obwuel d'Ursaach bekannt ass?

2. Wat ass déi genau Ursaach vun dëser Stéierung?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir sou eppes an Zukunft ze verhënneren?

4. Misst de „Monopolstatus" vu LuxTrust an dëse Momenter net hannerfrot ginn?

Réponse (17/12/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

An der IT-Infrastruktur vu LuxTrust ass et en Dënschdeg de 16. Dezember 2025 géint 15.20 Auer zu engem techneschen Incident komm. Laut LuxTrust kann eng Cyberattack ausgeschloss ginn. D'Ursaach vum Incident ass de materiellen Ausfall vun enger technescher Komponent um Niveau vum Stockage vun den Donnéeën.

Am Normalfall hunn esou Incidente keen Impakt no baussen, well se vu multipele Redondance-Systemer opgefaange ginn, déi justement dofir en place sinn. An dësem Fall hunn d'Redondancemechanismen op der Hardwaresäit funktionéiert, par contre huet eng Softwarekomponent, déi bei LuxTrust als zousätzleche Redundanzmechanismus agesat gëtt, versot.

Dëst huet dozou gefouert, datt verschidden Datebanken net méi disponibel waren. Well de Fournisseur vun der Softwarekomponent vum Stockage de Problem net konnt kuerzfristeg behiewen, hunn déi technesch Equippen iwwert d'Nuecht op e Mëttwoch ee komplett neie Stockage en place gesat an iwwert Backuppen d'Datebanke progressiv nei opgespillt. Déi enorm grouss Datevolumetrie expliziéiert, datt dëse Prozess laang gedauert huet.

Déi éischt Servicer sinn an der Nuecht op e Mëttwoch de 17. Dezember 2025 erëm live gaangen. Déi aner Servicer, ewéi d'Authentifikatioun, d'Signature électronique, de Portail vun den Enseignanten, Multiline, 3D Secure asw. gi progressiv säit dem fréien Nomëtteg vum 17. Dezember 2025 nees disponibel.

Well d'Authentifikatiounsservicer vu LuxTrust essenziell fir de Fonctionnement vun der digitaler Ekonomie vu Lëtzebuerg sinn, ass et wichteg, un der Resilienz vun deene Servicer ze schaffen. Nodeems LuxTrust déi néideg Analyse virgeholl huet, wäert d'Regierung déi entspriechend Conclusiounen zéien. LuxTrust kann de finanziellen Impakt à ce stade nach net bezifferen.

Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust | Question urgente **3354** (17/12/2025) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

No Informatiounen, déi LuxTrust op senger offizieller Säit publizéiert huet, sinn zënter gëschter 15.20 Auer eng Rei Servicer, dorënner d'Authentifikatioun, wéinst engem techneschen Incident temporär net disponibel, woubäi LuxTrust matgedeelt huet, d'Ursaach wier identifizéiert ginn an d'Ekipp géif um Retablissement schaffen. LuxTrust huet dobäi betount, datt den Incident keng Auswierkungen op d'Integritéit vun de Systemer, op d'Clientsdonnéeën oder op d'Sécherheet vun den Transaktiounen hätt.

Well d'LuxTrust-Authentifikatioun fir vill digital Prozeduren am Alldag eng zentral Roll spillt, net nëmmen am Bankesecteur an am Privatsecteur, mee och fir vill statlech Servicer a Gemengeservicer, kann esou eng Stéierung direkt Auswierkungen op wichteg administrativ Demarchë fir Bierger a Betriber hunn an et stellen sech Froen zur Disponibilitéit, Resilienz a Krisekommunikatioun vun dësen essentielle Servicer.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

1. Ass d'Ursaach vun der Stéierung mëttlerweil bekannt?

2. Wéi laang dauert et bis d'Servicer nees vollstänneg retabléiert sinn?

3. Kann de Ministère de finanziellen Impakt vun dësem Ausfall bezifferen?

4. Wéi eng konkreet Moossname ginn elo geholl, fir an Zukunft esou Ausfäll ze verhënneren?

5. Ass geplangt, fir Noutfall-Léisunge virzegesinn, wann d'LuxTrust-Authentifikatioun temporär net verfügbar ass?

Réponse (17/12/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

An der IT-Infrastruktur vu LuxTrust ass et en Dënschdeg de 16. Dezember 2025 géint 15.20 Auer zu engem techneschen Incident komm. Laut LuxTrust kann eng Cyberattack ausgeschloss ginn. D'Ursaach vum Incident ass de materiellen Ausfall vun enger technescher Komponent um Niveau vum Stockage vun den Donnéeën.

Am Normalfall hunn esou Incidente keen Impakt no baussen, well se vu multipele Redondance-Systemer opgefaange ginn, déi justement dofir en place sinn. An dësem Fall hunn d'Redondancemechanismen op der Hardwaresäit funktionéiert, par contre huet eng Softwarekomponent, déi bei LuxTrust als zousätzleche Redundanzmechanismus agesat gëtt, versot.

Dëst huet dozou gefouert, datt verschidden Datebanken net méi disponibel waren. Well de Fournisseur vun der Softwarekomponent vum Stockage de Problem net konnt kuerzfristeg behiewen, hunn déi technesch Equippen iwwert d'Nuecht op e Mëttwoch ee komplett neie Stockage en place gesat an iwwert Backuppen d'Datebanke progressiv nei opgespillt. Déi enorm grouss Datevolumetrie expliziéiert, datt dëse Prozess laang gedauert huet.

PRIORITAIRE

BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required

Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Déi éischt Servicer sinn an der Nuecht op e Mëttwoch de 17. Dezember 2025 erëm live gaangen. Déi aner Servicer, ewéi d'Authentifikatioun, d'Signature électronique, de Portail vun den Enseignanten, Multiline, 3D Secure asw. gi progressiv säit dem fréien Nomëtteg vum 17. Dezember 2025 nees disponibel.

Well d'Authentifikatiounsservicer vu LuxTrust essenziell fir de Fonctionnement vun der digitaler Ekonomie vu Lëtzebuerg sinn, ass et wichteg, un der Resilienz vun deene Servicer ze schaffen. Nodeems LuxTrust déi néideg Analyse virgeholl huet, wäert d'Regierung déi entspriechend Conclusiounen zéien. LuxTrust kann de finanziellen Impakt à ce stade nach net bezifferen.

Problème technique auprès du fournisseur d'authentification LuxTrust | Question urgente **3355** (17/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

À la suite de l'attaque informatique subie par POST Luxembourg, la panne actuellement observée chez LuxTrust constitue la deuxième défaillance majeure touchant un instrument clé de la digitalisation au Luxembourg. Ce dysfonctionnement du service LuxTrust a des conséquences significatives tant pour certains groupes professionnels que pour la réalisation de transactions financières, tout en entravant le bon fonctionnement de services publics numériques essentiels, notamment le portail étatique myguichet.lu.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation :

1) Madame la Ministre peut-elle préciser quels services publics numériques essentiels ont été affectés par cette panne, notamment en ce qui concerne les paiements, la fiscalité, la sécurité sociale, la santé, la justice ainsi que les services communaux ?

– Dans ce contexte, le Gouvernement envisage-t-il la suspension, la prolongation ou l'adaptation automatique des délais légaux concernés par l'indisponibilité du service LuxTrust ?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la panne actuellement observée ne résulte pas d'une cyberattaque ? Dans l'affirmative, quelles sont les causes identifiées de cette défaillance ?

3) Dans ce contexte, des analyses de risques formelles relatives à l'existence de faiblesses structurelles dans l'architecture du service ont-elles été réalisées concernant le service LuxTrust ? Quelles en sont les conclusions principales ?

4) Madame la Ministre estime-t-elle que la situation de monopole de fait dont bénéficie LuxTrust en matière d'identification numérique est compatible avec les exigences de résilience, de sécurité et de continuité des services publics numériques ?
– Dans l'affirmative ou dans la négative, quelles mesures correctrices le Gouvernement entend-il examiner afin de limiter les risques systémiques liés à ces faiblesses structurelles ?

Réponse (17/12/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le mardi 16 décembre 2025, vers 15.20 heures, un incident technique s'est produit dans l'infrastructure informatique de LuxTrust. Selon LuxTrust, une cyberattaque peut être exclue. L'incident a été causé par la défaillance d'un composant technique au niveau du stockage des données.

Dans des circonstances normales, de tels incidents n'ont aucun impact externe, car ils sont détectés par plusieurs systèmes de redondance mis en place précisément à cette fin. Dans le cas présent, les mécanismes de redondance hardware ont fonctionné, mais un composant software utilisé par LuxTrust comme mécanisme de redondance supplémentaire a connu une défaillance.

Cet incident technique a entraîné l'indisponibilité de la base de données. Le fournisseur de ce composant software n'ayant pas été en mesure de résoudre le problème à court terme, les équipes techniques ont travaillé toute la nuit du jeudi au mercredi pour installer un système de stockage entièrement nouveau et restaurer progressivement les bases de données à partir des sauvegardes. Étant donné les volumes de données considérables, ce processus a pris du temps.

Les premiers services sont revenus en ligne dans la nuit le mercredi 17 décembre 2025. Les autres services, tels que l'authentification, la signature électronique, le portail des enseignants, Multiline, 3D Secure, etc., ont été progressivement à nouveau disponibles à partir du début de l'après-midi du 17 décembre 2025.

Tous les services publics numériques liés à une procédure d'authentification ou à une signature électronique ont été restreints à la suite de l'incident décrit. Le Gouvernement n'a pas connaissance qu'un délai quelconque n'ait pas pu être respecté aujourd'hui.

Les services d'authentification de LuxTrust étant essentiels au bon fonctionnement de l'économie numérique luxembourgeoise, il est important de travailler à la résilience de ces services. Une fois que LuxTrust aura effectué les analyses nécessaires, le Gouvernement tirera les conclusions qui s'imposent. À ce stade, LuxTrust n'est pas encore en mesure de quantifier l'impact financier de l'incident.

Le Ministère de l'Économie est tout à fait ouvert à d'autres prestataires. Le secteur des services numériques est un domaine où de nombreux nouveaux produits sont en cours de développement, la réglementation est en constante évolution et le marché changera à l'avenir. Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie entretient des échanges avec d'autres prestataires pour anticiper les évolutions du marché.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799